LENINE

œuvres

tome
9
juin-novembre
1905

LÉNINE

deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique • le prolétariat combat, la bourgeoisie se faufile au pouvoir • le socialisme et les paysans • socialisme petit-bourgeois et socialisme prolétarien

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LÉNINE

ŒUVRES

9

L'ÉDITION RUSSE EST PUBLIÉE
PAR DÉCISION DU IXe CONGRÈS DU P.C.(b)R.
ET DU IIe CONGRÈS DES SOVIETS DE l'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LÉNINE

ŒUVRES

TOME
9

Juin–novembre 1905

ÉDITIONS SOCIALES * PARIS
ÉDITIONS DU PROGRÈS * MOSCOU
1966

PRÉFACE

Les travaux qui composent le tome 9 des Œuvres de Lénine ont été rédigés durant la seconde moitié (juin-novembre) de 1905.

Ce tome comprend l'ouvrage capital intitulé *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*. Avec cette œuvre, Lénine a fourni une critique devenue classique de la tactique menchevique, présenté de façon magistrale les fondements de la tactique bolchevique et enrichi le marxisme d'une nouvelle théorie de la révolution. Le deuxième chapitre de la postface est publié pour la première fois intégralement d'après le manuscrit, dont une partie a été découverte en 1940.

On trouvera aussi dans le présent tome les articles intitulés : « Le prolétariat combat, la bourgeoisie se faufile au pouvoir », « Le boycottage de la Douma de Boulyguine et l'insurrection », « A la remorque de la bourgeoisie monarchiste ou à la tête du prolétariat révolutionnaire et des paysans ? », « Comment on joue au parlementarisme », « De la défensive à l'offensive », etc. Dans ces articles, Lénine défend la tactique révolutionnaire de la classe ouvrière, donne des instructions pour la préparation de l'insurrection armée, dénonce le faux « démocratisme » de la bourgeoisie libérale et la tactique conciliatrice des mencheviks.

Dans ses articles « L'attitude de la social-démocratie à l'égard du mouvement paysan », « Le socialisme et les paysans » et « Socialisme petit-bourgeois et socialisme prolétarien », Lénine explique et justifie la stratégie bolchevique de lutte pour la transformation de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste.

Les articles « Grève politique et combats de rues à Moscou », « La leçon des événements de Moscou », « La grève générale politique en Russie » et « La première victoire de la révolution » sont consacrés à la grève générale politique d'octobre.

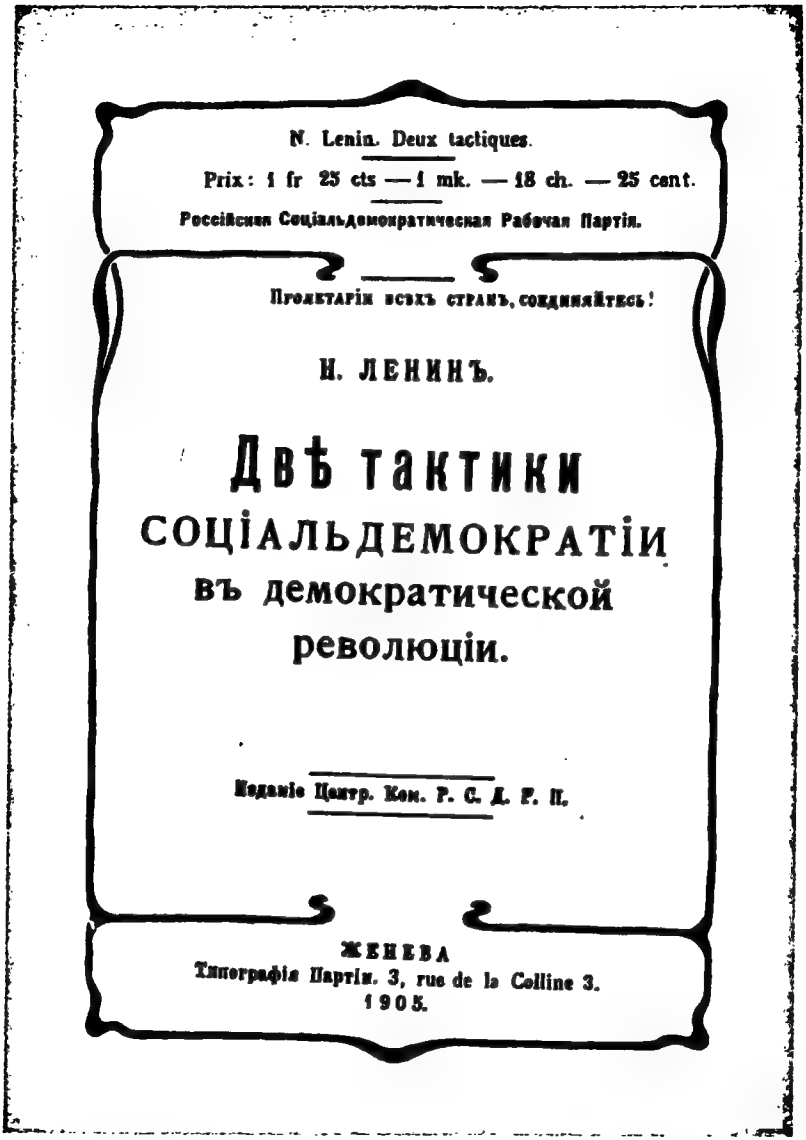
Les œuvres de Lénine « Préface à la brochure « Les ouvriers et la scission du Parti », « Sur le rétablissement de l'unité du Parti », etc., sont dirigées contre les activités scissionnistes des mencheviks.

Ce tome contient également les écrits suivants, inclus pour la première fois dans les Œuvres de V. Lénine : « Conclusion de l'article « La Commune de Paris et les tâches de la dictature démocratique », « Version primitive de la préface à la brochure « Les ouvriers et la scission du Parti », « Note sur la résolution de la conférence des organisations du P.O.S.D.R. à l'étranger », « Postface de la rédaction à l'article « Le III[e] Congrès jugé par les mencheviks caucasiens », « Note sur la brochure de P. Nikolaïev « La révolution en Russie », « A propos d'un fait d'actualité », « Au sujet de l'« organisation ouvrière social-démocrate d'Arménie », « Borba Prolétariata », « Les jeunes vivant à l'étranger et la révolution russe », « Notes sur l'article « Le mouvement ouvrier britannique et le congrès des trade-unions », « Addition à l'article de V. Kalinine « Le congrès paysan » et l'article « Entre deux combats ». Dans cet article Lénine dresse le bilan de la grève générale politique d'octobre 1905 et appelle le prolétariat russe à unir ses forces pour renverser l'autocratie tsariste au moyen d'une insurrection armée de tout le peuple.

DEUX TACTIQUES DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DANS LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE[1]

Ecrit en juin-juillet 1905
Publié pour la première fois en brochure à Genève en juillet 1905

Conforme au texte de la brochure collationnée avec le manuscrit



Couverture de la brochure de Lénine: *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique.* 1905.

Réduction

PRÉFACE

En période de la révolution il est très difficile de suivre les événements ; ils fournissent une quantité prodigieuse de nouveaux éléments pour apprécier les mots d'ordre tactiques des partis révolutionnaires. Cette brochure a été écrite avant les événements d'Odessa *. Nous avons déjà indiqué dans le *Prolétari* [3] (n° 9, « La révolution instruit ») ** que ces événements ont obligé jusqu'à ceux des social-démocrates qui ont créé la théorie de l'insurrection-processus et rejeté la propagande en faveur d'un gouvernement révolutionnaire provisoire à passer ou à commencer de passer en fait du côté de leurs contradicteurs. La révolution instruit sans nul doute avec une promptitude et une profondeur qui paraissent invraisemblables aux époques d'évolution politique paisible. Et ce qui importe surtout, c'est qu'elle instruit non seulement les dirigeants, mais aussi les masses.

Il est hors de doute que la révolution enseignera aux masses ouvrières de Russie le social-démocratisme. La révolution confirmera dans la pratique le programme et la tactique de la social-démocratie, en montrant la nature véritable des diverses classes sociales, le caractère bourgeois de notre démocratie et les aspirations véritables de la paysannerie, révolutionnaire dans le sens démocratique bourgeois, porteuse non pas de l'idée de « socialisation », mais d'une nouvelle lutte de classe entre la bourgeoisie paysanne et le prolétariat rural. Les vieilles illu-

* La mutinerie du cuirassé « Prince Potemkine [2] ». (Note de Lénine à l'édition de 1907. *N.R.*)

** Voir le présent tome, p. 148. (*N.R.*)

sions du vieux populisme qui transparaissent si manifestement, par exemple, dans le projet de programme du « parti socialiste-révolutionnaire [4] », aussi bien en ce qui concerne le développement du capitalisme en Russie qu'à propos de la démocratie de notre « société » et de la portée d'une victoire complète du soulèvement paysan, toutes ces illusions seront impitoyablement et définitivement dissipées par la révolution. Celle-ci donnera aux différentes classes leur premier, leur véritable baptême politique. Ces classes sortiront de la révolution avec une physionomie politique bien définie, mise en évidence non seulement par les programmes et les mots d'ordre tactiques de leurs idéologues, mais aussi dans l'action politique directe des masses.

Il est certain que la révolution nous instruira, qu'elle instruira les masses populaires. Mais ce dont il s'agit pour un parti politique engagé dans la lutte, c'est de savoir si nous saurons enseigner quelque chose à la révolution. Saurons-nous mettre à profit la justesse de notre pensée social-démocrate, notre liaison avec le prolétariat, seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, pour marquer la révolution d'une empreinte prolétarienne, pour l'amener à une victoire vraiment décisive en fait et non en paroles, pour paralyser l'instabilité, l'ambiguïté et la perfidie de la bourgeoisie démocratique ?

Tous nos efforts doivent concourir à ce but. Le succès dépend, d'une part, de notre juste appréciation de la situation politique, de la justesse de nos mots d'ordre tactiques et, d'autre part, de l'appui qu'apporteront à ces mots d'ordre les forces de combat réelles, celles des masses ouvrières. Tout le travail quotidien, régulier, courant de toutes les organisations et de tous les groupes de notre Parti — propagande, agitation et organisation — tend à consolider et à développer les liens avec les masses. Ce travail est toujours nécessaire, mais au moment de la révolution, il ne peut — moins que jamais — être considéré comme suffisant. Dans pareil moment, la classe ouvrière aspire d'instinct à l'action révolutionnaire du grand jour, et nous devons savoir définir de façon juste les objectifs de cette action, pour ensuite les faire connaître et comprendre aussi largement que possible. N'oublions pas que le pessimisme courant à l'égard de notre liaison avec les masses

dissimule aujourd'hui assez souvent des idées bourgeoises sur le rôle du prolétariat dans la révolution. Nous avons sans doute encore beaucoup, beaucoup à faire pour éduquer et organiser la classe ouvrière, mais le tout est maintenant de savoir où doit être le centre de gravité politique de cette éducation et de cette organisation. Dans les syndicats et les associations légales ou bien dans l'insurrection armée, dans la création d'une armée et d'un gouvernement révolutionnaires ? La classe ouvrière s'éduque et s'organise dans les deux cas. Les deux choses sont évidemment nécessaires. Le tout est pourtant de savoir, dans la révolution actuelle, où se feront pour l'essentiel l'éducation et l'organisation de la classe ouvrière. Dans les syndicats et associations légales ou dans l'insurrection ?

L'issue de la révolution dépend de ceci : la classe ouvrière jouera-t-elle le rôle d'un auxiliaire de la bourgeoisie, puissant par l'assaut qu'il livre à l'autocratie, mais impuissant politiquement, ou dirigera-t-elle la révolution populaire ? Les représentants conscients de la bourgeoisie s'en rendent parfaitement compte. Aussi l'*Osvobojdénié* [5] loue-t-il dans la social-démocratie les idées d'Akimov, l'« économisme » qui met *maintenant* au premier plan les syndicats et les associations légales. Aussi M. Strouvé se félicite-t-il (n° 72 de l'*Osvobojdénié*) des orientations akimoviennes qui se font jour dans la nouvelle *Iskra*. Aussi réserve-t-il tout son courroux à l'exécrable étroitesse révolutionnaire des résolutions du IIIe Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

Des mots d'ordre tactiques corrects de la social-démocratie ont maintenant, pour la direction des masses, une importance particulière. Rien n'est plus dangereux que de vouloir amoindrir en temps de révolution la portée des mots d'ordre tactique strictement conformes aux principes. Ainsi, l'*Iskra* [6], dans son n° 104, passe en fait du côté de ses contradicteurs au sein de la social-démocratie, mais en même temps, parle avec dédain de la portée des mots d'ordre et des décisions tactiques qui devancent la vie, qui prolongent la direction dans laquelle, en dépit des insuccès, des erreurs, etc., se fait le mouvement. Au contraire, l'élaboration de décisions tactiques correctes a une importance énorme pour un parti qui veut diriger le proléé-

tariat dans un esprit rigoureusement marxiste et non pas simplement se laisser remorquer par les événements. Les résolutions du IIIe Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie et celles de la conférence de la fraction dissidente du Parti * nous offrent les expressions les plus exactes, les plus approfondies, les plus complètes des vues sur la tactique non point telles qu'elles échappent à la plume de tel ou tel auteur, mais telles que les ont adoptées les représentants responsables du prolétariat social-démocrate. Avec son programme précis, adopté par tous ses membres, notre Parti est en avance sur tous les autres. Il doit aussi donner aux autres partis l'exemple d'une observation rigoureuse de ses résolutions tactiques, contrairement à l'opportunisme de la bourgeoisie démocratique de l'*Osvobojdénié* et à la phraséologie révolutionnaire des socialistes-révolutionnaires qui ont attendu la révolution pour formuler un « projet » de programme et se demander pour la première fois si c'était bien à une révolution bourgeoise qu'ils assistaient.

Voilà pourquoi nous considérons comme la tâche la plus urgente de la social-démocratie révolutionnaire d'étudier avec soin les résolutions tactiques du IIIe Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie et de la conférence, d'y relever les entorses possibles aux principes du marxisme et de se rendre bien compte des objectifs concrets du prolétariat social-démocrate dans la révolution démocratique. Tel est l'objet de la présente brochure. Enfin, la vérification de notre tactique du point de vue des principes du marxisme et des enseignements de la révolution est nécessaire pour quiconque veut réellement préparer l'unité de tactique comme base de l'unité parfaite à venir de l'ensemble du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, et ne pas se borner à des exhortations.

N. Lénine

Juillet 1905.

* Les bolcheviks ont seuls participé au IIIe Congrès du P.O.S.D.R. (Londres, mai 1905). Les mencheviks ont seuls participé à la « conférence » de Genève (même époque) ; nous les appelons souvent dans cette brochure « gens de la nouvelle *Iskra* », car, continuant à publier l'*Iskra*, ils ont déclaré par la bouche de leur ami politique d'alors, Trotski, qu'entre la vieille *Iskra* et la nouvelle il y a un abîme. (Note de Lénine à l'édition de 1907. *N.R.*)

1. UNE QUESTION POLITIQUE URGENTE

La question de la convocation d'une Assemblée constituante nationale est à l'ordre du jour en cette période révolutionnaire que nous vivons. Comment la résoudre ? Les opinions divergent. Trois tendances politiques se manifestent. Le gouvernement du tsar admet qu'il est nécessaire de convoquer les représentants du peuple, mais ne veut en aucun cas admettre que leur Assemblée soit véritablement représentative et constituante. A en croire les informations de la presse sur les travaux de la commission Boulyguine [7], il consentirait à une Assemblée consultative élue sans liberté de propagande et avec un système électoral étroitement censitaire ou strictement de caste. Le prolétariat révolutionnaire, pour autant qu'il est dirigé par la social-démocratie, exige que tout le pouvoir soit remis à l'Assemblée constituante ; dans ce but il ne cherche pas simplement à obtenir le suffrage universel et l'entière liberté de propagande, mais encore le renversement immédiat du gouvernement tsariste et son remplacement par un gouvernement révolutionnaire provisoire. Enfin, la bourgeoisie libérale, qui exprime ses vœux par la bouche des chefs du parti dit « constitutionnel-démocrate [8] », ne réclame pas le renversement du gouvernement du tsar, ne formule pas le mot d'ordre de gouvernement provisoire, n'exige pas que de véritables garanties protègent la liberté et la régularité entières des élections, afin que l'assemblée des représentants soit réellement représentative et réellement constituante. Au fond, la bourgeoisie libérale, seul appui social sérieux de la tendance de l'*Osvobojdénié*, recherche un accommodement aussi pacifique que possible

entre le tsar et le peuple révolutionnaire, accommodement qui lui donnerait le plus de pouvoir à elle, la bourgeoisie, et le moins au peuple révolutionnaire, prolétariat et paysannerie.

Telle est présentement la situation politique. Telles sont les trois tendances politiques principales correspondant aux trois principales forces sociales de la Russie d'aujourd'hui. Nous avons parlé maintes fois dans le *Prolétari* (nos 3, 4, et 5) * de la façon dont les gens de l'*Osvobojdénié* dissimulent sous des phrases pseudo-démocratiques leur politique équivoque ou plutôt, en termes plus simples et plus directs, leur politique de trahison de la révolution. Voyons maintenant comment les social-démocrates tiennent compte des objectifs de l'heure. Les deux résolutions adoptées tout récemment par le IIIe Congrès du P.O.S.D.R. et la « conférence » de la fraction dissidente du Parti constituent à cet égard d'excellentes pièces pour en juger. La question de savoir laquelle de ces résolutions tient mieux compte de la situation politique et définit mieux la tactique du prolétariat révolutionnaire revêt une énorme importance. Et tout social-démocrate désireux de s'acquitter consciemment de ses obligations de propagandiste, d'agitateur et d'organisateur, doit étudier cette question avec toute l'attention requise, en laissant entièrement de côté les considérations étrangères au fond du problème.

On entend par tactique d'un parti sa conduite politique, c'est-à-dire le caractère, l'orientation, les méthodes de son activité politique. Le congrès du parti adopte des résolutions tactiques afin de déterminer exactement la conduite politique du parti dans son ensemble, en face de problèmes nouveaux ou d'une nouvelle situation politique. Une situation nouvelle de cette nature a été créée par la révolution qui a commencé en Russie, c'est-à-dire par la séparation totale, résolue et manifeste de l'immense majorité du peuple d'avec le gouvernement du tsar. Le problème nouveau est de savoir quels sont les moyens pratiques de réunir une assemblée vraiment représentative et vraiment constituante (sur le plan théorique cette question a été

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, pp. 491-500, 518-525. (*N.R.*)

depuis longtemps, et avant tous les autres partis, résolue officiellement par la social-démocratie dans son programme). Si le peuple est en désaccord avec le gouvernement et si les masses ont pris conscience de la nécessité d'instituer un nouvel ordre de choses, le parti qui s'est assigné pour but de renverser le gouvernement, doit nécessairement se demander par quel gouvernement il remplacera l'ancien, celui qu'il s'agit de renverser. Une *nouvelle* question surgit : celle du gouvernement révolutionnaire provisoire. Pour y répondre d'une façon complète, le parti du prolétariat conscient doit élucider : 1) l'*importance* du gouvernement révolutionnaire provisoire dans la révolution en cours et dans toute la lutte du prolétariat en général ; 2) son *attitude* envers le gouvernement provisoire révolutionnaire ; 3) les conditions précises de la *participation* de la social-démocratie à ce gouvernement ; 4) les conditions d'une pression à exercer *par en bas* sur ce gouvernement, c'est-à-dire si la social-démocratie n'y est pas représentée. Sous ce rapport, la conduite politique du parti ne sera nette, ferme et conforme à ses principes que si toutes ces questions sont éclaircies.

Voyons donc comment ces questions ont été tranchées par la résolution du III[e] Congrès du P.O.S.D.R. En voici le texte complet :

« *Résolution sur le gouvernement révolutionnaire provisoire.*

Considérant :

1. que les intérêts immédiats du prolétariat, de même que les intérêts de sa lutte pour les buts finals du socialisme, exigent une liberté politique aussi complète que possible et, par conséquent, la substitution de la république démocratique à la forme autocratique de gouvernement ;

2. que la république démocratique en Russie ne peut être instaurée qu'à l'issue d'une insurrection populaire victorieuse, dont l'organe sera le gouvernement révolutionnaire provisoire seul capable d'assurer la liberté entière de la propagande électorale et de convoquer une Assemblée constituante élue au suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret, et exprimant réellement la volonté du peuple ;

3. que cette révolution démocratique en Russie, loin de l'affaiblir, renforcera, étant donné le régime social et économique actuel, la domination de la bourgeoisie qui tentera infailliblement, à un moment donné, sans reculer devant rien, de ravir au prolétariat russe la plus grande partie possible de ses conquêtes de la période révolutionnaire,

le IIIe Congrès du P.O.S.D.R. décide :

a) il est indispensable de répandre dans la classe ouvrière une vision concrète de la marche la plus probable de la révolution, avec l'apparition nécessaire, à un certain moment, d'un gouvernement révolutionnaire provisoire dont le prolétariat exigera qu'il satisfasse toutes les revendications politiques et économiques immédiates de notre programme (programme minimum) ;

b) en fonction du rapport des forces et d'autres facteurs impossibles à déterminer d'avance avec précision, on pourrait admettre la participation de mandataires de notre Parti à un gouvernement révolutionnaire provisoire, en vue de lutter sans merci contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires et de défendre les intérêts propres de la classe ouvrière ;

c) les conditions indispensables de cette participation sont : le contrôle rigoureux du Parti sur ses mandataires et la sauvegarde constante de l'indépendance de la social-démocratie qui, aspirant à une révolution socialiste totale, est, de ce fait même, irréductiblement hostile à tous les partis bourgeois ;

d) indépendamment de la possibilité d'une participation de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire provisoire, il importe de gagner les couches les plus larges possible du prolétariat à l'idée de la nécessité d'une pression constante du prolétariat armé et dirigé par la social-démocratie sur le gouvernement provisoire, dans le but de protéger, de consolider et d'élargir les conquêtes de la révolution. »

2. QUE NOUS APPORTE LA RÉSOLUTION DU IIIe CONGRÈS DU P. O. S. D. R. SUR LE GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE ?

La résolution du IIIe Congrès du P.O.S.D.R., comme son titre l'indique, est entièrement et exclusivement consacrée à la question du gouvernement révolutionnaire provisoire. C'est dire que la participation des social-démocrates au gouvernement révolutionnaire provisoire apparaît ici comme une partie de ce problème. D'un autre côté on n'y parle que du gouvernement révolutionnaire provisoire, et de nulle autre chose ; c'est dire qu'on n'y traite pas du tout, par exemple, de la « conquête du pouvoir » en général, etc. Le congrès a-t-il eu raison d'écarter cette dernière question et d'autres semblables ? Oui, sans aucun doute, car la situation politique de la Russie ne met nullement pareilles questions à l'ordre du jour. Au contraire, le peuple entier a inscrit à l'ordre du jour le renversement de l'autocratie et la convocation de l'Assemblée constituante. Les congrès du Parti doivent entreprendre de résoudre non les problèmes soulevés à tort ou à raison par tel ou tel auteur, mais ceux qui ont une sérieuse importance politique, étant donné les conditions de l'heure et l'évolution objective de la société.

Quelle importance le gouvernement révolutionnaire provisoire a-t-il pour la révolution actuelle et pour la lutte du prolétariat en général ? La résolution du congrès l'explique en indiquant dès le début la nécessité d'une « liberté politique aussi complète que possible », tant du point de vue des intérêts immédiats du prolétariat que de celui des « buts finals du socialisme ». Or, pour que la liberté politique soit complète, il faut que l'autocratie tsariste soit remplacée par une république démocratique, ce que le programme de notre Parti a déjà reconnu. Il fallait, pour satisfaire à nos principes et à la logique, souligner dans la résolution du congrès le mot d'ordre de république démocratique, car le prolétariat, combattant d'avant-garde de la démocratie, revendique justement la liberté complète ; en outre, il était d'autant plus opportun de le souligner que, précisément à l'heure actuelle, nous voyons des monarchistes, et plus précisément le parti

dit constitutionnel-« démocrate » ou de l'*Osvobojdénié*, se couvrir du drapeau de la « démocratie ». Pour instaurer la république il faut absolument une Assemblée de représentants du peuple, élue nécessairement par le peuple entier (sur la base du suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret) et constituante. C'est ce que reconnaît plus loin la résolution du congrès. Mais elle ne se borne pas à cela. Pour instituer un nouveau régime « exprimant réellement la volonté du peuple », il ne suffit pas de qualifier de constituante l'Assemblée des représentants. Il faut encore que cette Assemblée ait le pouvoir et la force de « constituer ». Conscient de ce fait, le congrès ne s'est pas borné à formuler purement et simplement dans sa résolution le mot d'ordre d'« Assemblée constituante » ; il a précisé les conditions matérielles qui seules permettront à cette Assemblée d'accomplir véritablement sa tâche. Il était urgent et indispensable d'indiquer les conditions dans lesquelles une Assemblée constituante de nom peut devenir constituante de fait, car la bourgeoisie libérale, représentée par le parti constitutionnel-monarchiste, déforme sciemment, nous l'avons maintes fois signalé, le mot d'ordre d'Assemblée constituante nationale et le réduit à une phrase creuse.

La résolution du congrès dit que *seul* un gouvernement révolutionnaire provisoire, qui serait l'organe de l'insurrection populaire victorieuse, est capable d'assurer la liberté complète de la propagande électorale et de convoquer une assemblée exprimant réellement la volonté du peuple. Cette thèse est-elle correcte ? Celui qui s'aviserait de la contester devrait soutenir que le gouvernement du tsar peut ne pas tendre la main à la réaction, qu'il est capable de rester neutre pendant les élections, qu'il peut se soucier de l'expression véritable de la volonté du peuple. Ces affirmations sont tellement absurdes que personne ne s'aviserait de les soutenir ouvertement, mais nos gens de l'*Osvobojdénié*, justement, les colportent en cachette sous le pavillon libéral. Quelqu'un doit convoquer l'Assemblée constituante ; quelqu'un doit assurer la liberté et la procédure régulière des élections ; quelqu'un doit investir pleinement cette Assemblée de la force et du pouvoir : seul un gouvernement révolutionnaire, organe de

l'insurrection, peut sincèrement le vouloir et se montrer capable de tout faire pour le réaliser. Le gouvernement du tsar s'y opposera inévitablement. Un gouvernement libéral qui aurait conclu un marché avec le tsar et ne s'appuierait pas entièrement sur l'insurrection populaire ne pourrait ni vouloir sincèrement ces choses ni les accomplir, en eût-il le désir le plus sincère. La résolution du congrès donne ainsi le seul mot d'ordre démocratique correct et parfaitement conséquent.

Mais l'appréciation de l'importance du gouvernement révolutionnaire provisoire serait incomplète et fausse si l'on perdait de vue le caractère de classe de la révolution démocratique. Aussi la résolution ajoute-t-elle que la révolution affermira la domination de la bourgeoisie. Cela est inévitable avec le régime économique et social actuel, c'est-à-dire le régime capitaliste. Et l'affermissement de la domination bourgeoise sur un prolétariat jouissant de quelque liberté politique aura nécessairement pour résultat une lutte acharnée entre la bourgeoisie et le prolétariat pour le pouvoir, la première faisant des tentatives désespérées pour « ravir au prolétariat ses conquêtes de la période révolutionnaire ». C'est pourquoi le prolétariat, qui combat pour la démocratie en avant et à la tête de tous, ne doit pas oublier un instant les nouvelles contradictions inhérentes à la démocratie bourgeoise, non plus que la lutte nouvelle.

L'importance du gouvernement révolutionnaire provisoire a donc été parfaitement définie dans la partie de la résolution que nous venons d'examiner : et dans son rapport à la lutte pour la liberté et pour la République, et dans son rapport à l'Assemblée constituante, et dans son rapport à la révolution démocratique qui déblaie le terrain pour une nouvelle lutte de classes.

On peut ensuite se demander quelle position le prolétariat doit-il adopter en général à l'égard du gouvernement révolutionnaire provisoire ? A cela la résolution du congrès répond tout d'abord en recommandant expressément au Parti de travailler à convaincre la classe ouvrière de la nécessité d'un gouvernement révolutionnaire provisoire. La classe ouvrière doit prendre conscience de cette nécessité. Tandis que la bourgeoisie « démocratique » laisse dans

l'ombre la question du renversement du gouvernement tsariste, nous devons la mettre au premier plan et insister sur la nécessité d'un gouvernement révolutionnaire provisoire. Bien plus, nous devons exposer le programme d'action de ce gouvernement, programme conforme à la situation historique objective et aux tâches de la démocratie prolétarienne. Il s'agit là de *tout* le programme minimum de notre Parti, programme des transformations politiques et économiques immédiates, parfaitement réalisables, d'un côté, sur le terrain des rapports économiques et sociaux actuels, et nécessaires, d'un autre, pour faire un nouveau pas en avant, pour réaliser le socialisme.

De cette façon, la résolution éclaire parfaitement le caractère et l'objectif du gouvernement révolutionnaire provisoire. Par ses origines et son caractère essentiel, ce gouvernement doit être l'organe de l'insurrection populaire. Son rôle, d'un point de vue formel, consistera à convoquer une Assemblée nationale constituante. Son activité, pour le fond, à réaliser le programme minimum de la démocratie prolétarienne, seul capable d'assurer les intérêts du peuple soulevé contre l'autocratie.

On objectera peut-être que le gouvernement provisoire, précisément parce qu'il est provisoire, ne saurait appliquer un programme positif que le peuple entier n'aurait pas encore approuvé. Cette objection ne serait qu'un sophisme de réactionnaire et d'« autocratophile ». N'appliquer aucun programme positif, c'est tolérer le régime féodal d'une autocratie pourrie. Seul un gouvernement de traîtres à la révolution, et non un gouvernement organe de l'insurrection populaire, pourrait tolérer un semblable régime. Ce serait se moquer du monde que de proposer de renoncer à l'application effective de la liberté de réunion tant que cette liberté n'aurait pas été reconnue par l'Assemblée constituante, sous le prétexte que celle-ci pourrait bien ne pas la reconnaître ! Ce ne serait pas moins se moquer du monde que de l'élever contre l'application immédiate du programme minimum par le gouvernement révolutionnaire provisoire.

Notons enfin que la résolution, en assignant au gouvernement révolutionnaire provisoire la tâche d'appliquer ce programme minimum, écarte par là même l'idée

absurde, semi-anarchiste, de l'application immédiate du programme maximum, de la conquête du pouvoir pour la révolution socialiste. Le degré de développement économique de la Russie (condition objective) et le degré de conscience et d'organisation des grandes masses du prolétariat (condition subjective indissolublement liée à la condition objective) rendent impossible l'émancipation immédiate et totale de la classe ouvrière. Seuls les gens les plus ignares peuvent méconnaître le caractère bourgeois de la révolution démocratique en cours ; seuls les optimistes les plus naïfs peuvent oublier que la masse des ouvriers ne sait encore que bien peu de choses des objectifs du socialisme et des moyens de le réaliser. Or, nous sommes tous convaincus que l'émancipation des ouvriers ne peut être que l'œuvre des ouvriers eux-mêmes ; sans la conscience et l'organisation des masses, sans la préparation et l'éducation de celles-ci par la lutte de classe déclarée contre la bourgeoisie tout entière, il ne saurait être question de révolution socialiste. Et pour répondre aux objections anarchistes prétendant que nous ajournons la révolution socialiste, nous dirons : nous ne l'ajournons pas, nous faisons le premier pas vers elle par le seul moyen possible et par le seul chemin sûr, à savoir : par le chemin de la république démocratique. Qui veut marcher au socialisme par une autre voie que celle de la démocratie politique en arrive infailliblement à des conclusions absurdes et réactionnaires, tant dans le sens économique que dans le sens politique. A des ouvriers venant nous demander, le moment venu, si on ne pourrait pas appliquer le programme maximum, nous leur rappellerions combien les masses populaires, d'esprit démocratique, sont encore fermées au socialisme, combien les antagonismes de classes sont encore peu développés, combien les prolétaires sont encore inorganisés. Organisez donc des centaines de milliers d'ouvriers dans toute la Russie, ralliez les sympathies de millions de travailleurs autour de votre programme ! Essayez de le faire sans vous contenter de phrases anarchistes, sonores, mais creuses, et vous verrez aussitôt que la réussite de cette œuvre d'organisation, que la généralisation de cette éducation socialiste dépendent de la mise en œuvre aussi complète que possible des transformations démocratiques.

Poursuivons. Une fois élucidées l'importance du gouvernement révolutionnaire provisoire et l'attitude du prolétariat envers lui, les questions suivantes se posent : notre participation à ce gouvernement (action par en haut) est-elle admissible et dans quelles conditions ? Quelle doit être notre action par en bas ? La résolution fournit des réponses précises à ces deux questions. Elle déclare tout net que sur le plan des principes la participation de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire provisoire (en période de révolution démocratique, en période de lutte pour la république) est *admissible*. Par cette déclaration, nous nous séparons définitivement et des anarchistes, qui, par principe, répondent à cette question par la négative, et des suiveurs de la social-démocratie (comme Martynov et les gens de la nouvelle *Iskra*), qui pensaient nous *effrayer* par la nécessité où nous pourrions nous trouver de participer au pouvoir. Par cette déclaration, le III[e] Congrès du P.O.S.D.R. a définitivement repoussé la thèse de la nouvelle *Iskra*, prétendant que la participation des social-démocrates au gouvernement révolutionnaire provisoire serait une variété de millerandisme [9], que la chose est inadmissible par principe, car ce serait consacrer le régime bourgeois, etc.

Mais admettre, sur le plan des principes, la participation de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire provisoire ne résout pas encore, cela va de soi, la question de son opportunité. Dans quelles conditions ce nouvel aspect de la lutte, la lutte « par en haut », reconnu par le congrès du Parti, s'impose-t-il ? Il n'est pas possible, on le conçoit, de parler dès maintenant de conditions concrètes telles que le rapport des forces, etc. ; et la résolution se refuse comme de juste à déterminer par avance ces conditions. Nul homme raisonnable ne prendra sur lui de prédire quoi que ce soit à l'heure actuelle au sujet de la question qui nous intéresse. On peut et on doit définir l'objet et le caractère de notre participation. C'est ce que fait la résolution ; elle fixe deux objectifs à cette participation : 1° une lutte sans merci contre les tentatives contre-révolutionnaires et 2° la défense des intérêts propres de la classe ouvrière. Au moment où les bourgeois libéraux se mettent à parler avec zèle de la psychologie de la réaction

(voir la très édifiante « Lettre ouverte » de M. Strouvé dans le n° 71 de l'*Osvobojdénié*), s'efforçant d'intimider le peuple révolutionnaire et de l'inciter à se montrer conciliant à l'égard de l'autocratie, il est particulièrement à propos que le parti du prolétariat vienne rappeler la nécessité qu'il y aura de livrer une guerre véritable à la contre-révolution. Les grands problèmes de la liberté politique et de la lutte de classe ne sont tranchés en définitive que par la force, et nous devons prendre soin de préparer et d'organiser cette force et de l'employer activement, non seulement pour la défensive, mais aussi pour l'offensive. La longue période de réaction politique presque ininterrompue qui règne en Europe depuis la Commune de Paris nous a trop accoutumés à n'envisager l'action que « par en bas » ; elle nous a trop habitués au spectacle d'une lutte uniquement défensive. Incontestablement, nous sommes entrés aujourd'hui dans une nouvelle époque ; une ère de bouleversements politiques et de révolutions a commencé. Dans une période comme celle que traverse la Russie, il n'est pas permis de se contenter de poncifs. Il faut propager l'idée de l'action par en haut ; il faut se préparer aux actions les plus énergiques, à l'offensive ; il faut étudier les conditions et les formes de ces actions. La résolutions du congrès fait ressortir deux de ces conditions : l'une concerne le côté formel de la participation de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire provisoire (contrôle rigoureux du Parti sur ses mandataires) ; l'autre, le caractère même de cette participation (ne pas perdre de vue un instant le but de la révolution socialiste intégrale).

Ainsi, après avoir précisé tous les aspects de la politique de notre Parti dans l'action « par en haut » — ce nouveau moyen de lutte, presque inconnu jusqu'ici —, la résolution prévoit également le cas où il ne nous serait pas possible d'agir par en haut. Dans tous les cas nous avons le devoir d'agir par en bas sur le gouvernement révolutionnaire provisoire. Pour exercer cette pression par en bas, le prolétariat doit être armé — car en temps de révolution les choses en arrivent très vite à la guerre civile déclarée — et dirigé par la social-démocratie. La pression armée du prolétariat a pour but de « sauvegarder, consolider et élargir les conquêtes de la révolution », c'est-à-dire

les conquêtes qui, du point de vue des intérêts du prolétariat, doivent consister dans la réalisation de tout notre programme minimum.

Nous en avons fini avec notre rapide examen de la résolution du IIIe Congrès sur le gouvernement révolutionnaire provisoire. Comme le lecteur le voit, cette résolution dégage l'importance de cette question nouvelle, l'attitude à son égard du Parti du prolétariat et la politique du Parti au-dedans comme au-dehors du gouvernement révolutionnaire provisoire.

Voyons maintenant la résolution correspondante de la « conférence ».

3. QU'EST-CE QUE LA « VICTOIRE DÉCISIVE DE LA RÉVOLUTION SUR LE TSARISME » ?

La résolution de la « conférence » est consacrée au problème « *de la conquête du pouvoir et de la participation au gouvernement provisoire* » *. Dans cette façon de poser la question il y a déjà, nous l'avons signalé, de la confusion. Tout d'abord la question est posée étroitement : on n'envisage que notre participation au gouvernement provisoire, et non les tâches du Parti, en général, à l'égard du gouvernement révolutionnaire provisoire. Par ailleurs, deux questions d'une nature absolument différente sont confondues : notre participation à l'une des phases de la révolution *démocratique* et la révolution *socialiste*. En effet, la « conquête du pouvoir » par la social-démocratie est précisément la révolution socialiste et ne peut être rien d'autre, si l'on emploie ces mots dans leur sens propre et habituel. Et si on les interprète comme la conquête du pouvoir non pas pour une révolution socialiste, mais pour une révolution démocratique, à quoi bon parler non seulement de participation au gouvernement révolutionnaire provisoire, mais de « conquête du pouvoir » *en général* ? Il est certain que nos « conférents » ne savaient pas très

* Le lecteur pourra rétablir le texte complet de cette résolution d'après les citations données aux pages 400, 403, 407, 431 et 433 de la présente brochure. (Note de Lénine à l'édition de 1907. Voir le présent tome, pp. 27, 33, 39, 74, 78. *N.R.*)

bien eux-mêmes ce dont ils devaient exactement parler : de révolution démocratique ou de révolution socialiste. Les lecteurs avertis savent que c'est le camarade Martynov qui a inauguré cette confusion d'idées dans ses fameuses *Deux dictatures* : les gens de la nouvelle *Iskra* ne se souviennent pas volontiers de la façon dont la question était posée (dès avant le 9 janvier [10]) dans cet écrit « suiviste » type ; cependant l'influence idéologique qu'il a exercée sur la conférence ne saurait être mise en doute.

Mais laissons de côté le titre de la résolution. Son contenu nous révèle des erreurs autrement profondes et graves. Voici la première partie du texte :

« La victoire décisive de la révolution sur le tsarisme peut être marquée soit par la formation d'un gouvernement provisoire issu de l'insurrection populaire victorieuse, soit par l'initiative révolutionnaire de telle ou telle institution représentative qui déciderait, sous la pression révolutionnaire directe du peuple, d'organiser une Assemblée constituante nationale. »

Ainsi, l'on nous dit que la victoire décisive de la révolution sur le tsarisme peut être une insurrection victorieuse, et... la décision que prendrait une institution représentative d'organiser l'Assemblée constituante ! Comment ? Qu'est-ce à dire ? La victoire décisive peut être marquée par la « décision » d'organiser une Assemblée constituante ?? Et cette « victoire » figure à côté de la constitution d'un gouvernement provisoire « issu d'une insurrection populaire victorieuse » !! La conférence n'a pas remarqué que l'insurrection populaire *victorieuse* et la *constitution* d'un gouvernement provisoire signifient la victoire *effective* de la révolution, tandis que la « décision » d'organiser une Assemblée constituante n'est pour la révolution qu'une victoire *en paroles*.

La conférence des mencheviks néo-iskristes est tombée dans l'erreur où tombent constamment les libéraux, les gens de l'*Osvobojdénié*. Ces derniers font des phrases sur l'Assemblée « constituante » et ferment pudiquement les yeux sur le fait que la force et le pouvoir restent entre les mains du tsar ; ils oublient que pour « constituer », il faut avoir la *force* de constituer. La conférence a également oublié que d'une « décision » de représentants, quels qu'ils soient,

à l'application de cette décision il y a encore loin. La conférence a également oublié qu'aussi longtemps que le pouvoir restera entre les mains du tsar, toutes les décisions de tous les représentants, quels qu'ils soient, se réduiront à des bavardages aussi creux et pitoyables que les « décisions » du fameux parlement de Francfort, lors de la révolution allemande de 1848. Ce qui valut précisément aux libéraux genre *Osvobojdénié* de Francfort les cruels sarcasmes dont Marx, porte-parole du prolétariat, les cinglait dans sa *Nouvelle Gazette Rhénane* [11], c'est qu'ils prononçaient de belles paroles, adoptaient toutes sortes de « décisions » démocratiques, « instituaient » des libertés de tout genre, mais en fait laissaient le pouvoir dans les mains du roi et n'organisaient pas la lutte armée contre la force militaire dont celui-ci disposait. Et pendant que les précurseurs locaux de l'*Osvobojdénié* discouraient, le roi guettait le moment propice, augmentait ses forces militaires, si bien que la contre-révolution, s'appuyant sur une force réelle, battit à plate couture les démocrates avec toutes leurs belles « décisions ».

La conférence a identifié à une victoire décisive une chose à laquelle manque justement la condition décisive de la victoire. Comment des social-démocrates, reconnaissant le programme républicain de notre Parti, ont-ils pu tomber dans cette erreur ? Pour comprendre ce fait singulier, il faut nous rapporter à la résolution du III[e] Congrès sur la fraction dissidente du Parti *. Cette résolution cons-

* Voici le texte intégral de cette résolution : « Le congrès constate qu'au sein du P.O.S.D.R., depuis sa lutte contre l'économisme, se sont conservées des nuances apparentées à l'économisme à des degrés variables et sous différents rapports, et dont la tendance générale est d'amoindrir le rôle de l'élément conscient dans la lutte prolétarienne et de le subordonner à l'élément spontané. En matière d'organisation, les représentants de ces nuances formulent théoriquement le principe de l'organisation-processus, qui ne correspond pas à une action méthodique du Parti ; en pratique ils commettent systématiquement, dans une foule de cas, des infractions à la discipline du Parti ; dans d'autres cas, adressant aux éléments les moins conscients du Parti leur propagande d'une large application du principe électif, sans tenir compte des conditions objectives de la réalité russe, ils s'efforcent de ruiner les seules bases actuellement possibles de la liaison entre organisations du Parti. Dans les questions de tactique, ils manifestent le désir de restreindre le champ d'activité du Parti,

tate que divers courants « apparentés à l'économisme » subsistent dans notre Parti. Nos conférents (qui, en effet, ne sont pas pour rien sous l'influence idéologique de Martynov) dissertent sur la révolution exactement dans le même esprit que les économistes auparavant sur la lutte politique ou la journée de huit heures. Les économistes avançaient aussitôt leur « théorie des stades » : 1° lutte pour les droits ; 2° agitation politique ; 3° lutte politique, ou bien 1° journée de dix heures ; 2° journée de neuf heures ; 3° journée de huit heures. On connaît assez les résultats que donnait cette « tactique-processus ». Maintenant, on nous propose de diviser d'avance la révolution aussi, bien soigneusement, en trois stades : 1° le tsar convoque une institution représentative ; 2° cette institution représentative « décide » sous la pression du « peuple » d'organiser une Assemblée constituante ; 3°... sur le troisième stade les mencheviks n'ont pas encore réussi à s'entendre ; ils ont oublié que la pression révolutionnaire du peuple se heurte à la pression contre-révolutionnaire du tsarisme, ce qui fait que la « décision » reste inappliquée ou bien que c'est la victoire ou la défaite de l'insurrection populaire qui, une fois de plus, décide de la chose. La résolution de la conférence ressemble exactement au raisonnement suivant des économistes : la victoire décisive des ouvriers peut être marquée soit par la conquête révolutionnaire de la journée de huit heures, soit par l'octroi de la journée de dix heures et la « décision » de passer à la journée de neuf heures... Exactement la même chose.

Peut-être nous objectera-t-on que les auteurs de la résolution ne pensaient pas *identifier* la victoire de l'in-

---

se prononçant contre une tactique rigoureusement indépendante à l'égard des partis bourgeois libéraux, contre la possibilité et l'utilité, pour notre Parti, d'assumer le rôle d'organisateur dans l'insurrection populaire, contre la participation du Parti au gouvernement révolutionnaire démocratique provisoire, quelles que soient les conditions.

Le Congrès invite tous les membres du Parti à poursuivre partout une lutte idéologique intense contre ces abandons partiels des principes de la social-démocratie révolutionnaire ; mais en même temps il tient pour admissible l'affiliation aux organisations du Parti de personnes partageant dans telle ou telle mesure ces opinions, à la condition expresse qu'elles reconnaissent les congrès du Parti et les statuts du Parti, et qu'elles se soumettent sans réserve à la discipline du Parti. » (Note de Lénine à l'édition de 1907. *N.R.*)

surrection et la « décision » d'une institution représentative convoquée par le tsar ; qu'ils voulaient simplement prévoir la tactique du Parti dans les deux cas. A quoi nous répondrons : 1° Le texte de la résolution qualifie, explicitement et sans équivoque, de « victoire décisive de la révolution sur le tsarisme », la *décision* d'une institution représentative. Peut-être cela vient-il d'une mauvaise formulation ? Peut-être pourrait-on la corriger d'après les procès-verbaux, mais tant qu'elle n'aura pas été corrigée, cette formulation ne pourra avoir qu'un sens, et ce sens est entièrement celui de l'*Osvobojdénié*. 2° La démarche de l'*Osvobojdénié*, que rejoignent les auteurs de la résolution, se manifeste avec infiniment plus de relief encore dans d'autres écrits néo-iskristes. Ainsi l'organe du comité de Tiflis, le *Social-Démocrate* [12] (publié en géorgien ; il a été comblé de louanges dans le n° 100 de l'*Iskra*), en arrive tout simplement à dire, dans un article intitulé « Le Zemski Sobor et notre tactique », que la « tactique » « qui fait le pivot de notre action du Zemski Sobor [13] » (sur la convocation duquel, rappelons-le pour notre part, nous ne savons encore rien de précis !) « *nous est plus avantageuse* » que la « tactique » de l'insurrection armée et de la constitution d'un gouvernement révolutionnaire provisoire. Nous reviendrons plus loin sur cet article. 3° On ne peut rien objecter à l'examen préalable de la tactique du Parti en cas de victoire de la révolution comme en cas de défaite, en cas de succès de l'insurrection et au cas où l'insurrection ne pourrait s'amplifier en une force sérieuse. Il est possible que le gouvernement du tsar réussisse à convoquer une assemblée représentative en vue de conclure un marché avec la bourgeoisie libérale ; la résolution du III[e] Congrès, prévoyant cette éventualité, parle tout net de « politique hypocrite », de « pseudo-démocratie » et de « formes caricaturales de représentation populaire dans le genre du Zemski Sobor * ». A noter que ce n'est pas dans la résolu-

* Voici le texte de cette résolution sur l'attitude du Parti envers la tactique du gouvernement à la veille de la révolution :

« Considérant que le gouvernement, afin de se maintenir en place, dans la période révolutionnaire que nous vivons, aggrave les mesures habituelles de répression principalement dirigées contre les éléments conscients du prolétariat, et en même temps 1° essaie, par des conces-

tion sur le gouvernement révolutionnaire provisoire qu'on en parle, car cela n'a rien à voir avec lui. Le cas dont nous parlons repousse le problème de l'insurrection et de la constitution d'un gouvernement révolutionnaire provisoire, il le modifie, etc. Or, ce dont il s'agit maintenant, ce n'est pas de la possibilité de toutes sortes de combinaisons, de victoire et de défaite, de chemins droits et de chemins détournés. Ce dont il s'agit, c'est de l'inadmissibilité pour un social-démocrate de semer la confusion dans les idées des ouvriers sur le vrai chemin de la révolution, de l'inadmissibilité d'appeler, à la manière de l'*Osvobojdénié*, victoire décisive une chose à laquelle manque la condition *essentielle* de la victoire. Peut-être n'obtiendrons-nous pas non plus d'un seul coup la journée de huit heures, peut-être devrons-nous suivre pour y arriver un long chemin détourné, mais que diriez-vous de celui qui appellerait victoire des ouvriers un état d'impuissance, de faiblesse du prolétariat, *incapable* de s'opposer aux lenteurs, aux atermoiements,

---

sions et des promesses de réformes, de corrompre politiquement la classe ouvrière et de la détourner ainsi de la lutte révolutionnaire ; 2° donne, dans le même but, à son hypocrite politique de concessions des formes pseudo-démocratiques, à commencer par l'invitation faite aux ouvriers d'élire leurs représentants à des commissions et conférences, pour finir par la création de formes caricaturales de représentation populaire, dans le genre du Zemski Sobor ; 3° organise les Cent-Noirs [14] et dresse contre la révolution tout ce qu'il y a dans le peuple comme éléments réactionnaires en général, inconscients ou aveuglés par les haines de race et de religion.

Le IIIe Congrès du P.O.S.D.R. décide d'inviter toutes les organisations du Parti à :

a) démasquer le but réactionnaire des concessions du gouvernement ; souligner dans la propagande et l'agitation, d'une part, leur caractère forcé et, de l'autre, l'impossibilité absolue pour l'autocratie de consentir des réformes de nature à satisfaire le prolétariat;

b) mettre à profit la campagne électorale pour éclairer les ouvriers sur l'objet véritable de pareilles mesures du gouvernement et démontrer la nécessité pour le prolétariat de convoquer, par la voie révolutionnaire, une assemblée constituante élue au suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret ;

c) organiser le prolétariat pour l'application immédiate, par la voie révolutionnaire, de la journée de huit heures et des autres revendications pressantes de la classe ouvrière ;

d) organiser la résistance armée aux Cent-Noirs et, d'une façon générale, à tous les éléments réactionnaires dirigés par le gouvernement. (Note de Lénine à l'édition de 1907. *N.R.*)

aux marchandages, à la trahison et à la réaction ? Il se peut que la révolution russe se termine par une « constitution avortée », comme l'a dit un jour le *Vpériod* *. Mais s'ensuit-il que ceci puisse justifier le social-démocrate qui, à la veille de la lutte décisive, qualifierait cet avorton de « victoire décisive sur le tsarisme » ? Il est même possible, au pis aller, que nous n'arrivions pas à conquérir la république et que nous n'obtenions même qu'un fantôme de constitution, une constitution « à la Chipov [15] » ; mais s'ensuit-il que le social-démocrate soit excusable de négliger notre mot d'ordre de république ?

Certes, les néo-iskristes n'en sont pas encore là. Mais ce qui montre avec force jusqu'à quel point ils ont perdu l'esprit révolutionnaire, jusqu'à quel point une stérile casuistique leur dissimule les objectifs actuels du combat, c'est que dans leur résolution ils ont *oublié* justement de mentionner la République ! C'est invraisemblable, mais c'est un fait. Les diverses résolutions de la conférence confirment, répètent, commentent, étudient en détail tous les mots d'ordre de la social-démocratie, sans omettre l'élection par les ouvriers dans les entreprises de mandataires de fabrique et de délégués ; mais dans la résolution sur le gouvernement révolutionnaire provisoire on n'a pas trouvé l'occasion d'évoquer la république. Parler de la « victoire » de l'insurrection populaire et de la constitution d'un gouvernement provisoire, sans indiquer le rapport entre ces « mesures », ces actes, et la conquête de la république, c'est écrire des résolutions non pour diriger la lutte du prolétariat, mais pour se traîner à la remorque du mouvement prolétarien.

Résumons-nous. La première partie de la résolution : 1° n'a fait aucune lumière sur l'importance qu'aura le gouvernement révolutionnaire provisoire dans la lutte pour

---

* Le journal *Vpériod* a commencé à paraître à Genève à partir de janvier 1905, comme organe de la fraction bolchevique du Parti. De janvier à mai sortirent 18 numéros. A dater de mai, le *Prolétari*, organe central du P.O.S.D.R., remplaça *Vpériod* en vertu d'une décision du IIIe Congrès du P.O.S.D.R. (Ce congrès s'était tenu au mois de mai à Londres ; les mencheviks n'y étaient pas venus, ayant organisé leur « conférence » à Genève.) (Note de Lénine à l'édition de 1907. *N.R.*)

la république, dans la garantie de la réunion d'une Assemblée réellement constituante et représentant réellement le peuple entier; 2° a semé une véritable confusion dans la conscience démocratique du prolétariat, en identifiant à une victoire décisive de la révolution sur le tsarisme un état de choses où justement la condition essentielle d'une victoire véritable fait encore défaut.

4. LIQUIDATION DE LA MONARCHIE ET RÉPUBLIQUE

Passons à la partie suivante de cette résolution:

« ...Dans l'un et l'autre cas cette victoire sera le début d'une nouvelle phase de l'époque révolutionnaire.

La tâche spontanément assignée à cette nouvelle phase par les conditions objectives du développement social est de liquider définitivement le régime monarchique des castes au cours de la lutte que se livreront les éléments de la société bourgeoise politiquement libérée, pour leurs intérêts sociaux et pour la possession directe du pouvoir.

Aussi le gouvernement provisoire qui se chargerait d'accomplir les tâches de cette révolution, bourgeoise par son caractère historique, devrait-il, tout en arbitrant la lutte entre les classes antagonistes de la nation en voie de libération, non seulement faire progresser la révolution, mais combattre ceux de ses facteurs qui menacent les assises du régime capitaliste. »

Arrêtons-nous à ce passage qui forme une partie distincte de la résolution. L'idée maîtresse des développements que nous venons de citer coïncide avec celle qui est exposée au point 3 de la résolution du Congrès. Mais la comparaison de ces passages des résolutions fait tout de suite ressortir la différence capitale qui existe entre elles. La résolution du Congrès, qui définit en deux mots la base économique et sociale de la révolution, reporte toute l'attention sur la lutte nettement déterminée des classes autour de conquêtes précises et met au premier plan les objectifs du combat prolétarien. La résolution de la conférence décrit longuement, confusément et obscurément la base économique et sociale de la révolution, parle en termes très vagues de la lutte pour des conquêtes précises et laisse absolument

dans l'ombre les objectifs de combat du prolétariat. La résolution de la conférence parle de la liquidation de l'ancien régime au cours de la lutte que se livrent les divers éléments de la société. La résolution du Congrès dit que nous, parti du prolétariat, devons procéder à cette liquidation ; que la fondation d'une république démocratique sera la seule liquidation réelle de l'ancien régime ; que nous devons conquérir cette république ; que nous nous battrons pour elle et pour une liberté complète, non seulement contre l'autocratie, mais aussi contre la bourgeoisie lorsque celle-ci tentera (et elle n'y manquera pas) de nous arracher nos conquêtes. La résolution du Congrès appelle au combat une classe déterminée, en lui assignant un objectif immédiat nettement déterminé. La résolution de la conférence traite d'une lutte qui met aux prises des forces diverses. Des deux résolutions, l'une traduit la psychologie de la lutte active, l'autre, celle de la contemplation passive ; l'une est d'un bout à l'autre un appel à l'activité vivante ; l'autre, une stérile casuistique. Toutes deux déclarent que la révolution en cours n'est pour nous qu'une première étape qui sera suivie d'une seconde ; mais l'une en déduit qu'il faut parcourir d'autant plus vite cette première étape, d'autant plus vite la liquider, conquérir la république, écraser impitoyablement la contre-révolution et préparer le terrain pour l'étape suivante. L'autre résolution se répand, pour ainsi dire, en descriptions prolixes de cette première étape et (passez-moi la vulgarité de l'expression) en pourlèche l'idée. La résolution du Congrès prend pour préambule ou premier postulat les vieux et toujours actuels points de vue marxistes (sur le caractère bourgeois de la révolution démocratique), elle en déduit les tâches progressistes de la classe d'avant-garde, qui combat à la fois pour la révolution démocratique et pour la révolution socialiste. La résolution de la conférence en reste à un simple préambule, le remâchant et raffinant à son propos.

Cette différence est justement celle qui depuis longtemps divise en deux ailes le marxisme russe : ratiocineurs et militants à l'époque révolue du marxisme légal, économistes et politiques du début du mouvement de masse. Du postulat irrécusable du marxisme sur les racines économi-

ques profondes de la lutte de classe en général et de la lutte politique en particulier, les économistes tiraient cette conclusion originale qu'il fallait tourner le dos à la lutte politique et en freiner le développement, en diminuer l'ampleur, en amoindrir les objectifs. Les politiques, au contraire, tiraient des mêmes postulats une conclusion différente, à savoir que plus profondes sont aujourd'hui les racines de notre lutte, et plus large, plus hardie, plus résolue, plus énergique doit être cette lutte. Le même débat s'offre maintenant à nous, dans des circonstances nouvelles et sous une autre forme. Partant des postulats que la révolution démocratique n'est pas encore — tant s'en faut — la révolution socialiste, qu'elle n'« intéresse » pas uniquement — tant s'en faut — les non-possédants, qu'elle a sa source profonde dans les nécessités et les besoins inéluctables de la société bourgeoise *tout entière*, nous en tirons la conclusion que la classe d'avant-garde doit proposer ses objectifs démocratiques avec d'autant plus de hardiesse, les formuler jusqu'au bout avec d'autant plus de netteté, qu'elle doit préconiser le mot d'ordre direct de république, faire admettre au plus grand nombre la nécessité d'un gouvernement révolutionnaire provisoire et celle d'écraser impitoyablement la contre-révolution. Tandis que nos contradicteurs, les gens de la nouvelle *Iskra*, déduisent de ces mêmes postulats qu'il ne faut pas formuler jusqu'au bout les revendications démocratiques ; qu'on peut ne pas faire figurer la république au nombre des mots d'ordre pratiques ; qu'il est permis de ne pas affirmer la nécessité d'un gouvernement révolutionnaire provisoire ; que la simple décision de convoquer l'Assemblée constituante peut être appelée une victoire décisive ; que la lutte avec la contre-révolution peut ne pas être formulée comme une tâche urgente, mais noyée dans une allusion nébuleuse (et inexactement formulée, comme nous le verrons tout à l'heure) à la « lutte que se livreront des éléments ». Ce n'est pas un langage d'hommes politiques, c'est le langage d'on ne sait quelle commission d'archivistes !

Et plus vous considérez avec attention certaines formules de la résolution de la nouvelle *Iskra*, mieux vous découvrirez les particularités essentielles que nous venons d'indiquer. On nous parle, par exemple, d'une « lutte que

se livreront les éléments de la société bourgeoise politiquement libérée ». Nous souvenant du sujet de la résolution (le gouvernement révolutionnaire provisoire), nous demandons avec étonnement : du moment qu'on emploie le terme de lutte, comment peut-on faire le silence sur les éléments qui *asservissent* politiquement la société bourgeoise ? Les « conférents » pensent-ils que du moment qu'ils ont supposé la victoire de la révolution, ces éléments ont déjà disparu ? L'idée serait absurde en général et elle serait le fait d'une très grande naïveté politique, de myopie politique en particulier. La contre-révolution, vaincue par la révolution, ne disparaîtra pas ; au contraire, elle commencera inévitablement une nouvelle lutte, plus acharnée encore. Dans la résolution que nous consacrons à l'analyse des tâches que nous assignerait la victoire de la révolution, nous avons le devoir de porter une très grande attention à la nécessité de repousser les offensives contre-révolutionnaires (et nous l'avons fait dans la résolution du Congrès), au lieu de noyer ces tâches politiques pressantes, urgentes, immédiates d'un parti de combat dans des considérations générales sur ce qui *suivra* l'époque révolutionnaire actuelle et sur ce qui se passera quand sera réalisée une « société politiquement *libérée* ». De même que les économistes invoquaient les vérités premières sur la subordination du politique à l'économique pour dissimuler leur incompréhension des tâches politiques de l'heure, de même les néo-iskristes invoquent les lieux communs sur la lutte au sein d'une société politiquement *libérée* pour dissimuler leur incompréhension des tâches révolutionnaires immédiates que nous assigne la *libération* politique de cette société.

Voyez l'expression : « Liquider définitivement le régime monarchique des castes. » Liquider définitivement la monarchie, c'est, traduit en clair, fonder la république démocratique. Mais cette expression paraît trop simple et trop limpide à notre excellent Martynov et à ses admirateurs. Ils veulent absolument « approfondir », dire les choses « de façon plus intelligente ». Il en résulte un effort comique de parturition intellectuelle, d'une part. D'autre part, au lieu d'un mot d'ordre, c'est une description ; au lieu d'un vaillant appel à la marche en avant, c'est un mélancolique coup d'œil rétrospectif. On dirait que nous ne

sommes pas en présence d'hommes vivants qui veulent se battre tout de suite, sans retard, pour la république, mais en présence de momies pétrifiées qui *sub specie aeternitatis** envisagent la question du point de vue du *plusquamperfectum***.

Poursuivons : « ... le gouvernement provisoire... se chargerait d'accomplir les tâches de cette... révolution bourgeoise »... C'est là qu'on voit tout de suite que nos « conférents » ont passé à côté de la question concrète qui se pose aux dirigeants politiques du prolétariat. A la question concrète du gouvernement révolutionnaire provisoire s'est superposée dans leur champ visuel celle des gouvernements successifs qui s'acquitteront des tâches de la révolution bourgeoise en général. Si vous désirez examiner la question du point de vue « historique », l'exemple de n'importe quel pays d'Europe vous montrera que c'est justement une série de gouvernements nullement « provisoires » qui ont accompli les tâches historiques de la révolution bourgeoise ; que les gouvernements qui avaient vaincu la révolution étaient obligés néanmoins d'accomplir les tâches historiques de la révolution vaincue. Mais ce qui s'appelle « gouvernement révolutionnaire provisoire », ce n'est pas du tout ce dont vous parlez ; on appelle ainsi le gouvernement d'une époque révolutionnaire, celui qui succède immédiatement au gouvernement renversé et s'appuie sur l'insurrection populaire, et non sur des institutions représentatives émanant du peuple. Le gouvernement révolutionnaire provisoire est l'organe de la lutte pour la victoire immédiate de la révolution, pour la répression immédiate des tentatives contre-révolutionnaires, et nullement un instrument destiné à accomplir les tâches historiques de la révolution bourgeoise en général. Laissons, messieurs, aux futurs historiens de la future *Rousskaïa Starina* [16] le soin de déterminer quelles tâches de la révolution bourgeoise nous aurons accomplies, vous et nous, ou tel ou tel gouvernement ; même dans trente ans il ne sera pas trop tard pour s'en occuper ; tandis qu'aujourd'hui nous avons à donner des mots d'ordre et des indications pratiques concernant la

* Du point de vue de l'éternité. (*N.R.*)
** Plus-que-parfait, temps révolu. (*N.R.*)

lutte pour la république et la participation la plus énergique du prolétariat à cette lutte.

Les dernières dispositions de la partie citée de la résolution sont insuffisantes pour les mêmes raisons. L'expression est très malheureuse, ou tout au moins maladroite, qui dit que le gouvernement provisoire devrait « arbitrer » la lutte réciproque des classes antagonistes : des marxistes ne devraient pas se servir d'une formule aussi libérale, aussi bien dans le style de l'*Osvobojdénié*, qui laisse à penser que sont possibles des gouvernements « arbitrant » la lutte de classes, au lieu d'être l'instrument de cette lutte... Ce gouvernement devrait « non seulement faire progresser la révolution, mais combattre ceux de ses facteurs qui menacent les assises du régime capitaliste ». Ce « facteur » est justement le prolétariat au nom de qui parle la résolution ! Au lieu de dire comment le prolétariat doit en ce moment « faire progresser la révolution » (au-delà du terme que voudrait lui assigner la bourgeoisie constitutionnaliste) ; au lieu de proposer une méthode de préparation au combat contre la bourgeoisie quand celle-ci se retournera contre les conquêtes de la révolution, on nous sert une description générale du processus, sans rien dire des objectifs concrets de *notre* activité. Le mode d'exposition de leurs pensées par les néo-iskristes nous rappelle l'appréciation que donne Marx (dans ses « thèses » célèbres sur Feuerbach) de l'ancien matérialisme, étranger à la dialectique. Les philosophes, disait Marx, ne faisaient qu'*interpréter* le monde de diverses façons ; or, il s'agit de le *transformer* [17]. Les gens de la nouvelle *Iskra*, eux aussi, peuvent décrire et expliquer assez bien la lutte qui se déroule sous leurs yeux ; mais ils sont tout à fait incapables de formuler, dans cette lutte, un mot d'ordre correct. Marchant avec zèle, mais incapables d'exercer la direction, ils ravalent la conception matérialiste de l'histoire par leur méconnaissance du rôle actif, dirigeant que peuvent et doivent jouer dans l'histoire les partis qui ont compris les conditions matérielles de la révolution et se sont mis à la tête des classes d'avant-garde.

5. COMMENT « FAIRE PROGRESSER LA RÉVOLUTION » ?

Voici un autre passage de la résolution :

« Dans ces conditions, la social-démocratie doit s'efforcer de conserver pendant toute la durée de la révolution une position qui lui assurerait le mieux la possibilité de faire progresser la révolution, ne lui lierait pas les mains dans la lutte contre la politique inconséquente et intéressée des partis bourgeois, et la protégerait contre le danger de se résorber dans la démocratie bourgeoise.

Aussi la social-démocratie ne doit-elle pas se donner pour but de s'emparer du pouvoir ou de le partager dans le gouvernement provisoire ; elle doit demeurer le parti de l'extrême opposition révolutionnaire. »

Le conseil d'adopter une attitude assurant le mieux la possibilité de faire progresser la révolution nous plaît infiniment. Nous voudrions seulement que ce bon conseil fût accompagné d'une indication précise sur la façon dont la social-démocratie doit faire progresser la révolution en ce moment, dans la situation politique présente, en cette époque de rumeurs, d'hypothèses, de conversations et de projets de convocation d'une représentation nationale. Peut-il aujourd'hui faire progresser la révolution, celui qui ne comprend pas le danger de la théorie prônée par l'*Osvobojdénié* de « l'entente » du peuple et du tsar ; celui qui appelle victoire la seule « décision » de convoquer l'Assemblée constituante ; celui qui ne s'assigne pas pour tâche une propagande active en faveur d'un gouvernement révolutionnaire provisoire ; celui qui laisse dans l'ombre le mot d'ordre de République démocratique ? En fait, ces gens *font rétrograder la révolution* parce qu'ils en sont restés, en *politique pratique*, au niveau de *la position de l'« Osvobojdénié »* ! A quoi sert qu'ils reconnaissent un programme exigeant le remplacement de l'autocratie par une république, quand le mot d'ordre de lutte pour la république fait défaut dans la résolution tactique définissant les objectifs actuels et immédiats du Parti, en période révolutionnaire ? Ce qui caractérise actuellement la position des partisans de *l'Osvobojdénié*, la position de la bourgeoisie constitutionnaliste, c'est justement que l'on considère comme une victoire décisive la décision de convoquer une Assemblée cons-

tituante nationale et que l'on se garde sagement de parler de gouvernement révolutionnaire provisoire et de République ! Pour faire progresser la révolution, c'est-à-dire pour conduire celle-ci au-delà du terme que lui assigne la bourgeoisie monarchiste, il faut préconiser activement, souligner, mettre au premier plan des mots d'ordre *excluant* l'« inconséquence » de la démocratie bourgeoise. Ces mots d'ordre, en ce moment, *ne sont qu'au nombre de deux* : 1° gouvernement révolutionnaire provisoire, et 2° République, parce que le mot d'ordre d'Assemblée constituante nationale a été *repris* par la bourgeoisie monarchiste (voir le programme de l'*Union de l'Osvobojdénié*) et repris précisément pour escamoter la révolution, pour en empêcher la victoire complète, pour qu'un marché de maquignons puisse se conclure entre la grande bourgeoisie et le tsarisme. Et nous voyons que, des deux mots d'ordre seuls capables de faire progresser la révolution, la conférence oublie complètement le mot d'ordre de République et fait de celui de gouvernement révolutionnaire provisoire l'équivalent direct du mot d'ordre d'Assemblée constituante nationale, formulé par l'*Osvobojdénié*, en les qualifiant l'un et l'autre de « victoire décisive de la révolution » !!

Oui, tel est le fait incontestable qui servira, nous en sommes certains, de point de repère à l'historien futur de la social-démocratie russe. Une conférence social-démocrate adopte en mai 1905 une résolution disant des choses excellentes sur la nécessité de faire progresser la révolution démocratique, mais qui en réalité la fait rétrograder et ne va pas au-delà des mots d'ordre démocratiques de la bourgeoisie monarchiste.

Les gens de la nouvelle *Iskra* nous reprochent volontiers de méconnaître le danger que court le prolétariat de se résorber dans la démocratie bourgeoise. Nous voudrions bien voir quelqu'un se charger de justifier ce reproche en se fondant sur le texte des résolutions adoptées par le III^e^ Congrès du P.O.S.D.R. Nous répondrons à nos contradicteurs : Agissant au sein de la société bourgeoise, la social-démocratie ne peut participer à la vie politique sans marcher, dans tel ou tel cas particulier, *aux côtés* de la démocratie bourgeoise. Mais la différence entre vous et nous, c'est que nous marchons aux côtés de la bourgeoisie révolu-

tionnaire et républicaine, sans nous confondre avec elle ; tandis que vous marchez aux côtés de la *bourgeoisie libérale et monarchiste*, sans d'ailleurs non plus vous confondre avec elle. *Tels sont les faits.*

Vos mots d'ordre tactiques à vous, formulés au nom de la conférence, *coïncident* avec ceux du parti « constitutionnel-démocrate », c'est-à-dire du *parti de la bourgeoisie monarchiste*, sans que vous remarquiez cette coïncidence, sans que vous vous en rendiez compte, ce qui fait que vous vous trouvez en réalité *à la remorque des gens de l'« Osvobojdénié »*.

Nos mots d'ordre tactiques, à nous, formulés au nom du IIIe Congrès du P.O.S.D.R., coïncident avec ceux de la bourgeoisie révolutionnaire démocratique et républicaine. Cette bourgeoisie, la petite bourgeoisie, ne forme pas encore en Russie de grand parti populaire*. Mais il faut ne rien comprendre à ce qui se passe actuellement en Russie pour douter de l'existence des éléments de ce parti. Notre intention est de diriger (au cas où la grande révolution russe se développerait avec succès) non seulement le prolétariat organisé par le Parti social-démocrate, mais encore cette petite bourgeoisie susceptible de marcher à nos côtés.

Par sa résolution, la conférence *tombe* inconsciemment au niveau de la bourgeoisie libérale et monarchiste. Par sa résolution, le Congrès du Parti *élève* consciemment à son niveau les éléments de la démocratie révolutionnaire capables de lutte et non de maquignonnage.

Ces éléments sont surtout nombreux dans la paysannerie. Sans commettre d'erreur grave, nous pouvons, lors de la répartition des groupes sociaux importants selon leurs tendances politiques, identifier la démocratie révolutionnaire et républicaine avec la masse des paysans, naturellement dans le sens où on peut identifier la classe ouvrière avec la social-démocratie, sous les mêmes réserves et avec les mêmes conditions sous-entendues. Autrement dit, nous pouvons aussi formuler nos conclusions dans les termes suivants : par ses mots d'ordre *politiques intéressant toute la*

* Les « socialistes-révolutionnaires » forment plutôt un groupe d'intellectuels terroristes que l'embryon d'un tel parti, bien que l'activité objective de ce groupe consiste précisément à réaliser les tâches de la bourgeoisie révolutionnaire et républicaine.

nation * la conférence *tombe* inconsciemment, à l'heure de la révolution, *au niveau de la masse des grands propriétaires fonciers*. Par ses mots d'ordre politiques intéressant toute la nation, le Congrès du Parti *élève les masses des paysans au niveau de la révolution*. Quant à celui qui nous accusera de manifester dans ces conclusions un penchant pour le paradoxe, nous le mettrons au défi de réfuter la thèse suivante : si nous n'avons pas la force de faire la révolution jusqu'au bout, si la révolution *s'achève* sur une « victoire décisive » comprise à la manière de l'*Osvobojdénié*, c'est-à-dire sur la convocation par le tsar d'une assemblée représentative qui ne pourrait être appelée constituante que par dérision, alors ce sera une révolution dans laquelle les *propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie* auront la prépondérance. Au contraire, s'il nous est donné de vivre une révolution vraiment grande, si l'Histoire ne permet pas cette fois qu'il y ait « avortement », si nous avons la force de faire la révolution jusqu'au bout, jusqu'à la victoire décisive, et non pas dans le sens où l'entendent l'*Osvobojdénié* et la nouvelle *Iskra*, on aura alors une révolution dans laquelle la prépondérance sera du côté de l'élément paysan et prolétarien.

D'aucuns verront peut-être dans le fait d'admettre l'hypothèse de cette prépondérance une répudiation de l'idée du caractère bourgeois de la révolution imminente. Cela est fort possible étant donné l'abus que fait l'*Iskra* de l'idée d'une révolution bourgeoise. Aussi n'est-il pas du tout superflu de s'arrêter à cette question.

8. D'OÙ VIENT POUR LE PROLÉTARIAT LE DANGER D'AVOIR LES MAINS LIÉES DANS LA LUTTE CONTRE LA BOURGEOISIE INCONSÉQUENTE ?

Les marxistes sont absolument convaincus du caractère bourgeois de la révolution russe. Qu'est-ce à dire ? Cela signifie que les transformations démocratiques du régime politique, ainsi que les transformations sociales et économiques dont la Russie éprouve la nécessité, loin d'impli-

* Nous ne parlons pas des mots d'ordre spécialement paysans, auxquels sont consacrées des résolutions appropriées.

quer par elles-mêmes la remise en cause du capitalisme, de la domination de la bourgeoisie, déblaieront, au contraire, véritablement, pour la première fois, la voie d'un développement large et rapide, européen et non asiatique, du capitalisme en Russie ; pour la première fois elles rendront possible dans ce pays la domination de la bourgeoisie comme classe. Les socialistes-révolutionnaires ne peuvent comprendre cette idée, parce qu'ils ignorent l'a b c des lois du développement de la production marchande et capitaliste, et ne voient pas que même le triomphe complet de l'insurrection paysanne, même une nouvelle répartition de toutes les terres conformément aux intérêts et selon les désirs de la paysannerie (le « partage noir » ou quelque chose d'analogue), loin de supprimer le capitalisme, relancerait au contraire son développement et hâterait la différenciation de classes au sein de la paysannerie. L'incompréhension de cette vérité fait des socialistes-révolutionnaires les idéologues inconscients de la petite bourgeoisie. La social-démocratie doit insister sur cette vérité, dont la signification en théorie comme en politique pratique est inappréciable, car il en découle l'obligation de sauvegarder l'entière indépendance de classe du parti du prolétariat dans le mouvement « démocratique général » d'aujourd'hui.

Mais il n'en découle nullement que la révolution *démocratique* (bourgeoise par son contenu économique et social) ne soit pas d'un *immense* intérêt pour le prolétariat. Il n'en découle nullement que la révolution démocratique ne puisse revêtir aussi bien une forme avantageuse surtout pour le gros capitaliste, le manitou de la finance, le propriétaire foncier « éclairé », qu'une forme avantageuse pour le paysan et pour l'ouvrier.

Les gens de la nouvelle *Iskra* comprennent d'une manière radicalement fausse le sens et la portée de la catégorie : révolution bourgeoise. On voit constamment percer dans leurs réflexions l'idée que la révolution bourgeoise est une révolution qui ne peut donner que ce qui est avantageux à la bourgeoisie. Or, rien de plus faux que cette idée-là. La révolution bourgeoise est une révolution qui ne sort pas du cadre du régime économique et social bourgeois, c'est-à-dire capitaliste. La révolution bourgeoise exprime les besoins du capitalisme en développement ; bien loin de ruiner

les bases du capitalisme, elle les élargit et les affermit. Cette révolution traduit par conséquent non seulement les intérêts de la classe ouvrière, mais aussi ceux de toute la bourgeoisie. La domination de la bourgeoisie sur la classe ouvrière étant inévitable en régime capitaliste, on peut dire à bon droit que la révolution bourgeoise traduit moins les intérêts du prolétariat que ceux de la bourgeoisie. Mais l'idée qu'elle ne traduit pas du tout les intérêts du prolétariat est franchement absurde. Cette idée absurde se résume dans l'ancestrale théorie populiste, selon laquelle la révolution bourgeoise étant contraire aux intérêts du prolétariat, nous n'avons pas besoin d'une liberté politique bourgeoise. Ou bien encore elle se résume dans l'anarchisme, qui condamne toute participation du prolétariat à la politique bourgeoise, à la révolution bourgeoise, au parlementarisme bourgeois. Dans le domaine de la théorie, c'est l'oubli des principes élémentaires du marxisme quant au développement inévitable du capitalisme sur la base de la production marchande. Le marxisme nous enseigne qu'une société fondée sur la production marchande et pratiquant des échanges avec les nations capitalistes civilisées, doit inévitablement s'engager elle-même, à un certain stade de son développement, dans la voie du capitalisme. Le marxisme a rompu sans retour avec les élucubrations des populistes et des anarchistes qui pensaient, par exemple, que la Russie pourrait éviter le développement capitaliste, sortir du capitalisme ou sauter par-dessus autrement que par la lutte de classe se livrant sur le terrain et dans les limites de ce même capitalisme.

Toutes ces thèses du marxisme ont été démontrées et ressassées dans leurs moindres détails, d'une façon générale et plus particulièrement en ce qui concerne la Russie. Elles montrent que l'idée de chercher le salut de la classe ouvrière ailleurs que dans le développement du capitalisme est *réactionnaire*. Dans des pays tels que la Russie, la classe ouvrière souffre moins du capitalisme que de l'insuffisance de son développement. La classe ouvrière est donc *absolument intéressée* au développement le plus large, le plus libre et le plus rapide du capitalisme. Il lui est absolument *avantageux* d'éliminer tous les vestiges du passé qui s'opposent au développement large, libre et rapide du capita-

lisme. La révolution bourgeoise est précisément une révolution qui balaie de la façon la plus décidée les vestiges du passé, les vestiges de la féodalité (qui comprennent non seulement l'autocratie, mais encore la monarchie) et assure au mieux le développement le plus large, le plus libre et le plus rapide du capitalisme.

Aussi la révolution *bourgeoise* présente-t-elle *pour le prolétariat les plus grands avantages*. La révolution bourgeoise est *absolument* indispensable, dans l'intérêt du prolétariat. Plus elle sera complète et décisive, plus elle sera conséquente, et mieux sera assurée la possibilité pour le prolétariat de lutter pour le socialisme, contre la bourgeoisie. Cette conclusion ne peut paraître nouvelle, étrange ou paradoxale qu'à ceux qui ignorent l'a b c du socialisme scientifique. Or, de cette conclusion il ressort notamment que la révolution bourgeoise est, *dans un certain sens, plus avantageuse* au prolétariat qu'à la bourgeoisie. Voici dans quel sens précis cette affirmation est incontestable : il est avantageux pour la bourgeoisie de s'appuyer sur certains vestiges du passé contre le prolétariat, par exemple sur la monarchie, l'armée permanente, etc. Il est avantageux pour la bourgeoisie que la révolution bourgeoise ne balaie pas trop résolument tous les vestiges du passé, qu'elle en laisse subsister quelques-uns, autrement dit que la révolution ne soit pas tout à fait conséquente, n'aille pas jusqu'au bout, ne se montre pas résolue et implacable. Les social-démocrates expriment souvent cette idée d'une manière un peu différente, en disant que la bourgeoisie trahit sa propre cause, que la bourgeoisie trahit la cause de la liberté, que la bourgeoisie est incapable de démocratisme conséquent. Pour la bourgeoisie, il est plus avantageux que les transformations nécessaires dans le sens de la démocratie bourgeoise s'accomplissent plus lentement, plus graduellement, plus prudemment, moins résolument, par des réformes et non par une révolution ; que ces transformations soient aussi respectueuses que possible à l'égard des institutions « vénérables » de la féodalité (la monarchie par exemple); que ces transformations stimulent aussi peu que possible l'initiative révolutionnaire et l'énergie de la plèbe, c'est-à-dire de la paysannerie et surtout des ouvriers. Car autrement il serait d'autant plus facile aux ouvriers de « changer

leur fusil d'épaule», comme disent les Français, c'est-à-dire de retourner contre la bourgeoisie elle-même les armes que la révolution bourgeoise leur aura fournies, les libertés qu'elle aura introduites, les institutions démocratiques qui auront surgi sur le terrain débarrassé de la féodalité.

Pour la classe ouvrière, au contraire, il est plus avantageux que les transformations nécessaires dans le sens de la démocratie bourgeoise soient acquises précisément par la voie révolutionnaire et non par celle des réformes, car la voie des réformes est celle des atermoiements, des tergiversations et de la mort lente et douloureuse des parties gangrenées de l'organisme national. Les prolétaires et les paysans sont ceux qui souffrent les premiers et le plus de cette gangrène. La voie révolutionnaire est celle de l'opération chirurgicale la plus prompte et la moins douloureuse pour le prolétariat, celle qui consiste à amputer résolument les parties gangrenées, celle du minimum de concessions et de précautions à l'égard de la monarchie et de ses institutions infâmes et abjectes, où la gangrène s'est mise et dont la puanteur empoisonne l'atmosphère.

Ce n'est donc pas uniquement pour des considérations de censure ou par peur des autorités que notre presse libérale bourgeoise déplore l'éventualité d'une voie révolutionnaire, qu'elle craint la révolution et en agite l'épouvantail devant le tsar, qu'elle se préoccupe d'éviter la révolution, qu'elle rampe et se prosterne dans l'espoir d'obtenir des réformes misérables, fondements de la voie réformiste. Ce n'est pas là seulement le point de vue des *Rousskié Viédomosti* [18], du *Syn Otétchestva* [19], de *Nacha Jizn* [20], de *Nachi Dni* [21], c'est aussi celui de l'*Osvobojdénié* illégal et libre. La situation même de la bourgeoisie, en tant que classe dans la société capitaliste, engendre inévitablement son manque d'esprit de suite dans la révolution démocratique. La situation même du prolétariat, en tant que classe, l'oblige à être démocrate avec esprit de suite. La bourgeoisie regarde en arrière, redoutant le progrès démocratique qui menace de renforcer le prolétariat. Celui-ci n'a à perdre que ses chaînes, il a un monde à gagner, avec la démocratie. Aussi, plus la révolution bourgeoise est conséquente dans ses transformations démocratiques, et moins elle se borne à celles qui ne sont avantageuses qu'à la bourgeoisie.

Plus la révolution bourgeoise est conséquente, et plus elle assure d'avantages au prolétariat et à la paysannerie dans la révolution démocratique.

Le marxisme apprend au prolétaire non pas à s'écarter de la révolution bourgeoise, à se montrer indifférent à son égard, à en abandonner la direction à la bourgeoisie, mais au contraire à y participer de la façon la plus énergique, à mener la lutte la plus résolue pour la démocratie prolétarienne conséquente, pour l'achèvement de la révolution. Nous ne pouvons pas nous évader du cadre démocratique bourgeois de la révolution russe, mais nous pouvons l'élargir dans des proportions énormes ; nous pouvons et nous devons, dans ce cadre, combattre pour les intérêts du prolétariat, pour ses besoins immédiats et pour assurer les conditions dans lesquelles il pourra se préparer à la victoire totale. Il y a démocratie bourgeoise et démocratie bourgeoise. Et ce monarchiste des zemstvos, partisan d'une Chambre haute, qui « réclame » le suffrage universel tout en négociant sous main, en sourdine, avec le tsarisme une constitution tronquée, est un démocrate bourgeois. Et ce paysan qui, les armes à la main, marche contre les propriétaires fonciers et les fonctionnaires et propose avec son « républicanisme naïf » de « chasser le tsar *» est aussi un démocrate bourgeois. La démocratie bourgeoise peut être ce qu'elle est en Allemagne, et aussi ce qu'elle est en Angleterre, ce qu'elle est en Autriche, et aussi ce qu'elle est aux Etats-Unis ou en Suisse. Il serait beau, le marxiste auquel, à l'époque de la révolution démocratique, aurait échappé cette différence de degrés et de formes de la démocratie et qui se bornerait à « ratiociner » pour démontrer que tout de même il s'agit d'une « révolution bourgeoise », des fruits d'une « révolution bourgeoise ».

Or, de ces ratiocineurs qui se glorifient de leur myopie, les néo-iskristes nous fournissent un beau spécimen. Ils se bornent justement à des dissertations sur le caractère bourgeois de la révolution là et au moment où il faudrait savoir discerner entre les deux démocraties bourgeoises : révolutionnaire républicaine et libérale monarchiste, sans parler de la différence entre la démocratie bourgeoise

* Voir le n° 71 de l'*Osvobojdénié*, p. 337, note 2.

inconséquente et la démocratie prolétarienne conséquente. Ils se contentent, comme s'ils passaient leur vie sous une « cloche de verre » [22], de propos mélancoliques sur le « processus de lutte entre les classes antagonistes », alors qu'il s'agit d'imprimer une *direction démocratique* à la révolution actuelle, de souligner les mots d'ordre *démocratiques d'avant-garde*, à la différence des mots d'ordre traîtres de M. Strouvé et Cie ; de montrer nettement et crûment les tâches immédiates de la lutte vraiment révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, à la différence du maquignonnage libéral des propriétaires fonciers et des fabricants. Tel est maintenant le fond de la question qui vous a échappé, messieurs : notre révolution s'achèvera-t-elle par une victoire réellement grandiose ou simplement par un misérable compromis ? Aboutira-t-elle à la dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie, ou la verra-t-on « se vider de ses forces » dans une constitution libérale à la Chipov ?

Il peut paraître à première vue qu'en posant cette question nous nous écartons tout à fait de notre sujet. Mais en réalité, c'est là que réside la cause profonde de la divergence de principe qui, dès à présent, s'est nettement dessinée entre la tactique social-démocrate du IIIe Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie et la tactique établie à la conférence des néo-iskristes. Ces derniers ont fait maintenant, non pas deux, mais trois pas en arrière ; ils ont ressuscité les erreurs de l'économisme dans des problèmes infiniment plus complexes, plus importants et plus vitaux pour le parti ouvrier, problèmes qui concernent la tactique de ce parti au moment de la révolution. C'est pourquoi nous devons apporter à l'analyse de ce problème toute l'attention nécessaire.

Le passage cité de la résolution des néo-iskristes évoque le danger que court la social-démocratie de se lier les mains dans la lutte contre la politique inconséquente de la bourgeoisie et de se résorber dans la démocratie bourgeoise. L'idée de ce danger se retrouve dans tous les écrits spécifiquement néo-iskristes ; elle est, en vérité, le pivot des divergences de principe dans la scission de notre Parti (depuis que dans cette scission la question du retour à l'économisme a pris complètement le pas sur les éléments de polémique

mesquine). Nous aussi, nous reconnaissons sans ambages que ce danger est réel et que, maintenant surtout, au plus fort de la révolution russe, il est devenu particulièrement grave. A nous tous, théoriciens, ou, en ce qui me concerne, je préférerais dire hommes de plume de la social-démocratie, incombe la tâche urgente et grosse de responsabilités, de rechercher de *quel côté* ce danger menace réellement. Car la source de nos divergences, ce n'est pas la question de savoir si ce danger existe, mais s'il est dû à ce qu'on appelle le suivisme de la « minorité » ou à ce qu'on appelle le révolutionnisme de la « majorité ».

Pour écarter toute fausse interprétation et tout malentendu, faisons d'abord remarquer que le danger dont nous parlons est d'ordre objectif et non subjectif ; qu'il n'est pas dans la position formelle que la social-démocratie occupera au cours de la lutte, mais dans l'issue matérielle de toute la lutte révolutionnaire d'aujourd'hui. La question n'est pas de savoir si tels ou tels groupes social-démocrates voudront se résorber dans la démocratie bourgeoise, et s'ils s'aperçoivent qu'ils se résorbent. Il n'en est même pas question. Nous ne soupçonnons aucun social-démocrate de nourrir un semblable désir ; du reste, ici, il ne s'agit nullement de désirs. Il ne s'agit pas non plus de savoir si, tout au long de la révolution, tels ou tels groupes social-démocrates garderont vis-à-vis de la démocratie bourgeoise leur indépendance formelle, leur personnalité, leur autonomie. Ils peuvent non seulement proclamer cette « indépendance », mais même la garder formellement et néanmoins, *il peut advenir* qu'ils auront les mains liées dans la lutte contre l'inconséquence de la bourgeoisie. Le bilan politique final de la révolution peut être que la social-démocratie, bien qu'ayant gardé son « indépendance » formelle et sa physionomie propre comme organisation, comme parti, apparaîtra en pratique dépendante, incapable de marquer les événements de l'empreinte de son indépendance prolétarienne ; elle s'avérera si faible que, d'une façon générale, sa « résorption » dans la démocratie bourgeoise sera, en dernière analyse, un fait d'histoire.

Là est le véritable danger. Voyons maintenant ce qui nous en menace : la déviation à droite de la social-démocratie sous les espèces de la nouvelle *Iskra*, comme nous le

pensons, ou sa déviation à gauche sous les espèces de la « majorité », de *Vpériod*, etc., comme le pensent les néo-iskristes.

Cette question, nous l'avons déjà indiqué, est tranchée par l'action objective combinée des diverses forces sociales. Le caractère de ces forces a été déterminé sur le plan théorique par l'analyse marxiste de la réalité russe ; maintenant, il est manifesté dans la pratique par l'action au grand jour des groupes et des classes au cours de la révolution. Or, toute l'analyse théorique faite par les marxistes longtemps avant l'époque que nous vivons, et toutes les observations pratiques concernant le cours des événements révolutionnaires nous montrent que les conditions objectives rendent possibles deux voies et deux issues de la révolution russe. La transformation démocratique bourgeoise du régime économique et politique de la Russie est certaine, inéluctable. Aucune force au monde ne pourrait empêcher cette transformation. Mais l'action combinée des forces réelles accomplissant cette transformation peut aboutir à un double résultat ou à une double forme. De deux choses l'une : 1) ou tout finira par une « victoire décisive de la révolution sur le tsarisme » ; 2) ou les forces manqueront pour une victoire décisive et tout finira par un compromis entre le tsarisme et les éléments les plus « inconséquents » et les plus « égoïstes » de la bourgeoisie. La variété infinie des détails et des agencements possibles, que nul n'est en mesure de prévoir, se réduit en somme à l'une ou à l'autre de ces deux issues.

Examinons donc ces issues, d'abord au point de vue de leur signification sociale, puis au point de vue de la situation de la social-démocratie (de sa « résorption » ou de ses « mains liées ») dans l'un et l'autre cas.

Qu'est-ce que la « victoire décisive de la révolution sur le tsarisme » ? Nous avons déjà vu que les néo-iskristes emploient cette expression sans en saisir même la portée politique immédiate. Ils semblent encore moins comprendre le contenu de classe de cette notion. Car enfin nous, marxistes, nous ne devons en aucun cas nous griser des *mots* « révolution » ou « grande révolution russe », comme le font maintenant de nombreux démocrates révolutionnaires (dans le genre de Gapone). Nous devons nous faire une idée exacte

des forces sociales réelles qui s'opposent au « tsarisme » (force parfaitement réelle et parfaitement compréhensible pour tous), et qui sont capables de remporter sur lui une « victoire décisive ». Ces forces ne peuvent être ni la grande bourgeoisie, ni les grands propriétaires fonciers, ni les fabricants, ni la « société » qui suit l'*Osvobojdénié*. Nous voyons qu'ils ne veulent même pas de cette victoire décisive. Nous savons qu'ils sont incapables, par leur situation de classe, de soutenir une lutte décisive contre le tsarisme : la propriété privée, le capital, la terre sont à leurs pieds un trop lourd boulet pour qu'ils puissent engager une lutte décisive. Ils ont trop besoin, contre le prolétariat et la paysannerie, du tsarisme avec son appareil policier et bureaucratique, avec ses forces militaires, pour aspirer à sa destruction. Non, la force capable de remporter une « victoire décisive sur le tsarisme » ne peut être que le *peuple*, c'est-à-dire le prolétariat et la paysannerie, si l'on prend les grandes forces essentielles et si l'on répartit entre l'un et l'autre la petite bourgeoisie rurale et citadine (qui fait partie du « peuple », elle aussi). La « victoire décisive de la révolution sur le tsarisme », c'est la *dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie*. Les néo-iskristes n'échapperont pas à cette conclusion depuis longtemps indiquée par le *Vpériod*. Il n'y a personne d'autre pour remporter une victoire décisive sur le tsarisme.

Et cette victoire sera précisément une dictature, c'est-à-dire qu'elle devra de toute nécessité s'appuyer sur la force armée, sur l'armement des masses, sur l'insurrection, et non sur telles ou telles institutions constituées « légalement », par la « voie pacifique ». Ce ne peut être qu'une dictature, parce que les transformations absolument et immédiatement nécessaires au prolétariat et à la paysannerie provoqueront de la part des propriétaires fonciers, des grands bourgeois et du tsarisme, une résistance désespérée. Sans dictature, il serait impossible de briser cette résistance, de faire échouer les tentatives de la contre-révolution. Cependant ce ne sera évidemment pas une dictature socialiste, mais une dictature démocratique. Elle ne pourra pas toucher (avant que la révolution ait franchi diverses étapes intermédiaires) aux fondements du capitalisme. Elle pourra, dans le meilleur des cas, procéder à une redistri-

bution radicale de la propriété foncière au profit de la paysannerie, introduire la démocratie de façon totale et conséquente jusques et y compris la proclamation de la république ; extirper non seulement de la vie des campagnes, mais aussi de la vie des usines, les survivances du despotisme asiatique ; commencer à améliorer sérieusement la condition des ouvriers et à élever leur niveau de vie ; enfin, *last but not least* *, étendre l'incendie révolutionnaire à l'Europe. Cette victoire ne fera encore nullement de notre révolution bourgeoise une révolution socialiste ; la révolution démocratique ne sortira pas directement du cadre des rapports sociaux et économiques bourgeois ; mais cette victoire n'en aura pas moins une portée immense pour le développement futur de la Russie et du monde entier. Rien ne stimulera davantage l'énergie révolutionnaire du prolétariat mondial, rien n'abrégera autant son chemin vers la victoire complète que cette victoire décisive de la révolution commencée en Russie.

Dans quelle mesure cette victoire est probable, cela est une autre question. Nous ne sommes pas du tout enclins à un optimisme inconsidéré à cet égard ; nous n'oublions nullement les extrêmes difficultés de cette tâche ; mais, en allant au combat, nous devons souhaiter la victoire et savoir indiquer le vrai chemin qui y conduit. Les tendances pouvant nous amener à cette victoire se manifestent incontestablement. Il est vrai que notre influence, l'influence social-démocrate sur la masse du prolétariat, est encore très, très insuffisante ; l'influence révolutionnaire exercée sur la masse paysanne est infime ; la dispersion, le manque de culture, l'ignorance du prolétariat et surtout de la paysannerie sont encore effroyables. Mais la révolution fait un travail rapide d'éducation et de rassemblement. Chacun de ses progrès réveille la masse et l'attire avec une force irrésistible précisément vers le programme révolutionnaire, le seul qui exprime intégralement et de façon conséquente ses intérêts réels, ses intérêts vitaux.

Une loi de la mécanique dit que l'action égale la réaction. Dans l'histoire, la force destructrice d'une révolu-

* Le dernier, mais non le moindre. (*N.R.*)

tion dépend, elle aussi, dans une mesure appréciable, de la force et de la durée de la répression qu'ont subie les aspirations à la liberté ; elle dépend de la profondeur de l'antagonisme entre la « super-structure » archaïque de la société et les forces vives de l'époque envisagée. De même la situation politique internationale apparaît, à bien des égards, on ne peut plus favorable à la révolution russe. Le soulèvement des ouvriers et des paysans a déjà commencé ; il est dispersé, spontané, faible, mais il démontre indéniablement et sans conteste l'existence de forces capables d'une lutte décisive et qui marchent vers une victoire décisive.

Que ces forces se révèlent insuffisantes, et le tsarisme aura le temps de conclure le marché que préparent déjà, de deux côtés, les Boulyguine et les Strouvé. Tout se terminera alors par une constitution tronquée, ou même — en mettant les choses au pis — par une parodie de constitution. Ce sera aussi une « révolution bourgeoise », mais une fausse couche, un avorton, un nabot. La social-démocratie ne se fait pas d'illusions, elle connaît la nature perfide de la bourgeoisie ; elle ne se découragera pas et n'abandonnera pas son travail opiniâtre, patient et soutenu d'éducation du prolétariat dans l'esprit de classe, même aux jours les plus mornes d'une prospérité constitutionnelle bourgeoise à la Chipov. Ce dénouement serait plus ou moins semblable à celui de presque toutes les révolutions démocratiques de l'Europe au XIX^e^ siècle, et le développement de notre Parti suivrait alors un sentier ardu, pénible, long, mais familier et déjà battu.

Voyons maintenant dans laquelle de ces deux éventualités la social-démocratie aurait effectivement les mains liées face à une bourgeoisie inconséquente et intéressée ; serait effectivement « résorbée » ou presque résorbée dans la démocratie bourgeoise.

Il suffit de poser clairement cette question pour y répondre aussitôt sans la moindre difficulté.

Si la bourgeoisie réussit à faire échouer la révolution russe par un compromis avec le tsarisme, c'est alors justement que la social-démocratie aura les mains liées devant une bourgeoisie inconséquente ; la social-démocratie sera dès lors « résorbée » dans la démocratie bourgeoise, en ce

sens que le prolétariat ne réussira pas à marquer fortement la révolution de son empreinte et à régler à la manière prolétarienne ou, comme disait autrefois Marx, « à la plébéienne » son compte au tsarisme.

Si la révolution arrive à une victoire décisive, nous réglerons son compte au tsarisme, à la manière jacobine ou, si vous le préférez, à la plébéienne. « Tout le terrorisme français, écrivait Marx en 1848 dans la célèbre *Nouvelle Gazette Rhénane*, n'a été qu'un moyen plébéien de se défaire des ennemis de la bourgeoisie, l'absolutisme, le féodalisme et l'esprit petit-bourgeois. » (Voyez Marx, *Nachlass*, édité par Mehring, t. III, p. 211 [23].) Ceux qui, à l'époque de la révolution démocratique, agitent aux yeux des ouvriers social-démocrates russes l'épouvantail du « jacobinisme », ont-ils jamais réfléchi à ces mots de Marx ?

Les girondins de la social-démocratie russe contemporaine, les néo-iskristes, ne fusionnent pas avec les gens de l'*Osvobojdénié*, mais le caractère de leurs mots d'ordre les met en réalité à la remorque de ceux-ci. Et les gens de l'*Osvobojdénié*, c'est-à-dire les représentants de la bourgeoisie libérale, veulent en finir avec l'autocratie sans rien brusquer, par la voie des réformes, en faisant des concessions, sans léser l'aristocratie, la noblesse, la cour, avec précaution et sans faire de casse, avec amabilité et politesse, en grands seigneurs et en mettant des gants blancs (comme ceux que M. Pétrounkévitch, à une réception des « représentants du peuple » (?) par Nicolas le Sanglant, emprunta à un bachi-bouzouk. Voyez le n° 5 du *Prolétari**).

Les jacobins de la social-démocratie contemporaine — les bolcheviks, les partisans de *Vpériod*, les partisans du Congrès ou du *Prolétari*, je ne sais plus comment les désigner — veulent élever, par leurs mots d'ordre, la petite bourgeoisie révolutionnaire et républicaine, et tout particulièrement la paysannerie, à la conception démocratique conséquente du prolétariat, celui-ci gardant son entière indépendance de classe. Ils veulent que le peuple, c'est-à-dire le prolétariat et la paysannerie, règle « à la plébéienne » leur compte à la monarchie et à l'aristocratie, en extermi-

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, pp. 533-538. (*N.R.*)

nant sans merci les ennemis de la liberté, en réprimant par la force leur résistance, sans faire aucune concession au legs maudit du servage, de l'asiatisme, des atteintes à la dignité de l'homme.

Cela ne signifie pas que nous voulions à toute force copier les jacobins de 1793 et faire nôtres leurs idées, leur programme, leurs mots d'ordre, leurs méthodes d'action. Pas du tout. Il n'est pas ancien, notre programme, il est nouveau, c'est le programme minimum du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Nous avons un mot d'ordre nouveau : la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. Nous aurons aussi, si nous vivons assez pour voir la vraie victoire de la révolution, de nouvelles méthodes d'action, conformes au caractère et aux objectifs du parti de la classe ouvrière aspirant à une révolution socialiste intégrale. Par cette comparaison, nous voulons simplement expliquer que les représentants de la classe avancée du XX^e^ siècle, ceux du prolétariat, c'est-à-dire les social-démocrates, se divisent en deux ailes (opportuniste et révolutionnaire), tout comme les représentants de la classe avancée du XVIII^e^ siècle, ceux de la bourgeoisie, se divisaient en girondins et jacobins.

Au cas seulement d'une victoire complète de la révolution démocratique, le prolétariat n'aura pas les mains liées dans sa lutte contre la bourgeoisie inconséquente ; dans ce seul cas, il ne se « résorbera » pas dans la démocratie bourgeoise, mais marquera toute la révolution de son empreinte prolétarienne ou, plus exactement, prolétarienne et paysanne.

En un mot, pour que le prolétariat n'ait pas les mains liées dans la lutte contre la démocratie bourgeoise inconséquente, il faut qu'il soit assez fort et conscient pour élever la paysannerie à la conscience révolutionnaire, pour diriger son offensive et réaliser ainsi, de son propre chef, une démocratie prolétarienne conséquente.

C'est ainsi que se pose la question — si mal résolue par les néo-iskristes — du danger d'avoir finalement les mains liées dans la lutte contre la bourgeoisie inconséquente. La bourgeoisie sera toujours inconséquente. Rien de plus naïf et de plus stérile que de vouloir tracer des conditions ou

des clauses* qui, si elles étaient remplies, permettraient de considérer la démocratie bourgeoise comme un ami sincère du peuple. Seul le prolétariat peut combattre avec esprit de suite pour la démocratie. Mais il ne peut vaincre dans ce combat que si la masse paysanne se rallie à sa lutte révolutionnaire. Si, pour ce faire, le prolétariat manque de forces, la bourgeoisie se trouvera à la tête de la révolution démocratique et lui conférera un caractère inconséquent et égoïste. Rien ne peut empêcher ce dénouement, si ce n'est la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie.

Nous arrivons ainsi à cette conclusion indéniable : c'est précisément la tactique de la nouvelle *Iskra* qui, par sa signification objective, *fait le jeu de la démocratie bourgeoise*. Quand on préconise des formes d'organisation floues au point d'admettre le plébiscite, le principe des ententes, de couper du Parti les publications de parti, quand on minimise les tâches de l'insurrection armée, quand on mêle les mots d'ordre politiques généraux du prolétariat révolutionnaire et ceux de la bourgeoisie monarchiste, quand on défigure les conditions de la « victoire décisive de la révolution sur le tsarisme », on aboutit précisément à la politique du suivisme qui, à l'heure de la révolution, désoriente le prolétariat, le désorganise et sème la confusion dans son esprit, qui rabaisse la tactique de la social-démocratie, au lieu de montrer le seul chemin conduisant à la victoire et de rallier au mot d'ordre du prolétariat tous les éléments révolutionnaires et républicains du peuple.

Afin de confirmer cette conclusion à laquelle nous amène l'analyse de la résolution, abordons la même question sous d'autres angles. Voyons d'abord la manière dont illustre la tactique de la nouvelle *Iskra*, dans le *Social-Démocrate* géorgien, un menchevik peu subtil, mais franc. Voyons ensuite qui profite en réalité, dans la situation politique actuelle, des mots d'ordre de la nouvelle *Iskra*.

---

* Ce qu'avait voulu faire Starover dans sa résolution [24] annulée par le IIIe Congrès, et ce que tente de faire la conférence dans une résolution qui n'est pas mieux réussie.

7. LA TACTIQUE DE L'« ÉLIMINATION DES CONSERVATEURS DU SEIN DU GOUVERNEMENT »

L'article de l'organe du « comité » menchevique de Tiflis que nous citons plus haut (n° 1 du *Social-Démocrate*) s'intitule : « Le Zemski Sobor et notre tactique ». L'auteur n'a pas encore tout à fait oublié notre programme ; il formule le mot d'ordre de République, mais il fait sur la tactique les réflexions suivantes :

« On peut indiquer deux voies pour atteindre ce but (la République) : ou bien ne prêter aucune attention au *Zemski Sobor* convoqué par le gouvernement, et infliger les armes à la main une défaite à ce dernier, former un gouvernement révolutionnaire et convoquer l'Assemblée constituante. Ou bien proclamer que le Zemski Sobor est le centre de notre action, en exerçant les armes à la main une pression sur sa composition et sur son activité, et l'obliger par la force à se proclamer Assemblée constituante ou à faire convoquer celle-ci par son entremise. Ces deux tactiques diffèrent très nettement. Voyons donc laquelle des deux est la plus avantageuse pour nous. »

C'est ainsi que les néo-iskristes de Russie exposent les idées exprimées par la suite dans la résolution que nous avons analysée. Ces lignes étaient écrites, remarquez-le bien, avant Tsou-Shima [25], lorsque le « projet » Bouly-guine n'avait pas encore vu le jour. Les libéraux eux-mêmes perdaient patience et marquaient leur défiance dans les colonnes de la presse légale ; or, le social-démocrate néo-iskriste s'est montré plus confiant que les libéraux. Il annonce que le Zemski Sobor « est en voie de convocation » et témoigne une si grande confiance au tsar qu'il propose de faire de ce Zemski Sobor encore inexistant (ou peut-être d'une « Douma d'Etat » ou d'une « Assemblée législative consultative » ?) le centre de notre action. Plus franc et moins tortueux que les auteurs de la résolution adoptée par la conférence, notre militant de Tiflis ne considère pas les deux « tactiques » (qu'il expose avec une candeur inimitable) comme identiques, mais déclare la seconde « plus avantageuse ». Ecoutez :

« Première tactique. Comme vous le savez, la révolution qui se prépare est une révolution bourgeoise, c'est-à-dire que la modification du régime actuel qu'elle tend à réaliser est souhaitée, en plus du prolétariat, par toute la société bourgeoise. Toutes les classes sont opposées au gouvernement, jusqu'aux capitalistes eux-mêmes. En un certain sens, le prolétariat en lutte et la bourgeoisie en lutte mar-

chent ensemble et s'attaquent ensemble, de côtés différents, à l'autocratie. Le gouvernement ici est tout à fait isolé et privé des sympathies de la société. Aussi est-il très facile de l'anéantir. L'ensemble du prolétariat de Russie n'est pas encore assez conscient et organisé pour pouvoir faire la révolution à lui seul. Si, d'ailleurs, il le pouvait, il ferait une révolution prolétarienne (socialiste), et non bourgeoise. Nous avons donc intérêt à ce que le gouvernement demeure sans alliés, ne puisse pas diviser l'opposition ni s'adjoindre la bourgeoisie et isoler le prolétariat... »

Ainsi, il est de l'intérêt du prolétariat que le gouvernement du tsar ne puisse pas le séparer de la bourgeoisie ! N'est-ce pas par erreur que l'organe géorgien a été appelé le *Social-Démocrate*, au lieu d'être appelé *Osvobojdénié* ? Et remarquez cette superbe philosophie de la révolution démocratique ! Ne voyons-nous pas ici de nos yeux le pauvre militant de Tiflis complètement désaxé par l'interprétation casuistique et suiviste de l'idée de « révolution bourgeoise » ? Discutant la question de l'isolement possible du prolétariat dans la révolution démocratique, il *oublie*... il oublie un détail... la paysannerie ! Parmi les alliés possibles du prolétariat, il connaît et trouve à son goût les propriétaires fonciers des zemstvos, mais il ne connaît pas les paysans. Et cela au Caucase ! Eh bien, n'avions-nous pas raison de dire que la nouvelle *Iskra* tombe, par ses raisonnements, au niveau de la bourgeoisie monarchiste au lieu d'élever jusqu'à elle, en qualité d'alliée, la paysannerie révolutionnaire ?

« ... Dans le cas contraire, la défaite du prolétariat et la victoire du gouvernement sont inévitables. Et c'est à cela que tend justement l'autocratie. On n'en peut douter, elle gagnera à soi, dans son Zemski Sobor, les représentants de la noblesse, des zemstvos, des villes, des universités et autres institutions bourgeoises. Elle s'efforcera de les amadouer par de menues concessions et de se les concilier. Ainsi affermie, elle dirigera tous ses coups contre la masse ouvrière demeurée isolée. Notre devoir est de parer à cette issue malheureuse. Mais peut-on y réussir par le premier procédé ? Admettons que nous n'ayons fait aucune attention au Zemski Sobor, que nous ayons commencé tout seuls à nous préparer à l'insurrection et que nous soyons un beau jour descendus en armes dans la rue. Et voilà qu'au lieu d'un ennemi, nous en rencontrons deux : le gouvernement et le Zemski Sobor. Pendant que nous nous préparions, ils ont eu le temps de s'entendre, de passer un accord, d'élaborer une Constitution qui leur est avantageuse et de se partager le pouvoir. Cette tactique est nettement avantageuse au gouvernement, et nous devons la répudier avec la dernière énergie... »

Voilà qui est franc ! Il faut renoncer résolument à la « tactique » de préparation de l'insurrection, parce que le gouvernement transigerait « pendant ce temps » avec la bourgeoisie ! Pourrait-on trouver, dans les anciens écrits de l'« économisme » le plus impénitent, quelque chose d'analogue à cette façon de déshonorer la social-démocratie révolutionnaire ? C'est un fait que des soulèvements et des troubles éclatent çà et là parmi les ouvriers et les paysans. Le Zemski Sobor n'est qu'une promesse de Boulyguine. Et le *Social-Démocrate* de la ville de Tiflis de décider : renonçons à la tactique de préparation de l'insurrection et attendons qu'il y ait un « centre d'action », le Zemski Sobor...

« ... La seconde tactique, au contraire, consiste à placer le Zemski Sobor sous notre surveillance, à ne pas lui permettre d'agir à son gré et de s'entendre avec le gouvernement *.

« Nous soutenons le Zemski Sobor dans la mesure où il combat l'autocratie, et nous le combattons quand il s'accommode de l'autocratie. Par une intervention énergique et par la force nous divisons les députés **, ralliant les radicaux autour de nous, éliminant du gouvernement les conservateurs et engageant ainsi le Zemski Sobor tout entier dans la voie révolutionnaire. Grâce à cette tactique, le gouvernement restera tout le temps isolé, l'opposition sera forte et l'institution d'un régime démocratique sera facilitée d'autant. »

Parfaitement ! Que l'on vienne dire maintenant que nous exagérons l'évolution des gens de la nouvelle *Iskra* vers une variété des plus vulgaires de l'économisme. Ils en sont déjà arrivés au mode d'emploi de la fameuse poudre tue-mouches : attrapez la mouche, saupoudrez-la et la voilà qui crève. Diviser *par la force* les députés du Zemski Sobor, « éliminer du gouvernement les conservateurs », et le Zemski Sobor *tout entier* s'engagera dans la *voie révolutionnaire*... Cela sans la moindre insurrection armée « jacobine », mais en tout bien tout honneur, presque parlementairement, en « exerçant une pression » sur les membres du *Zemski Sobor*.

---

* Et quel moyen avez-vous de ravir ainsi aux membres des zemstvos leur libre arbitre ? Ne serait-ce pas un « papier de tournesol » d'un genre particulier ?

** Grands dieux ! La voilà, la tactique « approfondie » ! La force nous manque pour nous battre dans la rue, mais nous pouvons « diviser les députés » par la « force ». Ecoutez, camarade de Tiflis, mentir est bien, mais en toute chose il y a un terme à ne pas dépasser...

Pauvre Russie ! On a dit qu'elle porte toujours les chapeaux démodés que l'Europe a jetés au rancart. Nous n'avons pas encore de Parlement, Boulyguine lui-même ne nous l'a pas encore promis, mais du crétinisme parlementaire [26], nous en avons tant et plus.

« ... Comment cette intervention doit-elle se faire ? Avant tout, nous exigerons que le Zemski Sobor soit élu au suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret. La liberté complète de propagande électorale, c'est-à-dire la liberté de réunion, de parole et de presse, l'inviolabilité des électeurs et des candidats et la remise en liberté de tous les criminels politiques, doit être consacrée par la loi *, en même temps que sera proclamé ** ce régime électoral. La date des élections doit être reculée autant que possible, afin que nous ayons assez de temps pour informer et préparer le peuple. Et puisque l'établissement du règlement relatif à la convocation du Zemski Sobor a été confié à une commission présidée par le ministre de l'Intérieur Boulyguine, nous devons également exercer une pression sur cette commission et sur ses membres ***. Si la commission Boulyguine refuse de satisfaire nos revendications **** et ne donne le droit d'élire des députés qu'aux possédants, nous devons intervenir dans ces élections, obliger par la voie révolutionnaire les électeurs à envoyer des candidats d'avant-garde au Zemski Sobor, et là réclamer une Assemblée constituante. Nous devons enfin par tous les moyens, par des manifestations, par des grèves, et s'il le faut, par l'insurrection, obliger le Zemski Sobor à convoquer l'Assemblée constituante, ou à se proclamer telle. Le prolétariat en armes doit être le défenseur de l'Assemblée constituante, et tous deux ***** marcheront vers la République démocratique.

« Telle est la tactique social-démocrate, elle seule nous assurera la victoire. »

Que le lecteur se garde de penser que cet incroyable galimatias n'est qu'un essai de plume de quelque néo-iskriste irresponsable et sans influence. Non, ces choses-là ont été écrites dans l'*organe* de tout un comité néo-iskriste, celui de Tiflis. Et ce n'est pas tout. Ce galimatias est *nettement approuvé par l'« Iskra »*. Voici ce que nous lisons dans le n° 100 de ce journal à propos du *Social-Démocrate* :

* Par Nicolas ?

** Dans l'*Iskra* ?

*** Voilà ce que signifie la tactique : « éliminer du gouvernement les conservateurs » !

**** Mais c'est impossible avec une tactique aussi juste et aussi profondément méditée de notre part !

***** Le prolétariat en armes et les conservateurs « éliminés du gouvernement » ?

« Le n°1 est rédigé dans un style vif et avec talent. On y sent la main habile, experte d'un rédacteur doublé d'un écrivain... On peut dire avec certitude que le journal s'acquittera brillamment de la tâche qu'il s'est assignée. »

Oui, si cette tâche est de montrer nettement à tous et à chacun l'entière décomposition idéologique de la tendance de la nouvelle *Iskra*, alors en effet elle a été remplie « brillamment ». Nul n'aurait su marquer avec plus de « vivacité, de talent et d'habileté » l'abaissement des gens de la nouvelle *Iskra* au niveau de l'opportunisme bourgeois libéral.

8. L'IDÉOLOGIE DE L'*OSVOBOJDÉNIÉ* ET CELLE DE LA NOUVELLE *ISKRA*

Nous en venons maintenant à une autre confirmation éclatante de la signification politique de l'idéologie de la nouvelle *Iskra*.

Dans un article remarquable, excellent, aussi édifiant que possible : « Comment se retrouver » (*Osvobojdénié* n° 71), M. Strouvé part en guerre contre le « révolutionnisme du programme » de nos partis extrêmes. M. Strouvé est surtout mécontent de moi *. Quant à moi, je suis on ne peut

* « En comparaison du « révolutionnisme » de MM. Lénine et de ses camarades, le « révolutionnisme » de la social-démocratie de l'Europe occidentale, celui de Bebel et même de Kautsky, est de l'opportunisme ; mais les bases de ce révolutionnisme déjà adouci sont, elles aussi, sapées et minées par l'histoire. » M. Strouvé y va fort. Mais il a tort de penser que je suis prêt à supporter tout ce qu'il voudra bien dire de moi. Il me suffit de lui adresser un défi qu'il ne sera jamais en mesure de relever. Où et quand ai-je appelé opportunisme le « révolutionnisme de Bebel et de Kautsky » ? Où et quand ai-je prétendu créer dans la social-démocratie internationale une tendance particulière, *non identique* à celle de Bebel et de Kautsky ? Où et quand a-t-on vu surgir des divergences de vues entre moi, d'une part, Bebel et Kautsky, de l'autre, je parle de divergences de vues se rapprochant tant soit peu par leur sérieux de celles qui, par exemple, surgirent entre Bebel et Kautsky, sur la question agraire, à Breslau [27]. Que M. Strouvé essaie de répondre à ces trois questions.

Et voici ce que nous dirons aux lecteurs. La bourgeoisie libérale use *toujours* et *partout* du procédé qui consiste à persuader ses adeptes dans un pays donné que les social-démocrates de ce pays sont les plus déraisonnables, tandis que leurs camarades du pays voisin sont des « petits garçons bien sages ». La bourgeoisie allemande a *des centaines*

plus content de M. Strouvé : je ne saurais désirer de meilleur allié dans la lutte contre l'économisme renaissant de la nouvelle *Iskra* et le manque complet de principes des « socialistes-révolutionnaires ». Nous verrons une autre fois de quelle façon M. Strouvé et l'*Osvobojdénié* ont fait la preuve pratique de l'essence réactionnaire des « amendements » apportés au marxisme dans le projet de programme des socialistes-révolutionnaires. Nous avons déjà parlé à maintes reprises du service appréciable que M. Strouvé m'a rendu en toute bonne foi et loyauté chaque fois qu'il a approuvé *en principe* les néo-iskristes *. Parlons-en une fois de plus.

L'article de M. Strouvé renferme une série de déclarations extrêmement intéressantes ; nous ne pouvons les mentionner ici qu'en passant. M. Strouvé se prépare à « créer une démocratie russe en s'appuyant non sur la lutte, mais sur la collaboration de classes » : les « intellectuels socialement privilégiés » (par exemple, la « noblesse cultivée », devant laquelle M. Strouvé fait ses courbettes avec la grâce vraiment mondaine d'un... laquais) apporteront le « poids de leur position sociale » (le poids du sac d'écus) à ce parti

---

de fois donné en exemple aux Bebel et Kautsky les socialistes français, ces « petits garçons bien sages ». La bourgeoisie française donnait récemment en exemple aux socialistes français le « petit garçon bien sage » Bebel. Vieux procédé, M. Strouvé ! Vous ne prendrez à cet hameçon que des enfants et des ignorants. La complète solidarité de la social-démocratie révolutionnaire internationale dans toutes les grandes questions de programme et de tactique est un fait absolument incontestable.

* Rappelons au lecteur que l'article « Ce qu'il ne faut pas faire » (*Iskra* n° 52) fut salué à grand fracas par l'*Osvobojdénié* comme un «tournant significatif » vers un esprit de conciliation à l'égard des opportunistes. L'*Osvobojdénié* a particulièrement approuvé les tendances de principe de la nouvelle *Iskra* dans une note sur la scission des social-démocrates russes. Parlant de la brochure de Trotski *Nos tâches politiques*, l'*Osvobojdénié* a indiqué l'analogie des idées de cet auteur avec les idées qu'exprimaient autrefois, par la parole et par l'écrit, les gens du *Rabotchéié Diélo* — Kritchevski, Martynov, Akimov (voir le tract : « Un libéral obligeant », édité par *Vpériod*). L'*Osvobojdénié* a salué la publication de la brochure de Martynov sur les deux dictatures (voir la note parue dans le n° 9 de *Vpériod*). Enfin, les plaintes tardives de Starover au sujet de l'ancien mot d'ordre de l'ancienne *Iskra* « se délimiter d'abord, puis s'unir », ont été, de la part de l'*Osvobojdénié*, l'objet d'une approbation spéciale.

« hors classes ». M. Strouvé exprime le désir de faire connaître à la jeunesse la fausseté de ce « lieu commun radical selon lequel la bourgeoisie épouvantée aurait vendu le prolétariat et la cause de la liberté ». (Nous nous félicitons vivement de ce désir. Rien ne confirmera mieux ce « lieu commun » marxiste que la guerre que lui déclare M. Strouvé. Faites donc, M. Strouvé, ne renvoyez pas aux calendes grecques l'exécution de votre magnifique projet !)

Il importe, pour traiter notre sujet, de noter quels sont les mots d'ordre *pratiques* que combat actuellement ce représentant de la bourgeoisie russe, doué d'un instinct politique aussi sûr et sensible aux moindres variations du temps. C'est d'abord le mot d'ordre de républicanisme. M. Strouvé est fermement convaincu que ce mot d'ordre est « inintelligible et étranger à la masse du peuple » (il oublie d'ajouter : intelligible, mais désavantageux pour la bourgeoisie !). Nous voudrions bien voir quelle réponse les ouvriers feraient à M. Strouvé dans nos cercles et nos réunions de masse ! Ou bien les ouvriers ne seraient pas le peuple ? Et les paysans ? Il leur arrive, d'après M. Strouvé, de professer un « républicanisme naïf » (« chasser le tsar »), mais la bourgeoisie libérale est persuadée que ce républicanisme *naïf* fera place non pas à un républicanisme conscient, mais à un monarchisme conscient ! *Ça dépend* *, M. Strouvé, ça dépend encore des circonstances. Le tsarisme comme la bourgeoisie ne peuvent faire autrement que de s'opposer à une amélioration radicale de la situation des paysans aux dépens des terres seigneuriales, et la classe ouvrière ne peut faire autrement que de soutenir la paysannerie dans cette question.

En second lieu, M. Strouvé assure que « dans la guerre civile celui qui commence aura toujours tort ». Cette idée touche de près aux tendances de la nouvelle *Iskra* dont nous avons parlé plus haut. Certes, nous ne dirons pas qu'il soit *toujours* avantageux d'attaquer dans la guerre civile. Non. La tactique défensive est parfois obligatoire, *pour un temps*. Mais formuler une assertion semblable à celle de M. Strouvé et l'appliquer à la Russie de 1905, c'est justement nous montrer un fragment de « lieu commun radical »

* En français dans le texte. (*N.R.*)

(« la bourgeoisie s'épouvante et vend la cause de la liberté »). Quiconque ne veut pas maintenant s'attaquer à l'autocratie, à la réaction, quiconque ne se prépare pas à cette agression, ne la préconise pas, se dit à tort partisan de la révolution.

M. Strouvé condamne les mots d'ordre de « travail clandestin » et d'« émeute » (l'émeute, cette « insurrection en miniature »). M. Strouvé dédaigne l'un et l'autre, du point de vue de l'« accès aux masses » ! Nous lui demanderons s'il peut nous montrer de la propagande pour l'émeute par exemple dans *Que faire ?*, cet écrit de « révolutionniste » infiniment extrémiste à son avis. Quant au « travail clandestin », la différence est-elle bien grande entre nous et M. Strouvé par exemple ? Ne collaborons-nous pas tous deux à un journal « illégal », « clandestinement » introduit en Russie, à l'intention des groupes « secrets » de l'*Union de l'Osvobojdénié* ou du P.O.S.D.R. ? Nos réunions ouvrières de masse sont souvent « clandestines », avouons ce péché. Et les réunions de ces messieurs de l'*Osvobojdénié* ? Avez-vous de quoi vous enorgueillir, M. Strouvé, devant les méprisables partisans du méprisable travail clandestin ?

Un travail rigoureusement clandestin, c'est, il est vrai, celui de fournir des armes aux ouvriers. Cette fois M. Strouvé est plus explicite. Ecoutez-le : « Quant à l'insurrection armée ou à la révolution, au sens technique de ce mot, seule la propagande du programme démocratique dans les masses peut créer les conditions sociales et psychologiques qu'exige l'insurrection armée générale. Ainsi, même du point de vue qui fait de l'insurrection armée le couronnement *inéluctable* de la lutte actuelle pour la libération — point de vue qui n'est pas le mien —, l'essentiel, le plus nécessaire, c'est de faire pénétrer les idées de transformation démocratique dans les masses. »

M. Strouvé cherche à éluder la question. Il parle de l'inéluctabilité de l'insurrection, au lieu de parler de sa nécessité pour la victoire de la révolution. L'insurrection non préparée, spontanée, éparse, a déjà commencé. Nul ne peut garantir qu'elle aboutira à une insurrection armée générale et complète du peuple, car cela dépend de l'état des forces révolutionnaires (qu'on ne peut évaluer exactement qu'en cours de lutte), de la conduite du gouvernement et de la bourgeoisie, ainsi que de diverses autres circons-

tances qu'il est impossible de prévoir exactement. Point n'est besoin de parler d'inéluctabilité, dans le sens de cette certitude absolue d'un événement concret à laquelle tendent les propos de M. Strouvé. Il faut, pour marquer que vous êtes avec la révolution, parler de la question de savoir si l'insurrection est *nécessaire pour la victoire* de la révolution, s'il est nécessaire de la préconiser activement, cette insurrection, d'en faire la propagande, de la préparer sans retard et avec énergie. M. Strouvé doit pouvoir saisir cette différence car enfin il ne substitue pas, par exemple, à la nécessité, indiscutable pour tout démocrate, du suffrage universel, la question discutable et non essentielle pour tout homme politique de savoir si la conquête de ce suffrage est inéluctable dans la présente révolution. En éludant la question de la nécessité de l'insurrection, M. Strouvé révèle les dessous les plus cachés de la position politique de la bourgeoisie libérale. D'abord la bourgeoisie préfère s'entendre avec l'autocratie plutôt que de l'écraser ; et, en tout cas, elle laisse aux ouvriers le soin de lutter les armes à la main (deuxième point). Telle est la signification *réelle* de cette dérobade de M. Strouvé. Voilà pourquoi il *marche à reculons*, esquivant le problème de la nécessité de l'insurrection et préférant s'occuper de ses conditions « sociales et psychologiques » et de la « propagande » préliminaire. Exactement comme les bavards bourgeois qui, en 1848, s'occupaient dans le Parlement de Francfort à rédiger des résolutions, déclarations, décisions, à faire de la « propagande de masse » et à préparer les « conditions sociales et psychologiques » dans un moment où il s'agissait de mettre en échec la force armée du gouvernement ; où le mouvement avait « amené la nécessité » d'une lutte armée ; où la seule action exercée par la parole (cent fois indispensable en période de préparation) était devenue vile inertie et couardise bourgeoises, de même, M. Strouvé esquive, en se couvrant de *phrases*, le problème de l'insurrection. M. Strouvé nous montre à merveille ce que nombre de social-démocrates s'obstinent à ne pas voir : que l'heure de la révolution diffère des heures ordinaires, quotidiennes, des périodes de gestation de l'histoire, en ce que l'état d'esprit, l'effervescence, la conviction des masses doivent se traduire et se traduisent par l'*action*.

Le révolutionnisme vulgaire ne comprend pas que la parole, elle aussi, est un acte ; cette vérité est incontestable, appliquée à l'histoire *en général* ou aux époques historiques pendant lesquelles l'action politique déclarée des masses fait défaut ; or celle-ci ne peut être artificiellement suscitée ni suppléée par des putschs. Le suivisme des révolutionnaires ne comprend pas que lorsque l'heure de la révolution a sonné, lorsque la vieille « superstructure » sociale craque de toutes parts, lorsque l'action politique au grand jour des classes et des masses édifiant pour soi une nouvelle superstructure est devenue un fait, lorsque la guerre civile a commencé, se contenter *comme autrefois* de la « parole » sans formuler le *mot d'ordre net* du passage à l'« action », esquiver alors l'action en invoquant les « conditions psychologiques » et la « propagande » en général, c'est verser dans la théorie morte et stérile, dans la casuistique, ou livrer la révolution et la trahir. Les bavards démocrates bourgeois de Francfort offrent un exemple historique inoubliable de cette trahison ou de cette casuistique bornée.

Voulez-vous que nous expliquions cette différence entre le révolutionnisme vulgaire et le suivisme des révolutionnaires par des exemples empruntés à l'histoire du mouvement social-démocrate de Russie ? Cette explication, la voici. Rappelez-vous les années 1901-1902, si proches encore et qui nous paraissent aujourd'hui de l'histoire ancienne. Les manifestations avaient commencé. Le révolutionnisme vulgaire se mit à crier à l'« assaut » (*Rabotchéié Diélo* [28]), des « tracts sanglants » furent publiés (de provenance berlinoise, si j'ai bonne mémoire) ; on dénonçait l'illusion littéraire, spéculative d'un journal pour toute la Russie comme moyen de propagande (Nadejdine [29]). Le suivisme des révolutionnaires prêchait alors, par contre, que la « lutte économique était le *meilleur* moyen de faire de l'agitation politique ». Quelle fut l'attitude de la social-démocratie révolutionnaire ? Elle combattit ces deux tendances. Elle condamna le putschisme et les cris de « à l'assaut », car tout le monde voyait clairement ou du moins aurait dû voir que l'intervention directe des masses était encore à venir. Elle condamna le suivisme et formula même sans ambages le mot d'ordre d'insurrection armée du peuple

entier, non pas dans le sens d'un appel direct (M. Strouvé n'eût pas trouvé chez nous, en ce temps-là, d'appel à l'« émeute »), mais comme une conclusion *nécessaire*, comme une « propagande » (dont M. Strouvé vient juste de se rappeler : il est toujours en retard de quelques années, ce bon M. Strouvé), dans le sens où elle préparait ces mêmes « conditions sociales et psychologiques » dont les représentants de la bourgeoisie mercantile, désemparée, parlent tant aujourd'hui, « mélancoliquement et hors de propos ». *Alors* la propagande et l'agitation, l'agitation et la propagande étaient vraiment mises au premier plan par la force objective des choses. *Alors* le travail en vue de créer un journal politique destiné au pays tout entier, et dont la parution hebdomadaire paraissait un idéal, pouvait être la pierre de touche de la préparation de l'insurrection (et *Que faire ?* le présentait ainsi). *Alors* les mots d'ordre : agitation de masse *au lieu* d'actions armées immédiates ; préparation des conditions sociales et psychologiques nécessaires à l'insurrection *au lieu* du putschisme, étaient les seuls mots d'ordre corrects de la social-démocratie révolutionnaire. *Maintenant* ces mots d'ordre sont dépassés par les événements, le mouvement les a laissés derrière ; ils ne sont plus que du fatras, des vieilleries bonnes tout au plus à voiler l'hypocrisie de l'*Osvobojdénié* et le suivisme de la nouvelle *Iskra* !

Mais je me trompe peut-être ? Peut-être que la révolution n'est pas encore commencée ? Que l'heure de l'action politique directe des classes n'est pas encore venue ? Que la guerre civile n'est pas encore là et la critique des armes ne doit pas être dès à présent le successeur, l'héritier, l'exécuteur testamentaire, l'aboutissant *nécessaire* et obligatoire de l'arme de la critique ?

Regarder autour de vous, mettez-vous à la fenêtre de votre cabinet pour pouvoir répondre à ces questions. Le gouvernement n'a-t-il pas déjà commencé lui-même la guerre civile en fusillant partout, en masse, des citoyens paisibles et sans armes ? Les Cent-Noirs armés n'interviennent-ils pas en qualité d'« argument » de l'autocratie ? La bourgeoisie — la bourgeoisie même — n'a-t-elle pas reconnu la nécessité d'une milice civile ? M. Strouvé lui-même, qui est d'une circonspection et d'une modération idéales, ne dit-il pas (hélas, il ne le dit que pour dire quelque chose !)

que le « caractère déclaré des actions révolutionnaires » (comme nous y allons maintenant !) « est aujourd'hui une des conditions les plus importantes de l'influence éducatrice exercée sur les masses populaires » ?

Celui qui a des yeux pour voir ne peut douter de la manière dont le problème de l'insurrection armée doit être posé aujourd'hui par les partisans de la révolution. Voyez donc les *trois* façons de poser cette question que donnent les organes de la presse libre, capables d'influencer tant soit peu les *masses*.

Première façon. La résolution du IIIe Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie *. Il est reconnu et

---

* En voici le texte intégral :

« Considérant que :

1) le prolétariat étant, de par sa situation, la classe révolutionnaire la plus avancée et la seule conséquente, est par là même appelé à jouer un rôle dirigeant dans le mouvement révolutionnaire démocratique général de Russie ;

2) ce mouvement a déjà conduit, à l'heure présente, à la nécessité d'une insurrection armée ;

3) le prolétariat prendra inévitablement à cette insurrection la part la plus énergique et qui décidera du sort de la révolution en Russie ;

4) le prolétariat ne peut jouer dans cette révolution un rôle dirigeant que groupé en une force politique, une et indépendante, sous le drapeau du Parti ouvrier social-démocrate qui le guide dans sa lutte au point de vue idéologique comme au point de vue pratique ;

5) seul l'accomplissement de ce rôle peut assurer au prolétariat les conditions les plus avantageuses dans la lutte pour le socialisme contre les classes possédantes de la Russie démocratique bourgeoise, le IIIe Congrès du P.O.S.D.R. reconnaît que : organiser le prolétariat pour la lutte directe contre l'autocratie par l'insurrection armée est, dans la période révolutionnaire actuelle, une des tâches les plus importantes et les plus urgentes du Parti.

Aussi le congrès charge-t-il toutes les organisations du Parti :

a) de faire comprendre au prolétariat, par la propagande et l'agitation, non seulement la signification politique de la prochaine insurrection armée, mais aussi son aspect d'organisation pratique ;

b) de faire comprendre par cette propagande et cette agitation le rôle des grèves politiques de masse, qui peuvent avoir une grande importance au début et au cours même de l'insurrection ;

c) de prendre les mesures les plus énergiques pour armer le prolétariat et élaborer le plan de l'insurrection armée et de la direction immédiate de celle-ci. Des groupes spéciaux de militants seront formés à cette fin, au fur et à mesure des besoins. » (Note de Lénine à l'édition de 1907. *N.R.*)

proclamé hautement que le mouvement révolutionnaire démocratique général *a déjà conduit à la nécessité* d'une insurrection armée. L'organisation du prolétariat en vue de l'insurrection est d'ores et déjà mise à l'ordre du jour comme une des tâches principales, essentielles et *nécessaires* du Parti. Les mesures *les plus énergiques* seront prises afin d'armer le prolétariat et d'assurer la direction immédiate de l'insurrection.

Deuxième façon. La déclaration de principe faite dans l'*Osvobojdénié* par le « chef des constitutionnalistes russes » (la *Frankfurter Zeitung* [30], organe très influent de la bourgeoisie européenne, décernait récemment ce titre à M. Strouvé), ou chef de la bourgeoisie progressiste russe. Il ne partage pas le point de vue selon lequel l'insurrection est inévitable. Le travail clandestin et l'émeute sont les procédés spécifiques d'un révolutionnisme déraisonnable. Le républicanisme est une méthode servant à étourdir. L'insurrection armée n'est en somme qu'une question technique, la propagande de masse et la préparation de conditions sociales et psychologiques étant « l'essentiel et le plus urgent ».

Troisième façon. La résolution de la conférence néo-iskriste. Notre tâche est de préparer l'insurrection. La possibilité d'une insurrection régie par un plan est exclue. Les conditions favorables à l'insurrection sont créées par la désorganisation du gouvernement, par notre agitation, par notre organisation. Alors seulement les « préparatifs techniques de combat peuvent acquérir une signification plus ou moins sérieuse ».

Et c'est tout ? C'est tout. L'insurrection est-elle indispensable ? C'est ce que les dirigeants néo-iskristes du prolétariat ne savent pas encore. Organiser le prolétariat pour la lutte immédiate, est-ce une tâche pressante ? C'est ce qu'ils ne voient pas encore clairement. Point n'est besoin d'appeler aux mesures les plus énergiques ; il est beaucoup plus important (en 1905 et non en 1902) d'expliquer dans leurs grandes lignes les conditions dans lesquelles ces mesures « peuvent » acquérir une signification « plus ou moins sérieuse »...

Voyez-vous maintenant, camarades de la nouvelle *Iskra*, où vous a conduits votre volte-face vers le martynovisme ? Comprenez-vous que votre philosophie politique n'est qu'une

réédition de celle de l'*Osvobojdénié* ? Que vous vous trouvez (malgré vous et sans que vous vous en doutiez) à la remorque de la bourgeoisie monarchiste ? Vous rendez-vous compte maintenant qu'en ressassant des lieux communs et en vous perfectionnant dans la casuistique, vous avez perdu de vue que, pour nous servir des termes ineffables de l'ineffable article de Piotr Strouvé, le « caractère déclaré des *actions* révolutionnaires est aujourd'hui une des conditions les plus importantes de l'influence éducatrice exercée sur les masses populaires » ?

9. QU'EST-CE QU'UN PARTI D'EXTRÊME OPPOSITION PENDANT LA RÉVOLUTION ?

Revenons à la résolution sur le gouvernement provisoire. Nous avons montré que la tactique des néo-iskristes, loin de faire progresser la révolution — et c'est pourtant ce qu'ils entendaient obtenir par leur résolution —, la fait rétrograder. Nous avons montré que c'est justement cette tactique qui *lie les mains* à la social-démocratie dans la lutte contre la bourgeoisie inconséquente, sans la prémunir contre la résorption dans la démocratie bourgeoise. On conçoit que des fausses prémisses de la résolution résultent des conclusions fausses : « Aussi la social-démocratie ne doit-elle pas se donner pour but de s'emparer du pouvoir ou de le partager dans le gouvernement provisoire ; elle doit demeurer le parti de l'extrême opposition révolutionnaire. » Voyez la première moitié de cette conclusion qui se rapporte aux buts à atteindre. Les néo-iskristes assignent-ils pour but à l'activité de la social-démocratie la victoire décisive de la révolution sur le tsarisme ? Oui. Ils ne savent pas formuler correctement les conditions de la victoire décisive, ils versent dans les formulations de l'*Osvobojdénié*, mais ils s'assignent pourtant ce but. Ensuite, rattachent-ils le gouvernement provisoire à l'insurrection ? Oui, ils l'y rattachent directement, en disant que le gouvernement provisoire est « issu de l'insurrection populaire victorieuse ». Se proposent-ils enfin de diriger l'insurrection ? Oui, comme M. Strouvé, ils se dérobent pour ne pas avoir à reconnaître la nécessité et l'urgence de l'insurrection, mais

en même temps, ils disent, à la différence de M. Strouvé, que la « social-démocratie entend la *soumettre* (l'insurrection) à son influence et à sa *direction*, et l'utiliser dans l'intérêt de la classe ouvrière ».

Comme cela se tient, n'est-il pas vrai ? Nous nous assignons pour *but* de soumettre l'insurrection des masses prolétariennes et *non prolétariennes* à notre influence, à notre direction, de l'utiliser au mieux de nos intérêts. Nous nous assignons donc pour but de diriger, pendant l'insurrection, et le prolétariat, et la bourgeoisie révolutionnaire, et la petite bourgeoisie (« groupes non prolétariens »), c'est-à-dire de « *partager* » la direction de l'insurrection entre la social-démocratie et la bourgeoisie révolutionnaire. Nous nous assignons pour but la *victoire* de l'insurrection, victoire qui doit amener à la formation d'un gouvernement provisoire (« issu de l'insurrection populaire victorieuse »). *Aussi...* aussi ne devons-nous pas nous assigner pour but de nous emparer du pouvoir ou de le partager au sein du gouvernement révolutionnaire provisoire !!

Nos amis n'arrivent pas à mettre les choses bout à bout. Ils balancent entre le point de vue de M. Strouvé, qui se dérobe à l'insurrection, et celui de la social-démocratie révolutionnaire, qui invite à s'atteler à cette tâche pressante. Ils balancent entre l'anarchisme, qui condamne en principe, comme trahison envers le prolétariat, toute participation au gouvernement révolutionnaire provisoire, et le marxisme, qui exige cette participation à la condition que la social-démocratie exerce une influence dirigeante sur l'insurrection *. Ils n'ont aucune position propre : ni celle de M. Strouvé, qui souhaite un compromis avec le tsarisme et doit, par conséquent, se dérober et biaiser dans la question de l'insurrection, ni celle des anarchistes, qui condamnent toute action « par en haut » et toute participation à la révolution bourgeoise. Les néo-iskristes confondent le compromis avec le tsarisme et la victoire sur le tsarisme. Ils veulent participer à la révolution bourgeoise. Ils ont pris une certaine avance sur les *Deux dictatures* de Martynov. Ils acceptent même de diriger l'insurrection du peuple, pour

* Voir le n° 3 du *Prolétari*. « Sur le gouvernement révolutionnaire provisoire »; deuxième article. (Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, pp. 478-486.) (*N.R.*)

renoncer à cette direction aussitôt après la victoire (ou, peut-être, immédiatement avant la victoire ?), c'est-à-dire *de façon à ne pas recueillir les fruits de la victoire*, et les laisser *tous à la bourgeoisie*. C'est ce qu'ils appellent « utiliser l'insurrection dans l'intérêt de la classe ouvrière »...

Point n'est besoin de nous arrêter plus longtemps sur ce brouillamini. Il est plus utile d'en rechercher l'*origine* dans cette formule qui dit : « demeurer le parti de l'extrême opposition révolutionnaire ».

Nous sommes en présence d'une des thèses de la social-démocratie révolutionnaire internationale qui nous sont familières. Cette thèse est parfaitement correcte. Elle est devenue un lieu commun pour tous les adversaires du révisionnisme ou de l'opportunisme dans les pays parlementaires. Elle a acquis droit de cité, comme riposte légitime et nécessaire au « crétinisme parlementaire », au millerandisme, au bernsteinisme [31], au réformisme italien genre Turati. Nos braves néo-iskristes ont appris par cœur cette excellente formule et l'appliquent avec zèle... *tout à fait hors de propos*. Les catégories de la lutte parlementaire, ils les introduisent dans des résolutions rédigées pour des conditions où il n'y a aucune espèce de parlement. L'idée d'« opposition », expression et reflet d'une situation politique dans laquelle personne ne parle sérieusement de l'*insurrection*, est absurdement appliquée à une situation dans laquelle l'insurrection *a commencé* et où tous les partisans de la révolution pensent à assurer la direction de l'insurrection et en parlent. Le vœu de « *demeurer* » au même point qu'auparavant, c'est-à-dire de se borner à l'action « par en bas », est exprimé avec pompe et fracas *au moment précis* où la révolution affirme la nécessité, en cas de victoire de l'insurrection, d'agir *par en haut*.

Non, décidément, les gens de la nouvelle *Iskra* n'ont pas de chance ! Même quand ils formulent une thèse juste de la social-démocratie, ils ne savent pas l'appliquer correctement. Ils n'ont pas réfléchi à la façon dont les termes et les notions de la lutte parlementaire changent, se transforment en leurs contraires quand la révolution a commencé, en l'absence d'un parlement, alors qu'il y a la guerre civile, alors que se produisent des flambées insurrectionnelles. Ils n'ont pas vu que, dans les conditions envisagées, les amen-

dements sont proposés au moyen de manifestations de rue, les interpellations sont faites par l'offensive de citoyens armés, l'opposition au gouvernement est réalisée par le renversement violent de ce dernier.

Comme ce héros bien connu de nos contes populaires qui répétait les bons conseils juste au moment où ils n'étaient pas de mise, nos admirateurs de Martynov répètent les leçons du parlementarisme du temps de paix juste au moment où eux-mêmes sont obligés de constater que les hostilités ont éclaté. Rien de plus singulier que cette manière de formuler, avec un air important, le mot d'ordre d'« extrême opposition » dans une résolution qui commence par traiter de la « victoire décisive de la révolution » et de l'« insurrection populaire » ! Mais réfléchissez donc, messieurs : que signifie former l'« extrême opposition » en période d'insurrection ? Est-ce dénoncer le gouvernement ou le renverser ? Est-ce voter contre le gouvernement ou défaire ses troupes au cours d'une bataille rangée ? Est-ce refuser des crédits au gouvernement ou s'emparer révolutionnairement du Trésor pour le faire servir aux besoins de l'insurrection, pour armer les ouvriers et les paysans, pour convoquer l'Assemblée constituante ? Ne commencez-vous pas à comprendre, messieurs, que l'idée d'« extrême opposition » n'exprime que des actions négatives : dénoncer, voter contre, refuser ? Et pourquoi cela ? Parce que cette notion ne se rapporte qu'à la lutte parlementaire, et cela à une époque où personne ne s'assigne pour but immédiat de la lutte une « victoire décisive ». Ne commencez-vous pas à comprendre que sous ce rapport tout change de façon radicale à partir du moment où le peuple politiquement opprimé prend résolument l'offensive, sur toute la ligne, dans une lutte acharnée pour la victoire ?

Les ouvriers nous demandent : faut-il se mettre énergiquement à cette œuvre urgente qu'est l'insurrection ? Comment faire pour que l'insurrection commencée soit victorieuse ? Comment mettre la victoire à profit ? Quel programme pourra-t-on et devra-t-on appliquer alors ? Approfondissant le marxisme, les gens de la nouvelle *Iskra* répondent : demeurer le parti d'extrême opposition révolutionnaire... Eh bien, n'avions-nous pas raison de traiter ces paladins de virtuoses du philistinisme ?

10. LES « COMMUNES RÉVOLUTIONNAIRES » ET LA DICTATURE DÉMOCRATIQUE RÉVOLUTIONNAIRE DU PROLÉTARIAT ET DE LA PAYSANNERIE

La conférence des néo-iskristes ne s'est pas maintenue sur les positions de l'anarchisme auxquelles était arrivée la nouvelle *Iskra* (rien que « par en bas » et non « par en bas et par en haut »). L'absurdité qu'il y avait à admettre l'insurrection sans en admettre la victoire, sans admettre la participation au gouvernement révolutionnaire provisoire, crevait par trop les yeux. Aussi la résolution de la conférence a-t-elle introduit des réserves et des restrictions dans la solution du problème offerte par Martynov et Martov. Examinons ces réserves exposées dans la partie suivante de la résolution.

« Il est évident que cette tactique (« demeurer le parti de l'extrême opposition révolutionnaire ») n'exclut pas du tout l'opportunité d'une prise partielle, épisodique du pouvoir et de la formation de communes révolutionnaires dans telle ou telle ville, dans telle ou telle région, à seule fin de contribuer à l'extension de l'insurrection et à la désorganisation du gouvernement. »

S'il en est ainsi, l'« action par en bas n'est plus la seule admise en principe, et l'on admet aussi l'action par en haut. S'il en est ainsi, la thèse exposée par L. Martov dans l'article que l'on sait (*Iskra* n° 93) s'effondre et la tactique du journal *Vpériod* — non seulement « par en bas », mais aussi « par en haut » — est reconnue correcte.

Ensuite, la prise du pouvoir (même partielle, épisodique, etc.) suppose évidemment que la social-démocratie et le prolétariat ne sont pas les seuls à agir. Car le prolétariat n'est pas le seul à être intéressé et à participer activement à la révolution démocratique. Car l'insurrection est « populaire », comme il est dit au début de la résolution que nous examinons, et des « groupes non prolétariens » (ainsi s'exprime la résolution des « conférents » sur l'insurrection) — c'est-à-dire la bourgeoisie — y participent aussi. Ainsi donc, le principe qui dit que toute participation des socialistes au gouvernement révolutionnaire provisoire, de concert avec la petite bourgeoisie, constitue une trahison envers la classe ouvrière, est *jeté par-dessus bord par la conférence*,

ce que souhaitait *Vpériod*. Une « trahison » ne cesse pas d'être une trahison parce qu'elle est partielle, épisodique, régionale, etc. Ainsi donc l'identification de la participation au gouvernement révolutionnaire provisoire avec le jauressisme vulgaire est *jetée par-dessus bord* par la conférence, ce que souhaitait *Vpériod* [32]. Un gouvernement ne cesse pas d'être un gouvernement du fait que son pouvoir, au lieu de s'étendre à de nombreuses villes, ne s'étend qu'à une seule, au lieu de s'étendre à de nombreuses régions, ne s'étend qu'à une seule région, ou parce que ce gouvernement porte tel ou tel nom. Ainsi donc la façon de *poser la question en principe*, préconisée par la nouvelle « *Iskra* », *a été abandonnée par la conférence*.

Voyons si les restrictions apportées par la conférence à la formation — formation admise en principe aujourd'hui — des gouvernements révolutionnaires et à la participation à ces gouvernements, sont rationnelles. En quoi la notion d'« épisodique » diffère-t-elle de la notion de « provisoire », nous l'ignorons. Nous craignons qu'un mot étranger et « nouveau » ne serve ici qu'à masquer le manque de clarté dans les idées. Cela paraît « plus profond », mais ce n'est en réalité que plus obscur et plus confus. En quoi l'« opportunité » de la « prise du pouvoir » partielle dans une ville ou dans une région diffère-t-elle de la participation au gouvernement révolutionnaire provisoire de l'Etat tout entier ? N'y a-t-il pas parmi les « villes » une ville comme Pétersbourg, théâtre des événements du 9 janvier ? N'y a-t-il pas parmi les régions une région comme le Caucase, plus grand que bien des Etats ? Les tâches qui troublaient autrefois la nouvelle *Iskra* — comment régler la question des prisons, de la police, du Trésor, etc., etc. — ne s'imposent-elles pas à nous avec la « prise du pouvoir » même dans une seule ville, à plus forte raison dans une région ? Personne ne niera, évidemment, que si nos forces ne sont pas suffisantes, si le succès de l'insurrection est incomplet, si sa victoire n'est pas décisive, la formation de gouvernements révolutionnaires provisoires partiels, dans certaines villes, etc., est possible. Mais s'agit-il de cela, messieurs ? Ne parlez-vous pas vous-mêmes, au début de votre résolution, de « victoire décisive de la révolution » et d'« insurrection populaire victorieuse » ?? Depuis quand les social-démocra-

tes assument-ils le rôle des anarchistes : disperser l'attention et les buts du prolétariat ? Le diriger vers des objectifs « partiels » et non vers un objectif général, unique et complet ? Supposant la « prise du pouvoir » dans une ville, vous parlez vous-mêmes de l'« extension de l'insurrection », à une autre ville, osons-nous croire ? à toutes les villes, il est permis de l'espérer ? Vos déductions, messieurs, sont aussi précaires et fortuites, contradictoires et confuses que vos postulats. Le IIIe Congrès du P.O.S.D.R. a donné une réponse complète et précise à la question du gouvernement révolutionnaire provisoire en général. Cette réponse vaut également pour tous les gouvernements provisoires partiels. Par contre, la solution de la conférence met artificiellement et arbitrairement l'accent sur *une partie* de la question, et veut *se dérober* (sans y réussir) à l'ensemble du problème, semant ainsi la confusion.

Qu'est-ce que les « communes révolutionnaires » ? Cette idée diffère-t-elle de celle du « gouvernement révolutionnaire provisoire » et si oui, en quoi ? Messieurs les conférents eux-mêmes l'ignorent. Leur conception révolutionnaire confuse les amène, comme il arrive souvent, à la *phraséologie révolutionnaire*. Oui, l'emploi du terme « commune révolutionnaire » dans une résolution de représentants de la social-démocratie n'est que de la phraséologie révolutionnaire, et rien de plus. Marx a maintes fois condamné ces sortes de phrases dans lesquelles des termes « séduisants » appartenant à un *passé révolu*, masquent les objectifs de l'avenir. Tout séduisant qu'il soit, un terme qui a joué son rôle dans l'histoire devient en pareil cas du clinquant inutile et nuisible, un hochet. Nous devons faire comprendre d'une façon claire et sans équivoque aux ouvriers et au peuple tout entier *pourquoi* nous voulons instaurer un gouvernement révolutionnaire provisoire, *quelles sont précisément les transformations* que nous réaliserons dès demain, en cas d'issue victorieuse de l'insurrection populaire qui a déjà commencé, si nous exerçons sur le pouvoir une influence décisive. Telles sont les questions qui doivent préoccuper les dirigeants politiques.

Le IIIe Congrès du P.O.S.D.R. répond en toute clarté à ces questions ; il donne le programme complet de ces transformations : le programme minimum de notre Parti. Tandis

que le mot « commune » ne donne aucune réponse et ne fait que rebattre les oreilles d'un son lointain... ou d'un son creux. Plus la Commune de Paris de 1871 nous est chère, moins il nous est permis d'y faire référence en nous dispensant d'examiner ses fautes et les conditions particulières dans lesquelles elle se trouva placée. Agir de la sorte serait suivre l'exemple absurde des blanquistes, raillés par Engels, et qui canonisaient (dans leur « manifeste » de 1874) la moindre action de la Commune [33]. Que dira le conférent à l'ouvrier qui l'interrogera sur *cette* « commune révolutionnaire » mentionnée dans la résolution ? Il ne pourra lui dire qu'une chose : c'est que l'histoire connaît sous ce nom un gouvernement ouvrier qui, à l'époque, ne savait ni ne pouvait distinguer entre les éléments des révolutions démocratique et socialiste, qui confondait les tâches de la lutte pour la république avec les tâches de la lutte pour le socialisme, qui ne parvint pas à mettre sur pied une offensive militaire énergique contre Versailles, qui commit la faute de ne pas s'emparer de la Banque de France, etc. En un mot, que vous invoquiez dans votre réponse la Commune de Paris ou toute autre commune, vous devrez répondre : ce fut un gouvernement *comme ne doit pas être le nôtre*. Belle réponse, en vérité ! Passer sous silence le programme pratique du Parti, donner hors de propos des leçons d'histoire dans une résolution, tout cela n'atteste-t-il pas la casuistique d'un exégète et l'impuissance du révolutionnaire ? Tout cela ne révèle-t-il pas précisément la faute que l'on a cherché en vain à nous imputer et qui consiste à confondre les révolutions démocratique et socialiste, entre lesquelles aucune « commune » n'a jamais su distinguer ?

L'élargissement de l'insurrection et la désorganisation du pouvoir sont présentés comme les fins « exclusives » du gouvernement provisoire (si fâcheusement appelé ici commune). Ce terme d'« exclusives » élimine, par définition, toutes les autres tâches : il est un relent de la théorie absurde du « seulement par en bas ». Ecarter de la sorte les autres tâches, c'est encore une fois faire preuve de myopie et d'irréflexion. La « commune révolutionnaire », c'est-à-dire le pouvoir révolutionnaire, fût-il installé dans une seule ville, devra nécessairement s'acquitter (ne serait-ce que pro-

visoirement, « partiellement, épisodiquement ») de *toutes* les tâches de l'Etat, et se cacher la tête sous l'aile, ici, serait le comble de la déraison. Ce pouvoir devra légaliser la journée de huit heures, instituer l'inspection ouvrière dans les fabriques, établir l'enseignement obligatoire et gratuit, introduire l'élection des magistrats, créer des comités paysans, etc. ; en un mot, il y a une série de réformes qu'il devra absolument réaliser. Assimiler ces réformes à l'idée de « contribution à l'élargissement de l'insurrection » serait jouer sur les mots et augmenter sciemment la confusion, là où il faut une pleine clarté.

La partie finale de la résolution néo-iskriste, si elle ne nous offre pas de nouvelles occasions de critiquer les principes de l'« économisme » ressuscité dans notre Parti, illustre, sous un aspect un peu différent, ce qui a été dit plus haut.

Voici cette partie :

« Dans un cas seulement la social-démocratie devrait, de sa propre initiative, consacrer ses efforts à s'emparer du pouvoir et à le conserver le plus longtemps possible : ce serait au cas où la révolution aurait gagné les pays avancés de l'Europe occidentale, pays où les conditions nécessaires à la réalisation du socialisme sont arrivées à une certaine (?) maturité. Dans ce cas, le cadre historique limité de la révolution russe pourrait se trouver considérablement élargi, et il deviendrait possible d'entrer dans la voie des transformations socialistes.

C'est en fondant sa tactique sur le maintien de la social-démocratie, durant toute la période révolutionnaire, dans la situation d'un parti d'extrême opposition révolutionnaire vis-à-vis de tous les gouvernements appelés à se succéder au cours de la révolution, que la social-démocratie peut se préparer le mieux également à utiliser le pouvoir gouvernemental, si ce dernier tombe (??) entre ses mains. »

L'idée maîtresse ici, c'est celle que *Vpériod* formula maintes fois en disant que nous ne devons pas craindre (comme le fait Martynov) la victoire complète de la social-démocratie dans la révolution démocratique, c'est-à-dire la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et

de la paysannerie, car cette victoire nous permettra de soulever l'Europe ; et le prolétariat socialiste européen, après avoir secoué le joug de la bourgeoisie, nous aidera, à son tour, à faire la révolution socialiste. Mais voyez combien cette idée est appauvrie dans le texte des néo-iskristes. Ne nous arrêtons pas aux détails, à cette idée absurde d'un pouvoir « tombant » entre les mains d'un parti conscient qui considère la prise du pouvoir comme une tactique nuisible ; au fait qu'en Europe les conditions nécessaires au socialisme sont arrivées non pas à une certaine maturité, mais tout simplement à maturité ; au fait que le programme de notre Parti ne connaît pas de transformations socialistes, mais uniquement la révolution socialiste. Occupons-nous de la différence essentielle, fondamentale, entre la pensée de *Vpériod* et celle de la résolution. *Vpériod* assignait au prolétariat révolutionnaire de Russie une tâche active : vaincre dans la lutte pour la démocratie et tirer parti de cette victoire pour porter la révolution en Europe. La résolution ne comprend pas ce rapport qui existe entre notre « victoire décisive » (pas au sens de la nouvelle *Iskra*) et la révolution en Europe. Aussi ne parle-t-elle ni des tâches du prolétariat ni des perspectives de *sa* victoire, mais d'une possibilité, en général : « Au cas où la révolution aurait gagné... ». *Vpériod* indiquait en termes clairs et précis — et ces indications sont entrées dans la résolution du IIIe Congrès du P.O.S.D.R. — de quelle façon l'on peut et l'on doit justement « utiliser le pouvoir gouvernemental » dans l'intérêt du prolétariat, en tenant compte de ce qui est immédiatement réalisable dans la phase actuelle du développement social, et de ce qu'il faut réaliser d'abord en qualité de préalable démocratique à la lutte pour le socialisme. Là encore, la résolution de la conférence se traîne lamentablement à la remorque, disant que l'on « peut se préparer à utiliser » le pouvoir, mais incapable de dire *comment* on « peut », *comment* « se préparer » et *comment* « utiliser ». Nous sommes sûrs, par exemple, que les néo-iskristes « peuvent se préparer à utiliser » le rôle dirigeant à l'intérieur du Parti ; mais la vérité est que, jusqu'à présent, leur expérience de cette utilisation, leur préparation ne promettent pas grand-chose en fait de transformation de cette possibilité en réalité.

Vpériod a dit en termes précis en quoi réside exactement la réelle « possibilité de conserver le pouvoir » : dans la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, dans la force de leurs masses conjuguées, capable de l'emporter sur toutes les forces de la contre-révolution, dans l'inévitable coïncidence de leurs intérêts quand il s'agit de transformations *démocratiques*. Sur ce point encore la résolution de la conférence ne donne rien de positif et ne fait qu'escamoter la question. La possibilité de garder le pouvoir en Russie ne doit-elle pas être conditionnée par la composition des forces sociales dans le pays même et par les facteurs de la révolution démocratique qui est en cours chez nous ? La victoire du prolétariat en Europe (de l'extension de la révolution en Europe à la victoire du prolétariat il y a encore une certaine distance) ne provoquera-t-elle pas une lutte contre-révolutionnaire acharnée de la bourgeoisie russe ? La résolution des néo-iskristes ne souffle mot de cette force contre-révolutionnaire, dont l'importance a été marquée dans la résolution du IIIe Congrès du P.O.S.D.R. Si nous ne pouvions nous appuyer sur la paysannerie en même temps que sur le prolétariat dans la lutte pour la République et la démocratie, la « conservation du pouvoir » serait une entreprise désespérée. Mais si elle ne l'est pas, si la « victoire décisive de la révolution sur le tsarisme » nous ouvre cette possibilité, nous devons la signaler ; nous devons engager activement à en faire une réalité ; nous devons donner des mots d'ordre pratiques non seulement *pour le cas* où la révolution s'étendrait à l'Europe, mais aussi *pour* étendre la révolution à l'Europe. L'argument du « cadre historique limité de la révolution russe » ne fait que dissimuler chez les suivistes de la social-démocratie une conception limitée des tâches de cette révolution démocratique et du rôle d'avant-garde du prolétariat dans cette révolution !

Une des objections au mot d'ordre de « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie » est que la dictature suppose l'« unité de volonté » (*Iskra* n° 95), alors qu'il ne saurait y avoir unité de volonté entre le prolétariat et la petite bourgeoisie. Cette objection est sans valeur, car elle repose sur une conception abstraite, « métaphysique », de l'« unité de volonté ». La volonté peut

être une sous tel rapport et ne pas l'être sous tel autre. Le défaut d'unité dans les questions du socialisme et dans la lutte pour le socialisme n'exclut pas l'unité de volonté dans les problèmes de la démocratie et dans la lutte pour la République. L'oublier serait oublier la différence logique et historique entre la révolution démocratique et la révolution socialiste. L'oublier serait oublier le caractère *populaire* de la révolution démocratique : caractère « populaire » *sous-entend* « unité de volonté » dans la mesure justement où la révolution démocratique satisfait aux besoins et aux exigences du peuple entier. Au-delà des limites de la démocratie, il ne saurait plus être question d'unité de volonté entre le prolétariat et la bourgeoisie paysanne. La lutte de classes est inévitable entre eux, mais sur le terrain de la République démocratique, ce sera la lutte populaire la plus vaste et la plus profonde *pour le socialisme*. La dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, comme tout ce qui existe au monde, a un passé et un avenir. Son passé, c'est l'autocratie, le servage, la monarchie, les privilèges. Dans la lutte contre ce passé, dans la guerre à la contre-révolution, l'« unité de volonté » du prolétariat et de la paysannerie est possible, parce qu'il y a unité d'intérêts.

Son avenir, c'est la lutte contre la propriété privée, c'est la lutte du salarié contre le patron, la lutte pour le socialisme. Ici l'unité de volonté est impossible *. Nous ne sommes plus ici sur le chemin qui va de l'autocratie à la République, mais sur celui qui mène de la République démocratique petite-bourgeoise au socialisme.

Il est certain que dans toute situation historique concrète s'entrecroisent les éléments appartenant au passé et à l'avenir ; les deux chemins se confondent. Le travail salarié, avec sa lutte contre la propriété privée, existe également sous l'autocratie ; il prend même naissance sous le servage. Mais cela ne nous empêche nullement de distinguer, au point de vue logique et historique, des grandes phases de développement. N'opposons-nous pas tous la révolution bour-

* Le développement du capitalisme, amplifié et accéléré par la liberté, ne manquera pas de mettre vite un terme à cette unité de volonté, d'autant plus promptement que la contre-révolution et la réaction seront plus promptement écrasées.

geoise à la révolution socialiste ? N'insistons-nous pas tous, sans réserve, sur la nécessité de distinguer rigoureusement entre elles ? Or, peut-on nier que des éléments partiels de l'une et de l'autre révolution s'entrecroisent dans l'histoire ? L'Europe n'a-t-elle pas connu, à l'époque des révolutions démocratiques, divers mouvements et tentatives socialistes ? Et la future révolution socialiste de l'Europe n'aura-t-elle pas encore beaucoup, beaucoup à faire dans le sens de la démocratie ?

Jamais, à aucun moment, le social-démocrate ne doit oublier l'inévitable lutte de classe du prolétariat pour le socialisme contre la bourgeoisie et la petite bourgeoisie, si démocratiques, si républicaines qu'elles puissent être. Cela est incontestable. De là, la nécessité absolue d'un parti social-démocrate distinct et indépendant, rigoureusement imprégné d'esprit de classe. De là, le caractère provisoire de notre thèse « frapper ensemble » avec la bourgeoisie, l'obligation de surveiller de près « l'allié comme un ennemi », etc. Tout cela non plus ne saurait susciter le moindre doute. Mais il serait ridicule et réactionnaire d'en conclure que nous devons oublier, méconnaître volontairement ou dédaigner des tâches urgentes de l'époque présente, fussent-elles passagères et momentanées. La lutte contre l'autocratie est pour les socialistes une tâche momentanée et passagère, mais vouloir la méconnaître ou la dédaigner reviendrait à trahir le socialisme et à servir la réaction. La dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie n'est incontestablement pour les socialistes qu'une tâche passagère et momentanée, mais il serait simplement réactionnaire de vouloir méconnaître cette tâche à l'époque de la révolution démocratique.

Les tâches politiques concrètes doivent être situées dans un milieu concret. Tout est relatif, tout passe, tout change. La social-démocratie allemande n'inscrit pas la République à son programme. La situation y est telle qu'on ne saurait guère séparer pratiquement cette question de celle du socialisme (bien qu'Engels, en 1891, dans ses remarques sur le projet du programme d'Erfurt, ait mis en garde — pour l'Allemagne également — contre le danger de sous-estimer le rôle de la République et de la lutte pour la République [34]!). Dans la social-démocratie russe, il n'y a pas été même question

d'éliminer du programme et de la propagande la revendication de la République, car il ne saurait être question chez nous d'une liaison indissoluble entre le problème de la République et celui du socialisme. Le social-démocrate allemand de 1898 qui ne met pas au premier plan la question spéciale de la République est un phénomène naturel, qui ne provoque ni étonnement ni blâme. Le social-démocrate allemand qui, en 1848, eût laissé dans l'ombre la question de la République, eût été tout bonnement traître à la révolution. Il n'y a pas de vérité abstraite. La vérité est toujours concrète.

Un jour viendra où la lutte contre l'autocratie russe sera terminée et l'époque de la révolution démocratique révolue pour la Russie ; dès lors il sera même ridicule de parler d'« unité de volonté » entre le prolétariat et la paysannerie, de dictature démocratique, etc. Nous envisagerons alors directement la dictature socialiste du prolétariat, et nous en parlerons en détail. Mais aujourd'hui le parti de la classe d'avant-garde ne peut que tendre avec la plus grande énergie à la victoire décisive de la révolution démocratique sur le tsarisme. Et cette victoire décisive n'est autre chose que la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie.

Note [35]

1° Rappelons au lecteur que dans sa polémique avec *Vpériod*, l'*Iskra* s'est référée entre autres à une lettre qu'Engels écrivit à Turati et dans laquelle il mettait en garde le (futur) chef des réformistes italiens de ne pas confondre la révolution démocratique et la révolution socialiste [36]. La prochaine révolution en Italie, écrivait Engels à propos de la situation politique de ce pays en 1894, sera petite-bourgeoise, démocratique, et non socialiste. L'*Iskra* reprochait à *Vpériod* de s'écarter du principe établi par Engels. Ce reproche n'était pas fondé, puisque *Vpériod* (n° 14 *) avait reconnu, dans son entier, la justesse de la théorie de Marx sur la différence qui existe entre les trois principales forces

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, pp. 275-294. (*N.R.*)

des révolutions au XIX^e siècle. Selon cette théorie, contre l'ancien régime, contre l'autocratie, le féodalisme, le servage, se dressent 1) la grosse bourgeoisie libérale ; 2) la petite bourgeoisie radicale ; 3) le prolétariat. La première mène uniquement la lutte pour une monarchie constitutionnelle ; la seconde, pour la république démocratique ; le dernier, pour la révolution socialiste. La faillite politique guette le socialiste qui confondrait la lutte petite-bourgeoise pour une révolution démocratique complète avec la lutte prolétarienne pour une révolution socialiste. Cette mise en garde de Marx est absolument juste. Mais c'est précisément pour cette raison que le mot d'ordre de « communes révolutionnaires » est erroné, car les communes dont l'histoire fait mention ont justement confondu révolution démocratique et révolution socialiste. Par contre, notre mot d'ordre : dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie nous prémunit entièrement contre cette faute. Reconnaissant comme certain le caractère bourgeois d'une révolution incapable de dépasser *directement* le cadre d'une révolution simplement démocratique, notre mot d'ordre *pousse en avant* cette révolution ; il s'attache à lui conférer les formes les plus avantageuses au prolétariat ; il s'attache, par conséquent, à utiliser au maximum la révolution démocratique en vue de mieux assurer le succès de la lutte ultérieure du prolétariat pour le socialisme.

11. COMPARAISON RAPIDE ENTRE CERTAINES RÉSOLUTIONS DU III^e CONGRÈS DU P.O.S.D.R. ET DE LA « CONFÉRENCE »

La question du gouvernement révolutionnaire provisoire se trouve à l'heure actuelle au centre des préoccupations tactiques de la social-démocratie. Il n'est ni possible ni indispensable de s'arrêter aussi longuement sur les autres résolutions de la conférence. Nous nous bornerons à indiquer brièvement quelques points confirmant la divergence de principe examinée plus haut quant à l'orientation tactique des résolutions du III^e Congrès du P.O.S.D.R. et de celles de la conférence.

Considérons l'attitude envers la tactique du gouvernement à la veille de la révolution. Vous trouverez une fois

de plus une ample réponse dans la résolution du IIIe Congrès. Cette résolution tient compte de toute la diversité des conditions et des problèmes de ce moment particulier : dénonciation de l'hypocrisie des concessions gouvernementales, utilisation des « formes caricaturales de représentation populaire », application révolutionnaire des revendications impérieuses de la classe ouvrière (la journée de huit heures en premier lieu) et enfin riposte aux Cent-Noirs. Dans les résolutions de la conférence, la question se trouve dispersée dans plusieurs chapitres : la « riposte aux forces ténébreuses de la réaction » n'est mentionnée que dans l'exposé des motifs de la résolution sur l'attitude envers les autres partis. La participation aux élections des institutions représentatives est considérée séparément des « compromis » du tsarisme avec la bourgeoisie. Au lieu d'engager à introduire la journée de huit heures par la voie révolutionnaire, une résolution spéciale, au titre retentissant de « Sur la lutte économique », ne fait que répéter (après des mots ronflants et creux sur la « place centrale que tient la question ouvrière dans la vie sociale russe ») le vieux mot d'ordre d'agitation pour l'« introduction de la journée de huit heures par la voie législative ». L'insuffisance de ce mot d'ordre actuellement dépassé est trop évidente pour que nous ayons à la démontrer.

En ce qui concerne l'action politique au grand jour, le IIIe Congrès tient compte de la prochaine modification *radicale* de notre activité. On ne peut en aucune façon négliger l'activité clandestine et le développement de l'appareil illégal du Parti : ce serait faire le jeu de la police et ce serait avantageux au possible pour le gouvernement. Mais on ne peut pas ne pas penser dès maintenant à une action au grand jour. Il faut *préparer* sans tarder les formes convenables de cette action et donc, à cet effet, un appareil particulier, moins clandestin. Il faut utiliser les associations légales et semi-légales pour en faire, dans la mesure du possible, les points d'appui du futur Parti ouvrier social-démocrate légal de Russie.

Là encore la conférence morcelle la question sans formuler aucun mot d'ordre complet. La palme revient au mandat ridicule donné à la Commission d'organisation de

veiller à l'utilisation des littérateurs légaux. Une décision franchement inepte est celle qui tend à « soumettre à notre influence les journaux démocratiques se proposant de prêter concours au mouvement ouvrier ». C'est ce que se proposent tous nos journaux libéraux légaux, dont l'immense majorité appartient à la tendance de l'*Osvobojdénié*. Pourquoi la rédaction de l'*Iskra* ne commencerait-elle pas par suivre elle-même son propre conseil et ne nous montrerait-elle pas à titre d'exemple comment il faut soumettre l'*Osvobojdénié* à l'influence social-démocrate ? Au lieu du mot d'ordre : utiliser les associations légales pour en faire les points d'appui du *Parti*, on nous donne d'abord un conseil isolé, relatif aux organisations uniquement « professionnelles » (participation obligatoire des membres du Parti) et, en second lieu, le conseil de diriger les « organisations révolutionnaires des ouvriers », appelées aussi « organisations encore mal définies », appelées aussi « clubs ouvriers révolutionnaires ». Comment s'est-il fait que les « clubs » se trouvent classés parmi les organisations encore mal définies ? Quels sont d'ailleurs ces « clubs » ? Allah le sait. Au lieu de directives claires et précises émanant de l'organisme supérieur du Parti, on nous offre des ébauches d'idées et des brouillons de gens de plume. Nous n'avons aucun tableau d'ensemble montrant que le Parti commence à adopter une base absolument différente pour toute son activité.

La « question paysanne » est traitée d'une manière tout à fait différente par le congrès du Parti et par la conférence. Le congrès a élaboré une résolution sur l'« attitude envers le mouvement paysan », et la conférence, sur le « travail parmi les paysans ». Dans le premier cas, on met en avant le problème de la direction de tout ce vaste mouvement démocratique et révolutionnaire au mieux des intérêts de la lutte de toute la nation contre le tsarisme. Dans l'autre, il ne s'agit que de « travailler » au sein d'une couche déterminée de la population. Dans le premier cas, on formule le mot d'ordre pratique essentiel de l'agitation : organisation immédiate de comités paysans révolutionnaires pour l'application de toutes les transformations démocratiques. Dans l'autre, il s'agit d'« exiger » de l'Assemblée constituante la « formation de comités ». Pourquoi devons-

nous absolument attendre cette Assemblée constituante ? Sera-t-elle réellement constituante ? Sera-t-elle bien solide sans la formation préalable et simultanée de comités paysans révolutionnaires ? La conférence a omis d'envisager toutes ces questions. Toutes ses décisions portent, en effet, l'empreinte de cette idée que nous retrouvons partout dans ses travaux et selon laquelle nous ne devons faire dans la révolution bourgeoise que notre travail particulier, sans nous proposer de diriger l'ensemble du mouvement démocratique ni d'en assumer la direction de façon indépendante. De même que les économistes inclinaient toujours à réserver aux social-démocrates la lutte économique, aux libéraux la lutte politique, de même les néo-iskristes, dans tous leurs raisonnements, tendent à nous attribuer une place plutôt modeste à l'écart de la révolution bourgeoise, dont la réalisation active reviendrait à la bourgeoisie.

Enfin, on ne saurait passer sous silence les résolutions sur l'attitude à l'égard des autres partis. La résolution du III[e] Congrès du P.O.S.D.R. affirme la nécessité de démasquer toute étroitesse et toute insuffisance du mouvement de libération bourgeois sans avoir la prétention naïve d'énumérer, d'un congrès à l'autre, toutes les manifestations possibles de cette étroitesse et d'établir une ligne de démarcation entre les bons et les mauvais bourgeois. La conférence, renouvelant la faute de Starover, s'obstine à chercher cette ligne de démarcation et développe la fameuse théorie du « papier de tournesol ». Starover partait d'une très bonne idée : poser à la bourgeoisie des conditions sévères. Il n'oubliait qu'une chose, c'est que toute tentative de séparer d'avance les démocrates bourgeois méritant l'approbation, l'entente, etc., de ceux qui ne les méritent pas, mène à une « formule » que les événements ne tardent pas à faire passer par-dessus bord, et qui porte le trouble dans la conscience de classe du prolétariat. Le centre de gravité passe de l'unité réelle dans la lutte aux déclarations, aux promesses, aux mots d'ordre. Starover estimait que le « suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret » était un de ces mots d'ordre essentiels. Moins de deux ans ont passé, et le « papier de tournesol » s'est révélé inopérant, les gens de l'*Osvobojdénié* ont repris à leur compte

le mot d'ordre de suffrage universel sans pour cela se rapprocher le moins du monde de la social-démocratie. Au contraire, ce mot d'ordre leur sert à induire les ouvriers en erreur et à les détourner du socialisme.

Les néo-iskristes posent maintenant des « conditions » encore « plus sévères » ; ils « exigent » des ennemis du tsarisme le « soutien énergique et sans équivoque (!?) de toute action résolue du prolétariat organisé », etc., jusques et y compris la « participation active à l'auto-armement du peuple ». La ligne de démarcation a donc été sensiblement reculée ; et pourtant cette ligne *est de nouveau périmée* ; elle s'est d'emblée révélée inadéquate. Pourquoi, par exemple, le mot d'ordre de République fait-il défaut ? Comment expliquer que les social-démocrates « exigent » des démocrates bourgeois, dans l'intérêt d'une « guerre révolutionnaire implacable contre tous les fondements du régime de la monarchie et des castes », tout ce que l'on voudra sauf de lutter pour la république ?

L'« Union de Libération de Russie » (voir le n° 4 du *Prolétari* *) est là pour attester que nous ne critiquons pas pour le plaisir, que l'erreur des néo-iskristes a une signification politique des plus vitales. Ces « ennemis du tsarisme » répondront à toutes les « exigences » posées par la nouvelle *Iskra*. Or, nous avons montré que l'esprit de l'*Osvobojdénié* imprègne le programme (ou plutôt l'absence de programme) de l'« Union de Libération de Russie » et que les gens de l'*Osvobojdénié* peuvent aisément la prendre à la remorque. La conférence déclare cependant à la fin de sa résolution que la « social-démocratie continuera à combattre, comme des *amis hypocrites du peuple*, tous les partis politiques qui, sous le drapeau du libéralisme et de la

* Le n° 4 du *Prolétari*, paru le 4 juin 1905, contenait un long article intitulé : « Une nouvelle union ouvrière révolutionnaire ». (Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, pp. 505-517. *N.R.*) L'article résumait le contenu des appels lancés par la nouvelle organisation qui s'est donné le nom d'« Union de Libération de Russie » et se proposait, au moyen de l'insurrection armée, de convoquer l'Assemblée constituante. Puis, l'article définit l'attitude de la social-démocratie à l'égard de ces unions sans-parti. Nous ignorons complètement dans quelle mesure cette union était réelle et ce qui en advint pendant la révolution. (Note de Lénine à l'édition de 1907. *N.R.*)

démocratie, se refusent à soutenir effectivement la lutte révolutionnaire du prolétariat ». Loin de s'y refuser, l'« Union de Libération de Russie » propose énergiquement ce soutien. Est-ce une garantie que ses chefs, bien qu'appartenant à l'*Osvobojdénié*, ne sont pas des « amis hypocrites du peuple » ?

Vous voyez qu'en rédigeant d'avance des « conditions » et en présentant des « exigences » comiques par leur impuissance qui veut paraître redoutable, les néo-iskristes se mettent d'emblée dans une posture ridicule. Leurs conditions et leurs exigences apparaissent insuffisantes dès qu'il s'agit d'embrasser la réalité vivante. Leur course aux formules est sans espoir, car il n'est point de formule qui puisse saisir toutes les manifestations de l'hypocrisie, de l'inconséquence et de l'étroitesse de la démocratie bourgeoise. Il ne s'agit ni de « papier de tournesol », ni de formes, ni de revendications écrites et imprimées, ni de délimitation établie d'avance au sein des « amis du peuple » entre hypocrites et sincères ; il s'agit de l'unité réelle de la lutte, de la critique incessante à laquelle les social-démocrates doivent soumettre chaque pas « hésitant » accompli par la démocratie bourgeoise. Ce qu'il faut pour « grouper réellement toutes les forces sociales intéressées à la transformation démocratique », ce n'est pas rédiger des « points » comme ceux auxquels la conférence a travaillé avec tant de zèle et en vain, c'est savoir formuler des mots d'ordre vraiment révolutionnaires. Pour cela il faut des mots d'ordre qui élèvent au niveau du prolétariat la bourgeoisie révolutionnaire et républicaine, au lieu d'abaisser les tâches du prolétariat au niveau de la bourgeoisie monarchiste. Il faut pour cela la participation la plus énergique à l'insurrection, et non des subterfuges de casuistes qui se dérobent à la tâche pressante de l'insurrection armée.

12. LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE PERDRA-T-ELLE DE SON ENVERGURE SI LA BOURGEOISIE S'EN DÉTOURNE ?

Les lignes qui précèdent étaient déjà écrites quand nous avons reçu les résolutions de la conférence des néo-iskristes du Caucase, publiées par l'*Iskra*. *Pour la bonne*

bouche * nous n'aurions pu imaginer une meilleure documentation.

La rédaction de l'*Iskra* fait remarquer judicieusement : « Sur la question fondamentale de tactique, la conférence du Caucase a pris une décision *analogue* (en effet !) à celle de la conférence de Russie » (c'est-à-dire néo-iskriste). « La question concernant l'attitude de la social-démocratie envers le gouvernement révolutionnaire provisoire a été résolue par les camarades du Caucase dans le sens d'un désaveu complet de la nouvelle méthode prônée par le groupe *Vpériod* et par les délégués du soi-disant congrès qui y ont adhéré. » « Il faut reconnaître comme *très heureuse* la formule que la conférence a donnée de la tactique du parti prolétarien dans la révolution bourgeoise. »

Ce qui est vrai est vrai. Nul n'aurait pu formuler de façon plus « heureuse » l'erreur capitale des néo-iskristes. Nous reproduisons cette formule en entier, en relevant entre parenthèses d'abord les fleurs, puis les fruits présentés à la fin.

Résolution de la conférence des néo-iskristes du Caucase sur le gouvernement provisoire :

« Estimant que notre tâche est d'utiliser la période révolutionnaire pour approfondir (évidemment ! on ferait bien d'ajouter : approfondir à la manière de Martynov !) la conscience social-démocrate du prolétariat (seulement pour approfondir la conscience, et non pour conquérir la République ? Quelle compréhension « profonde » de la révolution !), la conférence, désireuse de garantir au Parti toute liberté de critiquer le régime étatico-bourgeois en voie de formation (il ne nous appartient pas de garantir la République ! Il nous appartient seulement de garantir la liberté de critique. Les idées anarchistes entraînent un langage anarchiste : le régime « étatico-bourgeois » !), se prononce contre la formation d'un gouvernement provisoire social-démocrate et contre la participation à ce gouvernement (rappelez-vous la résolution bakouniniste que cite Engels, adoptée dix mois avant la révolution espagnole : voir n° 3 du *Prolétari* [37]) ; elle estime que le plus rationnel est d'exercer une pression du dehors (par en bas, et non par

* En français dans le texte. (*N.R.*)

en haut) sur le gouvernement provisoire bourgeois, afin de démocratiser autant que possible (?!) le régime d'Etat. La conférence estime que la formation par les social-démocrates d'un gouvernement provisoire ou leur entrée dans ce gouvernement conduirait, d'une part, à détacher du Parti social-démocrate les grandes masses prolétariennes qu'il aurait déçues, car la social-démocratie, malgré la prise du pouvoir, ne serait pas en mesure de satisfaire les besoins vitaux de la classe ouvrière aussi longtemps que le socialisme ne serait pas institué (la République n'est pas un besoin vital ! Dans leur candeur, les auteurs ne remarquent pas qu'ils emploient un langage purement anarchiste comme s'ils niaient la nécessité de prendre part aux révolutions bourgeoises !) ; d'autre part, *elle obligerait les classes bourgeoises à se détourner de la révolution, dont elle amoindrirait ainsi l'envergure.*»

C'est là que gît le lièvre. C'est là que les idées anarchistes se mêlent (comme c'est aussi toujours le cas chez les bernsteiniens d'Occident) au plus pur opportunisme. Pensez donc : ne pas entrer au gouvernement provisoire parce que cela obligerait la bourgeoisie à se détourner de la révolution dont l'envergure serait ainsi amoindrie ! Mais ne sommes-nous pas en présence, ici, de toute la philosophie néo-iskriste, sous un aspect pur et logique : la révolution étant bourgeoise, nous devons nous incliner devant la platitude bourgeoise et lui céder le pas. Si nous nous laissons guider, ne serait-ce que partiellement, ne serait-ce qu'une minute, par cette idée que notre participation peut amener la bourgeoisie à se détourner de la révolution, ne cédons-nous pas entièrement la primauté dans la révolution aux classes bourgeoises ? Nous livrons complètement par là le prolétariat à la tutelle de la bourgeoisie (tout en conservant notre entière « liberté de critique » !!), l'obligeant à la douceur et à la modération, afin que la bourgeoisie ne se détourne pas. Nous castrons les besoins les plus vitaux du prolétariat, précisément ses besoins politiques, que n'ont jamais bien compris les économistes et leurs épigones ; nous les castrons pour que la bourgeoisie ne se détourne pas. Nous passons entièrement du terrain de la lutte révolutionnaire pour l'application de la démocratie

dans les limites nécessaires au prolétariat, sur le terrain des marchandages avec la bourgeoisie ; nous trahissons nos principes, nous trahissons la révolution pour acheter à la bourgeoisie son libre consentement (« afin qu'elle ne se détourne pas »).

En deux petites lignes, les néo-iskristes du Caucase ont su exprimer toute l'essence de la tactique de trahison de la révolution, de transformation du prolétariat en un misérable appendice des classes bourgeoises. La tendance que nous avons dégagée plus haut des erreurs de la nouvelle *Iskra* s'érige maintenant devant nous en un principe clair et déterminé : à la remorque de la bourgeoisie monarchiste. La proclamation de la République devant amener (et amenant déjà, exemple : M. Strouvé) la bourgeoisie à se détourner, donc à bas la lutte pour la République. Toute revendication démocratique présentée par le prolétariat énergiquement et dans toute son ampleur devant toujours et partout dans le monde amener la bourgeoisie à se détourner, donc cachez-vous dans vos trous, camarades ouvriers, n'agissez que du dehors, ne songez pas à utiliser pour la révolution les instruments et les moyens du régime « étatico-bourgeois », et conservez votre « liberté de critique ».

L'erreur fondamentale dans la façon même de comprendre le terme de « révolution bourgeoise » s'est fait jour ici. La « façon » dont il est compris par Martynov et la nouvelle *Iskra* aboutit tout droit à livrer la cause du prolétariat entre les mains de la bourgeoisie.

Quiconque a oublié l'ancien économisme, quiconque ne l'étudie pas ou ne s'en souvient pas, a de la peine à sentir ce relent qui revient aujourd'hui. Rappelez-vous le *Credo* à la Bernstein [38]. Des vues et des programmes « purement prolétariens » les gens déduisaient ceci : A nous, social-démocrates, l'économique, la véritable action ouvrière, la liberté de critiquer toute politicaillerie, le véritable approfondissement du travail social-démocrate. Aux libéraux, la politique. Dieu nous garde de tomber dans le « révolutionnisme » : cela obligerait la bourgeoisie à se détourner. Quiconque relira en entier le *Credo* ou le Supplément au n° 9 de la *Rabotchaïa Mysl* [39] (septembre 1899) pourra suivre tout le cours de ce raisonnement.

Aujourd'hui, même raisonnement, mais sur une plus

large échelle, et appliqué cette fois à l'appréciation de toute la « grande » révolution russe, hélas ! avilie et réduite par avance à l'état de caricature par les théoriciens du philistinisme orthodoxe ! A nous, social-démocrates, la liberté de critiquer, l'approfondissement de la conscience, l'action du dehors. A elles, aux classes bourgeoises, la liberté d'agir, le champ libre pour la direction révolutionnaire (lisez : libérale), la liberté d'appliquer des « réformes » par en haut.

Ces vulgarisateurs du marxisme n'ont jamais médité les paroles de Marx sur la nécessité de remplacer l'arme de la critique par la critique des armes [40]. Invoquant en vain le nom de Marx ils rédigent en fait des résolutions tactiques absolument dans l'esprit des bavards bourgeois de Francfort, qui critiquaient librement l'absolutisme, approfondissaient la conscience démocratique et ne comprenaient pas que le temps de la révolution est celui de l'action, de l'action à la fois par en haut et par en bas. Réduisant le marxisme à une casuistique, ils ont fait de l'idéologie de la classe révolutionnaire d'avant-garde, la plus décidée et la plus énergique, l'idéologie de ses éléments les moins évolués, qui esquivent les tâches démocratiques révolutionnaires difficiles et les réservent à messieurs les Strouvé.

Si, par suite de l'entrée de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire, les classes bourgeoises se détournent de la révolution, elles en « amoindriront l'envergure ».

Vous entendez, ouvriers russes : l'envergure de la révolution sera plus grande si elle est faite — à moins que les social-démocrates ne les effraient — par messieurs les Strouvé qui veulent transiger avec le tsarisme, et non le vaincre. L'envergure de la révolution sera plus grande si, des deux dénouements possibles de cette révolution, esquissés plus haut, c'est le premier qui se réalise, c'est-à-dire si la bourgeoisie monarchiste arrive à s'entendre avec l'autocratie sur une « constitution » à la Chipov !

Les social-démocrates qui écrivent des choses aussi déshonorantes dans des résolutions destinées à diriger l'ensemble du Parti ou qui approuvent ces « heureuses » résolutions, sont aveuglés par une casuistique qui a vidé

le marxisme de tout ce qu'il a de vivant, au point qu'ils ne remarquent pas comment ces résolutions transforment en phraséologie tout ce qu'ils disent de juste par ailleurs. Prenez n'importe quel article de l'*Iskra*, prenez même la fameuse brochure de notre célèbre Martynov, vous entendrez parler de l'insurrection *populaire*, de la nécessité de mener la révolution *jusqu'au bout*, de la volonté de s'appuyer sur les *couches profondes du peuple* dans la lutte contre la bourgeoisie inconséquente. Mais toutes ces bonnes choses se changent en une pitoyable phraséologie dès l'instant où vous acceptez ou approuvez l'idée d'un « amoindrissement de l'envergure de la révolution » si la bourgeoisie s'en désintéresse. De deux choses l'une, messieurs : ou nous devons nous efforcer de faire la révolution avec le peuple et de remporter une victoire complète sur le tsarisme, *malgré* la bourgeoisie inconséquente, égoïste et lâche ; ou nous n'admettons pas ce « malgré », nous craignons que la bourgeoisie « ne se détourne », et livrons dès lors le prolétariat et le peuple à la bourgeoisie, à une bourgeoisie inconséquente, égoïste et lâche.

Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit. Ne criez pas qu'on vous accuse de trahir sciemment. Non, vous avez toujours glissé inconsciemment vers le bourbier, et vous voilà maintenant enlisés comme les économistes d'autrefois, entraînés irrésistiblement et sans retour sur la pente de l'« approfondissement » du marxisme jusqu'à le réduire à des « ratiocinations » antirévolutionnaires, sans âme et sans vie.

De quelles forces sociales réelles dépend l'« envergure de la révolution » ? Y avez-vous réfléchi, messieurs ? Laissons de côté les forces de la politique extérieure et des combinaisons internationales, qui ont pris maintenant une tournure très avantageuse pour nous, mais que nous retranchons toutes de notre examen, et à juste titre, puisque nous nous occupons des forces intérieures de la Russie. Examinez ces forces sociales intérieures. Contre la révolution se dressent l'autocratie, la cour, la police, le corps des fonctionnaires, l'armée, une poignée d'aristocrates. Plus l'indignation est profonde dans le peuple, et moins l'armée est sûre, plus l'hésitation grandit chez les fonctionnaires. Poursuivons. Maintenant la bourgeoisie est

au fond pour la révolution : elle prodigue des discours sur la liberté, parle de plus en plus souvent au nom du peuple et même au nom de la révolution *. Mais nous autres marxistes, nous savons tous par la théorie et observons chaque jour et à toute heure, par l'exemple de nos libéraux, des gens de nos zemstvos, et des gens de l'*Osvobojdénié*, que la bourgeoisie s'affirme pour la révolution d'une façon inconséquente, égoïste et lâche. La masse de la bourgeoisie se rangera inévitablement aux côtés de la réaction, de l'autocratie, contre la révolution, contre le peuple dès que seront satisfaits ses intérêts mesquins et égoïstes, dès qu'elle « se sera détournée » du démocratisme conséquent (*et elle s'en détourne dès aujourd'hui* !). Reste le « peuple », c'est-à-dire le prolétariat et la paysannerie ; seul le prolétariat est capable d'aller avec fermeté jusqu'au bout, car il va bien au-delà de la révolution démocratique. C'est pourquoi le prolétariat est au premier rang dans la lutte pour la République, repoussant avec mépris le conseil stupide, indigne de lui, de compter avec la désaffection possible de la bourgeoisie. La paysannerie renferme une masse d'éléments semi-prolétariens à côté de ses éléments petits-bourgeois. Ceci la rend instable, elle aussi, et oblige le prolétariat à se grouper en un parti de classe strictement défini. Mais l'instabilité de la paysannerie diffère radicalement de l'instabilité de la bourgeoisie, car, à l'heure actuelle, la paysannerie est moins intéressée à la conservation absolue de la propriété privée qu'à la confiscation des terres seigneuriales, une des formes principales de cette propriété. Sans devenir pour cela socialiste, sans cesser d'être petite-bourgeoise, la paysannerie est capable de devenir un partisan décidé, et des plus radicaux, de la révolution démocratique. Elle le deviendra inévitablement si seulement le cours des événements révolutionnaires qui font son éducation n'est pas interrompu trop tôt par la trahison de la bourgeoisie et la défaite du prolétariat. A cette condition, la paysannerie deviendra inévitablement le rempart de la révolution et de la République, car seule une révolution entièrement victorieuse pourra

* La lettre ouverte de M. Strouvé à Jaurès, récemment publiée par ce dernier dans *l'Humanité* et par M. Strouvé dans le n° 72 de l'*Osvobojdénié*, est intéressante à cet égard.

tout lui donner dans le domaine des réformes agraires, *tout ce que* la paysannerie désire, ce dont elle rêve, ce qui lui est vraiment nécessaire, non pour la suppression du capitalisme, comme se le figurent les « socialistes-révolutionnaires », mais pour sortir de l'abjection du demi-servage, des ténèbres de l'abrutissement et de la servitude, pour améliorer ses conditions d'existence autant que faire se peut dans le cadre de l'économie marchande.

Ce n'est pas tout. Ce qui attache la paysannerie à la révolution, ce n'est pas seulement la réforme agraire radicale, mais encore l'ensemble de ses intérêts généraux, permanents. Même dans la lutte contre le prolétariat, la paysannerie a besoin de la démocratie, car seul le régime démocratique peut traduire exactement ses intérêts et lui donner la prépondérance, à elle qui est la masse, qui est la majorité. Plus la paysannerie sera instruite (et depuis la guerre avec le Japon elle s'instruit avec une rapidité que beaucoup ne soupçonnent pas, habitués qu'ils sont à mesurer l'instruction à la toise scolaire), plus elle s'affirmera avec esprit de suite et de décision pour une révolution démocratique intégrale, parce que la souveraineté du peuple ne constitue pas pour elle, comme pour la bourgeoisie, une menace, mais, au contraire, un avantage. La république démocratique deviendra son idéal dès qu'elle commencera à se libérer de son monarchisme naïf car le monarchisme conscient de la bourgeoisie maquignonne (avec sa Chambre haute, etc.) signifie pour la paysannerie autant de servitude, autant d'oppression et autant d'ignorance, sous les dehors d'un vague vernis constitutionnel à l'européenne.

Voilà pourquoi la bourgeoisie, comme classe, se réfugie naturellement et immanquablement sous l'aile du parti monarchiste libéral, tandis que la paysannerie, comme masse, se met sous la direction du parti révolutionnaire et républicain. Voilà pourquoi, la bourgeoisie est incapable de mener la révolution démocratique jusqu'au bout, alors que la paysannerie en est capable. Et nous devons l'y aider de toutes nos forces.

On m'objectera : cela n'est pas à démontrer, c'est l'a b c que tous les social-démocrates comprennent parfaitement. Non, ceux-là ne le comprennent pas qui peuvent parler d'« amoindrissement de l'envergure » de la révo-

lution si la bourgeoisie s'en détourne. Ces gens-là répètent des phrases apprises dans notre programme agraire, mais sans en comprendre le sens ; car autrement ils ne redouteraient pas l'idée de dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, qui découle nécessairement de toute la conception marxiste et de notre programme ; autrement ils ne borneraient pas l'envergure de la grande révolution russe à l'envergure de la bourgeoisie. Les résolutions concrètes antimarxistes et antirévolutionnaires de ces gens éclipsent leurs phrases marxistes et révolutionnaires abstraites.

Qui comprend véritablement le rôle de la paysannerie dans la révolution russe victorieuse ne dira jamais que l'envergure de la révolution diminuera quand la bourgeoisie s'en sera détournée. Car le véritable essor de la révolution russe ne commencera vraiment, la révolution n'atteindra vraiment la plus grande envergure possible dans le cadre d'un mouvement démocratique bourgeois que lorsque la bourgeoisie s'en sera détournée et que la masse paysanne, marchant de conserve avec le prolétariat, assumera un rôle révolutionnaire actif. Pour être menée jusqu'au bout d'une façon conséquente, notre révolution démocratique doit s'appuyer sur des forces capables de paralyser l'inconséquence inévitable de la bourgeoisie (c'est-à-dire capables justement de « l'obliger à se détourner », ce que craignent dans leur simplicité les partisans caucasiens de l'*Iskra*).

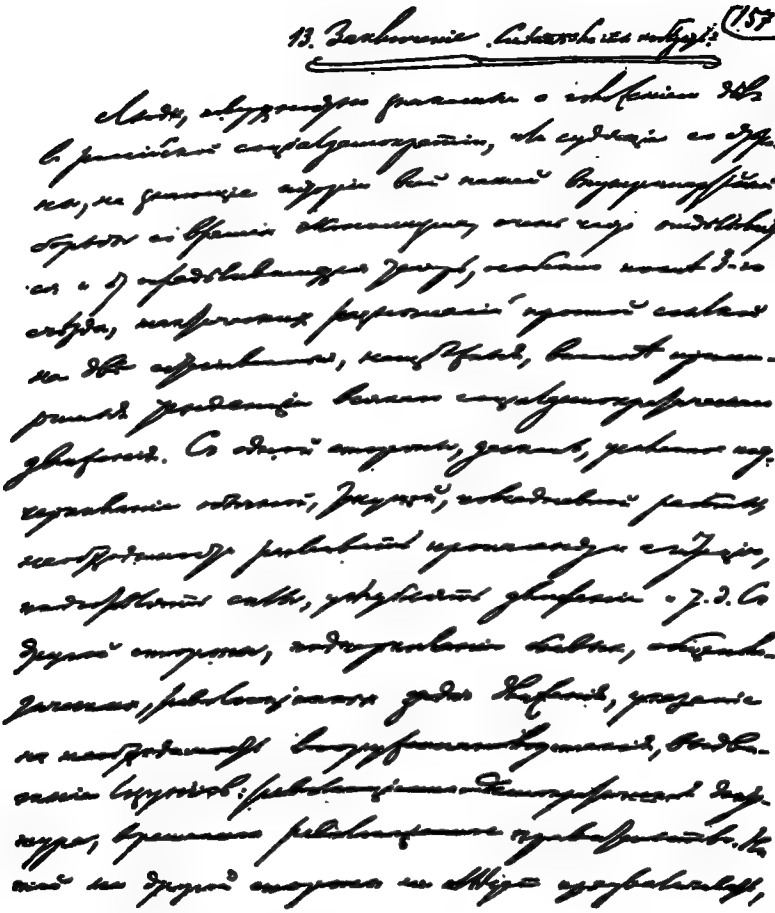
Le prolétariat doit faire jusqu'au bout la révolution démocratique, en s'adjoignant la masse paysanne, pour écraser par la force la résistance de l'autocratie et paralyser l'instabilité de la bourgeoisie. Le prolétariat doit faire la révolution socialiste, en s'adjoignant la masse des éléments semi-prolétariens de la population, pour briser par la force la résistance de la bourgeoisie et paralyser l'instabilité de la paysannerie et de la petite bourgeoisie. Telles sont les tâches du prolétariat, celles mêmes que les gens de la nouvelle *Iskra* présentent d'une façon si étriquée dans tous leurs raisonnements et toutes leurs résolutions sur l'envergure de la révolution.

Gardons-nous d'oublier une circonstance que l'on perd souvent de vue quand on traite de cette « envergure ».

Gardons-nous d'oublier qu'il est question ici, non pas de la difficulté du problème, mais de la direction dans laquelle sa solution doit être cherchée et trouvée. Il ne s'agit pas de savoir s'il est facile ou difficile de rendre puissante et invincible l'envergure de la révolution, mais de la façon dont il faut s'y prendre pour arriver à ce résultat. Le désaccord porte précisément sur le caractère fondamental de l'activité, sur son orientation même. Nous soulignons ce fait, parce que les gens inattentifs ou de mauvaise foi confondent trop souvent deux questions différentes : la question du chemin à prendre, c'est-à-dire du choix à faire entre deux voies différentes, et la question de la facilité ou de la proximité du but à atteindre par le chemin choisi.

Nous n'avons pas du tout abordé cette dernière question dans notre exposé précédent, car elle n'a pas suscité de désaccords ni de divergences au sein du Parti. Mais il va de soi que cette question est d'elle-même extrêmement importante et mérite de retenir la plus grande attention de tous les social-démocrates. Ce serait faire preuve d'un optimisme impardonnable que d'oublier combien il est difficile de mettre en mouvement les masses de la classe ouvrière, et avec elles celles de la paysannerie. Ce sont ces difficultés qui ont fait échouer bien des fois les efforts faits pour mener jusqu'au bout la révolution démocratique ; et c'était principalement la bourgeoisie inconséquente et cupide qui triomphait, qui « en retirait un capital » — la défense que la monarchie lui assurait contre le peuple — et « sauvegardait l'innocence » du libéralisme... c'est-à-dire du courant de l'*Osvobojdénié*. Mais difficulté n'est pas impossibilité. Ce qui importe, c'est d'être sûr d'avoir pris le bon chemin. Cette certitude centuple l'énergie et l'enthousiasme révolutionnaires, qui peuvent faire des miracles.

La comparaison entre la résolution des néo-iskristes caucasiens et celle du III[e] Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie fait aussitôt ressortir la profondeur du désaccord qui existe entre les social-démocrates de nos jours sur la question du chemin à suivre. La résolution du congrès déclare : la bourgeoisie est inconséquente ; elle ne manquera pas de chercher à nous arracher les conquêtes de la révolution. Aussi préparez-vous énergiquement à la lutte, camarades ouvriers ; armez-vous, gagnez à vous la



157e page du manuscrit de Lénine
***Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique.* 1905.**

Réduction

paysannerie. Nous ne céderons pas sans combat nos conquêtes révolutionnaires à la bourgeoisie cupide. La résolution des néo-iskristes caucasiens dit : La bourgeoisie est inconséquente, elle peut se détourner de la révolution. Aussi, camarades ouvriers, ne songez pas, s'il vous plaît, à faire partie du gouvernement provisoire, car alors la bourgeoisie se détournerait certainement de la révolution, dont l'envergure se trouverait amoindrie !

Les uns disent : Faites avancer la révolution jusqu'au bout, malgré la résistance ou la passivité de la bourgeoisie inconséquente.

Les autres disent : Ne pensez pas à mener vous-mêmes la révolution jusqu'au bout, car alors la bourgeoisie inconséquente ne manquerait pas de s'en détourner.

Ne sommes-nous pas en présence de deux chemins diamétralement opposés ? N'est-il pas évident que l'une de ces deux tactiques exclut nécessairement l'autre ? Que la première est la seule tactique correcte de la social-démocratie révolutionnaire, la seconde étant au fond dans le pur esprit de l'*Osvobojdénié* ?

13. CONCLUSION. OSERONS-NOUS VAINCRE ?

Les personnes superficiellement informées de la situation au sein de la social-démocratie russe ou qui la jugent du dehors, sans connaître tout au long l'histoire de notre lutte à l'intérieur du Parti depuis l'époque de l'économisme, se contentent très souvent — devant nos divergences de tactique qui se sont bien accusées maintenant, surtout depuis le III[e] Congrès — d'invoquer simplement l'existence de deux tendances naturelles, inévitables, parfaitement conciliables dans tout mouvement social-démocrate. L'une, dit-on, souligne surtout l'importance de l'activité ordinaire, courante, quotidienne, la nécessité de développer la propagande et l'agitation, de se préparer, d'approfondir le mouvement, etc. L'autre souligne les objectifs de combat, les objectifs politiques d'ordre général et les objectifs révolutionnaires du mouvement, proclame la nécessité de l'insurrection armée, formule les mots d'ordre de dictature démocratique révolutionnaire et de gouver-

nement révolutionnaire provisoire. Il ne faut exagérer ni dans un sens ni dans l'autre ; ici et là (comme d'ailleurs partout dans le monde), les extrêmes sont fâcheux, etc., etc.

Cependant les banales vérités du sens commun (et « politique » entre guillemets) que l'on retrouve sans nul doute dans les raisonnements de ce genre, cachent trop souvent l'incompréhension des besoins immédiats, des besoins impérieux du Parti. Considérez les divergences tactiques actuelles des social-démocrates russes. Il va de soi que le fait de souligner surtout l'importance de l'activité quotidienne, ordinaire, comme fait la nouvelle *Iskra* dans ses raisonnements sur la tactique, ne pourrait représenter par lui-même aucun danger ni susciter aucune divergence de vues sur les mots d'ordre tactiques. Mais il suffit de comparer les résolutions du III^e^ Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie à celles de la conférence pour que cette divergence saute aux yeux.

De quoi s'agit-il donc ? De ceci d'abord qu'il ne suffit pas d'indiquer, en termes généraux et abstraits, l'existence de deux courants dans le mouvement et le péril de toute exagération. Il faut savoir concrètement de quoi souffre ce mouvement à l'heure présente, en quoi consiste aujourd'hui le danger politique réel pour le Parti. Deuxièmement, il faut savoir au moulin de quelles forces politiques réelles apportent l'eau les mots d'ordre tactiques, ou peut-être l'absence de mots d'ordre. Ecoutez les néo-iskristes, et vous arriverez à cette conclusion que le Parti social-démocrate court le risque de jeter par-dessus bord la propagande et l'agitation, la lutte économique et la critique de la démocratie bourgeoise, d'être outre mesure préoccupé de la préparation militaire, des attaques armées, de la prise du pouvoir, etc. Or, en réalité, c'est d'un tout autre côté qu'un danger menace le Parti. Quiconque connaît de près l'état du mouvement, quiconque l'observe attentivement et d'une façon réfléchie, ne peut manquer d'apercevoir ce qu'il y a de risible dans les craintes de la nouvelle *Iskra*. Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie a d'ores et déjà assigné à toute son activité un cadre solide et immuable qui assure sans réserve la concentration des forces sur la propagande et l'agitation, sur les petites réunions et les

rassemblements de masse, sur la diffusion de tracts et de brochures, sur le soutien de la lutte économique et des mots d'ordre de cette lutte. Il n'est pas un comité du Parti, pas un comité de rayon, pas une réunion générale des militants, pas un groupe d'usine qui ne consacre, sans cesse et constamment, quatre-vingt-dix-neuf pour cent de son attention, de ses forces et de son temps à ces fonctions, exercées déjà depuis 1895 environ. Seuls peuvent l'ignorer des gens tout à fait étrangers au mouvement. Seuls, des gens très naïfs ou mal informés peuvent prendre pour argent comptant le rabâchage auquel s'adonnent si gravement les néo-iskristes, de choses depuis longtemps établies.

La vérité est que, chez nous, loin de demeurer à l'excès préoccupé des tâches de l'insurrection, des mots d'ordre de politique générale, des problèmes de direction de l'ensemble de la révolution populaire, on *retarde* précisément à cet égard. Cela saute aux yeux, c'est notre point le plus faible, et c'est là le danger réel auquel s'expose le mouvement, qui peut dégénérer — et dégénère çà et là — de mouvement révolutionnaire véritable en un mouvement révolutionnaire verbal. Parmi les centaines et les centaines d'organisations, de groupes et de cercles accomplissant le travail du Parti, vous n'en trouverez pas un qui ne poursuive depuis sa fondation l'activité quotidienne dont les sages de la nouvelle *Iskra* nous parlent avec l'air de gens qui ont découvert des vérités nouvelles. Et, au contraire, vous ne trouverez qu'un pourcentage infime de groupes et de cercles qui, ayant pris conscience des tâches de l'insurrection armée, ont entrepris de les exécuter, qui se sont rendu compte de la nécessité de diriger dans son ensemble la révolution populaire contre le tsarisme et de la nécessité de formuler à cette fin tels mots d'ordre d'avant-garde, et non tels autres.

Nous sommes incroyablement en retard sur les tâches d'avant-garde, proprement révolutionnaires, qui nous incombent ; nous n'en avons pas encore pris conscience dans une foule de cas ; nous avons laissé çà et là la démocratie bourgeoise révolutionnaire profiter de notre retard en ce domaine pour s'affirmer. Mais les écrivains de la nouvelle *Iskra*, le dos tourné aux événements et aux nécessités du temps, répètent avec obstination : n'oubliez pas vos an-

ciens devoirs ! Ne vous laissez pas entraîner par les nouveaux ! C'est le refrain invariable de toutes les résolutions essentielles de la conférence, tandis que dans les résolutions du congrès vous lisez invariablement : tout en confirmant nos anciens devoirs (mais ne nous bornant pas à les rabâcher pour cette raison justement qu'ils sont anciens, déjà résolus et consacrés par nos écrits, par nos résolutions et par notre expérience), nous nous assignons une tâche nouvelle, nous concentrons notre attention sur elle, nous formulons un nouveau mot d'ordre, nous exigeons des social-démocrates vraiment révolutionnaires qu'ils travaillent immédiatement à l'appliquer.

Ainsi se présente en réalité la question des deux courants dans la tactique de la social-démocratie. L'époque révolutionnaire a suscité des tâches nouvelles, que seuls les aveugles n'aperçoivent pas. Et ces tâches nouvelles, certains social-démocrates les admettent résolument et les inscrivent à l'ordre du jour, disant : l'insurrection armée est urgente, préparez-vous-y sans retard et énergiquement, rappelez-vous qu'elle est nécessaire à la victoire décisive, formulez les mots d'ordre de République, de gouvernement provisoire, de dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. D'autres social-démocrates reculent, piétinent, écrivent des préfaces au lieu de formuler des mots d'ordre, ressassent longuement et fastidieusement les vieux objectifs au lieu de les confirmer et d'indiquer de nouveaux devoirs ; ils cherchent à se dérober aux objectifs nouveaux, sans savoir déterminer les conditions d'une victoire décisive, sans savoir donner les seuls mots d'ordre répondant au désir de remporter une victoire totale.

Le résultat politique de ce suivisme est visible. La fable du rapprochement de la « majorité » du Parti ouvrier social-démocrate de Russie avec la démocratie révolutionnaire bourgeoise demeure une fable qu'aucun fait politique, aucune résolution autorisée des « bolcheviks », aucun acte du III^e^ Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ne confirme. Cependant que la bourgeoisie opportuniste et monarchiste, représentée par l'*Osvobojdénié*, *se félicite* depuis longtemps des tendances « de principe » de la nouvelle *Iskra*, et aujourd'hui, se sert tout bonnement de leur eau pour faire tourner son moulin, reprenant tous les petits

mots de la nouvelle *Iskra*, toutes ses petites idées dirigées contre la « conspiration » et l'« émeute », contre l'exagération du côté « technique » de la révolution, contre la formulation sans détours du mot d'ordre d'insurrection armée, contre le « révolutionnisme » des revendications extrémistes, etc., etc. La résolution adoptée par toute une conférence de social-démocrates « menchevique » au Caucase, et approuvée par la rédaction de la nouvelle *Iskra*, dresse sans équivoque le bilan de toute cette politique : Pourvu que la bourgeoisie ne se détourne pas de la révolution, au cas où le prolétariat participerait à la dictature démocratique révolutionnaire ! Cela dit tout. C'est ainsi que se trouve définitivement consacrée la transformation du prolétariat en caudataire de la bourgeoisie monarchiste. C'est ainsi qu'a été démontrée, non par une déclaration personnelle sans portée, mais par une résolution sciemment approuvée par toute une tendance, la *portée politique* du suivisme de la nouvelle *Iskra*.

Quiconque méditera ces faits comprendra la signification véritable de cette opinion courante qu'il existe deux aspects, deux tendances dans le mouvement social-démocrate. Prenez la bernsteiniade, pour étudier ces tendances sur une vaste échelle. Les bernsteiniens ont eux aussi affirmé et affirment encore qu'ils sont les seuls à comprendre les besoins véritables du prolétariat, la nécessité d'accroître ses forces, d'approfondir le travail, de préparer les éléments de la société nouvelle, la nécessité de la propagande et de l'agitation. Nous exigeons que l'on reconnaisse hautement ce qui est ! déclare Bernstein, qui, ce disant, consacre le « mouvement » *sans* « but final », consacre la tactique uniquement défensive, et prêche la tactique fondée sur la crainte « que la bourgeoisie ne se détourne ». Les bernsteiniens, eux aussi, ont poussé de hauts cris devant le « jacobinisme » des social-démocrates révolutionnaires, devant les « littérateurs » qui ne comprennent pas l'« initiative ouvrière », etc., etc. En réalité, comme chacun sait, les social-démocrates révolutionnaires n'ont jamais pensé à négliger le minutieux travail quotidien, la préparation des forces, etc., etc. Ils exigeaient simplement que l'on prît nettement conscience du but final, que l'on déterminât avec précision les tâches révolutionnaires ; ils enten-

daient élever les couches semi-prolétariennes et semi-petites-bourgeoises au niveau révolutionnaire du prolétariat, au lieu d'abaisser ce niveau à des considérations opportunistes : « Pourvu que la bourgeoisie ne se détourne pas. » La question : *dürfen wir siegen ?* — n'est-il pas dangereux de vaincre ? — exprimait peut-être avec le plus de relief ce dissentiment entre l'aile opportuniste intellectuelle et l'aile révolutionnaire prolétarienne du Parti. Etrange à première vue, cette question a pourtant été posée et devait l'être, car les opportunistes redoutaient la victoire, cherchaient à en détourner le prolétariat par la crainte, prophétisaient ses conséquences funestes, raillaient les mots d'ordre appelant ouvertement à la victoire.

La même division essentielle en tendance opportuniste intellectuelle et tendance révolutionnaire prolétarienne existe chez nous, avec cette seule différence capitale qu'il s'agit d'une révolution non pas socialiste, mais démocratique. La question absurde au premier abord : « Oserons-nous vaincre ? » est également posée chez nous. Elle l'a été par Martynov dans ses *Deux dictatures*, qui nous prophétisent les conséquences funestes d'une insurrection que nous aurions bien préparée et menée à bonne fin. Elle l'a été par tous les écrits des néo-iskristes sur le gouvernement révolutionnaire provisoire, non sans que l'on tentât constamment, avec zèle, mais en vain, de confondre la participation de Millerand à un gouvernement opportuniste bourgeois, avec la participation de Varlain [41] à un gouvernement révolutionnaire petit-bourgeois. Cette question a été consacrée par la résolution : « Pourvu que la bourgeoisie ne se détourne pas ! » Et maintenant Kautsky, par exemple, a beau vouloir ironiser en disant que nos discussions sur le gouvernement révolutionnaire provisoire font penser au partage de la peau de l'ours qu'on n'a pas tué, cette ironie montre seulement de quelle façon des social-démocrates même intelligents et révolutionnaires peuvent se fourvoyer quand ils parlent de choses qu'ils ne connaissent que par ouï-dire. Les social-démocrates allemands ne sont pas encore trop près de tuer l'ours (de faire la révolution socialiste), mais la discussion sur le point de savoir s'ils « oseront » le tuer a eu une énorme importance de principe, aussi bien que politique et pratique. Les social-démocrates

russes ne sont pas encore trop près d'être en mesure de « tuer leur ours » (de faire la révolution démocratique), mais la question de savoir s'ils « oseront » le tuer a pour tout l'avenir de la Russie et pour l'avenir de la social-démocratie russe une très grosse importance. Il ne saurait être question de former énergiquement et avec succès une armée et de la diriger, sans avoir la conviction que nous « oserons » vaincre.

Voyez nos anciens « économistes ». Eux aussi criaient que leurs adversaires étaient des conspirateurs, des jacobins (voir le *Rabotchéié Diélo*, surtout le n° 10, et le discours de Martynov au IIe Congrès, au cours des débats sur le programme) ; qu'ils se détachaient des masses en se jetant dans la politique, qu'ils oubliaient les bases du mouvement ouvrier, qu'ils ne tenaient pas compte de l'initiative ouvrière, etc., etc. Or, en fait, ces partisans de l'« initiative ouvrière » étaient des intellectuels opportunistes qui imposaient aux ouvriers leur conception étroite et philistine des tâches du prolétariat. En fait, les adversaires de l'économisme — chacun peut s'en convaincre par l'exemple de l'ancienne *Iskra* — n'ont négligé et rejeté à l'arrière-plan aucun des aspects de l'activité social-démocrate ; ils n'ont nullement oublié la lutte économique et ont su poser en même temps, dans toute leur ampleur, les problèmes politiques les plus impérieux, les plus pressants, et s'opposer ainsi à la transformation du parti ouvrier en un appendice « économique » de la bourgeoisie libérale.

Les économistes avaient appris par cœur que le politique a pour base l'économique : ils avaient « compris » la chose en ce sens qu'il fallait abaisser la lutte politique au niveau de la lutte économique. Les néo-iskristes ont appris par cœur que la révolution démocratique a pour base économique la révolution bourgeoise ; ils ont « compris » la chose en ce sens qu'il faut abaisser les tâches démocratiques du prolétariat au niveau de la modération bourgeoise, à la limite au-delà de laquelle « la bourgeoisie se détournerait ». Les économistes, sous prétexte d'approfondir le travail, sous prétexte d'initiative ouvrière et de politique de classe pure, livraient en réalité la classe ouvrière aux politiciens bourgeois libéraux, c'est-à-dire qu'ils conduisaient le Parti dans une voie qui, objectivement,

menait à ce dénouement-là. Sous les mêmes prétextes, les néo-iskristes livrent en fait à la bourgeoisie les intérêts du prolétariat dans la révolution démocratique, c'est-à-dire qu'ils engagent le Parti dans une voie qui, objectivement, mène à ce dénouement-là. Les économistes croyaient que le rôle dirigeant dans la lutte politique appartenait à proprement parler aux libéraux et non aux social-démocrates. Les néo-iskristes croient que la réalisation active de la révolution démocratique n'est pas le fait des social-démocrates, mais à proprement parler celui de la bourgeoisie démocratique, car le rôle dirigeant et la participation prépondérante du prolétariat « amoindriraient l'envergure » de la révolution.

En un mot, les néo-iskristes sont les épigones de l'économisme tant par leur origine, qui remonte au IIe Congrès du Parti, que par la façon dont ils déterminent aujourd'hui les objectifs tactiques du prolétariat dans la révolution démocratique. Eux aussi forment l'aile opportuniste intellectuelle du Parti. Dans le domaine de l'organisation, ils ont débuté par un individualisme anarchique d'intellectuels pour finir par la « désorganisation-processus », en consacrant, dans les « Statuts [42] » adoptés par la conférence, le manque de liaison entre les publications et l'organisation du Parti, les élections indirectes, à quatre degrés ou peu s'en faut, le système des plébiscites bonapartistes au lieu de la représentation démocratique, enfin le principe d'une « entente » entre la partie et le tout. En ce qui concerne la tactique du Parti, ils ont glissé sur la même pente. Ils proclamaient, dans le « plan de campagne des zemstvos », que les interventions devant les membres des zemstvos constituaient le « type supérieur de manifestation », et ne voyaient sur la scène politique (à la veille du 9 janvier !) que deux forces actives : le gouvernement et la démocratie bourgeoise. Ils « approfondissaient » la tâche pressante de l'armement en remplaçant le mot d'ordre direct et pratique par un appel destiné à insuffler le désir ardent de s'armer. Ils dénaturent et émoussent maintenant, dans leurs résolutions officielles, les problèmes de l'insurrection armée, du gouvernement provisoire, de la dictature démocratique révolutionnaire. « Pourvu que la bourgeoisie ne se détourne pas ! », cet accord final de leur dernière résolution projette

une lumière éclatante sur la voie dans laquelle ils cherchent à entraîner le Parti.

La révolution démocratique en Russie est, par sa nature économique et sociale, une révolution bourgeoise. Cette juste thèse marxiste, il ne suffit pas simplement de la répéter. Il faut savoir la comprendre et savoir l'appliquer aux mots d'ordre politiques. Toute la liberté politique en général, en tant qu'elle est fondée sur les rapports actuels de production, c'est-à-dire les rapports capitalistes, est une liberté bourgeoise. La revendication de liberté traduit avant tout les intérêts de la bourgeoisie. Ses représentants ont été les premiers à formuler cette revendication. Ses partisans ont partout usé en maîtres de la liberté obtenue, l'accommodant aux normes de modération et de bienséance de la bourgeoisie, en la combinant avec la répression, des plus raffinées en temps de paix et férocement brutales au moment de la tourmente, qu'ils exercent à l'encontre du prolétariat révolutionnaire.

Mais seuls les émeutiers populistes, les anarchistes et « économistes » pouvaient en conclure à la négation ou à la minimisation de la lutte pour la liberté. Ces doctrines d'intellectuels philistins n'ont jamais pu être imposées au prolétariat que pour un temps et en dépit de sa résistance. Le prolétariat a toujours senti d'instinct qu'il avait besoin de la liberté politique, qu'il en avait besoin plus que personne, bien que cette liberté dût affermir et organiser directement la bourgeoisie. Le prolétariat attend son salut, non pas du renoncement à la lutte de classe, mais du développement et de l'extension de cette lutte, du progrès de la conscience, de l'organisation, de l'esprit de décision. Quiconque minimise les tâches de la lutte politique fait du social-démocrate, tribun populaire, un secrétaire de trade-union. Quiconque minimise les tâches du prolétariat dans la révolution démocratique bourgeoise fait du social-démocrate, chef de la révolution populaire, un meneur de syndicat ouvrier libre.

Oui, de la révolution *populaire*. La social-démocratie a combattu et combat à bon droit l'abus que la démocratie bourgeoise fait du mot peuple. Elle exige que ce mot ne serve plus à dissimuler l'incompréhension des antagonismes de classes au sein du peuple. Elle insiste sur la nécessité impérieuse d'une complète indépendance de classe pour le parti

du prolétariat. Mais si elle décompose le « peuple » en « classes », ce n'est pas pour que la classe d'avant-garde se replie sur elle-même, s'assigne un cadre étroit, castre son activité de peur que les maîtres économiques du monde ne se détournent ; c'est pour que la classe d'avant-garde, qui n'aura plus à souffrir de l'ambiguïté, de l'inconstance, de l'indécision des classes intermédiaires, puisse combattre avec d'autant plus d'énergie et d'autant plus d'enthousiasme, pour la cause du peuple entier, à la tête du peuple entier.

Voilà ce que ne comprennent pas si souvent les néo-iskristes d'aujourd'hui, qui remplacent la formulation de mots d'ordre politiques actifs dans la révolution démocratique par la seule répétition sentencieuse de l'expression « de classe », sur tous les modes et sur tous les tons !

La révolution démocratique est bourgeoise. Le mot d'ordre de partage noir, ou de terre et liberté — mot d'ordre le plus répandu dans les masses paysannes ignorantes et asservies, mais qui cherchent passionnément la lumière et le bonheur — est bourgeois. Mais nous, marxistes, nous devons savoir qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir pour le prolétariat et pour la paysannerie d'autre chemin vers la liberté véritable que celui de la liberté bourgeoise et du progrès bourgeois. Nous ne devons pas oublier que pour rapprocher le socialisme il n'y a pas et il ne peut y avoir aujourd'hui d'autre moyen qu'une entière liberté politique, qu'une république démocratique, que la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. En notre qualité de représentants de la classe d'avant-garde, de la seule classe révolutionnaire, révolutionnaire sans réserve, sans hésitation, sans coup d'œil en arrière, nous devons poser devant le peuple entier les problèmes de la révolution démocratique avec le plus d'ampleur, de hardiesse et d'initiative possible. Les minimiser, c'est en matière de théorie faire du marxisme une caricature, le dénaturer à la manière des philistins ; dans la politique pratique, c'est remettre la cause de la révolution entre les mains de la bourgeoisie qui se détournera inévitablement de l'accomplissement conséquent de la révolution. Les difficultés qui font obstacle à la victoire totale de la révolution sont très grandes. Nul ne pourra blâmer les représentants du prolétariat,

s'ils font tout ce qui est en leur pouvoir, et si tous leurs efforts se brisent contre la résistance de la réaction, contre la trahison de la bourgeoisie, contre l'ignorance des masses. Mais tous et chacun — et le prolétariat conscient le premier — blâmeront la social-démocratie si elle affaiblit l'énergie révolutionnaire de la révolution démocratique, si elle affaiblit l'enthousiasme révolutionnaire par peur de vaincre, par crainte de voir la bourgeoisie se détourner.

Les révolutions, disait Marx, sont les locomotives de l'histoire [43]. La révolution est la fête des opprimés et des exploités. Jamais la masse populaire ne peut se montrer un créateur aussi actif du nouvel ordre social que pendant la révolution. En ces époques, le peuple est capable de faire des miracles si l'on se place au point de vue étroit, petit-bourgeois, du progrès graduel. Mais il faut encore que les dirigeants des partis révolutionnaires sachent à ces moments-là formuler leurs tâches avec le plus d'ampleur et de hardiesse ; il faut que leurs mots d'ordre devancent toujours l'initiative révolutionnaire des masses, leur servant de phare, leur montrant dans toute sa grandeur et dans toute sa beauté notre idéal démocratique et socialiste, leur indiquant le chemin le plus court et le plus direct vers une victoire complète absolue, décisive. Laissons les opportunistes bourgeois de l'*Osvobojdénié* imaginer — par peur de la révolution et du droit chemin — des voies détournées, des biais, des compromis. Si l'on nous entraîne de force dans ces chemins, nous saurons bien faire notre devoir même en ce modeste travail quotidien. Mais qu'une lutte implacable décide d'abord de la voie à suivre. Nous serons des lâches et des traîtres à la révolution, si nous ne mettons pas à profit cette énergie des masses en liesse, cet enthousiasme révolutionnaire, afin de lutter implacablement et sans défaillance pour le droit chemin, pour le chemin décisif. Libre aux opportunistes bourgeois de méditer lâchement sur la réaction future. Les ouvriers ne se laisseront pas effrayer par l'idée que la réaction entend se faire terrible, et que la bourgeoisie entend se détourner. Les ouvriers n'attendent pas de transactions, ne demandent pas d'aumônes ; ils veulent écraser sans pitié les forces de réaction, c'est-à-dire instituer la *dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie.*

Il est certain que le vaisseau de notre Parti court plus de périls pendant l'orage que pendant la calme « croisière » du progrès libéral, lorsque les exploiteurs pressurent la classe ouvrière avec une lenteur torturante. Il est certain que les tâches de la dictature démocratique révolutionnaire sont mille fois plus pénibles et plus complexes que celles de l'« extrême opposition » et de la seule lutte parlementaire. Mais celui qui, en ce moment de révolution, peut sciemment préférer la calme croisière et le chemin sans danger de l'« opposition », fera mieux de renoncer pour un temps à l'activité social-démocrate, d'attendre la fin de la révolution, quand la fête sera passée, quand le travail quotidien aura repris, quand sa façon de voir quotidienne et bornée ne sera plus une dissonance aussi odieuse, une déformation aussi monstrueuse des tâches de la classe d'avant-garde.

A la tête du peuple entier, et surtout de la paysannerie, pour la liberté totale, pour une révolution démocratique conséquente, pour la République ! A la tête de tous les travailleurs et de tous les exploités, pour le socialisme ! Telle doit être pratiquement la politique du prolétariat révolutionnaire, tel est le mot d'ordre de classe qui doit dominer et déterminer la solution de tous les problèmes tactiques, toutes les actions pratiques du parti ouvrier pendant la révolution.

POSTFACE

ENCORE UNE FOIS L'IDÉOLOGIE DE *L'OSVOBOJDÉNIÉ*, ENCORE UNE FOIS L'IDÉOLOGIE DE LA NOUVELLE *ISKRA*

Les numéros 71-72 de l'*Osvobojdénié* et 102-103 de l'*Iskra* nous apportent une documentation nouvelle, des plus abondantes, sur la question à laquelle nous avons consacré le paragraphe 8 de notre brochure. Comme il nous est absolument impossible d'utiliser ici toute cette riche documentation, nous ne nous arrêterons que sur l'essentiel : premièrement, sur la question de savoir quel genre de « réalisme » de la social-démocratie est loué par l'*Osvobojdénié* et pourquoi celui-ci doit le louer ; en second lieu, sur le rapport des notions de révolution et de dictature.

I. CE QUE LES RÉALISTES LIBÉRAUX BOURGEOIS LOUENT CHEZ LES « RÉALISTES » SOCIAL-DÉMOCRATES

Dans les articles intitulés : « La scission de la social-démocratie russe » et « Le triomphe du bon sens » (*Osvobojdénié* n° 72), les représentants de la bourgeoisie libérale formulent sur la social-démocratie un jugement très précieux pour les prolétaires conscients. Nous ne saurions trop recommander à tout social-démocrate de lire ces articles in extenso et d'en *méditer* chaque phrase. Voyons d'abord les principales thèses de ces deux articles :

« Il est assez difficile pour un observateur non initié, dit l'*Osvobojdénié*, de saisir le sens politique réel de la divergence de vues qui a scindé le Parti social-démocrate en deux fractions. Il n'est pas tout à fait exact, il n'est pas suffisant en tout cas de dire de la « majo-

rité » qu'elle est plus radicale et plus intransigeante que la « minorité », laquelle admet dans l'intérêt de la cause certains compromis. Du moins les dogmes traditionnels de l'orthodoxie marxiste sont peut-être observés avec plus de zèle encore par la fraction minoritaire que par la fraction de Lénine. La définition suivante nous paraît donc plus exacte : la « majorité » est surtout caractérisée en politique par un révolutionnisme abstrait, par l'esprit de rébellion, le désir de provoquer par tous les moyens le soulèvement de la masse populaire et de s'emparer aussitôt du pouvoir au nom de cette masse ; ceci rapproche dans une certaine mesure les « léninistes » des socialistes-révolutionnaires et donne dans leur conscience la priorité à l'idée d'une révolution populaire russe sur celle de la lutte de classe. Récusant en pratique bien des étroitesses de la doctrine social-démocrate, les « léninistes » sont d'autre part profondément marqués de l'étroitesse du révolutionnisme ; ils se refusent à tout travail pratique autre que la préparation immédiate de l'insurrection ; ils méconnaissent par principe toutes les formes de l'agitation légale et semi-légale et tous les modes de compromis d'utilité immédiate avec les autres courants d'opposition. La minorité, au contraire, s'en tenant avec fermeté au dogme marxiste, sauvegarde en même temps les éléments réalistes de la conception marxiste du monde. L'idée maîtresse de cette fraction, c'est l'opposition des intérêts du « prolétariat » aux intérêts de la bourgeoisie. Mais, d'autre part, elle conçoit la lutte du prolétariat — naturellement dans certaines limites dictées par les dogmes immuables de la social-démocratie — avec une lucidité réaliste et la claire conscience de toutes les conditions et tâches concrètes de cette lutte. Les deux fractions n'appliquent pas leur point de vue essentiel avec un esprit de suite rigoureux, étant liées dans leur œuvre créatrice, idéologique et politique par les formules rigoureuses du catéchisme social-démocrate qui empêchent les « léninistes » d'être des révoltés véritables à l'instar de certains au moins des socialistes-révolutionnaires, et les « iskristes » d'être les guides pratiques du mouvement politique réel de la classe ouvrière. »

Et l'écrivain de l'*Osvobojdénié*, après avoir résumé le contenu des principales résolutions, précise, par quelques remarques concrètes à leur sujet, ses « idées » générales. Comparée au IIIe Congrès, dit-il, « la conférence de la minorité adopte une attitude tout à fait différente envers l'insurrection armée ». « L'attitude envers l'insurrection armée » conditionne la divergence des résolutions sur le gouvernement provisoire. « Le même désaccord se manifeste en ce qui concerne l'attitude envers les syndicats ouvriers. Les « léninistes » dans leurs résolutions n'ont pas mentionné une seule fois ce point de départ essentiel de l'éducation politique et de l'organisation de la classe ouvrière. La minorité, au contraire, a élaboré une résolution très sérieuse. » A l'égard des libéraux, les deux fractions seraient unanimes ; mais le IIIe Congrès « répète à peu près textuellement la résolution de Plékhanov, adoptée au IIe Congrès, sur l'attitude à l'égard des libéraux, et repousse la résolution de Starover, plus favorable aux libéraux, adoptée par le même congrès ». Si les résolutions du congrès et de la conférence sur le mouvement paysan sont dans l'ensemble à peu près du même ordre, « la « majorité » souligne davantage

l'idée de la confiscation révolutionnaire des terres seigneuriales et autres, tandis que la « minorité » entend faire de la revendication des réformes démocratiques, dans l'administration et dans l'Etat, la base de son agitation ».

L'*Osvobojdénié* cite enfin une résolution menchevique, publiée dans le n°100 de l'*Iskra*, dont le paragraphe principal porte : « Considérant que le seul travail clandestin n'assure pas en ce moment à la masse une participation suffisante à la vie du Parti, et qu'il conduit dans une certaine mesure à opposer la masse, comme telle, au Parti en tant qu'organisation illégale, il faut que ce dernier prenne en main la conduite de l'action syndicale des ouvriers sur le terrain légal, en rattachant étroitement cette action aux tâches de la social-démocratie.» Et l'*Osvobojdénié* de s'exclamer, à propos de cette résolution : « Nous nous félicitons vivement de cette résolution, qui est un triomphe du bon sens, le dessillement d'une partie de la social-démocratie en matière de tactique ».

Le lecteur connaît maintenant toutes les opinions essentielles de l'*Osvobojdénié*. Ça serait naturellement une très grande faute que de les considérer conformes à la vérité objective. Tout social-démocrate y découvrira aisément, à chaque pas, des erreurs. Il serait naïf d'oublier que toutes ces appréciations reflètent profondément les intérêts et le point de vue de la bourgeoisie libérale ; que dans ce sens, elles sont absolument partiales et tendancieuses. Elles reflètent les idées de la social-démocratie de la façon dont un miroir concave ou convexe réfléchit les objets. Mais ce serait une erreur plus grande encore d'oublier que ces jugements déformés au gré de la bourgeoisie traduisent, en définitive, les intérêts véritables de la bourgeoisie, laquelle, en tant que classe, comprend certainement à merveille quelles tendances de la social-démocratie lui sont avantageuses, proches, chères, sympathiques, et quelles autres lui sont nuisibles, indifférentes, étrangères, antipathiques. Le philosophe ou l'écrivain bourgeois ne comprendra jamais bien la social-démocratie ni menchevique ni bolchevique. Mais si c'est un observateur tant soit peu intelligent, son instinct de classe ne le trompera pas et il saisira au fond toujours avec justesse — encore qu'il présente les choses à contresens — la portée que revêtent pour la bourgeoisie les diverses tendances qui se manifestent au sein de la social-démocratie. C'est pourquoi l'instinct de classe de notre ennemi, son jugement de classe méritent toujours de retenir l'attention la plus sérieuse de tout prolétaire conscient.

Que nous dit donc, par la bouche des gens de l'*Osvobojdénié*, l'instinct de classe de la bourgeoisie russe ?

Il marque d'une façon absolument précise la satisfaction que lui procurent les tendances du néo-iskrisme ; il le loue pour son réalisme, sa lucidité, pour le triomphe du bon sens, le sérieux de ses résolutions, le dessillement en matière de tactique, le sens pratique, etc. ; et il se montre mécontent des tendances du IIIe Congrès dont il blâme l'étroitesse, le révolutionnisme, l'esprit de rébellion, la répudiation des compromis d'une utilité immédiate, etc. L'instinct de classe de la bourgeoisie lui suggère justement ce qui a été démontré maintes fois dans nos écrits, à l'aide des données les plus précises, à savoir que les néo-iskristes forment l'aile opportuniste, et leurs adversaires l'aile révolutionnaire de la social-démocratie russe d'aujourd'hui. Les libéraux ne peuvent pas ne pas se montrer sympathiques aux tendances des premiers, ils ne peuvent pas ne pas condamner les tendances des seconds. Idéologues de la bourgeoisie, les libéraux comprennent parfaitement que le « sens pratique, la lucidité, le sérieux » de la classe ouvrière, c'est-à-dire la limitation de son champ d'action au cadre du capitalisme, des réformes, de la lutte syndicale, etc., profitent à la bourgeoisie. Dangereuses et redoutables pour la bourgeoisie sont l'« étroitesse révolutionniste » du prolétariat et sa volonté de conquérir, au nom de ses intérêts de classe, un rôle dirigeant dans la révolution populaire russe.

Que tel soit véritablement le sens du mot « réalisme » pour les gens de l'*Osvobojdénié*, c'est ce que prouve entre autres l'emploi qu'en ont fait auparavant l'*Osvobojdénié* et M. Strouvé. L'*Iskra* elle-même a dû reconnaître *cette* signification du « réalisme » à la manière de l'*Osvobojdénié*. Rappelez-vous, par exemple, l'article intitulé « Il est temps ! » dans le supplément au numéro 73-74 de l'*Iskra*. L'auteur de cet article (interprète conséquent des conceptions du « marais » au IIe Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie) a émis cette opinion explicite que « Akimov a plutôt été au congrès le spectre de l'opportunisme que son représentant véritable ». Et la rédaction de l'*Iskra* se vit aussitôt obligée de rectifier l'auteur de l'article « Il est temps ! », en déclarant dans une note ce qui suit :

« On ne saurait se rallier à cette opinion. Les vues du camarade Akimov sur les questions de programme pêchent évidemment par opportunisme, ce que le critique de l'*Osvobojdénié* reconnaît à son tour dans un des derniers numéros en faisant observer que le camarade Akimov appartient à la tendance « réaliste », lisez : revisionniste. »

Ainsi, l'*Iskra* sait parfaitement elle-même que le « réalisme » de l'*Osvobojdénié*, c'est de l'opportunisme, et rien d'autre. Et si, s'attaquant aujourd'hui au « réalisme libéral », l'*Iskra* (dans le n° 102) ne dit pas comment les *libéraux l'ont louée* pour son réalisme, ce silence s'explique par le fait que de tels éloges sont pires que tous les blâmes. Ces éloges (qui n'ont pas été décernés par hasard ni pour la première fois par l'*Osvobojdénié*) prouvent en fait la parenté du réalisme libéral et des tendances du « réalisme » (lisez : opportunisme) social-démocrate qui percent dans chaque résolution des néo-iskristes, et tiennent à la fausseté de toute leur position tactique.

En effet, la bourgeoisie de la Russie a pleinement démontré déjà son inconséquence et son égoïsme dans la révolution « populaire », elle les a démontrés par les réflexions de monsieur Strouvé, par le ton et le contenu de la masse des journaux libéraux, par le caractère de l'action politique de la masse des membres des zemstvos, de la masse des intellectuels et, en général, des divers partisans de MM. Troubetskoï, Pétrounkévitch, Roditchev et Cie. Certes, la bourgeoisie ne comprend pas toujours avec clarté, mais, d'une façon générale, saisit parfaitement grâce à son instinct de classe cette vérité que, d'une part, le prolétariat et le « peuple » sont utiles à *sa* révolution comme chair à canon, comme bélier contre l'autocratie ; mais que, d'autre part, le prolétariat et la paysannerie révolutionnaire seraient pour elle terriblement dangereux au cas où ils remporteraient une « victoire décisive sur le tsarisme » et mèneraient jusqu'au bout la révolution démocratique. Aussi la bourgeoisie fait-elle tous ses efforts pour que le prolétariat se contente d'un rôle « modeste » dans la révolution, pour qu'il soit plus sobre, plus pratique, plus réaliste, et fonde son action sur le principe : « Pourvu que la bourgeoisie ne se détourne pas. »

Les bourgeois cultivés savent parfaitement qu'ils n'arriveront pas à liquider le mouvement ouvrier. Ils se gardent donc de se présenter en adversaires de ce mouvement de la

lutte de classe du prolétariat. Non, ils tirent même leur chapeau au droit de grève, à la lutte de classe civilisée ; ils comprennent le mouvement ouvrier et la lutte de classe à la Brentano et à la Hirsch-Duncker. Autrement dit, ils sont tout à fait disposés à « concéder » aux ouvriers le droit de grève et d'association (que les ouvriers ont pratiquement déjà presque conquis eux-mêmes), pourvu que les ouvriers renoncent à l'« esprit de rébellion », au « révolutionnisme étroit », à l'hostilité envers les « compromis d'une utilité immédiate », à la prétention et à la volonté de marquer la « révolution populaire russe » de l'empreinte de *leur* lutte de classe, du sceau de l'intransigeance prolétarienne, de sa résolution prolétarienne, du « jacobinisme plébéien ». Aussi les bourgeois instruits de la Russie entière s'efforcent-ils par mille voies et moyens — livres *, conférences, discours, causeries, etc., etc. — d'inculquer aux ouvriers la sobriété (bourgeoise), l'esprit pratique (libéral), le réalisme (opportuniste), la lutte de classe (à la Brentano), l'organisation syndicale (à la Hirsch-Duncker) [44], etc. Les deux derniers mots d'ordre sont particulièrement commodes pour les bourgeois du parti « constitutionnel-démocrate » ou de l'*Osvobojdénié*, puisqu'ils concordent en apparence avec les mots d'ordre marxistes ; puisqu'il suffit d'une petite réticence et d'une légère déformation pour les confondre aisément avec les mots d'ordre social-démocrates, parfois même les faire passer pour tels. Ainsi l'organe libéral légal *Rassvet* (dont nous tâcherons d'entretenir un jour plus en détail les lecteurs du *Prolétari*) tient assez souvent sur la lutte de classes, sur la possibilité pour le prolétariat d'être dupé par la bourgeoisie, sur le mouvement ouvrier, sur l'initiative du prolétariat, etc., etc., des propos si « hardis » que le lecteur inattentif et l'ouvrier peu évolué peuvent aisément prendre le « social-démocratisme » de ce journal pour argent comptant. Or, ce n'est en réalité qu'une contrefaçon bourgeoise du social-démocratisme, qu'une falsification opportuniste et une déformation de l'idée de lutte de classes.

A la base de cette falsification bourgeoise gigantesque (par l'étendue de son action sur les masses) se trouve la tendance à réduire le mouvement ouvrier principalement à

* Cf. Prokopovitch : *La Question ouvrière en Russie.*

un mouvement syndical, à le tenir loin de toute politique indépendante (c'est-à-dire révolutionnaire et orientée vers la dictature démocratique), à « donner la priorité dans leur conscience — celle des ouvriers — à l'idée de la lutte de classes sur celle de la révolution populaire russe ».

Le lecteur le voit, nous avons retourné la formule de l'*Osvobojdénié*. Formule excellente, qui exprime parfaitement deux points de vue sur le rôle du prolétariat dans la révolution démocratique, le point de vue bourgeois et le point de vue social-démocrate. La bourgeoisie veut réduire le prolétariat au seul mouvement syndical et « donner ainsi la priorité dans sa conscience à l'idée de la lutte de classes *(à la Brentano)* sur celle de la révolution populaire russe », tout comme les auteurs bernsteiniens du *Credo* donnaient dans la conscience des ouvriers la priorité à l'idée d'un mouvement « purement ouvrier » sur celle de la lutte politique. La social-démocratie entend, au contraire, développer la lutte de classe du prolétariat jusqu'à lui faire assumer le rôle dirigeant dans la révolution populaire russe, c'est-à-dire amener cette révolution à la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie.

Notre révolution est celle du peuple entier, dit la bourgeoisie au prolétariat. C'est pourquoi tu dois, en tant que classe distincte, te contenter de la lutte de classe ; tu dois au nom du « bon sens » porter ton attention principalement sur les syndicats et leur légalisation ; tu dois considérer justement ces syndicats comme le « point de départ essentiel de ton éducation politique et de ton organisation » ; tu dois, à l'heure de la révolution, élaborer surtout des résolutions « sérieuses », dans le genre de celle des néo-iskristes ; tu dois prendre grand soin des résolutions « plus favorables aux libéraux » ; tu dois préférer les dirigeants qui ont tendance à devenir des « guides pratiques du mouvement politique réel de la classe ouvrière » ; tu dois « sauvegarder les éléments réalistes de la conception marxiste du monde » (si malheureusement tu es déjà contaminé par les « formules rigoureuses » de ce catéchisme « non scientifique »).

Notre révolution est celle du peuple entier, dit la social-démocratie au prolétariat. C'est pourquoi, en tant que classe la plus avancée et la seule révolutionnaire jusqu'au bout, tu dois tendre non seulement à y participer avec la plus

grande énergie, mais y tenir un rôle dirigeant. C'est pourquoi tu ne dois pas t'enfermer dans les limites d'une lutte de classe étroitement conçue, réduite notamment au mouvement syndical, mais t'efforcer au contraire d'élargir le cadre et le contenu de la lutte de classe *jusqu'à y faire entrer*, non seulement *toutes* les tâches de la révolution russe présente, démocratique et populaire, mais aussi celles de la future révolution socialiste. C'est pourquoi, sans méconnaître le mouvement syndical, sans refuser d'utiliser la moindre marge de légalité, tu dois, à l'époque de la révolution, mettre au premier plan les tâches de l'insurrection armée, de la formation d'une armée révolutionnaire et d'un gouvernement révolutionnaire, seul chemin conduisant à la victoire complète du peuple sur le tsarisme, à la conquête d'une République démocratique et d'une véritable liberté politique.

Il serait superflu de marquer la position ambiguë, inconséquente, et, naturellement, sympathique à la bourgeoisie, que, sur cette question, les néo-iskristes ont adoptée dans leurs résolutions par suite de leur « ligne » erronée.

II. NOUVEL « APPROFONDISSEMENT » DE LA QUESTION PAR LE CAMARADE MARTYNOV

Passons aux articles de Martynov parus dans les numéros 102 et 103 de l'*Iskra*. Il va de soi que nous ne répondrons pas à Martynov quand il tente de démontrer la fausseté de notre interprétation de divers passages empruntés à Engels et à Marx, et l'exactitude de la sienne. Ces tentatives sont si peu sérieuses, les subterfuges de Martynov sont si évidents, la question est si claire qu'il ne serait pas intéressant d'y revenir une fois de plus. Tout lecteur réfléchi discernera sans difficulté les manœuvres grossières du repli opéré sur toute la ligne par Martynov, surtout lorsque aura paru la traduction complète de la brochure d'Engels : *Les bakouninistes à l'œuvre*, et de celle de Marx : *Adresse du Comité central à la Ligue des communistes*, mars 1850 [45], préparée par un groupe de collaborateurs du *Prolétari*. Il suffit de citer un passage de l'article de Martynov pour rendre son repli évident au lecteur.

L'*Iskra* « reconnaît, écrit Martynov dans le n° 103, la formation d'un gouvernement provisoire comme une des voies possibles et adéquates du développement de la révolution ; elle nie l'utilité de la participation des social-démocrates au gouvernement provisoire *bourgeois*, au nom précisément de la conquête future de la machine de l'Etat pour la révolution socialiste. » En d'autres termes : l'*Iskra* a reconnu maintenant l'absurdité de toutes les craintes que lui inspiraient la responsabilité du gouvernement révolutionnaire pour le Trésor et les banques, ainsi que le danger et l'impossibilité de se charger des « prisons », etc. L'*Iskra* continue cependant de brouiller les choses, confondant la dictature démocratique et la dictature socialiste. Confusion inévitable qui sert à couvrir ce repli.

Mais, parmi les semeurs de confusion de la nouvelle *Iskra*, Martynov figure au premier rang, il sème la confusion, s'il est permis de s'exprimer ainsi, avec talent. Embrouillant la question par ses efforts pour l'« approfondir », il en arrive presque toujours à « forger » de nouvelles formules qui révèlent à merveille toute la fausseté de sa position. Rappelez-vous comme il « approfondissait » Plékhanov à l'époque de l'économisme et créait d'inspiration cette formule : « lutte économique contre les patrons et le gouvernement ». Il serait difficile de trouver dans les écrits des économistes une expression plus heureuse de tout ce que cette tendance a de faux. De même aujourd'hui, Martynov sert avec zèle la nouvelle *Iskra* et nous fournit, presque chaque fois qu'il prend la parole, une documentation nouvelle et magnifique permettant d'apprécier la fausseté de la position prise par la nouvelle *Iskra*. Il déclare dans le numéro 102 que Lénine « a insensiblement substitué l'une à l'autre les notions de révolution et de dictature » (p. 3, colonne 2).

C'est à ce point que se réduisent, en somme, toutes les accusations que dressent contre nous les néo-iskristes. Quelle reconnaissance ne devons-nous pas à Martynov pour cette accusation ! Quel inappréciable service ne nous rend-il pas dans notre lutte contre les néo-iskristes, en formulant ainsi son accusation ! Décidément, nous devrions demander à la rédaction de l'*Iskra* de lancer plus souvent Martynov contre nous, afin d'« approfondir » les attaques contre le *Prolétari* et de les formuler « au point de vue des vrais principes ».

Car plus Martynov s'évertue à creuser les principes, moins cela lui réussit et plus il montre nettement les bévues du néo-iskrisme, plus il réussit sur lui-même et sur ses amis l'utile opération pédagogique dite *reductio ad absurdum* (réduction à l'absurde des principes de la nouvelle *Iskra*).

Vpériod et *Prolétari* « substituent » l'une à l'autre les notions de révolution et de dictature. L'*Iskra* ne veut pas de cette « substitution ». C'est bien ainsi, très honorable camarade Martynov ! Vous avez par mégarde émis une grande vérité. Vous avez confirmé par une nouvelle formule notre affirmation que l'*Iskra* se traîne à la remorque de la révolution, dévie vers une définition des tâches de celle-ci digne de l'*Osvobojdénié*, tandis que *Vpériod* et *Prolétari* lancent des mots d'ordre qui font progresser la révolution démocratique.

Vous ne saisissez pas, camarade Martynov ? Vu l'importance de la question, nous prendrons la peine de vous en fournir une explication étendue.

Ce qui fait entre autres le caractère bourgeois de la révolution démocratique, c'est que diverses classes, divers groupes et milieux sociaux qui reconnaissent parfaitement la propriété privée et l'économie marchande, et sont incapables de sortir de ce cadre, en arrivent par la force des choses à reconnaître l'incapacité de l'autocratie et du régime féodal tout entier, et se rallient à la revendication de la liberté. Avec cela le caractère bourgeois de *cette* liberté exigée par la « société » et que défendent les grands propriétaires fonciers et les capitalistes par un torrent de mots (rien que de mots !) ressort de plus en plus clairement. En même temps apparaît avec une évidence croissante la différence radicale entre la lutte des ouvriers et celle de la bourgeoisie pour la liberté, entre le démocratisme prolétarien et le démocratisme libéral. La classe ouvrière et ses représentants conscients progressent et poussent en avant cette lutte, sans crainte de la mener jusqu'au bout et aspirant même à dépasser de loin le terme le plus éloigné de la révolution démocratique. La bourgeoisie, inconséquente et cupide, n'accorde qu'une adhésion partielle et hypocrite aux mots d'ordre de liberté. Toutes les tentatives de marquer par un trait spécial, par des « paragraphes » spécialement élaborés (dans

le genre de ceux de la résolution de Starover ou de la conférence) la limite au-delà de laquelle commence l'hypocrisie des amis bourgeois de la liberté, ou, si l'on veut, cette trahison de la liberté par ses amis bourgeois sont inexorablement vouées à l'insuccès ; car la bourgeoisie, placée entre deux feux (l'autocratie et le prolétariat), est capable de changer de mille façons et de mille manières sa position et ses mots d'ordre, s'adaptant un peu à gauche, un peu à droite, avec force marchandages et maquignonnages. La tâche du démocratisme prolétarien n'est pas d'inventer de ces « paragraphes » morts-nés, mais de critiquer sans se lasser la situation politique en voie de développement, de démasquer les inconséquences et les trahisons, toujours nouvelles et imprévisibles, de la bourgeoisie.

Rappelez-vous l'histoire des déclarations politiques de M. Strouvé dans la presse illégale, l'histoire de la guerre que lui firent les social-démocrates, et vous saisirez sur le vif la façon dont la social-démocratie, champion du démocratisme prolétarien, s'est acquittée de cette tâche. M. Strouvé a commencé par formuler un mot d'ordre tout à fait à la Chipov : « Des droits et un zemstvo investi du pouvoir » (voir mon article de *Zarïa* : « Les persécuteurs des zemstvos et les Annibals du libéralisme » *). La social-démocratie le dénonça et le repoussa vers un programme nettement constitutionnaliste. Quand ces « poussées » eurent produit leur effet grâce à la marche particulièrement rapide des événements révolutionnaires, la lutte s'orienta vers le problème *suivant* du démocratisme : pas seulement une constitution en général, mais à tout prix le suffrage universel, direct et égal, au scrutin secret. Quand nous eûmes « conquis » sur l'« adversaire » cette nouvelle position (admission du suffrage universel par l'*Union de l'Osvobojdénié*), nous continuâmes notre assaut, en dévoilant l'hypocrisie et l'ambiguïté du système des deux Chambres, l'acceptation incomplète du suffrage universel par les gens de l'*Osvobojdénié*, leur démocratisme de maquignon attesté par leur *monarchisme*, autrement dit : la *trahison* des intérêts de la grande révolution russe par ces héros du sac d'écus que sont les hommes de l'*Osvobojdénié*.

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, tome 5, pp. 27-77. (*N.R.*)

Enfin, le fol entêtement de l'autocratie, les progrès gigantesques de la guerre civile, la situation sans issue à laquelle les monarchistes avaient acculé la Russie, commencèrent à agir sur les cerveaux les plus réfractaires. La révolution devenait un *fait*. Il n'était plus besoin d'être un révolutionnaire pour la reconnaître. En réalité le gouvernement autocratique se décomposait — et il continue de se décomposer — aux yeux de tous. Comme un libéral (M. Grédeskoul) l'a très justement fait observer dans la presse légale, il s'est créé un état de fait d'insoumission à ce gouvernement. Malgré toute sa force apparente, l'autocratie a révélé son impuissance ; les événements de la révolution en cours repoussaient, refoulaient simplement cet organisme parasitaire qui pourrissait sur pied. Contraints de fonder leur activité (ou plutôt leur négoce politique) sur les rapports existants et établis de fait, les bourgeois libéraux *commencent à se rendre à la nécessité de reconnaître la révolution*. Non, parce qu'ils sont des révolutionnaires, mais malgré le fait qu'ils n'en sont pas. Ils le font par nécessité et à leur corps défendant, voyant avec rage les succès de la révolution, accusant d'esprit révolutionnaire l'autocratie qui ne veut pas transiger, mais lutter à mort. Mercantis nés, ils exècrent la lutte et la révolution, mais les circonstances les obligent à se placer sur le terrain de la révolution, car ils n'ont pas le choix.

Nous assistons à un spectacle hautement édifiant et du plus haut comique. Les prostituées du libéralisme bourgeois veulent se draper dans la toge du révolutionnaire. Les gens de l'*Osvobojdénié* — risum teneatis, amici ! * — commencent à parler au nom de la révolution ! Les voilà qui nous assurent qu'ils « ne craignent pas la révolution » (M. Strouvé dans le n° 72 de l'*Osvobojdénié*)! ! ! Les gens de l'*Osvobojdénié* ont la prétention de « se mettre à la tête de la révolution » ! ! !

Ce fait éminemment significatif caractérise, mieux encore que le progrès du libéralisme bourgeois, les succès réels grandissants du mouvement révolutionnaire qui *a su* s'imposer. La bourgeoisie même commence à se rendre compte qu'il est plus avantageux de se placer sur le terrain de la

* Retenez-vous le rire, amis !

révolution, tant l'autocratie est ébranlée. Mais, d'autre part, ce fait attestant l'élévation de l'ensemble du mouvement à un degré nouveau, un degré supérieur, nous assigne des tâches également nouvelles, également supérieures. Cette reconnaissance de la révolution par la bourgeoisie ne saurait être sincère, indépendamment de la bonne foi individuelle de tel ou tel de ses idéologues. Cette dernière ne peut pas ne pas apporter, à ce stade supérieur du mouvement aussi bien, son égoïsme et son esprit d'inconséquence, ses marchandages et la mesquinerie de ses stratagèmes réactionnaires. Nous devons aujourd'hui formuler *autrement* les tâches *concrètes* immédiates de la révolution, au nom de notre programme et comme développement de ce programme. Ce qui suffisait hier *ne suffit plus aujourd'hui*. Hier peut-être il suffisait que la revendication de la reconnaissance de la révolution figurât comme mot d'ordre démocratique d'avant-garde. Aujourd'hui ce n'est plus assez. La révolution a su se faire reconnaître même par M. Strouvé. Aujourd'hui la classe d'avant-garde se doit de définir exactement le *contenu même* des tâches immédiates et impérieuses de cette révolution. En reconnaissant la révolution, les Strouvé ne se font pas faute de laisser percer une fois de plus le bout de leurs oreilles d'ânes et reprennent la vieille antienne sur la possibilité d'une issue pacifique, sur l'appel de *Nicolas*, invitant ces messieurs de l'*Osvobojdénié* à accéder au pouvoir, etc., etc. Ces messieurs de l'*Osvobojdénié* reconnaissent la révolution pour l'escamoter et la trahir avec le moins de risque possible. A nous d'indiquer maintenant au prolétariat et au peuple entier l'insuffisance du mot d'ordre de révolution ; de montrer la nécessité d'une définition claire et sans équivoque, logique et résolue du *contenu même* de la révolution. Or cette définition nous est offerte justement par un mot d'ordre, seul capable d'exprimer avec exactitude la « victoire décisive » de la révolution, celui de dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie [46].

L'abus des mots est un phénomène des plus ordinaires en politique. Les partisans du libéralisme bourgeois anglais, par exemple, se sont appelés plus d'une fois « socialistes » (« nous sommes tous des socialistes maintenant » — « We all are socialists now », a dit Harcourt) ; il en est de même

des partisans de Bismarck et des amis du pape Léon XIII. Le mot « révolution » prête également très bien aux abus, et ceux-ci sont inévitables lorsque le mouvement arrive à un certain stade de développement. Quand M. Strouvé s'est mis à parler au nom de la révolution, nous avons pensé malgré nous à Thiers. Quelques jours avant la révolution de Février, ce gnome monstrueux, ce représentant le plus achevé de la corruption politique de la bourgeoisie, flairait l'approche d'un soulèvement populaire. Et de déclarer alors, du haut de la tribune parlementaire, *qu'il était du parti de la révolution* ! (Voire la *Guerre civile en France* de Marx [47]). Le sens politique de l'adhésion de l'*Osvobojdénié* au parti de la révolution est *absolument identique* à l'« adhésion » de Thiers. Lorsque les Thiers russes se mettent à parler de leur appartenance au parti de la révolution, cela signifie que le mot d'ordre de révolution est insuffisant, qu'il ne veut rien dire et ne définit aucune tâche, car la révolution est un fait accompli et les éléments les plus hétérogènes se sont mis de son côté.

Qu'est-ce en effet que la révolution du point de vue marxiste ? C'est la démolition par la violence d'une superstructure politique surannée dont la non-correspondance aux nouveaux rapports de production a, à un certain moment, amené la faillite. L'anatagonisme qui existe entre l'autocratie d'une part et tout le régime de la Russie capitaliste, tous les besoins de son développement démocratique bourgeois de l'autre, a provoqué aujourd'hui une faillite d'autant plus forte que cet antagonisme s'est artificiellement maintenu plus longtemps. La superstructure craque de tous côtés, cède sous la poussée, faiblit. Le peuple doit lui-même, par le truchement des représentants des classes et groupes les plus divers, édifier une nouvelle superstructure. A un moment donné du développement, la caducité de la vieille superstructure apparaît à chacun en toute évidence. Tout le monde reconnaît la révolution. Et il s'agit maintenant de définir les *classes qui, précisément*, doivent construire la nouvelle superstructure, et *comment* elles doivent la construire. Sans cette définition le mot d'ordre de révolution est au moment présent vide de sens, car la faiblesse de l'autocratie fait que même les grands-ducs et les *Moskovskié Viédomosti* [48] deviennent « révolutionnaires » ! Sans une

telle définition il ne saurait être question d'objectifs démocratiques d'avant-garde pour la classe d'avant-garde. Or cette définition est dans le mot d'ordre de dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie. Ce mot d'ordre précise à la fois les classes sur lesquelles peuvent et doivent s'appuyer les nouveaux « constructeurs » de la nouvelle superstructure, son caractère (dictature « démocratique » à la différence de la dictature socialiste) et les moyens de la construire (par la dictature, c'est-à-dire en réprimant par la force toute résistance par la force, en armant les classes révolutionnaires du peuple). Celui qui, aujourd'hui, n'admet pas le mot d'ordre de dictature démocratique révolutionnaire, le mot d'ordre d'armée révolutionnaire, de gouvernement révolutionnaire, de comités paysans révolutionnaires, ne comprend absolument rien aux tâches de la révolution, est incapable de déterminer ses tâches nouvelles et plus hautes, dictées par l'heure, ou bien trompe le peuple, trahit la révolution en abusant du mot d'ordre de « révolution ».

Le premier cas concerne le camarade Martynov et ses amis, le deuxième M. Strouvé et tout le parti « constitutionnel-démocratique » des zemstvos.

Le camarade Martynov a été si sagace et si spirituel qu'il nous a accusés d'avoir « substitué » l'une à l'autre les notions de révolution et de dictature, précisément au moment où le développement de la révolution exigeait d'exprimer ses tâches par le mot d'ordre de dictature ! En réalité le camarade Martynov a de nouveau eu le malheur de rester en arrière, bloqué sur l'avant-dernière marche, de *se retrouver au niveau de l'« Osvobojdénié »*, car aujourd'hui reconnaître la « révolution » (en paroles) et refuser d'admettre la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie (c'est-à-dire la révolution en fait) répond précisément à la politique de l'*Osvobojdénié*, c'est-à-dire aux intérêts de la bourgeoisie monarchiste libérale. Par la bouche de M. Strouvé, la bourgeoisie libérale se prononce maintenant en faveur de la révolution. Le prolétariat conscient exige, par la bouche des social-démocrates révolutionnaires, la dictature du prolétariat et de la paysannerie. Alors le sage de la nouvelle *Iskra* se mêle à la discussion et s'écrie : N'allez pas « substituer » l'une à l'autre les notions de révo-

lution et de dictature ! Eh bien, n'est-il pas vrai que par suite de leur position fausse les gens de la nouvelle *Iskra* sont condamnés à se traîner sans cesse à la remorque de l'*Osvobojdénié* ?

Nous venons de montrer que les gens de l'*Osvobojdénié* gravissent un à un (non sans être encouragés par les poussées de la social-démocratie) les degrés conduisant à la reconnaissance de la démocratie. L'objet de notre discussion avec eux fut d'abord ceci : chipovisme (des droits et un zemstvo investi du pouvoir) ou constitutionnalisme ? Ensuite : suffrage restreint ou suffrage universel ? Puis : reconnaissance de la révolution ou marché de maquignon avec l'autocratie ? Et enfin, maintenant : reconnaissance de la révolution sans dictature du prolétariat et de la paysannerie ou reconnaissance de la revendication de dictature de ces classes dans la révolution démocratique ? Il est possible et probable que les gens de l'*Osvobojdénié* (ceux d'aujourd'hui ou leurs successeurs à l'aile gauche de la démocratie bourgeoise, peu importe) graviront encore un degré, c'est-à-dire qu'ils reconnaîtront avec le temps le mot d'ordre de dictature également (ce sera peut-être à l'époque où le camarade Martynov aura gravi un degré supplémentaire). Il en sera même nécessairement ainsi, si la révolution russe progresse et remporte une victoire décisive.

Quelle sera alors l'attitude de la social-démocratie ? La victoire complète de la révolution actuelle marquera la fin de la révolution démocratique et le début d'une lutte énergique pour la révolution socialiste. La satisfaction des revendications de la paysannerie actuelle, l'écrasement total de la réaction, la conquête de la république démocratique, marqueront la fin certaine du révolutionnisme de la bourgeoisie, et même de la petite bourgeoisie, et le début d'une lutte véritable du prolétariat pour le socialisme. Plus la révolution démocratique sera complète, et plus cette nouvelle lutte se déroulera rapide, large, nette et résolue. Le mot d'ordre de dictature « démocratique » exprime justement ce caractère historique limité de la révolution actuelle et la nécessité d'une lutte nouvelle, sur le terrain d'un nouvel ordre de choses, pour la libération complète de la classe ouvrière de toute oppression et de toute exploitation. En d'autres termes : quand la bourgeoisie démocratique, la

petite bourgeoisie, aura encore gravi un degré, quand ce n'est pas simplement la révolution, mais la victoire complète de la révolution qui sera devenue un fait acquis, alors nous « substituerons » (provoquant peut-être les terribles clameurs des futurs Martynov) au mot d'ordre de dictature démocratique celui de dictature socialiste du prolétariat, c'est-à-dire de révolution socialiste intégrale.

III. LA REPRÉSENTATION BOURGEOISE VULGAIRE DE LA DICTATURE ET LA CONCEPTION DE MARX

Mehring [49] raconte, dans les notes dont il a fait suivre son édition des articles de Marx, parus en 1848 dans la *Nouvelle Gazette Rhénane*, que les publications bourgeoises adressaient notamment à ce journal le reproche suivant : la *Nouvelle Gazette Rhénane* aurait exigé l'« institution immédiate de la dictature comme seul moyen de réaliser la démocratie » (Marx, *Nachlass*, t. III, p. 53). Du point de vue bourgeois vulgaire, les notions de dictature et de démocratie s'excluent l'une l'autre. Ne comprenant pas la théorie de la lutte des classes, accoutumé à voir sur la scène politique les mesquines querelles des divers groupes et coteries de la bourgeoisie, le bourgeois entend par dictature l'abolition de toutes les libertés et de toutes les garanties de la démocratie, l'arbitraire généralisé, l'abus généralisé du pouvoir dans l'intérêt personnel du dictateur. Au fond, c'est cette conception bourgeoise vulgaire qui transparaît également chez notre Martynov, alors que, pour terminer sa « nouvelle campagne » dans la nouvelle *Iskra*, il explique le penchant de *Vpériod* et de *Prolétari* pour le mot d'ordre de dictature par le fait que Lénine « désire passionnément tenter sa chance » (*Iskra* n° 103, p. 3, 2e colonne). Il ne sera pas inutile de nous arrêter aux conceptions de la *Nouvelle Gazette Rhénane* afin d'expliquer à Martynov la différence qui existe entre la dictature d'une classe et celle d'un individu, entre les tâches de la dictature démocratique et celles de la dictature socialiste.

« Après la révolution, écrivait la *Nouvelle Gazette Rhénane* le 14 septembre 1848, toute organisation provisoire de l'Etat exige la dictature, et une dictature énergique. Nous

avons dès le début reproché à Camphausen (président du Conseil après le 18 mars 1848) de ne pas avoir agi dictatorialement, ni brisé et liquidé sur-le-champ les restes des anciennes institutions. Et c'est ainsi que, pendant que M. Camphausen se berçait d'illusions constitutionnelles, le parti vaincu (c'est-à-dire le parti de la réaction) renforçait ses positions dans la bureaucratie et dans l'armée, et s'enhardissait même, çà et là, jusqu'à reprendre ouvertement la lutte [50]. »

Ces paroles, dit avec raison Mehring, résument en quelques thèses ce qui a été abondamment développé par la *Nouvelle Gazette Rhénane* en de longs articles sur le ministère Camphausen. Que nous disent donc ces paroles de Marx ? Que le gouvernement révolutionnaire provisoire *doit* agir dictatorialement (thèse que n'a jamais pu comprendre l'*Iskra*, dans sa sainte horreur du mot d'ordre de dictature) ; que la tâche de cette dictature est de détruire les restes des anciennes institutions (justement ce qui est indiqué en toute clarté dans la résolution du IIIe Congrès du P.O.S.D.R. sur la lutte avec la contre-révolution, et ce qui est omis dans la résolution de la conférence, comme nous l'avons montré plus haut). Enfin, troisièmement, il résulte de ces paroles que Marx flagellait les démocrates bourgeois pour leurs « illusions constitutionnelles » à l'époque de la révolution et de la guerre civile déclarée. Le sens véritable de ces lignes ressort particulièrement de l'article du 6 juin 1848, publié dans la *Nouvelle Gazette Rhénane*. « Une Assemblée nationale constituante, écrivait Marx, doit être avant tout une assemblée active, révolutionnairement active. Or, l'Assemblée de Francfort se livre à des exercices scolaires de parlementarisme et laisse au gouvernement le soin d'agir. Admettons que ce savant concile réussisse, après mûre réflexion, à arrêter l'ordre du jour le meilleur et la meilleure des constitutions. Que vaudront l'ordre du jour le meilleur et la meilleure des constitutions si, entre-temps, les gouvernements allemands ont déjà mis la baïonnette à l'ordre du jour [51] ? »

Voilà le sens du mot d'ordre de dictature. On peut voir d'ici quelle eût été l'attitude de Marx envers les résolutions qualifiant de victoire décisive la « décision d'organiser l'Assemblée constituante », ou invitant à « demeurer le parti de l'extrême opposition révolutionnaire » !

Les grands problèmes de la vie des peuples ne sont tranchés que par la force. Les classes réactionnaires elles-mêmes sont habituellement les premières à recourir à la violence, à la guerre civile, à « mettre la baïonnette à l'ordre du jour », comme l'autocratie russe l'a fait et continue de le faire systématiquement, inflexiblement, toujours et partout, depuis le 9 janvier. Et du moment qu'une telle situation s'est créée, que la baïonnette figure réellement en tête de l'ordre du jour politique, que l'insurrection s'est révélée nécessaire et urgente, les illusions constitutionnelles et les exercices scolaires de parlementarisme ne servent plus qu'à couvrir la trahison de la révolution par la bourgeoisie, la façon dont la bourgeoisie « se détourne » de la révolution. C'est justement le mot d'ordre de dictature que la classe véritablement révolutionnaire doit alors formuler.

A propos des tâches de cette dictature, Marx écrivait déjà dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* : « L'Assemblée nationale aurait dû agir dictatorialement contre les velléités réactionnaires des gouvernements caducs. Elle eût acquis alors dans l'opinion populaire une force contre laquelle se seraient brisées toutes les baïonnettes... Or cette Assemblée fatigue le peuple allemand par des discours ennuyeux au lieu de l'entraîner à sa suite ou d'être entraînée par lui [52]. » L'Assemblée nationale aurait dû, de l'avis de Marx, « éliminer du régime existant de fait en Allemagne tout ce qui est contraire au principe de la souveraineté du peuple », puis « consolider le terrain révolutionnaire sur lequel elle se tient et prémunir contre toutes les attaques la souveraineté du peuple, conquise par la révolution [53] ».

Par conséquent, les tâches que Marx assignait en 1848 au gouvernement révolutionnaire ou à la dictature impliquaient avant tout la révolution *démocratique* : mesures de défense à l'égard de la contre-révolution et élimination effective de tout ce qui est contraire à la souveraineté du peuple. Ce n'est là rien d'autre que la dictature démocratique révolutionnaire.

Poursuivons. Quelles sont les classes qui, de l'avis de Marx, pouvaient et devaient s'acquitter de cette tâche (réaliser jusqu'au bout le principe de la souveraineté du peuple et repousser les attaques de la contre-révolution ?). Marx parle du « peuple ». Mais nous savons qu'il a toujours com-

battu sans merci les illusions petites-bourgeoises sur l'unité du « peuple », sur l'absence de lutte de classe au sein du peuple. En employant le mot « peuple », Marx n'estompait pas les distinctions de classe ; il réunissait dans ce terme des éléments bien définis, capables de faire la révolution jusqu'au bout.

Après la victoire du prolétariat berlinois du 18 mars, écrivait la *Nouvelle Gazette Rhénane*, les résultats de la révolution se sont révélés doubles : « D'une part, l'armement du peuple, la liberté d'association, la souveraineté du peuple conquise en fait ; de l'autre, le maintien de la monarchie et le ministère Camphausen-Hansemann, c'est-à-dire un gouvernement de représentants de la grande bourgeoisie. Ainsi, la révolution a eu deux sortes de résultats qui devaient inévitablement aboutir à une rupture. Le peuple a vaincu ; il a conquis des libertés d'un caractère résolument démocratique ; mais la domination effective n'a pas passé dans ses mains, elle a passé dans les mains de la grande bourgeoisie. En un mot, la révolution n'a pas été menée jusqu'au bout. Le peuple a laissé aux représentants de la grande bourgeoisie le soin de former le ministère, et ces représentants de la grande bourgeoisie ont démontré aussitôt leurs desseins en proposant une alliance à la vieille noblesse prussienne et à la bureaucratie. Arnim, Canitz et Schwerin sont entrés dans le ministère.

« *Par crainte du peuple, c'est-à-dire des ouvriers et de la bourgeoisie démocratique, la grande bourgeoisie, antirévolutionnaire dès le début, a conclu avec la réaction une alliance défensive et offensive* » (souligné par nous [54]).

Ainsi, non seulement la « décision d'organiser l'Assemblée constituante », mais même la convocation effective de cette Assemblée est encore insuffisante pour la victoire décisive de la révolution ! Même après une victoire partielle dans la lutte armée (victoire des ouvriers berlinois sur la troupe, le 18 mars 1848), une révolution « inachevée », une révolution « qui n'est pas menée jusqu'au bout » est possible. De quoi dépend donc l'achèvement de la révolution ? De ceci : dans quelles mains passe la domination effective, dans celles des Pétrounkévitch et des Roditchev, je voulais dire des Camphausen et des Hansemann, ou bien dans les mains du *peuple*, c'est-à-dire des ouvriers et de la bour-

geoisie démocratique. Dans le premier cas la bourgeoisie aura le pouvoir, et le prolétariat la « liberté de critique », la liberté de « demeurer le parti de l'extrême opposition révolutionnaire ». Aussitôt après la victoire, la bourgeoisie conclura une alliance avec la réaction (ce qui de même arriverait en Russie inévitablement, si, par exemple, les ouvriers pétersbourgeois ne remportaient qu'une victoire partielle dans un combat de rue contre la troupe, et laissaient à MM. Pétrounkévitch et consorts le soin de former le gouvernement). Dans le second cas, la dictature démocratique révolutionnaire, c'est-à-dire la victoire complète de la révolution, deviendrait possible.

Reste à déterminer de façon plus précise ce que Marx entendait proprement par « bourgeoisie démocratique » (demokratische Bürgerschaft), qu'il comprenait avec les ouvriers dans la notion de peuple, l'opposant à la grande bourgeoisie.

Le passage suivant d'un article de la *Nouvelle Gazette Rhénane*, du 29 juillet 1848, fournit une réponse claire à cette question : « ... La Révolution allemande de 1848 n'est qu'une parodie de la Révolution française de 1789.

Le 4 août 1789, trois semaines après la prise de la Bastille, le peuple français eut raison, en une seule journée, de toutes les servitudes féodales.

Le 11 juillet 1848, quatre mois après les barricades de mars, les servitudes féodales ont eu raison du peuple allemand. *Teste Gierke cum Hansemanno* *.

La bourgeoisie française de 1789 n'abandonna pas un instant ses alliés, les paysans. Elle savait qu'à la base de sa domination était l'abolition de la féodalité dans les

---

* « Témoins : MM. Gierke et Hansemann ». Hansemann représentait au ministère le parti de la grande bourgeoisie (en russe Troubetskoï ou Roditchev, etc.). Gierke, ministre de l'Agriculture dans le cabinet Hansemann, avait élaboré le projet « hardi » d'une « abolition des servitudes féodales », soi-disant « sans rachat », projet qui ne prévoyait en réalité que l'abolition des menues redevances peu importantes et le maintien ou le rachat des redevances plus substantielles. M. Gierke fait penser à nos Kabloukov, Manouilov, Herzenstein et à tous les autres amis libéraux bourgeois du moujik qui veulent l'« extension de la propriété terrienne paysanne » mais ne veulent pas léser les grands propriétaires fonciers.

campagnes, la création d'une classe libre de paysans propriétaires (grundbesitzenden).

La bourgeoisie allemande de 1848 trahit sans aucun scrupule les paysans, ses alliés les plus naturels, qui sont la chair de sa chair et sans lesquels elle est impuissante en face de la noblesse.

Le maintien des droits féodaux, leur consécration sous l'apparence (illusoire) d'un rachat, tel est le résultat de la révolution allemande de 1848. La montagne a accouché d'une souris [55] ».

Passage très instructif qui nous donne quatre thèses importantes : 1° La Révolution allemande inachevée diffère de la Révolution française achevée en ce que la bourgeoisie a trahi non seulement la démocratie en général, mais encore la paysannerie en particulier. 2° La réalisation complète d'une révolution démocratique a pour base la création d'une classe libre de paysans. 3° Créer cette classe, c'est abolir les servitudes féodales, détruire la féodalité ; ce n'est point encore la révolution socialiste. 4° Les paysans sont les alliés « les plus naturels » de la bourgeoisie, c'est-à-dire de la bourgeoisie démocratique qui, sans eux, est « impuissante » face à la réaction.

Toutes ces thèses, modifiées conformément à nos particularités nationales concrètes, le servage étant substitué à la féodalité, s'appliquent entièrement à la Russie de 1905. Il est certain que les enseignements tirés de l'expérience allemande, éclairée par Marx, ne peuvent nous conduire à aucun autre mot d'ordre pour une victoire décisive de la révolution que celui de dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. Il est certain que les principales parties constituantes de ce « peuple » que Marx opposait en 1848 à la réaction récalcitrante et à la bourgeoisie félonne sont le prolétariat et la paysannerie. Il est certain que chez nous également, en Russie, la bourgeoisie libérale et ces messieurs de l'*Osvobojdénié* trahissent et trahiront la paysannerie, c'est-à-dire qu'ils se tiendront quittes avec une pseudo-réforme, qu'ils se rangeront du côté des grands propriétaires fonciers dans la lutte décisive entre ces derniers et la paysannerie. Seul le prolétariat est capable de soutenir jusqu'au bout la paysannerie dans cette lutte. Enfin, il est certain que chez nous de même, en Rus-

sie, le succès de la lutte paysanne, c'est-à-dire le passage de toute la terre aux paysans, marquera une révolution démocratique complète, car il est la base sociale de la révolution amenée à son terme, mais nullement la révolution socialiste ni la « socialisation » dont parlent les idéologues de la petite bourgeoisie, les socialistes-révolutionnaires. Le succès de l'insurrection paysanne, la victoire de la révolution démocratique déblaieront simplement la voie en vue d'une lutte véritable et résolue pour le socialisme, sur le terrain de la République démocratique. La paysannerie, comme classe de propriétaires terriens, jouera dans cette lutte le même rôle de trahison et d'inconstance que la bourgeoisie joue maintenant dans la lutte pour la démocratie. Oublier cela, c'est oublier le socialisme, se leurrer soi-même et les autres sur les intérêts véritables et les tâches du prolétariat.

Pour ne pas laisser de lacune dans l'exposé des conceptions de Marx en 1848, il importe de noter un trait essentiel qui distingue la social-démocratie allemande d'alors (ou le Parti communiste du prolétariat, pour emprunter la langue de l'époque) de la social-démocratie russe d'aujourd'hui. Laissons la parole à Mehring :

« La *Nouvelle Gazette Rhénane* est entrée dans l'arène politique comme un « organe de la démocratie ». Il est impossible de ne pas voir l'idée qui traverse tous ses articles. Mais, dans son activité directe, elle défendait plus les intérêts de la révolution bourgeoise contre l'absolutisme et la féodalité que les intérêts du prolétariat contre ceux de la bourgeoisie. On trouvera peu de chose dans ses colonnes sur le mouvement spécifiquement ouvrier pendant la révolution, bien qu'il ne faille pas oublier qu'à côté d'elle paraissait deux fois par semaine, sous la rédaction de Moll et Schapper, l'organe spécial de l'Union ouvrière de Cologne [56]. En tout cas, ce qui saute aux yeux du lecteur contemporain, c'est le peu d'intérêt que portait la *Nouvelle Gazette Rhénane* au mouvement ouvrier allemand de l'époque, quoique le militant le plus capable de ce mouvement, Stephan Born, eût été l'élève de Marx et d'Engels à Paris et à Bruxelles et également correspondant de leur journal à Berlin (en 1848). Born raconte dans ses *Souvenirs* que Marx et Engels ne lui adressèrent jamais un mot de désapprobation pour

sa propagande ouvrière. Mais les déclarations postérieures d'Engels permettent de supposer qu'ils étaient mécontents, pour le moins, des méthodes de cette propagande. Leur mécontentement était fondé, pour autant que Born était obligé de faire nombre de concessions à la conscience de classe, encore très arriérée, du prolétariat dans la plus grande partie de l'Allemagne, concessions qui ne résistaient pas à la critique du point de vue du *Manifeste Communiste*. Leur mécontentement n'était pas fondé, pour autant que Born réussissait tout de même à maintenir à un niveau relativement élevé la propagande qu'il dirigeait... Sans doute, Marx et Engels avaient historiquement et politiquement raison lorsqu'ils estimaient que l'intérêt capital de la classe ouvrière consistait avant tout à stimuler le plus possible la révolution bourgeoise... Néanmoins, nous trouvons une preuve remarquable de la façon dont l'instinct élémentaire du mouvement ouvrier sait redresser les conceptions des plus grands penseurs, dans le fait qu'ils se prononcèrent en avril 1849 pour une organisation spécifiquement ouvrière et décidèrent de participer au congrès ouvrier, organisé principalement par le prolétariat d'Est-Elbe (Prusse orientale). »

Ainsi, ce n'est qu'en avril 1849, après une année environ de publication d'un journal révolutionnaire (la *Nouvelle Gazette Rhénane* avait commencé à paraître le 1er juin 1848), que Marx et Engels se prononcèrent pour une organisation ouvrière à part ! Ils s'étaient bornés jusque-là à diriger un « organe de la démocratie » qu'aucun lien d'organisation ne rattachait à un parti ouvrier indépendant ! Ce fait, monstrueux et inconcevable de notre point de vue actuel, nous montre clairement la différence énorme entre le parti ouvrier allemand de cette époque et le Parti ouvrier social-démocrate russe de nos jours. Ce fait nous montre combien les traits prolétariens du mouvement, le courant prolétarien, se sont fait moins sentir dans la révolution démocratique allemande (par suite de l'état arriéré de l'Allemagne en 1848, et sous le rapport économique et sous le rapport politique : morcellement de l'Etat). Il ne faut pas oublier cela quand on examine les nombreuses déclarations de Marx, à cette époque et un peu plus tard, sur la nécessité d'une organisation indépendante pour le parti du prolé-

tariat. Il fallut presque une année d'expérience de la révolution démocratique pour que Marx pût arriver à cette conclusion pratique, à tel point toute l'atmosphère en Allemagne, à cette époque, était philistine, petite-bourgeoise. Pour nous, cette conclusion est l'acquis solide et déjà ancien d'un demi-siècle d'expérience de la social-démocratie internationale, l'acquis avec lequel nous avons *commencé* l'organisation du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. C'est ainsi, par exemple, qu'il ne saurait être question chez nous de journaux révolutionnaires du prolétariat se trouvant en marge du Parti social-démocrate du prolétariat et pouvant s'affirmer, ne fût-ce qu'une minute, comme de simples « organes de la démocratie ».

Mais la contradiction qui ne faisait encore que de s'esquisser entre Marx et Stephan Born existe chez nous sous une forme d'autant plus développée que le courant prolétarien s'affirme plus puissant dans le flot démocratique de notre révolution. Parlant du mécontentement probable que la propagande de Stephan Born devait susciter chez Marx et Engels, Mehring s'exprima en termes trop mitigés et évasifs. Voici ce qu'Engels écrivait au sujet de Born en 1885 (dans la préface aux *Enthüllungen über den Kommunistenprozess zu Köln**. Zürich 1885) :

Les membres de la *Ligue des communistes* [57] étaient partout à la tête du mouvement démocratique le plus avancé, démontrant ainsi que la Ligue était une excellente école d'action révolutionnaire. « Le typographe Stephan Born, qui avait été membre actif de la Ligue à Bruxelles et à Paris, avait fondé à Berlin une « Fraternelle ouvrière » (Arbeiterverbrüderung) qui prit un développement assez considérable et subsista jusqu'en 1850. Born, jeune homme de talent, se hâta pourtant un peu trop d'agir en qualité d'homme politique. Il « fraternisa » avec un ramassis d'éléments disparates (Kreti und Plethi) à seule fin de rassembler une foule autour de lui. Il n'était nullement de ceux qui savent faire l'unité dans les tendances contradictoires et la lumière dans le chaos. C'est pourquoi dans les publications officielles de la Fraternelle on trouve à tout instant une confusion et un mélange des conceptions du *Manifeste*

* Révélations sur le procès des communistes de Cologne. (*N.R.*)

Communiste avec des réminiscences et des desiderata corporatistes, avec des lambeaux d'idées empruntées à Louis Blanc et à Proudhon, avec une défense du protectionnisme, etc. ; en un mot ces gens voulaient contenter tout le monde (Allen alles sein). *Ils s'occupaient surtout d'organiser des grèves, des syndicats, des coopératives de production, oubliant qu'il s'agissait avant tout de conquérir d'abord par une victoire politique le seul terrain* où ces œuvres eussent pu trouver un fondement solide (souligné par nous). Et quand les victoires de la réaction firent sentir aux chefs de cette Fraternelle la nécessité d'une participation directe à la lutte révolutionnaire, il va de soi que la masse peu développée, groupée autour d'eux, les abandonna. Born prit part à l'insurrection de Dresde, en mai 1849, et ne dut son salut qu'à un heureux hasard. Quant à la Fraternelle, elle subsista à l'écart du grand mouvement politique du prolétariat comme une association distincte, existant surtout sur le papier et jouant un rôle si secondaire que la réaction ne jugea nécessaire de la supprimer qu'en 1850 et ne ferma ses filiales que de longues années après. Born (dont le vrai nom était Buttermilch*) ne réussit pas à devenir un homme politique ; il devint un petit professeur suisse qui traduit maintenant, non point Marx en langue corporative, mais le béat Renan en un allemand édulcoré. [58] »

Voilà comment Engels jugeait les deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique !

Nos néo-iskristes, eux aussi, penchent vers l'« économisme » avec tant de zèle et si peu de raison qu'ils s'at-

---

* En traduisant Engels, j'ai commis sur ce point une erreur dans la première édition, ayant pris Buttermilch ** non pour un nom propre mais pour un nom commun. Cette erreur a naturellement procuré un plaisir extrême aux mencheviks. Koltsov a écrit que « j'avais approfondi Engels » (reproduit dans le recueil *En deux ans*); Plékhanov rappelle aujourd'hui encore cette erreur dans le *Tovarichtch* [59]. En un mot, on a trouvé *un excellent prétexte pour escamoter la question des deux tendances du mouvement ouvrier* de 1848 en Allemagne : la tendance Born (apparentée à nos économistes) et la tendance marxiste. Il est plus que naturel qu'on exploite l'erreur d'un contradicteur, même quand il ne s'agit que du nom de Born. Mais escamoter au moyen de correctifs à la traduction le fond du problème, la question des deux tactiques, c'est abandonner la partie. (Note de Lénine à l'édition de 1907. *N.R.*)

** Buttermilch, lait caillé. (*N.R.*)

tirent les éloges de la bourgeoisie monarchiste pour leur « éveil intellectuel ». Ils rassemblent, eux aussi, autour d'eux les éléments les plus disparates, flattant les « économistes », séduisant démagogiquement la masse arriérée par des mots d'ordre d'« initiative », de « démocratie », d'« autonomie », etc., etc. Leurs syndicats ouvriers aussi n'existent souvent que dans les pages de la nouvelle *Iskra*, bien digne de Khlestakov [60]. Leurs mots d'ordre et leurs résolutions montrent la même incompréhension des tâches du « grand mouvement politique du prolétariat ».

CONCLUSION DE L'ARTICLE « LA COMMUNE DE PARIS ET LES TÂCHES DE LA DICTATURE DÉMOCRATIQUE »[61]

Cette information nous apprend, tout d'abord, que l'entrée dans le gouvernement révolutionnaire de représentants du prolétariat socialiste aux côtés de la petite bourgeoisie est, sur le plan des principes, parfaitement acceptable et, dans des conditions déterminées, tout simplement obligatoire. Cette information nous montre ensuite que la tâche réelle dont la Commune a dû s'acquitter était avant tout la réalisation de la dictature non pas socialiste, mais démocratique, l'application de notre « programme minimum ». Enfin, cette information nous rappelle que, tirant la leçon de la Commune de Paris, nous devons imiter non ses erreurs (les communards n'ont pas pris la Banque de France, ils n'ont pas lancé d'offensive contre Versailles, n'avaient pas de programme clair, etc.), mais ses actions pratiques couronnées de succès qui nous montrent la voie à suivre. Nous ne devons pas emprunter le mot « Commune » aux grands combattants de 1871, nous ne devons pas répéter aveuglément chacun de leurs mots d'ordre, mais promouvoir clairement des mots d'ordre de programme et d'action qui répondent à la situation actuelle de la Russie et que l'on peut résumer ainsi : dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et des paysans.

« Prolétari » n° 8,
17 (4) juillet 1905

Conforme au texte du journal

AU SECRÉTARIAT DU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL À BRUXELLES

Chers Camarades,

Nous sommes depuis quelques jours en possession de votre lettre du 28 juin et des documents intéressants qui l'accompagnent (lettres des camarades Bebel et Plekhanoff), mais très occupés, n'avons pas pu vous répondre de suite.

I) En ce qui concerne la lettre du citoyen Plekhanoff, nous sommes obligés de faire les observations suivantes : 1) L'affirmation du citoyen Pl. qu'après le 2e congrès de notre parti (août 1903) il n'y a eu entre nous que des divergences sur la question d'organisation, ne correspond pas tout à fait à la réalité. La nécessité* du 2e congrès (et à sa tête les citoyens Axelrod, Zassulitch et Martoff) a réellement scindé le parti immédiatement après celui-ci, en déclarant le boycott des institutions centrales élues par le congrès et en créant une organisation secrète de la « minorité » dont la dissolution n'a eu lieu qu'en automne 1904. Le citoyen Plekhanoff lui-même, qui était avec nous au 2e congrès du parti et au congrès de la Ligue de la démocratie socialiste russe à l'étranger (octobre 1903), pensait évidemment quelque peu autrement de nos discussions lorsqu'il déclarait publiquement, en novembre 1903 — n° 52 de « l'Iskra » —, qu'on devait savoir faire des conces-

* Lapsus. Il faut bien sûr lire « minorité ». (*N.R.*)

sions aux « révisionnistes » (expression de Pl.) pour éviter les scissions dans le parti.

2) Il n'est pas conforme aux faits non plus que la convocation du 3e congrès du parti était « entièrement arbitraire ». D'après les Statuts du Parti, le Conseil Général est obligé de convoquer le congrès lorsque cela est demandé par la moitié des comités du parti. Le Conseil Général a passé outre les statuts, comme vous savez de la traduction française des résolutions du 3e congrès. Les comités du parti et le « Bureau des Comités de la Majorité » [62] élu pour* eux, avaient l'obligation morale et formelle de convoquer le congrès même contre la volonté du Conseil Général qui voulait l'éviter.

3) De la même traduction des résolutions du 3e congrès vous savez déjà qu'à ce congrès était représenté non pas « quelque chose comme la moitié des organisations ayant droit à la représentation », mais la majorité de beaucoup la plus grande des comités.

4) Il est vrai qu'il existe dans notre parti des camarades qu'on a en plaisantant appelés « marais ». Les membres de ce « marais »** continuellement passé d'un côté à l'autre durant la lutte dans le sein du parti. Le premier de ces transfuges était le citoyen Plekhanoff qui, en novembre 1903, passa de la « majorité » à la « minorité » pour la quitter de nouveau le 29 mai de cette année, en sortant de la rédaction de « l'Iskra ».

Nous n'approuvons aucunement ces transitions, mais nous pensons qu'on ne saurait mettre à notre charge le fait que des camarades membres du « marais », après des hésitations sans fin, se soient décidés à se joindre à nous. 5) Dans sa lettre au Bureau (16-6-05) le citoyen Plekhanoff oublie très mal à propos de rappeler sa lettre du 29 mai 1905, publiée dans l'*Iskra* (n° 101) et dont nous vous avons déjà donné la traduction fidèle et complète. 6) Lorsqu'il dit que l'autre fraction du parti se groupe autour de l'ancien organe central du Parti l'*Iskra*, le citoyen Plekhanoff oublie de nouveau d'ajouter que la conférence de la « minorité » (mai 1905) a supprimé les statuts, élaborés par le 2e

* Lapsus. Il faut comprendre « par ». (*N.R.*)
** Pour le sens, il faut rétablir ici le mot « ont ». (*N.R.*)

congrès, sans nommer un organe central nouveau. Nous estimons que le Bureau Socialiste International doit avoir une traduction complète des résolutions de cette conférence. Dans le cas où l'*Iskra* ne voudra pas la lui envoyer, nous sommes prêts de nous en charger. 7) Le citoyen Pl. dit que ce n'étaient que les deux membres de l'ancien comité central restés après la disparition (l'arrestation) des autres qui se sont déclarés pour la convocation du 3e congrès. La lettre du citoyen Pl. est datée du 16.VI.05. Un jour après, le 17, dans le n° 4 du *Prolétaire*, l'organe central du parti créé par le 3e congrès, il a été inséré la déclaration suivante :

« Après avoir pris connaissance de la lettre ouverte du Com. central au Président du Conseil Général du Parti, le citoyen Plekhanoff, et étant complètement solidaires avec le C.C., nous estimons qu'il est nécessaire pour des causes que comprendront les camarades initiés à la marche de la vie intérieure du Parti, de déclarer publiquement cette solidarité avec le C.C. Signé : Ma*, Wladimir, Innokenti, André, Vorone. »

Ces signatures sont des pseudonymes. Confidentiellement nous pouvons vous communiquer que ces pseudonymes sont ceux des *membres du Comité Central détenus* [63]. Par conséquent, dès que les membres du C.C. ont eu connaissance du conflit surgi entre le C.C. et le citoyen Plekhanoff (par suite le Conseil Général) au sujet de la convocation du congrès, ils se sont tout de suite prononcés, dans leur majorité, pour le C.C. et contre le citoyen Plekhanoff. Nous prions très particulièrement le Secrétariat International de nous faire part si le citoyen Plekhanoff a cru nécessaire de porter à la connaissance du Bureau cette déclaration importante des membres arrêtés du C.C. qui refoule complètement ses affirmations de la lettre du 16 juin. 8) Le citoyen Pl. se trompe en disant que les deux fractions l'ont prié de rester représentant du parti au Bureau International. *Jusqu'à l'heure présente* le Comité central de notre parti n'a formulé aucune prière à ce sujet. Comme nous vous le disions il y a quelques jours, la question n'est

* Le texte russe de la revue *Krasnaïa Létopis* ajoute ici : « Bem ». (*N.R.*)

pas encore tranchée, quoique posée à l'ordre du jour. 9) Le citoyen Pl. estime qu'il ne lui est pas difficile d'être impartial dans la matière concernant nos discussions. Nous pensons, après ce qui vient d'être dit, que cela lui est encore assez difficile et du moins pour le moment presque impossible [64].

II) *Je passe à la proposition du camarade Bebel* qui se rapporte à notre cas.

A cet effet il est nécessaire que je fasse les remarques qui suivent : 1) Je ne suis qu'un des membres du C.C. et rédacteur responsable de l'organe central du Parti : *le Prolétaire*. Je ne puis décider pour tout le C.C. que les affaires se rapportant à l'étranger et certaines autres affaires qui me sont spécialement confiées. Toutefois, toutes mes décisions peuvent être révoquées par l'assemblée plénière du comité central. Par conséquent, je ne puis résoudre la question de l'intervention du Bureau dans les affaires de notre parti. Mais j'ai immédiatement envoyé en Russie votre lettre à tous les membres du C.C., aussi bien que les lettres des citoyens Bebel et Lée *. 2) Pour accélérer la réponse du C.C., il est très utile d'avoir quelques explications nécessaires du Bureau : a) Faut-il comprendre sous le mot « intervention » une médiation conciliatoire et consultative, n'ayant qu'une force morale, non obligatoire ; b) ou bien le Bureau parle-t-il d'une décision obligatoire prise par un tribunal d'arbitrage ? c) Le Comité exécutif propose-t-il de donner le droit de décider définitivement et irrévocablement la question concernant nos discussions à l'assemblée plénière du Bureau International Socialiste ? 3) Pour l'information du Bureau je crois de mon devoir de vous faire savoir que le citoyen Bebel nous avait déjà saisis, moi et mes correligionnaires, quelque temps avant le 3e congrès, d'une proposition semblable, en nous invitant d'accepter son intervention de juge-arbitre, ou celle de tout le Parteivorstand allemand dans le litige entre la minorité et la majorité de notre parti.

J'ai répondu que le congrès du parti ne devait pas tarder à avoir lieu et que je ne pouvais pas décider au nom et pour le parti.

---

* Le texte donne ici « Plékhanov » à la place de Lée. (*N.R.*)

Le Bureau des Comités de la Majorité a décliné la proposition du citoyen Bebel. Le 3e congrès n'a accepté aucune décision relative à cette proposition, et par là a manifesté son adhésion tacite à la réponse du Bureau des Comités de la Majorité. 4) Attendu que le Bureau International croit pouvoir puiser des renseignements dans « quelques journaux allemands », je suis obligé de déclarer que presque tous les journaux socialistes allemands, et particulièrement *Die Neue Zeit* et *Die Leipziger Volkeszeitung* [65], se placent entièrement du côté de la minorité et représentent nos affaires sous un jour très partial et très faux. Kautsky, par exemple, se dit aussi impartial, mais en fait il est allé même jusqu'à refuser d'insérer dans la *Neue Zeit* une réfutation d'un article de Rosa Luxemburg dans lequel elle défendait la désorganisation dans le parti [66]. Kautsky a même conseillé dans le *Leipziger Volkszeitung* de ne pas répandre la brochure allemande contenant la traduction des résolutions du 3e congrès !! Il n'est pas difficile à comprendre, après cela, pourquoi un grand nombre de nos camarades en Russie est porté à estimer la démocratie socialiste allemande comme partiale et très prévenue au sujet de la scission dans les rangs de la démocratie socialiste russe.

Agréez, chers camarades, nos salutations bien fraternelles.

Vl. Oulianoff (N. Lénine)

Publié pour la première fois en 1925 dans la revue « Krasnaia Létopis » n° 1

Conforme à l'original français, à quelques détails de ponctuation près

LA RÉVOLUTION INSTRUIT

Les divergences de vues au sein des partis politiques et entre partis politiques sont généralement résolues par le développement même de la vie politique tout autant que par les débats théoriques. En particulier, sous la pression même des événements, qui bousculent les raisonnements erronés, les privent de leur raison d'être, leur ôtent toute actualité, ceux qui tenaient ces raisonnements passent à des formes de lutte valables, et les désaccords concernant la tactique du Parti, c'est-à-dire son comportement politique, se trouvent ainsi résolus pratiquement. Il ne s'ensuit naturellement pas que les divergences de principe dans les questions de tactique n'exigent pas des éclaircissements de principe qui seuls peuvent maintenir le Parti à la hauteur de ses convictions théoriques. Non. Il s'ensuit seulement qu'il est nécessaire de mettre aussi souvent que possible les décisions tactiques *à l'épreuve* des nouveaux événements politiques. Cette épreuve est nécessaire du double point de vue de la théorie et de la pratique : de la théorie, pour se convaincre par les faits de la justesse des résolutions prises et se rendre compte des modifications qu'il importe d'y apporter après les événements politiques intervenus ; de la pratique, pour apprendre à s'inspirer vraiment de ces résolutions, à y voir des directives destinées à une application immédiate et effective.

Plus que toute autre une époque révolutionnaire offre, grâce à la rapidité vertigineuse de l'évolution politique et à l'exaspération des collisions politiques, l'occasion de pratiquer cette mise à l'épreuve. L'ancienne « superstructure »

craque, tandis que la nouvelle est édifiée aux yeux de tous par les forces sociales les plus différentes dont l'activité révèle la nature véritable.

La révolution russe nous offre ainsi presque chaque semaine une documentation politique étonnamment riche, qui nous permet de vérifier nos décisions tactiques élaborées antérieurement et nous fournit les leçons les plus édifiantes en ce qui concerne toute notre activité pratique. Considérez les événements d'Odessa. Une tentative insurrectionnelle qui se termine par un échec. Amère, lourde défaite. Mais quel abîme entre cet échec dans la lutte et les échecs dans le marchandage qui pleuvent sur MM. Chipov, Troubetskoï, Pétrounkévitch, Strouvé et sur toute cette valetaille bourgeoise du tsar ! Engels disait : « Les armées battues profitent de la leçon. » Ce mot excellent s'applique infiniment mieux encore aux armées révolutionnaires, dont les représentants des classes d'avant-garde fournissent les effectifs. Tant que la superstructure antique et vermoulue dont la pourriture contamine le peuple entier n'a pas été balayée, toute nouvelle défaite suscitera des armées toujours renouvelées de combattants. Certes, il y a encore l'expérience collective, beaucoup plus vaste, de l'humanité, inscrite dans l'histoire de la démocratie internationale et de la social-démocratie internationale et fixée par les représentants avancés de la pensée révolutionnaire. C'est dans cette expérience que notre parti puise les éléments de sa propagande et de son agitation quotidiennes. Mais rares sont ceux qui peuvent profiter directement des leçons de cette expérience tant que la société est bâtie sur l'oppression et l'exploitation de millions de travailleurs. Les masses apprennent surtout par leur propre expérience et payent chaque leçon de sacrifices terribles. La leçon du 9 janvier fut cruelle, mais elle gagna à la révolution le prolétariat de la Russie entière. La leçon du soulèvement d'Odessa est cruelle, mais, venant s'ajouter à un état d'esprit déjà révolutionnaire, elle apprendra au prolétariat révolutionnaire à vaincre et non plus seulement à combattre. L'armée révolutionnaire est battue, vive l'armée révolutionnaire ! — dirons-nous après les événements d'Odessa.

Nous écrivions déjà dans le n° 7 de notre journal que le soulèvement d'Odessa éclairait d'un jour nouveau nos mots

d'ordre : Armée révolutionnaire et gouvernement révolutionnaire*. Nous parlions dans le n° précédent (voir l'article du camarade V.S.) des leçons du soulèvement au point de vue militaire. Nous nous arrêtons une fois de plus dans ce numéro sur certaines de ses leçons politiques (voir : « La révolution des villes »). Il convient maintenant de procéder à la vérification de nos récentes décisions tactiques, considérées sous ce double rapport de la justesse théorique et de l'opportunité pratique dont nous parlions plus haut.

L'insurrection et le gouvernement révolutionnaire sont à l'heure actuelle les problèmes politiques les plus immédiats. Ce sont ces problèmes qui ont provoqué le plus de discussions parmi les social-démocrates. Les principales résolutions du IIIe Congrès du P.O.S.D.R. et de la conférence des scissionnistes leur sont consacrées. Il est donc opportun de se demander sous quel jour se présentent ces divergences de vues *depuis* le soulèvement d'Odessa. Quiconque prendra la peine de relire maintenant, d'une part, les opinions exprimées et les articles écrits sur ce soulèvement et, d'autre part, les quatre résolutions consacrées par le congrès du Parti et la conférence de la nouvelle *Iskra* à l'insurrection et au gouvernement provisoire, verra aussitôt que la nouvelle *Iskra* évolue sous l'empire des événements et adopte *en pratique* les positions de ses adversaires, se conformant en d'autres termes non à ses propres résolutions, mais à celles du IIIe Congrès. Pas de meilleure critique d'une doctrine erronée que les événements révolutionnaires.

La rédaction de l'*Iskra* a, sous l'empire de ces événements, publié un tract intitulé *La première victoire de la révolution*, adressé « aux citoyens russes, aux ouvriers, aux paysans ». En voici les passages essentiels :

« L'heure est venue d'agir audacieusement et de soutenir de toutes nos forces la courageuse révolte des soldats. La victoire appartient désormais à l'audace !

« Réunissez ouvertement des assemblées populaires et annoncez-leur l'effondrement des assises militaires du tsarisme ! Emparez-vous à la première possibilité des administrations municipales et faites-en les bases de l'auto-ad-

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, pp. 568-577. (*N.R.*)

ministration révolutionnaire du peuple. Chassez les fonctionnaires du tsar, procédez à l'élection au suffrage universel des organes d'auto-administration révolutionnaire auxquels vous confierez la gestion provisoire des affaires publiques jusqu'à la victoire finale sur le gouvernement du tsar, jusqu'à l'établissement du nouveau régime. Emparez-vous des succursales de la Banque d'Etat et des dépôts d'armes, armez le peuple ! Etablissez la liaison entre les villes, entre les villes et les campagnes. Que les citoyens en armes se hâtent de se soutenir les uns les autres, partout où il sera nécessaire. Emparez-vous des prisons et libérez nos frères d'armes : ils renforceront vos rangs ! Proclamez partout la déchéance de la monarchie impériale et son remplacement par une libre république démocratique ! Levez-vous, citoyens, l'heure de la libération est venue ! Vive la révolution ! Vive la République démocratique ! Vive l'armée révolutionnaire ! A bas l'autocratie ! »

Voilà bien un appel résolu, clair et franc à l'insurrection armée générale. Voilà bien un appel non moins résolu, bien que malheureusement voilé et inachevé, à la formation d'un gouvernement provisoire révolutionnaire. Examinons d'abord le problème de l'insurrection.

Y a-t-il divergence de principe entre les solutions que donnent à ce problème le III^e^ Congrès et la conférence ? Incontestablement. Nous en parlions déjà dans le n° 6 du *Prolétari* (« Le troisième pas en arrière* ») ; invoquons maintenant le témoignage édifiant de l'*Osvobojdénié*. Nous lisons dans le n° 72 de cette revue que « la majorité » tombe dans « le révolutionnarisme abstrait, le parti pris d'émeute, le désir de soulever à tout prix les masses populaires et de s'emparer immédiatement en leur nom du pouvoir ». « Au contraire, la minorité, s'en tenant fermement au dogme marxiste, sauvegarde en même temps les éléments réalistes de la pensée marxiste. » Cette appréciation venant de libéraux qui ont passé par l'école préparatoire du marxisme et par le bernsteinisme est extrêmement précieuse. Les bourgeois libéraux ont toujours reproché à l'aile révolutionnaire de la social-démocratie son « révolutionnarisme

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, pp. 552-562. (*N.R.*)

abstrait et son parti pris d'émeute ». Ils ont toujours loué l'« esprit réaliste » de l'aile opportuniste. L'*Iskra* elle-même a dû reconnaître (voir dans le n° 73 la note sur l'approbation donnée par M. Strouvé à l'« esprit réaliste » de la brochure du camarade Akimov) que « réaliste » veut dire « *opportuniste* » dans la bouche des gens de l'*Osvobojdénié*. Ces messieurs de l'*Osvobojdénié* ne connaissent d'autre réalisme que le réalisme rampant. La dialectique révolutionnaire du réalisme marxiste, qui souligne les objectifs de combat de la classe d'avant-garde et découvre dans ce qui existe les éléments de sa destruction, leur est complètement étrangère. Aussi la définition des deux tendances de la social-démocratie donnée par l'*Osvobojdénié* confirme-t-elle une fois de plus ce fait prouvé par nos écrits que la « majorité » est l'aile révolutionnaire et la « minorité », l'aile opportuniste de la social-démocratie russe.

L'*Osvobojdénié* reconnaît sans détour que « la conférence de la minorité adopte à l'égard de l'insurrection armée une attitude tout à fait différente » de celle du congrès. Et le fait est que la résolution de la conférence, tout d'abord, se démolit elle-même, tantôt niant la possibilité d'une insurrection concertée sur un plan d'ensemble (§ 1) et tantôt l'admettant (point *d*) ; qu'elle se borne en second lieu à énumérer les conditions *générales* de la « préparation de l'insurrection » telles que : a) l'extension de l'agitation ; b) le renforcement des liens avec le mouvement des masses ; c) le développement de la conscience révolutionnaire ; d) la liaison entre les diverses localités ; e) le soutien du prolétariat par les groupes non prolétariens. La résolution du congrès formule au contraire des mots d'ordre positifs, reconnaissant que le mouvement *rend déjà* l'insurrection nécessaire, invitant à organiser le prolétariat pour la lutte immédiate, à prendre les mesures les plus énergiques pour l'armer, à expliquer dans la propagande et l'agitation « non seulement la portée politique » de l'insurrection (à quoi se borne au fond la résolution de la conférence), mais aussi les questions pratiques et d'organisation qu'elle soulève.

Afin de mieux saisir la différence des deux solutions, rappelons-nous comment ont évolué les idées social-démocrates sur l'insurrection depuis les origines du mouvement ouvrier de masse. Première étape, 1897. *Les tâches des so-*

cial-démocrates russes de Lénine disent que « vouloir trancher dès maintenant la question des moyens auxquels la social-démocratie aura recours pour renverser l'autocratie, vouloir décider si elle choisira l'insurrection ou la grève politique de masse ou tout autre procédé offensif, ce serait ressembler à des généraux qui tiendraient un conseil de guerre sans avoir réuni une armée » (p. 18)*. Nous voyons qu'il n'est pas même question ici de préparer l'insurrection et qu'il s'agit uniquement de la formation de l'armée, c'est-à-dire de propagande, d'agitation, d'organisation en général.

Deuxième étape, 1902. Nous lisons dans *Que faire ?* de Lénine : ... « Qu'on se représente une insurrection populaire. Tout le monde conviendra sans doute aujourd'hui (février 1902) que nous devons y songer et nous y préparer. Mais *comment* nous y préparer ? Vous ne voudriez tout de même pas qu'un Comité central désigne des agents dans toutes les localités pour préparer l'insurrection ? Si même nous avions un Comité central et qu'il prît cette mesure, il n'obtiendrait rien dans les conditions actuelles de la Russie. Au contraire, un réseau d'agents qui se serait formé de lui-même en travaillant à la création et à la diffusion d'un journal commun, ne devrait pas « attendre les bras croisés » le mot d'ordre d'insurrection ; il accomplirait justement une œuvre régulière, qui lui garantirait en cas d'insurrection le plus de chances de succès. Œuvre qui renforcerait les liens avec les masses ouvrières les plus profondes et toutes les couches de la population mécontentes de l'autocratie, ce qui est si important pour l'insurrection. C'est en faisant ce travail qu'on apprendrait à apprécier exactement la situation politique générale, et, par suite, à bien choisir le moment favorable pour l'insurrection. C'est cette action qui apprendrait à *toutes* les organisations locales à réagir simultanément en face des problèmes, incidents ou événements politiques qui passionnent toute la Russie ; à répondre à ces « événements » de la façon la plus énergique, la plus uniforme et la plus rationnelle possible. Car, au fond, l'insurrection est la « riposte » la plus énergique, la plus uniforme et la plus rationnelle

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, tome 2, p. 349. (*N.R.*)

faite par le peuple entier au gouvernement. Cette action précisément qui apprendrait à toutes les organisations révolutionnaires, sur tous les points de la Russie, à entretenir entre elles les relations les plus régulières et en même temps les plus clandestines, relations qui créent l'unité *effective* du Parti et sans lesquelles il est impossible de discuter ensemble du plan de l'insurrection et de prendre, à la veille de cette dernière, les mesures préparatoires nécessaires, qui doivent être tenues dans le plus strict secret» (pp.136-137*).

Quels sont les postulats de ces réflexions sur l'insurrection ? 1. L'absurdité de concevoir la « préparation » d'une insurrection comme se traduisant par la nomination d'agents spéciaux qui « attendent » le mot d'ordre les bras croisés. 2. La nécessité d'un lien *formé dans le travail commun* entre des hommes et des organisations accomplissant un travail régulier. 3. La nécessité de consolider dans ce même travail les liaisons entre les couches prolétariennes (ouvrières) et non prolétariennes (tous les mécontents) de la population. 4. La nécessité d'apprendre collectivement à apprécier sans erreur les situations politiques et à « réagir » aux événements politiques de la façon la plus appropriée. 5. La nécessité d'unir effectivement entre elles toutes les organisations révolutionnaires locales.

Nous sommes donc en présence du mot d'ordre nettement formulé de *préparation de l'insurrection*, mais encore sans appel direct à l'insurrection, sans qu'il soit dit que le mouvement « rend déjà » l'insurrection nécessaire, qu'il est nécessaire de s'armer sur l'heure, de se former en groupes de combat, etc. Nous sommes en présence d'une analyse de ces mêmes conditions de la préparation de l'insurrection qui sont *presque littéralement répétées* dans la résolution de la conférence (en 1905 ! !).

Troisième étape, 1905. Un nouveau pas en avant est fait dans le journal *Vpériod* et plus tard dans la résolution du III^e^ Congrès : *outre* la préparation politique générale de l'insurrection, on lance le *mot d'ordre direct* de s'organiser et de s'armer en vue de l'insurrection, de former des grou-

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, tome 5, pp. 529-530. (*N.R.*)

pes spéciaux (de combat), car le mouvement « rend déjà nécessaire l'insurrection armée » (deuxième point de la résolution du congrès).

Ce bref rappel historique nous amène à trois conclusions incontestables : 1. L'affirmation des bourgeois libéraux de l'*Osvobojdénié* selon laquelle nous tombons dans « le révolutionnarisme *abstrait*, le parti pris d'émeute » est pur mensonge. Nous avons toujours posé et nous posons cette question en *termes concrets* et non « dans l'abstrait », nous lui avons donné des solutions différentes en 1897, en 1902 et en 1905. L'accusation de parti pris d'émeute n'est qu'une phrase opportuniste dans la bouche de respectables libéraux bourgeois se préparant à trahir les intérêts de la révolution et à passer à l'ennemi au moment de la lutte décisive contre l'autocratie. 2. La conférence de la nouvelle *Iskra* s'est arrêtée à la deuxième étape du développement de la question. Elle s'est bornée en 1905 à répéter ce qui n'était suffisant qu'en 1902. Elle est de trois ans *en retard* sur la progression de la révolution. 3. Sous l'influence des leçons de la vie, et plus précisément de l'insurrection d'Odessa, les néo-iskristes ont reconnu en fait la nécessité de se conformer non à leur propre résolution mais à celle du congrès, reconnu en d'autres termes que le problème de l'insurrection ne souffre aucun délai et que les appels pressants et directs à l'organisation immédiate de l'armement et de l'insurrection sont incontestablement nécessaires.

La doctrine retardataire de la social-démocratie a tout de suite été écartée par la révolution. Nous avons un obstacle de moins à l'union pratique dans un travail commun avec le groupe de la nouvelle *Iskra*, ce qui d'ailleurs ne signifie pas encore l'élimination complète des divergences de principe. Nous ne pouvons nous contenter de voir nos mots d'ordre tactiques s'essouffler à rattraper les événements, s'y adapter après coup. Nous devons nous efforcer d'avoir en eux des guides nous éclairant le chemin, nous élevant au-dessus des tâches de l'heure. Le parti du prolétariat ne peut pas, s'il désire mener une lutte conséquente et ferme, déterminer sa tactique au jour le jour. Il doit, dans ses décisions tactiques, unir la fidélité aux principes du marxisme à une appréciation infaillible des tâches d'avant-garde de la classe révolutionnaire.

Considérez une autre question politique pressante, celle du gouvernement révolutionnaire provisoire. Nous y voyons, peut-être mieux encore, la rédaction de l'*Iskra* rompre en fait, dans son tract, avec les mots d'ordre de la conférence pour adopter les mots d'ordre tactiques du IIIe Congrès. L'absurde théorie de « ne pas s'assigner pour but la prise » (pour la révolution démocratique) « ou le partage du pouvoir dans le gouvernement provisoire » est jetée pardessus bord, puisque le tract appelle en toutes lettres à « s'emparer des administrations municipales » et à organiser la « gestion provisoire des affaires publiques ». L'absurde mot d'ordre de « demeurer le parti de l'extrême opposition révolutionnaire » (absurde à une époque de révolution bien que très juste à une époque de lutte uniquement parlementaire) est en fait classé aux archives, les événements d'Odessa ayant obligé l'*Iskra* à comprendre qu'il est ridicule de s'en tenir à ce mot d'ordre lorsque l'insurrection a lieu et qu'il faut appeler activement à l'insurrection, à l'action la plus énergique et à l'utilisation du pouvoir révolutionnaire. L'absurde mot d'ordre des « communes révolutionnaires » est aussi mis au rebut, les événements d'Odessa ayant obligé l'*Iskra* à comprendre qu'il ne faisait que faciliter la confusion entre les révolutions socialiste et démocratique. Or, confondre des choses aussi différentes, ce ne serait que faire preuve d'un penchant pour les aventures attestant un manque total de clarté dans la pensée théorique et capable d'entraver la réalisation des mesures pratiques les plus urgentes destinées à faciliter à la classe ouvrière la lutte pour le socialisme dans la République démocratique.

Souvenez-vous de la polémique de la nouvelle *Iskra* avec *Vpériod* et de sa tactique « rien que par en bas » opposée à celle de *Vpériod* : « par en bas et par en haut », et vous verrez que l'*Iskra* a adopté notre solution puisqu'elle fait maintenant elle-même appel à l'action par en haut. Rappelez-vous comme l'*Iskra* appréhendait que nous nous compromissions en assumant la responsabilité de la trésorerie, des finances, etc., et vous verrez que, si nos arguments n'ont pas convaincu l'*Iskra*, les événements eux-mêmes se sont chargés de lui en faire sentir la justesse, puisqu'elle recommande en toutes lettres dans le tract cité de « s'empa-

rer des succursales de la Banque d'Etat ». L'absurde théorie selon laquelle la dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et des paysans, leur participation commune au gouvernement révolutionnaire provisoire serait une « trahison de la cause du prolétariat », du « jauressisme (millerandisme) vulgaire », est tout bonnement oubliée des néo-iskristes, qui invitent maintenant ces mêmes ouvriers et paysans à s'emparer des administrations municipales, des succursales de la Banque d'Etat, des dépôts d'armes, à « armer le peuple » (à l'armer visiblement d'*armes*, et non plus seulement de « l'ardent besoin de s'armer lui-même »), à proclamer la déchéance de la monarchie autocratique, etc., en un mot à agir en tout conformément au programme tracé par la résolution du IIIe Congrès, à agir précisément comme l'indique le mot d'ordre de la dictature révolutionnaire démocratique et du gouvernement révolutionnaire provisoire.

Il est vrai que l'*Iskra* ne mentionne dans son tract ni l'un ni l'autre de ces mots d'ordre. Elle énumère et décrit toutes les actions dont l'ensemble caractérise le gouvernement révolutionnaire provisoire, mais elle évite de prononcer ce mot. Bien à tort. Le fait est qu'elle adopte elle-même ce mot d'ordre. L'absence d'un terme net est par contre de nature à provoquer des hésitations, à semer l'indécision et la confusion dans l'esprit des combattants. La peur *des mots* « gouvernement révolutionnaire », « pouvoir révolutionnaire » est un sentiment purement anarchiste et indigne du marxiste. Pour « s'emparer » des administrations et des banques, « procéder à des élections », charger de la « gestion provisoire des affaires », « proclamer la déchéance de la monarchie », il est évidemment indispensable de créer et de proclamer tout d'abord un gouvernement révolutionnaire provisoire qui unifiera et dirigera vers un seul but toute l'activité militaire et politique du peuple révolutionnaire. Sans cette unification, sans la reconnaissance générale du gouvernement provisoire par l'ensemble du peuple révolutionnaire, sans le transfert de l'intégralité du pouvoir à ce gouvernement, toute « saisie » des administrations, toute « proclamation » de la République ne sera qu'un pur et simple geste d'émeute sans portée sérieuse. L'énergie révolutionnaire du peuple non concentrée par un gouvernement

révolutionnaire ne fera que s'éparpiller après le premier succès de l'insurrection, se dépensera en vétilles, perdra son ampleur nationale et ne réussira ni à garder ce qui aura été saisi ni à réaliser ce qui aura été proclamé.

Répétons-le : de fait, en réalité, les social-démocrates qui ne reconnaissent point les décisions du IIIe Congrès du P.O.S.D.R. sont obligés par les événements d'agir d'après ces mêmes décisions, et de jeter par-dessus bord les mots d'ordre de leur conférence. La révolution instruit. Notre affaire est d'en épuiser jusqu'à la dernière goutte les leçons, de mettre nos mots d'ordre tactiques en accord avec notre conduite et avec nos tâches immédiates, de répandre parmi les masses des idées justes sur ces tâches immédiates, de procéder largement et en tous lieux à l'organisation des ouvriers en vue du combat et de l'insurrection, pour la création de l'armée révolutionnaire et la formation du gouvernement révolutionnaire provisoire !

« Prolétari » n° 9,
26 (13) juillet 1905

Conforme au texte du journal

HARGNEUSE IMPUISSANCE

Dans le n° 104 de l'*Iskra* est insérée une note à propos de notre feuilleton : « Le troisième pas en arrière » (*Prolétari* n° 6)*. Nous y racontions tout tranquillement que les néo-iskristes disposaient au nom du parti d'une imprimerie, d'un entrepôt et d'argent, mais qu'ils ont préféré ne pas rendre ces biens au parti. Jusqu'à quel degré d'irritation est arrivée l'*Iskra* à l'occasion de cette déclaration, on peut le voir d'après ses expressions, tout à fait dans l'esprit de l'inoubliable « vilenie » du Bund. L'*Iskra* nous qualifie aimablement aussi de « torchon de plancher » et de « poltrons médisants », etc., etc. Tout cela rappelle parfaitement la manière dont Engels caractérisait dans le temps la polémique d'une certaine sorte d'émigrés : « Chacun de leurs mots est un pot de chambre, et pas vide en plus » (Jedes Wort—ein Nachttopf une kein leerer) [67]. Nous n'avons pas oublié, bien sûr, la maxime française qui dit que l'injure est l'argument de celui qui n'a pas d'arguments. Nous proposerons maintenant aussi aux lecteurs objectifs d'examiner avec sang-froid le pourquoi de ce bruit. Les néo-iskristes n'ont pas répondu à la lettre du Comité central qui, après le III[e] Congrès, leur a proposé de rendre les biens du parti. Ils ne reconnaissent pas le III[e] Congrès, ne reconnaissent pas la nouvelle orientation du Comité central vers les bolcheviks. Tant pis. Mais de cette non-reconnaissance découle seulement la conséquence

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, pp. 552-562. (*N.R.*)

suivante : les néo-iskristes, de leur propre point de vue, devraient rendre non pas tout, mais une fraction déterminée des biens du parti. Ceci est tellement clair que l'*Iskra* elle-même parle maintenant dans sa note de « la possibilité d'un partage des biens du parti ». S'il en est ainsi, chers adversaires, pourquoi ne pas répondre en conséquence à la lettre du Comité central ? Sinon, voyez-vous, un fait demeure indubitable, malgré toute l'énergie de vos expressions ; c'est que la majorité donne de tout un compte rendu public en publiant les procès-verbaux du IIIe Congrès, alors que vous, vous ne rendez compte à personne de l'usage que vous faites des biens du parti, vous ne sortez aucun procès-verbal, vous ne savez qu'injurier. Réfléchissez dès que vous aurez un moment de loisir à l'impression que doit ressentir devant pareille conduite un public capable de penser !

Continuons. La volte-face du Comité central en faveur du congrès ne plaît pas à l'*Iskra*. C'est normal. Mais pourtant ce n'est pas sa première. Il y a un an, en août 1904, le Comité central avait passé aux mencheviks. Il y a un an nous avions déclaré par la presse et publiquement que nous ne reconnaissions pas la légitimité des actions du Comité central. Quelle fut alors notre position envers les biens du Parti ? *Nous avons rendu aux mencheviks et l'imprimerie et l'entrepôt et la caisse.* L'*Iskra* a beau nous agonir d'injures, les faits sont là. Nous avons rendu des comptes et remis les biens à nos adversaires, désireux que nous étions de lutter avec des moyens de parti et d'obtenir un congrès. Nos adversaires ont boudé le congrès et n'ont rendu de compte à personne (sauf à leurs propres partisans, et à eux non plus pas publiquement, car, tout d'abord, il n'y a pas de procès-verbal de la « conférence », dont ensuite on ne connaît ni l'ordre du jour ni les limites du pouvoir, c'est-à-dire les limites dans lesquelles ses décisions obligent les mencheviks eux-mêmes).

Notre lutte à l'intérieur du parti se termina par une scission ; désormais il n'y a que la lutte des deux partis, dont l'un se trouve en état d'organisation-processus. Et si maintenant on jette un regard d'ensemble sur l'histoire de cette lutte jusqu'à la scission, chacun verra — à condition bien sûr qu'il *étudie* l'histoire de son parti, d'après les

documents et ne se contente pas de racontars, comme le font de nombreuses personnes arrivant de Russie —, chacun verra clairement le caractère général de cette lutte. La majorité accusée de « formalisme », de bureaucratisme, etc., a cédé à ses adversaires *toutes* les prérogatives formelles, toutes les institutions bureaucratiques : tout d'abord la rédaction de l'organe central, ensuite le conseil du parti, enfin le Comité central. Il n'y a que le congrès qu'ils ne voulaient pas céder et n'ont finalement pas cédé. Or il en résulta que les bolcheviks rétablirent le parti (ou bien créèrent leur propre parti, comme le pensent naturellement les néo-iskristes), en se dotant de *toutes* les institutions d'un parti, grâce au concours spontané des cadres du parti : d'abord le Bureau des comités de la majorité, ensuite *Vpériod*, finalement le IIIe Congrès du Parti. Au contraire, nos opposants s'appuient justement sur les prérogatives formelles et les institutions bureaucratiques dont nous leur avons fait cadeau par pitié ! En fin de compte qui leur a donné la « rédaction de l'organe central » ? N'est-ce pas Lénine et Plékhanov ? En se dénommant « organe central du Parti » le *Prolétari* s'appuie sur les décisions du IIIe Congrès, non reconnues par les mencheviks mais reconnues clairement, exactement et nettement par la majorité du parti, dont la composition est connue de tous. Quant à l'*Iskra*, lorsqu'elle s'intitule « organe central du Parti », elle s'appuie sur les décisions du IIe Congrès, non reconnues maintenant par les bolcheviks (nous les avons remplacées par les décisions du IIIe Congrès) *ni par les mencheviks* ! ! Voilà en fait où est tout le sel ! C'est la conférence des mencheviks elle-même qui a abrogé les statuts du IIe Congrès, et les néo-iskristes *se raccrochent maintenant à un titre* abrogé par leurs propres partisans !

Plékhanov lui-même, qui n'a jamais pu être tout à fait d'accord avec les néo-iskristes quant au fond, mais qui leur a fait pourtant d'immenses concessions personnelles, qui a plus que suffisamment lancé des attaques contre les bolcheviks, qui pour cela a toujours été, et jusqu'à maintenant, complimenté par les néo-iskristes, même lui a déclaré que la conférence a porté un coup mortel aux institutions centrales, et il a préféré secouer la poussière de ses pieds. Mais les néo-iskristes continuent à s'intituler

« organe central » et à injurier ceux qui leur démontrent non seulement le caractère erroné, mais encore l'inconvenance absolue de toute leur conduite au sein du parti. L'injure, point de départ de toute notre discussion, est justement le résultat psychologiquement inévitable d'une vague conscience de cette inconvenance. Nous rappellerons que même M. Strouvé, qui a de nombreuses fois exprimé ses sympathies de *principe* envers Trotski et Starover, Akimov et Martynov, envers les tendances néo-iskristes en général, et celles de la conférence menchevique en particulier, a dû reconnaître en son temps que leur position n'était pas tout à fait correcte, ou, plus exactement, pas correcte du tout (voir le n° 57 de l'*Osvobojdénié*).

Nous savons parfaitement que de larges cercles de social-démocrates, surtout des ouvriers, sont fort mécontents de la scission (qui peut en être satisfait ?) et sont prêts à chercher une issue « *quelle qu'elle soit* ». Nous comprenons parfaitement et respectons absolument cet état d'esprit. Mais nous les avertissons tous tant qu'ils sont : l'état d'esprit seul est insuffisant. La formule « quelle qu'elle soit » ne vaut rien, car elle ne comporte pas le principal : l'intelligence des *moyens* susceptibles de supprimer la scission. Ce n'est pas en tenant des propos amers ou en recherchant une troisième voie entre bolcheviks et mencheviks qu'on se tirera d'affaire ; le seul résultat sera d'embrouiller encore plus les choses. L'exemple d'une personnalité aussi forte que Plékhanov le prouve, à en juger d'après l'expérience de ces deux années. Que les social-démocrates allemands qui, semblables à K. Kautsky, connaissent notre scission en majeure partie d'après des récits partisans, s'en tiennent à des propos amers, c'est encore là une ignorance qu'on peut leur pardonner, bien que soit impardonnable, bien entendu, leur prétention à juger de ce qu'ils ne connaissent pas. Les social-démocrates russes doivent apprendre, à la fin, à mépriser les gens qui ne savent qu'exprimer leur amertume, accumuler des volte-face, faire de belles phrases sur « la paix » et sont bien incapables de faire quoi que ce soit de réel pour cette paix. La voie réelle vers la paix et l'unité du parti ne réside pas dans des accords hâtifs conduisant à de nouveaux conflits, à un nouvel et pire enchevêtrement des problèmes, mais dans un complet *éclair-*

cissement sur le plan pratique des tendances des deux parties en matière de tactique et d'organisation. En ce sens, nous sommes on ne peut plus satisfaits de la conférence des néo-iskristes. Elle a marqué la décomposition irréductible de leur mouvement. La révolution détruit leur suivisme tactique. Leur « organisation-processus » devient la risée générale. D'une part se détache d'eux Plékhanov, « éclairé », semble-t-il, par la conférence non seulement sur ce qu'elle signifie au plan de l'organisation, mais encore sur la fermeté de principes des néo-iskristes. D'autre part se détache d'eux Akimov, qui traite de « *phrase creuse* » les promesses ou « principes » des mencheviks de St-Pétersbourg (*Poslednié Izvestia* [68] n° 235). Le III[e] Congrès du Parti a donné une cohésion plus grande à l'une des parties. La conférence a elle-même détruit l'autre. Il ne nous reste plus qu'à donner le conseil suivant aux « conciliateurs » : étudiez, camarades, l'histoire de la scission, essayez de comprendre pourquoi les tentatives de conciliation de Plékhanov ont échoué, ne versez pas de vin nouveau dans de vieilles outres !

« Prolétari » n° 9,
26 (13) juillet 1906

Conforme au texte du journal

VERSION PRIMITIVE DE LA PRÉFACE DE LA BROCHURE *LES OUVRIERS ET LA SCISSION DU PARTI*

COUVERTURE: La voix des ouvriers et la scission du Parti

Editions du C.C. du P.O.S.D.R.

Table des matières :

I. Préface de la rédaction du *Prolétari*
II. Lettre d'un ouvrier d'Odessa
III. Réponse à la lettre de l'Ouvrier (par Abramov)
IV. Lettre ouverte du C.C. du P.O.S.D.R. à la Commission d'organisation.

PRÉFACE

Dans le n° 8 du *Prolétari* nous avions déjà annoncé la publication de la lettre d'un ouvrier d'Odessa qui exprime, à notre avis, l'état d'esprit d'un assez grand nombre d'ouvriers. Comme réponse à cette lettre nous présentons, d'abord, un article du camarade Abramov, collaborateur du *Prolétari*, intitulé « Réponse à la lettre de l'Ouvrier », et, en second lieu, une « Lettre ouverte du C.C. du P.O.S.D.R. à la Commission d'organisation » [70] récemment parue en Russie et reproduite dans le n° 10 du *Prolétari*.

De notre côté, nous nous contenterons de souligner encore une fois que la réunification est nécessaire. Le cama-

rade ouvrier a parfaitement raison d'insister là-dessus. Mais il ne suffit pas d'insister, il faut savoir réaliser la réunification, avoir la force de l'obtenir. S'éloigner, former un troisième parti ou un groupe neutre, ce n'est pas difficile. Mais cela ne rapprochera pas la réunification, au contraire ; cela ne simplifiera pas la situation confuse actuelle mais ne fera que l'embrouiller encore plus. Les décisions de la conférence de la minorité ou des néo-iskristes ne donnent pas de réponse claire et directe à la question suivante : *comment exactement* peut-on et doit-on procéder à la réunification ? Les décisions du III[e] Congrès du P.O.S.D.R. apportent une réponse sous la forme des statuts du Parti qui garantissent pleinement les droits de la minorité. Il serait risible de considérer cette réponse comme parfaite. Mais celui qui ne veut pas seulement parler de réunification, mais cherche véritablement à l'obtenir par des mesures réelles et des propositions, ne doit pas se contenter de reproches et blâmes, ni accentuer la scission en créant un troisième parti, mais se mettre à élaborer sa réponse à la question des conditions et des formes de la réunification. Ce travail est beaucoup plus difficile que de prêcher la paix et l'amour, mais il est aussi beaucoup plus utile.

La rédaction du « Prolétari »

Ecrit en juillet 1906
Imprimé pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

PRÉFACE À LA BROCHURE *LES OUVRIERS ET LA SCISSION DU PARTI*

Quand nous promettions dans le *Prolétari* (n° 8) de publier in extenso la lettre du camarade qui signe « un ouvrier parmi bien d'autres », nous ne savions pas du tout qui était ce camarade. Nous savions que les idées qu'il exprimait sont réellement partagées par de nombreux ouvriers, et c'était assez pour nous décider à éditer sa lettre. Nous apprenons maintenant, par le n° 105 de l'*Iskra*, que l'auteur de cette lettre « se considérait auparavant comme appartenant à la minorité », que c'est un « adversaire acharné de longue date de la prétendue majorité ». Tant mieux ! Les aveux de cet ancien menchevik, qui reconnaît que les bonnes intentions sur « l'initiative prolétarienne » se réduisaient à « de belles paroles », ne nous en sont que plus précieux. Sa condamnation résolue des rêveries éthérées des intellectuels n'en a que plus de prix à nos yeux. C'est sans nul doute l'indice que la démagogie des mencheviks, leurs promesses prodiguées à droite et à gauche : autonomie, initiative, démocratie, etc., commencent, comme il fallait s'y attendre, à agacer les ouvriers conscients et à susciter chez eux une méfiance et une critique légitimes.

Le fait que l'*Iskra* a vu dans cette lettre d'un Ouvrier un « poing tendu d'en bas » est caractéristique au plus haut point et transformera encore, nous n'en doutons pas, nombre d'ouvriers mencheviks en « ex-mencheviks » ! Un tel fait mérite vraiment qu'on y réfléchisse.

En effet, que vient faire ici ce « poing » ? Ce « mot effrayant », dont les mencheviks ont tellement abusé, désigne-t-il des vues déterminées sur l'organisation, ou n'est-il que l'expression du dépit des intellectuels, de leur aversion pour toute organisation ferme capable de contenir leurs caprices?

Que veut l'auteur de la lettre ? La fin de la scission. L'*Iskra* y aspire-t-elle aussi ? Oui, elle le déclare nettement. Croit-elle possible d'atteindre ce but dès maintenant ? Oui, car elle dit : « Les divergences (tactiques) ne sont pas assez grandes pour justifier la scission. »

S'il en est ainsi, pourquoi l'*Iskra* exhume-t-elle à nouveau, dans sa réponse à l'Ouvrier, les divergences de vues sur la tactique, évoquant même ce « Plan de la campagne des zemstvos » qui reposait enseveli dans les bulletins de l'*Iskra* « réservés aux membres du Parti » et dans la brochure « clandestine » de Plékhanov ? A quoi bon ? Ni un Ouvrier ni les bolcheviks ne contestent pourtants la nécessité des polémiques et des discussions ! Les statuts du Parti adoptés par le IIIe Congrès reconnaissent pourtant en toutes lettres à chaque comité le droit d'éditer des publications ! Il s'agit pourtant ici de déterminer un mode d'action qui fasse que les divergences tactiques n'amènent pas à la scission, c'est-à-dire à la destruction des liens d'organisation. Pourquoi l'*Iskra* cherche-t-elle donc à *éviter* cette question clairement posée et recourt-elle dans ce but à des raisonnements hors de saison sur les divergences tactiques ? Le « poing » d'un Ouvrier n'est-il justement pas dirigé contre les vains bavardages ?

Pour mettre un terme à la scission, il ne suffit pas de le désirer. Il faut encore savoir *comment* s'y prendre. Mettre un terme à la scission, c'est refaire *l'unité* d'organisation. Et quiconque veut réellement hâter la fin de la scission ne doit pas se borner à des plaintes, à des reproches, à des récriminations, à des exclamations, à des déclamations sur la scission (comme font un Ouvrier et, pour citer encore un exemple, Plékhanov, depuis qu'il patauge dans le marais), mais doit se mettre immédiatement à *rechercher* le type de cette organisation commune et unique.

Le point faible de la lettre d'un Ouvrier est précisément là : l'auteur se borne à *déplorer* la scission, sans pro-

poser nettement d'y mettre un terme en instituant des normes *précises* d'organisation. Au lieu de corriger ce défaut, l'« *Iskra* » *l'aggrave* en se mettant, dans sa « terreur panique », à crier au « poing » parce qu'un Ouvrier émet la simple *idée* que des normes communes d'organisation doivent être obligatoirement reconnues de tous ! « La scission n'est pas justifiée par les désaccords », dit un Ouvrier. C'est vrai, accorde l'*Iskra*. Il faut donc tresser maintenant une corde assez résistante (oh ! quelles expressions grossièrement mécaniques que les miennes ! Quelle idée inspirée du « poing » ! Un peu de patience pourtant, camarades de l'*Iskra*, ne vous hâtez pas de tomber en syncope à l'évocation du «nœud coulant» et d'autres horreurs !) qui rattacherait solidement les deux parties et les maintiendrait liées *en dépit* des divergences tactiques, continue un Ouvrier.

Pour toute réponse, l'*Iskra* retombe dans sa crise d'hystérie et crie : « Le poing ! »

Quant à nous, nous répondrons : « Bien dit, camarade Ouvrier ! Vous raisonnez juste. Il faut une corde neuve et qui tienne. Mais allez donc plus loin, faites encore un pas : pensez à *ce que doit être exactement* cette corde, à *ce que doit être exactement* l'organisation *commune*, *obligatoire* (alerte ! encore le poing !) pour les deux parties.

Le camarade Ouvrier n'a *pas suffisamment* précisé ses propositions en matière d'*organisation* (car la fin de la scission n'est qu'une question d'organisation, *si les deux parties* reconnaissent que les divergences tactiques ne justifient pas la scission !). Mais l'*Iskra* trouve qu'il est allé trop loin, si loin qu'elle dénonce de nouveau à grands cris le poing !!

Nous le demandons une fois de plus aux lecteurs : que signifie donc en réalité ce fameux poing qui donne, si l'on peut dire, la chair de poule à la nouvelle *Iskra* ? Exprime-t-il des idées nettes sur l'organisation, ou n'exprime-t-il que la crainte aveugle et ridicule des intellectuels devant les « liens », *quels qu'ils soient*, d'une organisation *obligatoire* pour tous les membres du Parti ?

Nous passons, laissant aux ouvriers conscients le soin de trancher cette question.

La difficulté véritable de la fusion — à supposer que les deux parties la veuillent sincèrement — la voici. D'a-

bord, il faut créer des normes d'organisation, des statuts incontestablement obligatoires pour tous ; d'autre part, il faut réaliser la fusion de toutes les organisations et institutions du Parti parallèles et concurrentes, qu'elles soient locales ou centrales.

Seul le III^e^ Congrès du P.O.S.D.R. a jusqu'à présent tenté de résoudre le premier de ces problèmes en établissant des statuts qui assurent à toute minorité des garanties constitutionnelles. Le III^e^ Congrès s'est préoccupé de réserver une place au soleil, si l'on peut ainsi s'exprimer, à toute minorité reconnaissant le programme, la tactique et la discipline d'organisation du Parti. Les bolcheviks se sont préoccupés de faire dans le Parti unifié une place déterminée même aux mencheviks. Nous ne voyons rien de pareil chez ces derniers : leurs statuts n'accordent aucune garantie constitutionnelle à la minorité.

Il va de soi que pas un bolchevik ne considère les statuts adoptés par le III^e^ Congrès comme infaillibles et parfaits. Quiconque croit nécessaire de les modifier doit présenter un projet précis, et ce sera là un pas *effectif* vers la fin de la scission, chose qui vaudra mieux que les plaintes et les récriminations.

Mais, nous dira-t-on peut-être, pourquoi n'abordez-vous pas vous-mêmes ce travail à l'égard des statuts de la « conférence » ? Nous répondrons que nous l'avons abordé : voir, dans le n° 6 du *Prolétari*, « Le troisième pas en arrière » *. Nous sommes prêts à répéter une fois de plus quels sont les *principes essentiels d'organisation* qu'il faut reconnaître à notre avis pour rendre possible la fusion : 1. Soumission de la minorité à la majorité (ne pas confondre avec la « minorité » et la « majorité » entre guillemets ! il s'agit d'un principe d'organisation valable pour le Parti en général, et non de la fusion de la « minorité » et de la « majorité », dont il sera question plus loin. On peut se représenter dans l'abstrait une fusion où les « mencheviks » et les « bolcheviks » seraient en nombre égal ; mais cette fusion même serait *impossible* en dehors de la reconnaissance du *principe et de l'obligation* de la soumission de la minorité à la

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, pp. 552-562. (*N.R.*)

majorité). 2. L'instance suprême du Parti doit être le congrès, c'est-à-dire l'assemblée des représentants élus de toutes les organisations qualifiées du Parti, la décision de ces élus étant définitive (principe de la représentation démocratique opposé au principe des conférences consultatives, dont les décisions sont ensuite sanctionnées par les organisations, c'est-à-dire par le plébiscite). 3. Les élections de l'institution centrale (ou des institutions centrales) du Parti doivent être directes et avoir lieu au congrès. Les élections en dehors du congrès, élections à deux degrés, etc., sont inadmissibles. 4. Toutes les publications du Parti, tant locales que centrales, doivent être absolument subordonnées au congrès et à l'organisation centrale ou locale correspondante du Parti. L'existence de publications du Parti non rattachées au Parti par des liens organiques est inadmissible. 5. La qualité de membre du Parti doit être déterminée, la notion doit en être délimitée avec une précision absolue. 6. Les droits de toute minorité dans le Parti doivent être également définis avec précision dans les statuts.

Tels sont, à notre avis, les principes d'organisation absolument obligatoires, sans la reconnaissance desquels la fusion devient impossible. Nous voudrions entendre à ce sujet l'opinion du camarade « Ouvrier parmi bien d'autres » et, de façon générale, celle de tous les partisans de la fusion.

Et la question des rapports entre les comités et les organisations qui en dépendent, et celle du principe électif ? nous demandera-t-on. Nous répondrons qu'il ne saurait s'agir là de principes fondamentaux d'organisation tant que l'on ne propose pas de rendre l'application du principe électif obligatoire. Or, les mencheviks ne l'ont pas proposé. Lorsque nous jouirons de la liberté politique le principe électif sera nécessaire, mais pour le moment, même les statuts de la « conférence » ne l'établissent pas pour les comités. La définition des droits et des pouvoirs des organisations dépendantes n'est pas une question de principe (à la condition, bien entendu, de mettre en œuvre ce que l'on dit, sans faire de démagogie, et sans se borner à de « belles paroles »). Le III[e] Congrès du P.O.S.D.R. s'est efforcé de déterminer nettement les notions de comité et d'organisation dépendante, ainsi que les rapports entre

l'un et l'autre. Toute proposition précise de modification, d'addition ou de suppression sera examinée avec sang-froid par n'importe quel bolchevik. Il n'y a pas, que je sache, parmi nous de gens « irréductibles » sur tel ou tel point de cette question, et les procès-verbaux du IIIe Congrès le confirment.

La question suivante n'est peut-être pas moins difficile : comment faire fusionner toutes les organisations parallèles ? Ce serait facile si nous avions la liberté politique, car nous aurions des organisations du Parti comprenant un nombre exact d'adhérents connus. Il en est autrement dans l'organisation clandestine. La détermination des effectifs est d'autant plus malaisée que la qualité de membre est parfois traitée à la légère et que l'on a souvent recours à la démagogie, à l'inscription fictive dans le Parti d'éléments inconscients. Nous pensons que, sur les moyens de surmonter ces difficultés, il faut s'en référer aux militants des organisations locales, qui connaissent bien la situation. La disparition temporaire de membres de l'organisation, en « service commandé », en prison, en exil ou à l'étranger, forme encore un obstacle qui doit être pris en considération. Puis il y a la fusion des institutions centrales, qui présente sans doute des difficultés appréciables. Sans un centre dirigeant unique, sans un organe central unique, l'unité véritable du Parti est impossible. La question se pose en ces termes : ou bien les ouvriers conscients réussiront (sans se laisser troubler par les clameurs dénonçant le « poing ») à contraindre ceux qui forment en réalité la minorité du Parti à défendre leurs idées, sans désorganiser le travail, dans les organes des comités locaux, dans les conférences, dans les congrès, dans les assemblées, etc. ; ou bien les ouvriers social-démocrates conscients n'y réussiront pas pour le moment (quoiqu'il soit, de façon générale, certain et inévitable qu'ils y réussiront : le mouvement ouvrier de Russie tout entier en est un sûr garant), et dans ce cas, les centres dirigeants et les organes rivaux ne pourront arriver qu'à des ententes, la fusion restant impossible.

Répétons-le une fois encore, pour conclure : le camarade Ouvrier et ceux qui partagent ses opinions ne doivent pas chercher à atteindre leur but à l'aide de récrimina-

tions et d'accusations, ni en formant de nouveaux groupes, des tiers partis ou des cercles, etc. (comme Plékhanov vient d'en fonder un avec ses nouvelles publications du parti [71] en dehors du Parti). La formation d'un tiers parti ou de nouveaux groupes ne fera que compliquer et embrouiller les affaires. Il faut étudier les conditions concrètes de la fusion : quand tous les groupes et toutes les organisations du Parti, tous les ouvriers conscients, s'y mettront, ils sauront sans conteste — cela ne fait pas l'ombre d'un doute — trouver les conditions raisonnables de cette fusion, et, ne se bornant pas à cela, obliger (sans se laisser troubler par les clameurs dénonçant le « poing ») les milieux dirigeants du Parti à s'y soumettre.

Nous publions, à titre de complément à la lettre du camarade Ouvrier, une lettre ouverte du C.C. du P.O.S.D.R. à la Commission d'organisation, cette lettre constituant une entrée en matière pratique pour la liquidation possible de la scission.

La Rédaction du « Prolétari »

Juillet 1905

Publié pour la première fois en brochure en 1905 par le C.C. du P.O.S.D.R.

Conforme au texte de la brochure

LE PROLÉTARIAT COMBAT, LA BOURGEOISIE SE FAUFILE AU POUVOIR

La diplomatie chôme pendant la guerre. Mais, les hostilités terminées, les diplomates passent au premier plan, dressent les bilans, mettent à jour les comptes, se livrent à d'honnêtes maquignonnages.

Quelque chose de semblable a lieu dans la révolution russe. Tandis que le peuple et les forces de l'autocratie s'affrontent les armes à la main, les bourgeois libéraux se terrent dans leurs trous. Ils sont contre la violence aussi bien d'en haut que d'en bas, ils sont les ennemis de l'arbitraire gouvernemental comme de l'anarchie populacière. Ils n'entrent en scène qu'après la fin des hostilités, et leurs décisions politiques traduisent clairement les modifications apportées à la situation politique par les hostilités. La bourgeoisie libérale, qui, à la suite du 9 janvier, avait « rosi », commence maintenant, après les événements d'Odessa qui (avec ceux du Caucase, de Pologne et d'ailleurs) ont marqué le puissant essor de l'insurrection populaire contre l'autocratie en un semestre de révolution, à « virer au rouge ».

Les trois congrès libéraux qui viennent de se tenir sont extrêmement édifiants sous ce rapport. Le congrès des industriels et des négociants a été le plus conservateur. C'est en ces hommes que l'autocratie a le plus confiance. La police ne les inquiète pas. Ils critiquent le projet Boulyguine, le blâment, exigent une constitution, mais, autant que nous pouvons en juger d'après des renseignements incomplets, ils ne posent même pas la question du boycot-

tage des élections Boulyguine. Le congrès des délégués de l'*Union des Unions* [72] est le plus radical. Il se tient clandestinement et hors du territoire russe, bien qu'à deux pas de Pétersbourg, en Finlande. Il paraît que les congressistes, par précaution, dissimulent leurs papiers et que les perquisitions politiques faites à la frontière ne fournissent pas d'indices à la police. Ce congrès se prononce à la majorité des voix (contre une minorité qui semble importante) pour le boycottage complet et résolu des élections Boulyguine et pour une vaste campagne en faveur du suffrage universel.

Au centre se situe le congrès le plus « influent », le plus solennel et le plus bruyant, celui des zemstvos et des villes. Il est à peu près légal : la police se borne à dresser pour la forme un procès-verbal et intime aux assistants l'ordre, accueilli par des sourires, de se séparer. Les journaux qui ont commencé à parler des travaux du congrès sont suspendus (le *Slovo* [73]) ou reçoivent un avertissement (les *Rousskié Viédomosti*). 216 délégués sont présents, à en croire le rapport final de M. Pierre Dolgoroukov communiqué au *Times*. Les correspondants des journaux étrangers envoient aux quatre coins de la planète des télégrammes concernant le congrès. Sur la principale question politique : faut-il boycotter la « Constitution » Boulyguine ? le congrès ne s'est pas prononcé du tout. D'après les journaux anglais, la majorité était pour le boycottage, le comité d'organisation du congrès, contre. On tomba d'accord sur un compromis : laisser la question pendante jusqu'à la publication du projet Boulyguine et convoquer alors par télégramme un nouveau congrès. Le projet Boulyguine est naturellement condamné avec énergie par le congrès, qui adopte un projet de Constitution copié de l'*Osvobojdénié* (la monarchie et deux Chambres), repousse l'adresse au tsar et décide de « s'adresser au peuple ».

Nous n'avons pas encore le texte de l'adresse au peuple. D'après les journaux étrangers c'est un compte rendu, conçu en termes modérés, des événements survenus depuis le congrès des zemstvos de novembre, une énumération de faits attestant les atermoiements déloyaux du gouvernement, ses manquements à la parole donnée, son indifférence cynique à l'égard des exigences de l'opinion publique. Outre

cette adresse au peuple, une résolution concernant la résistance aux actes arbitraires et injustes du gouvernement a été également adoptée presque à l'unanimité. Cette résolution, « considérant les actes arbitraires de l'administration et ses violations constantes des droits de la société », déclare : « Le congrès estime qu'il est du devoir de tous de défendre les droits naturels de l'homme par des moyens pacifiques allant jusqu'à la résistance aux actes des autorités attentant à ces droits, même si ces actes sont fondés sur la lettre de la loi » (nous citons d'après le *Times*).

Notre bourgeoisie libérale fait donc incontestablement un pas à gauche. La révolution va de l'avant, suivie, clopin-clopant, de la démocratie bourgeoise. La nature vraie de cette démocratie, qui représente, en tant que démocratie *bourgeoise*, les intérêts des classes possédantes et défend la cause de la liberté d'une façon inconséquente et intéressée, apparaît de plus en plus nettement, bien que la démocratie bourgeoise « vire au rouge » et s'efforce de tenir parfois un langage « quasi révolutionnaire ».

Que signifie, en effet, l'ajournement de la décision sur le boycottage de la Constitution Boulyguine ? Le désir de marchander encore un peu avec l'autocratie. Le manque de confiance en soi de la majorité qui se dessinait en faveur du boycottage. L'aveu tacite que la Constitution n'est, pour MM. les propriétaires fonciers et les négociants, qu'une façon de surenchérir, quitte à en rabattre plus tard. Si même le congrès des bourgeois libéraux ne se décide pas à rompre d'un coup avec l'autocratie et la comédie Boulyguine, que peut-on attendre de cet autre congrès de bourgeois de tout poil qui s'appellera la « Douma » Boulyguine et sera élu (s'il l'est jamais!) sous la pression multiforme du gouvernement autocratique ?

C'est bien ainsi que le gouvernement autocratique comprend cet acte des libéraux ; il n'y voit qu'un épisode du marchandage bourgeois. D'une part, l'autocratie, voyant le mécontentement des libéraux, « enchérit » quelque peu sur ses promesses : les journaux étrangers annoncent qu'on apporte au projet Boulyguine un certain nombre de nouveaux amendements « libéraux ». De l'autre, l'autocratie riposte au mécontentement des zemstvos par une nouvelle menace : une information caractéristique du correspondant

du *Times* nous apprend que Boulyguine et Gorémykine se proposent de répondre au « radicalisme » des zemstvos en lâchant sur les « seigneurs » les paysans, auxquels on promettrait au nom du tsar un supplément de terre, et en demandant à un plébiscite « populaire » (organisé avec l'aide des *zemskié natchalniki* [74]) si les élections doivent se faire par castes sociales ou non. Ce n'est là, bien entendu, qu'une rumeur probablement répandue à bon escient. Il reste acquis que le gouvernement ne craint pas de recourir aux formes les plus sauvages, les plus grossières et les plus brutales de la démagogie, ne craint même pas le soulèvement des « masses ensauvagées », et de la lie de la population, tandis que les libéraux craignent l'insurrection populaire contre les oppresseurs, contre les chevaliers du meurtre, du brigandage et des atrocités à la turque. Depuis longtemps déjà le gouvernement a commencé à verser le sang dans des proportions et sous des formes inouïes. Or, les libéraux répondent qu'ils veulent éviter l'effusion de sang ! Le premier venu des tueurs n'est-il pas en droit après cela de les traiter de maquignons bourgeois ? Leur résolution appelant le peuple à la « résistance pacifique » en face de l'arbitraire et de la violence n'est-elle pas ridicule après cela ? Le gouvernement distribue des armes à droite et à gauche, soudoyant n'importe qui pour assommer et massacrer les « Juifs », les « démocrates », les Arméniens, les Polonais, qui l'on voudra, et nos « démocrates » croient « révolutionnaire » de faire de la propagande pour la « résistance pacifique » !

M. Strouvé s'indigne, dans le n° 73 de l'*Osvobojdénié*, que nous venons de recevoir, contre M. Souvorine [75] qui tapote familièrement M. Ivan Pétrounkévitch sur l'épaule et propose, afin de les calmer, de caser les libéraux de ce genre dans les ministères et les administrations. M. Strouvé est indigné, car c'est justement à M. Pétrounkévitch et aux amis politiques de celui-ci au sein des zemstvos (« qui se sont liés par un programme » — mais lequel ? mais où ? — « devant l'histoire et la nation ») qu'il voudrait confier les portefeuilles du ministère formé par le parti constitutionnel-démocrate. Nous pensons, quant à nous, que la conduite de MM. Pétrounkévitch et consorts à l'audience impériale et au congrès des zemstvos le 6 (19) juillet autorise plei-

nement les Souvorine eux-mêmes à traiter ces « démocrates » avec mépris. M. Strouvé écrit : « Tout libéral sincère et qui sait raisonner exige en Russie la révolution. » Nous dirons, quant à nous, que si cette « exigence de révolution » s'exprime en juillet 1905 par une résolution sur les moyens pacifiques de résister, les Souvorine ont parfaitement raison de la traiter et de traiter ces « révolutionnaires » avec ironie et mépris.

M. Strouvé objectera probablement que les événements qui ont jusqu'ici poussé nos libéraux à gauche les pousseront plus loin encore avec le temps. Il dit dans le n° 73 de sa revue : « Les conditions d'une intervention physique de l'armée dans la lutte politique ne seront réellement données que lorsque la monarchie autocratique se heurtera à la nation incarnée par ses représentants. L'armée aura alors à choisir entre le gouvernement et la nation, et son choix sera infaillible et facile. »

Cette idylle pacifique ressemble fort au renvoi de la révolution aux calendes grecques. Qui donc convoquera les représentants incarnant la nation ? L'autocratie ? Mais elle ne consent à organiser que la Douma de Boulyguine contre laquelle vous vous élevez vous-mêmes, refusant d'y reconnaître cette représentation de la nation ! Ou bien est-ce la « nation » qui prendra elle-même l'initiative de se faire représenter ? S'il en est ainsi, pourquoi les libéraux ne veulent-ils pas entendre parler d'un gouvernement révolutionnaire provisoire qui ne peut s'appuyer que sur une armée révolutionnaire ? Pourquoi, parlant au nom du peuple à leur congrès, ne font-ils cependant rien qui puisse attester l'organisation de la nation en une représentation du peuple ? Si vous êtes réellement, messieurs, les représentants du peuple et non ceux de la bourgeoisie qui trahit les intérêts du peuple dans la révolution, pourquoi ne vous adressez-vous pas à l'armée ? Pourquoi ne proclamez-vous pas votre rupture avec la monarchie autocratique ? Pourquoi fermez-vous les yeux sur l'approche inéluctable de l'affrontement décisif de l'armée de la révolution et de l'armée du tsar ?

Parce que vous craignez le peuple révolutionnaire et, tout en lui faisant de beaux discours, vous comptez en réalité avec l'autocratie et marchandez avec elle. Nous en

voyons une preuve de plus dans les négociations du président du comité d'organisation du congrès des zemstvos, M. Golovine, avec le gouverneur-général de Moscou Kozlov. M. Golovine a assuré à Kozlov que les rumeurs suivant lesquelles on aurait eu l'intention de transformer ce congrès en Assemblée constituante étaient dénuées de fondement. Qu'est-ce à dire ? Que le représentant de la démocratie bourgeoise organisée, s'adressant au représentant de l'autocratie, s'est porté garant du fait que cette démocratie ne s'engage pas sur la voie d'une rupture avec l'autocratie. Il faudrait être né d'hier à la politique pour ne pas comprendre que la promesse de ne pas ériger le congrès en Assemblée constituante équivaut à celle de ne point prendre de mesures réellement révolutionnaires, car ce n'est évidemment pas des mots d'« Assemblée constituante » que Kozlov avait peur, mais *des actes* capables d'aggraver le conflit et d'amener le peuple et l'armée à la lutte décisive contre le tsarisme ! N'est-ce pas hypocrisie politique que de se qualifier tout haut de révolutionnaires, parler d'une adresse au peuple, déclarer qu'on n'espère plus rien du tsar, et de chercher à rassurer en même temps dans la pratique les valets du tsar sur les intentions que l'on a ?

Ah! ces belles paroles libérales ! Comme le leader du Parti « constitutionnel-démocrate », M. Pétrounkévitch, les a prodiguées au congrès ! Voyons donc ces engagements par lesquels « il s'est lié devant l'histoire et la nation ». Nous citons d'après les correspondances du *Times*.

M. de Roberty se prononce pour une pétition au tsar. Des objections sont présentées par Pétrounkévitch, Novossiltsev, Chakhovskoï, Roditchev. La mise aux voix ne donne que six voix à la pétition. Extrait du discours de M. Pétrounkévitch : « Nous espérions encore, en nous rendant à Peterhof le 6 (19) juin, que le tsar comprendrait combien la situation était périlleuse et ferait quelque chose pour parer au danger. Cet espoir doit maintenant être abandonné. Il ne reste qu'une issue. Nous avons espéré jusqu'à présent une réforme par en haut ; désormais nous n'aurons plus qu'un espoir : le peuple. (Vifs applaudissements.) Nous devons dire au peuple la vérité en termes simples et clairs. L'incapacité et l'impuissance du gouvernement ont provoqué la révolution. C'est un fait qui

doit être reconnu de tous. Notre devoir est d'employer tous nos efforts à éviter l'effusion de sang. Beaucoup d'entre nous ont consacré de longues années au service de la patrie. Nous devons aller maintenant hardiment au peuple et non au tsar. » Et M. Pétrounkévitch continuait le lendemain : « Nous devons sortir du cadre étroit de notre activité et aller au paysan. Nous espérions jusqu'à présent des réformes d'en haut, mais pendant que nous attendions le temps a fait son œuvre. La révolution, éperonnée par le gouvernement, nous a dépassés. Le mot « révolution » a tellement effrayé hier deux de nos membres qu'ils ont quitté le congrès. Nous devons cependant avoir le courage de considérer la vérité en face. Nous ne pouvons pas attendre les bras croisés. On nous a objecté que l'adresse des zemstvos et des doumas au peuple serait un facteur d'agitation, sèmerait le trouble. Mais le calme règne-t-il dans les campagnes ? Non, le trouble y est déjà, et sous ses pires formes. Nous ne pouvons empêcher l'ouragan, mais nous devons tenter en tout cas d'éviter une trop forte secousse. Nous devons dire au peuple qu'il ne sert à rien de détruire les fabriques et les entreprises agricoles. Nous ne devons pas considérer ces actes de destruction comme un vandalisme pur et simple. C'est pour l'aveuglement et l'ignorance des paysans le moyen de remédier à un mal qu'ils sentent d'instinct, mais qu'ils ne sont pas à même de comprendre. Libre aux autorités de leur répondre avec le knout. Notre devoir est d'aller malgré tout au peuple. Nous aurions dû le faire plus tôt. Les zemstvos existent depuis quarante ans sans avoir de contact étroit et intime avec les paysans. Ne perdons plus une minute pour réparer la faute ainsi commise. Nous devons dire au paysan que nous sommes avec lui. »

Très bien, M. Pétrounkévitch ! Nous sommes avec le paysan, nous sommes avec le peuple, nous reconnaissons que la révolution est un fait, nous n'espérons plus rien du tsar... A la bonne heure, messieurs ! Seulement... seulement, que se passe-t-il ? N'être pas avec le tsar, être avec le peuple et promettre *pour cette raison* au gouverneur-général Kozlov que le congrès n'agira pas en qualité d'Assemblée constituante, c'est-à-dire en qualité de représentation authentique et effective du peuple ? Reconnaître la révolution et répondre *pour cette raison* par des méthodes de résistance

pacifiques aux atrocités, aux assassinats, aux exactions des valets du gouvernement ? Aller au paysan et avec le paysan et s'en tenir *pour cette raison* à un programme des plus imprécis qui ne promet que le *rachat* des terres du consentement des propriétaires fonciers ! Marcher non avec le tsar, mais avec le peuple, et adopter *pour cette raison* un projet de Constitution qui, premièrement, maintient la monarchie, le pouvoir du tsar sur l'armée et les fonctionnaires et, secondement, assure d'avance, grâce à la Chambre haute, la domination politique des propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie * !

La bourgeoisie libérale va au peuple. C'est vrai. Elle est obligée d'aller à lui, étant impuissante sans lui contre l'autocratie. Mais elle craint le peuple révolutionnaire et si elle va à lui, ce n'est pas en champion de ses intérêts, en nouveau et vaillant compagnon de lutte, mais en maquignon, en courtier qui ferait la navette entre les deux belligérants. Aujourd'hui, elle est chez le tsar et lui demande au nom du « peuple » une Constitution monarchique, poussant en même temps la lâcheté à renier le peuple, le « trouble », la « sédition », la révolution. Le lendemain son congrès cherche à effrayer le tsar, le menaçant d'une Constitution monarchique et d'une résistance pacifique aux baïonnettes. Et vous vous étonnez encore, messieurs, que les valets de l'autocratie aient percé à jour la pusillanimité et la duplicité de votre âme mesquine ? Vous craignez d'avoir à vous passer du tsar. Le tsar ne craint pas de se passer de vous. Vous avez peur de la lutte décisive. Le tsar ne la craint pas, il la veut, il la provoque, il la commence, il cherche l'épreuve de force avant de se résoudre à céder. Il est tout à fait naturel que le tsar vous méprise. Il est tout à fait naturel que ce mépris vous soit exprimé par ses larbins du genre Souvorine qui se permettent de tapoter familièrement votre Pétrounkévitch sur l'épaule. Vous avez mérité ce mépris, car vous ne combattez pas aux côtés du peuple ; vous ne cherchez qu'à utiliser le peuple révolutionnaire pour vous faufiler au pouvoir.

Les correspondants étrangers et les publicisites de la

---

* Voir la feuille *Trois Constitutions* éditée par notre journal. (Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, pp. 565-567. *N.R.*)

bourgeoisie, s'ils l'expriment sous une forme très particulière, saisissent parfois avec assez de justesse le fond de la question. M. Gaston Leroux interprète à sa façon dans *le Matin* [76] l'attitude des membres des zemstvos : « Désordre en haut, désordre en bas, nous sommes les seuls représentants de l'ordre. » Cette formule est parfaitement exacte. En langage clair elle signifie : on veut se battre en haut comme en bas, mais nous, honnêtes maquignons, nous nous faufilons au pouvoir. Nous attendons notre 18 mars, nous attendons que le peuple l'emporte, ne serait-ce qu'une fois, dans la rue sur le gouvernement et nous permette à l'exemple de la bourgeoisie libérale allemande de prendre le pouvoir après sa première victoire. Devenus alors une force face à l'autocratie, nous nous retournerons contre le peuple révolutionnaire et nous transigerons contre lui avec le tsar. Notre projet de Constitution est le programme tout prêt de cette transaction.

Le calcul n'est pas bête. Le peuple révolutionnaire mérite parfois qu'on dise de lui ce que les Romains disaient d'Annibal : « Tu sais vaincre, Annibal, mais tu ne sais pas profiter de la victoire. » La victoire de l'insurrection ne sera pas encore celle du peuple si elle n'aboutit pas à une transformation révolutionnaire, à la liquidation complète de l'autocratie, à l'évincement de la bourgeoisie inconséquente et intéressée, à la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans.

Le Temps, organe de la bourgeoisie conservatrice française, conseille sans ambages aux membres des zemstvos de mettre aussi vite que possible un terme au conflit par une *transaction* avec le tsar (éditorial du 24 juillet, nouveau calendrier). Les réformes sont impossibles, dit-il, sans une alliance de la force matérielle et de la force morale. La force matérielle, le gouvernement seul la possède, mais la force morale appartient aux zemstvos.

Excellent résumé des opinions bourgeoises, excellente confirmation de notre analyse de la politique des zemstvos. Le bourgeois n'oublie qu'un détail : le peuple, les dizaines de millions d'ouvriers et de paysans dont le labeur crée toutes les richesses de la bourgeoisie et qui combattent pour la liberté parce qu'elle leur est aussi indispensable que l'air et la lumière. Le bourgeois était en droit de les

oublier puisque aussi ils n'ont pas encore prouvé leur « force matérielle » en remportant la victoire sur le gouvernement. Aucun des grands problèmes de l'histoire ne fut jamais résolu que par la « force matérielle », et, répétons-le, l'autocratie du tsar commence elle-même la lutte, en invitant le peuple à se mesurer avec elle.

La bourgeoisie française conseille à la bourgeoisie russe de transiger au plus vite avec le tsar. Elle craint la lutte finale, elle la craint même quand elle n'est pas directement en cause. Qui peut dire si le peuple victorieux laisserait les Pétrounkévitch saisir ce pouvoir auquel ils se faufilent ? Il est impossible de prévoir à quel point la victoire sera décisive et quels en seront les résultats. Ainsi s'explique amplement la timidité de la bourgeoisie.

Dans la Russie entière le prolétariat se prépare à cette lutte finale. Il rassemble ses forces, il se fortifie, il s'instruit à chaque nouveau combat ; jusqu'ici, les engagements se sont tous terminés pour lui par des échecs, mais ils ont été invariablement suivis de nouvelles attaques plus puissantes. Le prolétariat marche à la victoire. Il entraîne à sa suite les paysans. Appuyé sur les paysans, il paralysera l'instabilité et la duplicité de la bourgeoisie, il évincera les prétendants qu'elle suscitera au pouvoir, il anéantira l'autocratie par la violence, il extirpera le maudit servage de la vie russe, jusqu'aux racines, jusqu'aux derniers vestiges. Et ce ne sera pas une Constitution monarchique garantissant des privilèges politiques à la bourgeoisie que nous conquerrons alors pour le peuple. Nous conquerrons pour la Russie une République qui assurera à toutes les nationalités opprimées, comme aux paysans et aux ouvriers, une entière liberté. Et nous déploierons alors toute l'énergie révolutionnaire du prolétariat dans la lutte la plus vaste et la plus audacieuse pour le socialisme, pour l'émancipation complète de tous les travailleurs de toute exploitation.

« Prolétari » n° 10,
2 août (20 juillet) 1905

Conforme au texte du journal

LE BOYCOTTAGE DE LA DOUMA DE BOULYGUINE ET L'INSURRECTION

La situation politique en Russie est actuellement la suivante. Il est possible que soit convoquée bientôt la Douma de Boulyguine, c'est-à-dire une assemblée consultative de représentants des propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie, élus sous le contrôle et avec le concours des laquais du gouvernement autocratique, d'après un système électoral de caste, grossièrement censitaire et indirect, qui constitue tout simplement une caricature de l'idée de représentation populaire. Quelle attitude adopter à l'égard de cette Douma ? La démocratie libérale donne deux réponses à cette question. Sa gauche, personnifiée par l'*Union des Unions*, c'est-à-dire par les intellectuels bourgeois en premier lieu, est d'avis de boycotter la Douma, de ne pas prendre part aux élections et de profiter du moment pour une propagande énergique en faveur d'une Constitution démocratique fondée sur le suffrage universel. Sa droite, personnifiée par le congrès des zemstvos et des villes tenu en juillet, ou plutôt par une certaine fraction de ce congrès, est contre le boycottage, pour la participation aux élections, pour l'envoi à la Douma du plus grand nombre possible de ses candidats. Il est vrai que ce congrès n'a encore pris aucune décision à ce sujet, ajournant la chose jusqu'au congrès suivant, qui sera convoqué par télégrammes après la promulgation de la « constitution » Boulyguine. Mais l'opinion de la droite de la démocratie libérale s'est désormais suffisamment précisée.

La démocratie révolutionnaire, c'est-à-dire principalement le prolétariat et son interprète conscient, la social-démocratie, se déclare catégoriquement dans son ensemble pour l'insurrection. Cette différence de tactique a été bien saisie par l'*Osvobojdénié*, organe de la bourgeoisie monarchiste libérale. Dans son dernier numéro (le n° 74), cette revue, d'une part, condamne absolument « l'appel public à l'insurrection armée » comme « insensé et criminel », et d'autre part, critique l'idée du boycottage comme « pratiquement stérile » et exprime sa conviction que non seulement les zemstvos se réclamant du Parti constitutionnel-« démocrate » (lisez : monarchiste), mais aussi les unions des unions « passeront avec succès leur certificat de maturité politique », repousseront, en d'autres termes, le boycottage.

Demandons-nous maintenant quelle position le parti du prolétariat conscient doit prendre vis-à-vis du boycottage et quel mot d'ordre tactique proposer au premier chef aux masses populaires. Pour répondre à cette question, il faut se rappeler avant tout l'esprit et la signification profonde de la « constitution » Boulyguine. C'est une transaction du tsarisme avec les propriétaires fonciers et les grands bourgeois, qui, moyennant l'aumône anodine d'une pseudo-constitution complètement inoffensive pour le pouvoir absolu, seront peu à peu détachés de la révolution, c'est-à-dire du peuple combattant, et réconciliés avec l'autocratie. Puisque notre Parti constitutionnel-« démocrate » est unanime dans son aspiration à conserver la monarchie avec une Chambre haute (c'est-à-dire à assurer d'avance dans le régime politique du pays les privilèges et la domination politiques de l'« oligarchie des dix mille » richards), la possibilité d'une transaction de ce genre ne fait aucun doute. Bien plus, tôt ou tard, sous une forme ou sous une autre, cette transaction est inévitable, au moins avec une fraction de la bourgeoisie, car elle est commandée par la position de la bourgeoisie comme classe sous le régime capitaliste. Il s'agit seulement de savoir quand et comment elle se fera. Le rôle du parti du prolétariat consiste à reculer autant que possible l'heure de sa conclusion, à diviser autant que possible la bourgeoisie, à tirer le plus grand profit possible pour la révolution des revirements momentanés de la bour-

geoisie vers le peuple et, pendant ce temps, à rassembler les forces du peuple révolutionnaire (prolétariat et paysans) pour renverser par la force l'autocratie et pour écarter, pour neutraliser la bourgeoisie, prête à toutes les trahisons.

En effet, comme nous l'avons indiqué bien des fois, la position politique de la bourgeoisie est au fond la suivante : située entre le tsar et le peuple, elle voudrait jouer le rôle d'un honnête courtier et utiliser le peuple combattant pour se faufiler au pouvoir. C'est pourquoi la bourgeoisie s'adresse aujourd'hui au tsar, demain au peuple, au premier pour lui faire des propositions « sérieuses et constructives » de tripotage politique, au second avec des phrases creuses sur la liberté (voir les discours de M. Pétrounkévitch au congrès de juillet). Nous avons intérêt à ce que la bourgeoisie s'adresse au peuple, car elle aide ainsi à éveiller et à éclairer la conscience politique d'une multitude si énorme et si arriérée, qu'il serait utopique de vouloir actuellement la toucher au moyen de la propagande social-démocrate. Que la bourgeoisie secoue les plus arriérés, qu'elle laboure çà et là le sol, nous y sèmerons infatigablement le grain social-démocrate. Partout en Occident la bourgeoisie, dans sa lutte contre l'absolutisme, a été obligée d'éveiller la conscience politique du peuple, tout en s'efforçant de semer dans la classe ouvrière le grain des théories bourgeoises. A nous de profiter de son œuvre destructrice à l'égard de l'autocratie et d'éclairer sans relâche la classe ouvrière sur ses objectifs socialistes, sur l'antagonisme irréductible de ses intérêts et de ceux de la bourgeoisie.

Il s'ensuit, évidemment, que notre tactique actuelle doit être d'abord de soutenir l'idée du boycottage. Ce boycottage est par lui-même une question intérieure de la démocratie bourgeoise. La classe ouvrière n'y est pas directement intéressée ; mais elle a un intérêt certain à soutenir la fraction de la démocratie bourgeoise qui est la plus révolutionnaire, elle a intérêt à étendre et à aggraver le climat d'agitation politique. Le boycottage de la Douma est un appel pressant de la bourgeoisie au peuple, c'est le développement de son agitation, c'est la multiplication des occasions favorables à notre propre agitation, c'est l'approfondissement de la crise politique, source du mouvement révolutionnaire. Au contraire, en participant à

la Douma, la bourgeoisie libérale affaiblit pour le présent son agitation, se tourne vers le tsar plus que vers le peuple, se rapproche du moment où elle conclura un compromis contre-révolutionnaire avec le tsar.

Sans aucun doute, la Douma de Boulyguine, si même sa réunion n'est pas « empêchée », engendrera plus tard elle-même d'inévitables conflits politiques dont le prolétariat devra profiter. Mais cela regarde l'avenir. Il serait certes ridicule de s'interdire d'avance d'utiliser pour l'agitation et pour la lutte cette Douma de bourgeois et de fonctionnaires. Mais aujourd'hui il ne s'agit pas de cela. Aujourd'hui la gauche de la démocratie bourgeoise elle-même a posé la question de la lutte ouverte et directe contre la Douma au moyen du boycottage, et nous devons employer tous nos efforts à soutenir cette attaque plus prononcée. Nous devons prendre au mot les démocrates bourgeois, les gens de l'*Osvobojdénié* : répandre le plus largement possible leurs phrases à la Pétrounkévitch sur l'adresse au peuple, les démasquer devant le peuple en montrant que la première et la plus simple occasion de mettre ces phrases à l'épreuve nous a été justement fournie par la question de savoir s'il faut boycotter la Douma, c'est-à-dire prendre le peuple à témoin de sa protestation, ou bien accepter la Douma, c'est-à-dire renoncer à protester, retourner trouver le tsar, accepter cette caricature de représentation nationale.

Ensuite, et en deuxième lieu, nous devons faire tous nos efforts pour que le boycottage nous apporte un profit réel, à savoir le développement en largeur et en profondeur de notre agitation, pour qu'il ne se réduise pas à un simple désintéressement passif des élections. Cette idée est déjà assez largement répandue, sauf erreur de notre part, parmi les camarades qui militent en Russie et qui l'expriment sous le terme de boycottage *actif*. A l'encontre d'une abstention passive, le boycottage actif doit comporter le décuplement de notre agitation, l'organisation de réunions, partout où c'est possible, l'utilisation des réunions électorales, dût-on même y pénétrer de force, la mise sur pied de manifestations, de grèves politiques, etc., etc. Evidemment, pour cette agitation et cette campagne, les accords temporaires, d'ailleurs autorisés par nombre de décisions de notre Parti, avec tels ou tels groupes de la démocratie

bourgeoise révolutionnaire sont particulièrement indiqués. Mais il faut, d'un côté, sauvegarder toujours inflexiblement le caractère de classe du Parti du prolétariat, ne pas cesser une seule minute la critique social-démocrate de nos alliés bourgeois. D'un autre côté, nous ne ferions pas notre devoir de Parti de la classe d'avant-garde, si, dans notre agitation, nous ne savions pas lancer le mot d'ordre révolutionnaire d'avant-garde qu'exige le stade présent de la révolution démocratique.

C'est là notre troisième objectif politique direct et immédiat. Le « boycottage *actif* », nous l'avons dit, c'est l'agitation, le recrutement, l'organisation des forces révolutionnaires sur une plus vaste échelle, avec une énergie doublée, une pression triplée. Or un pareil travail ne se conçoit pas sans un mot d'ordre clair, précis et franc. Ce mot d'ordre ne peut être que l'insurrection armée. La convocation par le gouvernement d'une représentation « populaire » grossièrement falsifiée nous fournit de merveilleuses occasions d'agitation en faveur d'une véritable représentation populaire. Nous expliquerons aux masses le plus nombreuses possible que cette véritable représentation ne peut être convoquée maintenant (après toutes les perfidies et tous les outrages que le tsar s'est permis à l'égard du peuple) que par un gouvernement révolutionnaire provisoire, qui ne peut être créé qu'après la victoire de l'insurrection et le renversement effectif du pouvoir tsariste. On ne peut imaginer de meilleur moment pour une large agitation en faveur de l'insurrection, mais cette agitation exige encore une clarté parfaite sur le programme du gouvernement révolutionnaire provisoire. Ce programme doit contenir les *six* revendications fondamentales que nous avons déjà eu l'occasion de formuler (*Prolétari* n° 7, « L'armée révolutionnaire et le gouvernement révolutionnaire » *) : 1. convocation d'une Assemblée nationale constituante ; 2. armement du peuple ; 3. liberté politique, abrogation immédiate de toutes les lois contraires ; 4. liberté politique et culturelle entière pour toutes les nationalités opprimées et ne jouissant pas de la plénitude de leurs droits. Le peuple russe ne peut pas conquérir sa liberté sans combattre pour

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, p. 575. (*N.R.*)

celle des autres peuples ; 5. journée de huit heures ; 6. organisation de comités paysans pour soutenir et mettre en pratique toutes les réformes démocratiques, et notamment les réformes agraires jusques et y compris la confiscation des terres seigneuriales.

Ainsi, soutenir avec la plus grande énergie l'idée du boycottage ; dénoncer la trahison de la droite de la démocratie bourgeoise, qui repousse cette idée ; rendre ce boycottage actif, c'est-à-dire développer la plus large agitation possible ; prêcher l'insurrection armée et l'organisation immédiate de groupes de combat et de détachements de l'armée révolutionnaire pour abattre l'autocratie et pour instituer un gouvernement révolutionnaire provisoire ; diffuser et expliquer le programme fondamental et absolument obligatoire de ce gouvernement révolutionnaire provisoire, programme qui doit servir d'étendard à l'insurrection et de modèle dans toutes les futures rééditions des événements d'Odessa.

Telle doit être la tactique du parti du prolétariat conscient. Nous devons encore, pour la rendre tout à fait claire et arriver à l'unifier, nous arrêter sur la tactique de l'*Iskra*. Elle est exposée dans un article du n° 106 de ce journal intitulé « Défensive ou offensive ». Sans nous arrêter aux divergences particulières et de détail, qui disparaîtront d'elles-mêmes à la première tentative de mise en pratique, notons une divergence fondamentale. Tout en condamnant à juste titre le boycottage passif, l'*Iskra* lui oppose l'idée de « l'organisation immédiate de l'auto-administration révolutionnaire », comme « prologue possible de l'insurrection ». D'après elle, nous devons « nous emparer du droit de propagande électorale en organisant des comités ouvriers d'action ». Ces comités « doivent se proposer d'organiser l'élection de députés révolutionnaires par le peuple, sans rester dans le cadre « légal » qui sera fixé par les projets ministériels » ; nous devons « couvrir le pays d'un réseau d'organes locaux d'auto-administration révolutionnaire ».

Ce mot d'ordre ne vaut rien. Au point de vue des objectifs politiques généraux il sème la confusion et au point de vue de la situation politique présente, il apporte de l'eau

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, p. 575. (*N.R.*)

au moulin de l'*Osvobojdénié*. L'organisation d'une auto-administration révolutionnaire, l'élection par le peuple de ses représentants, ce n'est pas le *prologue*, mais l'*épilogue* de l'insurrection. Se proposer de réaliser cette organisation maintenant, avant l'insurrection et indépendamment d'elle, c'est s'assigner un but absurde et semer la confusion dans l'esprit du prolétariat révolutionnaire. Il faut d'abord faire triompher l'insurrection (ne serait-ce que dans les limites d'une ville) et instituer le gouvernement révolutionnaire provisoire, pour que ce dernier puisse aborder, en qualité d'organe de l'insurrection et de chef reconnu du peuple révolutionnaire, l'organisation de l'auto-administration révolutionnaire. Masquer ou reléguer au second plan le mot d'ordre de l'insurrection au profit de l'organisation de l'auto-administration révolutionnaire, c'est à peu près la même chose que de recommander d'attraper la mouche pour la saupoudrer ensuite d'insecticide. Si l'on avait conseillé aux camarades d'Odessa, comme prologue à l'insurrection, lors des fameuses journées, non pas d'organiser l'armée révolutionnaire, mais d'organiser l'élection par la population de ses représentants ils auraient bien ri. L'*Iskra* répète l'erreur des économistes, qui voulaient voir dans la « lutte pour les droits » le prologue de la lutte contre l'autocratie. L'*Iskra* en revient aux errements de son malencontreux « plan d'une campagne des zemstvos », qui éclipsait le mot d'ordre de l'insurrection par la théorie d'un « type supérieur de manifestation».

Nous ne nous arrêterons pas ici sur la source de cette erreur tactique de l'*Iskra*. Nous renvoyons les lecteurs qui s'y intéressent à la brochure de N. Lénine : *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*. Il importe davantage ici d'indiquer de quelle façon le mot d'ordre de la nouvelle *Iskra* s'égare en direction de l'*Osvobojdénié*. Pratiquement, toute tentative pour organiser avant la victoire de l'insurrection l'élection de représentants du peuple ne profitera qu'aux gens de l'*Osvobojdénié* et aboutira à mettre les social-démocrates à leur remorque. L'autocratie, tant qu'elle n'aura pas été remplacée par un gouvernement révolutionnaire provisoire, ne laissera jamais les ouvriers, le peuple procéder à aucune élection méritant tant soit peu le nom de populaire (quant à une comédie

d'élections « populaires » sous l'autocratie, la social-démocratie ne s'y prêtera pas), mais l'*Osvobojdénié*, les membres des zemstvos, les conseillers municipaux organiseront des élections et les feront passer sans vergogne pour des élections « populaires », pour une « auto-administration révolutionnaire ». Toute la position de la bourgeoisie monarchiste libérale revient actuellement à essayer d'éviter l'insurrection, à obliger l'autocratie à déclarer les élections des zemstvos élections populaires sans victoire du peuple sur le tsarisme, à ériger l'administration municipale et celle des zemstvos en « auto-administration révolutionnaire » (au sens où l'entend Pétrounkévitch) sans véritable révolution. Ces aspirations sont admirablement exprimées dans le n° 74 de l'*Osvobojdénié*. On se représenterait malaisément personnage plus écœurant que l'idéologue d'une bourgeoisie peureuse assurant que l'appel à l'insurrection « démoralise » et l'armée et le peuple ! Et l'on dit ces choses à un moment où les aveugles mêmes voient que les petites gens et les soldats russes ne peuvent éviter une démoralisation définitive et prouver leur droit d'être des citoyens que par l'insurrection ! Le bourgeois sentimental voit en imagination une Arcadie idyllique, où, sous la seule pression de « l'opinion publique », « le gouvernement sera obligé de faire sans cesse de nouvelles concessions, jusqu'à ce qu'il soit finalement acculé et qu'il ne lui reste qu'à céder le pouvoir à l'Assemblée constituante, élue au suffrage universel, égal, direct et secret, comme le réclame la société » (avec une Chambre haute ?). « Cette remise pacifique (!!) du pouvoir par le gouvernement actuel à l'Assemblée nationale constituante, qui organisera l'Etat et le gouvernement sur de nouvelles bases, n'a absolument rien d'invraisemblable. » Et cette géniale philosophie d'une bourgeoisie rampante est complétée par le conseil suivant : rallier à nous l'armée, surtout les officiers ; organiser, « sans en attendre l'autorisation », des milices populaires ; instituer des organes d'auto-administration locale (lisez : administration des propriétaires fonciers et des capitalistes) comme « éléments du futur gouvernement provisoire ».

Cette confusion-là ne manque pas de sens. La bourgeoisie ne veut pas autre chose qu'arriver « pacifiquement » au

pouvoir, *sans insurrection populaire*, car celle-ci serait bien capable de triompher, de conquérir la République et la vraie liberté, d'armer le prolétariat, de soulever des millions de paysans. Escamoter le mot d'ordre de l'insurrection, s'en détourner et en détourner les autres, conseiller comme un « prologue » l'organisation immédiate de l'auto-administration locale (qui n'est accessible qu'aux Troubetskoï, aux Pétrounkévitch, aux Fédorov et Cie), c'est justement ce qu'il faut à la bourgeoisie pour trahir la révolution et s'entendre avec le tsar (monarchie et Chambre haute) *contre* la « populace ». C'est pourquoi cette sentimentalité libérale exprime les pensées les plus secrètes et les intérêts les plus profonds du sac d'écus.

Quant à la sentimentalité social-démocrate de l'*Iskra*, elle ne manifeste que l'insuffisance intellectuelle d'une fraction de la social-démocratie, l'abandon par elle de la seule tactique révolutionnaire du prolétariat, qui consiste à démasquer implacablement les illusions opportunistes et bourgeoises sur la possibilité de concessions pacifiques de la part du tsarisme, sur l'instauration d'une auto-administration locale avant la destruction de l'autocratie, sur l'élection de représentants du peuple comme prologue de l'insurrection. Non, nous devons montrer d'une façon aussi claire que catégorique la nécessité de l'insurrection dans l'état actuel des choses, nous devons appeler franchement à l'insurrection (sans évidemment en fixer d'avance la date), appeler à l'organisation immédiate de l'armée révolutionnaire. L'organisation la plus audacieuse et la plus largement conçue de cette armée, voilà le seul prologue de l'insurrection. Seule, l'insurrection peut pratiquement assurer la victoire de la révolution, et il va de soi que celui qui connaît les conditions locales mettra toujours en garde contre des tentatives insurrectionnelles prématurées. L'organisation véritable d'une auto-administration locale vraiment populaire ne peut être que l'épilogue d'une insurrection victorieuse.

« Prolétari » n°12, 16 (3) août 1905

Conforme au texte du journal

NOTE SUR LA RÉSOLUTION DE LA CONFÉRENCE DES ORGANISATIONS DU P.O.S.D.R. À L'ÉTRANGER[77]

Note de la Rédaction. L'extrême énergie que met le Comité central du P.O.S.D.R. à promouvoir l'unité du Parti, est visible dans la Lettre ouverte à la Commission d'organisation, publiée dans le présent numéro. Nous rappellerons simplement que pour réaliser l'unité il faut une base d'organisation commune. La seule que nous connaissions jusqu'à présent est constituée par les statuts du P.O.S.D.R. adoptés au cours du III[e] Congrès du Parti, et qui garantissent parfaitement les droits légitimes de la minorité.

« Prolétari » n°12, 16 (13) août 1906

Conforme au texte du journal

NOTE SUR L'ARTICLE DE M. POKROVSKI « LES PROFESSIONS INTELLECTUELLES ET LES SOCIAL-DÉMOCRATES»

Il nous semble que le désaccord entre l'auteur de l'article « Les gens de l'*Osvobojdénié* à l'œuvre » et le camarade qui signe « Un Instituteur » [78] est moins considérable que ne le pense ce dernier. Le vieux militant révolutionnaire accoutumé à la lutte des tendances politiques acquiert de la précision dans les idées et est naturellement enclin à supposer des idées aussi précises chez les autres, à les ranger dans un « parti » en raison de leurs opinions (ou de leur manque d'opinions) sur une question donnée. Il est incontestablement utile à l'agitateur, dans les réunions publiques, de prendre en considération, non seulement le point de vue « politique » mais aussi le point de vue « pédagogique », de se substituer à ses auditeurs, d'expliquer plutôt que de « fulminer », etc. Les exagérations ne valent jamais rien, mais s'il fallait choisir, nous préférerions la précision étroite et intolérante au baume d'une imprécision conciliante. La crainte de la « tyrannie » n'écartera de nous que les natures flasques et molles. Quiconque a une « étincelle » du feu sacré se rendra vite compte — et la vie le lui prouvera — que les opinions politiques précises et brutales sur le « partisan mythique de l'*Osvobojdénié* » sont parfaitement justifiées et que ce partisan type de l'*Osvobojdénié* ne lui a paru « mythique » qu'en

raison d'une certaine inexpérience politique. Le camarade « Instituteur », dont les indications sont très précieuses par suite de sa connaissance du milieu, constate lui-même avec quelle promptitude « les vérités amères sont assimilées ».

« Prolétari » n°13, 22 (9 août) 1906

Conforme au texte du journal

RÉPONSE DE LA RÉDACTION DU *PROLÉTARI* AUX QUESTIONS DU CAMARADE «OUVRIER»[79]

Note de la Rédaction. Nous répondons aux questions du camarade :

1) oui, diriger et gouverner jusqu'à la convocation d'une Assemblée nationale constituante ; 2) dans les circonstances où cette participation rendra possible « une lutte sans merci contre toutes tentatives contre-révolutionnaires et la défense des intérêts particuliers de la classe ouvrière » (extrait de la résolution du III[e] Congrès) ; 3) dans la résolution du III[e] Congrès à propos de l'insurrection, il est clairement dit qu'il faut « expliquer au prolétariat, par la propagande et l'agitation *non seulement* la signification politique, *mais* l'aspect pratique et d'organisation de la prochaine insurrection armée ». Ce qui veut dire : il faut développer la conscience des masses, leur expliquer la signification politique de l'insurrection. Mais c'est encore insuffisant. Il faut en outre appeler les masses à la lutte armée, commencer dès maintenant à s'armer et à organiser des détachements de l'armée révolutionnaire. Ensuite nous devons dire à l'auteur de la lettre que les résolutions du congrès et de la conférence sur le gouvernement révolutionnaire provisoire se sont vu consacrer toute une brochure de N. Lénine : « *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* ». Enfin, au sujet de la scission, nous dirons que l'indignation de l'au-

teur est tout à fait légitime. Nous lui conseillons de lutter pour que tous reconnaissent des règles uniques d'organisation du parti, de lutter sans se laisser troubler par les hurlements des intellectuels dénonçant le poing brandi d'en haut ou d'en bas, de lutter non pas en cachette, par la voie des intrigues, en créant de nouveaux groupes ou un nouveau parti, mais ouvertement, directement, dans le cadre de l'une des organisations du P.O.S.D.R.

« Prolétari » n°13, 22 (9) août 1905

Conforme au texte du journal

« UNION DU TSAR AVEC LE PEUPLE ET DU PEUPLE AVEC LE TSAR »

Nous parlions dans le n° 12 du *Prolétari*, paru le 3 (16) août, de la possibilité d'une convocation prochaine de la Douma de Boulyguine et analysions la tactique de la social-démocratie à l'égard de cette institution *. Le projet Boulyguine est maintenant devenu loi et le manifeste du 6 (19) août annonce la réunion de la « Douma d'Etat » « au plus tard à la mi-janvier 1906 ».

C'est donc pour le premier anniversaire du 9 janvier, jour où les ouvriers de Pétersbourg scellèrent de leur sang le début de la révolution en Russie et leur décision de combattre pour la victoire de cette révolution avec l'énergie du désespoir, c'est pour l'anniversaire de ce grand jour que le tsar se prépare à convoquer une assemblée — aussi grossièrement truquée que possible et filtrée par la police — de propriétaires fonciers, de capitalistes et d'un nombre infime de paysans riches à plat ventre devant les autorités. Le tsar a l'intention de conférer avec cette assemblée, la considérant comme la représentation du « peuple ». Or la classe ouvrière entière, les millions de travailleurs qui n'ont pas d'exploitation familiale ne participeront à aucun titre à l'élection des « représentants du peuple ». Qui vivra verra si le tsar a raison d'escompter ainsi l'impuissance de la classe ouvrière...

Tant que le prolétariat révolutionnaire ne s'est pas armé et n'a pas vaincu le gouvernement autocratique, il est impossible d'attendre quoi que ce soit de mieux que

* Voir le présent tome, pp. 181-189. (*N.R.*)

cette aumône faite à la grande bourgeoisie, aumône qui ne coûte rien au tsar et ne l'engage à rien. Elle n'aurait, d'ailleurs, sans doute même pas été faite si la question de la guerre et de la paix ne se posait de façon de plus en plus menaçante. Sans avoir consulté les propriétaires fonciers et les capitalistes, le gouvernement autocratique n'ose ni imposer au peuple la continuation d'une guerre insensée ni élaborer les mesures propres à faire supporter tous les frais de la guerre aux ouvriers et aux paysans, à l'exclusion des nantis.

Quant au contenu même de la loi sur la Douma d'Etat, il a pleinement confirmé les pires prévisions. On ne sait pas encore si cette Douma sera vraiment réunie, car il n'est pas difficile de reprendre de semblables aumônes, et les monarques absolus de tous les pays ont fait et violé à la douzaine les promesses de cet ordre ; on ne sait pas encore dans quelle mesure cette Douma future saura, si elle se réunit, si elle n'est pas tuée dans l'œuf, devenir au sein des masses populaires le centre d'une agitation politique vraiment large contre l'autocratie. Ce qui est hors de doute, c'est que la nouvelle loi sur la Douma d'Etat fournit à notre agitation la documentation la plus riche, permettant de faire toucher du doigt la nature même de l'autocratie, de dévoiler ses soutiens de classe, de faire éclater toute l'incompatibilité de ses intérêts et de ceux du peuple, de répandre nos revendications démocratiques révolutionnaires. On peut dire sans crainte de tomber dans l'exagération que le manifeste et la loi du 6 (19) août doivent dès maintenant devenir le livre de chevet de tout agitateur politique, de tout ouvrier conscient, car c'est un condensé de toutes les infamies, les vilenies, l'asiatisme, la violence, l'exploitation dont le régime social et politique de la Russie est pétri. Il n'est pour ainsi dire pas une phrase de ce manifeste et de cette loi qui ne soit un canevas tout prêt pour les commentaires politiques les plus riches et les plus substantiels capables d'éveiller la pensée démocratique et la conscience révolutionnaire.

Plus on remue l'ordure, plus elle pue, dit le proverbe. On croirait, en lisant le manifeste et la loi sur la Douma d'Etat, que l'on s'est mis à remuer sous votre nez des ordures accumulées depuis des temps immémoriaux.

Ce qui a fait la force de l'autocratie, c'est l'oppression séculaire où elle a maintenu le peuple travailleur, l'ignorance et l'abrutissement de celui-ci, la stagnation de l'économie et le bas niveau de développement général. C'est sur ce canevas qu'a pu croître librement et faire l'objet d'une propagande hypocrite la doctrine de « l'union indissoluble du tsar avec le peuple et du peuple avec le tsar », doctrine qui met le pouvoir autocratique du tsar au-dessus de toutes les castes et de toutes les classes, au-dessus de la division en riches et en pauvres, et lui fait représenter les intérêts généraux du peuple tout entier. Nous voici maintenant en présence d'une tentative de manifester cette « union » *par des actes* sous la forme la plus timide et la plus embryonnaire, celle d'une simple *conférence* du tsar avec « les élus de toute la terre russe ». Et que voyons-nous ? Il apparaît aussitôt que « l'union du tsar avec le peuple » n'est possible que par l'intermédiaire d'une armée de fonctionnaires et de policiers, veillant à la solidité de la muselière mise au peuple. Il faut, pour « l'union », que le peuple n'ose ouvrir la bouche. Les propriétaires fonciers et les capitalistes admis aux élections à deux degrés (ils élisent d'abord dans les districts ou les circonscriptions urbaines, des grands-électeurs qui élisent à leur tour les membres de la Douma d'Etat) sont considérés comme formant seuls le « peuple ». Les *exploitants agricoles* ne sont considérés comme faisant partie du peuple qu'après avoir été filtrés par des élections *à quatre degrés* sous la surveillance, la tutelle et la férule des maréchaux de la noblesse [80], des *zemskié natchalniki* et des fonctionnaires de police. Les exploitants agricoles élisent les membres des assemblées de canton. Les assemblées de canton élisent chacune deux délégués. Ces délégués désignent les grands-électeurs provinciaux. Enfin ces grands-électeurs provinciaux représentant les paysans, réunis à ceux qui émanent des propriétaires fonciers et des capitalistes (des villes), élisent les députés à la Douma d'Etat. Les grands-électeurs provinciaux représentant les paysans sont presque partout en minorité. Ils ne sont assurés que d'avoir un membre de la Douma par province pris obligatoirement parmi les paysans, soit 51 sièges sur 412 (dans les 51 provinces de la Russie d'Europe).

La classe ouvrière des villes, les paysans pauvres, les valets de ferme, les paysans ne possédant pas de maison ne participent à aucun degré aux élections.

L'union du tsar et du peuple, c'est l'union du tsar, des propriétaires fonciers et des capitalistes, auxquels on ajoute une poignée de paysans riches, tout en soumettant les élections d'un bout à l'autre au contrôle le plus sévère de la police. Il n'est même pas question des libertés de parole, de presse, de réunion, d'association, sans lesquelles les élections ne sont que comédie pure.

La Douma d'Etat ne jouit pas de l'ombre d'un droit, toutes ses décisions étant consultatives et non obligatoires. Ses décisions sont transmises au Conseil d'Etat, c'est-à-dire soumises à l'étude et à l'approbation des fonctionnaires. Elle n'est qu'une maison de poupée flanquant l'édifice bureaucratique et policier. Le public n'est pas admis à ses séances. La presse ne peut publier de comptes rendus de séance que lorsque le huis clos n'a pas été prononcé ; or, il suffit d'une décision de fonctionnaire, il suffit que le ministre considère la question débattue comme un secret d'Etat, pour que les séances aient lieu à huis clos.

La nouvelle Douma d'Etat est l'éternel commissariat de police russe, en un peu plus grand. Le riche propriétaire foncier et le fabricant capitaliste (parfois le paysan riche) sont admis à « conférer » en séance « publique » au commissariat (ou chez le *zemski natchalnik*, ou chez l'inspecteur de fabrique, etc.) ; ils ont toujours le droit de soumettre leurs opinions à la « bienveillante attention » de Sa Majesté impériale..., de l'officier de police du quartier, voulons-nous dire. Quant au « bas peuple », ouvriers des villes et va-nu-pieds des campagnes, il va de soi qu'il n'est jamais admis à aucune « conférence ».

La seule différence, c'est qu'il y a quantité de commissariats de police et que tout s'y passe entre quat-z-yeux. Mais il n'y a qu'une Douma d'Etat, et il a bien fallu publier le mode d'élection de ses membres et les limites de ses droits. Cette publication, répétons-le, démasque elle-même de façon remarquable toute l'infamie de l'autocratie tsariste.

Du point de vue des intérêts du peuple, la Douma d'Etat est la contrefaçon la plus insolente d'une « représentation nationale ». Et comme un fait exprès, le discours de M. Dournovo, l'arrestation de MM. Milioukov et C^ie^, le geste impudent de M. Charapov surviennent juste à propos pour souligner l'insolence de cette contrefaçon. Le nouveau gouverneur-général de Moscou, Dournovo, accueilli avec enthousiasme par la presse réactionnaire, a laissé transpirer dans son discours les vrais desseins du gouvernement qui a promulgué, en même temps que le manifeste et la loi du 6 août sur la Douma d'Empire, le même jour, un ukase révoquant l'« ukase au Sénat » du 18 février 1905. L'ukase du 18 février autorisait les particuliers à formuler des propositions et des opinions concernant la bonne marche de l'Etat. Les membres des zemstvos et les représentants des intellectuels arguaient de ce texte pour organiser des réunions, des conférences, des congrès, que la police tolérait. Cet ukase est maintenant abrogé. Les « propositions et opinions concernant la bonne marche de l'Etat » doivent désormais être « respectueusement présentées » au gouvernement autocratique « en suivant la voie établie par l'institution de la Douma d'Etat » ! C'est donc la fin de l'agitation, la fin des assemblées et des congrès. La Douma d'Etat existe, que vous faut-il encore ? C'est ce qu'a justement déclaré M. Dournovo : Aucun congrès des zemstvos ne sera plus toléré.

Les libéraux de notre parti « constitutionnel-démocrate » (lisez monarchiste) se trouvent bernés une fois de plus. Ils comptaient sur une Constitution, et voici qu'on leur interdit toute agitation constitutionnelle à l'occasion du « bienveillant octroi » par le souverain d'une institution qui n'est qu'une caricature de Constitution !

Mais M. Charapov a laissé filtrer davantage encore. Il conseille tout net, dans son journal subventionné par le gouvernement (le *Rousskoïé Diélo*), d'installer des *cosaques* au siège de la Douma... en prévision des manifestations « intempestives » auxquelles pourrait se livrer cette dernière. L'union du tsar avec le peuple implique que les représentants du peuple parlent et agissent comme l'entend le tsar. Sinon, les cosaques disperseront la Douma. Sinon, les membres de la Douma peuvent être arrêtés, sans cosa-

ques aussi bien, avant même d'être arrivés à la Douma. Le manifeste sur l'union du tsar avec le peuple a été publié le samedi 6 août. Et, le dimanche 7, un des chefs de la tendance *modérée* de l'*Osvobojdénié* ou du Parti constitutionnel-démocrate (lisez : monarchiste), M. Milioukov, était arrêté non loin de Pétersbourg avec une dizaine de ses amis politiques. On a l'intention de les poursuivre en raison de leur participation à l'*Union des unions*. On les élargira sans doute bientôt, mais il sera facile de leur fermer les portes de la Douma : il suffira de les déclarer « sous le coup d'une instruction ou de poursuites » !...

Le peuple russe reçoit ses premières petites leçons de constitutionnalisme. Les lois sur l'élection des représentants du peuple ne vaudront pas un sou tant que la souveraineté du peuple n'aura pas été *conquise en réalité*, tant qu'il n'y aura pas de liberté complète de parole, de presse, de réunion, d'association, tant que les citoyens ne seront pas armés pour pouvoir assurer l'inviolabilité des personnes. Nous avons dit plus haut que la Douma d'Etat était une contrefaçon de représentation nationale. Il en est indéniablement ainsi du point de vue de la *souveraineté du peuple*. Mais cette théorie n'est admise ni par le gouvernement autocratique ni par la bourgeoisie libérale monarchiste (*Osvobojdénié* ou Parti constitutionnel-monarchiste). *Trois* théories sont actuellement en présence en Russie, sur l'importance desquelles nous aurons encore à revenir plus d'une fois : 1) la théorie de la *conférence* du tsar avec le peuple (ou de « l'union du tsar avec le peuple et du peuple avec le tsar », comme dit le manifeste du 6 août) ; 2) la théorie de l'*accord* du tsar et du peuple (programme de l'*Osvobojdénié* et des congrès des zemstvos) ; 3) la théorie de la *souveraineté du peuple* (programme de la social-démocratie et de la démocratie révolutionnaire en général).

Du point de vue de la théorie de la *conférence*, il est naturel que le tsar ne confère qu'avec ceux qui lui conviennent et de la manière qui lui convient. Et la Douma d'Etat montre admirablement avec qui et comment il plaît au tsar de conférer. Du point de vue de la théorie de l'*accord*, le tsar n'a pas à se soumettre à la volonté du peuple, dont il se borne à tenir compte. Mais comment

en tenir compte, dans quelle mesure, voilà ce que ne saurait nous dire la théorie de l'« accord » chère à l'*Osvobojdénié*, et la bourgeoisie qui la professe est vouée, tant que le tsar gardera le pouvoir réel, à quémander et à marchander misérablement, dans le désir de tirer parti contre le peuple des victoires du peuple. Du point de vue de la *souveraineté du peuple*, l'entière liberté de l'agitation et des élections doit être assurée d'abord ; puis la réunion d'une Assemblée constituante représentant le peuple entier, c'est-à-dire élue au suffrage universel, direct, égal et au scrutin secret et qui, exerçant sans partage et uniquement la plénitude absolue du pouvoir, réaliserait effectivement la souveraineté du peuple.

Nous arrivons ainsi à notre mot d'ordre d'agitation (celui du P.O.S.D.R.) concernant la Douma d'Etat. Qui peut en réalité assurer la liberté des élections et la plénitude du pouvoir de l'Assemblée constituante ? Seul le peut le peuple armé, organisé en *armée révolutionnaire*, ralliant tout ce qu'il y a d'honnête et de vivace dans l'armée du tsar, victorieux des forces du tsar, remplaçant le gouvernement autocratique du tsar par un *gouvernement révolutionnaire provisoire*. La création de la Douma d'Etat, qui, d'une part, « appâte » le peuple par l'idée d'une forme représentative de gouvernement et n'est, de l'autre, que la contrefaçon la plus grossière d'une représentation du peuple, servira de source inépuisable pour l'agitation révolutionnaire la plus large parmi les masses ; c'est un prétexte magnifique à l'organisation de réunions, de manifestations, de grèves politiques, etc. Le mot d'ordre de toute cette agitation doit être : insurrection armée, formation immédiate de groupes de combat et de détachements de l'armée révolutionnaire, abolition du pouvoir impérial et formation d'un gouvernement révolutionnaire provisoire chargé de réunir l'Assemblée nationale constituante. La détermination du moment de l'insurrection dépend, cela va de soi, des conditions locales. Nous pouvons dire seulement qu'il est, de façon générale, avantageux au prolétariat révolutionnaire de différer quelque peu, à l'heure qu'il est, l'insurrection. L'armement des ouvriers s'améliore peu à peu, les troupes sont de moins en moins sûres, la crise militaire est près d'une solution (guerre ou

paix coûteuse) ; des tentatives insurrectionnelles prématurées pourraient dans cette situation être extrêmement préjudiciables.

Il nous reste, pour conclure, à rapprocher brièvement ce mot d'ordre tactique des autres mots d'ordre. Comme nous l'avons déjà indiqué dans le n° 12 du *Prolétari*, notre mot d'ordre coïncide avec ce que la plupart des camarades militant en Russie entendent par « boycottage actif ». La tactique de l'*Iskra*, qui recommande dans son n° 106 l'organisation immédiate d'une auto-administration révolutionnaire et l'élection de mandataires du peuple, prologue possible de l'insurrection, est tout à fait erronée. Tant que les forces nécessaires à l'insurrection et à sa victoire font encore défaut, il est ridicule de parler de l'auto-administration révolutionnaire du peuple. Ce n'est pas là un prologue, c'est l'épilogue de l'insurrection. Cette tactique erronée ne ferait que le jeu de la bourgeoisie de l'*Osvobojdénié* : 1° parce qu'elle escamote ou fait passer au second plan le mot d'ordre de l'insurrection en y substituant celui de l'organisation d'une auto-administration révolutionnaire, et 2° parce qu'elle permettrait aux bourgeois libéraux de faire passer plus facilement *leurs* élections (des zemstvos et des villes) pour des élections populaires, car il ne peut y avoir d'élections populaires tant que le tsar garde le pouvoir ; tandis que les libéraux peuvent encore effectuer les élections des zemstvos et des villes, malgré les menaces de MM. Dournovo et consorts.

Le prolétariat est exclu des élections de la Douma. Le prolétariat n'a donc pas à boycotter la Douma : cette Douma tsariste boycotte par définition le prolétariat. Mais le prolétariat est intéressé à soutenir la partie de la démocratie bourgeoise qui penche pour les méthodes d'action révolutionnaires et non pour les marchandages, qui envisage le boycottage de la Douma et une agitation accrue dans le peuple contre la Douma. Le prolétariat ne saurait passer sous silence la première trahison, la première inconséquence des représentants de la démocratie bourgeoise, qui parlent du boycottage de la Douma (au premier scrutin la *majorité* du congrès des zemstvos de juillet s'est même exprimée pour le boycottage), prononcent des phrases ronflantes sur l'appel au peuple et non au tsar (M. Pétroun-

kévitch au même congrès) et sont pourtant disposés à laisser passer sans protestation véritable, sans entreprendre une large agitation, ce nouvel outrage aux revendications du peuple, sont prêts à renoncer au boycottage et à se rendre à la Douma. Le prolétariat ne saurait s'abstenir de démentir les phrases mensongères que la presse libérale prodigue (voir, par exemple, la *Rouss* du 7 août) depuis qu'elle est partie en guerre contre le boycottage. MM. les journalistes libéraux démoralisent le peuple en lui assurant qu'un chemin paisible lui est ouvert, que la « lutte pacifique des opinions » est possible (expliquez alors, messieurs, pourquoi donc Milioukov n'a pas pu combattre « pacifiquement » Charapov). MM. les journalistes libéraux trompent le peuple en déclarant que les membres des zemstvos « peuvent dans une certaine mesure (I) paralyser (II) la pression que les *zemskié natchalniki* et, de façon générale, les administrations locales ne manqueront pas d'exercer sur les électeurs paysans » (*Rouss*, même jour). Les journalistes libéraux déforment profondément la signification de la Douma d'Etat dans la révolution russe, quand ils comparent cette Douma à la Chambre prussienne à l'époque du conflit budgétaire avec Bismarck (1863). A la vérité, si l'on veut recourir ici à des comparaisons, ce n'est pas aux époques constitutionnelles, c'est à une époque de lutte pour la Constitution, à un début de révolution qu'il faut les emprunter. Procéder autrement, c'est passer d'un saut de l'époque de la bourgeoisie révolutionnaire à celle de la bourgeoisie réconciliée avec la réaction. (Voir, dans le n° 5 du *Prolétari*, le parallèle entre nos Pétrounkévitch et l'« ex-révolutionnaire » — depuis ministre — Andrassy *.) La Douma d'Etat rappelle le « Landtag uni » (la Diète) de Prusse créé le 3 février *1847*, un an avant la révolution. Les libéraux prussiens se préparaient alors eux aussi à boycotter cette Chambre consultative de propriétaires fonciers, ce qu'ils ne firent d'ailleurs pas. *Annehmen oder ablehnen?* demandaient-ils au peuple (*Accepter ou refuser?* — c'était le titre d'une brochure du libéral bourgeois Heinrich Simon éditée en 1847). Le Landtag prussien se réunit

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, pp. 533-538. (*N.R.*)

(sa première session s'ouvrit le 11 avril 1847 et se termina le 26 juin de la même année) et suscita une série de conflits entre les constitutionnalistes et le pouvoir absolu, mais resta une institution morte tant que le *peuple révolutionnaire, le prolétariat de Berlin en tête*, n'eut pas battu les troupes royales au cours de l'*insurrection du 18 mars 1848*. C'est alors que la Douma d'Etat... le Landtag uni, voulons-nous dire, alla au diable. C'est alors qu'une assemblée nationale fut convoquée (non par le gouvernement révolutionnaire malheureusement, mais par le roi, que les ouvriers révolutionnaires de Berlin n'avaient pas achevé) sur les bases du suffrage universel et d'une liberté relative de l'agitation.

Que les bourgeois traîtres à la révolution entrent donc dans cette Douma d'Etat mort-née. Le prolétariat de Russie décuplera son agitation et préparera notre 18 mars 1848 (ou mieux, notre 10 août 1792).

« Prolétari » n°14, 29 (16) août 1905

Conforme au texte du journal

LES CENT-NOIRS ET L'ORGANISATION DE L'INSURRECTION

Les événements de Nijni-Novgorod et de Balachov ont retenu l'attention générale. Nous avons donné dans le dernier numéro une relation détaillée des massacres de Nijni-Novgorod. Nous relatons aujourd'hui ceux de Balachov. Les hauts faits des Cent-Noirs se multiplient. La social-démocratie doit considérer avec attention l'importance que ce fait acquiert dans le développement de la révolution. Voici encore, pour compléter la correspondance reçue de Samara, un tract intéressant édité par le groupe du P.O.S.D.R. de Borissoglebsk :

« Ouvriers et habitants de Borissoglebsk ! Les incidents de Balachov et de Nijni-Novgorod, dans lesquels la police s'est révélée capable d'organiser le massacre de tous ceux qui font preuve d'indépendance d'esprit, vous ont montré le sérieux de la situation créée par la révolution. L'heure des paroles et de la critique platonique est passée. Par la force même des choses, le gouvernement nous incite à passer des discours aux actes. Il voit que le mouvement révolutionnaire a dépassé la phase où la police et la gendarmerie luttaient seules contre lui. Il se rend compte que les troupes régulières du ministère de l'Intérieur ne lui suffisent plus dans la lutte contre l'« ennemi intérieur ». Toute la population de l'Empire russe est devenue « séditieuse », elle est « l'ennemi intérieur », et le gouvernement en est réduit à recruter des volontaires pour l'armée régulière. Mais, appelant en masse au « service de l'Etat » les va-nu-pieds, les voyous, les filous et autres éléments de cet acabit qui ne s'embarrassent d'aucune entrave bureaucratique, notre gouvernement s'est vu forcé de modifier les procédés dont il use depuis des siècles pour agir sur les masses ainsi que les vieux stratagèmes employés pour combattre la révolution. Il traite le mal par le mal. Notre gouvernement n'a su jusqu'à présent que lutter contre la presse. Il publie

aujourd'hui lui-même des proclamations dans les *Moskovskié Viédomosti*, le *Rousskoïé Diélo*, le *Grajdanine*, le *Dien* et autres organes officiels. Il se bornait jusqu'à présent à traquer les agitateurs. Il envoie aujourd'hui des évêques, des généraux, des Charapov, des Gringmout, etc., faire de l'agitation dans le peuple. Il se bornait jusqu'à présent à étouffer toute organisation. Il organise maintenant lui-même les ligues de vrais Russes, des ligues de patriotes, des associations monarchistes. Il tremblait jusqu'à présent à l'idée d'une insurrection. Il fomente maintenant lui-même les soulèvements des Cent-Noirs, il espère déclencher la guerre civile. Terrifié par l'imminence de la révolution, il emprunte à celle-ci ses propres armes : organisation, propagande et agitation. A l'aide de ces armes à double tranchant, à l'aide des Cent-Noirs, il commence à monter des scènes d'indignation populaire, des scènes de contre-révolution. Après s'être « fait la main » dans les provinces éloignées, il entreprend une grande tournée théâtrale dans le centre de la Russie. Nous venons d'assister à des spectacles de ce genre à Nijni-Novgorod et à Balachov, et l'on ne peut nier que les efforts de l'autocratie n'aient été, ici également, couronnés de succès. Les méthodes « révolutionnaires » se sont révélées efficaces ; de nombreux ennemis de l'autocratie ont été frappés et tués ; la population est terrifiée par cette terreur légale.

« Cette expérience ne manquera pas d'être suivie d'autres. Devant les lauriers de leurs collègues, les autres Cent-Noirs n'auront de cesse qu'ils ne se soient fait, eux aussi, la main. Où il y a révolution, il y a également contre-révolution, et Borissoglebsk doit se préparer à faire l'expérience des talents d'organisation des notables Cent-Noirs locaux. Nous avons des raisons de nous attendre, à Borissoglebsk, à des pogroms contre les Juifs, les ouvriers et les intellectuels. Aussi le groupe de Borissoglebsk, soucieux de préparer une digne riposte à toutes les « mesures extra-légales » que le gouvernement pourrait prendre afin d'étouffer le mouvement révolutionnaire, ouvre-t-il une souscription destinée à couvrir les frais de l'organisation d'une autodéfense armée et invite-t-il tous ceux dont la sympathie ne va ni au gouvernement ni aux Cent-Noirs à contribuer de leur argent et de leurs armes à l'organisation de groupes d'autodéfense. »

La guerre civile est réellement imposée à la population par le gouvernement lui-même. Les « va-nu-pieds, les voyous et les filous » sont, en effet, appelés au service de l'Etat. Les discours bourgeois des partisans de l'*Osvobojdénié*, qui déclarent criminelle et insensée la prédication de l'insurrection, funeste l'organisation de l'autodéfense (voir l'*Osvobojdénié* n° 74), cessent, désormais, d'être simplement une platitude politique énorme qui absout l'autocratie et atteste (en fait) une complaisance servile à l'égard des *Moskovskié Viédomosti*. Non, ces discours de l'*Osvobojdénié* sont le bégaiement servile de vieillards momifiés que le mouvement révolutionnaire jette implacablement

par-dessus bord, qu'il relègue au musée des curiosités, leur véritable place. Certes, on peut et on doit engager des discussions théoriques sur la nécessité de l'insurrection, les résolutions tactiques qui y sont consacrées doivent être mises au point avec la plus grande minutie, mais on ne doit pas oublier pour autant que les événements se frayent d'eux-mêmes, impérieusement, leur chemin en dépit de toutes les casuistiques. On ne saurait oublier que les formidables antagonismes accumulés pendant des siècles dans la vie russe se développent avec une force irrésistible, poussant à l'action les masses populaires, jetant au rebut les doctrines mortes et figées du progrès pacifique. Les opportunistes de tout acabit se plaisent à nous dire : profitez des leçons de la vie. Malheureusement, ce qu'ils appellent la vie, ce n'est que le bourbier des périodes de paix, des époques de stagnation pendant lesquelles la vie ne progresse presque pas. Ils *retardent* sans cesse, les aveugles, sur les leçons de la réalité *révolutionnaire*. Leurs doctrines mortes retardent toujours sur le mouvement impétueux de la révolution, qui exprime les exigences essentielles de la vie, qui met en jeu les intérêts les plus profonds des masses populaires.

Voyez, par exemple, à quel point sont maintenant ridicules, face à ces leçons de la vie, les clameurs d'une certaine fraction de la social-démocratie sur le danger qu'il y a à envisager l'insurrection comme une conspiration, sur l'étroitesse de la conception « jacobine » de la nécessité de l'insurrection, sur l'exagération de l'importance et du rôle de la force matérielle dans les événements politiques imminents. Ces clameurs se sont élevées juste à la veille du moment où l'insurrection est devenue pour le peuple la nécessité la plus vitale, la plus pressante, du moment où les masses les plus étrangères aux « conspirations » sont poussées à l'insurrection par les hauts faits des Cent-Noirs. *La mauvaise doctrine est admirablement amendée par une bonne révolution.* La nouvelle *Iskra* fait des mots d'esprit émoussés, à la Bourénine [81] (frisant le ricanement), parce qu'une brochure étudie spécialement les problèmes militaires de la révolution et traite même des attaques de jour et de nuit ; parce que nous disons qu'il faut penser à créer des quartiers généraux insurrectionnels et assurer des

« permanences » de militants à même d'être renseignés à temps sur tout pogrom, sur toute action de « l'ennemi » et de donner à temps les ordres nécessaires à nos forces de combat, au prolétariat révolutionnaire organisé. Mais nous voyons au même instant les actes des mencheviks russes répondre comme par ironie à la doctrine inanimée des mencheviks de l'étranger. Le n° 13 du *Prolétari* nous apprend que les bolcheviks ont conclu un accord à Ekatérinoslav à un moment critique et avec les mencheviks et avec le Bund [82] (les Cent-Noirs menaçaient la ville d'un pogrom. Y a-t-il aujourd'hui, en Russie, une ville ou un bourg où l'on ne s'attende à quelque chose d'analogue ?). « Souscriptions communes pour l'armement, plan d'action commun, etc. » Le fait que les social-démocrates ont appelé les ouvriers de l'usine de Briansk à organiser la défense au cours d'un meeting auquel assistaient 500 personnes montre de quel plan il s'agissait. « Les ouvriers organisés de l'usine de Briansk furent ensuite répartis pour la soirée dans certaines maisons. Des patrouilles furent désignées, un état-major constitué, etc. Nous étions tous, en un mot, sur le qui-vive. » (On se communiqua notamment les « sièges des quartiers généraux » des trois organisations ouvrières citées plus haut.)

Les ricanements des collaborateurs de la nouvelle *Iskra* visent leurs propres camarades militants !

Vous avez beau faire une moue dédaigneuse, messieurs, quand on parle des attaques de nuit et autres questions spéciales de tactique militaire ; vous avez beau vous gausser du « plan » prévoyant le maintien en alerte des secrétaires ou de simples militants des organisations pour le cas d'actions militaires soudaines. La vie l'emporte, la révolution instruit, stimulant et réveillant les pédants les plus figés. Les questions militaires, même les plus spéciales, *doivent* être étudiées en temps de guerre civile, et l'intérêt que les ouvriers y portent est on ne peut plus légitime et sain. Les quartiers généraux (ou les tours de garde des militants) *doivent* être organisés lorsqu'il le faut. Désigner des patrouilles, loger des détachements, voilà des fonctions purement militaires, voilà les premières opérations de *l'armée révolutionnaire*, voilà l'organisation de l'insurrection armée, l'organisation du *pouvoir*

révolutionnaire, qui mûrit et s'affermit dans ces petits préparatifs et ces légères escarmouches, y éprouvant ses forces, y apprenant à combattre, se préparant à la victoire, à cette victoire d'autant plus proche et d'autant plus probable que la crise politique générale est plus profonde, que l'effervescence, le mécontentement et l'hésitation sont plus graves dans l'armée du tsar.

L'exemple des camarades d'Ekatérinoslav et de Borissoglebsk doit être et sera, dans des proportions grandissantes, suivi par tous les camarades social-démocrates de Russie. L'appel au concours de tous — des fonds ! des armes ! — vient à son heure. Le nombre de ceux qui, étrangers à tous les « plans » et même à toutes les idées révolutionnaires, *voient et sentent*, en présence des atrocités de la police, des cosaques et des Cent-Noirs lâchés sur des citoyens désarmés, la nécessité de recourir aux armes, grandit et grandira. Il n'y a pas à choisir, toutes les autres voies sont fermées. Il est impossible de ne pas s'émouvoir de ce qui se passe en Russie, impossible de ne pas penser à la guerre et à la révolution ; et quiconque s'émeut, pense, s'intéresse aux événements *doit* dès lors se ranger d'un côté ou de l'autre de la barricade. Vous serez assomés, estropiés et assassinés en dépit du caractère ultra-pacifique et scrupuleusement légal de votre activité. La révolution ne connaît pas de neutres. La bataille est déjà engagée. Corps à corps mortel, entre la vieille Russie de l'oppression, du servage, de l'autocratie et la jeune Russie, la nouvelle Russie populaire, la Russie des masses laborieuses, qui aspirent à la lumière et à la liberté, pour commencer ensuite avec des forces nouvelles le combat pour la libération complète de l'humanité de tout joug et de toute exploitation.

Vienne donc l'insurrection armée du peuple !

« Prolétari » n°14,
29 (16) août 1905

Conforme au texte du journal

POSTFACE DE LA RÉDACTION A L'ARTICLE « LE IIIe CONGRÈS JUGÉ PAR LES MENCHEVIKS CAUCASIENS »

Note de la Rédaction. En reproduisant cet article de l'organe de l'Union caucasienne du P.O.S.D.R. (*Lutte du Prolétariat*[88] n° 1 en russe ; n° 6 en arménien et n° 9 en géorgien), la rédaction remarquera pour sa part que les mencheviks caucasiens, les premiers peut-être à s'élever dans la presse contre le congrès, non contents de lui décocher des injures gratuites (dans l'esprit de la nouvelle *Iskra*), ont aussi essayé de contester le caractère représentatif de certains comités du Parti. L'Union caucasienne, dans son organe, en réfutant calmement et posément les arguments des mencheviks, a prouvé d'une manière remarquable l'entière légitimité du IIIe Congrès du P.O.S.D.R., même si les cinq mandats contestés par les mencheviks étaient déclarés nuls.

« Prolétari » n°14, 29 (16) août 1905

Conforme au texte du journal

LES MEMBRES « LIBÉRAUX » DES ZEMSTVOS FONT-ILS DÉJÀ MARCHE ARRIÈRE ?

Nous venons de lire la communication du correspondant à St-Pétersbourg du journal bourgeois libéral *La Gazette de Francfort* du 8 (21) août, selon laquelle le congrès des zemstvos et des municipalités qui devait se réunir, suivant la décision du congrès de juillet, juste après la publication du projet de Boulyguine et qui était déjà fixé à la fin août, *n'aura pas lieu*. Et pour quelle raison à votre avis ? Parce que le tsar a annulé le 6 août son ukase au Sénat du 18 février 1905 ! Le correspondant ajoute : « Cette lâcheté tout à fait incompréhensible des membres des zemstvos (?? *Note de la rédaction du « Prolétari »*) provoque dans les cercles politiques d'ici un étonnement général, car on ne s'attendait pas à une telle mollesse dans un moment pareil. C'est pourquoi les gens n'accordent pas encore complètement foi à cette nouvelle et se cantonnent dans l'expectative. » Depuis longtemps nous avons prédit qu'il ne serait pas difficile au gouvernement d'attirer les libéraux bourgeois de son côté et de les obliger à « se détourner de la révolution ».

« Prolétari » n°14,
29 (16) août 1905

Conforme au texte du journal

LA CLASSE OUVRIÈRE ET LA RÉVOLUTION

1. Révolution démocratique et socialiste.
2. Caractère bourgeois de la révolution démocratique, (« Révolution bourgeoise et socialiste »).
3. Les tâches de la social-démocratie en tant que parti indépendant du prolétariat.
4. Rôle de la paysannerie dans la révolution démocratique.
5. Soulèvement armé et armée révolutionnaire.
6. Le gouvernement révolutionnaire. Ses tâches.
7. La dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie.

1. a) Objectifs de la classe ouvrière. b) La *social-démocratie.* Notre programme. c) Programme *maximum* et d) *minimum.* {Ses caractéristiques (cf. les 6 points *).} e) Révolution démocratique et socialiste.

2. *Révolution bourgeoise et socialiste.* Pourquoi la révolution démocratique est-elle bourgeoise ? a) Production marchande et production capitaliste. b) La base économique. c) Le Parti constitutionnel-démocrate, son programme et sa réalité de classe. *Parti de classe.* Le congrès des zemstvos. Les unions d'intellectuels. Presse légale. d) Conseils bourgeois au prolétariat : lutte professionnelle, etc.

3. Conclusions de ce qui précède. Parti de classe indépendant ! L'organisation : syndicale et *de parti*, d'agitation et *militaire.* Marxisme : « doctrine ».

---

* Voir le présent tome, pp. 185, 186. (*N.R.*)

4. Les intérêts particuliers de la paysannerie. Survivances du servage. Pourquoi le rôle de la paysannerie est-il particulièrement important dans la révolution démocratique ? Le « partage noir », sa signification. Les paysans, alliés naturels des ouvriers. Mentalité petite-bourgeoise de la paysannerie.
5. L'insurrection. Force morale et matérielle. Armement du peuple. L'organisation *militaire* (problèmes militaires, etc.). L'armée révolutionnaire. (Exemple : Nijni-Novgorod et Ekatérinoslav) (bombes, armes).
6. Le gouvernement révolutionnaire, *organe* de l'insurrection. Signification du gouvernement révolutionnaire et du *pouvoir* révolutionnaire. Participation au gouvernement révolutionnaire. Programme du gouvernement révolutionnaire : 6 *points*. *Enflammer l'Europe*.
7. Qu'est-ce que la dictature ? Dictature d'une *classe* et dictature d'un individu. Dictature démocratique. Les classes.

Écrit en août 1905
Paru pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

PRÉFACE À LA TROISIÈME ÉDITION DE LA BROCHURE *LES TÂCHES DES SOCIAL-DÉMOCRATES RUSSES*

La troisième édition de la présente brochure paraît à un moment du développement de la révolution en Russie qui diffère essentiellement de 1897, quand cette brochure fut écrite, et de 1902, quand elle fut rééditée. Il va sans dire que la brochure ne donne qu'une esquisse générale des tâches de la social-démocratie, sans indiquer concrètement les tâches actuelles qui correspondent à l'état présent du mouvement ouvrier et révolutionnaire, ainsi qu'à l'état du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Aux tâches actuelles de notre parti j'ai consacré la brochure *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* (Genève 1905). En confrontant les deux brochures le lecteur pourra juger si l'auteur est conséquent dans les idées qu'il développe au sujet des tâches générales de la social-démocratie et des tâches spéciales du moment. Qu'une confrontation de ce genre ait son utilité, cela ressort, entre autres, de l'attaque récente de M. Strouvé, leader de notre bourgeoisie monarchiste libérale, qui, dans l'*Osvobojdénié*, accuse la social-démocratie révolutionnaire (représentée par le III^e^ Congrès du P.O.S.D.R.) de poser la question de l'insurrection armée sur le plan de l'émeute et d'un révolutionnarisme abstrait. Nous avons déjà noté dans le *Prolétari* (n° 9, « La révolution instruit ») qu'une

simple confrontation des *Tâches des social-démocrates russes* (1897), de *Que faire ?* (1902) et du *Prolétari* (1905) suffit à réfuter l'accusation de l'*Osvobojdénié* et prouve qu'il existe une relation entre le développement des idées social-démocrates sur l'insurrection et le développement du mouvement révolutionnaire en Russie. L'accusation portée dans l'*Osvobojdénié* n'est qu'une entreprise opportuniste des partisans de la monarchie libérale, qui s'efforcent de masquer leur trahison de la révolution, leur trahison des intérêts du peuple, leurs aspirations à pactiser avec le pouvoir impérial.

N. Lénine

Août 1905

Publié pour la première fois en automne 1905 dans une brochure éditée par le Comité central du P.O.S.D.R.

Conforme au texte de la brochure

NOTE SUR LA BROCHURE DE P. NIKOLAÏEV *LA RÉVOLUTION EN RUSSIE*[94]

Cette brochure a été écrite avant le 6 août. Maintenant la Douma d'Etat est déjà instituée. La classe ouvrière et tous les non-possédants n'ont absolument aucun droit d'élire les membres de la Douma. Les riches propriétaires fonciers et les marchands élisent les membres de la Douma par l'entremise des grands-électeurs provinciaux. Les paysans n'élisent même pas directement les grands-électeurs provinciaux, mais par l'entremise de délégués de district élus aux assemblées de canton. Il n'existe pas la moindre liberté d'élections, de presse et de réunion. La police demeure toute-puissante. La Douma prend des décisions qui ne sont pas obligatoires pour le gouvernement, mais ont seulement valeur consultative ; c'est dire que la Douma n'a absolument aucun pouvoir.

Publié pour la première fois en automne 1905

Conforme au manuscrit

À LA REMORQUE DE LA BOURGEOISIE MONARCHISTE OU À LA TÊTE DU PROLÉTARIAT RÉVOLUTIONNAIRE ET DES PAYSANS ?

La tactique de la social-démocratie à l'égard de la Douma d'Etat continue à figurer au premier plan des problèmes d'actualité de la lutte révolutionnaire. Les divergences de vue qui se sont révélées, quant à cette tactique, entre l'aile opportuniste (*Iskra*) et l'aile révolutionnaire (*Prolétari*) du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, doivent être examinées avec la plus grande attention, non à des fins de chicane (dégénérant parfois en querelles personnelles), mais pour vider définitivement la question et aider les militants des organisations locales à établir des mots d'ordre aussi précis, définis et uniformes que possible.

Deux mots d'abord sur l'origine de ces dissentiments. Nous avons exposé dans le n° 12 du *Prolétari*, dès avant la publication de la loi sur la Douma d'Etat, l'essence de notre tactique et de notre désaccord avec l'*Iskra*. Nous exigions : 1° le soutien de l'idée du boycottage au sens d'une agitation accrue et d'un appel au peuple, le prolétariat appuyant la gauche de la démocratie bourgeoise et démasquant impitoyablement la trahison de la droite ; 2° le boycottage actif — condition absolue — et non un « désintéressement passif », « l'agitation devant être décuplée », au point de « pénétrer de force dans les réunions électorales », enfin 3° « un mot d'ordre d'agitation clair, précis et direct » : insurrection armée, armée révolution-

naire, gouvernement révolutionnaire provisoire. Nous repoussions avec énergie le mot d'ordre de l'*Iskra* (n° 106) : « organisation d'une auto-administration révolutionnaire », le trouvant trop confus et propre à faire le jeu des gens de l'*Osvobojdénié*, c'est-à-dire de la bourgeoisie monarchiste. Nous précisions en même temps, comme si nous avions prévu que l'*Iskra* allait de nouveau multiplier les divergences de vues, notre accord avec ce journal sur la condamnation du boycottage passif.

C'est pourquoi, si maintenant l'*Iskra* fait dans son n° 108 on ne sait quelles allusions à une théorie de « non-intervention », de « bouderie », d'« abstention », de « bras croisés », etc., nous récusons de prime abord ces « objections », qui n'appartiennent pas à la polémique et ne témoignent que du désir de « piquer » le contradicteur. De tels procédés de « polémique », couronnés par l'insinuation que certains leaders voudraient bien figurer eux-mêmes dans le gouvernement provisoire, ont depuis longtemps valu à la nouvelle *Iskra* une réputation non douteuse dans les milieux les plus étendus de la social-démocratie.

Ainsi donc, les dissentiments se ramènent à ceci : l'*Iskra* n'accepte pas le mot d'ordre d'agitation que nous considérons comme capital (insurrection armée, armée révolutionnaire, gouvernement révolutionnaire provisoire). Quant au *Prolétari*, il estime absolument inadmissible « d'escamoter ou même seulemen de faire passer au second plan le mot d'ordre de l'insurrection au profit de celui de l'organisation d'une auto-administration révolutionnaire » (*Prolétari* n° 12). Toutes les autres divergences de vues ont une importance relativement moins grande. Il est par contre d'une importance particulière que l'*Iskra* commence déjà dans son n° 108 (comme cela lui est arrivé maintes fois) à se rétracter, à biaiser, à chercher des faux-fuyants ; au mot d'ordre de l'organisation d'une auto-administration révolutionnaire, elle ajoute celui des « offensives des masses populaires » (Allah sait en quoi ces offensives se distinguent de l'insurrection armée !). L'*Iskra* en arrive même à dire que « l'organisation d'une auto-administration révolutionnaire présente en somme le seul moyen réel d'« organiser » l'insurrection populaire ». Le n° 108 de l'*Iskra* est daté du 13 (26) août ; or, l'*Arbeiter Zeitung* de Vienne du

24 août nouveau calendrier a publié un article du camarade Martov exposant le « plan » de l'*Iskra* tout à fait dans l'esprit du n° 106, et non dans celui des « amendements » du n° 108. Nous traduisons plus loin * un passage essentiel de ce précieux article du camarade Martov, à titre d'exemple des « rêvasseries sentimentales de certains social-démocrates ».

Essayons de nous retrouver dans cette confusion.

Il faut tout d'abord, pour éclaircir la question, se faire une idée précise des forces « qui écrivent l'histoire », de la révolution russe en ce moment et de leur façon d'agir. L'autocratie a adopté la théorie de la « conférence » du tsar et du peuple. Désirant conférer avec une poignée d'élus des propriétaires fonciers et des boutiquiers passée au crible de la police, l'autocratie se met à réprimer la révolution avec une cruauté désespérée. Une grosse majorité de la bourgeoisie monarchiste (gens de l'*Osvobojdénié* ou Parti constitutionnel-« démocrate ») se prononce pour la théorie de l'accord du tsar avec le peuple. La bourgeoisie exprime par cette théorie sa perfidie envers la révolution, sa disposition à soutenir d'abord la révolution pour se joindre plus tard à la réaction. Le prolétariat révolutionnaire, pour autant qu'il est sous l'influence de la social-démocratie, exige la *souveraineté du peuple*, c'est-à-dire la destruction complète des forces de la réaction, et, avant tout, le renversement effectif du gouvernement impérial et son remplacement par un gouvernement révolutionnaire provisoire. Le prolétariat aspire (souvent inconsciemment, mais avec constance et énergie) à rallier les paysans et à conduire avec leur aide la révolution à une victoire totale, en dépit de l'instabilité et de la perfidie de la bourgeoisie.

La Douma d'Etat est certainement une concession à la révolution, mais (plus certainement encore) une concession faite afin d'étouffer la révolution et de ne pas accorder une Constitution. Les « conciliateurs » bourgeois veulent une Constitution afin d'étouffer la révolution ; M. Vinogradov a exprimé avec une grande netteté (dans les *Rousskié Viédomosti*) cette tendance de la bourgeoisie libérale, résultat inévitable de sa position de classe.

* Voir le présent tome, pp. 230-232. (*N.R.*)

Quelle importance acquiert, étant donné cet état de choses, la décision de boycotter la Douma prise par l'*Union des unions* (voir le n° 14 du *Prolétari*), c'est-à-dire par la plus vaste organisation des intellectuels bourgeois ? En somme, ceux-ci veulent aussi la « conciliation ». C'est pour cette raison qu'ils hésitent aussi, comme l'a plus d'une fois montré le *Prolétari*, entre la réaction et la révolution, entre le marchandage et la lutte, entre la transaction avec le tsar et l'insurrection contre le tsar. Il ne peut en être autrement : la situation sociale des intellectuels bourgeois détermine leur attitude. Mais ce serait une erreur d'oublier que ces intellectuels sont capables d'exprimer les intérêts essentiels, largement conçus, de la classe entière de la bourgeoisie, mieux que les intérêts étroits et temporaires des seules « hautes sphères » bourgeoises. Les intellectuels sont plus capables d'exprimer les intérêts des masses petites-bourgeoises et des paysans. Aussi sont-ils plus aptes, en dépit de leur instabilité, à une lutte révolutionnaire contre l'autocratie et peuvent-ils même, *à la condition de se rapprocher du peuple*, devenir une grande force dans cette lutte. Impuissants par eux-mêmes, ils pourraient donner à des éléments très considérables de la petite bourgeoisie et de la paysannerie ce qui précisément leur fait défaut : des connaissances, un programme, une direction, une organisation.

La signification fondamentale de l'idée du « boycottage », telle que l'a conçue l'*Union des unions*, réside donc en ceci, que *le premier pas fait par la grande bourgeoisie vers une conférence, vers un accord avec le tsar* a fatalement amené *les intellectuels petits-bourgeois à faire le premier pas vers un rapprochement avec le peuple révolutionnaire*. Les propriétaires fonciers et les capitalistes ont penché à droite ; les intellectuels bourgeois représentant la petite-bourgeoisie ont penché à gauche. Les premiers vont au tsar, sans toutefois renoncer à le menacer maintes fois encore de la force du peuple. Les seconds se demandent s'ils ne doivent pas aller au peuple, sans toutefois rompre définitivement avec la théorie de l'«accord» et sans entrer *tout à fait* dans la voie révolutionnaire.

Telle est la signification de cette idée du boycottage née, comme nous l'avons déjà montré dans le n° 12 du

Prolétari, au sein de la démocratie bourgeoise. Il faut être très myope ou très superficiel pour y découvrir la non-intervention, la bouderie, l'abstentionnisme et ainsi de suite. Les intellectuels bourgeois n'ont pas à s'abstenir, car le cens élevé leur interdit d'entrer dans la Douma d'Etat. Dans leur résolution sur le boycottage, ils mettent au premier plan la « mobilisation de tous les éléments démocratiques du pays ». Ils forment le noyau le plus actif, le plus décidé et le plus combatif du Parti constitutionnel-démocrate de l'*Osvobojdénié*. Les accuser d'abstentionnisme parce qu'ils ont formulé l'idée du boycottage, ou même refuser de soutenir leur idée et *de la développer*, c'est faire, par myopie, le jeu de la grande bourgeoisie monarchiste, dont l'organe, l'*Osvobojdénié*, ne combat pas sans raison l'idée du boycottage

La justesse de cette opinion, abstraction faite des considérations générales et fondamentales, est encore confirmée par les précieux aveux de M. S.S. [85] dans le n° 75 de l'*Osvobojdénié*. Il est très significatif que M. S.S. classe les partisans du boycottage parmi les « radicaux » et leurs adversaires parmi les « modérés ». Il accuse les premiers de tomber sous l'empire des idées de la « Narodnaïa Volia», de répéter les erreurs des « groupes révolutionnaires actifs » (accusation qui fait honneur à ceux auxquels l'adresse l'*Osvobojdénié*) ; des seconds, il dit en propres termes qu'ils se trouvent entre deux feux : entre l'autocratie et la « révolution sociale » (sic !). Ce disant, le malheureux M. S.S. confond presque, dans sa grande peur, la république démocratique avec la révolution sociale ! Mais l'aveu de M. S.S. qui a le plus de valeur est le suivant : pour les radicaux, dit-il, en comparant le congrès de l'*Union des unions* au congrès des zemstvos, « le centre de gravité était sans nul doute (écoutez bien !) dans la revendication d'une modification du système électoral, *tandis qu'il s'agissait surtout pour le groupe plus modéré d'élargir les droits de la Douma* ».

Tout est dit ! Monsieur S.S. nous a livré les secrètes pensées des propriétaires fonciers et des capitalistes, celles-là même que nous avons des centaines de fois dénoncées. « Il s'agissait surtout » pour eux d'élargir les droits de la Douma, c'est-à-dire de transformer cette assemblée de la

grande bourgeoisie de consultative en législative, et non de faire participer le peuple aux élections (ce dont ils ont peur). Là est le hic. La grande bourgeoisie ne pourra jamais se contenter d'une Douma « consultative ». De là l'inéluctabilité des conflits constitutionnels dans la Douma d'Etat. Mais la grande bourgeoisie ne pourra jamais se rallier sincèrement et fidèlement à la cause de la souveraineté du peuple. D'une main elle prendra toujours la Constitution (pour elle) et, de l'autre, elle ravira les droits du peuple ou s'opposera à l'élargissement de ces droits. La grande bourgeoisie ne peut pas ne pas aspirer à une Constitution qui garantisse les privilèges de la grande bourgeoisie. Les intellectuels radicaux ne peuvent pas ne pas vouloir exprimer les intérêts de vastes couches de la petite bourgeoisie et de la paysannerie. La droite de la démocratie bourgeoise ayant obtenu un merle — faute de grives... — s'est aussitôt « assagie » et répudie déjà, nous l'avons vu, les « congrès illégaux ». La gauche n'a pas même obtenu de merle et voit les propriétaires fonciers et les capitalistes disposés, après avoir profité des services du « troisième élément [86] » (agitation, propagande, organisation de la presse, etc.), à le trahir, à orienter leurs efforts au sein de la Douma non pas vers les droits du peuple, mais vers leurs propres droits antipopulaires ; et flairant la trahison, les intellectuels bourgeois flétrissent la Douma comme un « défi insolent » du gouvernement à tous les peuples de Russie, proclament le boycottage, conseillent la « mobilisation des éléments démocratiques ».

S'attaquer dans cette situation à l'idée du boycottage, c'eût été pour les social-démocrates faire preuve d'imbécilité politique. Le sûr instinct de classe du prolétariat révolutionnaire a suggéré à la majorité des militants russes l'idée du boycottage *actif*. Cela veut dire : soutenir la gauche et l'*attirer à soi*, s'efforcer de dégager les éléments de la *démocratie révolutionnaire* pour frapper avec eux l'autocratie. Les intellectuels radicaux nous ont tendu un doigt, saisissons-leur la main ! Si le boycottage n'est pas une fanfaronnade, si la mobilisation n'est pas une phrase, si l'indignation provoquée par l'insolent défi n'est pas du cabotinage, vous devez rompre avec les « conciliateurs », prendre parti pour la théorie de la souveraineté absolue du peuple, adopter, *dans votre action*, les seuls mots d'ordre conséquents et

cohérents de la démocratie révolutionnaire : insurrection armée, armée révolutionnaire, gouvernement révolutionnaire provisoire. Rallier tous ceux qui adoptent dans leurs actions ces mots d'ordre et pousser publiquement à la voirie, à coups de pied, tous ceux qui restent avec les « conciliateurs », telle est la seule tactique correcte du prolétariat révolutionnaire.

Nos néo-iskristes n'ont su voir ni l'origine sociale ni l'importance politique réelle de l'idée du boycottage, et ils ont tiré... en l'air. Le camarade Tchérévanine écrit dans le n° 108 : « Les tracts du Comité du Don et du groupe de Saint-Pétersbourg montrent que ces deux organisations » (N. B. : *menchéviques*. Note de la rédaction du *Prolétari*) « se prononcent pour le boycottage. La participation aux élections d'une Douma semblable leur paraît une trahison honteuse de la cause de la révolution. Ils flétrissent d'avance les libéraux qui participeront aux élections. *La possibilité de faire de la Douma un instrument de la révolution démocratique est ainsi exclue, de même, évidemment, que l'agitation orientée en ce sens.* » Les mots que nous soulignons accusent précisément l'erreur que nous venons de désigner. Ceux qui déclament contre la « non-intervention » ne font en effet que *masquer* la question réellement importante des *moyens* de l'intervention. Il y en a deux, comme il y a deux types de mots d'ordre. Premier moyen : « le décuplement de notre agitation, l'organisation de réunions partout où c'est possible, l'utilisation des réunions électorales, dût-on même y pénétrer de force, la mise sur pied de manifestations, de grèves politiques, etc., etc. » (*Prolétari*, n° 12). Nous avons déjà exposé les mots d'ordre de *cette* campagne d'agitation. Second moyen : prendre « l'engagement révolutionnaire d'aller à la Douma afin de travailler à sa transformation en une assemblée révolutionnaire qui renversera l'autocratie et convoquera l'Assemblée constituante » (Tchérévanine, dans le n° 108 de l'*Iskra*) ou « exercer une pression sur les grands-électeurs, afin qu'ils n'envoient à la Douma que des partisans résolus d'une représentation libre et démocratique » (Martov dans l'*Arbeiter Zeitung* de Vienne).

Cette différence entre les moyens préconisés reflète précisément la différence des « deux tactiques » de la social-

démocratie. L'aile opportuniste de la social-démocratie est toujours encline à « exercer une pression » sur la démocratie bourgeoise *en lui faisant prendre des engagements*. L'aile révolutionnaire de la social-démocratie « exerce une pression » sur la démocratie bourgeosie et la pousse à gauche *en dénonçant âprement ses zigzags à droite* et en répandant dans les masses les mots d'ordre d'une révolution décisive. La théorie des « engagements à faire prendre », la fameuse théorie du *papier de tournesol* formulée par Starover, est d'une naïveté sans borne et ne peut que semer la confusion dans l'esprit du prolétariat et le démoraliser. A qui Tchérévanine réclamera-t-il l'exécution des « engagements » pris ? Au bon Dieu peut-être ? Se peut-il que le camarade Tchérévanine ne sache pas que les intérêts matériels d'une classe sociale feront litière de tous les engagements pris, *quels qu'ils soient* ? L'idée du même camarade Tchérévanine d'«attacher les députés bourgeois de la Douma au prolétariat révolutionnaire au moyen de « mandats impératifs » n'est-elle pas puérile ? Si, en effet, le camarade Martov se mettait à appliquer son plan *en pratique*, il se verrait amené à *déclarer* à la classe ouvrière que monsieur X. ou Z., membre de cette assemblée de propriétaires fonciers, est un « partisan résolu d'une représentation du peuple libre et démocratique » ! Ce serait semer la pire immoralité politique que faire de pareilles déclarations!

Remarquez une chose encore: tous ces « engagements révolutionnaires » de MM. Pétrounkévitch, Roditchev et *tutti quanti*, tous ces « mandats impératifs », toutes ces promesses écrites de « soutenir résolument le principe de la représentation populaire libre et démocratique » (pourrait-on choisir termes plus généraux, plus imprécis, plus nébuleux ?) seraient donnés et reçus *au nom de la social-démocratie à l'insu du prolétariat*. Car il est impossible de le faire publiquement, et d'ailleurs, même dans les pays libres, ayant la possibilité de mener une agitation publique, les hommes politiques se lient moins par des tractations particulières qu'en acceptant des programmes *de parti* ; or, *il n'y a pas et il n'y aura pas* chez nous de partis bien définis et organisés au moment des élections à la Douma! Voyez donc, camarades de la nouvelle *Iskra*, comme vous voilà de nouveau embourbés dans le marais : vous ne parlez que des « masses » ;

« devant les masses », dites-vous, « avec la participation des masses », « par l'initiative des masses », mais votre « plan » se ramène dans la pratique à des tractations secrètes engageant M. Pétrounkévitch à servir « résolument » la révolution au lieu de la trahir !

Les néo-iskristes sont arrivés, d'eux-mêmes, à l'absurde. Personne ne s'aviserà nulle part, en Russie, même parmi leurs amis politiques, de contracter ces ineptes « engagements révolutionnaires ». Non. Ce n'est pas ainsi qu'il faut intervenir. Il faut intervenir en *flétrissant* avec la dernière sévérité la théorie de l'entente et les bourgeois qui la soutiennent, tous ces Pétrounkévitch et consorts ; démasquer leur perfidie bourgeoise à l'égard de la révolution, rassembler les forces révolutionnaires contre l'autocratie (*et, à toute éventualité, contre la Douma*) *pour l'insurrection*. Telle est la seule façon sûre d'exercer une « pression » réelle sur la Douma, de préparer réellement la victoire de la révolution. Nous ne devons intervenir dans l'agitation électorale qu'avec ce mot d'ordre, non pour des manœuvres électorales, pour des transactions, pour les engagements à faire prendre, mais pour la propagande de l'insurrection. Et seule la force réelle du peuple en armes permettra de tirer parti pour la révolution (et non pour une Constitution étroitement bourgeoise) des conflits qui peuvent et doivent se produire au sein de la Douma ou bien entre la Douma et le tsar. Un peu moins de confiance en la Douma, un peu plus de confiance dans les forces du prolétariat qui s'arme, messieurs !

Nous voilà arrivés au mot d'ordre : organisation d'une auto-administration révolutionnaire. Examinons-le avec attention.

Tout d'abord, à un point de vue purement théorique, il est erroné de mettre au premier plan le mot d'ordre de l'auto-administration révolutionnaire, à la place de celui de la souveraineté du peuple. Le premier a trait à l'administration, le second au régime de l'Etat. Le premier est par conséquent compatible avec la perfide théorie bourgeoise de l'« entente » (un peuple qui s'administre lui-même, sous un tsar qui « règne sans administrer »); le second est absolument incompatible avec elle. Le premier est acceptable pour les gens de l'*Osvobojdénié* ; le second, inacceptable.

Deuxièmement, il est absolument inepte d'identifier l'organisation d'une auto-administration révolutionnaire avec l'organisation de l'insurrection du peuple entier. L'insurrection est une guerre civile et la guerre exige une armée. Par elle-même l'auto-administration n'exige pas d'armée. Il est des pays qui la possèdent, mais qui n'ont pas d'armée. Même l'auto-administration révolutionnaire n'exige pas d'armée révolutionnaire lorsqu'une révolution s'accomplit comme en Norvège, où l'on a simplement « congédié » le monarque et consulté le peuple. Mais identifier l'auto-administration révolutionnaire avec l'armée révolutionnaire, mettre la première en relief et faire le silence sur la deuxième, c'est, quand le peuple est opprimé par un despotisme qui s'appuie sur l'armée et qui commence la guerre civile, faire preuve d'une platitude sans borne attestant soit une trahison de la révolution, soit une débilité de pensée extrême.

Troisièmement, l'histoire confirme cette vérité, du reste évidente, que la victoire complète et décisive de l'insurrection assure seule d'une façon positive la possibilité d'organiser une auto-administration authentique. La révolution municipale de juillet 1789 aurait-elle été possible en France, si Paris, armé et insurgé, n'avait pas vaincu le 14 juillet les troupes royales, pris la Bastille, étouffé dans l'œuf la résistance de la monarchie ? Mais peut-être les néo-iskristes vont-ils invoquer l'exemple de Montpellier, où la révolution municipale — l'organisation de l'auto-administration révolutionnaire — eut lieu pacifiquement et où l'on vota même des remerciements à l'intendant pour l'amabilité avec laquelle il s'était laissé démettre ? La nouvelle *Iskra* ne s'attend-elle pas à nous voir remercier, durant notre campagne d'agitation autour des élections à la Douma, les gouverneurs qui se seront démis de leur propre chef *avant la prise* des Bastilles russes ? N'est-il pas caractéristique que l'époque de la révolution municipale en France, en 1789, ait été celle du début de *l'émigration réactionnaire*, tandis que le mot d'ordre de l'auto-administration révolutionnaire nous est présenté *en lieu et place* de celui de l'insurrection à une époque où existe encore une *émigration révolutionnaire* ? Un dignitaire russe, à qui l'on demandait pourquoi une amnistie n'avait pas été promulguée le 6 août, répondit : « Pourquoi voudriez-vous que nous mettions en liberté 10 000 per-

sonnes dont l'arrestation nous a donné assez de peine et qui commenceraient dès demain à nous combattre avec acharnement ? » C'était raisonné intelligemment, mais ceux qui parlent d'« auto-administration révolutionnaire » avant l'élargissement de ces 10 000 personnes ne raisonnent pas intelligemment.

Quatrièmement, la réalité russe contemporaine met en évidence l'insuffisance du mot d'ordre d'« auto-administration révolutionnaire » et la nécessité du mot d'ordre net et précis d'insurrection. Voyez ce qui s'est passé à Smolensk le 2 août ancien calendrier. La Douma municipale constate que le cantonnement des cosaques dans la ville est une illégalité, cesse de leur verser de l'argent, organise pour la défense de la population une milice municipale, adresse aux soldats un appel à faire cesser les violences exercées envers les citoyens. Nous voudrions bien savoir si nos braves néo-iskristes trouvent ces mesures suffisantes. Cette milice ne doit-elle pas être considérée comme une *armée révolutionnaire*, comme une arme offensive et non uniquement défensive, comme une arme offensive contre le gouvernement autocratique, et non pas seulement contre l'escadron de cosaques cantonné à Smolensk ? Ne convient-il pas de préconiser hautement l'idée de la formation d'une armée révolutionnaire, et cette façon de comprendre ses objectifs ? Peut-on considérer l'administration *populaire* de Smolensk comme réellement assurée tant que l'armée révolutionnaire n'a pas remporté une victoire décisive sur l'armée du tsar ?

Cinquièmement, les faits attestent sans discussion possible que le mot d'ordre d'auto-administration révolutionnaire substitué à celui de l'insurrection ou entendu comme un mot d'ordre d'insurrection (?) n'est pas seulement « acceptable » pour les gens de l'*Osvobojdénié* ; il est accepté. Ouvrez le n° 74 de l'*Osvobojdénié*. vous y verrez condamner sans appel la « propagande insensée et criminelle de l'insurrection armée » et défendre en même temps les milices municipales et la création d'organes d'auto-administration locale considérés comme les éléments du futur gouvernement provisoire (cf. le n° 12 du *Prolétari*).

De quelque façon que vous abordiez la question, vous constaterez chaque fois que ce nouveau mot d'ordre de la nouvelle *Iskra* est celui de l'*Osvobojdénié*. Les social-démo-

crates qui masquent ou font passer au second plan le mot d'ordre de l'insurrection armée, de l'armée révolutionnaire, du gouvernement provisoire, au profit du mot d'ordre de l'organisation de l'auto-administration révolutionnaire, se traînent à la remorque de la bourgeoisie monarchiste au lieu de se mettre à la tête du prolétariat révolutionnaire et des paysans.

On nous reproche de « ressasser » opiniâtrement les mêmes mots d'ordre. Nous voyons dans ce reproche un compliment. Notre devoir consiste précisément, tout en répétant les principes généraux du programme social-démocrate, à ressasser inlassablement les mots d'ordre politiques les plus pressants. Nous avons obtenu la diffusion la plus large des fameux « quatre adjectifs », exécrés des libéraux (suffrage universel, égal, direct et secret). Nous avons fait connaître aux masses ouvrières les « six libertés » politiques (liberté de parole, de conscience, de presse, de réunion, d'association, de grève). Il nous reste à répéter des millions et des milliards de fois les « trois points » qui résument nos objectifs révolutionnaires immédiats (insurrection armée, armée révolutionnaire, gouvernement révolutionnaire provisoire). Les forces populaires qui doivent atteindre ces objectifs croissent spontanément à une vitesse toujours plus grande. Les tentatives insurrectionnelles se multiplient, l'organisation insurrectionnelle s'intensifie, l'armement s'améliore. On voit sortir des rangs des ouvriers et des paysans en blouse, en veston et en uniforme des héros inconnus indissolublement liés aux foules et de plus en plus pénétrés de la noble ferveur de l'émancipation populaire. Il nous appartient de faire en sorte que tous ces ruisseaux se réunissent en un torrent puissant et que le mouvement spontané soit éclairé par un programme révolutionnaire d'objectifs immédiats, franc, clair et net, qui décuplera ses forces.

Résumons. Notre tactique à l'égard de la Douma d'Etat peut être exprimée en cinq points : 1) agitation intense autour de la loi sur la Douma et des élections ; organisation de réunions, utilisation de la propagande électorale, manifestations, etc., etc. ; 2) concentration de cette campagne d'agitation autour des mots d'ordre : insurrection armée, armée révolutionnaire, gouvernement révolutionnaire provisoire ; popularisation du programme du gouvernement

provisoire ; 3) rassemblement, pour cette agitation et pour la lutte armée, de tous les éléments de la démocratie révolutionnaire, et rien que de ceux-là, c'est-à-dire de ceux qui adoptent dans leur action les mots d'ordre énumérés ; 4) soutien de l'idée de boycottage formulée par la gauche de la démocratie bourgeoise, à la condition qu'il s'agisse d'un boycottage actif au sens de l'agitation la plus vaste dont un aperçu a été donné plus haut. Rallier les représentants de la gauche de la démocratie bourgeoise au programme démocratique révolutionnaire et les faire participer à une activité qui les rapprochera de la petite bourgeoisie et des paysans ; 5) dénonciation sans merci devant les plus larges masses ouvrières et paysannes de la théorie bourgeoise et de l'« accord » et de ses promoteurs ; publication et explication de chaque démarche hésitante ou perfide des conciliateurs avant la Douma comme à la Douma même ; mise en garde de la classe ouvrière contre les bourgeois qui trahissent la révolution.

« Proletari » n°15,
8 septembre (22 août) 1905

Conforme au texte du journal

L'EXPOSÉ LE PLUS CLAIR DU PLAN LE PLUS CONFUS

Nous avons fait ressortir dans notre éditorial* la confusion que sème le nouveau plan de « campagne électorale pour la Douma » préparé par la nouvelle *Iskra*. En voici l'exposé le plus clair, formulé par Martov lui-même dans l'*Arbeiter Zeitung*[87] de Vienne (24 août, nouveau calendrier). (L'italique appartient partout à l'original.)

« Voici le plan (dit le camarade Martov qui invoque « l'appui de nombreuses organisations russes ») : les organisations ouvrières fondent de leur propre initiative des *comités populaires d'agitation*, qui doivent être élus par tous les éléments de la population que la réforme impériale ne satisfait pas. L'objet de ces comités est avant tout de mener une vaste agitation dans le pays entier, pour une véritable représentation nationale. Au point de vue formel, ces comités se constituent afin de faire participer les masses de la population aux prochaines élections. Les citoyens exclus par la loi de toute participation *directe* aux élections peuvent y participer indirectement en communiquant leurs opinions et leurs revendications aux collèges plus étroits des électeurs privilégiés. Les comités exercent ainsi une pression sur les collèges électoraux de façon à ne faire élire à la Douma *que des partisans résolus d'une représentation libre et démocratique*. Les comités s'efforcent, ce faisant, de créer en dehors de la représentation « légale » une *représentation illégale capable d'apparaître* à un certain moment devant le pays comme un *organe provisoire de la volonté du peuple*. Les comités appellent la population à *élire* des représentants au *suffrage universel*. Ces représentants doivent, *à un moment donné, se réunir dans une ville et se proclamer Assemblée constituante*. Telle est, peut-on dire, la fin idéale de cette campagne. Que cette fin soit atteinte ou non, l'action poursuivie dans ce sens

* Voir le présent tome, pp. 217-229. (*N.R.*)

fera naître une organisation de l'auto-administration révolutionnaire qui rompra le cadre de la légalité monarchique et jettera les bases du prochain triomphe de la révolution. Les éléments de cette auto-administration révolutionnaire se forment peu à peu dans toute la Russie, si bien que l'on voit dès maintenant, *dans deux provinces du Caucase*, les autorités officielles boycottées par des populations entières administrées par leurs propres autorités élues (entre parenthèses, *les paysans de Gourie* * *demandent que l'élection de ces autorités soit sanctionnée par notre comité*).

« L'organisation de cette auto-administration fonctionnant ouvertement partout est la forme sous laquelle doit avoir lieu la liquidation de l'autocratie, qui ne veut pas inaugurer de son plein gré l'ère constitutionnelle. Il va de soi que la possibilité même de cette organisation résulte de la désorganisation croissante de l'appareil gouvernemental et de la croissance de la force agissante (*wirkenden Kraft*) du peuple. »

Nous recommandons aux camarades ce plan incomparable comme le *but idéal de la bourgeoisie monarchiste* (celle de l'« *Osvobojdénié* »), comme *le but idéal de la liquidation de la révolution prolétarienne et paysanne de Russie par les gentilshommes libéraux.*

Ce que veut la bourgeoisie de l'*Osvobojdénié*, c'est-à-dire monarchiste, c'est précisément, nous l'avons indiqué des centaines de fois, une « liquidation » de ce genre, telle que le passage du pouvoir à la bourgeoisie s'accomplisse sans insurrection populaire, ou tout au moins sans victoire complète d'une insurrection populaire. Les plans « électoraux » idylliques laissant le pouvoir à l'autocratie *font entièrement le jeu de la bourgeoisie libérale*, seule capable de réaliser quelque chose qui approche de ces plans.

Nous ne nous arrêterons que brièvement sur les détails de ce plan ridicule. N'est-il pas candide d'oublier qu'au Caucase (dans quelques cantons et non dans deux provinces) l'auto-administration repose sur l'*insurrection armée* ? N'est-il pas puéril de penser que ce qui est possible dans quelques bourgades perdues dans les montagnes d'une lointaine contrée sera possible au centre de la Russie à défaut d'une victoire du peuple sur l'autocratie ? Ce plan d'« élections » à plusieurs degrés, *l'autocratie gardant le pouvoir*, n'est-il pas d'un *pédantisme idéal* ? « Les éléments mécontents de la population » (?) élisent des comités populaires d'agitation (sans programme, sans mots d'ordre clairs). Les comi-

* Géorgie centrale. (*N.R.*)

tés créent une « représentation illégale » (remplaçant sans doute l'organisation illégale du parti ouvrier *socialiste* par une organisation tout bonnement conçue dans l'esprit de l'*Osvobojdénié*). Il est bien évident que la substitution de l'expression obscure « *organe de la volonté du peuple* » à l'expression nettement révolutionnaire « gouvernement provisoire, organe de l'insurrection » fait entièrement l'affaire du parti de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers libéraux. Des élections *générales* à l'Assemblée constituante, faites sur l'initiative de comités « illégaux », Trépov [88] et Cie gardant le pouvoir ! L'idée est tout à fait puérile.

« L'avocat du diable », défenseur d'un point de vue absurde repoussé de tout le monde, est parfois utile dans les discussions. C'est ce rôle qu'il a plu d'assumer à l'*Iskra*. Son plan est fort commode d'un point de vue pédagogique, pour s'entraîner à réfuter les absurdités, dans les cercles ouvriers, les réunions, les meetings, etc., pour opposer avec plus de netteté les mots d'ordre du prolétariat révolutionnaire à ceux de la bourgeoisie libérale monarchiste.

« Prolétari » n°15,
5 septembre (23 août) 1905

Conforme au texte du journal

L'INFORMATION DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE INTERNATIONALE SUR LES AFFAIRES DE NOTRE PARTI

L'*information de la social-démocratie internationale* sur les affaires de notre parti représente l'une des obligations les plus importantes de tous les social-démocrates vivant à l'étranger. Nous le rappelons aux camarades et les exhortons à une propagande des plus énergiques pour la défense des positions du IIIe Congrès du P.O.S.D.R. Cette propagande doit être menée inlassablement, à tout propos, dans toutes les occasions, devant absolument tous les cercles de travailleurs étrangers et les membres isolés des partis social-démocrates étrangers. Cette propagande doit être menée avec des moyens dignes des social-démocrates conscients et des membres du Parti de la classe ouvrière. A la base de la propagande doit être placée une information *complète* sur les textes se rapportant à l'affaire. En premier lieu, il y a la diffusion des résolutions du IIIe Congrès du P.O.S.D.R. que nous avons publiées également *en français* (supplément du journal *le Socialiste* du 25 juin 1905. Adresse du journal *le Socialiste*, organe central des socialistes français : 16, rue de la Corderie, Paris) et *en allemand* (brochure *Bericht über den 3. Parteitag* *. Adresse de l'éditeur : Birk et C°, Buchdruckerei und Verlagsanstalt in München Vittelsbacherplatz 2. Preis 20 pf. **).

* Compte rendu du IIIe Congrès du Parti. (*N.R.*)

** Birk et C°, typographie et éditions à Munich 2, place Vittelsbach. Prix 20 pfennigs. (*N.R.*)

On peut recevoir aussi ces deux traductions en s'adressant au service des expéditions du Parti.

Comme complément à ce matériel de base il convient de traduire les documents et articles les plus importants de notre parti. Il convient en outre de démasquer sans pitié toute l'inconvenance vantarde de la nouvelle *Iskra*. L'*Iskra* ne publie ni en allemand ni en français le texte complet des résolutions de sa conférence (ce texte prouvant que l'*Iskra* usurpe le titre d'organe central). L'*Iskra* insère dans la presse social-démocrate européenne une « statistique » des ouvriers organisés qui n'appelle que le rire (il suffit de dire que jusqu'à présent la nouvelle *Iskra* ne s'est pas décidée à publier en russe cette « statistique », par crainte de se couvrir de honte, mais nous, nous l'avons publiée en entier dans le n° 9 du *Prolétari* [89]). L'*Iskra* diffuse maintenant dans toutes les colonies russes de l'étranger une lettre signée de la rédaction qui affirme avec la même vantardise amusante la force des mencheviks, et que l'on cache pudiquement jusqu'à l'heure actuelle aux lecteurs russes de nos journaux social-démocrates. Il faut se battre contre ces vantards de toutes ses forces, mais aussi avec dignité, en fournissant au public une *information complète* et en éclaircissant toute l'affaire, sans hâblerie aucune, sans grands envols littéraires, sans se laisser jamais aller aux commérages et aux informations de caractère privé qui craignent la lumière du grand jour.

« Prolétari » n°15,
6 septembre (23 août) 1905

Conforme au texte du journal

NOTE SUR L'ARTICLE « LES FINANCES DE LA RUSSIE ET LA RÉVOLUTION »

Note de la Rédaction. Le livre de Rudolf Martin qui vient de paraître à Berlin sous le titre l'*Avenir de la Russie et du Japon* est une confirmation éclatante des conclusions de l'auteur de notre article. Nous n'avons pas encore eu la possibilité de prendre connaissance de ce livre et ne mentionnerons pour l'instant, d'après les comptes rendus des journaux étrangers, que ses conclusions essentielles. L'auteur se place d'un point de vue purement pratique, étranger à toute passion politique. Statisticien de profession, il étudie avec minutie la situation financière de la Russie et arrive à la conclusion que la banqueroute est inéluctable, que l'on poursuive la guerre ou que l'on signe la paix. L'agriculture russe est en plein marasme et pour la remettre sur pied il faudrait un capital de cinquante milliards de roubles. Le déficit budgétaire des dix années à venir sera d'au moins trois cents millions de roubles par an. La dette publique de la Russie, qui atteint maintenant, d'après les calculs de l'auteur, huit milliards de roubles, doit représenter douze milliards dans cinq ans. On n'a pas de quoi payer les intérêts des emprunts, car maintenant personne ne donnera de l'argent à la Russie. La similitude entre la Russie de 1905 et la France de Louis XVI est frappante. Rudolf Martin conseille fortement à l'Allemagne de se défaire le plus rapidement possi-

ble en les revendant (en Amérique si possible) des emprunts russes, dans lesquels est investie une somme atteignant 1 milliard et demi de roubles en monnaie allemande. La bourgeoisie européenne se hâte de tirer son épingle du jeu, prévoyant que le krach russe est inévitable.

« Prolétari » n°15,
5 septembre (23 août) 1905

Conforme au texte du journal

L'ATTITUDE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE À L'ÉGARD DU MOUVEMENT PAYSAN

L'énorme importance du mouvement paysan dans la révolution démocratique que traverse la Russie, a déjà été maintes et maintes fois traitée par toute la presse social-démocrate. Le IIIe Congrès du P.O.S.D.R. a adopté, comme on sait, une résolution spéciale sur ce point, afin de déterminer avec plus de précision et d'unifier l'action de l'ensemble du parti du prolétariat conscient précisément par rapport au mouvement paysan actuel. Bien que cette résolution ait été préparée à l'avance (le premier projet en fut publié dans le n° 11 du *Vpériod*, le 10 (23) mars dernier *) ; bien qu'elle ait été minutieusement mise au point par le congrès du Parti, qui s'est efforcé de formuler les vues déjà établies de toute la social-démocratie russe, la résolution n'en a pas moins provoqué l'étonnement d'un certain nombre de camarades militant en Russie. Le comité de Saratov l'a proclamée, à l'unanimité, irrecevable (voir le n° 10 du *Prolétari* [90]). Malheureusement, le désir que nous avions formulé à ce moment d'avoir une explication de ce verdict reste pour l'instant sans suite. Nous savons seulement que le comité de Saratov a de même déclaré irrecevable la résolution agraire de la conférence néo-iskriste. Donc, ce qui ne l'a pas satisfait, c'est ce qu'il y a de commun dans les deux résolutions, et non point ce qui les distingue l'une de l'autre.

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, pp. 234-235. (*N.R.*)

Un nouveau document sur cette question, c'est la lettre qu'on nous a fait tenir d'un camarade de Moscou (lettre publiée sous la forme d'un tract polycopié). Nous la reproduisons en entier :

LETTRE OUVERTE AU COMITÉ CENTRAL ET AUX CAMARADES MILITANT À LA CAMPAGNE

Camarades, l'organisation régionale du comité de Moscou aborde le travail parmi les paysans. Le manque d'expérience quant à l'organisation de ce travail, les conditions particulières existant dans les campagnes de la région centrale, de même que le manque de précision des directives contenues dans les résolutions du IIIe Congrès sur ce point, et l'absence presque totale de textes, aussi bien dans la presse périodique que dans la grande presse sur le travail parmi les paysans, nous obligent à demander au Comité central de nous envoyer des directives détaillées, tant théoriques que pratiques ; quant à vous, camarades qui faites le même travail, nous vous prions de nous faire connaître les données pratiques que votre expérience vous a fournies.

Nous tenons à vous dire l'étonnement qu'a provoqué chez nous la lecture de la résolution du IIIe Congrès sur « l'attitude à l'égard du mouvement paysan » et à vous faire part du plan d'organisation que nous commençons dès aujourd'hui à appliquer dans nos campagnes.

« § a) Faire connaître parmi les larges couches du peuple que la social-démocratie se propose de soutenir avec la plus grande énergie toutes les mesures révolutionnaires prises par la paysannerie et capables d'améliorer sa situation, jusques et y compris la confiscation des terres des grands propriétaires fonciers, de l'Etat, de l'Eglise, des couvents et des apanages. » (Extrait de la résolution du IIIe Congrès du P.O.S.D.R.)

Ce paragraphe d'abord ne dit pas clairement comment les organisations du parti feront et doivent faire la propagande. Celle-ci exige avant tout une organisation qui approche de très près ceux que l'on veut toucher par la propagande. Cette organisation prendra-t-elle la forme de comités du prolétariat rural, ou bien d'autres voies d'organisation sont-elles possibles, tant pour la propagande orale que pour la propagande écrite, la question reste pendante.

On peut en dire autant de la promesse d'un soutien énergique. Soutenir, et soutenir énergiquement, n'est aussi possible que lorsqu'on possède une organisation sur place. La question d'un « soutien énergique » nous paraît en général très vague. La social-démocratie peut-elle soutenir l'expropriation des terres seigneuriales mises en valeur de la façon la plus intensive, à l'aide de machines, cultures à haut rendement, etc. ? Le passage de ces terres entre les mains de propriétaires petits-bourgeois, si important qu'il soit d'améliorer leur situation, marquerait un pas en arrière au point de vue du développement

capitaliste de l'exploitation donnée. Et nous devrions, à notre avis, tout en demeurant des social-démocrates, faire dans ce paragraphe relatif au « soutien », cette réserve : « si l'expropriation de ces terres et leur transformation en propriété paysanne (petite-bourgeoise) constituent une forme supérieure du développement de l'exploitation de ces terres ».

Prenons plus loin :

« § d) Travailler à l'organisation autonome du prolétariat agricole, à sa fusion avec le prolétariat des villes sous le drapeau du parti social-démocrate et faire participer ses représentants aux comités paysans. »

La dernière partie de ce paragraphe suscite des doutes. En effet, les organisations démocratiques bourgeoises telles que l'« Union paysanne », et les organisations utopiques réactionnaires, comme celles des socialistes-révolutionnaires, organisent sous leur bannière aussi bien les éléments bourgeois de la paysannerie que ses éléments prolétariens. En introduisant dans ces comités « paysans » nos représentants des organisations du prolétariat rural nous nous contredirions nous-mêmes, nous contredirions nos idées sur le *bloc* *, etc.

Il nous paraît que là encore des amendements sont nécessaires, des amendements très sérieux.

Telles sont les quelques remarques d'ordre général concernant les résolutions du IIIe Congrès. Il est à souhaiter qu'elles soient examinées au plus vite et de la façon la plus détaillée.

En ce qui concerne le plan de l'organisation « rurale » dans notre organisation régionale, nous sommes obligés de travailler dans des conditions dont les résolutions du IIIe Congrès ne disent absolument rien. Il importe de marquer avant tout que le champ de notre activité — le gouvernement de Moscou et les districts limitrophes des gouvernements voisins — est par excellence une région industrielle, où l'artisanat est relativement faible et la population *exclusivement* agricole insignifiante. De vastes manufactures, avec 10 à 15 000 ouvriers, alternent avec de petites fabriques, qui, dispersées à travers les bourgs et villages reculés, occupent de 500 à 1 000 ouvriers. Ces conditions devaient créer, semble-t-il, un terrain très propice à la social-démocratie ; mais la réalité montre que ces éléments ne sont favorables qu'en apparence. Jusqu'à présent notre « prolétariat », dans son immense majorité, ne s'est pas détaché de la terre, bien que certaines fabriques comptent de 40 à 50 années d'existence. La « campagne » le tient si fort que tous les facteurs psychologiques et autres que le travail collectif fait naître chez le prolétariat « pur », ne peuvent se développer dans nos conditions. L'activité agricole de nos « prolétaires » revêt des formes bâtardes. Un tisserand travaillant à la fabrique loue un journalier pour labourer son lopin de terre. Sur ce même lopin travaillent sa femme (si elle n'est pas à la fabrique), ses enfants, ses vieux parents, les invalides de la famille ; il y travaillera lui-même, lorsqu'il sera vieux ou estropié, ou chassé pour son esprit turbulent ou sa mauvaise conduite. Ces prolétaires, il est difficile de les appeler de ce nom, par leur situation économique ce

* En français dans le texte. (*N.R.*)

sont des semi-prolétaires. Par leur idéologie, ce sont des petits bourgeois. Ils sont ignorants et conservateurs. C'est parmi eux que sont recrutés les « Cent-Noirs ». Depuis peu pourtant leur conscience s'éveille. Grâce au contact assuré par le prolétariat « pur », nous tirons cette masse obscure de son sommeil séculaire, et non sans succès. Nos contacts se multiplient, s'affermissent par endroits, les semi-prolétaires se soumettent à notre influence et s'assimilent notre idéologie, tant à la fabrique qu'à la campagne. Et nous estimons qu'implanter des organisations dans un milieu qui n'est pas « purement» prolétarien, ne sera pas contraire à l'orthodoxie. Nous n'avons pas d'autre milieu, et si nous insistons sur l'orthodoxie, si nous n'organisons que le « prolétariat » rural, il nous faudra dissoudre notre organisation et les organisations voisines. Nous savons qu'il nous sera difficile de combattre la soif d'expropriation des fonds labourables et autres laissés à l'abandon par les propriétaires fonciers, ou bien des terres que les pères en froc et en soutane n'ont pas su mettre en valeur comme il faut. Nous savons que la démocratie bourgeoise, à commencer par la fraction « monarchiste démocrate » (il en existe une dans le district de Rouza) pour finir par l'« Union paysanne », nous disputera l'influence sur les « éléments paupérisés », mais nous dresserons ces derniers contre les premiers. Nous utiliserons toutes les forces social-démocrates de la région — intellectuels et ouvriers prolétaires — pour organiser et affermir nos comités social-démocrates de semi-prolétaires. Nous nous conformerons au plan que voici : nous installerons dans tous les chefs-lieux de district ou dans tous les grands centres industriels des comités de district de l'organisation régionale du parti. Le comité de district, outre le travail d'organisation dans les fabriques et les usines de son secteur, formera des comités « paysans ». Ces comités, conformément aux règles de la clandestinité, ne comprendront qu'un petit nombre de membres, choisis parmi les semi-prolétaires les plus révolutionnaires et les plus capables. Là où il y a des fabriques et des paysans, il est indispensable de les organiser dans un seul comité de sous-groupe.

Ce comité doit tout d'abord se faire une idée claire et nette du milieu. A. Rapports agraires : 1° lots des paysans, fermage, forme de possession (communale, familiale, etc.), 2° les terres environnantes : a) leurs propriétaires ; b) leur étendue ; c) rapport entre les paysans et ces terres ; d) conditions de jouissance : 1° payements en travail ; 2° loyer très élevé des *otrezki* [91], etc., ; e) endettement envers les paysans riches, les propriétaires fonciers. B. Impôts et taxes, taux des impositions foncières sur les terres des paysans et celles des propriétaires fonciers. C. Travail saisonnier et métiers d'appoint, passeports, embauchages pour l'hiver [92], etc. D. Fabriques et usines locales : conditions de travail : 1° salaires ; 2° journée de travail ; 3° attitude de la direction ; 4° conditions d'habitat, etc. E. Autorités : zemskié natchalniki, ancien de village, greffier, juges cantonaux, gardes, pope. F. Zemstvos : élus des paysans ; employés de zemstvo : instituteur, médecin, bibliothèques, écoles, débits de thé. G. Assemblées de canton : leur composition et leurs attributions. H. Organisations : l'« Union paysanne », socialistes-révolutionnaires, social-démocrates.

Ces renseignements pris, le comité paysan social-démocrate est tenu de faire adopter, aux réunions de paysans, les décisions qui découleront de tel ou tel état de choses anormal. En outre, ce comité développe une intense propagande des idées de la social-démocratie dans les masses, organise des cercles d'études, des réunions, des meetings, diffuse proclamations et publications, recueille des fonds pour la caisse du parti et entretient par l'intermédiaire du groupe de district des relations avec l'organisation régionale.

Si nous parvenons à organiser un certain nombre de ces comités, le succès de la social-démocratie sera assuré.

Un organisateur régional

Il va de soi que nous ne prendrons pas sur nous de mettre au point les directives pratiques détaillées dont parle ce camarade ; c'est l'affaire des militants de base et du centre de direction pratique en Russie. Notre intention est de profiter de la lettre substantielle du camarade de Moscou pour expliquer la résolution du IIIe Congrès et les tâches immédiates du parti en général. La lettre montre que les malentendus suscités par la résolution du IIIe Congrès ne sont dus qu'en partie à des doutes d'ordre théorique. Ils ont une autre source dans la question *nouvelle*, jamais posée antérieurement, concernant les rapports entre les « comités paysans révolutionnaires » et les « *comités social-démocrates* » militant au sein de la paysannerie. Le fait même de poser cette dernière question témoigne du progrès considérable de l'action social-démocrate parmi la paysannerie. A l'ordre du jour s'inscrivent déjà des questions plus ou moins détaillées, suscitées par les besoins pratiques du travail d'agitation à la campagne, lequel s'étend et prend des formes permanentes, solides. L'auteur de la lettre oublie plus d'une fois qu'en reprochant à la résolution du congrès son manque de clarté, il y cherche en somme la réponse à une question que le congrès du parti n'a pas posée et ne pouvait poser.

Ainsi, l'auteur n'a pas tout à fait raison de dire que la propagande de nos idées et le soutien du mouvement paysan *ne* sont possibles *que* s'il y a une organisation sur place. Evidemment, ces organisations sont souhaitables et, quand le travail se développe, nécessaires ; mais ce travail est possible et nécessaire même lorsque ces organisations font défaut. Dans toute notre activité, même quand nous n'avons affaire qu'au prolétariat des villes, nous ne devons pas perdre de vue la question paysanne ; nous devons diffuser

la déclaration faite *par l'ensemble du parti du prolétariat conscient*, à son IIIe Congrès, de son soutien à l'insurrection paysanne. Les paysans doivent en être informés par nos publications, par les ouvriers, par des organisations spéciales, etc. Les paysans doivent savoir que le prolétariat social-démocrate *ne reculera*, pour réaliser ce soutien, devant aucune confiscation du sol (c'est-à-dire devant l'expropriation sans indemnité aux propriétaires).

L'auteur de la lettre soulève ici une question théorique : Ne conviendrait-il pas de limiter, en faisant une réserve spéciale, l'expropriation des grands domaines et leur transformation en « propriété paysanne petite-bourgeoise » ? Mais en proposant cette réserve l'auteur restreint arbitrairement le sens de la résolution du IIIe Congrès. *Il n'est dit nulle part*, dans cette résolution, que le parti social-démocrate s'engage à soutenir la remise des terres confisquées précisément à des propriétaires petits-bourgeois. La résolution porte : Nous soutenons « jusques et y compris la confiscation », c'est-à-dire jusques et y compris l'aliénation sans indemnité ; mais à qui donner les biens aliénés, la résolution ne le dit point. Ce n'est pas par hasard que cette question reste pendante : les articles publiés par le *Vpériod* (nos 11, 12, 15) * montrent que l'on estimait déraisonnable de la trancher par anticipation. Il y était dit, par exemple, qu'en république démocratique la social-démocratie ne peut prendre aucun engagement ni se laisser lier les mains en ce qui concerne la nationalisation du sol.

En effet, à la différence des socialistes-révolutionnaires petits-bourgeois, l'essentiel pour nous *maintenant*, c'est le côté démocratique révolutionnaire des insurrections paysannes et l'organisation particulière du prolétariat rural en un parti de classe. L'essentiel n'est plus maintenant dans les projets fantaisistes de « partage noir » ou la nationalisation ; l'essentiel, c'est que la paysannerie sache comprendre et entreprendre la démolition *révolutionnaire* de l'ancien régime. Aussi les socialistes révolutionnaires insistent-ils sur la « socialisation », etc., tandis que nous insistons sur les *comités paysans révolutionnaires* : sans eux, disons-nous, tou-

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, pp. 230-235, 245-250 et 317-331. (*N.R.*)

tes les transformations n'ont aucune valeur. Avec eux et en s'appuyant sur eux, la *victoire de l'insurrection paysanne* est possible.

Nous devons soutenir de toutes les manières l'insurrection paysanne jusques et y compris la confiscation des terres, *mais nullement jusques et y compris toutes sortes de projets petits-bourgeois.* Nous soutenons le mouvement paysan dans la mesure où il est démocratique révolutionnaire. Nous nous préparons (nous nous préparons à l'instant même, sans délai) à le combattre dès qu'il deviendra réactionnaire, antiprolétarien. L'essence même du marxisme tient dans ce double objectif, que seuls des gens qui n'entendent rien au marxisme peuvent vouloir simplifier ou aplatir en un objectif unique.

Prenons un exemple concret. Admettons que l'insurrection paysanne ait triomphé. Les comités paysans révolutionnaires et le gouvernement révolutionnaire provisoire (qui s'appuie en partie sur ces mêmes comités) peuvent opérer à leur gré la confiscation de la grande propriété. Nous sommes pour la confiscation, nous l'avons déjà dit. Mais à qui conseillerons-nous de remettre les terres confisquées ? Sur ce point nous ne nous sommes pas lié les mains, et nous ne ferons jamais des déclarations comme celles que propose imprudemment l'auteur de la lettre. Il oublie que cette même résolution du III[e] Congrès parle de « *débarrasser le contenu démocratique révolutionnaire du mouvement paysan en le libérant de toutes ses impuretés réactionnaires* ». Premier point. En second lieu, elle affirme la nécessité d'« *une organisation autonome du prolétariat rural, en tout état de cause et en toute circonstance* ». Telles sont nos directives. Il y aura toujours des impuretés réactionnaires dans le mouvement paysan ; et d'avance nous leur déclarons la guerre. L'antagonisme de classe entre le prolétariat rural et la bourgeoisie paysanne est inévitable, et d'avance nous le mettons en lumière, nous l'expliquons, *nous nous préparons à engager la lutte sur ce terrain.* La question de savoir à qui et comment remettre les terres confisquées peut très bien devenir l'un des prétextes de cette lutte. Et nous ne cherchons pas à déguiser cette question, nous ne promettons pas le partage égalitaire, la « socialisation », etc. ; nous disons : là, nous aurons à combattre encore, à combattre à nouveau, nous

combattrons sur un nouveau terrain et avec d'autres alliés ; là nous marcherons, n'en doutez pas, avec le prolétariat rural, avec toute la classe ouvrière *contre* la bourgeoisie paysanne. Dans la pratique, cela peut signifier soit le passage des terres à la classe des petits propriétaires paysans, là où prévaut l'asservissante propriété féodale, et où n'existent pas encore les conditions matérielles de la grosse production socialiste ; soit la nationalisation, à la condition de la victoire complète de la révolution démocratique ; soit la remise des grands domaines capitalistes à des *associations ouvrières*, car la révolution démocratique faite, nous aborderons aussitôt dans la mesure précise de nos forces, des forces du prolétariat conscient et organisé, la voie de la révolution socialiste. Nous sommes pour la révolution ininterrompue. Nous ne nous arrêterons pas à mi-chemin. Si nous ne faisons pas de promesses de « socialisation » immédiate, à l'instant même, c'est parce que nous connaissons les conditions véritables du problème, et que loin de la dissimuler nous faisons apparaître la nouvelle lutte de classe qui mûrit dans les profondeurs de la paysannerie.

Nous commençons par soutenir jusqu'au bout, par tous les moyens, jusqu'à la confiscation, le paysan en général contre le propriétaire foncier ; nous soutenons ensuite (ou plutôt en même temps) le prolétariat contre le paysan en général. Evaluer *dès maintenant* le rapport des forces au sein de la paysannerie, « au lendemain » de la révolution (démocratique), est une vaine utopie. Sans donner dans l'esprit d'aventure, sans trahir notre conscience scientifique, sans courir après une popularité facile, nous ne pouvons dire et ne disons qu'*une chose* : de toutes nos forces nous aiderons la paysannerie à faire la révolution démocratique, *afin qu'il nous soit d'autant plus facile*, à nous, parti du prolétariat, de passer aussi vite que possible, à une tâche nouvelle et supérieure : à la révolution socialiste. Nous ne promettons aucune harmonie, aucune égalisation, aucune « socialisation » à la suite de la victoire de l'insurrection paysanne *actuelle* ; au contraire, nous « promettons » une nouvelle lutte, une nouvelle inégalité, une nouvelle révolution, à laquelle d'ailleurs tendent nos efforts. Notre doctrine est moins « douceâtre » que les contes bleus des socialistes-révolutionnaires ; mais quiconque veut qu'on ne lui serve que

des douceurs ferait bien d'aller aux socialistes-révolutionnaires. A ces gens-là nous dirons : Bon vent et bon débarras.

Ce point de vue marxiste tranche aussi, selon nous, la question des comités. *Il ne doit pas y avoir*, pensons-nous, de comités *paysans social-démocrates* : s'ils sont social-démocrates, c'est qu'ils ne sont pas seulement paysans ; s'ils sont paysans, c'est qu'ils ne sont pas purement prolétariens ni social-démocrates. Bien des gens sont portés à confondre ces deux métiers, nous ne sommes pas de ceux-là. Partout où c'est possible, nous nous efforcerons d'organiser nos comités *à nous*, les comités du *parti ouvrier social-démocrate*. Y entreront paysans, semi-prolétaires, intellectuels, prostituées (un ouvrier nous demandait récemment par lettre pourquoi l'on ne ferait pas un travail d'agitation parmi les prostituées), soldats, instituteurs, ouvriers : bref *tous les social-démocrates, et rien que les social-démocrates*. Ces comités poursuivront l'action social-démocrate dans toute son ampleur, en s'efforçant toutefois d'organiser spécialement, à part, le prolétariat rural, la social-démocratie étant le parti de classe du prolétariat. Tenir pour « contraires à l'orthodoxie » les efforts tendant à organiser un prolétariat qui ne s'est pas encore tout à fait dégagé des diverses survivances du passé, c'est tomber dans *une très grave erreur*, et nous aimerions à croire que les passages correspondants de la lettre reposent sur un simple malentendu. Le prolétariat des villes, le prolétariat industriel formera immanquablement le noyau de notre parti ouvrier social-démocrate ; mais nous devons y attirer, instruire, organiser tous les travailleurs et tous les exploités, comme le dit d'ailleurs notre programme, tous sans exception : artisans, semi-prolétaires, mendiants, domestiques, vagabonds, prostituées, à la condition expresse, bien entendu, qu'ils adhèrent à la social-démocratie, et non l'inverse, qu'ils adoptent le point de vue du prolétariat, et non pas que le prolétariat adopte le leur.

Mais à quoi bon alors des comités paysans révolutionnaires ? demandera le lecteur. Ils ne sont donc pas nécessaires ? Si, il en faut. Notre idéal : des comités purement social-démocrates partout, dans les villages, et puis leur entente avec *tous* les éléments, groupes, cercles paysans démocratiques révolutionnaires en vue de la formation de co-

mités révolutionnaires. Ici, l'analogie est complète avec l'autonomie du Parti ouvrier social-démocrate dans les villes et son alliance avec tous les démocrates révolutionnaires en vue de l'insurrection. Nous sommes pour l'insurrection de la paysannerie. Nous sommes absolument contre le mélange et la fusion d'éléments de classes hétérogènes et de partis hétérogènes. Nous voulons que la social-démocratie stimule à l'insurrection *toute* la démocratie révolutionnaire ; qu'elle l'aide *toute* à s'organiser ; *qu'elle soit à ses côtés*, mais sans se confondre avec elle, sur les barricades dans les villes, contre les propriétaires fonciers et la police dans les campagnes.

Vive l'insurrection contre l'autocratie dans les villes et les campagnes ! Vive la social-démocratie révolutionnaire, avant-garde de toute la démocratie révolutionnaire dans la présente révolution !

« Prolétari » n°16, 14 (1er) septembre 1905

Conforme au texte du journal

QUE VEULENT ET QUE CRAIGNENT NOS BOURGEOIS LIBÉRAUX ?

L'éducation politique du peuple et des intellectuels est encore tout à fait insignifiante dans notre pays. La netteté des convictions politiques, la fermeté des opinions de parti n'existent presque pas chez nous. On prête trop facilement foi à n'importe quelle protestation contre l'autocratie et l'on accueille avec malveillance, comme pouvant semer la discorde au sein du mouvement émancipateur, toute critique portant sur le caractère et le fond de cette protestation. Il n'est pas étonnant que, paraissant sous ce drapeau commun de l'émancipation, l'*Osvobojdénié* rédigé par M. Strouvé soit largement répandu parmi les intellectuels avancés de toutes nuances, auxquels l'analyse du contenu social du libéralisme de l'*Osvobojdénié* semble haïssable.

Et pourtant ce libéralisme n'est que l'expression systématique, exempte de censure, des traits essentiels du libéralisme russe. Ce libéralisme se démasque à mesure que la révolution progresse, et la crainte d'en comprendre le vrai fond, de voir la vérité en face devient d'autant plus impardonnable. Très caractéristiques à cet égard sont les *Lettres politiques* de l'historien bien connu Paul Vinogradov, qu'un organe libéral non moins connu, les *Rousskié Viédomosti*, a publiées le 5 août. Il n'est pas moins caractéristique que les autres journaux libéraux, tels que *Nacha Jizn*, aient reproduit des passages de cette œuvre vénérable, sans le moindre commentaire indigné ou mécontent.

M. Paul Vinogradov a exprimé avec une rare vigueur les intérêts, la tactique, la psychologie de la bourgeoisie égoïste ; sa franchise eût peut-être paru déplacée à des libéraux plus adroits, mais elle n'en est que plus précieuse aux ouvriers conscients. Les derniers mots de son article en expriment la quintessence. Les voici :

« Je ne sais s'il est encore possible à la Russie de parvenir au nouveau régime par un chemin proche de la voie suivie par l'Allemagne en 1848, mais je ne doute pas qu'il ne faille employer tous les efforts pour la faire entrer dans cette voie, et non dans celle que la France choisit en 1789.

« Mal dégrossie, peu cohérente, pleine de cruels dissentiments, la société russe serait menacée dans cette dernière voie de dangers inouïs, voire de la catastrophe. Il est tout à fait indésirable d'en arriver à des leçons de choses sur le pouvoir, l'ordre, l'unité nationale, l'organisation sociale, d'autant plus que ces leçons de choses seraient données par une police qui aurait repris des forces, ou par la soldatesque allemande à laquelle l'anarchie russe aurait ouvert une mission providentielle. »

Voilà à quoi le bourgeois russe pense le plus : aux dangers inouïs de la « voie » de 1789 ! Le bourgeois n'a rien contre la voie empruntée par l'Allemagne en 1848 ; mais « tous ses efforts » s'emploieront à éviter la voie suivie par la France. Sentence édifiante, qui vaut qu'on y réfléchisse encore et encore.

Quelle est la différence radicale entre les deux voies ? C'est que la révolution démocratique bourgeoise faite par la France en 1789 et par l'Allemagne en 1848 a été menée à fond dans le premier cas, tandis qu'elle est restée inachevée dans le second ; qu'elle a mené dans le premier à la république et à une liberté complète, tandis qu'elle s'est arrêtée dans le second, sans avoir abattu ni la monarchie ni la réaction ; que, dans le second cas, la révolution s'est surtout accomplie sous la direction des bourgeois libéraux entraînant à leur remorque une classe ouvrière encore faible, alors que, dans le premier, elle avait été dans une certaine mesure l'œuvre de la masse du peuple activement révolutionnaire, les ouvriers et les paysans, qui a évincé, au moins pour un certain temps, la bourgeoisie rassise et modérée ; que, dans le second, les événements ont abouti à une « pacification » rapide du pays, autrement dit à la défaite du peuple révolutionnaire et au triomphe « de la police et de la soldatesque »,

alors que, dans le premier, c'est le peuple révolutionnaire qui a recueilli pour quelque temps la suprématie, une fois brisée la résistance de cette police et de cette soldatesque.

Et voici qu'un larbin érudit de la bourgeoisie russe nous met en garde dans le « très honorable » organe libéral contre la première voie, la voie « française ». L'érudit historien veut la voie « allemande » et le dit sans ambages. Il sait pertinemment que l'Allemagne n'a pas fait l'économie d'une insurrection armée du peuple. Il y eut, au cours des années 1848 et 1849, plusieurs insurrections et même des gouvernements révolutionnaires provisoires en Allemagne. *Mais aucune de ces insurrections ne remporta de victoire complète.* L'insurrection la plus heureuse, celle de Berlin (18 mars 1848), ne renversa pas la royauté, mais obligea le roi, resté sur le trône, à des *concessions* sur lesquelles, très promptement remis de sa défaite partielle, il sut revenir.

L'érudit historien de la bourgeoisie ne craint pas les insurrections populaires. *Il craint la victoire du peuple.* Il ne craint pas que la réaction, la bureaucratie, cette bureaucratie qu'il hait, soit quelque peu malmenée par le peuple. *Il craint que celui-ci ne renverse le pouvoir de la réaction.* Il hait l'autocratie, dont il souhaite de toute son âme le renversement, mais la *catastrophe* qu'il craint pour la Russie ne lui semble pas devoir résulter du maintien de l'autocratie, de l'empoisonnement de l'organisme national par la lente putréfaction d'une monarchie parasite que l'on aurait négligé de mettre à mort, *mais bien de la victoire complète du peuple.*

Il sait bien, ce paladin de la science à trois sous, que les révolutions donnent au peuple des leçons de choses ; il craint les leçons de choses qui enseignent *comment anéantir la réaction* et agite à nos yeux l'épouvantail des leçons de choses sur l'*anéantissement de la révolution.* Il craint comme le feu cette voie dans laquelle la révolution a su obtenir des victoires complètes — ne fût-ce que pour un temps limité —, et il aspire de toute son âme à une solution à l'allemande, où la réaction remporte une victoire complète pour de longues années.

Il n'accueille pas avec joie la révolution en Russie ; il se borne à réclamer en sa faveur des circonstances atténuantes. Ce n'est pas une révolution victorieuse qu'il veut,

c'est une révolution manquée. Il estime que la réaction est un phénomène légitime et normal, naturel et solide, sûr et conforme au bon sens. Il estime que la révolution est un phénomène illégitime, anormal, fantastique, tout au plus *justifiable* dans une certaine mesure par l'instabilité, la « faiblesse », la « banqueroute » du gouvernement autocratique. Cet historien « objectif » considère la révolution non comme le droit le plus légitime du peuple, mais comme un moyen coupable et dangereux de remédier aux excès de la réaction. Une révolution complètement victorieuse c'est, pour lui, l'« anarchie » ; une réaction complètement victorieuse ce n'est pas l'anarchie, ce n'est qu'une légère exagération de certaines fonctions indispensables de l'Etat. Il ne connaît pas d'autre « pouvoir » que le pouvoir monarchique, d'autre «ordre», d'autre « organisation sociale » que l'organisation et l'ordre bourgeois. De toutes les forces européennes auxquelles la révolution russe « ouvrira une mission providentielle », il ne voit que la « soldatesque allemande », ne connaissant pas et ne voulant pas connaître l'*ouvrier social-démocrate allemand*. Ce qui lui répugne le plus c'est l'« outrecuidance » de ceux qui « prétendent dépasser la bourgeoisie occidentale » (M. le professeur écrit le mot bourgeoisie entre d'ironiques guillemets, comme s'il voulait nous dire : Ont-ils trouvé un terme assez inepte pour l'appliquer à la culture européenne, eu-ro-pé-enne !). Cet « historien objectif » ferme les yeux avec bonhomie sur ce fait que par suite précisément de la survivance ignominieuse de l'autocratie en Russie, l'Europe piétine sur place ou rétrograde dans la vie politique depuis bien des dizaines d'années. Il craint les leçons de choses d'une « police qui aurait repris de nouvelles forces », et c'est pourquoi — ô leader populaire ! ô homme d'Etat ! — il nous met avant toutes choses en garde contre l'anéantissement de toutes les « forces » de la police actuelle. Quelle figure méprisable et servile ! Quelle vile trahison de la révolution présentée sous les aspects d'une étude scientifique et objective ! « Grattez le Russe et vous trouverez le Tartare », disait Napoléon. Grattez le bourgeois libéral russe, dirons-nous, et vous trouverez un policier en uniforme flambant neuf à qui l'on a laissé les neuf dixièmes de son pouvoir d'*autrefois*, pour la raison profonde, « objective » et « scientifique », qu'il

pourrait autrement vouloir « prendre de *nouvelles* forces » ! Tout idéologue de la bourgeoisie a une petite âme de maquignon ; il ne pense pas à la destruction des *forces* de la réaction et de la police, il pense à soudoyer cette police, à lui graisser la patte, à conquérir ses bonnes grâces en arrivant aussi vite que possible à une transaction.

Ce savantissime idéologue de la bourgeoisie confirme à merveille tout ce que nous avons maintes fois dit dans le *Prolétari* de l'essence et du caractère du libéralisme russe. Se distinguant en cela de la bourgeoisie européenne, qui fut en son temps révolutionnaire et prit quelques dizaines d'années plus tard le chemin de la réaction, les sages de notre cru sautent ou veulent sauter la révolution pour arriver tout de suite au règne modéré et parfaitement agencé de la bourgeoisie réactionnaire. La bourgeoisie ne veut pas et ne peut pas, de par sa situation sociale, vouloir de révolution. Elle ne veut qu'une transaction avec la monarchie contre le peuple révolutionnaire, elle ne veut qu'utiliser celui-ci pour se faufiler au pouvoir.

Et quelle édifiante leçon cet oracle de la bourgeoisie libérale ne donne-t-il pas aux doctrinaires de la social-démocratie qui sont allés jusqu'à adopter la résolution suivante, votée par les néo-iskristes du Caucase et qui a fait l'objet, de la part de la rédaction de l'*Iskra*, d'une *approbation particulière*, tirée à part ! Cette résolution et l'approbation de l'*Iskra* sont reproduites *in extenso* dans la brochure de N. Lénine *Deux tactiques* (pp. 68-69) *. Mais comme elle est peu connue des militants de Russie, et comme l'*Iskra* elle-même n'a pas cru devoir reproduire ce texte « très réussi » à son avis, la voici tout entière, pour l'édification des social-démocrates et la honte de l'*Iskra* :

« Estimant que notre tâche est d'utiliser la période révolutionnaire pour approfondir la conscience social-démocrate du prolétariat, la conférence (des organisations néo-iskristes du Caucase), désireuse de garantir au Parti toute liberté de critiquer le régime étatico-bourgeois en voie de formation, se prononce contre la formation d'un gouvernement provisoire social-démocrate et contre la participation à ce gouvernement ; elle estime que le plus rationnel est

* Voir le présent tome, pp. 90, 91. (*N.R.*)

d'exercer une pression du dehors sur le gouvernement provisoire bourgeois, afin de démocratiser autant que possible le régime d'État. La conférence estime que la formation par les social-démocrates d'un gouvernement provisoire ou leur entrée dans ce gouvernement conduirait, d'une part, à détacher du Parti social-démocrate les grandes masses prolétariennes qu'il aurait déçues, car la social-démocratie, malgré la prise du pouvoir, ne serait pas en mesure de satisfaire les besoins vitaux de la classe ouvrière aussi longtemps que le socialisme ne serait pas institué ; d'autre part, elle *obligerait les classes bourgeoises à se détourner de la révolution, dont elle amoindrirait ainsi l'envergure.* »

Cette résolution est déshonorante, car elle signifie (en dépit des intentions et des convictions de ses auteurs qui se sont placés sur le plan incliné de l'opportunisme) la trahison des intérêts de la classe ouvrière au profit de la bourgeoisie. Cette résolution consacre la transformation du prolétariat, à l'époque de la révolution démocratique, en appendice de la bourgeoisie. Il suffit de mettre ce texte à côté de la citation de Vinogradov (et chacun peut trouver des citations analogues, par centaines et par milliers, dans les écrits libéraux) pour voir dans quel bourbier sont allés s'empêtrer les néo-iskristes. M. Vinogradov, idéologue typique de la bourgeoisie, s'est *déjà détourné* de la révolution. N'a-t-il pas amoindri d'autant « l'envergure de la révolution », messieurs les néo-iskristes ? Ne devriez-vous pas faire amende honorable devant MM. Vinogradov et consorts et les supplier, *en vous engageant à vous abstenir de la diriger*, de ne point « se détourner de la révolution » ?

« Prolétari » n°16, 14 (1er) septembre 1905

Conforme au texte du journal

LA THÉORIE DE LA GÉNÉRATION SPONTANÉE

« L'*Iskra* a montré que la Constituante peut naître par génération spontanée, sans le concours d'aucun gouvernement, et, partant, du gouvernement provisoire. Cette effrayante question peut désormais être considérée comme réglée et toutes les discussions qui s'y rattachaient doivent cesser. »

Ainsi s'exprime le Bund dans les *Poslednié Izvestia* du 1er septembre (19 août), n° 247. Si ce n'est pas de l'ironie, on ne saurait concevoir meilleur « développement » des idées de l'*Iskra*. Quoi qu'il en soit, la théorie de la « génération spontanée » est établie, l'« effrayante question » est réglée, « les discussions doivent cesser ». Quelle bénédiction ! Nous ne discuterons plus cette effrayante question, nous chérirons la théorie nouvelle-née de la « génération spontanée », simple et pure comme un regard d'enfant. A vrai dire, cette théorie de la génération spontanée n'a pas été engendrée spontanément : elle est le fruit du concubinage affiché du *Bund* et de la nouvelle *Iskra*. Mais après tout ce n'est pas l'origine de la théorie qui importe, c'est sa valeur !

Comme ils ont manqué de sagacité, dans leur étude de l'« effrayante question », ces pauvres social-démocrates russes du IIIe Congrès du P.O.S.D.R. et de la conférence de la nouvelle *Iskra* ! Les uns ne cessaient de parler d'un gouvernement provisoire nécessaire *pour* la génération — non spontanée — de l'Assemblée constituante ; les autres admettaient que « la victoire définitive de la révolution sur

le tsarisme » « peut être marquée » aussi « par la décision d'une institution représentative convoquant, sous la pression du peuple révolutionnaire, l'Assemblée constituante » (résolution de la conférence) ; et personne, pas même la rédaction de la nouvelle *Iskra*, qui assistait à la conférence, Plékhanov en tête, ne s'avisa de ce que l'*Iskra* a maintenant « *montré* », de ce que le Bund a résumé, sanctionné et baptisé d'un nom magnifique. Comme toutes les découvertes géniales, *la théorie de la génération spontanée de l'Assemblée constituante* a porté d'emblée la lumière dans le chaos. Tout s'est éclairci. Ce n'est plus la peine de penser à un gouvernement révolutionnaire provisoire (rappelez-vous la remarquable sentence de l'*Iskra* : Ne souillez pas vos lèvres de la conjonction des mots « vive » et « le gouvernement » !). Ce n'est plus la peine d'exiger des membres de la Douma « l'engagement révolutionnaire » de « transformer la Douma en une assemblée révolutionnaire » (*Iskra* n° 108, article de Tchérévanine). *L'Assemblée constituante peut naître par génération spontanée* ! ! Elle sera mise au monde par le peuple sans que la virginité de celui-ci soit profanée par l'« intervention » d'un gouvernement, fût-il provisoire ou révolutionnaire. Ce sera une nativité sans défloration, par la voie pure du suffrage universel, sans lutte « jacobine » pour le pouvoir, sans dégradation de la cause sacrée par la perfidie des assemblées représentatives bourgeoises, sans même qu'on ait besoin de ces sages-femmes brutales qui, dans cette vallée de péché, ont jusqu'à ce jour fait immanquablement leur apparition sur la scène toutes les fois qu'une vieille société portait dans ses flancs une société nouvelle.

Vive la génération spontanée ! Puissent les peuples révolutionnaires de toutes les Russies apprécier à sa juste valeur cette « possibilité », — et partant cette « nécessité » qui est *pour eux* le moyen le plus rationnel, le plus facile et le plus souple de conquérir la liberté ! Qu'on élève au plus tôt un monument au Bund et à la nouvelle *Iskra*, géniteurs spontanés de la théorie de la génération spontanée !

Mais, si éblouis que nous soyons par l'éclatante lumière de cette nouvelle conquête de la science, force nous est de jeter un coup d'œil sur quelques aspects inférieurs de cette création élevée. Si la lune est très mal fabriquée

à Hambourg [93], les nouvelles théories non plus ne sont pas fabriquées à la rédaction des *Poslednié Izvestia* avec tous les soins requis. La recette en est simple, éprouvée qu'elle est depuis fort longtemps par des gens auxquels on n'a jamais pu reprocher la moindre petite pensée indépendante : prendre deux opinions opposées, les mêler et partager le tout en deux ! Emprunter au *Prolétari* sa critique des élections populaires sous l'autocratie et à l'*Iskra* sa réprobation de l'« effrayante question » ; au *Prolétari* encore le boycottage actif et à l'*Iskra* la condamnation du mot d'ordre de l'insurrection... «Prendre son bien où on le trouve, comme l'abeille qui butine.» Et, contents d'en avoir fini avec l'effrayante question, les bonnes gens du Bund de se pavaner, pleins de fatuité : ne se sont-ils pas montrés bien supérieurs aux vues si étroites et si exclusives des deux contradicteurs ?

Ça ne colle pas, camarades du Bund. Vous n'avez pas montré d'autres « voies de la génération spontanée » que celle de la nouvelle *Iskra*. Et pour ce qui est de cette voie-là, vous avez dû reconnaître vous-mêmes que, « sous l'autocratie et contre la volonté d'un gouvernement qui dispose de tout le mécanisme d'Etat », l'élection des représentants du peuple ne peut être qu'une *bouffonnerie*. Ne nous lâchez donc pas en route, ô créateurs de la nouvelle théorie : dites-nous par quelle « voie » différente de celle de la nouvelle *Iskra* se réalisera, à votre avis, la « génération spontanée ».

Le *Prolétari* a répondu à l'*Iskra* que, sous l'autocratie, les gens de l'*Osvobojdénié* pourraient seuls faire les élections et les qualifieraient volontiers de populaires*. « Cet argument ne résiste pas à la critique, réplique le Bund, car l'autocratie ne permettra à personne — sans faire d'exception pour les gens de l'*Osvobojdénié* — de sortir, en matière d'élections, des cadres de la loi. » Sur quoi nous ferons respectueusement observer que les zemstvos, les municipalités et diverses « unions » ont procédé et procèdent à des élections. C'est un fait. La preuve : les nombreux bureaux de ces organisations.

Le Bund écrit : « On ne peut pas commencer l'agitation contre la Douma au nom de l'insurrection armée en général (!), car l'insurrection, n'étant que le moyen d'une ré-

* Voir le présent tome, p. 202. (*N.R.*)

volution politique, ne peut dans ce cas » (et non « en général » ?) « servir de mot d'ordre d'agitation. On peut et on doit répliquer à la Douma en étendant et en approfondissant l'agitation pour une Assemblée constituante élue au suffrage universel, etc. » Nous répondons : premièrement, si les membres du Bund avaient tant soit peu réfléchi ou s'ils avaient simplement pris connaissance de notre programme, ils se seraient rendu compte que l'Assemblée constituante n'est, elle aussi, qu'un « moyen ». Il n'est pas raisonnable de déclarer qu'un « moyen » peut fournir un mot d'ordre et qu'un autre ne le peut pas « en général ». Deuxièmement, le mot d'ordre de l'Assemblée constituante, devenu celui de l'*Osvobojdénié* et des « conciliateurs » bourgeois (voir les numéros 3 et 4 du *Prolétari*)*, ne vaut, seul, absolument rien ; nous l'avons clairement expliqué depuis longtemps et à maintes reprises. Que la bourgeoisie libérale et monarchiste *laisse dans l'ombre* la question du *mode* de convocation de l'Assemblée constituante, *voilà qui n'est que trop naturel*. Mais les représentants du prolétariat révolutionnaire ne peuvent en aucun cas en faire autant. La théorie de la génération spontanée sied bien aux premiers. Elle ne peut que discréditer les derniers devant les ouvriers conscients.

Passons au dernier argument du Bund : « L'insurrection armée est nécessaire, il faut s'y préparer, encore s'y préparer, toujours s'y préparer. Mais nous ne sommes pas encore en mesure de la provoquer. Il est par conséquent (! !) superflu d'en parler à l'occasion de la Douma. » Nous répondons : 1) Reconnaître la nécessité de l'insurrection et de la préparation insurrectionnelle et faire la moue quand il est question des « détachements de combat » (« empruntés à l'arsenal du *Vpériod* », comme dit le Bund), c'est se réfuter soi-même et démontrer que l'on écrit sans réfléchir. 2) Le gouvernement révolutionnaire provisoire est un organe de l'insurrection. Cette thèse nettement exposée dans la résolution du III^e^ Congrès a également été acceptée pour l'essentiel — quoique, à notre avis, en termes moins heureux — par la conférence de la nouvelle *Iskra* (gouver-

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, pp. 498 et 518-526. (*N.R.*)

nement révolutionnaire provisoire » émanant de l'insurrection victorieuse du peuple » ; or, un gouvernement révolutionnaire — la logique et les faits historiques l'attestent — peut aussi être l'organe d'une insurrection pas du tout ou incomplètement victorieuse ; de plus, il n'« émane » pas seulement de l'insurrection, il la dirige). Les militants du Bund ne tentent pas de contester cette thèse d'ailleurs incontestable. Reconnaître la nécessité de l'insurrection et de la préparation insurrectionnelle et exiger en même temps la fin des discussions sur l'« effrayante question » du gouvernement provisoire, c'est écrire sans réfléchir. 3) La phrase sur la formation de l'Assemblée constituante « sans le concours d'aucun gouvernement, et, partant, du gouvernement provisoire » est une phrase *anarchiste*. Elle vaut celle de l'*Iskra* sur les lèvres « souillées » par la conjonction des mots « vive » et « le gouvernement ». Elle atteste l'inintelligence du rôle du pouvoir révolutionnaire en tant qu'un des « *moyens* » les plus hauts et les plus grands d'accomplir la révolution politique. Le piètre « libéralisme » dont se pare ici le Bund à l'exemple de l'*Iskra* (pas de gouvernement d'aucune sorte, même provisoire !) est justement un libéralisme anarchiste. L'idée d'une Assemblée constituante qui se formerait *sans l'aide* de l'insurrection n'est digne que de bourgeois simplistes, les camarades du Bund s'en rendent du reste compte eux-mêmes. Quant à l'insurrection *sans l'aide* d'un gouvernement révolutionnaise provisoire, elle ne peut ni entraîner le peuple entier ni vaincre. Nous devons donc constater une nouvelle fois, avec regret, que les militants du Bund n'arrivent pas à retomber sur leurs pieds. 4) S'il y a lieu de se préparer à l'insurrection, cette préparation doit nécessairement comprendre la diffusion et le commentaire des mots d'ordre : insurrection armée du peuple, armée révolutionnaire, gouvernement révolutionnaire provisoire. Il nous faut étudier nous-mêmes de nouveaux procédés de lutte, leurs conditions, leurs formes, leurs dangers, leurs applications pratiques, etc., et en instruire les masses. 5) Il est faux d'affirmer que « nous ne sommes pas encore en mesure de provoquer l'insurrection ». L'histoire du « Potemkine » a plutôt montré que *nous ne sommes pas en mesure d'empêcher les explosions prématurées de l'insurrection que nous préparons*. Les

marins du « Potemkine » étaient moins préparés que ceux d'autres bâtiments et le soulèvement fut moins complet qu'il aurait pu l'être. Conclusion : la préparation de l'insurrection nous oblige à prévenir les explosions prématurées de l'insurrection que nous préparons ou qui est presque préparée ; l'insurrection, grandissant spontanément, *devance* notre travail conscient et méthodique de préparation. Dès aujourd'hui nous ne sommes pas en mesure d'empêcher les explosions insurrectionnelles spontanées, isolées et dispersées qui se produisent çà et là. C'est pour nous une raison de plus de *hâter* la propagande et l'explication de tous les objectifs politiques et de toutes les conditions politiques d'une insurrection victorieuse. Les invitations à mettre un terme aux discussions sur l'« effrayante question » du gouvernement provisoire sont d'autant moins fondées, d'autant moins logiques. 6) L'idée qu'« il est superflu de parler de l'insurrection à l'occasion de la Douma » est-elle juste ? Non. Il serait absurde — surtout pour nous qui vivons à l'étranger — de vouloir déterminer d'avance le moment de l'insurrection. Il n'est pas question de « rattacher » en ce sens l'insurrection à la Douma, le *Prolétari* l'a dit maintes fois ! *Mais l'agitation en faveur de l'insurrection et la propagande de l'insurrection* doivent être « rattachées » à tous les événements politiques importants dont le peuple s'émeut. C'est justement autour du mot d'ordre central à choisir pour la campagne d'agitation soulevée à l'occasion de la Douma que gravite aujourd'hui tout le débat. La convocation de la Douma est-elle un événement important et dont le peuple s'émeut ? Certes. Les ouvriers et les paysans vont-ils nous demander quelle est la meilleure réplique à faire à la Douma ? Ils n'y manqueront pas, ils le demandent déjà. Comment leur répondre ? Non pas en invoquant la génération spontanée (qui n'est qu'un mot pour rire), mais en *expliquant* les conditions, les formes, les préalables, les objectifs et les organes de *l'insurrection*. Plus cette propagande sera féconde, et plus il y aura de chances pour que les explosions insurrectionnelles inévitables puissent revêtir plus facilement et plus promptement les proportions d'une insurrection victorieuse et triomphante.

« Prolétari » n°16,
14 (1er) septembre 1905

Conforme au texte du journal

LETTRE AU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL

Le 16 septembre 1905

Cher camarade, toutes lettres concernant la proposition d'une intervention du Bureau Socialiste International pour réconcilier les deux fractions de notre Parti ont été envoyées au Comité central en Russie. A présent je peux vous communiquer que le Comité central est prêt à prendre part à la dite conférence, pourvu qu'elle garde le caractère d'une délibération préliminaire. J'espère que les délégués du Comité central viendront à Genève ou bien à Berlin bientôt, au mois de septembre probablement.

« Cependant, je dois vous informer que le Comité central est en train de conclure un pacte en Russie avec la commission d'organisation — l'organe exécutif de la minorité — du Parti. Les pourparlers préliminaires ont eu déjà lieu et les deux partis sont parvenus à faire une convention à propos des sommes versées par les organisations étrangères en faveur de la révolution russe. Le texte de cette convention vous a été envoyé il y a une quinzaine.

« Puisque la solidité de la réconciliation ne peut être garantie que par une entente complète entre les camarades en Russie, il serait peut-être prudent d'attendre les résultats des négociations avant de convoquer la conférence au sujet de laquelle vous nous écrivez.

[*Vladimir Oulianoff* (*N. Lénine*)

Publié pour la première fois en 1929 dans la 2e et la 3e édition des Œuvres de V. Lénine, tome VIII

Conforme au double dactylographié en français

RENCONTRE D'AMIS

Les journaux étrangers qui suivent avec une très grande attention le développement de la crise politique en Russie nous ont apporté ces jours derniers d'intéressantes nouvelles sur l'activité des mouvements des zemstvos et de l'*Osvobojdénié*. Ces nouvelles les voici :

« La conférence des maréchaux de la noblesse à Pétersbourg est arrivée, après deux heures de débats, à un accord complet avec le ministre de l'Intérieur sur les élections » à la Douma d'Etat (*Vossische Zeitung* [94], 16 septembre). « On nous informe de toutes les provinces et de toutes les villes de Russie que la majorité des électeurs sont complètement indifférents à l'égard des droits politiques qui leur sont octroyés » (*Ibid*). Le président de l'administration des zemstvos de la province de Moscou, Golovine, négocie avec le gouverneur-général Dournovo l'autorisation d'un congrès des zemstvos. Dournovo dit à Golovine qu'il sympathise profondément avec les zemstvos, mais qu'il a l'ordre de s'opposer par tous les moyens à leur congrès. Golovine invoque le précédent congrès des universitaires. Dournovo lui répond que « c'était une chose bien différente, car il fallait en toute occurrence persuader les étudiants de reprendre les cours » (*Frankfurter Zeitung*, 17 septembre). « Le congrès des zemstvos a été autorisé à se réunir à Moscou le 25 septembre afin d'étudier le programme électoral et à la condition de s'en tenir rigoureusement à cette question » (*Times*, 18 septembre, dépêche de Saint-Pétersbourg). «M. Golovine a rendu visite aujourd'hui au gouverneur-général et s'est entretenu avec lui du prochain congrès des

zemstvos. Son Excellence a déclaré que le congrès était autorisé, mais devait se consacrer exclusivement à l'étude de trois questions : 1. participation des zemstvos et des municipalités aux élections à la Douma d'Etat ; 2. organisation de la campagne électorale ; 3. participation des zemstvos et des municipalités au secours des affamés » (*Times*, dépêche de Moscou).

Les amis se sont rencontrés, les amis se sont entendus. L'accord est réalisé entre le leader du parti des zemstvos, Golovine, et Dournovo. Il faudrait une candeur enfantine pour ne pas voir que cet accord se fonde sur des concessions mutuelles, sur le principe du *do ut des* (donnant donnant). Ce que l'autocratie a concédé, on le voit : elle a autorisé le congrès. Ce que le parti des zemstvos (ou de l'*Osvobojdénié* ? Qu'Allah s'y retrouve ! Mais est-ce bien la peine de distinguer ?) a concédé, nul ne le dit. La bourgeoisie a toutes les raisons de cacher ses pourparlers avec l'autocratie. Mais si nous n'en connaissons pas les détails, nous savons parfaitement quel est le *fond* des concessions de la bourgeoisie. *Celle-ci a promis à l'autocratie de tempérer son zèle révolutionnaire*, ce zèle dont le fin fond était cette réputation d'ex-révolutionnaire dont Pétrounkévitch jouissait à la cour... *Elle a promis de répondre à un rabais par un rabais plus fort.* L'importance du rabais, nous l'ignorons. Mais nous savons que le « prix fort » de la bourgeoisie avait deux faces : pour le peuple, une Constitution monarchique à deux Chambres ; pour le tsar, la convocation des représentants du peuple, sans plus (car la fameuse délégation des zemstvos n'a pas osé en dire davantage à Nicolas II). C'est sur ce prix double-face que la bourgeoisie a maintenant promis à l'autocratie de rabattre. *La bourgeoisie a promis d'être fidèle au souverain, loyale, respectueuse de la légalité**.

* Les journaux étrangers ont publié le 21 septembre (nouveau calendrier) des dépêches de Saint-Pétersbourg disant que le bureau du congrès des zemstvos recevait de nombreux refus de participer au congrès du 25 septembre en raison des *restrictions importantes imposées par le gouvernement au programme des travaux du congrès*. Nous ne garantissons pas l'exactitude de cette information, qui confirme pourtant pleinement, même si elle se réduit à des rumeurs, notre opinion sur la signification des pourparlers entre Golovine et Dournovo.

Les amis se sont rencontrés, les amis se sont mis d'accord.

A peu près à la même époque, d'autres amis commençaient à se rencontrer et à s'entendre. Le correspondant pétersbourgeois de la *Frankfurter Zeitung* (15 septembre), organe de la Bourse, écrit qu'un congrès clandestin de l'Union de l'*Osvobojdénié** s'est tenu, probablement à Moscou. « Cette assemblée a décidé de transformer l'Union de l'*Osvobojdénié* en un *parti constitutionnel-démocrate*, proposition formulée par les membres des zemstvos appartenant à l'Union et acceptée par le congrès (ou par la conférence ?) à l'unanimité. Quarante membres de l'Union ont ensuite été chargés de rédiger et de mettre au point *un programme du Parti*. Cette commission commencera sous peu ses travaux. » La question de la Douma d'Etat a été débattue. Il a été décidé après une vive discussion *de participer aux élections*, « à la condition toutefois que les membres élus du Parti participeront aux travaux de la Douma non afin de régler les affaires courantes, mais de continuer la lutte au sein même de la Douma ». Il fut indiqué au cours des débats qu'un large (ou multilatéral : *weitgehender*) boycottage, qui seul pourrait être utile, n'était pas possible. (Est-il possible, messieurs, que personne ne se soit exclamé à votre congrès : Ne dis pas « je ne peux pas », dis « je ne veux pas » ? — Note de la Rédaction du *Prolétari*.) Mais l'assemblée suppose que la Douma d'Etat sera un bon terrain de propagande pour les idées démocratiques. « Tout ami sincère du peuple, est-il dit dans le procès-verbal de l'assemblée, tout ami de la liberté n'ira à la Douma d'Etat que pour servir la cause de l'Etat constitutionnel. » (Souvenez-vous de Monsieur S.S. qui expliquait à tous dans l'*Osvobojdénié* que ce qui importe, c'est pour les intellectuels radicaux, l'extension du droit de vote, et, pour les membres des zemstvos, pour les propriétaires fonciers et les capitalistes, l'extension des droits de la Douma d'Etat. — La Rédaction du *Prolétari*.) « L'assemblée a d'ailleurs indiqué que les membres démocrates de la Douma doivent avoir en vue dans cette lutte la *rupture complète avec le gouvernement actuel* (en italique dans l'original) et ne pas la craindre. Ces décisions

* Union de la libération. (*N.R.*)

de l'assemblée seront naturellement publiées et répandues. » (La rédaction du *Prolétari* n'est encore en possession d'aucun tract de cette veine ni d'aucun renseignement sur lui en provenance de Russie.) « L'influence des « libérateurs » — ainsi s'appellent les membres de l'Union de l'*Osvobojdénié* — est très grande. Ils comprennent des représentants des milieux les plus variés de la société ; à leur tête se placent les personnalités des zemstvos. Aussi leur agitation électorale acquiert-elle une grande importance dans les milieux sociaux qui leur sont proches et répondent aux exigences du cens électoral. On ne peut douter qu'un fort noyau de membres de l'Union de l'*Osvobojdénié* n'entre à la Douma d'Etat et n'y forme une gauche aussitôt que cette Douma sera devenue une représentation vraiment nationale. Si ces radicaux réussissent à rallier à eux les candidats modérés des zemstvos et des municipalités, les choses peuvent aller jusqu'à la proclamation de l'Assemblée constituante.

« La participation des partis politiques russes aux élections semble donc une question résolue, l'Union des unions » s'étant aussi prononcée à la fin pour l'affirmative. Seul le Bund juif se livre à l'agitation contre les élections ; de plus dans certaines villes, de grands meetings ouvriers élèvent aussi leur protestation catégorique *contre* une Douma d'Etat dont les ouvriers sont exclus »...

C'est ainsi que le correspondant d'un journal bourgeois allemand écrit l'histoire de la révolution russe. Ces informations contiennent sans doute des erreurs partielles ; elles n'en sont pas moins, dans l'ensemble, à n'en pas douter, assez proches de la vérité — bien entendu, pour ce qui est des faits et non des prédictions.

Quelle est donc la signification véritable des faits qu'il décrit ?

Nous l'avons dit des centaines de fois, la bourgeoisie russe agit en maquignon entre le tsar et le peuple, entre le pouvoir et la révolution, et cherche à mettre cette dernière à profit pour *s'assurer* le pouvoir dans son propre intérêt de classe. N'étant pas encore arrivée au pouvoir, elle *doit* aspirer à « l'amitié » avec le tsar et avec la révolution. Elle y aspire effectivement. Elle charge le sang bleu Golovine de se lier d'amitié avec Dournovo. Elle envoie

un plumitif anonyme pour se lier d'amitié avec le « peuple », avec la révolution. Là, des amis se rencontrent et s'entendent. Ici, ils tendent la main, font des signes de tête amicaux, promettent d'être de vrais amis du peuple, des amis de la liberté, jurent de n'aller à la Douma que pour y mener le bon combat et rien que pour cela, jurent de rompre à jamais avec le gouvernement actuel, font même miroiter la proclamation de l'Assemblée constituante. Ils font du radicalisme, s'empressent autour des révolutionnaires, leur quémandent l'appellation d'amis du peuple et de la liberté, sont prêts à promettre tout ce que l'on voudra — *pourvu que ça prenne* !

Et ça prend. La nouvelle *Iskra*, Parvus en tête, a mordu à l'hameçon. Les amis, s'étant rencontrés, ont entamé des pourparlers sur un accord. Il faut, clame Tchérévanine (*Iskra*, n° 108) exiger des libéraux de l'*Osvobojdénié* entrant à la Douma un engagement révolutionnaire. — Nous sommes d'accord, pleinement d'accord, répondent les gens de l'*Osvobojdénié*. — Nous proclamerons l'Assemblée constituante. — Il faut exercer une pression afin de ne faire élire que des partisans résolus d'une représentation libre et démocratique, dit Martov, faisant écho à Tchérévanine (*Wiener Arbeiter Zeitung*, traduit dans le n° 15 du *Prolétari*). — Naturellement, naturellement, répondent les gens de l'*Osvobojdénié*, et nous sommes les plus résolus, en vérité, et nous marchons vers une rupture complète avec le gouvernement actuel. — Il faut, tonne Parvus, notre Ledru-Rollin, leur rappeler qu'ils sont tenus de représenter les intérêts du peuple, les contraindre à représenter les intérêts du peuple. — Mais comment donc ! répondent les gens de l'*Osvobojdénié*. Nous avons même consigné dans nos procès-verbaux que nous sommes les amis authentiques du peuple, les amis de liberté. — Il faut former des partis politiques, exige Parvus. — C'est fait ! répondent les gens de l'*Osvobojdénié*. Nous nous appelons déjà « Parti constitutionnel-démocrate ». — Il faut avoir un programme clair, insiste Parvus. — Mais voyons, répondent les gens de l'*Osvobojdénié*. Nous avons chargé quarante personnes de nous en rédiger un, qu'à cela ne tienne !... — Il faut conclure un accord sur le soutien de l'*Osvobojdénié* par les social-démocrates, concluent en chœur les gens de la nouvelle *Iskra*. Ceux de l'*Osvoboj-*

dénié versent des larmes de joie. Golovine fait une visite de congratulations à Dournovo.

Quels sont ici les comédiens et quelles sont les dupes ?

Toutes les erreurs de tactique que l'*Iskra* a commises dans la question de la Douma portent maintenant leurs seuls fruits possibles et inévitables. Le rôle honteux que l'*Iskra* a joué en combattant le boycottage actif apparaît maintenant à tous. A qui *a profité* la tactique de l'*Iskra*, voilà ce dont on ne peut plus douter. Le boycottage actif est enterré par la majorité de la bourgeoisie monarchiste. La tactique de l'*Iskra* sera infailliblement enterrée par la majorité de la social-démocratie russe.

Parvus en est arrivé à parler d'un accord formel avec les gens de l'*Osvobojdénié* (ces « démocrates »), qu'il veut lier à la social-démocratie par des responsabilités politiques communes, qu'il veut faire soutenir par les social-démocrates en échange de l'acceptation de conditions et d'exigences déterminées. Sans doute les néo-iskristes eux-mêmes condamneront-ils cette absurdité et cette honte. Mais Parvus n'a fait qu'exprimer avec netteté et brutalité l'idée maîtresse du néo-iskrisme. Le soutien formel qu'il a proposé n'est que la conclusion inévitable de l'appui *moral* que la nouvelle *Iskra* n'a cessé de prêter à la bourgeoisie monarchiste, en condamnant le boycottage actif de la Douma, en justifiant et en défendant l'entrée des démocrates à la Douma, en jouant au parlementarisme alors qu'il n'y a pas de Parlement. Ce n'est pas pour rien que l'on a dit : « Nous n'avons pas encore de Parlement, mais le crétinisme parlementaire, nous en avons tant et plus. »

L'erreur capitale des néo-iskristes s'est révélée. Ils ont sans cesse fermé les yeux sur la *théorie de l'entente*, cette théorie politique fondamentale de l'*Osvobojdénié*, cette expression la plus profonde et la plus juste des intérêts de classe et de la politique de classe de la bourgeoisie russe. Ils ont insisté et ils insistent sur un seul aspect de la question, sur le conflit de la bourgeoisie et de l'autocratie, laissant dans l'ombre cet autre aspect : l'*entente* de la bourgeoisie et de l'autocratie contre le peuple, contre le prolétariat, contre la révolution. Or, ce second aspect de la question prévaut de plus en plus, acquiert de jour en jour, après chaque progrès de la révolution, après chaque mois supplé-

mentaire d'une crise que les partisans bourgeois de l'ordre considèrent comme tout à fait intolérable, une importance de plus en plus décisive.

L'erreur capitale des néo-iskristes les amène à une appréciation radicalement fausse des possibilités qui s'offrent à la social-démocratie de tirer avantage des conflits entre l'autocratie et la bourgeoisie et d'*envenimer* ces conflits par nos efforts. Oui, nous sommes absolument et constamment tenus d'envenimer ces conflits, sans la Douma, avant la Douma, à la Douma si celle-ci se réunit. Mais le *moyen* de le faire, les néo-iskristes le voient où il n'est pas. Au lieu d'aviver la flamme en cassant les carreaux et en laissant entrer le souffle puissant des insurrections ouvrières, ils suent sang et eau à construire des soufflets artificiels qui ne sont que des jouets et à encourager l'ardeur révolutionnaire des gens de l'*Osvobojdénié* en leur présentant des revendications et en leur posant des conditions bouffonnes.

Oui, nous sommes tenus de soutenir la bourgeoisie toutes les fois qu'elle agit révolutionnairement. Mais ce soutien a toujours consisté pour nous (rappelez-vous l'attitude de la *Zaria* et de l'ancienne *Iskra* à l'égard de l'*Osvobojdénié*), et consistera toujours pour la social-démocratie révolutionnaire, à démasquer et à flétrir impitoyablement, avant tout et surtout, tous les faux pas de cette bourgeoisie « démocrate », si vous me passez l'expression. Dans la mesure où nous pouvons exercer notre influence sur l'orientation démocratique de la bourgeoisie, cette influence ne sera réelle que quand toute action du démocrate bourgeois devant les ouvriers et devant les paysans conscients portera en elle-même le châtiment des trahisons et des erreurs de cette bourgeoisie, le châtiment des promesses non tenues, le châtiment des belles paroles démenties par la vie et par les actes. Quand cette bourgeoisie, qui annonçait hier, à grands cris, à l'Europe le boycottage de la Douma, commet aujourd'hui sa petite infamie, rétracte ses engagements, révise ses décisions, remanie ses motions, s'entend avec les Dournovo sur un mode légal d'action, nous ne sommes pas tenus de soutenir moralement ces menteurs et ces larbins de l'autocratie ; nous ne devons ni leur donner l'occasion de se tirer d'affaire ni leur permettre de venir faire aux ouvriers de nouvelles promesses (qui s'en iront au diable,

par le même chemin, dès que la Douma consultative sera devenue législative) ; non, nous devons les clouer au pilori et accoutumer le prolétariat à l'idée que des trahisons toujours nouvelles de cette « démocratie » bourgeoise, qui s'évertue à concilier la Constitution et Trépov, la social-démocratie et l'*Osvobojdénié*, sont inéluctables et ne sauraient tarder. Nous devons faire sentir et démontrer à tous les ouvriers, en nous servant notamment de la duplicité dont la bourgeoisie a fait preuve à l'égard du peuple dans la question du boycottage de la Douma, que tous ces Pétrounkévitch et consorts sont déjà des Cavaignac et des Thiers parfaitement formés.

Admettons que nous ne réussissions pas à enterrer la Douma avant sa naissance. Admettons que la Douma se réunisse. Les conflits constitutionnels y sont inévitables, car la bourgeoisie ne peut pas ne pas aspirer au pouvoir. Nous sommes tenus de soutenir dans ces circonstances encore cette aspiration, le régime constitutionnel offrant quelque avantage au prolétariat lui aussi et la domination de la classe bourgeoise devant déblayer le terrain de notre lutte pour le socialisme. Tout cela est très juste. Mais ici ne se termine pas, ici commence au contraire notre désaccord fondamental avec la nouvelle *Iskra*. Ce désaccord ne porte pas sur l'appui à donner ou à refuser à la démocratie bourgeoise, mais sur la façon de soutenir cette démocratie et d'exercer sur elle notre pression à une époque de révolution. Justifiant ou feignant d'ignorer sa trahison, vous hâtant de conclure un marché avec elle et de jouer au parlementarisme, exigeant d'elle des promesses et des engagements, vous n'obtenez qu'un résultat : c'est la démocratie bourgeoise *qui exerce sa pression sur vous, et non pas vous sur elle* ! Nous voici arrivés à la révolution. Le temps de la seule pression littéraire est révolu. Celui de la pression parlementaire n'est pas encore venu. Une pression *effective* et non pour rire ne peut être exercée *que* par l'insurrection. Quand la guerre civile embrase le pays entier, c'est par la force des armes, c'est en se battant qu'on exerce une pression ; les autres tentatives de pression se réduisent à de pauvres phrases creuses. Personne ne s'est encore hasardé à affirmer que l'époque de l'insurrection était passée en Russie. Et puisqu'il en est ainsi, toute façon

de détourner de l'accomplissement de l'insurrection, toute tentative d'éluder la nécessité de celle-ci, tout « rabais » sur nos exigences envers la démocratie bourgeoise — sur sa participation à l'insurrection — est une capitulation devant la bourgeoisie qui met le prolétariat à la remorque de celle-ci. Jamais, nulle part, le prolétariat n'a encore déposé les armes au début d'une lutte sérieuse ; jamais il ne s'est encore plié à l'héritage maudit du joug et de l'exploitation sans se mesurer avec l'ennemi. C'est là que se trouve maintenant notre moyen de pression, notre espoir d'exercer cette pression. Nul ne peut prédire l'issue de la lutte. Si le prolétariat l'emporte, la révolution sera faite par les ouvriers et par les paysans, et non par les Golovine et les Strouvé. Si le prolétariat est battu, la bourgeoisie recevra de nouvelles récompenses constitutionnelles pour le concours qu'elle aura prêté à l'autocratie dans la bataille. Alors, et alors seulement, commencera une nouvelle époque, interviendra une nouvelle génération, se répétera l'histoire de l'Europe occidentale, et le parlementarisme deviendra pour un temps la pierre de touche véritable de la politique.

Vous voulez exercer dès maintenant votre pression ? Préparez l'insurrection, prêchez-la, organisez-la. L'insurrection seule pourra faire en sorte que la comédie de la Douma, au lieu de marquer la fin de la révolution bourgeoise en Russie, devienne le début d'une révolution démocratique complète qui allumera l'incendie des révolutions prolétariennes dans le monde entier. L'insurrection seule fera que notre « landtag unifié » à nous devienne le prélude d'une Assemblée constituante différant de celle de Francfort, et que notre révolution n'en reste pas au seul 18 mars (1848) ; seule, elle nous assurera, après le 14 juillet (1789), notre 10 août (1792). L'insurrection seule, et non les promesses signées des gens de l'*Osvobojdénié*, peut faire déserter des rangs des libéraux quelques Johann Jacobi [95], qui, écœurés des courbettes serviles des Golovine, se joindront au dernier moment au prolétariat et aux paysans dans le combat pour la révolution.

« Prolétari » n°18, 26 (13) septembre 1905

Conforme au texte du journal

DISCUTEZ LA TACTIQUE, MAIS DONNEZ DES MOTS D'ORDRE CLAIRS !

La discussion de la tactique à suivre envers la Douma d'Etat devient de plus en plus brûlante. Le désaccord entre l'*Iskra* et le *Prolétari* s'aggrave, surtout après l'article de Parvus dans l'*Iskra*.

Discuter la tactique est indispensable. Mais, ce faisant, il faut tendre au maximum de clarté. Les problèmes de tactique, ce sont les problèmes de la ligne de conduite politique du Parti. On peut et *on doit* justifier telle ou telle ligne de conduite par la théorie, par l'histoire, par l'analyse de la situation politique, etc. Mais le Parti d'une classe en lutte doit, dans toutes ces discussions, ne pas perdre de vue la nécessité de donner des réponses absolument nettes et *n'admettant pas deux interprétations* aux questions concrètes touchant notre conduite politique : Oui ou non ? Faut-il, en ce moment-ci, faire ou ne pas faire telle ou telle chose ?

Ces réponses claires sont indispensables si nous voulons ne pas exagérer et ne pas embrouiller nos désaccords, mais aussi pour que la classe ouvrière sache avec la plus grande précision quels sont les conseils concrets que lui donnent, en ce moment-ci, tels ou tels social-démocrates.

Pour apporter une clarté entière dans notre débat avec l'*Iskra*, nous donnons ci-dessous une liste des questions concrètes qui se posent à propos de la conduite politique de la social-démocratie dans la campagne actuelle d'agi-

tation autour de la Douma. Ne prétendant nullement fournir une liste complète, nous serons reconnaissants à tous ceux qui nous signaleront les adjonctions, les modifications ou les distinguos à faire sur telle ou telle question. Il va de soi que ce qui se rapporte aux réunions électorales, s'applique de même à toutes les réunions.

QUELS CONSEILS DONNENT LES SOCIAL-DÉMOCRATES AU PROLÉTARIAT AU SUJET DE LA DOUMA

	Iskra	*Prolétari*
1. Les ouvriers doivent-ils pénétrer dans les réunions électorales ?	Oui.	Oui.
2. Les ouvriers doivent-ils pénétrer dans les réunions électorales même par la force ?	Oui.	Oui.
3. Dans ces réunions, faut-il parler de l'imperfection totale de la Douma et exposer tous les objectifs et tout le programme de la social-démocratie ?	Oui.	Oui.
4. Dans ces réunions, faut-il appeler les ouvriers et le peuple entier à l'insurrection armée, à la formation d'une armée révolutionnaire et d'un gouvernement révolutionnaire provisoire ?	?	Oui.
5. Faut-il faire de ces mots d'ordre (§ 4) le pivot de toute notre campagne ? . . .	Non.	Oui.
6. Devons-nous dénoncer dans les gens de l'*Osvobojdénié* (ou « constitutionnels-démocrates ») briguant un siècle à la Douma, des bourgeois trahissant la révolution et pratiquant l'« entente » avec le tsar ? . .	Non.	Oui.
7. Faut-il que nous, les social-démocrates, nous recommandions au peuple d'élire de préférence des Pétrounkévitch, des Stakhovitch ou leurs pareils ?	Non.	Oui.
8. Devons-nous conclure avec les gens de l'*Osvobojdénié* des accords leur assurant notre soutien à des conditions déterminées, s'ils prennent des engagements ou acceptent certaines exigences précises, etc. ? . . .	Oui.	Non.

9. Devons-nous faire du mot d'ordre d'auto-administration révolutionnaire le point central de notre agitation ? . . . . Oui. Non.

10. Faut-il appeler le peuple à élire dès maintenant au suffrage universel des organes d'auto-administration révolutionnaire et, par leur entremise, l'Assemblée constituante ? . . . . . Oui. Non.

11. Devons-nous élire des comités électoraux social-démocrates ? Devons-nous poser des candidatures social-démocrates à la Douma ? . . . . . Oui. Non.

« Prolétari » n°18, (26) 13 septembre 1905

Conforme au texte du journal

COMMENT ON JOUE AU PARLEMENTARISME

Plus d'une fois déjà (dans le n° 12 du *Prolétari* avant la loi sur la Douma d'Etat, dans les nos 14-17 après le 6 août) nous avons exposé notre tactique à l'égard de la Douma. Nous devons maintenant l'examiner à nouveau en la confrontant avec les vues nouvelles de Parvus (*la Social-Démocratie et la Douma d'Etat*, tirage à part du n° 110 de l'*Iskra*).

Suivons pas à pas le raisonnement fondamental de Parvus. « Nous devons combattre jusqu'à la dernière extrémité ce faux Parlement, mélange de vilenie et de nullité. » C'est ainsi que commence l'article de Parvus, et cette phrase parfaitement juste est aussitôt complétée par une autre tout aussi juste : « Nous ne pouvons renverser la Douma d'Etat... que par une insurrection populaire. Nous ne pouvons forcer le gouvernement à modifier la loi électorale et à élargir les droits de la Douma que par cette même insurrection populaire. » Parfait. Quels doivent donc être, demandons-nous, nos mots d'ordre d'*agitation* à l'occasion de la Douma ? Quelles formes essentielles, capitales, doit revêtir l'*organisation* de la lutte contre ce mélange de vilenie et de nullité ? Au fond, Parvus pose la question dans les mêmes termes : « Ce que nous pouvons fournir de notre côté à la préparation de l'insurrection, c'est l'agitation et l'organisation. » Et voici comment il tranche la première partie de cette question, touchant notre attitude à l'égard des réunions électorales :

« En gênant ces réunions, en les empêchant, nous ne rendrons service qu'au gouvernement. »

Ainsi, Parvus ne veut pas que les ouvriers *empêchent* une poignée de propriétaires fonciers et de marchands de *limiter* l'objet des discussions des réunions électorales à une Douma vile et nulle ? Parvus ne veut pas que les ouvriers profitent des réunions électorales pour critiquer la « vilenie » de la Douma et développer *leurs propres* idées et mots d'ordre social-démocrates ?

Telle est la conclusion qui paraît s'imposer, mais après cette phrase Parvus commence à parler un autre langage : « Ce qu'on ne donne pas de bon gré aux ouvriers, lisons-nous plus loin, les ouvriers doivent le prendre de force. Qu'ils se rendent en masse aux réunions des électeurs et en fassent des *réunions ouvrières* [souligné partout par la Rédaction du *Prolétari*]. *Au lieu* de se demander s'il faut élire Pierre ou Paul, qu'ils mettent à l'ordre du jour les questions politiques [Parvus veut sans doute dire : les questions de la social-démocratie, car l'élection de Pierre ou de Paul est aussi une question politique]. Nous pourrons discuter alors la politique du gouvernement, la tactique des libéraux, la lutte de classe, la Douma elle-même. Tout cela rendra les masses révolutionnaires.»

Voyez où en arrive Parvus. D'une part, nous ne devons pas gêner les réunions des Troubetskoï, des Pétrounkévitch, des Stakhovitch. Quant à l'idée du boycottage de la Douma, Parvus la condamne expressément à la fin de son article. D'autre part, nous devons pénétrer dans ces réunions : 1° de force, 2° « *transformer* » les réunions des Pétrounkévitch et des Stakhovitch en « réunions ouvrières », 3° *au lieu* d'examiner les questions qui font l'objet de la réunion même (l'élection de Pierre ou Paul), y discuter nos idées social-démocrates, la lutte de classe, le socialisme et, bien entendu, la nécessité de l'insurrection populaire, ses conditions, ses objectifs, ses moyens, ses méthodes, ses organes, tels que l'armée révolutionnaire et le gouvernement révolutionnaire. Nous disons : bien entendu, quoique Parvus n'ait pas dit un seul mot de la propagande de l'insurrection aux réunions électorales, mais il a reconnu au début de l'article que nous devons lutter jusqu'à la dernière extrémité et que nous ne pouvons atteindre nos objectifs immédiats que par la *seule* insurrection.

Il est clair que Parvus s'empêtre dans ses raisonnements. Il combat le boycottage, il recommande de ne pas gêner les réunions, de ne pas les empêcher, et conseille, aussitôt après, d'y pénétrer *de force* (mais ne serait-ce pas les « empêcher » ?), de les transformer en réunions ouvrières (n'est-ce donc pas « gêner » les Pétrounkévitch et les Stakhovitch ?), d'y examiner non les questions se rapportant *à la Douma*, mais celles qui nous intéressent, les questions social-démocrates, les questions révolutionnaires, celles que les Pétrounkévitch ne veulent pas débattre sérieusement, alors que les ouvriers et les paysans conscients y tiennent absolument et les débattront à tout prix.

Pourquoi Parvus s'empêtre-t-il ? Parce qu'il n'a pas compris l'objet de la discussion. Il est parti en guerre contre le boycottage, s'étant imaginé que le boycottage n'était qu'un abandon, le refus d'utiliser à *nos* fins d'agitation les réunions électorales. Mais ce boycottage passif, personne ne le préconise, même dans la presse légale, sans parler de la presse illégale. Parvus fait preuve d'une ignorance complète des questions politiques russes en confondant boycottage passif et boycottage actif et en se mettant à raisonner sur le boycottage sans consacrer un seul mot au *second*.

Nous avons déjà indiqué plus d'une fois la signification toute figurée du terme de « boycottage actif », en faisant observer que les ouvriers n'ont pas à boycotter la Douma, puisqu'elle les boycotte elle-même. Mais nous avons nettement établi dès le début, il y a déjà six semaines, la signification réelle de ce terme figuré en écrivant dans le n° 12 du *Prolétari*, dès avant la promulgation de la loi sur la Douma : « A l'encontre de l'abstention passive, le boycottage actif doit comporter le décuplement de notre agitation, l'organisation de réunions partout où c'est possible, l'utilisation des réunions électorales, dût-on même y pénétrer de force, la mise sur pied de manifestations, de grèves politiques, etc., etc. » Et un peu plus loin : « Le « boycottage actif » [entre guillemets pour montrer que le terme n'a qu'une signification figurée] c'est l'agitation, le recrutement, l'organisation des forces révolutionnaires sur une plus vaste échelle, avec une énergie doublée, une pression triplée. »

Tout cela est dit avec tant de clarté que seules ne pourraient pas le comprendre les personnes qui ne connaissent absolument rien aux problèmes politiques russes ou celles affligées d'un esprit irrémédiablement confus, c'est-à-dire les Konfusionsräthe (« conseillers de la confusion »), comme disent les Allemands.

Pour en finir, que veut donc Parvus ? Quand il conseille de pénétrer de force dans les réunions électorales, de les transformer en réunions ouvrières, d'y discuter les questions qui intéressent les social-démocrates, d'y discuter l'insurrection « au lieu de se demander s'il faut élire Pierre ou Paul » (remarquez qu'il dit « au lieu de » et non « en même temps que ») c'est précisément le boycottage actif qu'il recommande. On voit la mésaventure qui est arrivée à Parvus : il se dirigeait vers une porte et en a franchi une autre ; il a déclaré la guerre au boycottage, mais il s'est prononcé lui-même (à propos des réunions électorales) pour le boycottage actif, c'est-à-dire pour la seule forme de boycottage qui ait été discutée dans la presse politique russe.

Parvus peut, certes, objecter qu'il ne tient pas pour obligatoire l'usage de termes figurés. Cette objection sera justifiée quant à la forme, mais ne vaudra rien quant au fond. Il est obligatoire de savoir de quoi l'on parle. Ne discutons pas les mots eux-mêmes, mais disons simplement que les termes politiques acceptés en Russie, sur le théâtre des opérations, appartiennent au domaine des faits et exigent qu'on en tienne compte. Un écrivain social-démocrate vivant à l'étranger et qui prétendrait ignorer ces mots d'ordre formulés à la base, en pleine action, ne ferait que manifester la fatuité la plus étroite et la plus figée. Répétons-le : personne n'a parlé, en Russie, personne n'a traité dans la presse révolutionnaire d'aucun boycottage autre que le boycottage actif. Parvus serait fondé à critiquer le terme même, à le récuser, à en expliquer à sa façon le sens figuré, etc. ; mais le passer sous silence ou en altérer le sens établi, c'est semer la confusion.

Nous avons souligné ci-dessus que Parvus dit « au lieu de » et non « en même temps que ». Ce que Parvus conseille, ce n'est pas de soulever les questions qui intéressent les social-démocrates et la question de l'insurrection en même temps que la question de l'élection de Pierre ou de Paul,

mais de parler de la lutte des classes et de l'insurrection *au lieu* des élections. Cette distinction entre « au lieu de » et « en même temps que » est fort importante, et il est d'autant plus nécessaire de s'y arrêter que Parvus, comme le montre la suite de son article, a lui-même peut-être eu la tentation de se corriger et de dire « en même temps que » à la place de « au lieu de ».

Nous avons deux questions à examiner : 1° est-il possible de discuter « en même temps » aux réunions électorales l'élection de Pierre ou de Paul et la lutte de classe, le socialisme, l'insurrection ; 2° dans l'affirmative, convient-il d'examiner ces questions en même temps ou de donner la préférence aux secondes ? A qui connaît la situation en Russie, il n'est pas difficile de répondre à ces deux questions. Pour pénétrer dans les réunions électorales et en faire des réunions ouvrières, il faudra employer la force, briser, en d'autres termes, avant tout, la résistance de la police et de la troupe. La résistance de la police et de la troupe sera particulièrement sérieuse dans les centres ouvriers tant soit peu importants (qui sont les seuls où le Parti ouvrier social-démocrate puisse compter prendre la direction d'un mouvement vraiment large et populaire). Il serait tout simplement sot, de notre part, de fermer les yeux sur ce fait. Parvus dit lui-même que « l'agitation électorale peut à chaque instant se transformer en insurrection révolutionnaire ». S'il en est ainsi, c'est en fonction de l'insurrection que nous devons constituer nos forces, et non en vue de faire élire Pierre plutôt que Paul à la Douma. S'il en est ainsi, le mot d'ordre central et capital de toute notre campagne d'agitation autour de la Douma doit être : insurrection armée, armée révolutionnaire, gouvernement révolutionnaire. S'il en est ainsi, c'est ce mot d'ordre que nous sommes tenus avant tout et par-dessus tout de répandre et de commenter dans toutes les réunions quelles qu'elles soient. Une fois de plus Parvus se réfute lui-même quand il dit attendre l'insurrection « à chaque instant » et passe sous silence la propagande de l'insurrection, l'étude de ses conditions, de ses moyens, de ses organes, en tant que « nerf » de la campagne de la Douma.

Poursuivons. Une autre éventualité est à envisager dans certains centres de moindre importance. Admettons que

les tentatives de pénétrer de force dans les réunions électorales ne suscitent pas de lutte sérieuse contre les autorités, n'aboutissent pas à l'insurrection. Admettons que ces tentatives soient, dans certains cas, couronnées de succès. En ce cas, il n'est point permis d'oublier, avant tout, le régime dit de *l'état de siège*. A toute victoire partielle du peuple sur la police et la troupe le gouvernement répond, Parvus lui-même ne l'ignore probablement pas, par la proclamation de l'état de siège. Cette mesure nous fait-elle peur ? Non, car elle rapproche l'insurrection et exaspère la lutte. Fait-elle peur aux membres des zemstvos et, d'une façon générale, aux grands-électeurs ? A coup sûr, car elle facilite l'arrestation des Milioukov, permet au gouvernement d'interdire une partie des réunions électorales, peut-être même toutes les réunions, peut-être même la Douma. Tout se réduit donc de nouveau à ceci : les uns veulent l'insurrection, la préconisent, la préparent, font de l'agitation insurrectionnelle, organisent des détachements de combat, etc. ; les autres n'en veulent pas, en combattent l'idée même, condamnent comme insensée et criminelle la propagande insurrectionnelle, etc. Parvus ne sait-il vraiment pas que ces « autres » ce sont *les gens de l'« Osvobojdénié » au grand complet*, c'est-à-dire la gauche même des démocrates bourgeois susceptibles d'être élus à la Douma ?

Et si Parvus le sait, il doit savoir également ce qui suit (c'est là le deuxième point) : la résistance à l'irruption des ouvriers dans les réunions électorales et à la transformation de ces réunions en réunions ouvrières ne sera pas uniquement (ou parfois même principalement) l'œuvre de la police et de la troupe : *les libéraux des zemstvos et de l'« Osvobojdénié » eux-mêmes y prendront part*. Il serait enfantin de fermer les yeux sur ce fait. Les libéraux des zemstvos et de l'*Osvobojdénié* posent la question avec plus de netteté et de franchise que certains social-démocrates. Ou bien il faut préparer l'insurrection et en faire le pivot de toute agitation et de tout travail, ou bien il faut passer sur le terrain de la Douma et faire de celle-ci la base de toute lutte politique. Les libéraux des zemstvos et de l'*Osvobojdénié* ont déjà résolu la question, comme nous l'avons dit et souligné bien des fois depuis le n° 12 du *Prolétari*. Les

libéraux des zemstvos et de l'*Osvobojdénié* vont aux réunions dans le but précis, dans le but unique d'y discuter l'élection de Pierre ou de Paul, de Pétrounkévitch ou de Stakhovitch, d'adopter un programme « de lutte » (lutte entre guillemets, lutte en gants blancs de laquais) sur le terrain de la Douma, et non par l'insurrection. Les libéraux des zemstvos et de l'*Osvobojdénié* (nous les rapprochons à dessein, car rien ne nous autorise à les distinguer en politique) consentiront, bien entendu, à admettre dans leurs réunions (quand et où ce sera possible sans emploi tant soit peu marquant de la force) des révolutionnaires et des social-démocrates, s'il se trouve parmi ces derniers des gens assez sots pour promettre leur « appui » à Pierre contre Paul, à Pétrounkévitch contre Stakhovith. Mais jamais les libéraux des zemstvos ne souffriront que *leurs* réunions soient transformées en réunions ouvrières, que *leurs* réunions deviennent des assemblées du peuple révolutionnaire, que des appels ouverts et francs à l'insurrection armée retentissent du haut de *leurs* tribunes. On est presque gêné d'avoir à ressasser ces truismes, mais il faut bien s'y résigner pour Parvus et l'*Iskra*. Les libéraux des zemstvos et de l'*Osvobojdénié* résisteront immanquablement à *cette* utilisation de leurs réunions ; il est bien clair que ces maquignons bourgeois résisteront par des moyens sans danger, « pacifiques » et détournés, et non par la force. Ils ne concluront aucun marché avec ceux qui leur promettront l'appui du « peuple » pour Pétrounkévitch contre Stakhovitch, pour Stakhovitch contre Gringmout, si ce n'est à la condition qu'on ne transforme pas les réunions électorales en réunions ouvrières et que l'on n'use pas de leur tribune pour un appel à l'insurrection. S'ils apprennent que les ouvriers vont se rendre à leurs réunions (et ils l'apprendront presque toujours, car on ne cache pas une manifestation de masse), certains en informeront tout bonnement les autorités, d'autres se mettront à adjurer les social-démocrates de renoncer à leur intention, d'autres encore se précipiteront chez le gouverneur pour décliner toute responsabilité, l'assurant qu'ils veulent la Douma, qu'ils vont à la Douma, qu'ils ont toujours condamné, par l'organe de leur « fidèle compagnon d'armes » Strouvé, la propagande « insensée et criminelle » de l'insurrection ; il s'en trouvera aussi qui conseilleront

de changer le lieu et l'heure des réunions ; quelques-uns enfin, les plus « hardis » et politiquement les plus habiles, diront tout bas qu'ils sont très heureux d'entendre les ouvriers, remercieront l'orateur social-démocrate, feront des révérences et des courbettes devant « le peuple » et convaincront les assistants, en de très beaux discours, impressionnants et du meilleur effet, qu'ils sont toujours avec le peuple, de toute leur âme avec le peuple, qu'ils ne marchent pas avec le tsar mais avec le peuple, que « leur » Pétrounkévitch l'a déclaré depuis longtemps, qu'ils sont « pleinement d'accord » avec l'orateur social-démocrate sur « la vilenie et la nullité de la Douma », mais qu'il faut — pour employer les termes admirables de l'éminent parlementaire Parvus, qui transporte si bien dans notre Russie non parlementaire les modèles parlementaires des alliances électorales à la Vollmar entre social-démocrates et catholiques — « élargir l'agitation électorale au lieu de l'entraver » ; or, l'élargir veut dire ne pas risquer follement les destinées de la Douma, mais faire « soutenir » par le peuple entier l'élection de Pierre contre Paul, de Pétrounkévitch et Roditchev contre Stakhovitch, de Stakhovitch contre Gringmout, etc.

Bref, plus les libéraux des zemstvos seront bêtes et lâches, et moins il y aura de chances pour qu'ils écoutent Parvus à leurs réunions électorales. Plus ils seront intelligents et hardis, et plus il y aura de chances pour qu'ils écoutent Parvus et aussi pour que Parvus se fasse rouler en soutenant Pierre contre Paul.

Non, mon bon Parvus ! Tant qu'il n'y a pas de Parlement en Russie, transplanter en Russie la tactique du parlementarisme, c'est jouer indignement au parlementarisme. C'est abandonner le rôle de leader des ouvriers révolutionnaires et des paysans conscients pour celui de larbin des propriétaires fonciers. Vouloir remplacer les arrangements provisoires de partis politiques légaux — qui font défaut chez nous — par des transactions secrètes avec les Roditchev et les Pétrounkévitch sur le soutien qu'on leur accorderait contre Stakhovitch, ce serait intoxiquer les milieux ouvriers. Or, pour le moment, le Parti social-démocrate ne peut se montrer devant les masses en plein jour ; quant au Parti radical-démocrate, il ne le peut pas

et il ne le veut pas, la part de la mauvaise volonté étant d'ailleurs la plus grande.

Au mot d'ordre net et franc des libéraux des zemstvos et de l'*Osvobojdénié* : A bas la propagande criminelle de l'insurrection, vive l'action à la Douma et par la Douma ! nous devons répondre par le mot d'ordre net et franc : A bas les bourgeois traîtres à la liberté, à bas ces messieurs de l'*Osvobojdénié* et consorts, à bas la Douma, et vive l'insurrection armée !

Combiner le mot d'ordre de l'insurrection avec la « participation » aux élections de Pierre ou de Paul, c'est, sous prétexte d'assurer la « largeur » et la « plénitude » de l'agitation, la « souplesse » et le « délié » des mots d'ordre, créer la confusion, car en pratique, il n'y a là que rêveries désincarnées. En pratique, l'intervention de Parvus et de Martov « soutenant » Pétrounkévitch contre Stakhovitch devant les zemstvos (à supposer qu'elle soit réalisable dans quelques cas exceptionnels) ne sera pas une intervention en plein jour devant la masse du peuple ; ce sera le discours d'un leader ouvrier borné, prononcé dans la coulisse devant une poignée d'hommes qui trahissent les ouvriers. Du point de vue de la théorie comme de celui des principes généraux de notre tactique, la combinaison de ces mots d'ordre représente en ce moment l'une des variétés du crétinisme parlementaire. Pour nous, social-démocrates révolutionnaires, l'insurrection n'est pas un mot d'ordre absolu, c'est un mot d'ordre concret. Nous l'avons ajourné en 1897, nous l'avons compris au sens d'une préparation générale en 1902, nous ne l'avons formulé comme un appel direct qu'en 1905, après le 9 janvier. Nous n'oublions pas que Marx, qui avait été en 1848 pour l'insurrection, condamnait en 1850 les fantaisies et les phrases insurrectionnelles [96] ; que Liebknecht condamna hautement avant la guerre de 1870-1871 la participation au Reichstag et entra lui-même au Reichstag après la guerre. Nous avons marqué d'emblée, dans le n° 12 du *Prolétari*, qu'il serait ridicule de jurer d'avance que nous ne lutterons jamais sur le terrain de la Douma. Un Parlement et même une parodie de Parlement peut, nous le savons, devenir, lorsque font défaut les conditions d'une insurrection, le centre principal de l'agitation pour toute la période où il ne peut être question d'insurrection.

Mais nous entendons que la question soit posée en termes clairs et nets. Si vous pensez que l'époque des insurrections est passée pour la Russie, dites-le et défendez ouvertement votre opinion. Nous l'apprécierons et nous la discuterons sous tous ses aspects, avec sang-froid, en nous plaçant au point de vue des conditions concrètes. Mais du moment que vous parlez vous-mêmes de la possibilité, présente « à chaque instant », de l'insurrection et de la nécessité de cette insurrection, nous flétrissons et nous flétrirons comme une fade rêverie tous les raisonnements, quels qu'ils soient, tendant à combattre le boycottage actif de la Douma. Si l'insurrection est possible et nécessaire, c'est elle qui doit devenir le mot d'ordre central de toute notre campagne autour de la Douma ; et dès lors nous devons démasquer, en chaque libéral de l'*Osvobojdénié* repoussant ce mot d'ordre, la petite âme vénale d'un « discoureur parlementaire de Francfort ». Si l'insurrection est possible et nécessaire, c'est qu'il n'y a aucun centre légal de lutte légale pour les objectifs de cette insurrection, et les bons sentiments ne peuvent en tenir lieu. Si l'insurrection est possible et nécessaire, c'est que le gouvernement « *a mis la baïonnette en tête de l'ordre du jour* », commencé la guerre civile, proclamé l'état de siège comme antidote à la critique démocratique, et que prendre au sérieux dans ces conditions l'enseigne « quasi parlementaire » de la Douma et se mettre, dans l'ombre et en sourdine, à jouer au parlementarisme à quatre mains avec Pétrounkévitch, c'est substituer à la politique du prolétariat révolutionnaire les manigances d'intellectuels cabotins !

Maintenant que nous avons montré que, sur le fond, la position de Parvus était parfaitement intenable, nous pouvons ne nous arrêter que brièvement aux détails les plus symptomatiques de cette position. « Avant les élections ou après les élections, écrit Parvus, la Douma établit une base légale pour l'existence des partis politiques. » C'est faux. En réalité, ce qui s'établit *aujourd'hui* c'est « la base légale » du truquage des élections par le gouvernement. Cette base c'est : 1° les *zemskié natchalniki* (maîtres absolus des élections dans les campagnes) ; 2° l'*Okhrana* (arresta-

tion de Milioukov) ; 3° l'état de siège. Quand une « base légale pour l'existence des partis politiques » (le P.O.S.D.R. y compris) se sera établie *en réalité* et non pas uniquement sous la plume des écrivains, nous serons tenus de revoir à fond la question de l'insurrection, l'insurrection n'étant pour nous qu'un moyen important, mais qu'il n'est pas question de tenir pour toujours obligatoire, de conquérir la liberté, de combattre pour le socialisme.

« Nous devons intervenir sur l'heure, non en qualité de groupes sociaux isolés, non en qualité de juristes, d'ingénieurs, d'élus des zemstvos, mais d'une manière officielle et publique, en qualité de parti libéral, démocrate, social-démocrate. Les représentants des diverses tendances peuvent s'entendre à cet effet comme s'entendent les divers groupes d'un Parlement. »

Oui, ils le peuvent, mais ce ne sera pas d'une manière publique, car si Parvus a oublié Trépov, Trépov n'a pas oublié Parvus. Ce que Parvus appelle une entente parlementaire (parfois indispensable à la social-démocratie dans les pays *parlementaires*) ne serait dans la Russie actuelle, en septembre 1905, qu'un simulacre infiniment méprisable de parlementarisme. Les traîtres à la révolution mettent actuellement au premier plan l'entente entre les libéraux de l'*Osvobojdénié* et les révolutionnaires ; les partisans de la révolution, l'entente entre les social-démocrates et tous les démocrates révolutionnaires, c'est-à-dire tous les partisans de l'insurrection. Si la nouvelle *Iskra*, Parvus et Plékhanov * établissaient *actuellement* une entente « parlementaire » avec les gens de l'*Osvobojdénié* (voir plus haut, sur la fondation d'un parti par ces derniers, l'article intitulé « Rencontre d'amis ** »), nous proclamerions ouvertement que ces social-démocrates ont perdu tout sentiment de la réalité et doivent être jetés par-dessus bord. Nous établirions alors une entente avec les démocrates révolutionnaires

---

* *Note* : Nous citons le nom de Plékhanov, parce que celui-ci a déclaré par la voie de la presse que la tactique de l'*Iskra* vaut mieux que celle du *Prolétari*. Certes, Plékhanov n'a pas fait la *moindre allusion aux résolutions des néo-iskristes* et du IIIe Congrès, mais les biais et les faux-fuyants de notre écrivain social-démocrate constituent des circonstances non pas atténuantes, mais aggravantes.

** Voir le présent tome, pp. 261, 262. (*N.R.*)

sur les bases d'une agitation insurrectionnelle commune, de la préparation et de l'exécution de l'insurrection.

Nous avons déjà montré, par l'analyse des résolutions de la nouvelle *Iskra* (Lénine : *Deux tactiques*), que l'*Iskra* tombe au niveau du propriétaire foncier libéral, tandis que le *Prolétari* relève et réveille le paysan révolutionnaire *.

« Il faut que chaque parti organise son comité électoral afin de diriger les élections dans le pays entier. Il faut que ces comités s'entendent sur les mesures pratiques à prendre afin d'étendre la liberté de parole, de réunion, etc., pendant les élections. Il faut qu'ils se lient par des responsabilités politiques communes [écoutez bien, camarades ouvriers, les néo-iskristes entendent vous lier aux Pétrounkévitch ! A bas les Pétrounkévitch et les néo-iskristes !], en sorte que si le représentant officiel d'un parti politique est en cette qualité l'objet de poursuites politiques ou judiciaires, les représentants de tous les autres [!] partis se solidarisent avec lui et organisent ensemble [!] une protestation populaire [??] et si possible [oyez !] un mouvement insurrectionnel de défense. »

Bon vent, ami Parvus ! Organisez des protestations et des insurrections avec les Pétrounkévitch (démocrates) et les Stakhovitch (libéraux). Nos routes divergent désormais. Nous ferons *la même* besogne avec les démocrates révolutionnaires. Modifiez seulement, pendant que vous y êtes, vos mots d'ordre, estimables héros des « ententes parlementaires » : au lieu de formuler le mot d'ordre de « l'insurrection nécessaire », dites : « l'insurrection, *si possible*, comme prolongement des protestations ». Et tous les libéraux de l'*Osvobojdénié* seront de votre avis ! Au lieu du « suffrage universel, égal, direct et secret », proclamez ce mot d'ordre : « Le gouvernement doit assurer un suffrage *si possible*, universel, égal, direct et secret. » Bon vent, messieurs ! Nous attendrons patiemment que Parvus, Pétrounkévitch, Stakhovitch et Martov « organisent une protestation populaire et, si possible, un mouvement insurrectionnel » de défense en faveur de Milioukov. Il est, en effet, beaucoup plus opportun, messieurs, à notre époque

* Voir le présent tome, p. 41. (*N.R.*)

« quasi parlementaire », de défendre Milioukov que de défendre les centaines et les milliers d'ouvriers qu'on arrête et qu'on assomme tous les jours !...

Parvus le déclare catégoriquement : « Nous n'avons aucune chance de faire élire par nos propres moyens nos représentants à la Douma. » Mais il écrit néanmoins : « Si les comités électoraux ne peuvent se constituer, nous devons faire quand même tout notre possible pour présenter nos candidatures. » En dépit du cens électoral, Parvus suppose qu'« il sera possible de présenter, dans certains cas, des candidatures social-démocrates ». « La lutte pour une ou deux candidatures social-démocrates présentées n'importe où deviendra le mot d'ordre politique du pays entier. »

Remercions-le tout au moins pour sa clarté. Qu'attendez-vous donc, messieurs ? Le journal *Rouss* a depuis longtemps présenté ses candidatures, celles des Stakhovitch, des Pétrounkévitch et autres traîtres à la révolution qui font antichambre chez Dournovo. Pourquoi le journal *Iskra* se tait-il ? Pourquoi ne passe-t-il pas des paroles aux actes ? Pourquoi ne présente-t-il pas les candidatures d'Axelrod, de Starover, de Parvus et de Martov à la Douma ? Essayez donc, messieurs, faites une expérience, *expérimentum in corpore vili* *. Essayez, et l'on verra tout de suite qui a raison, de vous qui supposez que ces candidatures doivent devenir « le mot d'ordre du pays entier », ou de nous qui pensons qu'elles ne fourniront à l'heure qu'il est qu'un prétexte à calembours.

Parvus écrit : « Le gouvernement a donné à une poignée de privilégiés le droit d'élire une institution appelée à gérer les affaires du peuple. Le devoir est ainsi imposé aux électeurs artificiellement sélectionnés d'user de leur droit exceptionnel non selon leurs désirs personnels [mais selon ceux de leur classe ou de leur parti ?], mais en tenant compte de l'opinion des masses populaires. Leur rappeler cette obligation, les obliger [!!] à s'en acquitter, tel est notre objectif, et nous ne devons reculer devant rien pour l'atteindre. »

Ce raisonnement, naturellement complété par l'assertion que la tactique du boycottage (actif) exprime le man-

* Une expérience sur un corps vil. (*N.R.*)

que de foi dans « les forces révolutionnaires du pays » (*sic*), est radicalement faux. On ne fait pas mieux en matière de sentimentalité bourgeoise, et tous les social-démocrates doivent répudier vigoureusement une telle façon de poser la question. Le raisonnement de Parvus est bourgeois, car il ne voit pas la nature de classe de la Douma, qui repose sur l'entente de la bourgeoisie avec l'autocratie. Le raisonnement de Parvus est un assemblage de phrases creuses et sentimentales, car il prend au sérieux, ne serait-ce que pour un instant, les boniments des libéraux de l'*Osvobojdénié* qui prétendent vouloir « tenir compte de l'opinion des masses populaires ». L'honorable Parvus retarde de trois ans environ. Quand les libéraux n'avaient ni journal, ni organisation clandestine, et que nous avions l'un et l'autre, nous aidions leur développement politique. C'est un des mérites de la social-démocratie que l'histoire ne pourra pas oublier. Mais les libéraux ne sont plus désormais des nouveau-nés de la politique ; ils en sont devenus les principaux tripoteurs et ils ont attesté par des actes leur trahison de la révolution. Porter *maintenant* la plus grande attention non à démasquer la trahison des « conciliateurs » bourgeois, mais à leur rappeler qu'ils sont « tenus » de régir les affaires du peuple entier (*et non de la seule bourgeoisie*) c'est se faire l'homme lige de l'*Osvobojdénié* ! Seuls les libéraux de l'*Osvobojdénié* pourraient chercher sérieusement à la Douma l'expression des « forces révolutionnaires du pays ». La social-démocratie sait que le plus beau résultat que nous puissions maintenant atteindre, c'est de neutraliser, de paralyser la trahison de la bourgeoisie. Les libéraux des zemstvos et de l'*Osvobojdénié* ne forment pas « une force révolutionnaire du pays », et vous devriez rougir de l'ignorer, camarade Parvus ! Le prolétariat et les paysans dressés contre les propriétaires fonciers forment aujourd'hui, dans la révolution démocratique, la seule force révolutionnaire.

La perle des perles du remarquable article de Parvus, c'est son énoncé des *conditions* auxquelles le prolétariat pourrait soutenir les gens de l'*Osvobojdénié*. « Il est indispensable, écrit Parvus, d'imposer aux candidats de l'opposition désireux de bénéficier de notre appui des revendications politiques déterminées. [C'est une mauvaise tra-

duction de l'allemand, mais le sens y est.] Par exemple, 1° de demander à la Douma elle-même la dissolution immédiate de cette assemblée et la convocation d'une Constituante élue au suffrage universel, etc. ; 2° de refuser au gouvernement tous crédits militaires ou autres tant que cette exigence n'aura pas été satisfaite. »

De mieux en mieux. Une fois que l'on a trébuché sur la planche savonnée, il est impossible de se rattraper. Nos surhommes demeurés en dehors des deux fractions du Parti, les Parvus et les Plékhanov, ignorent superbement les résolutions de la nouvelle *Iskra* dont ils portent pourtant la responsabilité morale et politique. Ces surhommes se croient au-dessus de la « majorité » et de la « minorité ». En réalité, ils se trouvent *au-dessous* de l'une comme de l'autre, car à tous les défauts de la majorité ils ont réussi à ajouter tous les défauts de la minorité *et tous ceux des transfuges.*

Voyez Parvus. Il n'a pas cessé de marcher aux côtés de l'*Iskra*, même lorsque le plan de campagne des zemstvos et la journée du 9 janvier l'éclairèrent, pour peu de temps, sur l'attitude opportuniste de ce journal. Et pourtant Parvus voulait qu'on le considérât comme un « partisan de la réconciliation » des fractions, probablement parce que les bolcheviks avaient dû corriger ses erreurs et signaler dans ses mots d'ordre des éléments de phraséologie lorsqu'il s'était mis, après le 9 janvier, à formuler les mots d'ordre du gouvernement provisoire. Pas de tsar et un gouvernement ouvrier ! s'écriait Parvus sous l'impression du 9 janvier. Sans le peuple et une Douma libérale ! c'est à quoi se ramène sa « tactique » depuis le 6 août. Non, camarade, nous n'édifierons pas notre tactique sur l'humeur du moment et le culte de la minute !

Parvus a maintenant imaginé de « nouvelles » *conditions* à l'intention des libéraux. Plaignons les néo-iskristes : ils doivent être bien las d'imaginer des « conditions » d'entente avec les gens de l'*Osvobojdénié* ! Starover rédigea au IIe Congrès (voir sa résolution, invalidée par le IIIe Congrès) des conditions de ce genre, qui s'en allèrent tout de suite en fumée, puisque aucun des néo-iskristes qui ont traité de l'« entente » avec les libéraux de l'*Osvobojdénié* ne les a formulées en entier ni à l'occasion de la campagne des zemstvos ni depuis. La conférence des néo-iskristes

formula d'autres conditions, plus sévères, dans sa résolution sur l'attitude à l'égard des libéraux. Parvus, qui appartient à la tendance de la nouvelle *Iskra*, porte la responsabilité morale de cette résolution. Mais qu'importent aux publicistes surhommes de la plume les résolutions rédigées avec le concours des représentants responsables du prolétariat ! Les surhommes se moquent bien des résolutions du Parti !

Il est écrit — noir sur blanc — dans la résolution de la nouvelle *Iskra* sur l'attitude à l'égard des partis de l'*opposition* que les social-démocrates « exigent de tous les ennemis du tsarisme » :

« 1) Qu'ils soutiennent énergiquement et sans équivoque toute action résolue du prolétariat organisé tendant à porter de nouveaux coups au tsarisme. »

Parvus propose une « entente » avec les libéraux de l'*Osvobojdénié* et leur promet son « soutien », sans rien exiger de semblable.

« 2) Qu'ils reconnaissent publiquement et soutiennent sans réserve la revendication d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel, direct, égal et secret ; qu'ils engagent *une lutte déclarée contre tous les partis et groupes qui cherchent à empiéter sur les droits du peuple*, que ce soit en restreignant le droit de suffrage ou en substituant à l'Assemblée constituante une Constitution octroyée par le trône. »

La deuxième partie de ces conditions, Parvus ne la reconnaît pas. Il laisse même entièrement dans l'ombre la question de savoir de qui les libéraux de l'*Osvobojdénié* doivent « exiger » à la Douma la « convocation » de l'Assemblée constituante. Du tsar, naturellement ? Mais pourquoi ne pas la convoquer soi-même, vénérables héros des « ententes parlementaires » ? A moins que vous n'ayez plus rien à objecter à une constitution « *octroyée* » ?

« 3) Qu'ils soutiennent résolument la classe ouvrière dans sa lutte contre le gouvernement et les magnats du Capital, pour les droits de grève et d'association. »

Parvus libère de cette condition les gens de l'*Osvobojdénié*, à l'occasion sans doute de la réunion de la Douma et du préjudice que causerait la « tactique du pire » (ce qui ne l'empêche pas de nous assurer, ici même, pour se

moquer du lecteur, que si la Douma avait des droits législatifs, ce serait pis ; autrement dit, que l'amélioration que les gens de l'*Osvobojdénié* s'efforcent pour une fois d'obtenir vraiment, serait une aggravation!!).

« 4) Qu'ils s'opposent publiquement à toutes les tentatives du gouvernement et de la noblesse féodale pour réprimer par des violences barbares contre les personnes et les biens le mouvement révolutionnaire paysan. »

Mon bon Parvus, pourquoi avez-vous oublié cette condition ? Ne consentiriez-vous plus par hasard à présenter cette excellente revendication à Pétrounkévitch ? à Stakhovitch ? à Roditchev ? à Milioukov ? à Strouvé ?

« 5) Qu'ils refusent de soutenir les mesures tendant à maintenir dans la Russie libérée toute restriction, quelle qu'elle soit, aux droits des nationalités, tout vestige de l'oppression nationale.

« 6) Qu'ils prêtent un concours actif à l'armement du peuple contre la réaction et soutiennent la social-démocratie dans ses tentatives pour organiser l'action armée des masses. »

Mon bon Parvus, pourquoi avez-vous oublié ces conditions ?

« Prolétari » n°18, 26 (13) septembre 1905

Conforme au manuscrit

LES ASSOCIATIONS LIBÉRALES ET LA SOCIAL-DÉMOCRATIE[97]

Quelle importance les associations « professionnelles » des intellectuels ont-elles pour le prolétariat ? Et ne devons-nous pas, nous, social-démocrates, y entrer afin de nous opposer à l'intoxication de la conscience de classe des ouvriers ?

Les associations « professionnelles » des intellectuels et l'*Union des unions* sont des organisations politiques. Concrètement, nous avons là des associations *libérales*. Ce sont elles en somme qui forment le noyau du Parti constitutionnel-démocrate, c'est-à-dire de la bourgeoisie libérale. Un devoir des plus sérieux nous incombe maintenant, c'est celui de contribuer de toutes nos forces à l'éducation *de parti* du prolétariat, au regroupement de son avant-garde en un parti politique authentique, *absolument* indépendant de tous les autres, absolument libre de ses mouvements. Nous sommes donc tenus de considérer avec une grande prudence toutes les démarches de nature à introduire la confusion dans les relations de parti à parti, qui doivent être nettes et déterminées. La bourgeoisie libérale tout entière s'évertue en ce moment à entraver la formation d'un parti de classe du prolétariat pleinement indépendant, de façon à « réunir » et « faire fusionner » *tout* le mouvement « de libération » en un seul flot démocratique dont elle réussirait à dissimuler ainsi le caractère *bourgeois*.

Dans ces conditions, entrer dans les associations libérales, ce serait, de la part des membres du Parti social-

démocrate, commettre une erreur grave qui les mettrait dans la situation fausse de membres de deux partis distincts et ennemis. On ne peut servir deux maîtres à la fois. On ne peut pas être membre de deux partis. Faute de liberté politique, la confusion entre partis est facile dans les ténèbres de l'autocratie, et les intérêts de la bourgeoisie *exigent* cette confusion. Les intérêts du prolétariat, eux, exigent une distinction nette et précise entre les partis. Or, qui pourrait garantir en ce moment que les groupes social-démocrates entrant dans les associations « professionnelles » d'intellectuels conserveraient leur pleine indépendance, pourraient n'appartenir qu'au P.O.S.D.R. et à nul autre parti, rendraient compte de tous leurs actes à *leur* organisation de parti ? Cette garantie, si garantie il y avait, serait verbale et non pas réelle: Il y a quatre-vingt-dix-neuf chances sur cent pour que les membres de notre Parti ne réussissent pas dans ces conditions à garder leur indépendance et soient obligés de recourir à des « ruses » inopérantes du point de vue des résultats et nuisibles en ce qu'elles dépravent la conscience *de parti*, encore jeune, des ouvriers.

« Prolétari » n°18, 26 (13) septembre 1905

Conforme au texte du journal

DE LA DÉFENSIVE À L'OFFENSIVE

Le correspondant spécial du *Temps*, important organe conservateur, a télégraphié de Pétersbourg, le 21 (8) septembre, à son journal :

« Dans la nuit d'avant-hier, un groupe de soixante-dix personnes a attaqué la prison centrale de Riga, a coupé les fils téléphoniques, et en se servant d'échelles de corde a fait irruption dans la cour de la prison, où, après une chaude rencontre, deux gardiens furent tués et trois autres grièvement blessés. Les manifestants délivrèrent ensuite deux prisonniers politiques qui s'attendaient à être codamnés à mort par le conseil de guerre.

En poursuivant les manifestants, qui réussirent à s'évader, à l'exception de deux individus qui ont pu être arrêtés, un agent de police a été tué et plusieurs autres blessés. »

Ainsi donc, les choses progressent tout de même ! En dépit d'immenses difficultés qui ne se prêtent à aucune description, l'armement s'améliore. Le terrorisme individuel, fruit de la débilité des intellectuels, commence à sortir de mode. Au lieu de dépenser des dizaines de milliers de roubles et quantité de forces révolutionnaires pour tuer un Serge [98] (qui avait peut-être fait plus que bien des révolutionnaires pour révolutionner Moscou), pour le tuer « au nom du peuple », voici que l'on commence à combattre *avec le peuple*. Voici que les pionniers de la lutte armée se confondent non seulement en paroles, mais aussi en actions avec la masse, se mettent à la tête des détachements et des groupes de combat du prolétariat, forment par le fer et par le feu de la guerre civile des *dizaines de chefs populai-*

res qui sauront demain, au jour de l'insurrection ouvrière, soutenir de leur expérience et de leur héroïsme des milliers et des dizaines de milliers d'ouvriers.

Salut aux héros du détachement révolutionnaire de Riga ! Que leur succès soit un réconfort et un exemple pour les ouvriers social-démocrates de la Russie entière. Vivent les francs-tireurs de l'armée révolutionnaire populaire !

Voyez quel succès couronne l'entreprise de Riga, même d'un point de vue purement militaire. L'ennemi perd trois tués, et, probablement, cinq à dix blessés. Nos pertes sont de deux hommes, probablement blessés et tombés pour cette raison entre les mains de l'ennemi. Nos trophées sont deux chefs révolutionnaires arrachés à la captivité. Mais c'est une brillante victoire !! C'est une victoire authentique remportée sur un ennemi armé de pied en cap. Ce n'est déjà plus un complot contre quelque personnalité exécrée, ce n'est plus une vengeance, ce n'est plus un acte de désespoir, ce n'est plus une mesure d'« intimidation », c'est un début d'action des détachements de l'armée révolutionnaire, mûrement réfléchi et préparé du point de vue du rapport des forces. Dans chaque grande ville, et souvent dans les banlieues des grandes villes, des détachements de ce genre, comprenant de 25 à 75 hommes, peuvent être formés par dizaines. Les ouvriers y entreront par centaines, pour peu que nous entreprenions sur-le-champ une large propagande de cette idée, la formation de ces détachements et leur armement avec les armes les plus variées — à commencer par les couteaux et les revolvers pour finir par les bombes —, l'instruction et l'éducation militaire de ces détachements.

Les temps sont, par bonheur, révolus, où à défaut de peuple révolutionnaire, quelques terroristes isolés « faisaient » la révolution. La bombe a cessé d'être l'arme du terroriste livré à lui-même. Elle devient *un élément nécessaire de l'armement du peuple.* L'évolution de la technique militaire entraîne et doit entraîner celle des méthodes et des techniques du combat de rues. Nous étudions tous maintenant (et nous faisons bien d'étudier) la construction des barricades et l'art de les défendre. Mais cette vieille et bonne occupation ne doit pas nous faire oublier

les derniers perfectionnements du matériel de guerre. Le progrès des explosifs a renouvelé l'artillerie. Si les Japonais se sont révélés plus forts que les Russes, c'est en partie parce qu'ils savaient beaucoup mieux se servir des explosifs. L'emploi généralisé des explosifs les plus violents a été l'un des traits les plus caractéristiques de la dernière guerre. Et les Japonais, ces maîtres de l'art de la guerre, reconnus maintenant dans le monde entier, sont également passés à l'emploi de la *bombe à main*, admirablement utilisée contre Port-Arthur. Mettons-nous à l'école des Japonais ! Ne nous laissons pas décourager par les lourds échecs qui accompagnent les tentatives d'expédition massive d'armes. Aucun échec ne brisera l'énergie d'hommes qui sentent et voient se traduire en actes leur étroite liaison avec la classe révolutionnaire, qui ont conscience de ce que le peuple s'est véritablement dressé tout entier au nom de leurs objectifs immédiats de combat. La fabrication des bombes est possible absolument partout. Elle a maintenant lieu en Russie dans les proportions beaucoup plus grandes que ne le sait chacun d'entre nous (et tout membre d'une organisation social-démocrate connaît certainement plus d'un exemple de création de laboratoires). Elle a lieu dans des proportions infiniment plus grandes que ne le croit la police (certainement mieux informée que les révolutionnaires des diverses organisations). Aucune force ne pourra s'opposer aux détachements de l'armée révolutionnaire, munis de bombes, se livrant par une belle nuit à plusieurs attaques simultanées du genre de celle de Riga et soutenus aussitôt — condition dernière et principale — par des centaines de milliers d'ouvriers qui n'ont pas oublié la « pacifique » journée du 9 janvier et aspirent ardemment à un 9 janvier *armé*.

C'est à cela que tendent de toute évidence les choses en Russie. Réfléchissez aux dépêches des journaux légaux annonçant que l'on a trouvé des bombes sur des vapeurs, dans les paniers de paisibles passagers. Réfléchissez aux *centaines* d'agressions commises sur des policiers et des militaires, aux *dizaines* de tués sur place, aux dizaines de cas de blessures graves publiés au cours des deux derniers mois. Même les correspondants de l'*Osvobojdénié*, organe de la perfidie bourgeoise qui condamne sans cesse la

propagande « insensée » et « criminelle » de l'insurrection armée, reconnaissent que jamais encore on ne fut aussi près d'événements tragiques qu'aujourd'hui.

A l'œuvre donc, camarades ! Chacun à son poste ! Que tout groupe ouvrier se souvienne que les événements peuvent lui imposer, d'un jour à l'autre, une participation dirigeante à la lutte finale et décisive.

« Prolétari » n°18, 26 (13) septembre 1905

Conforme au texte du journal

À PROPOS D'UN FAIT D'ACTUALITÉ

Dans le n° 15 du *Prolétari*, nous citons déjà * comme exemple d'« auto-administration révolutionnaire » (confondue par l'*Iskra* avec le mot d'ordre de soulèvement populaire) la conduite résolue de la Douma de Smolensk qui a reconnu illégal le cantonnement en ville des cosaques, cessé de leur verser de l'argent, organisé pour la défense des habitants une milice populaire et appelé les soldats, dans une proclamation, à ne pas faire usage de la force contre les citoyens. Pour fournir une illustration supplémentaire de cette même idée et caractériser le moment que nous traversons, nous reproduisons d'après *l'Humanité* la résolution prise par la Douma de Kertch à l'occasion du récent pogrome dont la ville a été le théâtre.

La Douma a décidé : 1° de faire savoir à la population juive qu'elle déplorait les victimes (morts et blessés) et les pertes matérielles causées ; 2° de créer à l'école secondaire classique de la ville deux bourses à la mémoire des élèves tués pendant les troubles ; 3° les autorités locales s'étant avérées incapables de défendre la vie et les biens de la population et peu disposées à le faire, d'interrompre immédiatement la délivrance des subventions municipales destinées à l'entretien de la police ; 4° de partager entre les Juifs pauvres qui ont le plus souffert des troubles la somme de 1 500 roubles ; 5° d'exprimer sa sympathie au commandant du port, seul parmi les fonctionnaires locaux à avoir empêché, avec beaucoup d'énergie et d'humanité,

* Voir le présent tome, p. 227. (*N.R.*)

d'autres exterminations massives ; 6° de porter à la connaissance du ministre de l'Intérieur l'attitude inique des autorités au moment des troubles et d'exiger une enquête du Sénat.

Pour autant que la Douma de Kertch repousse sans autorisation les limites de la compétence qui lui ont été légalement assignées, pour autant qu'elle prend part à la vie révolutionnaire de l'Etat tout entier, on peut dire qu'elle s'engage véritablement sur la voie d'une « auto-administration révolutionnaire ». Mais qu'est-ce qui nous garantit que cette auto-administration deviendra « *populaire* » ? Et nous convient-il à nous, social-démocrates, de faire de ce « petit morceau de révolution » le mot d'ordre principal de notre agitation, ou bien de prôner la victoire complète et décisive de la révolution, impossible sans soulèvement ?

« Prolétari » n°18,
26 (13) septembre 1905

Conforme au texte du journal

LETTRE DE LA RÉDACTION DE L'ORGANE CENTRAL DU P.O.S.D.R.

Camarades ! Nous voulons attirer votre attention sur un des modes de collaboration en ce qui concerne la propagande entre l'organe central et le service local d'édition. On reproche souvent à l'organe central de se détacher du mouvement, d'être peu accessible, etc., etc. Certes, il y a dans ces reproches une part de vérité et nous savons très bien à quel point notre travail, fait à distance, est insuffisant par le temps qui court. Mais notre isolement résulte dans une certaine mesure des rapports trop rares et trop irréguliers qui existent entre l'organe central et la *masse* des militants social-démocrates de base, ainsi que de l'insuffisance de leur coopération. Sans contredit, nous vous aidons trop peu ; mais vous nous aidez trop peu également. C'est justement sur le remède à l'*un* de ces défauts que nous voulons attirer fraternellement votre attention.

Les militants des organisations locales usent insuffisamment de l'organe central pour l'agitation. Il leur parvient en retard et en quantités restreintes. Aussi faut-il : 1) reproduire plus fréquemment dans les feuilles locales les articles et les informations de l'organe central ; 2) reformuler plus souvent de manière accessible les mots d'ordre (et les articles) de l'organe central dans les publications locales, sans hésiter au besoin à les compléter, modifier, abréger, etc., car vous savez mieux ce qu'il vous faut, et tout ce que publie le Parti appartient au Parti tout entier ;

3) *citer* plus souvent dans les feuilles locales l'organe central, afin d'en rendre le nom familier aux masses, de répandre *l'idée* qu'elles ont un journal permanent à elles, un centre idéologique auquel on peut toujours s'adresser, etc. Efforcez-vous de signaler à toute occasion que telle de vos idées a été exprimée dans un tel article du *Prolétari*, que des informations analogues ont été données dans une correspondance de l'organe central, etc. Tout cela est très important pour faire connaître notre organe central aux *masses* et pour étendre notre sphère d'influence.

Les comités locaux ont maintes fois reproduit des articles qu'ils choisissaient à leur guise. Ce qui importe surtout, à l'heure présente, c'est *l'unité des mots d'ordre* (notre attitude envers les libéraux, envers les gens de l'*Osvobojdénié*, envers leur « théorie de l'entente », envers leur projet de Constitution, etc. ; questions relatives à l'armée révolutionnaire, au programme du gouvernement révolutionnaire, au boycottage de la Douma d'Etat, etc., etc). Cherchez toujours à utiliser l'organe central dans votre travail d'agitation, non seulement en reproduisant ses textes, mais aussi en *a d a p t a n t* ses idées et ses mots d'ordre dans les tracts que vous éditerez, en les *développant* ou en les modifiant selon les conditions locales, etc. Cela est d'une extrême importance pour établir de vous à nous une coopération réelle, un échange d'opinions, la rectification de nos mots d'ordre, et pour faire connaître aux *masses* ouvrières que notre Parti dispose d'un organe central permanent.

Nous vous prions instamment de soumettre la présente lettre à l'examen de toutes les organisations et de tous les cercles du Parti, jusqu'à la base et sans exception.

La rédaction du « Prolétari »

« Rabotchi » n° 8, septembre 1905

Conforme au manuscrit

LE CONGRÈS DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE ALLEMAND À IÉNA

Les congrès de la social-démocratie allemande sont devenus de longue date des événements dont la portée dépasse de loin les limites du mouvement ouvrier allemand. Par son organisation, sa cohésion et son homogénéité, comme par la richesse et la variété de ses publications marxistes, le *Parti* allemand devance tous les autres partis social-démocrates. Dans ces conditions, il est naturel que les décisions de ses congrès acquièrent parfois une portée presque internationale. Il en fut ainsi de la question des nouveaux courants opportunistes à l'intérieur du socialisme (bernsteinisme). La résolution du congrès de Dresde, confirmant la tactique ancienne et éprouvée de la social-démocratie révolutionnaire, fut reprise par le congrès socialiste international d'Amsterdam et représente maintenant la volonté commune du prolétariat conscient dans le monde entier. Il en est de même aujourd'hui. La question de la grève politique de masse — la principale question débattue par le congrès d'Iéna — passionne la social-démocratie internationale. Les événements récemment survenus dans divers pays et entre autres, ou même surtout, en Russie, la mettent au premier plan. Et la décision du Parti social-démocrate d'Allemagne aura, certes, une grande influence sur le mouvement ouvrier international, en venant soutenir et renforcer l'esprit révolutionnaire des ouvriers en lutte.

Mais arrêtons-nous d'abord brièvement sur les autres questions, moins importantes, examinées et tranchées par le congrès d'Iéna. Il s'est occupé au premier chef de l'or-

ganisation du Parti. Nous ne nous attarderons pas ici, bien entendu, sur les détails de la révision des statuts du Parti allemand. Il importe de souligner le trait essentiel et très caractéristique de cette révision : tendance à une *centralisation* plus complète et plus rigoureuse, à une *organisation* plus fortement charpentée. Cette tendance s'est manifestée, premièrement, par une clause très nette, incorporée aux statuts, d'après laquelle tout social-démocrate doit appartenir à l'une des organisations du Parti, sauf cas de force majeure. Cette tendance s'est exprimée, deuxièmement, par la substitution au système des hommes de confiance d'un système d'organisations social-démocrates locales et au principe des délégations personnelles, et de la confiance faite à l'individu, du principe des rapports collectifs d'organisation. Elle s'est encore traduite, troisièmement, par une disposition d'après laquelle toutes les organisations du Parti sont tenues de verser 25% de leurs revenus à la caisse centrale.

Nous voyons ici, en somme, que l'extension du mouvement social-démocrate et l'accentuation de son esprit révolutionnaire mènent infailliblement et inévitablement à une centralisation plus rigoureuse. A ce point de vue, l'évolution de la social-démocratie allemande est très instructive pour les social-démocrates russes. Les questions d'organisation tenaient récemment chez nous et tiennent encore aujourd'hui, dans une certaine mesure, une place relativement trop grande parmi les questions d'actualité de la vie du Parti. Depuis le IIIe Congrès deux tendances se sont nettement différenciées dans le Parti, en matière d'organisation : l'une qui veut, avec une centralisation suivie, le développement rationnel de l'esprit démocratique dans le Parti, non par démagogie, non pour le plaisir de faire des phrases, mais en vue d'une mise en œuvre effective à mesure que la social-démocratie russe obtiendra une plus grande liberté d'action dans le pays ; et l'autre qui, en matière d'organisation, se complaît dans le vague, s'en tient à cette « organisation nébuleuse », dont Plékhanov même qui la défendit si longtemps a compris maintenant toute la nocivité (espérons que les événements le convaincront bientôt également de la parenté qui unit l'organisation nébuleuse et la tactique nébuleuse).

Rappelez-vous les discussions auxquelles donna lieu le paragraphe 1 de nos statuts. La conférence de ces néo-iskristes qui soutenaient jadis avec ardeur l'« idée » de leur formule erronée, s'est délestée tout simplement maintenant du paragraphe et de l'idée dans leur totalité. Le IIIe Congrès a confirmé le principe de la centralisation et des liens *d'organisation*. Les néo-iskristes ont d'emblée essayé de poser sur le terrain des principes généraux la question de l'appartenance de tout membre du Parti à une organisation. Nous voyons maintenant que les Allemands — les opportunistes comme les révolutionnaires — n'essaient même pas de mettre en discussion la légitimité de *principe* de cette exigence (que tout membre du Parti doit appartenir à l'une des organisations du Parti). En inscrivant sans détours cette exigence dans leurs statuts ce n'est pas par des principes qu'ils motivent la nécessité de *faire des exceptions à cette règle*, c'est par... *l'insuffisance de la liberté* en Allemagne. Le rapporteur sur la question d'organisation au congrès d'Iéna, Vollmar, justifiait les exceptions par l'impossibilité pour certaines personnes (les petits fonctionnaires) de s'affilier ouvertement au Parti social-démocrate. La situation est évidemment tout autre chez nous, en Russie. La liberté faisant défaut, toutes les organisations sont également clandestines. La liberté révolutionnaire impose de délimiter strictement les partis et de ne pas admettre d'imprécision sous ce rapport. Quant au principe d'un renforcement des liaisons organiques, il reste toujours aussi immuable.

Pour ce qui est du système des hommes de confiance, auquel les social-démocrates allemands viennent de renoncer, son existence était entièrement liée à la loi d'exception contre les socialistes. Plus cette loi perdait de son actualité, et plus le passage à un système de rapports directs (et non plus établis par des hommes de confiance) entre les organisations devenait naturel et inévitable pour le Parti tout entier.

Une autre question débattue à Iéna avant celle de la grève politique est également très instructive pour les Russes. C'est celle de la fête du 1er mai, ou plutôt (à ne considérer que l'essentiel et non le prétexte de la discussion) celle des rapports entre le mouvement syndical et le Parti

social-démocrate. A plusieurs reprises déjà, nous avons noté dans le *Prolétari* la profonde impression produite par le congrès syndical de Cologne [100] sur les social-démocrates d'Allemagne, et aussi d'ailleurs. Le congrès de Cologne a révélé de la façon la plus évidente que même en Allemagne, où pourtant les traditions et l'influence du marxisme sont plus profondément enracinées que partout ailleurs, des tendances *antisocialistes*, des tendances au « trade-unionisme pur », à l'anglaise, c'est-à-dire dans un esprit absolument bourgeois, se développent dans les syndicats — dans les syndicats *social-démocrates*, remarquez-le. Si bien que la question du 1er mai proprement dit donna inéluctablement naissance au congrès d'Iéna à la question du trade-unionisme et de la social-démocratie, ou, pour nous servir d'un terme emprunté à la lutte des tendances de la social-démocratie russe, à la question de « l'économisme ».

Le rapporteur sur le 1er mai, Fischer, déclara sans tergiverser que ce serait une grande faute de fermer les yeux sur le fait que les syndicats perdent çà et là leur esprit socialiste. On en est au point que le représentant du syndicat des charpentiers, Bringman, par exemple, a pu prononcer et écrire des phrases dans le genre de celle-ci : « La grève du 1er mai est comme un corps étranger dans l'organisme humain » ; « Dans les conditions actuelles les syndicats représentent le seul moyen d'améliorer la situation des ouvriers », etc. A ces « symptômes du mal », comme disait très justement Fischer, s'en ajoutent d'autres. Le syndicalisme étroit ou « économisme » se rattache en Allemagne, comme en Russie, comme partout, à l'opportunisme (au revisionnisme). Le journal de ce même syndicat des charpentiers a proclamé la faillite des fondements du socialisme scientifique, la fausseté de la théorie des crises et de celle des catastrophes, etc. Le revisionniste Calwer a appelé les ouvriers non à manifester leur mécontentement ou à augmenter leurs exigences, mais à se montrer modestes, etc. Liebknecht eut l'approbation du congrès quand il se prononça contre la « neutralité » des syndicats et fit observer que « Bebel s'est prononcé aussi, il est vrai, en faveur de la neutralité, mais il me semble que c'est là un des rares points sur lesquels Bebel n'est pas suivi de la majorité du Parti ».

Bebel lui-même nia avoir recommandé la neutralité des syndicats à l'égard de la social-démocratie. Il reconnut sans réserve le danger d'un syndicalisme étroit. Il dit entre autres qu'il connaissait des exemples plus fâcheux encore de cet abêtissement dû à l'esprit corporatif. De jeunes dirigeants syndicaux en arrivent à se gausser du Parti en général, du socialisme en général, de la théorie de la lutte de classe. Ces déclarations de Bebel suscitèrent l'indignation unanime du congrès socialiste. Un tonnerre d'applaudissements retentit quand il fit cette déclaration résolue : « Camarades, soyez à vos postes, réfléchissez à ce que vous faites ; la route fatale que vous suivez vous mène à votre perte. »

Il faut donc dire, à l'honneur de la social-démocratie allemande, qu'elle a fait face au danger. Elle n'a pas cherché à dissimuler les exagérations de l'économisme, elle n'a pas imaginé de mauvais faux-fuyants et subterfuges (comme Plékhanov, par exemple, qui en imagina tant chez nous après le IIe Congrès). Non, elle a durement constaté le mal, résolument condamné les tendances nocives et ouvertement appelé les membres du Parti à les combattre. C'est là un événement édifiant pour les social-démocrates russes, dont quelques-uns, pour leur « dessillement » dans la question syndicale, ont mérité les éloges de M. Strouvé.

Écrit en septembre 1905
Publié pour la première fois en 1924, dans le n°2 de la revue « Pod Znamenem Marksizma »

Conforme au manuscrit

PAS DE MYSTIFICATIONS ! NOTRE FORCE EST DANS LA VÉRITÉ !

LETTRE À LA RÉDACTION

« Nous ne sommes pas en mesure de provoquer l'insurrection... Aussi ne sert-il à rien de la lier à la Douma... Assemblée constituante, tel est le mot d'ordre de l'agitation. » Ainsi écrivait le Bund, et l'auteur de l'article publié dans notre n° 16 ne lui a pas donné une réponse suffisante *.

Ces mots du Bund expriment dans la perfection *l'esprit petit-bourgeois* au sein de la social-démocratie, avec toute sa platitude, son juste milieu, ses idées passe-partout, ses lieux communs, sa médiocrité (qui furent toujours l'apanage du Bund, lequel joua, comme on sait, en 1897-1900, 1901-1903, 1904, et joue actuellement en 1905 le rôle d'un parasite idéologique).

C'est la conception courante, le point de vue habituel, le « bon sens » (« le triomphe du bon sens » dans l'*Osvobojdénié* et le « dessillement »).

C'est la plus grande des *mystifications* et il est d'une importance capitale pour la révolution russe et pour le prolétariat conscient, *unique* auteur possible de la *révolution victorieuse*, de dénoncer cet artifice.

Nous ne sommes pas en mesure de provoquer l'insurrection, *aussi* ne faut-il pas la lier, *aussi* notre mot d'ordre est-il : Assemblée constituante, et non insurrection !

* Voir le présent tome, pp. 253-258. (*N.R.*)

Cela revient à dire : Nous sommes nus et abandonnés, affamés et rompus, nous ne sommes pas en mesure de nous tirer du bourbier où nous périssons et de gravir la montagne où on trouve le soleil, la lumière, l'air et tous les fruits de la terre. L'échelle indispensable nous fait défaut. Nous n'avons pas la force de nous la procurer. Ne rattachons donc pas notre lutte pour la montée au mot d'ordre d'obtention (de création) de l'échelle ! Notre mot d'ordre doit être : Sur la montagne, sur la montagne du bonheur et de la liberté, où l'on trouve air et lumière, encouragement et réconfort !

Puisque l'échelle sans laquelle il nous est impossible de monter fait défaut, *nous ne devons* pas adopter pour mot d'ordre la confection de l'échelle et y travailler, nous devons adopter pour mot d'ordre : Trouvez-vous en haut, sur la montagne, sur la montagne du bonheur, etc. !

« La faiblesse avait trouvé, comme toujours, son salut dans la croyance aux miracles », a dit Marx [102] !

Est-ce la faiblesse du prolétariat ou *celle des têtes* du Bund et de la nouvelle *Iskra* qui cherche maintenant son salut dans la croyance aux miracles ? Dans la croyance qu'on réussira l'escalade sans échelle ? Dans la croyance en l'Assemblée constituante sans insurrection ?

Cette croyance est une croyance de fous. Sans insurrection armée, l'Assemblée constituante n'est que fantôme, phrase, mensonge, parlote de Francfort.

L'artifice et l'hypocrisie de l'*idéologie de l'«Osvobojdénié»*, cette *première* forme de large popularisation politique des *mots d'ordre bourgeois* en Russie, consistent justement à alimenter cette croyance au miracle, ce mensonge. Car la bourgeoisie libérale a besoin de son mensonge, qui, loin d'être un mensonge pour elle, est sa plus grande vérité, la vérité de ses intérêts de classe, la vérité de la liberté bourgeoise, la vérité de l'égalité capitaliste, le saint des saints de la fraternité mercantile.

C'est *sa* vérité à elle (à la bourgeoisie), car ce n'est pas de la victoire du peuple, de la *montagne*, qu'elle a besoin, elle a besoin du bourbier pour les masses, du triomphe des manitous et des sacs d'écus chevauchant la canaille, elle a besoin d'une transaction, d'une *entente* avec l'ennemi, c'est-à-dire d'une trahison, et non d'une victoire du peuple.

Pour la bourgeoisie ce n'est pas un « miracle », mais une réalité, celle de la révolution trahie au lieu d'être victorieuse.

... Nous ne sommes pas en mesure d'obtenir une échelle... nous ne sommes pas en mesure de provoquer l'insurrection... n'est-ce pas, messieurs ?

S'il en est ainsi, modifiez *toute* votre propagande et votre agitation, parlez autrement aux ouvriers et au peuple, remaniez, *renouvelez* vos discours.

Dites alors au peuple : Ouvriers de Pétersbourg, de Riga, de Varsovie, d'Odessa, de Tiflis..., nous ne sommes pas en mesure de provoquer l'insurrection et de la mener à la victoire. Aussi *ne sert-il à rien* de penser à une *Assemblée nationale constituante* et d'en faire le sujet de vains bavardages. Ne profanez pas les grands mots par d'indignes contorsions. Que la foi aux miracles ne dissimule pas votre faiblesse. Criez sur les toits votre faiblesse, car en avoir conscience, c'est déjà y remédier à moitié. Les phrases fausses et les fanfaronnades, c'est la ruine morale et le gage certain de la ruine politique.

Ouvriers ! Nous sommes trop faibles pour provoquer l'insurrection et la mener à la victoire. Laissez donc là les radotages sur *l'Assemblée nationale constituante*, chassez les menteurs qui en parlent, dénoncez la trahison de l'*Osvobojdénié*, des partisans de la Douma, des *cadets* et autres canailles, qui n'aspirent qu'en *paroles* à une Assemblée nationale constituante et veulent en réalité une Constituante *antipopulaire*, qui n'instituerait pas un nouveau régime, mais replâtrerait l'ancien, qui collerait quelques paillettes sur vos vieux haillons, ne vous donnerait que mirage et leurre, jouets au lieu d'armes, chaînes au lieu de fusils, et non des vêtements neufs, une vie nouvelle, des armes nouvelles pour de nouvelles et grandes luttes.

Ouvriers ! Nous sommes trop faibles pour l'insurrection. Ne parlez donc pas et ne permettez pas aux prostituées de l'*Osvobojdénié*, aux *cadets* et aux partisans de la Douma de parler de *révolution*, ne permettez pas à cette racaille bourgeoise de diluer dans son verbiage impuissant la grande idée populaire.

Nous sommes faibles ? Il n'y a donc pas et il *ne peut pas y avoir* de révolution dans notre pays. Ce n'est pas

une révolution populaire ; c'est Pétrounkévitch et la valetaille libérale du tsar qui sont en train d'empaumer le peuple. Ce n'est pas une lutte pour la liberté, c'est le troc de la liberté populaire contre les fauteuils des gens de l'*Osvobojdénié*. Ce n'est pas le début d'une vie nouvelle, c'est la consécration de l'ancienne mouise, des travaux forcés, du marasme et de la pourriture de toujours.

Nous ne sommes pas en mesure de provoquer l'insurrection, camarades ouvriers ! Nous n'avons pas la force de hisser le peuple au niveau de la révolution. Nous n'avons pas la force de conquérir la liberté... Nous ne pouvons qu'ébranler l'ennemi et non l'abattre, l'ébranler tout juste assez pour que Pétrounkévitch vienne s'asseoir à côté de lui. Assez de discours sur la révolution, la liberté, la représentation populaire ! Celui qui en parle sans *travailler réellement* à confectionner l'échelle qui permettra de les atteindre, à préparer l'insurrection qui permettra de les conquérir, n'est qu'un menteur, un fanfaron, un trompeur.

Nous sommes faibles, camarades ouvriers ! Nous n'avons pour nous que le seul prolétariat et aussi les millions de paysans qui ont engagé une lutte éparse, aveugle, sans méthode et sans armes.

Contre nous, nous avons toute la clique des gens de cour, tous les ouvriers et les paysans vêtus de l'uniforme et *

C'est la fin. Nous sommes faibles. La faiblesse se sauve par la foi au miracle. C'est un fait, à en croire le Bund et le plan de l'*Iskra*.

Mais qu'est-ce qui est un fait, messieurs ? La faiblesse du prolétariat de Russie ou celle des têtes des gens du Bund et de la nouvelle *Iskra* ?

Dites la vérité :

1) Il n'y a pas révolution. Il y a transaction entre la bourgeoisie libérale et le tsar...

2) Il n'y a pas lutte pour la liberté. Il y a trafic de la liberté du peuple.

3) Il n'y a pas lutte pour la représentation populaire. Il y a représentation du *sac d'écus*.

Nous sommes faibles... la trahison de la *révolution* découle infailliblement de là.

* Lacune dans le manuscrit. (*N.R.*)

Vous devez être forts, si vous voulez la révolution, la liberté, la représentation du peuple...

A partir de la fin

Vous êtes faibles ?
La révolution est l'apanage des forts !
Le nôtre est de garder nos haillons.

ω) Qui est faible ? Le prolétariat ou les têtes des adeptes de l'*Iskra* et du Bund ?

Vous êtes faibles ?
La liberté n'est donnée qu'aux forts.

χ) Vous voulez la révolution ? Vous devez être forts !

Les faibles toujours *seront* esclaves. A preuve l'histoire toute entière.

ε) Nous devons dire la *vérité* : *notre* force est là. La *masse*, le *peuple*, la *foule*, jugeront par les œuvres, après la bataille, s'il y a des forces.
Y a-t-il des forces ?
Ou bien nous sommes faibles.

Vous êtes faibles ?
Vous serez représentés par vos négriers et vos exploiteurs.

La « représentation » est soit une conquête des forts, soit un chiffon de papier, un leurre, un *bandeau mis sur les yeux du faible pour l'abrutir* ...

ω) Qui est faible.

Ecrit en septembre 1905
Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

AU SUJET DEL'« ORGANISATION OUVRIÈRE SOCIAL-DÉMOCRATE D'ARMÉNIE »

Nous avons reçu du Comité central une lettre nous apprenant que l'« Organisation ouvrière social-démocrate d'Arménie » avait exprimé le désir de signer la résolution adoptée à la conférence de tous les partis social-démocrates [103]. Mais le Comité central n'est pas d'accord pour accepter cette signature, car il était contre la participation à la conférence de cette organisation, purement extérieure et sans attaches sérieuses en Russie. Nous espérons donner prochainement dans le *Prolétari* des renseignements plus détaillés sur le véritable caractère de cette organisation. En attendant nous remarquerons que tous ceux qui désirent aider réellement le mouvement social-démocrate parmi les ouvriers arméniens du Caucase doivent avoir affaire uniquement aux organisations caucasiennes du P.O.S.D.R. qui publient des textes en arménien dans le Caucase et non à Genève.

Ecrit en septembre-octobre 1906
Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVI

Conforme au manuscrit

LE CONGRÈS DES ZEMSTVOS

Le congrès des membres des zemstvos et des municipalités, ouvert à Moscou le 12 (25) septembre, a discuté et définitivement tranché la question de l'attitude envers la Douma. Tout comme les congrès précédents des zemstvos, celui-ci marque un nouveau progrès dans le développement et l'organisation politiques de la bourgeoisie russe. Aussi tout ouvrier conscient doit-il considérer avec attention cette naissance d'un parti constitutionnel bourgeois. Le développement politique du prolétariat en tant que classe a toujours et partout été rigoureusement parallèle au développement politique de la bourgeoisie en tant que classe.

Mais, outre cette signification générale, le congrès des zemstvos a encore une importance immense dans la question brûlante de notre attitude envers la Douma. Entente de la bourgeoisie avec le tsarisme ou lutte plus résolue de la bourgeoisie contre le tsarisme ? Voilà le fond de cette question, qui soulève également, comme on sait, des désaccords tactiques au sein de la social-démocratie.

Rappelons tout d'abord que les membres des zemstvos avaient résolument condamné, à leur congrès précédent, la Douma de Boulyguine et adopté le fameux projet de Constitution de l'*Osvobojdénié* (monarchie et deux Chambres). La question du boycottage de la Douma fut d'abord tranchée par l'affirmative à la majorité des voix, puis revisée et renvoyée au congrès suivant, qui devait se réunir *aussitôt* que la loi sur la Douma d'Etat serait promulguée ; on parla même de convoquer ce congrès par télégramme.

Il ne se réunit, en réalité, qu'après bien des lenteurs. D'abord, comme nous l'avons noté dans le n° 14 du *Prolétari*, le bruit courut que les membres des zemstvos y avaient renoncé. Puis on apprit les négociations de M. Golovine, avec Dournovo, relatées et examinées dans le dernier numéro du *Prolétari* *, négociations qui ont amené la police à *autoriser* le congrès. Ce congrès a donc eu lieu sur de tout autres bases que le précédent. Le précédent avait été interdit par la police, qui avait menacé de le disperser, rédigé un procès-verbal et désigné enfin après le congrès une commission sénatoriale d'enquête. Aujourd'hui, les zemstvos et la police *se sont entendus*, ont conclu le marché d'avance.

Rappelons, pour mieux faire ressortir aux yeux du lecteur toute la signification de cette différence entre alors et aujourd'hui, les déclarations du dernier numéro de l'*Osvobojdénié*. M. « Indépendant » (« indépendant » de la police sans doute ?) écrivait dans le n° 76 de cette revue, en plein accord avec l'éditorial du même numéro, les lignes suivantes : « Il ne peut être question de compromis. Comme naguère, la liberté doit être conquise et non quémandée... Pas une minute nous ne devons — et c'est de la plus haute importance — renoncer ni aux anciennes méthodes de lutte ni aux positions déjà conquises. S'il y a ici aussi une possibilité de compromis, elle doit tout de suite et résolument être éliminée. Tout ce que l'on a fait jusqu'à présent pour organiser les forces d'émancipation doit être continué... L'activité des congrès, des unions, des assemblées doit se poursuivre dans le même esprit et dans le même sens qu'auparavant. » On ne saurait s'exprimer plus clairement. L'organe des zemstvos ou du Parti « constitutionnel-démocrate », depuis le 6 août, se prononce résolument et sans réserve contre *l'abandon des anciennes méthodes de lutte*. Mais si l'attitude de la bourgeoisie libérale est fausse, c'est précisément parce que, à côté de son désir de liberté, cette bourgeoisie nourrit un désir non moins ardent de transiger avec le tsarisme. C'est pourquoi, disant une chose, elle en fait une autre. Pour « ne pas renoncer aux anciennes méthodes de lutte », il aurait fallu boy-

* Voir le présent tome, pp. 260-268. (*N.R.*)

cotter la Douma. Ayant renoncé au boycottage, il a fallu, par une nécessité logique, *renoncer à certaines* « anciennes méthodes de lutte ». L'*Osvobojdénié* s'est mis à condamner les compromis au moment précis où Golovine concluait un compromis avec Dournovo. L'*Osvobojdénié* a crié : « Ne renoncez pas une minute » au moment précis où le congrès des zemstvos renonçait à l'ancienne liberté de ses réunions. A la suite de « l'octroi » de la Douma, ce prétendu début d'une ère de liberté, les membres des zemstvos ont consenti à délibérer moins librement.

Le fait est que : 1° M. Dournovo, c'est-à-dire la police, a restreint le programme du congrès ; 2° le président s'est engagé à clore le congrès au cas où l'on se mettrait à discuter des questions non inscrites à l'ordre du jour autorisé par la police ; 3° le congrès a consenti à délibérer en présence d'un policier (un chef de cabinet) délégué par Dournovo et autorisé à clore le congrès au cas où les « engagements » pris par M. Golovine envers M. Dournovo ne seraient pas tenus ; 4° la police a interdit au congrès, également sous menace de clôture, les « exclamations séditieuses » (télégramme du correspondant spécial du journal conservateur *le Temps*, qui ajoute que tous ces engagements ont été *honnêtement tenus*).

Il va de soi que, puisant nos renseignements dans la presse étrangère, nous ne prétendons pas qu'ils sont absolument exacts ni complets. Mais nous n'avons aucune raison de douter, dans l'ensemble, de leur exactitude. Au contraire, M. Golovine (qui ne destinait certes pas ses négociations avec Dournovo à la publicité !) a certainement promis plus encore à la police quant au loyalisme des membres des zemstvos !

Le fait est incontestable. Les paroles de l'*Osvobojdénié* divergent radicalement d'avec les actes des libéraux de l'*Osvobojdénié*. Les écrivains de l'*Osvobojdénié* accouchent de belles phrases contre la police, tandis que leurs hommes d'affaires concluent avec elle des règlements à l'amiable. Le début de la campagne électorale des zemstvos coïncide avec le début de l'entente de la bourgeoisie des zemstvos et de l'autocratie.

Les correspondants étrangers sont unanimes à noter le caractère *pacifique* de ce congrès des zemstvos en comparai-

son du précédent. Un seul orateur (ou deux, d'après une autre source) s'est prononcé pour le boycottage de la Douma. La majorité était pour la participation (nous disions dans le n° 12 du *Prolétari* *, dès avant la promulgation de la loi sur la Douma, que l'opinion de la droite des zemstvos sur cette question était déjà faite). La majorité pensait que ne point participer aux élections serait « faire preuve de timidité », opinion que Parvus et la nouvelle *Iskra* partagent pleinement, nous le savons. L'entente avec la police a, par contre, manifesté la *hardiesse* de nos zemstvos...

Le congrès a adopté une résolution qui se borne à déclarer (timidement ou hardiment ? nous nous y perdons) au lieu de condamner la Douma, que « ce ne sera pas une représentation du peuple au sens strict du terme ». Les citoyens russes sont invités à s'unir sur les programmes précédemment adoptés par les congrès des zemstvos et à combattre sur le terrain de la Douma. La résolution ne souffle mot de la lutte en dehors de la Douma, sans la Douma : c'est ce que le libéral de l'*Osvobojdénié*, « indépendant » de la police, appelle « ne pas renoncer une minute aux anciennes méthodes de lutte »...

Modérant leur zèle « révolutionnaire » intempestif d'autrefois, les membres des zemstvos ont insisté, à propos de la Douma, sur l'aspect « constructif ». Ils ont arrêté un programme politique détaillé (dont nous n'avons pas encore le texte complet) ; ils se sont efforcés de dissimuler les atteintes qu'ils portaient aux principes de la démocratie en répétant les principes fondamentaux du constitutionnalisme modéré ; ils ont étudié en détail la campagne électorale, l'organisation des comités électoraux locaux et du comité national, la composition des listes de candidats, etc.

Tout cela ne montre-t-il pas clairement à quoi tend le libéralisme des propriétaires fonciers et des négociants que représentent les zemstvos et l'*Osvobojdénié* ?

Commencer à se délester successivement de toutes les revendications de combat de la démocratie, de tout ce qui garantit les droits du peuple révolutionnaire, de tout ce qui étend et développe la lutte pour la liberté (ne point

* Voir le présent tome, pp. 181-189. (*N.R.*)

parler dans la résolution de la lutte en dehors de la Douma, etc.) ! Commencer à consacrer, parmi les revendications de la démocratie, toutes celles qui assurent le pouvoir à la seule bourgeoisie (un strapontin à la Douma, avant toute chose) ! Un peu moins d'agitation dans le peuple, un peu plus d'esprit pratique à la Douma !

Comme ce « libéral », hier encore partisan de l'autocratie, William Stead, a eu raison de dire (voir sa lettre au *Times* du 26 septembre) que la paix extérieure a imposé la paix intérieure, c'est-à-dire la paix entre le tsar et la bourgeoisie libérale, proclamée par la loi du 6 août ! Les membres des zemstvos démontrent *par leur conduite* qu'ils *s'orientent vers la paix*, bien qu'ils ne puissent naturellement pas faire la paix d'un seul coup et sur tous les points. « M. Michel Stakhovitch, ami et collaborateur de M. Chipov, écrivait le correspondant du *Temps* le 27 septembre, compte sur la formation d'un parti du centre, voué au dogme de l'autocratie et à une Douma consultative ; il prétend que beaucoup de membres des partis extrêmes (!! quel affront aux libéraux de l'*Osvobojdénié* ! — La Rédaction du *Prolétari*) sont prêts à y adhérer. » L'affirmation de M. Stakhovitch est appuyée par le langage de nombreux journaux légaux et, plus encore, *par les actes* de MM. les membres des zemstvos. Monsieur M. Stakhovitch a assisté au congrès, écrit le correspondant du *Times*, le 26 septembre. « Il croit fermement à la victoire des éléments modérés ; le fait est que l'*absence presque totale* des vives attaques habituelles (*fiery denunciations*) contre le gouvernement, à l'exception de quelques allusions en passant (!!) aux atrocités du Caucase, semble confirmer (*rather confirms*) sa prédiction (*forecast*). » « L'état d'esprit du congrès, télégraphie le même correspondant du journal conservateur anglais, présente un contraste frappant avec l'état d'esprit dominant au congrès de juillet, où un grand nombre de délégués étaient pour le boycottage de la Douma. »

L'*Iskra* maintiendra-t-elle encore son opinion erronée selon laquelle les partisans du boycottage voulaient une abstention passive, tandis que les Stakhovitch, partisans de la participation, veulent une lutte sérieuse ? Défendra-t-elle encore avec Parvus l'entente avec les libéraux de l'*Osvobojdénié* et le soutien de ces derniers, alors qu'ils

ont commencé à s'entendre, de toute évidence, avec les Dournovo ?

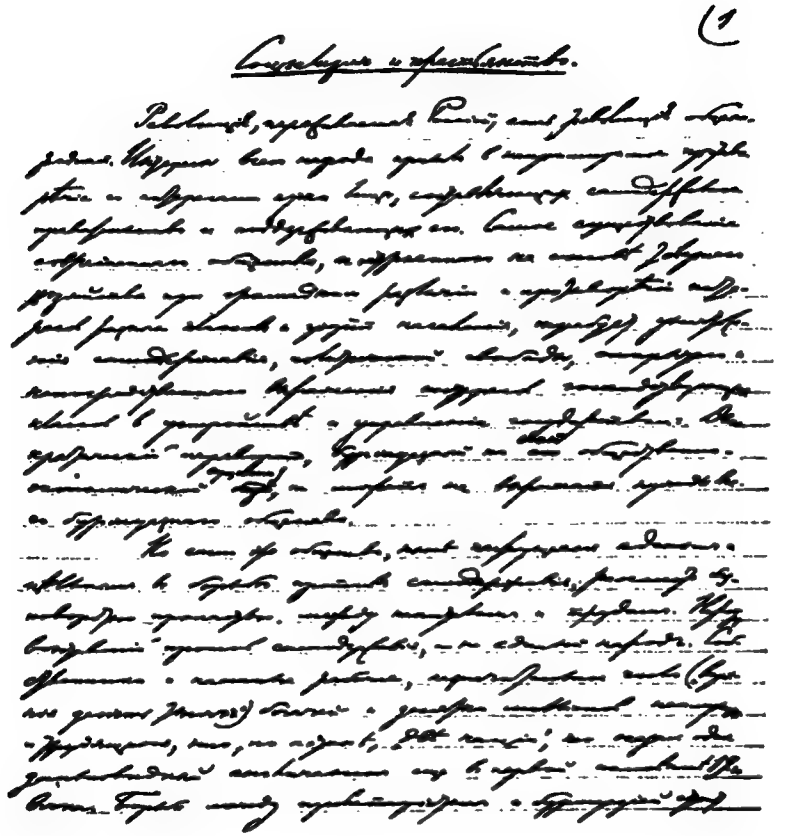
P.S. — L'équité nous oblige à dire que de nouveaux indices nous parviennent sans cesse sur le désaccord des néo-iskristes militant en Russie et de la nouvelle *Iskra*. Nous venons de recevoir un tract du groupe (menchevique) de Saint-Pétersbourg intitulé *Douma d'Etat ou Assemblée constituante*. Nous y trouvons, à côté d'une critique de la Douma, le mot d'ordre : « A bas la Douma ! ». Les représentants des ouvriers sont invités à dire aux libéraux « qu'ils doivent refuser de reconnaître la Douma », « qu'ils sont tenus de renoncer à leur droit (cette phrase n'est pas imprimée très lisiblement) d'être élus à la Douma », qu'ils doivent aider les ouvriers à « s'armer pour la lutte contre les Cent-Noirs et contre la Douma d'Etat ». Les mencheviks pétersbourgeois souscrivent donc au mot d'ordre du boycottage actif. Comme dans le cas mémorable du « plan de campagne des zemstvos » [104], l'*Iskra* se sépare de ses partisans de Russie. Les mencheviks de Pétersbourg ne se rapprochent de l'*Iskra* que sur un point : ils invitent les ouvriers à élire sur-le-champ des « représentants dans les fabriques, les ateliers, comme furent élus les délégués ouvriers à la commission Chidlovski [105] ». « Que nos représentants, réunis, combattent la Douma d'Etat, comme nos élus à la commission Chidlovski combattirent ce piège dressé par l'autocratie. » Ce mot d'ordre ressemble fort à celui de l'*Iskra* — « auto-administration révolutionnaire » — bien que les camarades du groupe pétersbourgeois n'usent naturellement pas de ce terme retentissant autant qu'inopportun. Les ouvriers pétersbourgeois comprendront, nous n'en doutons pas, la fausseté de ce mot d'ordre et l'inexactitude du parallèle avec la commission Chidlovski. Alors les ouvriers boycottaient la commission, aujourd'hui la Douma boycotte les ouvriers.

L'auto-administration révolutionnaire ne peut être, tant que le tsar garde le pouvoir, qu'un des éléments de la révolution (rappelons-nous la décision de la Douma municipale de Smolensk, etc.). En faire le mot d'ordre principal du prolétariat révolutionnaire, c'est créer la confusion et faire le jeu des libéraux de l'*Osvobojdénié*. Si nous développons, amplifions, affermissons et étendons

l'organisation des forces *révolutionnaires* du prolétariat et des paysans, nous ne devons pas confondre cette organisation de la guerre, de l'insurrection, avec l'auto-administration. Par ses fins, par ses modes de création, par son caractère, l'organisation de l'insurrection armée, l'organisation de l'armée révolutionnaire *ne ressemble en rien* à celle de l'auto-administration révolutionnaire. Plus les libéraux bourgeois, plus les gens de l'*Osvobojdénié* s'emploient avec zèle à rogner, à mutiler, à sabrer les mots d'ordre conséquents de la révolution démocratique, et plus nettement et franchement nous devons les formuler : convocation de l'Assemblée nationale constituante par un gouvernement révolutionnaire provisoire, organisation de l'insurrection armée et de l'armée révolutionnaire pour le renversement du pouvoir du tsar.

« Prolétari » n°19,
3 octobre (20 septembre) 1905

Conforme au texte du journal



Première page du manuscrit de Lénine.
***Le socialisme et les paysans.* 1905.**

Réduction

LE SOCIALISME ET LES PAYSANS

La révolution que traverse la Russie est une révolution populaire. Un conflit irréductible oppose les intérêts du peuple et ceux de la poignée d'hommes qui compose et soutient le gouvernement autocratique. L'existence même de la société contemporaine, fondée sur la production marchande — le contraste et l'antagonisme des intérêts des classes et des groupes de la population étant énorme —, exige l'abolition de l'autocratie, la liberté politique, l'expression ouverte et directe des intérêts des classes dominantes dans l'organisation et la gestion de l'Etat. La révolution démocratique, bourgeoise par son essence économique et sociale, ne peut manquer d'exprimer les besoins de toute la société bourgeoise.

Mais cette société même, qui apparaît aujourd'hui comme un tout dressé contre l'autocratie, est irrévocablement scindée par l'abîme qui sépare le Capital et le Travail. Le peuple soulevé contre l'autocratie n'est pas un. Propriétaires et salariés, une insignifiante minorité de riches (« les dix mille ») et des dizaines de millions de non-possédants et de travailleurs, forment réellement « deux nations », comme l'a dit un Anglais clairvoyant dès la première moitié du XIX[e] siècle [105]. La lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie est à l'ordre du jour dans l'Europe entière. Cette lutte a depuis longtemps déjà gagné la Russie. Dans la Russie contemporaine, ce ne sont pas deux forces belligérantes qui donnent à la révolution son contenu, mais bien deux guerres sociales hétérogènes et différentes : l'une au sein du régime actuel autocratique et féodal, l'autre au sein du futur régime démocratique bourgeois naissant sous

nos yeux. L'une est celle du peuple entier pour la liberté (pour la liberté de la société bourgeoise), pour la démocratie, c'est-à-dire pour la souveraineté absolue du peuple ; l'autre est la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie, pour une organisation socialiste de la société.

La tâche rude et complexe de soutenir simultanément deux guerres tout à fait différentes par leur caractère, par leurs fins et par la composition des forces sociales capables d'y prendre une part décisive, incombe donc aux socialistes. Ce problème difficile a été clairement posé et résolu avec fermeté par la social-démocratie grâce au fait que le programme social-démocrate se fonde sur le socialisme scientifique, autrement dit sur le marxisme, et que notre parti est devenu l'un des détachements de la grande armée internationale de la social-démocratie, qui a vérifié, confirmé, expliqué et approfondi les principes du marxisme en mettant à projet l'expérience de nombreux mouvements démocratiques et socialistes dans les pays européens les plus divers.

La social-démocratie révolutionnaire a été, de longue date, préoccupée de montrer le caractère bourgeois du mouvement démocratique russe, à commencer par celui des populistes et des libéraux pour finir par celui de l'*Osvobojdénié*. Elle a toujours signalé le manque de radicalisme, l'insuffisance, l'étroitesse inévitable de la démocratie bourgeoise. Elle a assigné au prolétariat socialiste, à l'époque de la révolution démocratique, l'objectif de rallier à lui la masse paysanne et, paralysant la bourgeoisie instable, de briser et d'écraser l'autocratie. La victoire décisive de la révolution démocratique n'est possible que sous l'aspect d'une dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans. Mais plus cette victoire sera prompte et complète, plus vite et plus profondément se révéleront de nouveaux antagonismes, causes d'une nouvelle lutte de classe sur le terrain d'un régime bourgeois pleinement démocratisé. Plus nous pousserons à son terme la révolution démocratique, et plus nous nous trouverons près d'aborder les tâches de la révolution socialiste, plus la lutte du prolétariat contre les bases mêmes de la société bourgeoise sera âpre et brutale.

La social-démocratie doit combattre avec intransigeance tout ce qui est en retrait sur cette façon de formuler

les objectifs démocratiques révolutionnaires et socialistes du prolétariat. Il est absurde de vouloir méconnaître le caractère démocratique, c'est-à-dire foncièrement bourgeois de la révolution actuelle ; il est par conséquent absurde de formuler des mots d'ordre comme celui de communes révolutionnaires. Il est absurde et réactionnaire de restreindre les objectifs de la participation du prolétariat — participation dirigeante qui plus est — dans la révolution démocratique et de s'effaroucher, par exemple, du mot d'ordre de dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans. Il est absurde de confondre les objectifs et les conditions d'une révolution démocratique avec ceux d'une révolution socialiste, ces deux révolutions étant différentes, répétons-le, tant par leur caractère que par la composition des forces sociales participantes.

C'est précisément sur cette dernière erreur que nous avons l'intention de nous arrêter ici. L'état embryonnaire des antagonismes de classe dans le peuple en général, et chez les paysans en particulier, est un phénomène inévitable à l'époque d'une révolution démocratique appelée à jeter les premières bases d'un développement réellement étendu du capitalisme. Or, cet état embryonnaire de l'économie est cause de la survivance et de la résurrection, sous des aspects variés, des formes attardées du socialisme, d'un socialisme petit-bourgeois, puisqu'il idéalise des réformes qui ne sortent pas du cadre des relations petites-bourgeoises. La masse des paysans ne conçoit pas et ne peut pas concevoir que la « liberté » la plus complète et la répartition la plus « juste » des terres, même de la totalité des terres, loin d'abolir le capitalisme, créent les conditions d'un développement capitaliste particulièrement vaste et puissant. Et tandis que la social-démocratie fait ressortir et soutient exclusivement ce qu'il y a de révolutionnaire et de démocratique dans ces aspirations des paysans, le socialisme petit-bourgeois érige en théorie l'inconscience des paysans, confond et amalgame les conditions et les objectifs d'une révolution réellement démocratique avec ceux d'une révolution socialiste de fantaisie.

Cette idéologie confuse de la petite bourgeoisie trouve son expression la plus frappante dans le programme, ou plutôt dans le projet de programme, des « socialistes-ré-

volutionnaires » qui se sont d'autant plus pressés de se proclamer parti que les formes et les bases d'un véritable parti étaient chez eux moins développées. Nous avons déjà eu l'occasion de montrer, en analysant leur projet de programme (voir le n° 3 de *Vpériod*)* , que les vues des socialistes-révolutionnaires dérivent de l'ancien populisme russe. Mais, comme tout le développement économique de la Russie et tout le cours de la révolution russe sapent implacablement, sans pitié, de jour en jour et d'heure en heure, le terrain sur lequel repose l'édifice doctrinal des purs populistes, les socialistes-révolutionnaires tombent forcément dans l'éclectisme. Ils s'efforcent de boucher les trous du populisme au moyen de la « critique » opportuniste du marxisme, en vogue aujourd'hui ; mais la vieille façade n'en devient pas plus solide. En somme, leur programme est une création absolument dépourvue de vie, pleine de contradictions internes, qui ne correspond, dans l'histoire du socialisme russe, qu'à l'une des étapes du chemin menant de la Russie seigneuriale à la Russie bourgeoise, « du populisme au marxisme ». Cette définition, qui vaut pour nombre de ruisselets plus ou moins asséchés de la pensée révolutionnaire contemporaine, s'applique également au nouveau projet de programme agraire du Parti socialiste polonais (P.P.S.), tel qu'il est publié dans le n° 6-8 du *Przedświt* **.

Ce projet divise le programme agraire en deux parties. La première expose « les réformes dont les conditions sociales existent déjà » ; la deuxième « formule le couronnement et l'intégration des réformes agraires exposées dans la première partie ». La première partie se subdivise à son tour en trois sections : *a*) protection du travail, revendications concernant le prolétariat agricole ; *b*) réformes agraires (au sens étroit du terme ; en somme, les revendications des paysans) ; *c*) défense des intérêts des ruraux (auto-administration, etc.).

La tentative que fait ce programme d'établir une sorte de discrimination entre un programme minimum et un pro-

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, pp. 76-83. (*N.R.*)

** L'Aurore. (*N.R.*)

gramme maximum, l'énoncé tout à fait distinct de revendications purement prolétariennes et, enfin, la déclaration, dans les considérants du programme, que le socialiste ne saurait en aucune manière « flatter les instincts de propriété des masses paysannes », accusent un pas vers le marxisme. A proprement parler, la vérité contenue dans la dernière de ces propositions conduirait infailliblement, si on la méditait et si on en suivait jusqu'au bout la logique, à un programme strictement marxiste. Mais le malheur est justement que le P.P.S. n'est pas un parti fermement prolétarien et qu'il puise tout aussi volontiers ses idées dans la critique opportuniste du marxisme. « La tendance à la concentration de la propriété foncière n'étant pas démontrée, lisons-nous dans l'exposé des considérants du programme, on ne peut songer à prendre sincèrement et avec une pleine assurance la défense de cette forme d'économie, ni à convaincre le paysan de l'inévitable disparition des exploitations parcellaires. »

Tout cela n'est qu'un écho des doctrines de l'économie politique bourgeoise. Les économistes bourgeois s'évertuent à inculquer au petit cultivateur l'idée de la compatibilité du capitalisme avec la prospérité du petit propriétaires-agriculteur. La question spécifique de la concentration de la propriété foncière leur sert pour cette raison à masquer la question plus générale de la production marchande, du joug du capital, de la déchéance et de l'asservissement de la petite exploitation agricole. Ils ferment les yeux sur le fait que la grande production se développe aussi bien, dans les branches commerciales spécialisées de l'agriculture, sur la base de la petite et moyenne propriété du sol et que cette propriété se désagrège sous l'effet de l'augmentation des loyers, du poids des hypothèques et de la pression de l'usure. Ils laissent dans l'ombre des faits incontestables comme la supériorité technique de la grande exploitation et l'aggravation des conditions d'existence du paysan dans sa lutte contre le capitalisme. Le P.P.S. ne fait que répéter les préjugés bourgeois ressuscités par nos nouveaux David [107].

Le manque de fermeté des vues théoriques se fait également sentir dans le programme pratique. Prenez la première partie, les réformes agraires proprement dites. Vous

y trouverez, d'une part, § 5, l'« abolition des restrictions apportées à l'achat des lots des paysans » et, § 6, l'« abolition des servitudes de voirie et de charroi (corvées) [108]. » Ce sont là des revendications minima purement marxistes. En les formulant (particulièrement le § 5), le P.P.S. réalise un progrès sur nos socialistes-révolutionnaires qui ont, comme les *Moskovskié Viédomosti*, un faible pour la fameuse « inaliénabilité des lots ». Le P.P.S., formulant ces revendications, frôle la conception marxiste de la lutte contre les vestiges du servage considérée comme la base et l'objet du mouvement paysan actuel. Mais s'il effleure cette idée, le P.P.S. est loin de l'adopter complètement et consciemment.

Les principaux points du programme minimum que nous examinons sont ainsi conçus : « 1. nationalisation des biens de la couronne, de l'Etat et de l'Eglise par confiscation ; 2. nationalisation des grandes propriétés foncières en l'absence d'héritiers directs ; 3. nationalisation des forêts, rivières et lacs ». Ces revendications ont tous les défauts d'un programme qui réclame à notre époque la nationalisation du sol au premier chef. Tant qu'il n'y a pas de complète liberté politique et de souveraineté du peuple, tant qu'il n'y a pas de république démocratique, la revendication de nationalisation du sol est déraisonnable et prématurée, la nationalisation signifiant la propriété de l'Etat, alors que l'Etat actuel est un Etat policier et un Etat de classe ; et l'Etat de demain sera dans tous les cas un Etat de classe. Quant à servir de mot d'ordre dans la marche vers la démocratie, cette revendication y est particulièrement impropre, car elle met l'accent non sur les rapports des paysans avec les propriétaires fonciers (les paysans prenant les terres des propriétaires fonciers), mais sur les rapports des propriétaires fonciers avec l'Etat. Cette façon de poser la question est radicalement fausse à une époque où les paysans mènent pour la terre une lutte révolutionnaire contre les propriétaires fonciers et contre l'Etat des propriétaires fonciers. Des comités paysans révolutionnaires pour la confiscation, instruments de la confiscation, voilà le seul mot d'ordre indiqué à une pareille époque et capable de contribuer au progrès de la lutte de classe contre les propriétaires fonciers, lutte inséparable

de la destruction révolutionnaire de l'Etat des propriétaires fonciers.

Les autres points du programme agraire minimum, dans le projet du P.P.S., sont les suivants : « 4. limitation du droit de propriété s'il devient une entrave aux perfectionnements de l'agriculture, quand ces perfectionnements sont reconnus nécessaires par la majorité des intéressés ; ...7. nationalisation de l'assurance des céréales contre l'incendie et la grêle et du bétail contre les épizooties ; 8. encouragement par la loi des associations et des coopératives agricoles ; 9. écoles d'agronomie. »

Ces articles sont tout à fait conçus dans l'esprit socialiste révolutionnaire ou, ce qui revient au même, dans l'esprit de la réforme bourgeoise. Ils n'ont rien de révolutionnaire. Ils sont, bien entendu, progressistes, mais progressistes dans l'intérêt des possédants. Le socialiste qui les formule flatte précisément les instincts de propriété. Les formuler équivaut à exiger de l'Etat qu'il soutienne les trusts, les cartels, les syndicats patronaux, les sociétés industrielles, qui ne sont pas moins « progressistes » que la coopération, les assurances, etc., dans l'agriculture. Tout cela constitue le progrès capitaliste. Ce n'est pas à nous de nous en soucier, mais aux patrons, aux industriels. Le socialisme prolétarien, au contraire du socialisme petit-bourgeois, laisse aux comtes de Roquigny, aux propriétaires fonciers membres des zemstvos et à leurs pareils le soin d'organiser des coopératives de propriétaires grands et petits ; il se préoccupe, quant à lui, entièrement et exclusivement, de la coopération des *salariés* pour *la lutte contre le patronat*.

Parcourons maintenant la deuxième partie du programme. Elle ne comprend qu'un article : « Nationalisation de la grande propriété foncière par confiscation. Les terres labourables et les pâturages ainsi acquis par le peuple doivent être partagés en parcelles et répartis entre les paysans point ou mal lotis, sous forme de bail garanti à long terme. »

Que voilà un beau « couronnement » ! Un parti qui se qualifie de socialiste offre en guise de « couronnement et d'intégration des réformes agraires », en lieu et place d'une organisation socialiste de la société, une inepte utopie

petite-bourgeoise. Voilà un exemple particulièrement frappant de confusion complète des révolutions démocratique et socialiste, d'incompréhension complète de la diversité de leurs objectifs. Le passage des terres seigneuriales aux paysans peut être — et a partout été en Europe une partie composante de la révolution démocratique, l'une des étapes de la révolution bourgeoise ; mais seuls les radicaux bourgeois peuvent le qualifier de « couronnement » ou d'« aboutissement ». Le repartage des terres entre telles ou telles catégories de possédants, entre telles ou telles classes de propriétaires, peut être avantageuse et nécessaire à la victoire de la démocratie, à l'extirpation totale des vestiges du servage, à l'amélioration de la condition des masses, à l'accélération du développement capitaliste, etc. ; le soutien le plus décidé d'une semblable mesure peut être obligatoire pour le prolétariat socialiste à l'époque de la révolution démocratique, mais la production *socialiste* — et non la petite production paysanne — peut seule être « le couronnement et l'aboutissement ». Prétendre « garantir le bail » des parcelles des petits fermiers, en régime de production marchande, en régime capitaliste, est une utopie réactionnaire petite-bourgeoise et rien de plus.

Nous voyons maintenant que l'erreur essentielle du P.P.S. ne lui est pas propre, qu'elle n'est ni isolée ni fortuite. Elle exprime, sous une forme plus claire et plus nette (que la fameuse « socialisation » des socialistes-révolutionnaires, restée incomprise d'eux-mêmes) l'erreur *fondamentale* de tout le mouvement populiste russe, de *tout* le libéralisme et le radicalisme bourgeois russe, jusqu'à celui qui s'est manifesté au cours des débats du dernier congrès des zemstvos, à Moscou (en septembre), dans la question agraire.

Cette erreur fondamentale peut s'exprimer ainsi :

Dans son exposé des objectifs immédiats le programme du P.P.S. n'est pas révolutionnaire. Par ses buts derniers il n'est pas socialiste.

Autrement dit, l'incompréhension de la différence entre la révolution démocratique et la révolution socialiste fait que les objectifs démocratiques ne sont pas exprimés sous leur aspect véritablement révolutionnaire, tandis que les objectifs socialistes sont exprimés avec toute l'impréci-

sion propre aux conceptions de la démocratie bourgeoise. Résultat : un mot d'ordre insuffisamment révolutionnaire pour un démocrate et impardonnablement confus pour un socialiste.

Bien au contraire, le programme de la social-démocratie satisfait à toutes les exigences en soutenant la démocratie réellement révolutionnaire et en formulant avec clarté l'objectif socialiste. Nous voyons dans le mouvement paysan d'aujourd'hui une lutte contre le servage, les propriétaires fonciers et leur Etat. Cette lutte, nous la soutenons à fond. Le seul mot d'ordre juste pour ce soutien est le suivant : confiscation des domaines par les comités révolutionnaires paysans. Que faire des domaines confisqués ? La question est secondaire. Ce n'est pas à nous de la trancher, mais aux paysans. La lutte entre le prolétariat paysan et la bourgeoisie paysanne commencera précisément à ce moment. C'est pourquoi nous laissons cette question pendante (ce qui déplaît si fort aux petits bourgeois faiseurs de projets) ou n'indiquons que le *début* de l'action, en l'espèce d'aliénation des *otrezki* * (en quoi les gens irréfléchis voient, en dépit des multiples mises au point des social-démocrates, une entrave au mouvement).

Il n'y a qu'un moyen pour que la réforme agraire, inévitable dans la Russie contemporaine, joue un rôle révolutionnaire et démocratique : cette réforme doit être accomplie par l'initiative révolutionnaire des paysans eux-mêmes contre les propriétaires fonciers et la bureaucratie, contre l'Etat. Cette réforme, en d'autres termes, doit s'accomplir par des méthodes révolutionnaires. La plus fâcheuse répartition des terres après une réforme *pareille* vaudra mieux, à tous les points de vue, que celle d'aujourd'hui. Cette voie, nous l'indiquons en exigeant avant tout la formation de comités révolutionnaires paysans.

Mais nous disons aussi au prolétariat des campagnes : « La victoire la plus radicale des paysans, à laquelle tu dois maintenant contribuer de toutes tes forces, ne te tirera pas de la misère. Tu ne peux en être délivré que par la victoire du prolétariat tout entier — industriel aussi bien

* Voir note n° 91. (*N.R.*)

qu'agricole — sur la bourgeoisie tout entière et par l'instauration d'une société socialiste. »

Avec les paysans propriétaires contre les propriétaires fonciers et leur Etat, avec le prolétariat des villes contre toute la bourgeoisie et tous les paysans propriétaires, voilà le mot d'ordre du prolétariat conscient des campagnes. Si ce mot d'ordre n'est pas accepté d'emblée — ou n'est pas accepté du tout — par les petits propriétaires, il sera en revanche celui des ouvriers, il sera infailliblement confirmé par la marche entière de la révolution, il nous délivrera des illusions petites-bourgeoises, il nous indiquera clairement et nettement notre objectif socialiste.

« Prolétari » n°20,
10 octobre (27 septembre) 1905

Conforme au texte du journal

BOURGEOISIE RASSASIÉE ET BOURGEOISIE AFFAMÉE

Le Temps est l'un des organes les plus influents de la bourgeoisie conservatrice française. Il mène contre le socialisme la campagne la plus acharnée, et il est rare de ne pas trouver dans ses colonnes le nom de Marx, de Bebel, de Guesde et de Jaurès suivis des attaques les plus malveillantes et des commentaires les plus venimeux. *Le Temps* ne peut parler du socialisme sans un frémissement de rage.

Ce journal suit avec la plus grande attention la « crise » russe, comme s'expriment les Occidentaux bien intentionnés, et ne néglige jamais l'occasion de donner de sages conseils à *la nation amie et alliée* *. C'est ainsi qu'il vient de consacrer un éditorial au dernier congrès des zemstvos. Rappelant le congrès de juillet, il ne peut s'empêcher d'exprimer une aigreur rétrospective. Ce fut, voyez-vous, « le spectacle d'une incohérence absolue dans les idées et d'une incertitude totale dans les desseins » : le projet Boulyguine était déjà connu, et pourtant les délégués se bornèrent à prononcer des « discours nombreux et violents », sans arriver à décider s'il fallait boycotter la Douma ou y participer. Dans son irritation, l'organe de la bourgeoisie française gouvernante rappelle même aux libéraux des zemstvos qu'ils n'étaient pas mandatés !

Aujourd'hui, en revanche, quel sourire joyeux s'épanouit sur la face du bourgeois rassasié de pouvoir ! Comme

* En français dans le texte. (*N.R.*)

il se hâte aimablement de serrer la dextre de son confrère, qui n'en est encore qu'à aspirer au pouvoir politique, mais démontre déjà sa « maturité » ! Le boycottage est repoussé, et il n'est plus question d'absence de mandats. « Cette décision, écrit *le Temps*, est tout à l'honneur des congressistes. Elle montre que l'éducation politique des éléments les plus éclairés du peuple russe s'améliore et qu'ils abandonnent les desseins nuageux de prestidigitation politique, pour entrer courageusement dans la voie des évolutions nécessaires. »

Le bourgeois rassasié de pouvoir politique et qui sait par une expérience amère à quoi mènent les victoires véritables du peuple, des ouvriers et des paysans dans les révolutions, n'hésite pas une minute à proclamer que le congrès des propriétaires fonciers et des marchands libéraux tenu en septembre a été une victoire de l'évolution sur la révolution.

Il loue la « modération » du congrès. Il note, avec une satisfaction évidente, le rejet de la résolution sur le « morcellement des terres » et sur le vote des femmes. « La sagesse et la modération de ces décisions indiquent clairement que les opinions des partis extrêmes n'ont pas prévalu au sein du congrès. Le programme sur lequel on s'est mis d'accord est assez démocratique pour *désarmer les révolutionnaires*. Comme il n'attend la réalisation de ses projets que de l'emploi des moyens légaux, il peut en outre rallier les réformistes que des questions de personnes n'écarteront pas des congressistes. »

Le bourgeois rassasié encourage le bourgeois affamé d'une tape sur l'épaule : formuler un programme « assez démocratique » pour jeter de la poudre aux yeux, *désarmer les révolutionnaires* et entrer dans la voie de la légalité, bref, pour parler clairement, conclure un marché avec les Trépov et les Romanov, voilà la véritable sagesse politique.

Que les espérances fondées par le bourgeois perspicace sur les révolutionnaires niais ne sont pas tout à fait dépourvues de raison, c'est ce qu'ont prouvé nos sages de la nouvelle *Iskra*. Ils se sont précipités à bride abattue dans le piège en proposant à qui mieux mieux d'imposer des engagements démocratiques aux bourgeois modérés, prêts à promettre aujourd'hui de bon cœur tout ce que l'on

voudra et à souscrire n'importe quels engagements. Dans la lutte des partis et aussi dans la lutte au sein même des partis socialistes (nous avons pu nous en convaincre par expérience depuis le IIe Congrès), toutes les promesses s'en vont au diable dès que des intérêts tant soit peu essentiels sont en jeu. *The promises like pie-crust are leaven to be broken*, dit le proverbe anglais : les promesses sont comme la croûte du gâteau ; on ne les fait que pour les briser.

A quoi s'est réduite la tactique de l'*Iskra* à l'égard de la Douma ? Justement à *désarmer* idéologiquement et tactiquement les *révolutionnaires*. Les sages de l'*Iskra* opportuniste ont travaillé à ce désarmement en criblant d'attaques l'idée du boycottage actif, en substituant (tout à fait à la manière du *Novoïé Vrémia* [109] et presque dans les mêmes termes) le boycottage passif au boycottage actif, en préconisant la confiance et l'abandon envers les Milioukov et les Stakhovitch tendrement embrassés, *en substituant* au mot d'ordre révolutionnaire d'insurrection la molle phraséologie bourgeoise de l'*Osvobojdénié* sur « l'autoadministration révolutionnaire des citoyens ».

Seuls les aveugles peuvent encore ne pas voir aujourd'hui dans quel marais s'est embourbée l'*Iskra*. Elle est complètement isolée dans la presse illégale ; l'*Osvobojdénié* est *seul* de son côté. Le Bund, que Martov et Axelrod eux-mêmes ne suspecteront pas de sympathie pour « l'arsenal de *Vpériod* », s'est résolument prononcé pour le boycottage actif. Dans la presse légale, tous les coquins et tous les libéraux modérés se sont unis contre les bourgeois radicaux qui ont de la sympathie pour l'idée de boycottage et sont dans les dispositions les plus amicales à l'égard du paysan.

Eh bien, Lénine n'a-t-il pas eu raison de dire, dans ses *Deux tactiques*, en analysant les résolutions de la nouvelle *Iskra*, que « *l'« Iskra » tombe au niveau des propriétaires fonciers libéraux*, tandis que le *Prolétari* s'efforce d'élever les paysans révolutionnaires » ?

Nous venons de mentionner le *Novoïé Vrémia*. De concert avec cet organe reptilien, les *Moskovskié Viédomosti* combattent eux aussi avec acharnement l'idée de boycottage, montrant ainsi à tous et à chacun la signification

politique réelle de la Douma. Voici, à titre d'exemple, une « énormité » caractéristique du *Novoïé Vrémia*. Nous nous y arrêtons d'autant plus volontiers qu'elle éclaire d'un jour nouveau l'infamie bourgeoise sans borne d'un organe libéral même aussi « estimable » que les *Rousskié Viédomosti*.

Le correspondant berlinois bien connu de ce dernier journal, M. Yollos, parle dans le n° 247 du congrès d'Iéna. Son âme de petit bourgeois exulte d'abord à l'idée qu'il s'est trouvé un riche libéral bon et juste, Abbe, pour donner à la ville d'Iéna une Maison du peuple où tous les partis, les social-démocrates y compris, peuvent se réunir librement. Et M. Yollos de nous servir aussitôt sa moralité : « On peut donc rendre service au peuple même en dehors de certains cadres du parti. » C'est naturellement vrai. Mais que dire de l'écrivain qui, à l'heure où la Russie est en proie aux luttes politiques les plus ardentes, se met à louer la neutralité politique ? Se peut-il que M. Yollos ne comprenne pas qu'il commet une gaffe politique énorme et fait le jeu du *Novoïé Vrémia* ? La phrase suivante de M. Yollos expliquera cependant au lecteur la signification réelle de l'admiration petite-bourgeoise que la neutralité politique inspire à cet auteur :

« Je ne parlerai pas du fait que, dans certaines conditions politiques, il est bon *de cacher pour un temps dans sa poche ses buts finals* et de se souvenir des fins immédiates communes au socialisme et au libéralisme. »

Voilà qui est franc ! Merci, tout au moins pour la clarté, M. Yollos ! Il ne nous reste qu'à exploiter ces déclarations en toutes circonstances, chaque fois que nous parlons à des ouvriers, pour faire ressortir le caractère *bourgeois* du libéralisme russe et expliquer aux ouvriers la nécessité d'un parti prolétarien *indépendant*, inflexiblement hostile à la bourgeoisie, fût-ce la plus libérale.

Mais ces tirades de notre « démocrate » ne sont que hors-d'œuvre. Attendez le plat de résistance. M. Yollos ne se contente pas de recommander au prolétariat de « cacher pour un temps dans sa poche ses buts finals », c'est-à-dire de renoncer au socialisme, il lui conseille encore de renoncer à pousser à fond la révolution politique actuelle. M. Yollos cite un discours de Bebel et fait ressortir le pas-

sage où Bebel, doutant que nous réussissions à transformer « si vite » la Russie en un Etat civilisé, déclare cependant que l'ancien régime autocratique ne reviendra plus, « que la vieille Russie est désormais impossible ». Commentant ce passage, M. Yollos écrit :

« Je ne considère pas Bebel comme faisant autorité dans les affaires russes, mais je dois observer que, dans ce passage de son discours, il se sépare à son avantage de Kautsky et de certains doctrinaires qui recommandent la *Revolution in Permanenz* (la révolution permanente). Intelligent et politique, Bebel sait quelles formes concrètes l'anarchie permanente revêt dans la vie du peuple ; il voit avant tout le succès dans l'accomplissement des tâches culturelles, et ses paroles montrent avec une clarté parfaite qu'il ne trace pas de ligne de démarcation et, à plus forte raison, n'érige pas de muraille entre les intellectuels russes et le prolétariat russe, tout au moins jusqu'à la mise en œuvre des droits élémentaires de l'homme. »

Premièrement, c'est là une *calomnie contre Bebel*, une calomnie tout à fait dans le goût du *Novoïé Vrémia*. Bebel a toujours tracé, sans réserve, une « ligne de démarcation » entre la démocratie bourgeoise et la démocratie prolétarienne. M. Yollos ne peut pas l'ignorer. Bebel sépare résolument les intellectuels bourgeois des intellectuels social-démocrates. Affirmer au lecteur russe que Bebel, luttant pour la « culture », laisse où que ce soit dans l'ombre l'hypocrisie et la perfidie de la démocratie bourgeoise, d'une part, et les buts socialistes de la classe ouvrière, de l'autre, c'est formuler contre le chef de la social-démocratie révolutionnaire d'Allemagne une calomnie vraiment énorme.

Deuxièmement, il ne découle nullement du discours de Bebel que ce dernier ait sur la révolution russe d'autres vues que Kautsky. Que Bebel « se sépare à son avantage » de Kautsky sur la question de la révolution russe, c'est là une invention de M. Yollos, qui détache de son contexte et déforme un passage du discours cité, tout en faisant le silence sur les nombreuses déclarations de Bebel en faveur de la révolution russe et de sa victoire décisive.

Troisièmement, et c'est pour nous ce qu'il y a de tout particulièrement intéressant dans l'attitude des *Rousskié*

Viédomosti, M. Yollos, montre par ses réflexions qu'il *craint* précisément la victoire décisive de la révolution en Russie. Il appelle « anarchie permanente » la « révolution permanente ». C'est qualifier la révolution de sédition, c'est *trahir la révolution*. Et que les diplomates de l'*Osvobojdénié*, qui aiment à affirmer qu'ils n'ont pas d'ennemis à gauche, ne nous répondent pas qu'il s'agit d'une erreur fortuite des *Rousskié Viédomosti*. Ce n'est pas vrai. Nous sommes en présence de l'expression des sentiments et des intérêts les plus profonds des propriétaires fonciers et fabricants libéraux. C'est la même chose que la phrase de M. Vinogradov invitant à empêcher la révolution russe de s'engager dans la voie de 1789. C'est la même chose que la servilité de M. Troubetskoï disant au tsar qu'il se désolidarise d'avec la sédition. Ces déclarations ne sont pas accidentelles. Elles donnent la seule formule vraie des innombrables actions déshonorantes de nos démocrates bourgeois, *fatigués* de « l'anarchie permanente », déjà *lassés* de « lutter » (bien qu'ils n'aient, d'ailleurs, jamais lutté), déjà assoiffés *d'ordre et de tranquillité* et *s'écartant déjà* de la révolution rien qu'à la vue des ouvriers et des paysans qui se lèvent réellement pour une lutte véritable, animés du désir de combattre et non point d'être battus. Les démocrates bourgeois sont disposés à fermer les yeux sur les infamies de Trépov, sur le massacre de foules désarmées ; ce n'est pas cette « anarchie »-là qui les effraye, c'est « l'autre », celle qui sévira quand ni Trépov, ni Pétrounkévitch ou Roditchev ne seront au pouvoir, quand l'insurrection ouvrière et paysanne *aura vaincu*. Si les démocrates bourgeois vont si volontiers à la Douma, c'est justement parce qu'ils y voient le gage de la trahison de la révolution, une garantie contre la victoire complète de la révolution, cette effroyable « anarchie permanente ».

Ce tableau de la psychologie des libéraux est fidèle ; les gens du *Novoïé Vrémia* en fournissent la preuve. Les laquais éprouvés des Trépov ont tout de suite noté l'infamie des *Rousskié Viédomosti* et se sont empressés de donner à leurs confrères une chaleureuse accolade. Citant avec sympathie le mensonge de M. Yollos sur Bebel, qui « se sépare à son avantage » de Kautsky, le *Novoïé Vrémia* remarque dans son n° du 13 (26) septembre :

« Ainsi nos « absentionnistes radicaux » devront rayer Bebel lui aussi du nombre de leurs alliés. »

Conclusion tout à fait légitime. Les traîtres professionnels du *Novoïé Vrémia* ont apprécié à sa juste valeur la nature et le sens des phrases « échappées » aux *Rousskié Viédomosti*. Ce n'est pas tout. Le *Novoïé Vrémia*, expert en politique, a sur-le-champ tiré de là une déduction *applicable à la Douma*. Bien que M. Yollos n'ait pas soufflé mot de l'opinion de Bebel sur le boycottage, le *Novoïé Vrémia* appelle « absentionnistes » les partisans du boycottage. Le *Novoïé Vrémia* complète la calomnie contre Bebel par une calomnie contre les « radicaux », tout en formulant l'idée, d'ailleurs tout à fait juste, que c'est la notion de victoire complète de la révolution, la notion de révolution ininterrompue qui inspire la tactique des « absentionnistes radicaux », tandis que la peur de « l'anarchie permanente » inspire les libéraux qui vont à la Douma. Le *Novoïé Vrémia* a raison. Le laquais de Trépov avait parfaitement le droit de démasquer M. Yollos au mot et de lui dire : Si tu ne veux pas de « l'anarchie permanente », c'est que tu es mon allié, et les boniments démocratiques les plus éloquents ne m'en dissuaderont pas. Notre brouille est une petite brouille de famille ; contre les « doctrinaires », contre les partisans de « l'anarchie permanente », nous ne ferons qu'un !

L'*Iskra* ne comprendra-t-elle pas enfin qu'en reprochant aux partisans du boycottage leur abstention, *c'est-à-dire leur absentéisme*, elle parlait le langage du *Novoïé Vrémia* ? Ne comprendra-t-elle pas que cette coïncidence de ses mots d'ordre avec ceux du *Novoïé Vrémia* démontre qu'il y a dans son attitude quelque chose de profondément faux ?

La bourgeoisie européenne rassasiée loue la modération de la bourgeoisie russe affamée de pouvoir. Les laquais de Trépov louent M. Yollos, collaborateur des *Rousskié Viédomosti*, de condamner l'idée de « l'anarchie permanente ». Au *Novoïé Vrémia* et à la nouvelle *Iskra* on se rit de « l'absentionnisme »...

« Prolétari » n°20,
10 octobre (27 septembre) 1906

Conforme au texte du journal

LES PROPRIÉTAIRES FONCIERS ET LE BOYCOTTAGE DE LA DOUMA

L'*Osvobojdénié* a publié dans son n° 76 un bref compte rendu du congrès des zemstvos qui s'est tenu en juillet. Maintenant que la question de la tactique à suivre à l'égard de la Douma d'Etat retient l'attention générale, il est extrêmement important de prendre connaissance de cette documentation unique en son genre, qui montre *avec précision* ce que les libéraux des zemstvos et de l'*Osvobojdénié* pensaient du boycottage. Certes, personne ne doute qu'avant la conclusion de la paix, avant la promulgation de la loi sur la Douma, ils étaient ou s'efforçaient de paraître plus révolutionnaires qu'aujourd'hui. Leurs arguments sont pourtant aussi édifiants que possible et de nature à contribuer à la vérification de notre thèse. N'est-ce pas pour la première fois en somme dans l'histoire politique de la Russie que des partis d'opposition et des partis révolutionnaires discutent ensemble des actions politiques concrètes ?

Il est tout naturel que les démocrates bourgeois n'aient pas été incités à poser la question du boycottage par l'ensemble de leur programme ou par les intérêts de classes déterminées, mais, avant tout, par un sentiment confus de gêne, de honte, dû à la situation contradictoire et fausse dans laquelle ils se retrouvent. « Comment participer à une entreprise que nous avons critiquée à fond ? demandait M. Chichkov. Le peuple pensera que nous sommes solidaires du projet. » Vous le voyez, les premières idées du boycot-

tage s'associent chez ce libéral au problème du peuple ; il sent d'instinct qu'entrer à la Douma, c'est commettre une action répréhensible précisément vis-à-vis du peuple. Il ne peut se défaire de quelques étincelles de la louable velléité de marcher avec le peuple. Un autre orateur, M. Raevski, pose la question en termes plus abstraits : « Nous nous sommes toujours placés sur le terrain des principes, mais en matière de tactique voilà que nous entrons dans un compromis. Il apparaîtra que, tout en ayant condamné le projet Boulyguine, nous avons le plus grand désir de devenir des représentants du peuple. Ne nous engageons pas sur cette pente glissante. » M. Raevski use naturellement d'une petite hyperbole, car les libéraux de l'« *Osvobojdénié* » *ne se sont jamais placés* sur le terrain des principes. Il est également erroné de réduire la question à une pure négation des compromis : des révolutionnaires social-démocrates, ayant su s'assimiler l'esprit du marxisme, n'auraient pas manqué de faire observer à l'orateur qu'il est ridicule de repousser absolument les compromis imposés par la vie, qu'il ne s'agit pas en définitive de cela mais d'avoir clairement conscience des fins de la lutte et de poursuivre inflexiblement ces fins. Mais, nous le répétons, le démocrate bourgeois est tout à fait étranger à la façon matérialiste de poser la question. Ses doutes ne sont que les symptômes de la profonde brisure qui traverse les diverses couches de la démocratie bourgeoise.

Phraseur, M. Roditchev, prenant la parole après M. Raevski, tranche aisément la question : « Nous avons naguère protesté contre le nouveau statut des zemstvos, mais nous sommes entrés dans les zemstvos... Si nous avions assez de force pour appliquer le boycottage, il faudrait y recourir. (Mais, cher Monsieur, ne « manquons »-nous pas de force pour la bonne raison que les intérêts des propriétaires sont hostiles à une lutte sans merci contre l'autocratie, hostiles aux ouvriers et aux paysans ?)... La première règle de l'art militaire, c'est de se sauver à temps (ce sont, je vous le jure, les propres termes du paladin libéral de Tver ! Et les libéraux se moquent de Kouropatkine)... Le boycottage s'effectuera si, une fois entrés à la Douma, nous commençons par déclarer : « Nous partons. Ce n'est pas la représentation véritable dont, tous, vous ne pouvez déjà plus

vous passer. Donnez-nous-en une de véritable. » Ce sera là un boycottage réel. (Bien sûr ! Dire seulement : « Donnez-nous-en une ! » Peut-il y avoir quelque chose de plus « véritable » pour les Balalaïkine [110] des zemstvos ? Ce n'est pas pour rien que l'auditoire se mit à rire de si bon cœur quand M. Golovine lui raconta qu'il avait « sans peine fait changer d'avis » le gouverneur de Moscou qui craignait que le congrès des zemstvos ne proclamât l'Assemblée constituante.)

M. Kolioubakine a dit : « Les orateurs précédents ont posé la question en ces termes : Ou entrer à la Douma de Boulyguine, ou ne rien faire. » (L'*Iskra* a précisément la même façon de poser la question que ces « orateurs précédents » appartenant à la droite de la bourgeoisie monarchiste.) Il faut en appeler à la population, qui sera tout entière contre la Douma de Boulyguine... Parlez au peuple, appliquez la liberté de parole et de réunion. Mais vous vous perdez en entrant dans cette assemblée mal famée. Vous y serez en minorité et par suite perdus aux yeux de la population. » Ce discours fait sentir de nouveau que l'idée du boycottage dépend de l'appel aux paysans, cette idée étant comprise comme un changement d'orientation — vers le peuple et non plus vers le tsar. Et M. Chtchepkine se hâte de répliquer avec une superbe franchise au discours de M. Kolioubakine, dont il a bien saisi le sens profond : « Peu importe que nous commettions une erreur aux yeux du peuple, si nous sauvons la cause (*La cause de la bourgeoisie*, eussent probablement crié à l'orateur les ouvriers s'ils avaient assisté à cette honorable assemblée). Je ne conteste pas que nous devrons peut-être bientôt nous engager dans la voie révolutionnaire. Mais le projet du bureau (le projet de résolution contre le boycottage) veut éviter cette éventualité, car, par notre éducation et nos sympathies (éducation de classe, sympathies de classe), nous ne sommes pas révolutionnaires. »

M. Chtchepkine raisonne sagement ! Mieux que tous les gens de la nouvelle *Iskra* pris ensemble, il comprend qu'il ne s'agit pas du choix des moyens, mais de la différence des buts. Il faut « sauver la cause » de l'ordre, voilà le hic ! Et il ne faut pas se risquer dans la voie révolutionnaire, qui peut amener à la victoire des ouvriers et des paysans.

En revanche, M. de Roberty, beau parleur et grand distributeur d'eau bénite, s'exprime à s'y tromper comme un adepte de la nouvelle *Iskra* : « Que faire si le projet devient loi grâce à son inefficacité ? S'insurger les armes à la main ? » (Est-il possible de « rattacher l'insurrection à la Douma » ! Que dites-vous là, M. de Roberty ! Quel dommage que vous ne connaissiez pas notre Bund, il vous expliquerait qu'on ne peut pas établir de ces connexions-là !) « Je pense que cela viendra avec le temps, infailliblement. Mais, aujourd'hui, la résistance peut être soit simplement passive, soit passive mais toujours prête à devenir active. » (Ah, ce cher radical ! ce serait bien pour lui l'occasion d'emprunter le mot d'ordre de l'« auto-administration révolutionnaire » de la nouvelle *Iskra* ! Quels beaux airs ne nous jouerait-il pas à cette occasion, quels beaux airs !...) « ... Ne donnons de mandat qu'à ceux qui se mettront en route avec la résolution bien arrêtée de faire à tout prix la révolution. » Voilà comme nous sommes ! Eh bien, avions-nous tort de dire que Parvus est tombé dans les bras des libéraux de cet acabit ? Que la nouvelle *Iskra* a mordu à l'hameçon des belles paroles de nos propriétaires fonciers beaux parleurs ?

« Prolétari » n° 20,
10 octobre (27 septembre) 1906

Conforme au texte du journal

SUR LE RÉTABLISSEMENT DE L'UNITÉ DU PARTI[111]

Quant à nous, nous ne pouvons que nous féliciter de la façon très nette et déterminée dont le Comité central pose la question. Ou fusion avec le Parti sur la base des décisions du IIIe Congrès, ou congrès d'unification. La Commission d'organisation doit prendre une décision définitive. Si elle repousse l'adhésion au Parti sur la base des décisions du IIIe Congrès, il sera nécessaire d'aborder immédiatement la préparation et l'étude des conditions du congrès d'unification. Il faudrait, à cette fin : 1° déclarer formellement, avec une netteté absolue, aux deux parties, que la nécessité de la réunion simultanée de deux congrès à un même endroit est reconnue en principe; 2° déterminer de façon non moins formelle que les organisations de chaque fraction du Parti se soumettront toutes sans réserve aux décisions du congrès de leur fraction — les deux congrès doivent, en d'autres termes, avoir voix délibérative, et non consultative, chacun pour sa fraction ; 3° établir d'avance, avec précision, sur quelle base les congrès se réunissent ; c'est-à-dire quelles organisations y seront représentées et par combien de délégués ayant voix délibérative (les statuts du P.O.S.D.R. adoptés par le IIIe Congrès déterminent pour la fraction du Parti qui reconnaît le IIIe Congrès les points 2 et 3) ; 4° entamer tout de suite les pourparlers sur le lieu et le moment du congrès (les conditions et le moment de la fusion des deux congrès devant être déterminés par les congrès eux-mêmes) ; 5° il serait

extrêmement important d'aborder sans délai l'élaboration du projet d'unification le plus précis et le plus détaillé, à soumettre aux deux congrès. La chose est instamment nécessaire. Comme celle du nôtre, l'expérience des autres partis montre clairement que sans un ou plusieurs projets arrêtés d'avance, publiés et largement discutés, les congrès n'auront aucune possibilité de résoudre un problème aussi ardu.

La parole est maintenant à la Commission d'organisation. Tous les partisans de l'unification attendront sa décision avec impatience.

« Prolétari » n° 20,
10 octobre (27 septembre) 1905

Conforme au texte du journal

UNE RÉPONSE ACERBE

Notre article « La théorie de la génération spontanée » (*Prolétari*, n° 16)* nous a valu, de la part du Bund, une réponse des plus acerbes. Son vocabulaire de mots violents, s'étant même révélé incomplet, le Bund en a emprunté à Plékhanov, adversaire connu de la polémique grossière. De quoi s'agit-il ? Pourquoi le Bund se fâche-t-il ? Parce que nous avons, d'une part, admis que les éloges adressés par le Bund à l'*Iskra* pouvaient contenir une part d'ironie et parce que nous avons, d'autre part, tourné en ridicule la solidarité du Bund avec l'*Iskra* sur divers points. Cette ambiguïté, le Bund nous l'impute, nous accusant de prestidigitation, etc., et *passant entièrement sous silence* toute notre analyse de ses arguments, nullement ironiques à coup sûr et tout aussi sûrement erronés. Pourquoi le Bund passe-t-il sous silence cette analyse de fond d'une question qu'il a soulevée lui-même ? Parce qu'elle fait ressortir l'*équivoque de son attitude*. Le Bund a, d'un côté, répudié la tactique de l'*Iskra* à l'égard de la Douma ; de l'autre, il a répété avec le plus sérieux diverses fautes de l'*Iskra*. Ce que le Bund fâché explique par notre duplicité, s'explique en réalité par *l'attitude équivoque du Bund* dans la question de savoir si nous devons formuler le mot d'ordre d'une Assemblée constituante convoquée par le gouvernement révolutionnaire provisoire, ou par le tsar, ou par la Douma d'Etat, ou enfin née par génération spontanée.

---

* Voir le présent tome, pp. 253-258. (*N.R.*)

Nous avons montré que le Bund *est tombé sur ce point dans la confusion*. Jusqu'à présent le Bund n'a pas donné de réponse nette à la question. Et s'il vitupère maintenant parce que nous lui avons présenté un miroir, nous lui rappellerons pour toute réponse le dicton : « Ce n'est pas au miroir qu'il faut s'en prendre si... »

« Prolétari » n° 20,
10 octobre (27 septembre) 1908

Conforme au texte du journal

LA NOUVELLE CONFÉRENCE MENCHEVIQUE

Nous avons reçu le texte polycopié des résolutions de la « Conférence constitutive (! ?) du Sud » des mencheviks[113]. Nous aurons l'occasion de revenir sur la plus importante de ces résolutions (celle qui concerne la Douma d'Etat). Faisons pour le moment observer que, des deux points principaux de la tactique de l'*Iskra* à l'égard de la Douma, la conférence a rejeté « la pression pour faire élire à la Douma d'Etat des hommes résolus » (dans l'esprit de Martov, Tchérévanine, Parvus), mais a accepté « l'organisation d'élections générales à l'Assemblée constituante ». Sur la composition de la rédaction de l'*Iskra* trois résolutions ont été adoptées, sans que la question soit tranchée. La première de ces résolutions demande à Axelrod de ne pas quitter la rédaction, la seconde demande à Plékhanov d'y revenir (et la conférence exprime à ce propos, probablement sans ironie, « l'étonnement » que lui cause la démission de Plékhanov), la troisième remercie l'*Iskra*, lui exprime une entière confiance, etc., etc., mais pour ce qui est de la composition de la rédaction, « s'en remet à la décision définitive d'une Conférence constitutive de Russie ». On sait que la première « Conférence de Russie » « s'en était remise » aux organisations locales. Celles-ci « s'en remettent » à la décision d'une conférence *constitutive*... C'est ce qui s'appelle, sans doute, écarter l'esprit bureaucratique et le formalisme... Et pendant qu'on se renvoie ainsi la balle, l'*Iskra* se qualifie d'organe central du Parti, titre que ses partisans mêmes ne lui ont pas donné. La position est avantageuse, il n'y a pas à dire !

Le statut d'organisation de la conférence du Sud n'est qu'un calque d'un statut déjà connu, avec cependant quelques légères modifications ; le paragraphe suivant y a été ajouté : « Les congrès du Parti, réunis autant que possible une fois l'an, constituent l'instance suprême du Parti. » Félicitons-nous hautement de cette amélioration. De pair avec le paragraphe excellent et nouveau qui dit que « le C.C. est élu au congrès », de pair avec le vœu excellent de décider (au moins pour l'avenir) également au congrès la composition de la rédaction de l'organe central du Parti, cette amélioration indique une tendance à se rapprocher des décisions du III^e^ Congrès. Espérons que, dans trois ou quatre mois, la conférence « constitutive » suivante instituera également le mode de convocation des congrès, ces instances suprêmes du Parti... Quant à l'unification, déplorons que la conférence biaise, au lieu de dire carrément : veut-on réaliser la fusion sur les bases du III^e^ Congrès ? Sinon, veut-on préparer deux congrès en un même lieu et à une même date ? Espérons que la conférence « constitutive » suivante (puisse-t-elle se réunir avant quatre mois !) tranchera cette question.

« Prolétari » n° 20,
10 octobre (27 septembre) 1905

Conforme au texte du journal

LA REPRÉSENTATION DU P.O.S.D.R. AU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL

La « conférence constitutive du Sud » des mencheviks a adopté sur cette question la résolution suivante : « Ayant pris connaissance de documents dont il résulte que, sans avoir tenté quoi que ce soit pour s'entendre avec la « minorité » sur la représentation du P.O.S.D.R. au Bureau international, le camarade Lénine a fait de cette question au Bureau un objet de lutte entre les deux fractions du Parti en mettant au premier plan de futiles divergences fractionnelles, la Conférence des organisations du Sud exprime à ce propos son profond regret, prie le camarade Plékhanov de continuer à représenter au Bureau international notre fraction du Parti et invite toutes les organisations de la « majorité » à se prononcer sans délai sur ce point et à mandater de leur côté le camarade Plékhanov, dans l'intérêt de l'unité à laquelle nous aspirons et afin de maintenir devant les partis socialistes des divers pays le prestige, qui nous est également cher à tous, du P.O.S.D.R. »

Cette résolution oblige le soussigné à faire connaître les faits tels qu'ils sont : 1. Les mencheviks ne peuvent pas ignorer que tous les accords, quels qu'ils soient, dépendent du C.C., qui se trouve en Russie. Parlant de propos délibéré du seul « camarade Lénine », ils émettent une contre-vérité. 2. Aussitôt après le III[e] Congrès, deux membres du C.C. de Russie exprimèrent personnellement à Plékhanov le désir de le voir représenter le P.O.S.D.R. au Bureau international et assumer la rédaction d'un organe scientifique. Plékhanov s'y refusa. La phrase « sans

avoir fait quoi que ce soit... » repose sur une déformation de la vérité. 3. Quand Plékhanov, après ce refus, quitta la rédaction de l'*Iskra*, il déclara (le 29 mai) par la voie de la presse, *sans s'adresser au C.C.* du P.O.S.D.R., qu'il ne consentirait à représenter *que* les deux fractions du P.O.S.D.R. et, toujours par la voie de la presse, demanda leur consentement aux organisations reconnaissant le III^e^ Congrès. 4. La rédaction du *Prolétari* reproduisit aussitôt (dans son n° 5 du 26 (13) juin) la déclaration de Plékhanov, en ajoutant que la question serait posée devant le C.C. 5. En attendant que le Comité central eût pris sa décision, j'ai entretenu au nom du C.C. des relations avec le Bureau international, afin d'informer ce dernier sur le III^e^ Congrès et d'informer le C.C. sur les travaux du Bureau international, tout en déclarant que la question de la représentation du P.O.S.D.R. au Bureau international n'était pas encore résolue.* En d'autres termes, par son représentant à l'étranger, le C.C. a maintenu le contact avec le Bureau international en attendant que la question du représentant spécial au Bureau fût tranchée. 6. Ayant nettement et clairement déclaré au Bureau international que ma mission n'avait qu'un caractère temporaire, je ne posai *aucune* question concernant la « lutte » et les « divergences de vues » et me bornai exclusivement à porter à la connaissance du Bureau les décisions du III^e^ Congrès, ce qui était rigoureusement mon devoir. 7. Plékhanov adressa le 16 *juin* au Bureau international une lettre dans laquelle : *a*) il affirmait, ce qui est faux, être déjà mandaté par les deux fractions et *b*) relatait l'histoire de la scission depuis le II^e^ Congrès non sans s'écarter à diverses reprises de la vérité, dans un esprit tout à fait menchevique, en qualifiant la convocation du III^e^ Congrès par le C.C. d'« acte tout à fait arbitraire », en déclarant que les conciliateurs forment dans notre Parti « le marais », que le congrès réunissait « quelque chose comme la moitié des organisations « ayant droit à la représentation », que le congrès réalisa « l'union des ultra-centralisateurs et du marais », etc.

8. Je réfutai point par point cette lettre de Plékhanov dans une lettre au Bureau international en date du *24 juillet*

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, p. 480. (*N.R.*)

*1905** (je ne fus informé de la lettre de Plékhanov qu'un mois après qu'elle eut été envoyée, quand le Bureau international m'en adressa une copie). Sur le « marais » j'écrivais : « Il est vrai qu'il existe dans notre Parti des camarades qu'on a en plaisantant appelés « marais ». Les membres de ce « marais » [ont] continuellement passé d'un côté à l'autre durant la lutte dans le sein du Parti. Le premier de ces transfuges était le citoyen Plekhanoff qui, en novembre 1903, passa de la « majorité » à la « minorité » pour la quitter de nouveau le 29 mai de cette année [1905], en sortant de la rédaction de l'*Iskra*.

Nous n'approuvons aucunement ces transitions, mais nous pensons qu'on ne saurait mettre à notre charge le fait que des camarades membres du « marais », après des hésitations sans fin, se soient décidés à se joindre à nous. » Sur la situation après la scission je faisais ressortir la nécessité pour le Bureau international d'avoir « une traduction complète de toutes les résolutions de la conférence ». « Si, disais-je, l'*Iskra* ne désire pas envoyer cette traduction, nous sommes prêts à nous en charger. »

Les lecteurs jugeront maintenant si l'attitude de Plékhanov ressemble à l'impartialité et si l'exposé de la nouvelle conférence ressemble à la vérité. A qui incombe la responsabilité de l'atteinte portée au prestige du P.O.S.D.R.? et celle d'avoir pris l'initiative d'informer le Bureau international de l'histoire de la scission depuis le IIe Congrès ? et celle de faire ressortir les « divergences fractionnelles » ??

N. Lénine

P.S. — Conformément au vœu de connaître l'opinion des organisations de la majorité, formulé par la conférence du Sud, nous publions plus bas une résolution du comité de Kostroma du P.O.S.D.R. [113] qui nous a été envoyée en août 1905. La rédaction n'en a pas reçu d'autres sur cette question.

« Prolétari » n° 20,
10 octobre (27 septembre) 1905

Conforme au texte du journal

* Voir le présent tome, pp. 141-143. (*N.R.*)

NOS ENTRETIENS AVEC LES LECTEURS[114]

Note de la Rédaction. Nous publions des extraits de la lettre d'un camarade, membre d'un comité de notre parti. Ce camarade est l'un des rares, qui non seulement envoie des correspondances à l'organe central, mais s'entretienne avec lui de *sa façon* de comprendre la tactique et de l'appliquer. En l'absence d'entretiens de ce genre, pas du tout destinés à la publication, une élaboration générale d'une tactique solidaire du parti est impossible. Sans pareil échange de vues avec les militants de base expérimentés, la rédaction d'un journal publié à l'étranger ne peut jamais exprimer véritablement la voix de tout le parti. C'est pourquoi nous publions l'opinion d'un camarade qui ne connaît qu'une partie des récentes publications, voulant inciter par là le plus grand nombre possible de camarades engagés dans une action politique à de tels entretiens et échanges de vues sur tous les problèmes du parti.

« Prolétari » n° 20, 10 octobre (27 septembre) 1906.

Conforme au texte du journal

JOURNÉES SANGLANTES À MOSCOU[115]

Genève, le 10 octobre (27/IX) 1905

Nouvelle flambée de l'insurrection ouvrière : grève de masse et combats de rues à Moscou. Le premier coup de tonnerre de l'action révolutionnaire du prolétariat a retenti dans la capitale le 9 janvier. Ses roulements se sont fait entendre dans toute la Russie, appelant avec une rapidité jusqu'alors inconnue plus d'un million de prolétaires à une lutte gigantesque. Les régions éloignées, où l'oppression nationale aggrave un joug politique déjà intolérable, ont suivi l'exemple de Pétersbourg. Riga, la Pologne, Odessa, le Caucase sont devenus tour à tour les foyers d'une insurrection qui de mois en mois, de semaine en semaine, s'est étendue et approfondie. Aujourd'hui la lutte a atteint le centre de la Russie, le cœur des régions « vraiment russes », dont la stabilité sociale fit le plus longtemps la joie des réactionnaires. Diverses circonstances expliquent cette stabilité relative, ou plutôt cet état arriéré du centre de la Russie : les formes moins évoluées de la grande industrie, qui a embrassé d'immenses masses ouvrières, mais sans leur faire perdre aussi nettement et complètement qu'ailleurs leur contact avec la terre et en concentrant moins les prolétaires dans les centres intellectuels ; un plus grand éloignement de l'étranger ; l'absence de conflits nationaux. Le mouvement ouvrier qui se manifesta avec tant de puissance dans cette région dès 1885-1886 semblait s'y être assoupi pour longtemps ; les efforts des social-démocrates s'étaient heurtés des dizaines, voire des centaines de fois, à la résistance de conditions locales défavorables.

Mais le centre s'est enfin ébranlé. La grève d'Ivanovo-Voznessensk [116] a montré à l'improviste la haute maturité politique des ouvriers. Dans toute la région industrielle du centre la fermentation n'a cessé de croître depuis cette grève. Cette fermentation commence maintenant à se répandre au-dehors, à se transformer en insurrection. Sans aucun doute l'explosion a encore été renforcée par l'attitude des étudiants révolutionnaires de Moscou, qui viennent d'adopter une résolution tout à fait analogue à celle de leurs camarades de Pétersbourg, flétrissant la Douma d'Etat, appelant à la lutte pour la république et pour la création d'un gouvernement révolutionnaire provisoire. Les professeurs « libéraux » qui venaient d'élire un recteur libéral entre tous, le fameux M. Troubetskoï, ont fermé l'université sous l'empire des menaces de la police : à les entendre, ils craignaient de voir se répéter dans les murs de l'université la boucherie de Tiflis [117]. Ils n'ont fait que hâter l'effusion de sang dans les rues, hors de l'université.

Pour autant que nous puissions en juger d'après de brèves dépêches de journaux étrangers, les événements de Moscou ont suivi le cours « habituel » devenu en quelque sorte normal depuis le 9 janvier. Ils commencèrent par la grève des compositeurs-typographes, qui ne tarda pas à s'étendre. Le samedi 24 septembre (7 octobre), les imprimeries, les tramways électriques, les manufactures de tabac avaient déjà cessé le travail. Les journaux ne parurent pas. On s'attendait à une grève générale des cheminots et des ouvriers d'usines. De grandes manifestations eurent lieu le soir, auxquelles participèrent, outre les typographes, des ouvriers d'autres métiers, des étudiants, etc. Les cosaques et les gendarmes chargèrent à plusieurs reprises les manifestants, mais ceux-ci se regroupèrent chaque fois. De nombreux agents de police furent blessés. Les manifestants jetèrent des pierres et tirèrent des coups de revolver. Un officier de gendarmerie a été gravement blessé. Un officier de cosaques et un gendarme ont été tués, etc.

Le samedi, les boulangers se joignaient au mouvement.

Le dimanche 25 septembre (8 octobre), les événements prirent tout de suite une tournure menaçante. Les rassemblements ouvriers apparurent dans les rues dès 11 heures du matin, surtout sur le boulevard Strastnoï. La foule chantait

la *Marseillaise*. Les imprimeries qui se refusaient à faire grève furent mises à sac. Les cosaques ne réussissaient à disperser les manifestants qu'après avoir brisé une résistance opiniâtre.

Devant le magasin Filippov, près de la résidence du gouverneur-général, se massa une foule de 400 personnes environ, formée principalement d'apprentis boulangers. Les cosaques chargèrent. Les ouvriers pénétrèrent dans une maison, grimpèrent sur le toit et en firent pleuvoir des pierres sur les cosaques. Ceux-ci les prirent pour cible, mais n'ayant pas réussi à les déloger, procédèrent à un siège en règle. La maison fut cernée, un détachement de police et deux compagnies de grenadiers opérèrent un mouvement tournant, pénétrèrent dans l'immeuble par les derrières et finirent par se rendre maîtres du toit. 192 apprentis furent arrêtés ; 8 d'entre eux étaient blessés ; 2 ouvriers restèrent sur le terrain. (Répétons que telles sont les informations fournies par les dépêches des seuls journaux étrangers ; elles sont naturellement loin de la vérité et ne donnent qu'une idée approximative de l'importance du combat.) Un journal belge très sérieux relate que les portiers eurent à travailler ferme pour faire disparaître dans les rues les traces de sang ; ce détail secondaire, dit ce journal, en dit plus long sur l'âpreté de la lutte que des comptes rendus prolixes.

Les journaux de Pétersbourg eurent d'abord le droit, semble-t-il, de parler de la tuerie de la rue Tverskaïa, mais dès le lendemain la censure prit peur. Les dépêches officielles du 26 septembre (9 octobre) disaient qu'il ne s'était pas produit à Moscou de troubles sérieux. Cependant les rédactions des journaux pétersbourgeois recevaient par téléphone d'autres nouvelles. La foule se rassemblait de nouveau devant la résidence du gouverneur-général. Des escarmouches très vives se produisaient. Les cosaques ouvraient le feu à diverses reprises. Quand ils descendirent de cheval pour tirer, leurs bêtes écrasèrent beaucoup de gens. Vers le soir, des foules d'ouvriers parcouraient les boulevards, drapeaux rouges déployés, en poussant des cris séditieux. La foule pillait les boulangeries et les magasins d'armuriers. La police finit par la disperser. Les blessés sont nombreux. La station centrale du télégraphe est gardée par

une compagnie de ligne. La grève des boulangers est devenue générale. L'effervescence grandit parmi les étudiants, les réunions deviennent encore plus nombreuses et plus révolutionnaires. Le correspondant pétersbourgeois du *Times* parle des appels à la lutte répandus à Pétersbourg, du mouvement des boulangers, d'une manifestation fixée au samedi 1er (14) octobre, de l'extrême inquiétude du public.

Si sommaires que soient ces renseignements, ils permettent de conclure que la flambée insurrectionnelle de Moscou n'atteint pas un stade plus élevé qu'ailleurs. On ne voit ni agir des détachements révolutionnaires formés d'avance et bien armés, ni des unités de l'armée passer au peuple, ni le peuple user largement des « nouvelles » armes populaires, les bombes (qui semèrent une telle panique parmi les cosaques et les soldats le 26 septembre (9 octobre) à Tiflis). En l'absence de toutes ces conditions, il était impossible de compter sur l'armement d'un grand nombre d'ouvriers ou sur la victoire du soulèvement. La signification des événements de Moscou est autre, comme nous l'avons déjà noté : ils attestent le baptême du feu d'un grand centre, l'entrée d'une vaste région industrielle dans la lutte effective.

L'insurrection dans le pays ne s'amplifie et ne peut naturellement pas s'amplifier à une allure égale et régulière. Le mouvement du 9 janvier à Pétersbourg fut surtout caractérisé par l'action unanime et rapide de masses énormes, qui n'étaient pas armées et ne marchaient pas à la lutte, mais qui reçurent une grande leçon de lutte. En Pologne et au Caucase, le mouvement se distingue par une prodigieuse ténacité et par l'emploi relativement plus fréquent des armes et des bombes par la population. La caractéristique d'Odessa a été le passage d'une partie des troupes aux insurgés. Toujours et partout le mouvement a été prolétarien, inséparable de la grève des masses. A Moscou le mouvement s'est déroulé dans le même cadre que dans divers autres centres industriels moins importants.

Maintenant une question se pose à nous tout naturellement : le mouvement révolutionnaire s'arrêtera-t-il à cette phase de développement déjà atteinte, devenue « coutumière » et familière, ou passera-t-il à un stade plus élevé ? S'il est permis de se hasarder à juger des événements aussi

complexes que ceux de la révolution russe, impossibles à embrasser d'un seul coup d'œil, nous arriverons inévitablement à conclure à la très forte probabilité de la seconde hypothèse. Il est vrai que la forme actuelle, déjà bien assimilée, si l'on peut s'exprimer ainsi, de la lutte — la guérilla, les grèves incessantes, l'usure de l'ennemi par des agressions et des batailles de rues tantôt à un bout, tantôt à l'autre du pays — a déjà été et est encore fertile en résultats extrêmement sérieux. Aucun Etat ne résisterait *à la longue** à cette lutte tenace, qui arrête la vie industrielle, démoralise complètement l'administration et l'armée, sème le mécontentement dans tous les milieux de la population. L'autocratie russe est d'autant moins capable d'en supporter l'épreuve. Nous pouvons être certains que la persévérance dans la lutte, même sous les seules formes déjà créées par le mouvement ouvrier, amènera infailliblement la faillite du tsarisme.

Mais l'arrêt du mouvement révolutionnaire dans la Russie contemporaine, au degré qu'il vient d'atteindre, est infiniment improbable. Tout nous dit au contraire que ce n'est qu'une des phases du début de la lutte. Le peuple est encore loin, très loin, d'éprouver toutes les conséquences d'une guerre funeste et déshonorante. La crise économique dans les villes, la famine dans les campagnes aggravent terriblement le mécontentement. A en juger d'après tous les renseignements, l'armée de Mandchourie a un état d'esprit très révolutionnaire, le gouvernement craint de la rapatrier et ne peut ne pas la rapatrier, sous peine de s'exposer à de nouvelles révoltes plus graves encore. L'agitation politique dans les milieux ouvriers et parmi les paysans n'a jamais été en Russie si large, si systématique et si profonde qu'aujourd'hui. La comédie de la Douma d'Etat entraîne inévitablement de nouvelles défaites pour le gouvernement, une hostilité accrue de la population. L'instruction a terriblement grandi sous nos yeux en quelque dix mois, et le déroulement concret de la lutte des masses nous oblige à envisager comme une conclusion logique, nécessaire, et non plus comme une rêverie, un vœu creux, le passage prochain de l'insurrection à une nouvelle hauteur,

* En français dans le texte. (*N.R.*)

les détachements de combat des révolutionnaires ou les unités de troupes mutinées soutenant la foule, aidant les masses à s'armer, provoquant les plus grandes hésitations dans les rangs des troupes « fidèles » (encore fidèles, mais déjà loin de l'être entièrement), la révolte arrivant à une *victoire* sérieuse dont le tsarisme ne pourra plus se relever.

Les troupes du tsar ont remporté une victoire sur les ouvriers à Moscou. Mais cette victoire, loin de réduire les vaincus à l'impuissance, n'a fait qu'accroître leur cohésion, enraciner leur haine, les mettre en face des problèmes pratiques de la lutte effective. Cette victoire est de celles qui ne peuvent manquer de semer le trouble dans les rangs des vainqueurs. La troupe, maintenant seulement, commence à apprendre, par expérience et non plus par la seule lecture des lois, qu'on la mobilise à l'heure actuelle entièrement et exclusivement contre « l'ennemi intérieur ». La guerre avec le Japon est finie. Mais la mobilisation continue, cette fois *contre la révolution*. Nous ne craignons pas *cette* mobilisation, nous n'hésiterons pas à en saluer l'augure, car plus le nombre des soldats appelés à combattre systématiquement le peuple sera grand, et plus prompte sera leur éducation politique et révolutionnaire. Mobilisant sans cesse des unités nouvelles pour la guerre contre la révolution, le tsarisme diffère le dénouement, mais nul ne profite plus que nous de ces délais, car dans ces interminables actions de harcèlement, les prolétaires apprennent à combattre, tandis que les troupes sont inévitablement amenées à participer à la vie politique, et l'appel de la vie politique, le cri de guerre de la jeune Russie, pénètre jusque dans les casernes les mieux closes, réveille les plus ignorants, les plus arriérés, les plus abêtis.

La flambée insurrectionnelle est, une fois de plus, réprimée. Une fois de plus : Vive l'insurrection !

Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

BOURGEOISIE ENDORMIE ET BOURGEOISIE RÉVEILLÉE

SUJET D'ARTICLE

Figurez-vous qu'un petit nombre d'hommes combatte un mal criant, monstrueux, que ne conçoivent pas ou auquel restent indifférents une multitude de gens endormis. Quelle sera la tâche principale des combattants ? 1. Réveiller le plus grand nombre possible de ceux qui dorment ; 2. les éclairer sur les tâches et les conditions de la lutte ; 3. les organiser en une force capable de vaincre ; 4. leur apprendre à faire un usage utile des fruits de la victoire.

Il va de soi que *1* doit précéder *2*, *3* et *4*, impossibles sans lui.

Et voilà qu'un petit nombre d'hommes *réveille* tout le monde, secoue *tous et chacun*.

Leurs efforts, secondés par la marche de la vie elle-même, sont couronnés de succès. La masse est réveillée. Il commence alors à apparaître qu'une partie des réveillés *sont intéressés* à la conservation du mal et ont l'intention, soit de le défendre, soit d'en entretenir tels aspects, telles formes avantageuses à certains groupes de réveillés.

N'est-il pas naturel que les combattants, les porte-voix de la bataille, les éveilleurs, les carillonneurs de la révolution se retournent alors *contre* ces réveillés qu'ils ont *eux-mêmes* tirés du sommeil ? N'est-il pas naturel que les combattants, cessant *dès lors* de dépenser leurs forces à secouer « tous et chacun », fassent porter leur effort sur ceux qui se sont montrés capables 1° de se réveiller ; 2° d'adopter

les idées d'une lutte conséquente ; 3° de combattre sérieusement et jusqu'au bout.

Telle est l'attitude des social-démocrates russes à l'égard des libéraux : 1900-1902 (réveil), 1902-1904 (triage des réveillés), 1905 (lutte contre les traîtres... réveillés).

Ecrit fin septembre 1905
Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V.

Conforme au manuscrit

LETTRE AU COMITÉ DE COMBAT PRÈS LE COMITÉ DE SAINT-PÉTERSBOURG

16 octobre 1905

Chers camarades ! Je vous suis très reconnaissant de m'avoir envoyé : 1° le rapport du Comité de combat, 2° la note sur l'organisation de la préparation insurrectionnelle, 3° le schéma de l'organisation. Ayant pris connaissance de ces documents, j'ai cru de mon devoir de m'adresser directement au Comité de combat afin d'avoir avec vous un échange fraternel de vues. Point n'est besoin de dire que je ne prétends pas juger les questions pratiques ; il n'est pas douteux que tout ce qu'il est possible de faire dans les conditions si difficiles où l'on se trouve en Russie se fait. Mais, à en juger par les documents, le travail risque de dégénérer en paperasserie. Tous ces schémas, tous ces plans d'organisation du Comité de combat donnent l'impression d'une vaste paperasserie formaliste. Je vous prie d'excuser la franchise de l'expression, j'espère bien que vous ne me suspecterez de chercher la petite bête. En pareilles circonstances les schémas, les discussions, les palabres sur les fonctions et les droits du Comité de combat sont aussi inopportuns que possible. Il faut une énergie dévorante et encore de l'énergie. Je vois avec horreur, mais vraiment avec horreur, que l'on parle des bombes depuis *plus de six mois* sans en avoir fait une seule. Et ce sont les gens les plus savants qui en parlent ... Allez aux jeunes, messieurs ! voilà la seule panacée. Sinon, je vous assure, vous vous trouverez en retard (tout me l'indique) avec des mémoires

« érudits », des plans, des graphiques, des schémas, des recettes magnifiques, mais sans organisation, sans travail vivant. Allez aux jeunes ! Formez *sur-le-champ*, en tous lieux, des groupes de combat, formez-en parmi les étudiants et *surtout les ouvriers* etc., etc. Que des détachements de 3, 10, 30 hommes et plus se forment sur-le-champ. Qu'ils s'arment eux-mêmes sur-le-champ, comme ils peuvent, qui d'un revolver, qui d'un couteau, qui d'un chiffon imprégné de pétrole pour servir de brandon. Que ces détachements désignent tout de suite leurs chefs et *se mettent* autant que possible *en relation* avec le Comité de combat près le comité de Pétersbourg. N'exigez aucune formalité, moquez-vous, pour l'amour de Dieu, de tous les schémas, envoyez, pour l'amour de Dieu, les « fonctions, droits et privilèges » à tous les diables. N'exigez pas d'affiliation obligatoire au P.O.S.D.R., ce serait pour l'insurrection armée une revendication absurde. Ne refusez pas d'établir la liaison avec le moindre groupe, ne fût-il que trois hommes, à la seule condition qu'il soit pur de tout noyautage policier et prêt à se battre contre les troupes du tsar. Que les groupes qui le désirent s'affilient au P.O.S.D.R. ou *se joignent* à lui, ce sera parfait ; mais je considérerais comme une faute évidente d'*exiger* l'affiliation au Parti.

Le rôle du Comité de combat près le comité de Pétersbourg doit être de *venir en aide* à ces détachements de l'armée révolutionnaire, de servir de « bureau » de liaison, etc. Tout détachement acceptera volontiers vos *services*, mais si vous commencez en *pareil cas* par des schémas et par des discours sur les « droits » du Comité de combat, vous perdrez tout, je vous le certifie, vous perdrez tout sans retour.

Ce qu'il faut ici, c'est une large propagande. Que 5 à 10 hommes visitent en une semaine *des centaines* de cercles d'ouvriers et d'étudiants, pénètrent partout où l'on peut pénétrer, proposent partout un plan clair, bref, direct et simple : formez sur-le-champ un détachement, armez-vous comme vous pouvez, travaillez de toutes vos forces, nous vous aiderons comme nous pourrons, mais *ne vous reposez pas sur nous*, travaillez vous-mêmes.

Le principal en pareil cas, c'est l'initiative de la masse formée par les petits cercles. Ils feront tout. Sans eux

tout votre Comité de combat n'est rien. Je suis prêt à mesurer l'efficacité des travaux du Comité de combat au nombre des détachements avec lesquels il sera lié. Si, dans un mois ou deux, le Comité de combat n'a pas à Pétersbourg un minimum de 200 à 300 détachements, ce sera un Comité mort. Il faudra l'enterrer. Ne pas rassembler, dans l'effervescence actuelle, une centaine de détachements, c'est être en dehors de la vie.

Les propagandistes doivent fournir à chaque détachement les recettes de bombes les plus simples et les plus concises, un exposé élémentaire du genre d'action à fournir, et leur laisser ensuite les mains libres. Les détachements doivent commencer *sur-le-champ* leur instruction militaire par des opérations de combat. Les uns entreprendront tout de suite de tuer un mouchard, de faire sauter un poste de police, les autres d'attaquer une banque pour y confisquer les fonds nécessaires à l'insurrection, d'autres encore feront des manœuvres ou dresseront les plans des localités, etc. L'indispensable est de commencer tout de suite l'instruction par l'action : ne craignez pas ces tentatives d'agression. Elles peuvent naturellement dégénérer. Mais ce sera le mal de demain ; notre inertie, notre raideur doctrinaire, notre savante immobilité, notre crainte sénile de l'initiative, voilà le mal d'aujourd'hui. Que chaque détachement fasse lui-même son apprentissage, ne serait-ce qu'en assommant les agents de police : l'expérience acquise par des centaines de combattants, qui entraîneront demain au combat des centaines de milliers d'hommes, nous dédommagera largement de la perte de quelques dizaines d'hommes.

Forte poignée de main, camarades, et souhaits de bon succès. Je n'impose nullement mon opinion, mais je crois de mon devoir d'élever ma voix *consultative*.

Votre *Lénine*

Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

GRÈVE POLITIQUE ET COMBATS DE RUES À MOSCOU

Les événements révolutionnaires de Moscou ont, comme le premier éclair d'un orage, illuminé un champ de bataille nouveau. La promulgation de la loi sur la Douma d'Etat et la conclusion de la paix ont marqué le début d'une phase nouvelle de l'histoire de la révolution russe. La bourgeoisie libérale, déjà lasse de la lutte opiniâtre des ouvriers et inquiétée par le spectre de la « révolution ininterrompue », a poussé un soupir de soulagement et s'est saisie avec joie de l'aumône qu'on lui jetait. La lutte contre l'idée du boycottage a commencé sur toute la ligne, laissant entrevoir une évolution manifeste du libéralisme vers la droite. Par malheur, il s'est trouvé, même parmi les social-démocrates, des esprits instables (appartenant au camp de la nouvelle *Iskra*), prêts à soutenir à certaines conditions les bourgeois qui trahissent la révolution, et prêts à « prendre au sérieux » la Douma d'Etat. Les événements de Moscou feront rougir, il est permis de l'espérer, les hommes de peu de foi et aideront les hésitants à bien apprécier la situation sur le nouveau champ de bataille. Et les rêves, chers aux intellectuels anémiques, d'élections générales sous l'autocratie, les illusions des libéraux obtus sur l'importance capitale de la Douma d'Etat se dissiperont instantanément dès la première grande action révolutionnaire du prolétariat.

Les informations dont nous disposons (ce 12 octobre nouveau calendrier) sur les événements de Moscou sont

encore très insuffisantes. Elles se bornent à des dépêches brèves et souvent contradictoires de journaux étrangers et à des informations de la presse légale, passées au crible de la censure, sur le début du mouvement. Une chose est hors de doute : la lutte des ouvriers moscovites a suivi à son début le chemin devenu coutumier au cours de la dernière année révolutionnaire. Le mouvement ouvrier a marqué de son empreinte la révolution russe tout entière. Commencé par des grèves éparses, il s'est bientôt étendu, d'une part, jusqu'à des grèves de masse, de l'autre, jusqu'à des manifestations dans la rue. En 1905 la grève politique, qui se transforme sous nos yeux en insurrection, présente déjà une forme achevée du mouvement. Et s'il a fallu au mouvement ouvrier de Russie dix ans pour s'élever dans son ensemble au degré actuel (qui est loin d'être le dernier, cela va de soi), les différentes régions du pays voient maintenant ce mouvement passer en quelques jours de simples arrêts de travail à de formidables explosions révolutionnaires.

On nous écrit que la grève des compositeurs-typographes de Moscou a été déclenchée par des ouvriers arriérés. Mais le mouvement leur échappe tout de suite pour acquérir un caractère largement syndical. Les ouvriers de diverses autres industries s'y rallient. L'inévitable descente des ouvriers dans la rue, quand ce n'eût été que pour porter la grève à la connaissance des camarades, devient une manifestation politique accompagnée de chants révolutionnaires et de harangues. La colère, longtemps contenue, contre la honteuse comédie des élections « populaires » à la Douma d'Etat se fait jour. La grève de masse revêt les proportions d'une mobilisation générale des combattants pour une liberté véritable. C'est alors l'entrée en scène des étudiants radicaux, qui ont récemment adopté à Moscou une résolution tout à fait analogue à celle des étudiants pétersbourgeois ; cette résolution flétrit en un langage vraiment digne de citoyens libres, et non de fonctionnaires rampants, la Douma d'Etat octroyée au peuple par une dérision cynique et appelle à la lutte pour la république, pour la réunion, par un gouvernement révolutionnaire provisoire, d'une Assemblée authentiquement constituante et vraiment nationale. Le combat de rues commence, mettant aux prises

le prolétariat et les éléments d'avant-garde de la démocratie révolutionnaire, d'une part, la force armée et la police du tsar, de l'autre.

Telle fut l'évolution du mouvement à Moscou. Le samedi 24 septembre (7 octobre), outre les compositeurs-typographes, les manufactures de tabac et les tramways avaient cessé le travail ; la grève des boulangers commençait. De grandes manifestations eurent lieu le soir, auxquelles participèrent, outre les ouvriers et les étudiants, quantité de « tiers » (on cesse déjà de considérer les ouvriers révolutionnaires et les étudiants radicaux comme étrangers les uns aux autres dans les manifestations populaires). Les cosaques et les gendarmes dispersaient sans cesse les groupes de manifestants, qui se reformaient aussitôt. La foule ripostait à la police et aux cosaques ; des coups de revolver claquaient, de nombreux agents étaient blessés.

Le dimanche 25 septembre (8 octobre) les événements prennent d'un seul coup une tournure menaçante. A partir de 11 heures, les ouvriers commencent à s'attrouper dans les rues. La foule chante la *Marseillaise*. Des meetings révolutionnaires s'organisent. Les imprimeries qui refusaient de se joindre à la grève sont mises à sac. Le peuple pille les boulangeries et les magasins d'armuriers : il faut aux ouvriers du pain pour vivre et des armes pour conquérir la liberté (tout à fait comme dans le chant révolutionnaire français). Les cosaques ne réussissent à disperser les manifestants qu'après avoir brisé une résistance tenance. Rue Tverskaïa, non loin de la résidence du gouverneur-général, une véritable bataille a lieu. Les apprentis boulangers s'étaient rassemblés en foule auprès de la boulangerie Filippov. Les ouvriers sortaient paisiblement dans la rue — l'administration de la boulangerie le déclara plus tard — cessant le travail par solidarité avec les grévistes. Un détachement de cosaques se rue sur la foule. Les ouvriers pénètrent dans une maison, grimpent sur le toit, occupent les greniers, bombardent les soldats à coups de pierres. La maison est soumise à un siège en règle. La troupe ouvre le feu sur les ouvriers. Toutes les communications sont coupées. Deux compagnies de grenadiers opèrent un mouvement tournant, pénètrent dans la maison par derrière et s'empa-

rent ainsi des positions de l'ennemi. 192 apprentis sont arrêtés, dont 8 blessés ; 2 ouvriers ont été tués. La police et la troupe ont des blessés, un capitaine de gendarmerie est mortellement touché.

Ces renseignements sont, naturellement, très incomplets. D'après les télégrammes privés reproduits par certains journaux étrangers, la brutalité des cosaques et des soldats n'a pas connu de frein. L'administration de la boulangerie Filippov proteste contre les excès de la troupe, que rien ne motivait. Un journal belge sérieux relate que les portiers durent laver dans les rues les traces de sang ; ce petit détail, écrit-il, atteste mieux que de longs récits la gravité de la lutte. La *Vorwärts* [118] relate, d'après des informations particulières, que 10 000 grévistes se sont battus rue Tverskaïa contre un bataillon d'infanterie. La troupe a tiré plusieurs salves. Les ambulances étaient débordées. On pense qu'il y a une cinquantaine de morts et jusqu'à 600 blessés. Les personnes arrêtées étaient, dit-on, amenées dans les casernes et férocement maltraitées ; elles passaient entre deux rangs de soldats qui les rouaient de coups. Les officiers se seraient distingués par une insigne cruauté, même à l'égard des femmes, dans les combats de rues (dépêche du correspondant spécial du *Temps*, organe conservateur bourgeois, datée de Pétersbourg 10 octobre (27 septembre).

Les informations sur les événements des jours suivants sont encore plus rares. La colère des ouvriers est devenue terrible ; le mouvement s'étend ; le gouvernement use de tous les moyens pour interdire et limiter toute espèce d'information. Les journaux étrangers constatent ouvertement le contraste entre les communiqués rassurants des agences officielles (auxquels on a ajouté foi un moment) et les nouvelles reçues à Pétersbourg par téléphone. Gaston Leroux télégraphie au journal parisien *le Matin* que la censure fait des miracles afin d'empêcher les nouvelles tant soit peu inquiétantes de se répandre. Le lundi 26 septembre (9 octobre), écrit-il, fut une des journées les plus sanglantes de l'histoire de la Russie. On se battait dans toutes les rues principales, et même aux abords de la maison du gouverneur-général. Les manifestants ont déployé le drapeau rouge. Les tués et les blessés sont nombreux.

Les informations des autres journaux sont contradictoires. Ce qui est certain, c'est que la grève s'étend. La majorité des ouvriers d'usines et même de fabriques s'y joint. Les cheminots ont cessé le travail. La grève devient générale (mardi 10 octobre (27 septembre) et mercredi).

La situation est extrêmement grave. Le mouvement gagne Pétersbourg : les ouvriers de l'usine San-Galli ont déjà cessé le travail.

Là s'arrêtent pour le moment nos informations. Elles ne permettent naturellement pas de porter sur les événements de Moscou un jugement d'ensemble. On ne peut pas encore dire si ces événements constituent une répétition générale de la grande offensive prolétarienne contre l'autocratie ou le commencement même de cette offensive ; s'ils ne font qu'étendre les méthodes « coutumières » de lutte, que nous avons esquissées plus haut, à une région nouvelle de la Russie centrale, ou s'ils sont destinés à marquer le début d'une forme supérieure de la lutte et d'un soulèvement plus résolu.

Un avenir visiblement proche nous donnera la réponse à ces questions. Ce qui est indubitable, c'est que le soulèvement s'étend, que la lutte s'élargit et revêt sous nos yeux des formes de plus en plus âpres. Le prolétariat se fraie héroïquement un chemin dans toute la Russie, esquissant, tantôt ici, tantôt là, le sens dans lequel peut se développer et se développera certainement l'insurrection armée. A la vérité, les formes actuelles de la lutte déjà engendrées par le mouvement des masses ouvrières, portent dès maintenant au tsarisme les coups les plus graves. La guerre civile a revêtu la forme d'une guérilla généralisée, opiniâtre et acharnée. La classe ouvrière sans laisser souffler l'ennemi, interrompt la bonne marche de l'industrie, arrête le fonctionnement des administrations locales, sème l'inquiétude dans le pays entier, mobilise sans cesse pour la lutte des forces nouvelles. Aucun Etat ne résisterait longtemps à de semblables attaques ; le gouvernement tsariste, si vermoulu, perdant l'un après l'autre ses anciens défenseurs, y résistera moins qu'un autre. Et si la lutte paraît souvent trop âpre à la bourgeoisie monarchiste libérale, si la guerre civile, l'insécurité et l'inquiétude qui règnent dans le pays l'effrayent, la prolongation de cette

situation, la durée de la lutte constituent pour le prolétariat une nécessité absolue. Si l'on voit paraître des idéologues de la bourgeoisie qui, désireux d'éteindre l'incendie révolutionnaire, d'atténuer et non d'aggraver la crise politique, préconisent une forme pacifique et légale de progrès, le prolétariat conscient, qui n'a jamais douté de l'hypocrisie profonde de l'amour des bourgeois pour la liberté, ira inflexiblement de l'avant, entraînant les paysans et semant la désorganisation dans l'armée du tsar. La lutte opiniâtre des ouvriers, les grèves incessantes, les manifestations, les soulèvements partiels, toutes ces mêlées, toutes ces batailles, où les forces se tâtent en quelque sorte, éveillent infailliblement l'armée à la vie politique et l'introduisent par conséquent dans le domaine des questions révolutionnaires. L'expérience de la lutte éclaire mieux et plus profondément que ne le feraient en d'autres circonstances des années de propagande. La guerre étrangère est finie, mais le gouvernement craint visiblement le retour des prisonniers et de l'armée de Mandchourie. Un nombre toujours croissant de renseignements filtre sur l'état d'esprit révolutionnaire de cette armée. Même s'ils restent sur le papier, les plans de création de colonies agricoles en Sibérie à l'intention des soldats et des officiers de l'armée de Mandchourie ne peuvent manquer d'accroître l'effervescence. La mobilisation continue malgré la conclusion de la paix. Il devient de plus en plus évident que l'armée n'est plus nécessaire — exclusivement et sans réserve — que *contre la révolution*. Et dans ces conditions, nous, révolutionnaires, n'avons rien à objecter à la mobilisation, dont nous sommes même disposés à nous féliciter. Retardant le dénouement, en jetant sans cesse dans la lutte de nouvelles unités de l'armée, accoutumant des unités de plus en plus nombreuses à la guerre civile, le gouvernement, loin d'éliminer la cause des crises, élargit la base de celles-ci. Il ne gagne du temps qu'au prix d'un élargissement inévitable du champ de bataille et d'une aggravation de la lutte. Il entraîne au combat les éléments les plus arriérés et les plus ignorants, les plus terrorisés et les plus inertes au point de vue politique ; la lutte les éclairera, les secouera, les animera. Plus cet état de guerre civile durera, et plus inévitablement il amènera la formation au sein de l'armée contre-révolution-

naire d'une masse neutre et d'un noyau de militants révolutionnaires.

Tout le cours de la révolution russe dans les derniers mois atteste que le degré atteint n'est pas et ne peut pas être l'apogée de la lutte. Le mouvement est appelé à progresser encore, comme il a progressé depuis le 9 janvier. Nous avons vu se produire alors, pour la première fois, un mouvement qui étonna le monde par l'unité et la cohésion d'immenses masses ouvrières dressées pour la défense de leurs revendications politiques. Ce mouvement était certes encore très inconscient au point de vue révolutionnaire et tout à fait impuissant quant à l'armement et à la préparation militaire. La Pologne et le Caucase nous ont offert les exemples d'une action arrivée à un degré de développement plus élevé, dans laquelle le prolétariat est intervenu partiellement armé, les hostilités revêtant une forme chronique. Le soulèvement d'Odessa a été marqué par la réalisation d'une nouvelle et importante condition du succès : le passage d'une partie des troupes au peuple. Il est vrai que le succès ne fut pas immédiat ; le problème ardu de « l'action conjuguée des forces de terre et de mer » (un des problèmes les plus difficiles, même pour une armée régulière) n'a pas été résolu. Mais il a été posé, et tout nous dit que les événements d'Odessa ne resteront pas un cas isolé. La grève de Moscou nous montre l'extension de la lutte à une région « purement russe », dont la stabilité sociale fit si longtemps le bonheur des réactionnaires. L'action révolutionnaire dans cette région a une importance immense pour cette seule raison déjà que le baptême du feu a été donné aux masses prolétariennes les moins mobiles et concentrées d'autre part dans une région relativement restreinte, en quantités inégalées ailleurs en Russie. Le mouvement a commencé par Pétersbourg, il a fait le tour du pays entier en passant par ses régions éloignées, il a mobilisé Riga, la Pologne, Odessa, le Caucase, et voici que l'incendie gagne le « cœur » même de la Russie.

La honteuse comédie de la Douma d'Etat paraît encore plus méprisable à côté de cette action authentiquement révolutionnaire d'une classe véritablement avancée et prête à la lutte. L'union du prolétariat avec la démocratie révolutionnaire, dont nous avons maintes fois parlé, devient un

fait. Les étudiants radicaux qui ont adopté à Pétersbourg et à Moscou les mots d'ordre de la social-démocratie révolutionnaire forment l'avant-garde de toutes les forces démocratiques dégoûtées de la bassesse des réformistes « constitutionnels-démocrates » entrés à la Douma ; ils aspirent non à une transaction avec l'autocratie, mais à une lutte véritable et résolue contre l'ennemi exécré du peuple russe.

Voyez ces universitaires libéraux, recteurs, vice-recteurs et autres, toute cette confrérie des Troubetskoï et des Manouilov. Ce sont là les représentants les plus qualifiés du libéralisme et du Parti constitutionnel-démocrate, les plus convaincus, les plus instruits, les plus désintéressés, les plus indépendants de la pression immédiate et de l'influence du sac d'écus. Et comment se conduisent-ils ? Qu'ont-ils fait du premier pouvoir qui leur soit échu par élection, de leur pouvoir d'administrateurs des universités ? Ils ont déjà peur de la révolution, ils craignent l'aggravation et l'élargissement du mouvement, ils éteignent d'ores et déjà l'incendie, ils s'efforcent d'apaiser les esprits et reçoivent en récompense des crachats au visage, bien mérités, sous la forme des éloges du prince Mechtcherski et consorts.

Ces philistins de la science bourgeoise sont d'ailleurs bien punis. Ils ont fermé l'université de Moscou par crainte de sanglantes bagarres. Ils n'ont réussi qu'à provoquer des massacres bien plus graves dans la rue. Ils voulaient étouffer la révolution à l'université, ils n'ont fait que l'allumer dans la rue. Ils sont devant un beau dilemme, avec MM. Trépov et Romanov, qu'ils se sont mis maintenant à convaincre de la nécessité de la liberté de réunion : fermez l'université, on se battra dans la rue. Ouvrez l'université, vous aurez ouvert une tribune aux réunions populaires révolutionnaires où se formeront de nouveaux combattants, plus résolus encore, pour la liberté.

Qu'il est donc infiniment édifiant, l'exemple de ces universitaires libéraux, pour le jugement à porter sur la Douma d'Etat ! N'est-il pas évident, après l'expérience des écoles supérieures, que les libéraux et les cadets craindront autant pour « le sort de la Douma » que ces tristes chevaliers d'une science de pacotille pour « le sort des universités » ? N'est-il pas évident désormais que les libéraux et les cadets ne peuvent utiliser la Douma que pour une propa-

gande plus large et plus puante encore du progrès pacifique et légal ? N'est-il pas évident maintenant que l'espoir de faire de la Douma une assemblée révolutionnaire est profondément ridicule ? N'est-il pas évident qu'il n'y a qu'*une seule* façon d'« influer » non sur la Douma spécialement, non sur les universités en particulier, mais sur l'ensemble de l'ancien régime, et que *c'est la façon des ouvriers moscovites*, et que c'est l'insurrection populaire ? Seule l'insurrection, sans s'arrêter à contraindre les Manouilov des universités à demander la liberté de réunion, et les Pétrounkévitch de la Douma à demander des libertés pour le peuple, *conquerra* la liberté véritable du peuple.

Les événements de Moscou ont fait apparaître la répartition réelle des forces sociales : les libéraux se sont mis à faire la navette entre le gouvernement et les radicaux, déconseillant à ces derniers la lutte révolutionnaire. Les radicaux se sont battus dans les rangs du prolétariat. N'oublions pas cette leçon : elle se rapporte directement à la Douma d'Etat.

Que les Pétrounkévitch et autres cadets s'amusent, sous l'autocratie, à jouer au parlementarisme ! Les ouvriers poursuivront la lutte révolutionnaire pour la souveraineté absolue et réelle du peuple.

Quelle que soit l'issue de la flambée insurrectionnelle de Moscou, le mouvement révolutionnaire se rallumera en tout cas, désormais affermi, étendu à de plus vastes régions et accru de forces nouvelles. Admettons même que les troupes du tsar fêtent maintenant à Moscou une victoire complète : après quelques victoires de ce genre la faillite complète du tsarisme sera un fait accompli. Et ce ne sera plus ce replâtrage hypocrite, mesquin et peureux d'une bicoque pourrie que se promettent et que promettent aux autres les bourgeois libéraux ; ce sera l'effondrement réel et véritable d'un passé entier de servage, d'autocratie et d'obscurantisme. Admettons même que la poste nous apporte demain une triste nouvelle : la flambée insurrectionnelle une fois de plus éteinte. Nous nous écrierions alors : Encore une fois, vive l'insurrection !

« Prolétari » n° 21,
17 (4) octobre 1905

Conforme au texte du journal

LE DERNIER MOT DE LA TACTIQUE DE L'*ISKRA* OU LA COMÉDIE DES ÉLECTIONS COMME UN STIMULANT DE PLUS À L'INSURRECTION

Nous avons souligné déjà à plusieurs reprises l'inconsistance de la tactique de l'*Iskra* dans la campagne faite autour de la Douma. Inconsistants, les deux traits essentiels de cette tactique : la tendance à soutenir, sous réserve de certains engagements révolutionnaires, les libéraux de l'*Osvobojdénié*, et la proclamation du mot d'ordre d'« autoadministration révolutionnaire des citoyens », l'appel à des élections générales pour une Constituante sous le régime de l'autocratie. Nous voyons enfin, maintenant, dans la résolution de la « conférence » (menchevique) « constitutive (?) du Sud » une tentative de formuler officiellement, en termes précis, la tactique de l'*Iskra*. Les meilleures forces de la nouvelle *Iskra* en Russie étaient représentées à cette conférence. La résolution essaie d'exposer en termes concrets des conseils purement pratiques adressés au prolétariat. Voilà pourquoi il nous paraît indispensable d'analyser attentivement ce texte tant au point de vue de l'élaboration d'une conduite déterminée que pour apprécier la position tactique de l'*Iskra* dans son ensemble.

Nous reproduirons ici ce document en entier :

Résolution de la conférence constitutive des organisations du Sud sur la Douma d'Etat. Convaincue que, dans la crise présente, la seule issue conforme aux intérêts du peuple est la convocation d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel, égal, direct et au

scrutin secret, afin de liquider l'autocratie et d'établir la république démocratique, avant tout nécessaire à la lutte du prolétariat contre toutes les bases du régime bourgeois et pour l'instauration du socialisme, et considérant :

1) que le mode d'élection de la Douma ne donne pas au peuple entier la possibilité de participer aux élections, le prolétariat étant complètement privé du droit de vote par suite de l'établissement dans les villes d'un cens électoral élevé, et les paysans — une partie seulement d'entre eux d'ailleurs — n'étant admis à voter que dans un système à quatre degrés qui laisse le champ libre à la pression administrative ;

2) que la Russie entière reste privée des libertés indispensables sans lesquelles une campagne électorale et, par conséquent, des élections tant soit peu régulières sont impossibles ; que, par contre, l'arbitraire administratif règne partout plus que jamais, de vastes régions étant l'une après l'autre mises en état de siège ;

et, enfin, 3) qu'un système de représentation plus caricatural encore est à l'étude pour les régions non russes du pays ;

la Conférence invite toutes les organisations à se livrer à une énergique campagne d'explication du caractère caricatural de la représentation à l'aide de laquelle le gouvernement autocratique pense tromper le peuple ; elle déclare sciemment traître à la cause du peuple quiconque est disposé à se contenter de la Douma d'Etat et ne s'assigne pas pour objectif à ce moment décisif de soutenir par ses actes et par sa tactique la revendication par le peuple révolutionnaire d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret.

Afin d'amener le triomphe le plus prompt de cette revendication, la Conférence du Sud recommande aux organisations du Parti la tactique suivante :

1) Lancer une vigoureuse campagne au sein du prolétariat des villes et de la masse paysanne, pour la création de vastes organisations démocratiques et pour leur unification en une organisation nationale, afin de lutter énergiquement contre la Douma, pour la réunion d'une Assemblée nationale constituante et l'institution immédiate des libertés de parole, de presse, de réunion, d'association et de grève. Il convient de procéder, pour créer cette organisation populaire nationale, par la constitution de comités d'action élus par les ouvriers dans chaque fabrique et usine ; par la fédération de ces comités ; par la création de comités semblables parmi les paysans ; par l'établissement d'une liaison plus étroite entre les comités des villes et les comités paysans ; par la formation de comités provinciaux et l'établissement d'une liaison entre eux.

2) Cette organisation devenue assez forte et la masse ouvrière favorablement disposée, commencer, à l'ouverture de la campagne électorale, l'organisation d'élections générales à la Constituante, ayant en vue qu'un mouvement populaire organisé tendant à cette fin peut servir de transition naturelle à une insurrection du peuple entier contre le tsarisme, car l'inévitable résistance de celui-ci et le conflit qui en résultera à l'occasion des élections créeront de nouveaux stimulants à l'insurrection, à laquelle l'organisation préa-

lable du peuple assurera unité et extension à l'ensemble du territoire.

3) La conférence invite les organisations à s'efforcer parallèlement de conquérir la liberté des réunions électorales, recommande une intervention énergique dans la campagne électorale, l'intervention du peuple dans les réunions de grands-électeurs, la discussion publique par les grands-électeurs, au cours de vastes réunions populaires, des tâches qui s'imposent aux représentants envoyés à la Douma ; le Parti social-démocrate, lui, doit s'efforcer d'amener les couches de la population qui jouissent du droit de vote à la Douma à s'engager dans une voie révolutionnaire, ce qui pourra s'exprimer soit par leur adhésion à l'insurrection dirigée par les organisations démocratiques du peuple, soit à défaut d'insurrection, par l'action en vue de transformer la Douma projetée en une assemblée révolutionnaire, préparant la convocation d'une Assemblée nationale constituante ou capable de contribuer à la convocation de cette Assemblée par les organisations démocratiques du peuple.

4) Se préparer à exercer sur la Douma d'Etat une pression dans le même sens, si, au moment de sa convocation définitive, le mouvement populaire n'a pas encore abouti au renversement de l'autocratie et à l'organisation d'une Assemblée constituante. Se préparer à adresser à la Douma un ultimatum exigeant la convocation de l'Assemblée constituante, l'établissement immédiat des libertés de parole, de presse, de réunion, d'association, l'armement du peuple. Se préparer à appuyer cet ultimatum par la grève politique et par d'autres grandes actions populaires.

5) Cette tactique doit être approuvée par les grandes réunions populaires à organiser avant et pendant la campagne électorale parmi le prolétariat et les paysans.

Nous ne nous arrêterons pas sur les défauts de style de ce texte trop prolixe. Voyons-en tout de suite les erreurs essentielles.

1. Le préambule parle de la seule issue à la situation présente. Toute l'attention est d'ailleurs concentrée sur la *notion* d'Assemblée constituante, sans qu'il soit dit un mot de *ceux qui* doivent convoquer cette assemblée pour que l'« issue » soit une issue *véritable*, et non point verbale. Ce silence est une reculade des social-démocrates devant les libéraux de l'*Osvobojdénié*. Nous l'avons déjà montré plus d'une fois, ce sont précisément les intérêts de la bourgeoisie monarchiste libérale qui incitent l'*Osvobojdénié* à se contenter de la convocation d'une assemblée nationale constituante, en *passant sous silence* la question de savoir qui la convoquera. Nous avons maintes fois montré que c'est précisément cette question qui est mise au premier plan par la révolution en cours, que c'est là précisément que

réside maintenant la différence radicale entre la tactique opportuniste (la tactique de « l'entente ») de la bourgeoisie et la tactique révolutionnaire du prolétariat. Par leur résolution, les néo-iskristes nous ont maintenant fourni la preuve palpable de l'incurable cécité qu'ils manifestent dans les questions fondamentales de tactique, et qui les conduit à reprendre les mots d'ordre de l'*Osvobojdénié*.

Le reste du texte crée une confusion plus grande encore sur la convocation d'une Assemblée nationale constituante. Une propagande fondant à cet égard des espoirs sur la Douma d'Etat est tout bonnement une propagande réactionnaire : et préconiser la convocation de la Constituante « par une organisation démocratique du peuple », c'est tout comme si nous proposions de faire convoquer la Constituante par un comité des amis du peuple résidant sur la planète Mars. Les néo-iskristes ont commis à leur conférence nationale une faute impardonnable en *assimilant* la convocation de la Constituante par un gouvernement révolutionnaire à sa convocation par une institution représentative. Ils ont encore rétrogradé depuis, puisqu'ils passent totalement sous silence le gouvernement révolutionnaire provisoire. Pourquoi ? Pour quelle raison ? En quoi leurs vues se sont-elles modifiées ? Mystère. Au lieu de développer leurs directives tactiques, les mencheviks ne nous donnent, dans leurs conférences, que le spectacle de leurs bonds et de leurs oscillations tantôt à droite, tantôt à gauche.

2. Déclarer « sciemment traître à la cause du peuple quiconque est disposé à se contenter », etc., c'est justement faire un de ces bonds, à gauche, semble-t-il, mais, en réalité, vers la phraséologie révolutionnaire et non vers l'action révolutionnaire véritable. Premièrement, pourquoi ce terme ronflant : « sciemment traître » ? Johann Jacoby, entré en 1847 à la Douma, c'est-à-dire au Landtag uni, en qualité de libéral bourgeois et qui passa à la social-démocratie après la guerre de 1870-71, était-il « sciemment traître » ? Tout paysan qui ira à la Douma « disposé » à se contenter de fort peu de chose sera-t-il « sciemment traître » ? Deuxièmement, le critère de la trahison formulé en ces termes : « quiconque *est disposé* à se contenter... et ne s'assigne pas pour objectif », etc., est-il bien raisonnable ? Comment prouve-t-on ses « dispositions » et ses « objectifs », par

les mots ou par les actes ? Si c'est par les mots, il faut donc exiger des c.-d. (« constitutionnels-démocrates », comme s'intitulent maintenant les libéraux de l'*Osvobojdénié*) qui entrent à la Douma une promesse signée ou un engagement révolutionnaire (Parvus, Tchérévanine, Martov). Et la résolution doit le dire nettement, au lieu de nous conduire dans le brouillard. Mais si les « dispositions » se prouvent par les actes, pourquoi la résolution ne dit-elle pas franchement et ouvertement *quelles* « actions » lui semblent prouver ces dispositions ? Parce que la résolution reflète l'erreur fondamentale de la nouvelle *Iskra*, qui ne sait pas tracer de ligne de démarcation entre la démocratie révolutionnaire et la démocratie monarchiste-libérale. Troisièmement, est-il raisonnable pour un parti militant de parler en termes généraux (« quiconque »), au lieu de désigner concrètement des tendances ou des partis ? Il nous importe tout particulièrement aujourd'hui de démasquer aux yeux du prolétariat une tendance précise, à savoir le Parti cadet, qui a déjà montré par ses « actes » quelles revendications il soutient et comment. Parler aux ouvriers, au nom des organisations social-démocrates, parler de ceux qui vont à la Douma, des grands-électeurs de la Douma, etc., et faire le silence sur le Parti cadet (identique à l'*Osvobojdénié*), c'est ruser et biaiser indignement (tout en s'entendant en coulisse avec les libéraux de l'*Osvobojdénié* sur le soutien qui leur sera prêté aux conditions posées par Tchérévanine ou Parvus), ou intoxiquer, par inconscience, les milieux ouvriers et renoncer à combattre les cadets.

En dehors des faits historiques concernant l'activité de l'*Osvobojdénié*, des libéraux de cette tendance, des membres des zemstvos et autres cadets, nous n'avons aucun élément sérieux pour juger de la « disposition » des démocrates bourgeois à combattre aux côtés du peuple. Les néo-iskristes éludent ces éléments en se contentant d'une phrase creuse. Et Plékhanov voudrait encore nous convaincre que les vues nébuleuses de l'*Iskra* sur les questions d'organisation ne sont pas complétées par des vues nébuleuses sur la tactique !

Car le fait est qu'à la nouvelle *Iskra* on ne s'est pas borné à fermer les yeux sur la « disposition » des cadets à une trahison, disposition prouvée par leur évolution à droite — remarquée de tout le monde — entre les congrès des

zemstvos de juillet et de septembre ; on a encore *aidé* ces cadets en faisant la guerre au boycottage ! C'est à des partisans hypothétiques de l'*Osvobojdénié* (« quiconque est disposé », etc.) que les néo-iskristes adressent leurs « terribles » menaces verbales, tout en aidant par leur tactique les partisans réels de l'*Osvobojdénié*. C'est agir tout à fait dans l'esprit de M. Roditchev, l'un des leaders cadets, qui clame : « Nous ne voulons pas d'une liberté venant de mains rougies du sang du peuple ! » (cette phrase de M. Roditchev dirigée, dans une réunion privée, contre W. Stead fait maintenant le tour des journaux étrangers), tout en demandant une Assemblée nationale constituante et convoquée précisément par ces mains-là.

3. Une autre erreur fondamentale de la résolution consiste dans le mot d'ordre : « création de vastes organisations démocratiques et leur unification en une organisation nationale ». La légèreté des social-démocrates qui formulent ce mot d'ordre est vraiment stupéfiante : créer de vastes organisations démocratiques, qu'est-ce à dire ? Cela peut vouloir dire, de deux choses l'une : ou bien l'absorption de l'organisation des socialistes (le P.O.S.D.R.) par une organisation des démocrates (la nouvelle *Iskra* ne peut pas y contribuer sciemment, car ce serait une trahison complète à l'égard du prolétariat), ou bien une union temporaire des social-démocrates et de certains milieux démocrates bourgeois. Si la nouvelle *Iskra* veut préconiser cette union, pourquoi ne le dit-elle pas franchement et nettement ? Pourquoi se cache-t-elle derrière le mot « création » ? Pourquoi n'indique-t-elle pas exactement avec quelles tendances, avec quels groupements précis au sein de la démocratie bourgeoise, elle conseille à la social-démocratie de s'unir ? N'avons nous pas là un nouvel échantillon de la *tactique* inadmissiblement *nébuleuse* qui transforme inévitablement dans la pratique la classe ouvrière en appendice de la démocratie bourgeoise ?

Ces « vastes organisations démocratiques » ne sont définies dans la résolution que par une référence à leurs deux objectifs : lutte 1) contre la Douma d'Etat et 2) pour une Assemblée nationale constituante. Le second de ces objectifs, dans la formule avachie de l'*Iskra*, c'est-à-dire sans indication de ceux qui doivent convoquer la Constituante, est pleinement reconnu par les cadets. L'*Iskra* préconise

donc l'union des social-démocrates et des cadets, mais rougit de l'avouer ?? Le premier objectif est formulé avec un manque de clarté que nous n'avions l'habitude de voir jusqu'à présent que dans les lois russes, qui trompent sciemment le public. Qu'est-ce que la lutte contre la Douma d'Etat ? Au sens littéral, à supposer que les auteurs de la résolution veuillent s'exprimer sans équivoque, c'est le *boycottage de la Douma*, car lutter contre une institution encore inexistante, c'est s'opposer à son apparition. Mais nous savons que l'*Iskra* est contre le boycottage, nous voyons qu'il est question, plus loin, dans la résolution même, non plus de *lutter* contre la Douma d'Etat, mais d'exercer une *pression* sur la Douma, de s'efforcer de transformer la Douma d'Etat en une assemblée révolutionnaire, etc. Ainsi les mots « lutte contre la Douma d'Etat » ne doivent pas être pris dans leur sens littéral et restreint. Mais alors, comment faut-il les comprendre ? Serait-ce à la manière de M. Kovalevski, qui fait une campagne de conférences pour critiquer la Douma d'Etat ? Qu'est-ce donc exactement qu'une lutte *contre* la Douma ?? Mystère. Nos gribouilles n'ont absolument rien dit de précis à ce sujet. Connaissant les dispositions des ouvriers conscients tout à fait hostiles à la tactique d'entente avec les cadets et de soutien de la Douma à certaines conditions, nos néo-iskristes adoptent lâchement le juste milieu : répéter d'une part le mot d'ordre populaire dans le prolétariat « lutte contre la Douma d'Etat » et lui ravir, d'autre part, son contenu précis, jeter de la poudre aux yeux, interpréter la lutte contre la Douma au sens d'une pression sur la Douma, etc. Et ce pitoyable galimatias nous est servi par les organisations les plus influentes de l'*Iskra* à un moment où les libéraux de l'*Osvobojdénié* crient par toute l'Europe, en se frappant la poitrine, qu'ils vont à la Douma d'Etat pour lutter, rien que pour lutter et qu'ils sont « disposés » à rompre complètement avec le gouvernement !

Nous le demandons à nos lecteurs, a-t-on jamais vu plus honteuse incertitude dans la tactique de la social-démocratie ? Peut-on se représenter chose plus funeste pour la social-démocratie que cette propagande de la « création de vastes organisations démocratiques » de *concert avec les libéraux de l'« Osvobojdénié »* (car les cadets sont d'accord

avec les objectifs de ces organisations, tels que l'*Iskra* les expose), sans toutefois nommer ouvertement ces derniers ?

Et Plékhanov, après s'être discrédité aux yeux de tous les social-démocrates révolutionnaires russes pour avoir, pendant près de deux ans, défendu « l'organisation nébuleuse » de l'*Iskra*, voudra maintenant nous convaincre de l'excellence de la tactique de la nouvelle *Iskra* !

4. Poursuivons. Il est extrêmement imprudent d'appeler « organisation populaire nationale » ou « organisation démocratique du peuple » une union de vastes organisations démocratiques (et floues). C'est d'abord faux en théorie. Les « économistes » péchaient, comme on sait, par confusion du Parti avec la classe. L'*Iskra*, ressuscitant de vieilles erreurs, confond maintenant une somme de partis ou d'organisations démocratiques avec l'organisation du peuple. C'est là une phraséologie creuse, mensongère et pernicieuse. Elle est creuse, dénuée de tout sens défini, puisqu'elle manque d'indications concernant des partis ou des courants démocratiques déterminés. Elle est mensongère, parce que, dans la société capitaliste, la classe d'avant-garde elle-même, le prolétariat, n'est pas en mesure de créer un parti embrassant cette classe tout entière, pour ne rien dire du peuple entier. Elle est pernicieuse, parce qu'elle encombre les cervelles de mots retentissants sans proposer aucun travail réel pour l'explication de l'importance réelle des partis démocratiques réels, de leur base de classe, de leur degré de proximité à l'égard du prolétariat, etc. C'est précisément aujourd'hui, à notre époque de révolution démocratique, bourgeoise par son contenu social et économique, que se fait particulièrement sentir le penchant des démocrates bourgeois, cadets et autres, jusqu'aux socialistes-révolutionnaires compris, à prôner de « vastes organisations démocratiques », à encourager directement ou indirectement, ouvertement ou en tapinois, la neutralité politique, c'est-à-dire l'absence de démarcations rigoureuses entre les démocrates. Les représentants conscients du prolétariat doivent combattre résolument et impitoyablement cette tendance, car elle est profondément bourgeoise dans son essence même. Nous devons mettre au premier plan la délimitation nette des partis, démasquer tout confusionnisme, montrer le mensonge des phrases, qui pullulent dans nos

journaux libéraux, sur la démocratie prétendue une, large et solidaire. En proposant de s'unir avec certains éléments de la démocratie en vue de tâches précises, nous devons considérer la seule démocratie *révolutionnaire* — surtout à une époque comme celle-ci — nous devons indiquer les critères qui distinguent avec le plus de netteté ceux qui sont « disposés » à lutter (dès maintenant, dans les rangs de l'armée révolutionnaire) de ceux qui sont « disposés » à marchander avec l'autocratie.

Usons d'un exemple plus simple afin de mieux montrer aux néo-iskristes leur erreur. Notre programme parle de comités paysans. La résolution du IIIe Congrès du P.O.S.D.R. définit plus exactement leur importance en les appelant comités paysans révolutionnaires (c'est un point sur lequel la conférence de la nouvelle *Iskra* s'accorde, au fond, avec le IIIe Congrès). Leur objectif était pour nous d'effectuer *révolutionnairement* les réformes démocratiques en général et agraires en particulier, *jusques et y compris la confiscation* des propriétés foncières. Les adeptes de l'*Iskra* conseillent à présent, dans leur résolution, de créer encore de nouveaux « comités paysans d'action ». Le conseil est digne de bourgeois libéraux, et non d'ouvriers socialistes. Ces « comités paysans d'action », s'ils étaient créés, feraient entièrement le jeu des gens de l'*Osvobojdénié*, car leur révolutionnarisme ferait place au libéralisme : nous avons déjà signalé que, dans la définition des adeptes de l'*Iskra*, l'agitation de ces comités (lutte « contre » la Douma d'Etat et pour une Assemblée nationale constituante) ne dépassait pas le cadre du programme de l'*Osvobojdénié*. Les néo-iskristes voient-ils maintenant qu'en complétant le mot d'ordre de comités paysans révolutionnaires par celui des « comités paysans d'action », ils transforment les mots d'ordre social-démocrates en mots d'ordre de l'*Osvobojdénié* ?

5. Enfin, nous voilà arrivés à l'objectif principal de cette « organisation populaire nationale », l'organisation des élections à l'Assemblée constituante. Des élections au suffrage universel, sous l'autocratie ! Et les « conflits » avec l'autocratie donnant « de nouveaux stimulants à l'insurrection »... Voilà, en vérité, une comédie d'élections, des élections conçues comme un stimulant de plus à l'insurrection !

Le mot d'ordre d'« auto-administration révolutionnaire » et la théorie de la « génération spontanée » de la Constituante ont fatalement abouti à cette ineptie, destinée à devenir classique. Parler de suffrage universel tant que règnent les Trépov, c'est-à-dire avant la victoire de l'insurrection, avant le renversement effectif du tsarisme, c'est porter au plus haut degré des illusions désincarnées qui ne peuvent semer chez les ouvriers que la plus grande intoxication politique. Seuls, les gens accoutumés par la nouvelle *Iskra* au règne de la phraséologie peuvent accepter des mots d'ordre qui tombent en poussière au premier contact d'une critique lucide. Il suffit de se figurer un moment ce que doivent être des élections au suffrage *universel* au sens sérieux du mot, il suffit de se rappeler qu'elles exigent la liberté de propagande, la bonne information du peuple et la reconnaissance, par la population, de l'organisme central ou des organismes locaux qui dresseront les listes de votants et consulteront réellement tout le monde sans exception, il suffit d'y songer un instant pour voir dans les « élections au suffrage universel » projetées par l'*Iskra* une bouffonnerie universelle ou une universelle duperie. *Pas un* député méritant tant soit peu le titre d'« élu du peuple », c'est-à-dire ayant réuni 50 à 100 000 suffrages vraiment exprimés en toute liberté et conscience, pas un député de cette sorte ne saurait être élu où que ce soit en Russie « à l'ouverture de la campagne électorale ».

La résolution de l'*Iskra* conseille au prolétariat de *jouer la comédie* ; aucune réserve, aucune échappatoire ne modifiera la portée de cette résolution de comédie. On nous dit que les élections n'auront lieu que quand « l'organisation sera assez forte », quand « l'organisation préalable du peuple assurera unité et extension à l'ensemble du territoire » de l'insurrection. Nous répondons : on prouve la force par des actes, et non par des paroles. Jusqu'à la victoire de l'insurrection, il est ridicule de parler d'une force capable même de proclamer, sans prêter à rire, des « élections au suffrage universel » et, à plus forte raison, de les faire. Il n'est pas d'extension ni d'unité d'organisation qui puisse « garantir » la victoire de l'insurrection, 1) si cette organisation n'est pas formée d'hommes réellement capables de s'insurger (or, nous avons vu que la résolution préconise

simplement de « vastes » organisations, c'est-à-dire en fait des organisations libérales de la nuance de l'*Osvobojdénié*, qui ne manqueraient pas de trahir l'insurrection dès son déclenchement); 2) tant qu'il n'y aura pas de force pour assurer la victoire de l'insurrection (or, la victoire exige, outre la force morale d'une opinion publique, du bien public, etc., la force matérielle d'une armée révolutionnaire). Mettre au premier plan la force morale, les grands mots de « national », d'« universel » et *passer sous silence* dans un appel au combat la force matérielle, c'est ravaler les mots d'ordre révolutionnaires du prolétariat au niveau des phrases creuses de la démocratie bourgeoise.

La comédie des élections constitue précisément une transition non point « naturelle », mais *artificielle* à l'insurrection, transition imaginée par une poignée d'intellectuels. Imaginer des transitions artificielles de ce genre, c'est répéter Nadejdine, l'inventeur du terrorisme « stimulant ». Les néo-iskristes veulent, non moins artificiellement, « stimuler » le peuple à l'insurrection, idée radicalement fausse. Nous ne pouvons pas créer une organisation réellement universelle ; les élections qu'il nous prendrait fantaisie de fixer sous l'autocratie resteraient inévitablement une comédie, et mettre à profit pour l'insurrection un prétexte aussi *artificiel* reviendrait à décréter l'insurrection à un moment où l'effervescence *réelle* du peuple ferait défaut. Seuls, des gens dépourvus de foi dans l'activité révolutionnaire du prolétariat, des intellectuels à la recherche de phrases sonores peuvent chercher à imaginer en septembre 1905 de « nouveaux stimulants à l'insurrection ». Comme si nous manquions en Russie de stimulants *réels* — et non de stimulants de comédie — à l'insurrection ; comme s'il y avait peu de cas d'*effervescence* réelle et non simulée, parmi les masses ! Jamais des élections de comédie n'éveilleront les masses. Mais une grève, une manifestation, la mutinerie de soldats, une action sérieuse des étudiants, une famine, une mobilisation, un conflit à la Douma, etc., etc., peuvent stimuler les masses réellement, n'importe quand, chaque jour et à toute heure. L'idée d'imaginer de « nouveaux stimulants à l'insurrection » est d'une bêtise énorme; il serait déraisonnable même de vouloir indiquer d'avance le motif qui stimulera réellement les masses. Quiconque

se respecte tant soit peu et a tant soit peu le respect de ce qu'il dit ne se permettra jamais d'inventer de « nouveaux stimulants à l'insurrection ».

Ce ne sont pas les « nouveaux stimulants » qui nous manquent, estimables idéalistes, c'est la force armée, celle du peuple révolutionnaire (et non du peuple en général), force qui se compose : 1) du prolétariat et des paysans en armes, 2) des détachements de choc formés de représentants de ces classes, 3) des troupes prêtes à passer au peuple. Cet ensemble constitue *l'armée révolutionnaire*. Parler de l'insurrection, de sa force, de la transition naturelle qui y mène et ne rien dire de l'armée révolutionnaire, est un non-sens, un chef d'œuvre de confusion, et cela d'autant plus que l'armée contre-révolutionnaire est mieux mobilisée. Imaginer de « nouveaux stimulants à l'insurrection », à l'époque des soulèvements du Caucase et de la mer Noire, de Pologne et de Riga, c'est s'enfermer sciemment dans sa coquille et se retirer du mouvement. Nous voyons l'effervescence la plus vive parmi les ouvriers et les paysans. Nous voyons éclater une série d'actions insurrectionnelles, qui gagnent inflexiblement, à une allure prodigieuse, en étendue, en puissance et en violence, depuis la journée du 9 janvier. Nul ne se portera garant que ces explosions ne se répéteront pas demain dans n'importe quelle grande ville, dans n'importe quel camp militaire, dans n'importe quel village ; au contraire, tous les indices s'accordent à nous les montrer comme probables, imminentes, inévitables. Leur succès dépend : 1) des succès de l'agitation et de l'organisation *révolutionnaires* — révolutionnaires et non « largement démocratiques » selon le bavardage de l'*Iskra*, car quantité de démocrates ne sont pas des révolutionnaires ; 2) de la force et de la préparation de l'armée révolutionnaire. La première condition, tout le monde l'admet depuis longtemps, tous les révolutionnaires de Russie la réalisent à chaque rencontre de cercle ou de groupe, à chaque réunion improvisée, à chaque meeting de masse. La seconde est encore trop peu, vraiment trop peu reconnue. La bourgeoisie libérale ne veut ni ne peut la reconnaître vu sa situation de classe ; parmi les révolutionnaires la passent seuls sous silence ceux qui se traînent irrémédiablement à la remorque de la bourgeoisie monarchiste.

Insurrection : le mot est très grand. L'appel à l'insurrection est chose très sérieuse. Plus la société est complexe, plus le degré d'organisation du pouvoir est élevé, plus la technique militaire est parfaite et moins il est loisible de formuler ce mot d'ordre à la légère. Nous avons dit plus d'une fois que les social-démocrates révolutionnaires se préparaient depuis longtemps à le formuler, mais n'en firent un appel direct que lorsque aucun doute ne fut plus permis sur le sérieux, l'étendue et la profondeur du mouvement, lorsqu'il ne fut plus permis de douter de l'approche du dénouement au sens propre du terme. Il faut user avec circonspection des grands mots. Il est infiniment malaisé de les transformer en grandes actions. Mais c'est justement pourquoi il serait impardonnable d'écarter ces difficultés avec des phrases, de se dérober aux tâches sérieuses à l'aide de gentilles idéalisations, de se mettre sur les yeux les œillères de douceâtres fantaisies sur une prétendue « transition naturelle » à ces tâches difficiles.

Armée révolutionnaire, c'est aussi un très grand mot. Sa création est un processus long, difficile et complexe. Mais si nous le voyons déjà commencé et se poursuivant partout fragmentairement, si nous savons que, sans cette armée, la victoire réelle de la révolution est *impossible*, nous devons formuler ce mot d'ordre net et tranché, le répandre, en faire la pierre de touche de notre activité politique. On aurait tort de croire que les classes révolutionnaires ont toujours assez de force pour faire une révolution, une fois que cette révolution est arrivée à maturité en vertu des conditions du développement économique et social. Non, la société humaine n'est pas aménagée d'une façon aussi rationnelle et ausssi « commode » pour les éléments avancés. La révolution peut être mûre sans que les forces des révolutionnaires appelés à l'accomplir soient suffisantes ; la société pourrit alors et sa putréfaction dure parfois des dizaines d'années. Que la révolution démocratique soit mûre en Russie, cela est hors de doute. Mais les classes révolutionnaires auront-elles maintenant la force de la faire ? Nul n'en sait encore rien. La lutte, dont le moment critique approche à une allure prodigieuse, si divers indices directs et indirects ne nous trompent pas, en décidera. La supériorité morale est indéniable, la force morale est déjà écrasante ; sans

elle, bien entendu, il ne saurait être question d'aucune révolution. Elle est une condition nécessaire, mais *encore insuffisante*. Quant à savoir si elle va se muer en une force matérielle capable de briser la résistance extrêmement sérieuse de l'autocratie (inutile de fermer les yeux là-dessus), c'est ce que montrera l'issue de la lutte. Le mot d'ordre de l'insurrection confie la décision à la force matérielle ; or, dans la civilisation européenne actuelle la force matérielle n'est constituée que par la force des armes. Ce mot d'ordre ne doit pas être formulé tant que les conditions générales de la révolution ne sont pas mûres, tant que l'effervescence et la disposition des masses à agir ne se sont pas clairement manifestées, tant que les circonstances extérieures n'ont pas abouti à une crise flagrante. Mais du moment que ce mot d'ordre est lancé, il serait tout bonnement déshonorant de reculer devant lui pour venir à la force morale, à l'une des conditions de la montée de l'insurrection, à l'une des « transitions possibles », etc., etc. Non, du moment que le sort en est jeté, il faut cesser de biaiser, il faut expliquer directement et ouvertement aux masses quelles sont actuellement les conditions pratiques du succès de la révolution.

Nous sommes loin d'avoir épuisé toutes les erreurs de la résolution de l'*Iskra*, laquelle, pour les hommes qui pensent, qui ne se contentent pas de « flairer le vent », restera longtemps un triste monument d'avilissement des objectifs de la social-démocratie. Il nous semble plus important de remonter aux sources premières de ces erreurs que d'énumérer toutes les manifestations jusqu'à celles qui sont relativement secondaires, d'une position radicalement fausse. Aussi ne signalerons-nous qu'incidemment ce qu'il y a d'absurde et de réactionnaire dans l'idée de signifier des « ultimatums » (terme de guerre qui prend les allures d'une plate rodomontade en l'absence de toute force militaire préparée) *à la Douma*, de tendre à transformer en assemblée révolutionnaire cette *Douma* *, et passerons-nous à la si-

---

* Si nous sommes forts dans la lutte décisive sur le point d'éclater contre le tsarisme, la Douma se tournera immanquablement à gauche (du moins dans sa partie libérale, nous ne parlons pas des réactionnaires) ; mais vouloir sérieusement l'influencer, sans destruction du

gnification générale du mot d'ordre d'« auto-administration révolutionnaire du peuple ».

Ce mot d'ordre, ou, plus exactement, sa transformation en mot d'ordre clé, est à la base de tous les errements de l'*Iskra*. L'*Iskra* a tenté de le défendre en invoquant la « dialectique », la fameuse dialectique de Plékhanov, grâce à laquelle l'« organisation nébuleuse » de l'*Iskra* fut d'abord défendue, puis condamnée par Plékhanov !

L'auto-administration révolutionnaire du peuple, nous l'avons dit, n'est ni le prologue de l'insurrection ni une « transition naturelle » à l'insurrection ; c'en est l'épilogue. Sans victoire de l'insurrection, on ne saurait parler sérieusement d'une auto-administration effective et complète. Et nous ajoutions que l'idée même de mettre l'accent sur le gouvernement, et non sur l'organisation de l'Etat, est réactionnaire, que l'identification de l'auto-administration révolutionnaire avec l'armée révolutionnaire est une belle absurdité, que la victoire de l'armée révolutionnaire implique nécessairement l'auto-administration révolutionnaire, tandis que celle-ci n'implique pas forcément l'existence d'une armée révolutionnaire.

L'*Iskra* a tenté de défendre le galimatias de ses mots d'ordre conscients en invoquant la « dialectique » d'un processus spontané inconscient. La vie ne connaîtrait pas de délimitations brutales. Il y a déjà des Bourses du travail (*le Social-Démocrate*, n° 12 [119]), voilà les éléments de l'auto-administration. Prologue et épilogue se mêleraient fréquemment dans le processus dialectique de l'évolution.

Ceci est parfaitement juste. Oui, le processus d'une évolution réelle est *toujours* complexe et montre des bouts d'épilogue avant le prologue véritable. Mais s'ensuit-il, qu'il soit permis au chef d'un parti conscient *d'embrouil-*

pouvoir impérial, est aussi sot que le serait pour le Japon de vouloir adresser des « ultimatums » à la Chine — ou d'attribuer une importance sérieuse à l'aide de celle-ci — sans destruction de la puissance militaire de la Russie. La « Douma » prussienne (le Landtag uni) issue du 18 mars « pondit » dans l'instant un chiffon de papier portant la convocation d'une Assemblée constituante ; jusqu'à ce moment, tous les « ultimatums » des révolutionnaires, toutes leurs velléités d'influencer la « Douma » prussienne, toutes leurs menaces, étaient restés de vains mots pour les Pétrounkévitch, les Roditchev, les Milioukov et autres qui siégeaient dans cette Chambre.

ler les tâches diverses de la lutte et de prendre le prologue pour l'épilogue ? La dialectique d'un processus spontané confus peut-elle justifier la confusion dans la logique des social-démocrates conscients ? N'est-ce pas substituer à la dialectique au sens où Marx l'entendait la dialectique au sens où l'entend Plékhanov ?

Prenons un exemple qui concrétisera notre pensée. Admettons qu'il s'agit d'une révolution socialiste et non pas démocratique. La crise approche de sa maturité, l'époque de la dictature du prolétariat est aux portes. Et voilà que les opportunistes formulent le mot d'ordre de coopératives de consommation, tandis que les révolutionnaires réclament la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. Les opportunistes d'objecter : les coopératives de consommation sont une force réelle des prolétaires, la conquête d'une position économique réelle, une vraie tranche de socialisme ; vous autres, révolutionnaires, vous ne comprenez pas ces étapes dialectiques, cette mutation du capitalisme en socialisme, cette pénétration de cellules du socialisme au sein même du capitalisme, ce noyautage du capitalisme par un nouveau contenu socialiste.

Oui, répondent les révolutionnaires, nous convenons que les coopératives de consommation sont dans un certain sens une tranche de socialisme. Premièrement, la société socialiste est une vaste coopérative de consommation, dont la production est rationnellement organisée en vue de la consommation ; deuxièmement, le socialisme est irréalisable sans un mouvement ouvrier puissant et varié, dont la coopérative de consommation est nécessairement l'un des multiples aspects. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Tant que la bourgeoisie détient le pouvoir, les coopératives de consommation ne représentent vraiment pas grand-chose, ne garantissent aucun changement sérieux, n'introduisent aucune modification radicale et détournent même parfois l'attention de la lutte sérieuse pour la révolution. Les habitudes acquises par les ouvriers dans les coopératives de consommation sont, certes, très utiles. Mais l'accession du prolétariat au pouvoir peut seule permettre à ces habitudes de trouver un terrain d'application sérieux. Le système des coopératives de consommation disposera aussi, alors, de la plus-value ; à présent, par contre, la sphère d'appli-

cation de ces utiles institutions est réduite à une caricature par les misérables taux des salaires. La coopérative de consommation sera vraiment, alors, une association de travailleurs libres, tandis qu'elle groupe maintenant des esclaves salariés opprimés et écrasés par le Capital. Ainsi donc, les coopératives de consommation sont bien une tranche de socialisme. Le processus dialectique de l'évolution introduit bien, dans les limites mêmes du capitalisme, des éléments matériels et moraux de la société nouvelle. Les socialistes doivent néanmoins savoir distinguer la partie du tout et réclamer dans leur mot d'ordre le *tout* et non la partie ; ils doivent savoir opposer les conditions radicales d'une véritable révolution aux replâtrages partiels qui font souvent dévier les combattants de la vraie voie révolutionnaire.

Selon l'*Iskra*, qui a raison dans ce débat ?

Il en est de même du mot d'ordre d'« auto-administration révolutionnaire » à une époque de révolution démocratique. Nous ne sommes pas contre l'auto-administration révolutionnaire, nous lui avons ménagé de longue date une place modeste et définie dans notre programme minimum (voir le paragraphe consacré à une large autonomie locale), nous convenons que c'est un élément de la révolution démocratique, comme le constatait déjà le numéro 15 du *Prolétari* * à propos de la Douma municipale de Smolensk. La révolution démocratique serait impossible sans un mouvement démocratique puissant et aux aspects multiples, et le mouvement d'auto-administration est un de ces multiples aspects. Mais la révolution démocratique serait également impossible, par exemple, sans l'école révolutionnaire qui est un indice tout aussi certain de la décomposition effective du tsarisme que les Bourses du travail créées malgré la police, que la fermentation du clergé, que l'auto-administration locale établie illégalement, etc. Qu'en déduire, pensez un peu à ce qui en découle, camarades de l'*Iskra* ! La nécessité de reprendre tous ces éléments de décomposition dans le mot d'ordre total d'insurrection ? Ou celle de défigurer le mot d'ordre d'insurrection en le faisant dépendre de l'un de ses éléments, c'est-à-dire de l'auto-administration ?

* Voir le présent tome, p. 227. (*N.R.*)

« Organisation de l'auto-administration révolutionnaire, ou, ce qui revient au même, organisation des forces populaires pour l'insurrection », écrivait bravement l'*Iskra* (n° 109, 2e page, 1re colonne). C'est la même chose que de dire : l'organisation de l'école révolutionnaire est celle des forces pour l'insurrection, l'organisation de la fermentation du clergé est celle des forces pour l'insurrection, l'organisation des coopératives de consommation est celle des forces pour la révolution socialiste. Non, vraiment, vous faites de mauvais dialecticiens, camarades de l'*Iskra*. Vous ne savez pas raisonner dialectiquement, bien que vous sachiez à merveille biaiser et tourner, comme Plékhanov, autour de vos idées nébuleuses sur l'organisation et la tactique. Vous avez perdu de vue que tous ces éléments de révolution se fondront inévitablement en un « épilogue » total achevé de l'insurrection, à la condition que celle-ci soit victorieuse, tandis que, sans victoire de l'insurrection, les éléments resteront des éléments, de petits lambeaux pitoyables ne modifiant rien, capables de satisfaire les seuls philistins.

Morale : 1) Les opportunistes de la social-démocratie ont, à la veille de la révolution socialiste comme à la veille de la révolution démocratique, la mauvaise habitude de monter en épingle l'un des petits éléments du grand processus en lui attribuant les qualités du tout, en lui subordonnant le tout, qu'ils défigurent ainsi, et en se mettant dès lors à la remorque des réformistes inconséquents et poltrons. 2) La dialectique d'un processus spontané, toujours et nécessairement confus, ne justifie pas la confusion des déductions logiques et des mots d'ordre politiques, assez souvent (mais pas nécessairement) confus.

P.S. Cet article était déjà mis en pages quand nous avons reçu l'édition faite par l'*Iskra* à l'étranger des résolutions de la conférence constitutive du Sud. Le texte de la résolution sur la Douma diffère quelque peu de celui qui a paru en Russie et que nous avons reproduit ci-dessus. Mais les différences ne sont pas essentielles, et notre critique demeure entière.

« Prolétari » n° 21,
17 (4) octobre 1906

Conforme au texte du journal

NOTE FAISANT SUITE À L'ARTICLE DE M. BORISSOV : « LE MOUVEMENT SYNDICAL ET LES TÂCHES DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE »[120]

Note de la Rédaction. La discussion approfondie de la question syndicale étant désormais à l'ordre du jour, nous publions avec plaisir cet article d'un camarade militant en Russie. L'expérience du Parti entier, constamment éclairée par la théorie marxiste, peut seule nous aider dans la recherche des formes de syndicats social-démocrates les plus appropriées aux conditions de la Russie. Il importe de profiter aussi des leçons que nous donnent nos ennemis. Dans l'espoir de détourner les ouvriers du socialisme vers le trade-unionisme « pur », c'est-à-dire bourgeois, la bourgeoisie s'est hautement félicitée des tendances « corporatistes » du congrès de Cologne. En Russie, il n'est pas jusqu'aux *Moskovskié Viédomosti* qui n'aient appris maintenant cette petite chanson-là. Et si la bourgeoisie se met à louer l'un de nous parce que « ses yeux se sont dessillés » ou parce qu'il « milite avec dévouement » dans un mouvement syndical « raisonnable », ce sera l'indice certain que notre travail commence à clocher. Le camarade M. Borissov pose justement la question de façon à nous permettre de nous acquitter rigoureusement de notre devoir socialiste sans commettre ces sortes d'erreurs.

« Prolétari » n° 21, 17 (4) octobre 1905

Conforme au texte du journal

SUR LA MORT DE TROUBETSKOÏ

La *Frankfurter Zeitung* libérale a été profondément indignée par la résolution, empreinte d'un révolutionnarisme conséquent, dans laquelle les étudiants moscovites exigent la convocation de l'Assemblée constituante non par le tsar, non par la Douma d'Etat, non même (que les camarades de la nouvelle *Iskra* ne nous en veuillent pas !) par une « organisation démocratique du peuple », mais par le gouvernement révolutionnaire provisoire. Les représentants libéraux du capital boursier allemand ont crié, à ce propos, au « manque de maturité » des étudiants, etc. Le même journal, publiant maintenant une dépêche annonçant la mort de Troubetskoï (13/X, édition du soir), la fait suivre de cette remarque : « Peut-être lui (à Troubetskoï) a-t-on passé un savon au ministère de l'Instruction publique. »

Pauvre Troubetskoï ! Aspirer à la liberté du peuple et mourir d'un « savon » dans l'antichambre d'un ministre du tsar... Nous sommes tout disposés à reconnaître que c'est là un châtiment trop cruel, même pour un libéral russe. Mais alors, messieurs, ne vaudrait-il pas mieux, ne serait-il pas plus digne pour des partisans de la liberté du peuple de renoncer à tout rapport avec un gouvernement de bourreaux et de mouchards ? Ne vaudrait-il pas mieux tomber dans une bataille de rues ouverte, honnête et franche qui éclairerait et éduquerait le peuple, livrée à ces gredins sans l'anéantissement desquels une liberté authentique est impossible, que de mourir d'un « savon » administré par les Trépov et leurs méprisables larbins ?

Ecrit vers la mi-octobre 1905
Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

LA LEÇON DES ÉVÉNEMENTS DE MOSCOU

L'ardeur révolutionnaire du prolétariat de Moscou, si fortement attestée par la grève politique et les batailles de rues, ne s'est pas encore refroidie. La grève continue. Elle a partiellement gagné Pétersbourg, où les compositeurs-typographes, se solidarisant avec leurs camarades moscovites, ont cessé le travail. On ne sait pas encore si le mouvement actuel va se calmer en attendant le prochain flot de la marée montante ou s'il va revêtir une forme chronique. Mais certains résultats extrêmement édifiants des événements de Moscou se sont déjà fait sentir, et ils valent la peine de nous y arrêter.

De façon générale, le mouvement à Moscou n'est pas arrivé au conflit décisif des ouvriers révolutionnaires et des forces du tsarisme. Il ne s'est produit que de petites escarmouches d'avant-garde et peut-être, partiellement, une démonstration militaire de guerre civile. Ce n'a pas été une de ces batailles qui décident de l'issue d'une guerre. Des deux hypothèses que nous formulions la semaine dernière, il semble que la première se vérifie, à savoir que nous n'assistons qu'à une répétition de l'offensive décisive, et non à cette offensive même. La répétition a pourtant montré, dressés de toute leur hauteur, les personnages du drame historique. Elle a ainsi jeté une vive lumière sur le déroulement probable, et sans doute même inévitable, du drame lui-même.

Le prétexte des événements de Moscou a été d'un caractère à première vue purement universitaire. Le gouverne-

ment a octroyé aux universités une « autonomie » partielle ou plutôt fictive. MM. les professeurs ont acquis le droit de s'administrer eux-mêmes; les étudiants, celui de se réunir. Une petite brèche était dès lors ouverte dans le système oppressif de l'autocratie et du servage. De nouveaux flots révolutionnaires se sont rués dans cette brèche avec une force inattendue. Une mesquine concession, une infime réforme tendant à atténuer les antagonismes politiques et à « réconcilier » bandits et victimes, a provoqué en réalité une aggravation terrible de la lutte et l'accroissement du nombre des combattants. Les ouvriers sont accourus en masse aux réunions des étudiants. Des meetings révolutionnaires populaires se sont improvisés, où l'on a vu prévaloir le prolétariat, classe d'avant-garde dans la lutte pour la liberté. Le gouvernement a été pris de fureur. Les « respectables » professeurs libéraux, qui venaient d'obtenir le droit de s'administrer eux-mêmes, ont pris peur et se sont mis à faire la navette entre les étudiants révolutionnaires et le gouvernement du knout policier. Les libéraux ont profité de la liberté pour la trahir, pour recommander aux étudiants de ne pas élargir et aggraver la lutte, pour prêcher le respect de l'ordre face aux coupe-jarrets et aux Cent-Noirs, aux Trépov et Romanov ! Les libéraux ont mis à profit leur autonomie administrative pour prendre en mains les intérêts des bourreaux du peuple et fermer l'université, ce sanctuaire de la « science » telle que la conçoit le knout, sanctuaire profané par les étudiants qui y admettaient la « vile plèbe » à débattre des questions telles que ne les conçoit pas la clique autocratique. Les libéraux s'administrant eux-mêmes ont trahi le peuple et trahi la liberté de peur d'un massacre à l'université. Et leur lâcheté a reçu un châtiment exemplaire. En fermant l'université révolutionnaire, ils ont ouvert la rue à la révolution. Tristes pédants, ils se félicitaient à qui mieux mieux avec ces gredins de Glazov d'avoir réussi à éteindre l'incendie dans les facultés. Ils n'avaient fait en réalité que mettre le feu à une immense cité industrielle. Ils avaient, ces nullités pompeuses, défendu aux ouvriers de se joindre aux étudiants; ils ne faisaient ainsi que pousser les étudiants à se joindre aux ouvriers révolutionnaires. Ils traitaient toutes les questions politiques du point de vue de leur poulailler imprégné,

depuis des siècles, du moisi bureaucratique; ils suppliaient les étudiants de l'épargner. Il suffit d'un premier souffle frais, de l'intervention d'une force révolutionnaire jeune et libre, pour que tout le monde oubliât le poulailler, car la brise, devenant toujours plus violente, se transformait en un ouragan dirigé contre la source de tout moisi bureaucratique et de toute brimade infligée au peuple russe, contre l'autocratie impériale. Et maintenant même que le premier danger est passé, maintenant que la tempête s'est visiblement calmée, les larbins de l'autocratie tremblent encore de peur à la seule évocation de l'abîme qui s'est ouvert sous leurs pas dans les sanglantes journées de Moscou : « Ce n'est pas encore un incendie, mais c'est certainement une tentative d'incendie, balbutie M. Menchikov dans le servile *Novoïé Vrémia* (30 septembre) ; ce n'est pas encore la révolution... mais c'en est déjà le prologue... Elle vient, disais-je en avril, et quels pas terribles n'a-t-elle pas faits depuis ! L'élément populaire est remué jusque dans ses profondeurs... »

Oui, les Trépov et les Romanov, et aussi les bourgeois libéraux adonnés à leur œuvre de trahison se sont mis dans de beaux draps ! Ouvrir l'université, c'est donner une tribune aux assemblées révolutionnaires du peuple, c'est rendre un précieux service à la social-démocratie. Fermer l'université, c'est ouvrir la lutte dans la rue. Et nos chevaliers du knout de se démener en grinçant des dents; ils rouvrent l'université de Moscou, ils font semblant de vouloir laisser les étudiants maintenir l'ordre eux-mêmes au cours des défilés dans la rue, ils ferment les yeux sur l'auto-administration révolutionnaire des étudiants qui achèvent de se partager entre les partis social-démocrate, socialiste-révolutionnaire et autres, formant une sorte de « Parlement » universitaire subdivisé en groupes politiques régulièrement constitués (et qui ne se borneront pas, nous en sommes convaincus, à l'auto-administration révolutionnaire, mais se mettront immédiatement et sérieusement à organiser et à armer les détachements de l'armée révolutionnaire). Et les professeurs libéraux de s'agiter, à l'instar des Trépov, adjurant aujourd'hui les étudiants d'être plus modérés et demain les hommes du knout d'être plus doux. Tout ce remue-ménage des uns et des autres nous réjouit grandement.

Quand les pontifes et les transfuges de la politique se démènent ainsi sur le pont du vaisseau, c'est que le vent révolutionnaire commence vraiment à prendre de la force.

Mais, outre une fierté et une satisfaction légitime, les vrais révolutionnaires doivent puiser quelque chose de plus dans les événements de Moscou : la notion précise des forces sociales à l'œuvre dans la révolution russe et de la manière dont elles agissent, une idée plus nette des formes de leur action. Reconstituez l'enchaînement politique des événements de Moscou et vous aurez le tableau typique et hautement caractéristique, sous le rapport de la lutte de classe, de la révolution entière. Voici cet enchaînement : une petite brèche est ouverte dans l'ancien régime; le gouvernement la ferme en faisant de légères concessions, des « réformes » trompeuses, etc.; au lieu de calmer les gens, il n'obtient qu'une nouvelle aggravation de l'effervescence et un élargissement de la lutte; la bourgeoisie libérale hésite et s'interpose, déconseillant la révolution aux révolutionnaires et la réaction aux policiers. Le peuple révolutionnaire, prolétariat en tête, entre en scène, et son action au grand jour crée une nouvelle situation politique. Sur le champ de bataille plus large et plus élevé, désormais conquis, une brèche nouvelle est ouverte dans les remparts de l'ennemi et le mouvement continue à progresser de cette façon, montant toujours plus haut. « Nous assistons à la retraite du gouvernement sur toute la ligne », font justement observer les *Moskovskié Viédomosti*. Et un journal libéral [121] d'ajouter non sans esprit : retraite accompagnée de combats d'arrière-garde. Le correspondant pétersbourgeois de la *Vossische Zeitung* de Berlin relatait le 3 (16) octobre, par télégramme, son entrevue avec le chef de cabinet de Trépov. Ce poulet lui avait dit : « On ne peut attendre du gouvernement l'application d'aucun plan logique, car chaque jour amène des événements imprévus. Le gouvernement doit louvoyer; le mouvement actuel, qui peut durer deux ans aussi bien que deux mois, ne peut pas être réprimé par la force. »

Oui, la tactique du gouvernement est désormais très nette. C'est de toute évidence une tactique de louvoiement et de retraite avec combats d'arrière-garde. Tactique tout à fait juste du point de vue des intérêts de l'autocratie ;

l'erreur serait immense et l'illusion fatale, pour des révolutionnaires, d'oublier que le gouvernement peut encore battre en retraite pendant très longtemps sans perdre l'essentiel. L'exemple de la révolution inachevée, de la demi-révolution bâtarde de 1848 en Allemagne (auquel nous reviendrons dans le prochain numéro du *Prolétari* et que nous ne cesserons jamais de rappeler) montre que, même en allant jusqu'à convoquer l'Assemblée constituante (*en paroles*), le gouvernement peut garder assez de force pour vaincre la révolution dans la dernière bataille décisive. C'est pourquoi, étudiant les événements de Moscou, derniers venus dans la longue série de combats de notre guerre civile, nous devons considérer avec lucidité le cours des choses, nous préparer avec la plus grande énergie et la plus grande opiniâtreté à une lutte longue et acharnée, nous méfier de ceux de nos alliés qui sont déjà des transfuges. Alors que rien de décisif n'est encore conquis, alors que l'ennemi a encore d'immenses possibilités de reculs avantageux et inoffensifs, alors que se déroulent des combats de plus en plus importants, la confiance envers ces alliés, les tentatives de conclure un accord avec eux ou simplement de les soutenir à certaines conditions peuvent constituer non seulement une sottise, mais encore une trahison envers la cause du prolétariat.

En effet, l'attitude des professeurs libéraux, avant et pendant les événements de Moscou, est-elle seulement de circonstance ? Est-ce l'exception ou la règle pour le parti cadet ? Cette attitude traduit-elle le caractère particulier d'un groupe de la bourgeoisie libérale ou bien les intérêts profonds et généraux de cette classe dans son ensemble ? Les socialistes ne peuvent avoir deux opinions là-dessus. Mais tous les socialistes sont loin de savoir appliquer une tactique réellement socialiste.

Considérons, afin de nous faire une meilleure idée du fond des choses, la tactique libérale telle que l'exposent les libéraux eux-mêmes. Ils évitent, dans la presse russe, de s'opposer directement aux social-démocrates et même de parler clairement de ceux-ci. Mais voici une correspondance intéressante de la *Vossische Zeitung* de Berlin. Elle exprime certainement avec plus de franchise les opinions des libéraux :

« En dépit de l'autonomie octroyée — très tard, il est vrai — aux universités et aux établissements d'enseignement supérieur, les troubles estudiantins ont repris à Pétersbourg et à Moscou, avec une grande violence, dès le début de l'année scolaire. Ces troubles s'accompagnent, en outre, à Moscou d'un large mouvement ouvrier. Ils marquent le commencement d'une nouvelle phase du mouvement révolutionnaire russe. Les réunions d'étudiants et les résolutions qui y sont votées montrent que la jeunesse des universités a adopté le mot d'ordre des chefs social-démocrates : faire des universités le lieu des réunions populaires et porter ainsi la révolution aux couches les plus larges de la population. Les étudiants moscovites ont déjà fait la démonstration de la mise en œuvre de ce mot d'ordre : ils ont invité à l'université des ouvriers et d'autres personnes que rien n'y appelait, et en si grand nombre que les étudiants eux-mêmes se sont trouvés en minorité. Il va de soi que ces faits ne peuvent se prolonger dans les conditions présentes. Le gouvernement fermera les universités plutôt que de tolérer des réunions de ce genre. C'est tellement évident qu'il semble à première vue incompréhensible que les chefs social-démocrates aient pu donner un semblable mot d'ordre. Ils savaient parfaitement ce qui en résulterait ; ils voulaient précisément que le gouvernement fermât les universités. Pourquoi ? Mais tout bonnement parce qu'ils s'efforcent d'entraver par tous les moyens le mouvement *libéral*. Ils comprennent que, livrés à leurs propres forces, ils ne sont pas en mesure de mener à bien une grande action politique ; par suite, les libéraux et les radicaux doivent se garder de rien faire, eux aussi, car, paraît-il, le prolétariat socialiste ne pourrait que pâtir de leur action. Il doit lui-même conquérir ses droits. Libre à la social-démocratie russe de s'enorgueillir de cette tactique « inflexible » (*unbeugsame*). Mais tout observateur impartial la trouvera des plus myopes ; et il est fort douteux qu'elle conduise la social-démocratie russe à des victoires. On ne comprend pas ce que la social-démocratie gagne à la fermeture des universités, devenue inévitable étant donné la prolongation de cette tactique. Or, la poursuite des cours dans les facultés et dans les établissements d'enseignement supérieur importe au plus haut point à tous les partis de progrès. Les grèves prolongées d'étudiants et de professeurs ont déjà porté un grand préjudice à la culture russe. La reprise de l'activité universitaire s'impose. L'autonomie permet aux professeurs de s'acquitter librement de leurs fonctions. Aussi les professeurs de toutes les universités et de toutes les écoles supérieures sont-ils d'accord sur la nécessité de se remettre sérieusement au travail. Ils usent de toute leur influence pour engager les étudiants à renoncer à l'application du mot d'ordre social-démocrate. »

Ainsi la lutte entre le libéralisme bourgeois (cadet) et les social-démocrates est bien mise en relief. N'entravez pas le mouvement libéral ! Tel est le mot d'ordre admirablement bien formulé dans cet article. Mais en quoi consiste ce mouvement libéral ? ***En un mouvement de retraite***, car les

professeurs usent et veulent user de la liberté de l'université non pour la révolution, mais pour une propagande *antirévolutionnaire*, non pour étendre l'incendie, mais pour l'éteindre, non pour élargir le champ de bataille, mais pour détourner les gens de l'action décisive et les amener à la collaboration pacifique avec les Trépov. La lutte s'étant aggravée (les faits nous l'ont montré), le « mouvement libéral » quitte les révolutionnaires pour rejoindre les réactionnaires. Les libéraux nous sont naturellement d'une certaine utilité dans la mesure où ils sèment le trouble dans les rangs des Trépov et autres serviteurs de Romanov, mais cette utilité ne compensera le mal qu'ils nous font en semant l'hésitation dans nos rangs que si nous nous désolidarisons sans retour des cadets et si nous condamnons sans merci toutes leurs hésitations. Comprenant ou, plus souvent, sentant leur rôle prépondérant dans le régime économique actuel, les libéraux aspirent à jouer le même rôle dans la révolution et qualifient toute continuation, toute aggravation, tout élargissement de celle-ci au-delà du replâtrage le plus grossier, d'« *entrave* » au mouvement libéral. Craignant de compromettre la prétendue liberté universitaire accordée par Trépov, ils combattent aujourd'hui la liberté révolutionnaire. Craignant pour la liberté légale de réunion, que le gouvernement accordera demain sous la forme caricaturale imaginée par sa police, ils voudront nous empêcher d'exploiter les réunions à des fins purement prolétariennes. Craignant pour les destins de la Douma d'Etat, ils ont déjà manifesté au congrès de septembre une sage modération et y persévèrent aujourd'hui en combattant le boycottage : ne nous empêchez pas de faire de bonne besogne à la Douma d'Etat !

Et il faut avouer, à la honte de la social-démocratie, qu'il s'est trouvé dans son sein des opportunistes, captifs de leur fossilisation doctrinaire du marxisme, pour se laisser prendre à cet appât ! La révolution est bourgeoise, se disent-ils, c'est pourquoi... c'est pourquoi il faut reculer au fur et à mesure que la bourgeoisie réussit à obtenir des concessions du tsarisme. Si les néo-iskristes ne voient pas encore la signification réelle de la Douma d'Etat, c'est justement parce que, reculant eux-mêmes, ils ne remarquent pas tout naturellement la reculade des constitutionnels-démocrates. Or, il est indéniable que les gens de l'*Iskra* ont

reculé depuis la promulgation de la loi sur la Douma d'Etat. Ils ne songeaient pas, avant la Douma d'Etat, à mettre à l'ordre du jour l'accord avec les constitutionnels-démocrates. Ils l'ont fait depuis la Douma d'Etat (Parvus, Tchérévanine et Martov), et cela sous une forme pratique et directe, et non pas seulement théorique. Ils posaient, avant la Douma d'Etat, des conditions assez sévères aux démocrates (allant jusqu'à exiger que ces derniers contribuent à l'armement du peuple, etc.). Depuis la Douma d'Etat, leurs exigences ont baissé, ils se contentent de la promesse de transformer la Douma des Cent-Noirs ou des libéraux en une Douma révolutionnaire. A la question : qui doit convoquer l'Assemblée nationale constituante ? ils répondaient avant la Douma d'Etat, dans leur résolution officielle : soit le gouvernement révolutionnaire provisoire, soit l'une des institutions représentatives. Depuis la Douma d'Etat ils ont biffé le gouvernement révolutionnaire provisoire et disent : soit « des organisations démocratiques populaires » (comme celle des cadets ?), soit... soit la Douma d'Etat. C'est ainsi que les faits nous montrent *comment* les néo-iskristes appliquent leur magnifique principe : la révolution est bourgeoise, ouvrez donc l'œil, camarades, afin que la bourgeoisie ne se détourne pas de la révolution !

Les événements de Moscou, montrant pour la première fois depuis la Douma d'Etat quelle est *en réalité* la tactique des constitutionnels-démocrates aux heures graves de la vie politique, ont aussi montré que la queue opportuniste de la social-démocratie se transforme inévitablement en un appendice servile de la bourgeoisie. Nous venons de dire : la Douma des Cent-Noirs ou des libéraux. Ces mots paraîtraient monstrueux au néo-iskriste, qui considère comme très importante la différence entre la Douma d'Etat des Cent-Noirs et celle des libéraux. Mais les événements de Moscou ont précisément révélé tout ce qu'il y a de faux et de déplacé dans cette idée « parlementaire » appliquée à une époque préparlementaire. Les événements de Moscou ont précisément démontré que le transfuge libéral a joué le rôle de Trépov lui-même. La fermeture de l'université, qui eût été hier décrétée par Trépov, a maintenant été l'œuvre de MM. Manouilov et Troubetskoï. N'est-il pas évident que les libéraux « tendance Douma » feront eux aussi le va-et-

vient entre Trépov-Romanov et le peuple révolutionnaire ? N'est-il pas évident qu'il faut être des niais en politique pour prêter le moindre soutien aux transfuges libéraux ?

Il est souvent nécessaire de soutenir, dans un système parlementaire, le parti le plus libéral contre un parti moins libéral. Soutenir, dans une lutte révolutionnaire pour le régime parlementaire, les transfuges libéraux qui « réconcilient » Trépov et la révolution, c'est trahir.

Les événements de Moscou ont montré à l'œuvre ce groupement des forces sociales dont le *Prolétari* a déjà parlé tant de fois : le prolétariat socialiste et l'avant-garde de la démocratie révolutionnaire bourgeoise *combattaient* ; la bourgeoisie libérale monarchiste *négociait*. Etudiez donc, camarades ouvriers, étudiez attentivement les leçons des événements de Moscou. C'est précisément ainsi, c'est infailliblement ainsi que les choses se passeront dans la révolution russe tout entière. Regroupons-nous de la façon la plus étroite dans un parti authentiquement socialiste, exprimant consciemment les intérêts de la classe ouvrière au lieu de suivre d'instinct la masse. Ne comptons dans la lutte que sur la démocratie révolutionnaire. Ne pactisons qu'avec elle et n'appliquons ces pactes que sur le champ de bataille, contre les Trépov et les Romanov. Outre les étudiants, avant-garde de la démocratie révolutionnaire, toutes nos forces doivent tendre à soulever les larges masses populaires dont le mouvement n'est pas uniquement démocratique au sens général du mot (tout transfuge s'intitule aujourd'hui démocrate), mais effectivement révolutionnaire : les masses paysannes en un mot. Rappelons-nous que les libéraux et les constitutionnels-démocrates, semant l'hésitation parmi les défenseurs de l'autocratie, s'efforceront inévitablement de semer à chaque pas l'hésitation parmi nous. L'action révolutionnaire ouverte, mettant au rancart tous les poulaillers libéraux, toutes les Doumas libérales, sera seule sérieuse et décisive. Préparez-vous donc, sans perdre une minute, à livrer encore et encore de nouveaux combats ! Armez-vous comme vous pouvez, formez sur-le-champ des groupes de combattants prêts à se battre avec un dévouement et une énergie sans défaillance contre l'autocratie maudite, rappelez-vous que demain ou après-demain les événements vous appelleront en tout cas et inévitable-

ment à l'insurrection et qu'il s'agit uniquement de savoir si vous serez, au moment de l'action, prêts et unis ou dispersés et désorientés !

Une fois de plus, pour la centième fois, les événements de Moscou infligent un démenti aux gens de peu de foi. Ils ont montré que nous sommes encore enclins à sous-estimer le potentiel révolutionnaire des masses. Ils raffermiront nombre de ceux qui commençaient à hésiter, qui, depuis la conclusion de la paix et l'octroi de la Douma, perdaient la foi en l'insurrection. Non, c'est bien aujourd'hui que l'insurrection croît et se fortifie plus vite que jamais. Que la prochaine explosion, en comparaison de laquelle le 9 janvier et les mémorables journées d'Odessa apparaîtront comme des jeux d'enfants, trouve chacun de nous à son poste !

« Prolétari » n° 22,
24(11) octobre 1905

Conforme au texte du journal

LA *BORBA PROLÉTARIATA*[128]

On notera, dans l'article « Réponse à « Un social-démocrate » la manière remarquable de poser le fameux problème « de l'introduction de la conscience par l'extérieur ». L'auteur décompose ce problème en quatre parties indépendantes : 1) Problème philosophique des rapports de la conscience et de l'être : l'être détermine la conscience. Puisqu'il existe deux classes, la conscience prend deux formes correspondantes : l'une bourgeoise, l'autre socialiste. A la position du prolétariat correspond la conscience socialiste. 2) « Qui peut élaborer et qui élabore cette conscience socialiste (socialisme scientifique) ? » « La conscience socialiste actuelle ne peut apparaître que sur la base d'un profond savoir scientifique » (Kautsky), c'est-à-dire que sa formation est « l'affaire d'un petit nombre d'intellectuels social-démocrates qui possèdent les moyens et les loisirs nécessaires ». 3) Comment cette conscience pénètre-t-elle dans le prolétariat ? « C'est ici qu'intervient la social-démocratie (et pas seulement les intellectuels social-démocrates) et qu'elle introduit dans le mouvement ouvrier la conscience socialiste. » 4) Que rencontre la social-démocratie dans le prolétariat lui-même quand elle va y prêcher le socialisme ? Une *aspiration* instinctive au socialisme. « En même temps que le prolétariat, naît inéluctablement et de façon naturelle une tendance socialiste, et cela chez les prolétaires eux-mêmes aussi bien que chez ceux qui ont adopté le point

Кавказскій Союзъ Росс. Соціальдемократической Рабочей Партіи.

БОРЬБА ПРОЛЕТАРІАТА

Пролетаріи всѣхъ странъ, соединяйтесь!

ОРГАНЪ КАВКАЗСКАГО СОЮЗА РОССІЙСКОЙ СОЦІАЛЬДЕМОКРАТИЧЕСКОЙ РАБОЧЕЙ ПАРТІИ.

№ 2. 15 (28) ІЮЛЯ 1905 г. № 2.

ДЕМОКРАТИЧЕСКІЯ ЗАДАЧИ РЕВОЛЮЦІОННАГО ПРОЛЕТАРІАТА.

Соціальдемократія, какъ сознательная выразительница рабочаго движенія, ставитъ себѣ цѣлью полное избавленіе всѣхъ трудящихся отъ всякаго гнета и эксплуатаціи. Достиженіе этой цѣли, уничтоженіе частной собственности на средства производства и созданіе соціалистическаго общества, требуетъ очень высокаго развитія производительныхъ силъ капитализма и громадной организованности рабочаго класса. Безъ политической свободы немыслимо ни полное развитіе производительныхъ силъ въ современномъ буржуазномъ обществѣ, ни широкая, открытая и свободная классовая борьба, ни политическое просвѣщеніе, воспитаніе и сплоченіе массъ пролетаріата. Вотъ почему сознательный пролетаріатъ всегда ставитъ своей задачей рѣшительную борьбу за полную политическую свободу, за демократическую революцію.

Эту задачу ставитъ себѣ не одинъ пролетаріатъ. Буржуазіи тоже нужна политическая свобода. Образованные представители имущихъ классовъ давно выкинули знамя свободы; революціонная интеллигенція, происходящая главнымъ образомъ изъ этихъ классовъ, геройски боролась за свободу. Но вся буржуазія въ цѣломъ не способна на рѣшительную борьбу съ самодержавіемъ; она боится потерять въ этой борьбѣ свою собственность, которая привязываетъ ее къ существующему обществу; она боится слишкомъ революціоннаго выступленія рабочихъ, которые никогда не остановятся на одной демократической революціи, а будутъ стремиться къ соціалистическому перевороту; она боится полнаго разрыва съ чиновничествомъ, съ бюрократіей, интересы которой связаны съ интересами имущихъ классовъ тысячами нитей. Поэтому буржуазная борьба за свободу отличается робостью, непослѣдовательностью, половинчатостью. Одна изъ задачъ пролетаріата — толкать впередъ буржуазію, ставить передъ всѣмъ народомъ лозунги полнаго демократическаго переворота, браться самостоятельно и смѣло за осуществленіе этихъ лозунговъ, однимъ словомъ, быть авангардомъ, передовымъ отрядомъ въ борьбѣ за свободу всего народа.

Русскимъ соціальдемократамъ въ цѣляхъ примѣненія этой задачи приходилось вести войну уже не разъ съ непослѣдовательностью буржуазнаго либерализма. Напомнимъ, напримѣръ, какъ начиналъ г. Струве свою свободную отъ цензуры дѣятельность въ качествѣ политическаго борца за „освобожденіе" Россіи. Онъ началъ съ предисловія къ „Запискѣ" Витте, гдѣ былъ выставленъ совершенно „шиповскій" (говоря языкомъ нынѣшнихъ политическихъ дѣленій) лозунгъ: „права и властное земство". Соціальдемократія показывала всю отсталость, всю нелѣпость, всю реакціонность этого лозунга, требовала опредѣленной и рѣшительной демократической программы, сама выставляла такую программу, какъ нераздѣльную составную часть своей партійной программы. Соціальдемократія должна была бороться съ узкимъ пониманіемъ демократическихъ задачъ въ ея собственныхъ рядахъ, когда такъ называемые „экономисты" принижали эти задачи, проповѣдывали „экономическую борьбу съ хозяевами и съ правительствомъ", настаивали на необходимости начать съ завоеванія правъ, продолжать политической агитаціей и лишь потомъ, постепенно (теорія стадій) переходить къ политической борьбѣ.

Теперь политическая борьба страшно разрослась, революція охватила всю страну, самые умѣренные либералы стали „крайними" и можетъ показаться, что такіе историческіе справки изъ недавняго прошлаго, такіе же споры, не могутъ имѣть никакого отношенія къ живому, бурному настоящему. Но это, можетъ показаться лишь на первый взглядъ. Конечно, такіе лозунги, какъ учредительное собраніе, всеобщее, прямое и равное избирательное право съ тайной подачей голосовъ (поставленные давно и раньше всѣхъ соціальдемократами въ ихъ партійной программѣ) стали общимъ достояніемъ, приняты нелегальнымъ „Освобожденіемъ", вошли въ программу „Союза Освобожденія", стали лозунгами земцевъ, повторяются на всѣ лады легальной печатью. Прогрессъ русскаго буржуазнаго демократизма за послѣдніе годы и мѣсяцы несомнѣненъ. Буржуазная демократія учится у событій, отбрасываетъ примитивные лозунги (въ родѣ шиповскаго: права и властное земство), плетется сзади за революціей. Но она не перестаетъ плестись за революціей; на мѣсто старыхъ противорѣчій между ея словами и дѣлами, между демократизмомъ въ принципѣ и демократизмомъ въ „реальной политикѣ" нарождаются новыя противорѣчія, ибо ростъ революціи все повышаетъ и повышаетъ требованія отъ демократіи. Буржуазная же демократія, всегда отстаетъ отъ событій, всегда тащится въ хвостѣ, всегда формулируетъ свои лозунги на нѣсколько градусовъ ниже, чѣмъ этого требуетъ дѣйствительно революціонная, дѣйствительная борьба за дѣйствительную свободу.

Въ самомъ дѣлѣ, возьмите этотъ ставшій уже ходячимъ, общепризнаннымъ лозунгъ: учредительное собраніе на основѣ всеобщаго и т. д. избирательнаго права. Достаточенъ-ли онъ съ точки зрѣнія послѣдовательнаго демократизма? Достаточенъ-ли онъ съ точки зрѣнія насущныхъ революціонныхъ задачъ переживаемаго момента? На оба эти вопроса нельзя отвѣтить иначе, какъ отрицательно. Чтобы убѣдиться въ этомъ, стоитъ только разобрать внимательно нашу партійную программу, которую, къ сожалѣнію, недостаточно часто вспоминаютъ, пускаютъ въ распространеніе наши организаціи. (Какъ счастливое исключеніе, заслуживающее широкаго подражанія, отмѣтимъ недавнюю перепечатку программы нашей партіи въ листкахъ нѣсколькихъ комитетовъ: рижскаго, воронежскаго и московскаго). Наша программа тоже ставитъ во главу угла лозунгъ всенароднаго учредительнаго собранія (словомъ „всенародный" мы условились обозначать для краткости всеобщее и т. д. избир. право). Но этотъ лозунгъ стоитъ у насъ въ программѣ не одиноко, а

Première page du journal *Borba Prolétariata* n° 2 avec l'article de Lénine « Les objectifs démocratiques du prolétariat révolutionnaire ». 1905.

Réduction

de vue du prolétariat ; ainsi s'explique la naissance de l'aspiration au socialisme » (Kautsky). Le menchevik en tire une conclusion ridicule : « Il résulte clairement de tout cela que le socialisme n'est pas introduit de l'extérieur dans le prolétariat, mais qu'au contraire, il sort du prolétariat et entre dans les têtes de ceux qui ont adopté son point de vue ! »

«Prolétari» n° 22,
24 (11) octobre 1906

Conforme au texte du journal

LES JEUNES VIVANT À L'ÉTRANGER ET LA RÉVOLUTION RUSSE

La lettre venue d'un coin perdu de province et rappelant en Russie tous ceux qui vivent à l'étranger (*Prolétari* n° 19) a occasionné la réponse d'un camarade qui a adressé une lettre signée « un révolutionnaire » de Berne à la rédaction du *Prolétari*. Le camarade « révolutionnaire » insiste sur l'importance capitale de la théorie pour le mouvement, sur la nécessité d'étudier sérieusement, etc. Nous sommes bien sûr entièrement d'accord avec lui sur ces points, et le sens des réserves que nous avions faites à propos de cette lettre de province était justement le même [123]. Le camarade « révolutionnaire » conseille au Parti d'organiser quelque part, par exemple à Genève, une sorte d'université pour que la jeunesse puisse étudier sérieusement. Ce n'est pas la première fois qu'un tel projet voit le jour, mais sa réalisation rencontrerait trop de difficultés d'ordre pratique.

« Prolétari » n° 22, 24 (11) octobre 1908

Conforme au texte du journal

LETTRE AU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL

Genève, le 27 octobre 1905

Cher camarade,

Vous nous avez communiqué le 28 mai * une proposition du camarade Bebel à propos des différends dans notre Parti.

Le 24 juillet je vous ai écrit ** que je ne pouvais donner une réponse au nom du Comité central de notre Parti, n'étant que l'un des membres du Comité, et je demandais quelques explications du Bureau. En réponse, j'ai reçu une lettre du citoyen Huysmans, du 5 août, disant que l'intervention du Comité exécutif ne pouvait avoir qu'une influence morale. J'ai immédiatement fait savoir au Comité central de notre Parti quel était le sens exact de la proposition Bebel. Maintenant je tiens la réponse du C. C. portant acceptation de la proposition et nommant comme représentants les camarades Vassiliev, Schmidt [124] et Lénine. Le camarade Schmidt se trouve en Russie. C'est pourquoi il serait nécessaire de savoir à l'avance le jour fixé pour l'entrevue (au moins trois semaines).

Les deux autres délégués sont en Suisse.

Agréez, etc...

V. Oulianov (Lénine)

---

* Le texte de la traduction russe publié en 1929 porte « juin ». (*N.R.*)

** Voir le présent tome, pp. 141-145. (*N.R.*)

P. S. Je viens de recevoir encore une lettre qui annonce que le camarade Schmidt sera bientôt (probablement au mois de novembre) à l'étranger pour régler plusieurs affaires concernant notre Parti. Voilà pourquoi ce serait très important pour moi de connaître le plus tôt possible la réponse de l'autre fraction de notre Parti sur la date de la convocation de la conférence. Pour les membres de notre Parti qui travaillent en Russie, il est extrêmement difficile de venir à l'étranger. C'est pourquoi il est à désirer que la date de la convocation de la conférence soit fixée tout de suite, c'est-à-dire que l'autre fraction et les membres du Bureau international nous communiquent le plus tôt possible quand ils veulent convoquer cette conférence.

Publié pour la première fois en 1929 dans les 2e et 3e éditions des Œuvres de V. Lénine, tome VIII

Conforme au texte dactylographié en français, à quelques détails de ponctuation près

LA GRÈVE GÉNÉRALE POLITIQUE EN RUSSIE

Genève, le 26 (13) octobre 1905

Le baromètre est à l'orage ! Ainsi s'expriment les journaux étrangers d'aujourd'hui, en publiant les dépêches qui annoncent la puissance montée de la *grève générale politique en Russie*.

Et le baromètre n'est pas seul à indiquer l'orage. Toutes les amarres sont rompues par le souffle formidable de l'action prolétarienne solidaire. La révolution se poursuit à une allure vertigineuse, étonnamment riche en événements. Il faudrait un livre pour exposer à nos lecteurs l'histoire détaillée des trois ou quatre derniers jours. Mais nous laisserons aux générations futures le soin d'écrire cette histoire détaillée. Nous sommes les témoins des péripéties passionnantes d'une des guerres civiles, d'une des guerres pour la liberté les plus grandioses que l'humanité ait jamais vécues. Nous devons nous hâter de vivre pour consacrer toutes nos forces à cette guerre.

L'orage a éclaté. Que les discours, les suppositions, les conjectures, les projets des libéraux et des démocrates concernant la Douma paraissent aujourd'hui misérables ! Comme toutes nos discussions sur la Douma ont vieilli en quelques jours, en quelques heures ! Quelques-uns d'entre nous doutaient que le prolétariat révolutionnaire eût la force d'empêcher cette honteuse comédie de ministres policiers, quelques-uns d'entre nous n'osaient pas parler avec la hardiesse nécessaire du boycottage des élections. Et voici que, avant même que les élections aient partout commencé,

une chiquenaude a suffi à mettre en péril l'équilibre du château de cartes. Une pichenette a contraint non seulement les libéraux et les poltrons de l'*Osvobojdénié*, mais aussi M. Witte, ce chef du nouveau gouvernement « libéral » du tsar, à parler (seulement encore à *parler*, il est vrai) de réformes qui ruinent la trame compliquée de la farce Boulyguine.

La chiquenaude qui a tout bouleversé dans la question de la Douma, c'est le prolétariat de Russie qui l'a donnée. « Toutes les roues cesseront de tourner, dit une chanson socialiste allemande, quand le voudra ta main puissante. » Cette main puissante s'est levée. Nos indications et nos prédictions sur l'immense signification de la grève politique des masses pour l'insurrection armée se sont brillamment vérifiées. La *grève générale politique* s'est vraiment étendue cette fois au pays entier, unissant, grâce à un sursaut héroïque de la classe la plus opprimée et la plus avancée, *tous les peuples* du maudit « Empire » de Russie. Les prolétaires de tous les peuples de cet Empire d'oppression et de violence forment maintenant une seule grande armée de la liberté et du socialisme. Moscou et Pétersbourg se sont partagé l'honneur de l'initiative révolutionnaire du prolétariat. Les capitales ont fait grève. La Finlande aussi. Les pays baltes, Riga en tête, se sont joints au mouvement. L'héroïque Pologne est de nouveau dans les rangs des grévistes, comme pour railler l'impuissante colère des ennemis qui, s'imaginant l'accabler, n'ont fait que tremper ses forces révolutionnaires. La Crimée (Simféropol) et le Midi se lèvent. Barricades à Ekatérinoslav, où le sang coule. Grève dans les villes de la Volga (Saratov, Simbirsk, Nijni-Novgorod). La grève s'étend aux provinces agricoles centrales (Voronèje) et au Centre industriel (Iaroslavl).

Et cette armée formée de millions d'ouvriers parlant cent langues diverses a mis à sa tête une modeste délégation d'employés des chemins de fer. Sur la scène où se jouaient les comédies politiques de MM. les libéraux, où ils adressaient au tsar leurs discours ampoulés et pusillanimes et à Witte leurs contorsions, un ouvrier est brusquement venu présenter son *ultimatum* au nouveau chef du gouvernement « libéral » du tsar, M. Witte. La délégation des cheminots n'a pas voulu consentir à attendre le nouveau

« conseil des échevins », la Douma d'Etat. La délégation ouvrière n'a même pas voulu perdre un temps précieux à « critiquer » ce jeu de guignol. Elle a d'abord préparé *la critique par le fait* — la grève politique — puis déclaré au ministre-clown : il ne peut y avoir qu'une solution : l'Assemblée constituante élue au suffrage universel et direct.

Le ministre-clown a parlé — d'après un mot très juste des cheminots eux-mêmes — « comme un véritable rond-de-cuir, se dérobant comme toujours, sans rien répondre de précis ». Il a promis des ordonnances sur la liberté de la presse et repoussé le suffrage universel ; l'Assemblée constituante est « impossible maintenant », a-t-il dit, s'il faut en croire les dépêches étrangères.

Sur ce, la délégation ouvrière a déclaré la grève générale. Sortant de chez le ministre, la délégation s'est rendue à l'université, où se tiennent des réunions politiques qui comptent leurs assistants par dizaines de mille. Le prolétariat a su tirer parti de la tribune que lui offraient les étudiants révolutionnaires. Pour la première fois en Russie, dans toutes les villes, dans les écoles, dans les usines, dans les rues, dans des réunions politiques libres et systématiques, les masses discutent la réponse du ministre-clown, agitent les problèmes de la lutte décisive à soutenir par les armes pour que l'Assemblée constituante devienne « possible » et *nécessaire*. La presse bourgeoise de l'étranger, même la plus libérale, balbutie, horrifiée, que les orateurs des libres assemblées populaires répandent des mots d'ordre « terroristes et séditieux », comme si le gouvernement du tsar n'avait pas rendu, par toute sa politique d'oppression, l'insurrection inéluctable et nécessaire.

L'insurrection approche, elle naît sous nos yeux de la grève générale politique. La nomination du ministre-clown, qui assure aux ouvriers que l'Assemblée nationale constituante est « impossible maintenant », fait nettement ressortir l'essor des forces révolutionnaires et le fléchissement de celles du gouvernement du tsar. L'autocratie n'est *déjà* plus en mesure d'agir ouvertement contre la révolution. La révolution n'est pas *encore* en mesure de porter à l'ennemi un coup décisif. Cette confrontation de forces presque équilibrées entre elles a pour effet inévitable le désar-

roi du pouvoir, qui passe de la répression aux concessions, aux lois sur la liberté de la presse et des réunions.

En avant donc, vers une lutte nouvelle, plus large encore et plus opiniâtre, afin de ne pas laisser à l'ennemi le temps de se ressaisir ! Le prolétariat a déjà fait des miracles pour la victoire de la révolution. La grève générale politique l'a énormément rapproché de la victoire, en plongeant l'ennemi dans les affres de l'agonie. Mais nous sommes encore loin d'avoir fait tout ce que nous pouvons et devons faire pour la victoire définitive. La lutte se rapproche de son dénouement, mais elle n'y est pas encore vraiment arrivée. La classe ouvrière se lève, se mobilise, s'arme, précisément à cette heure, avec une envergure inconnue jusqu'à ce jour. Elle jettera enfin bas l'édifice de l'autocratie exécrée, elle chassera les ministres-clowns, elle formera *son propre* gouvernement, le gouvernement révolutionnaire provisoire, elle montrera à tous les peuples de la Russie comment il est « possible » et nécessaire, « maintenant » mieux que jamais, de convoquer une Assemblée réellement constituante, authentiquement nationale.

« Prolétari » n° 23, 31 (18) octobre 1905

Conforme au texte du journal

UN PREMIER BILAN DES REGROUPEMENTS POLITIQUES

Le compte rendu de la conférence des partis et des organisations social-démocrates de Russie publié dans notre dernier numéro permet de dresser tout au moins un premier bilan des résultats du groupement actuel des forces politiques. La conférence des partis et des organisations social-démocrates (Comité central du P.O.S.D.R., Bund, Parti social-démocrate ouvrier letton, Social-démocratie polonaise, Parti révolutionnaire ukrainien) a adopté à l'unanimité la tactique du boycottage actif de la Douma d'Etat. La nécessité d'une agitation renforcée contre la Douma d'Etat, au sens précis du mot, la nécessité de faire de l'agitation contre tous les partis admettant la participation à la Douma d'Etat, le devoir enfin de préparer l'insurrection sont maintenant reconnus, peut-on dire sans exagération, de toute la social-démocratie révolutionnaire sans distinction de nationalité. Les principes de la tactique qui a été adoptée par le C. C. du P.O.S.D.R. et que nous avons défendue dans le *Prolétari*, à partir du n° 12 de ce journal, c'est-à-dire depuis déjà deux mois et demi, sont maintenant devenus les principes tactiques de toute la social-démocratie de Russie, à une seule et triste exception près.

Cette exception est, le lecteur le sait, celle de l'*Iskra* et de la « minorité » qui s'est séparée du P.O.S.D.R. La « Commission d'organisation », qui en est pratiquement le centre dirigeant, était représentée à la conférence. Nous ne savons pas comment vota son délégué, mais le fait est que

la Commission d'organisation a refusé de signer la résolution de la conférence. Il fallait s'y attendre depuis que la conférence « constitutive » des organisations méridionales de la nouvelle *Iskra* avait adopté sur la Douma d'Etat une résolution très déraisonnable et très opportuniste quant aux principes, résolution que nous avons soumise dans le n° 21 du *Prolétari* * à une analyse détaillée.

Les groupements politiques se sont ainsi nettement précisés. L'attitude à observer envers la Douma d'Etat a donné lieu pour la première fois ou presque à des délibérations communes des partis d'opposition et des partis révolutionnaires, de la presse légale et de la presse clandestine au sujet de la tactique politique. Progrès considérable, en comparaison de la période antérieure du mouvement. Un abîme séparait autrefois l'opposition et les révolutionnaires, le travail légal et le travail illégal. Les progrès du mouvement, en quelque dix mois à peine, ont été tels que l'abîme s'est trouvé comblé dans une large mesure et que l'opposition « légale », soulevée par la vague révolutionnaire, a dû presque reconnaître la révolution comme un fait. A vrai dire, nous ne pouvions même discuter auparavant de la tactique et de l'attitude des partis politiques avec les représentants de l'opposition légale, puisqu'il n'y avait même pas d'autres partis que les partis révolutionnaires illégaux ; l'« activité politique » coïncidait entièrement avec celle des « criminels politiques », exception faite de celle de l'autocratie et de ses serviteurs. Maintenant, la Douma d'Etat est devenue naturellement et inévitablement l'objet des discussions de la masse entière du peuple, de toutes les nuances, de toutes les tendances, de tous les partis. L'action révolutionnaire a frayé la voie à la discussion révolutionnaire dans la presse légale et dans les assemblées des zemstvos, dans les réunions d'étudiants et dans les meetings ouvriers de masse.

La discussion sur l'attitude envers la Douma d'Etat a même été commencée, en somme, par les membres des zemstvos et les intellectuels radicaux les plus intéressés à obtenir cette aumône du tsar et les mieux informés à son sujet dès avant la promulgation du rescrit du 6 août. Cette discus-

* Voir le présent tome, pp. 368-385. (*N.R.*)

sion s'est étendue ensuite à toute la presse politique de la Russie, tant à la presse libre (c'est-à-dire illégale et qui pousse à fond ses arguments et ses mots d'ordre) qu'à la presse légale, qui préconise le boycottage dans la langue d'Esope et le combat en clair.

Le regroupement politique, annonciateur de la différenciation des partis politiques et des classes au sein des peuples de la Russie, a commencé précisément sur cette question du boycottage. Aller à la Douma ou n'y point aller ? Saboter ou accepter la Douma ? Mener la lutte à l'intérieur de la Douma, sur le terrain de la Douma, ou bien combattre au-dehors de la Douma, sans tenir compte de la Douma, contre la Douma ? Ainsi s'est inéluctablement posée la question devant une poignée d'électeurs privilégiés aussi bien que devant la masse populaire privée de droits. Et voici que nous avons, sur cette question, naturellement résolue à des milliers de points de vue différents, avec des milliers de variantes et d'« opinions particulières », les résultats d'ensemble du « sondage » de l'opinion publique par la presse, les organisations politiques, les assemblées politiques, les réunions, etc.

Ces résultats d'ensemble sont les suivants :

Trois types d'opinions fondamentales sur la Douma se dégagent, correspondant parfaitement aux trois forces sociales essentielles et dominantes de la révolution en cours : l'opinion des *Cent-Noirs* (autocratie), l'opinion *libérale* (bourgeoisie) et l'opinion *révolutionnaire* (prolétariat). Les ultra-réactionnaires se cramponnent à la Douma comme au moyen le meilleur et peut-être le seul possible, ou même imaginable, de sauver l'autocratie. Les libéraux ont procédé à une critique en règle de la Douma, pour accepter ensuite celle-ci, irrésistiblement entraînés dans les voies de la légalité et de l'entente avec le tsar. Le peuple révolutionnaire, prolétariat en tête, a condamné la Douma, en a proclamé le boycottage actif et a déjà prouvé par des actes qu'il cherche à transformer ce boycottage actif en insurrection armée.

Ces trois opinions essentielles méritent d'être considérées de près.

Pour ce qui est des ultra-réactionnaires, on pouvait s'attendre (et les gens enclins à prendre la Douma au sérieux,

même, sauf erreur, ceux de l'*Iskra*, s'y attendaient) à voir les défenseurs de l'autocratie approuver directement ou indirectement le boycottage ou l'absentéisme, comme s'exprime fréquemment notre presse servile. « Qu'ils boycottent la Douma : cela vaut mieux pour nous, la composition ultra-réactionnaire de l'assemblée n'en sera que plus pure et plus entière ! » Et comme il y a en Russie des organes conservateurs capables d'éreinter les ministres du tsar pour leur libéralisme excessif et de fronder un gouvernement « trop faible », cette opinion aurait très bien pu trouver une expression aussi nette et même plus nette que bien des opinions constitutionnelles. Mais ici s'est manifestée l'erreur de ceux qui prenaient la Douma au sérieux, parlaient de lutter sur le terrain de la Douma, à la Douma, etc., etc. Il est tout à coup apparu que l'autocratie a le plus grand besoin d'une opposition légale à la Douma et ne craint rien tant que le boycottage. Pourquoi ? Pour une raison très simple : parce que l'impossibilité complète de gouverner le pays sans une transaction avec une partie tout au moins de la classe bourgeoise ne fait plus de doute. Sans une transaction avec la droite de la bourgeoisie, on ne peut pas gouverner le pays, on ne peut pas trouver d'argent, on ne peut plus vivre. Si asiatiquement brutale que soit notre autocratie, quelle que soit la dose de barbarie antidéluvienne qu'elle conserve, à un état remarquablement pur, depuis des siècles, ce gouvernement autocratique est pourtant celui d'un pays capitaliste attaché par des miliers de liens indissolubles à l'Europe, au marché international, au capital international. L'autocratie est à l'égard de la bourgeoisie de la Russie entière dans la dépendance matérielle la plus forte ; cette dépendance, une multitude de constructions moyenâgeuses peuvent la dissimuler, d'innombrables cas de corruption individuelle ou collective à la cour (dignités, fonctions, concessions, aumônes, faveurs, etc., etc.) peuvent l'affaiblir, mais elle n'en doit pas moins se manifester avec une force décisive aux heures cruciales de la vie du peuple.

Et si nous voyons maintenant M. Witte faire des grâces aux libéraux; s'il prononce les discours libéraux dont parle la presse légale ; s'il mène des « pourparlers officieux avec M. Gessen », leader des constitutionnels-démocrates (télégramme du correspondant pétersbourgeois du *Times*) ;

si la presse étrangère est inondée d'échos sur les desseins libéraux du tsar, tout cela n'a rien d'accidentel. Nous sommes naturellement devant des abîmes d'intrigues et de mensonges, mais le gouvernement du tsar, comme tout gouvernement bourgeois en général, ne saurait faire un pas en politique sans intrigues ni mensonges. Certes, il y a là-dedans quantité de petites filouteries provoquées par l'arrivée à Pétersbourg des fondés de pouvoir des banquiers français et allemands, venus négocier le nouvel emprunt d'un demi-milliard de roubles absolument nécessaire au gouvernement du tsar. Mais c'est que le système de dépendance des gouvernements à l'égard de la bourgeoisie mêle infailliblement la filouterie à toutes les transactions, à toutes les opérations variées dans lesquelles cette dépendance s'affirme.

La « réconciliation » avec la bourgeoisie est nécessaire à l'autocratie, qui est forcée de la rechercher, mais son intention est, naturellement, de * tromper l'opinion publique d'Europe et de Russie. La Douma d'État lui est un merveilleux moyen d'atteindre cette fin. Une opposition légale de la bourgeoisie à la Douma fournirait justement l'apparence d'un régime politique reconnu par la bourgeoisie, apparence qui serait peut-être capable encore d'aider l'autocratie à se tirer d'affaire.

On comprend dès lors pourquoi les *Moskovskié Viédomosti*, organe de l'opposition conservatrice, parlent du boycottage de la Douma non avec une joie mauvaise, non avec ironie, mais l'écume aux lèvres, avec une fureur désespérée. On comprend dès lors que l'organe des ultra-réactionnaires, le *Novoïé Vrémia*, s'attaque avec véhémence aux « absentionnistes » et tente même de se faire de Bebel un allié contre le boycottage (voir le *Prolétari*, n° 20 **). *Les Cent-Noirs craignent le boycottage* ; il faut être aveugle ou intéressé à la justification des libéraux pour contester maintenant que le succès du boycottage serait pleinement assuré si les membres des zemstvos et les congrès des villes se prononçaient dans ce sens.

---

* On lit ici dans le manuscrit : « se limiter à un semblant de réconciliation, de ». (*N.R.*)

** Voir le présent tome, p. 333. (*N.R.*)

Mais le fait est justement que ses intérêts de classe profonds portent la bourgeoisie libérale à la monarchie, aux deux Chambres, à l'ordre, à la modération, à la lutte contre les « horreurs » de la « révolution permanente », contre les « horreurs » de la révolution à la française... Le fait que la bourgeoisie libérale — l'*Osvobojdénié* et les constitutionnels-démocrates — passe des phrases radicales sur le boycottage à la guerre la plus résolue au boycottage constitue *la première* grande action politique de la bourgeoisie russe considérée en tant que classe, et cette action atteste la perfidie de cette classe, sa « préméditation du crime » dont le nom est trahison de la révolution. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'une simple préméditation (que nulle loi ne punit, comme pourrait nous l'objecter quelque juriste spirituel de l'*Osvobojdénié*), mais d'un attentat et même d'un attentat achevé. Nous vivons vite maintenant. Les temps (récents d'après la chronologie coutumière, qui ne peut s'appliquer aux révolutions) où nous *devions* éveiller la bourgeoisie en général à la conscience politique sont depuis longtemps révolus. Révolus, le sont même les temps où nous *devions* aider la bourgeoisie à s'organiser en opposition politique. La bourgeoisie s'est réveillée, organisée, et une tout autre tâche, une grande tâche qui n'est devenue possible et réelle que parce que la révolution a chaussé les bottes de sept lieues, s'est inscrite à l'ordre du jour : pour les uns, s'entendre avec le tsar (tâche du Capital) ; pour les autres, neutraliser le Capital prêt à trahir (tâche du Travail).

Le prolétariat révolutionnaire, marchant à la tête du peuple révolutionnaire, assume cette tâche et reste fidèle à son devoir, qui est d'éveiller, de stimuler, d'encourager ses « voisins » de la lutte contre le moyen âge et le servage, passant des voisins les moins révolutionnaires aux plus révolutionnaires. Le prolétariat révolutionnaire, conduit par la social-démocratie, s'il n'a pas « pris au sérieux » la Douma, a pris très au sérieux les promesses et les mots d'ordre de boycottage de la Douma que la légèreté, l'extrême jeunesse et l'entraînement ont arrachés aux beaux parleurs radicaux de la bourgeoisie. Des phrases sur le boycottage le prolétariat a fait une réalité, en brandissant au grand jour le drapeau de l'insurrection armée, en développant l'agitation la plus large, en portant la lutte dans les rues (à Mos-

cou) et enfin en fraternisant avec la jeunesse radicale, détachement avancé d'une masse populaire, surtout paysanne, nombreuse, qui ne s'est pas encore nettement déterminée au point de vue social, mais qui est infiniment opprimée et exploitée. Le prolétariat socialiste s'est uni sur une tâche pratique, de combat, sans le moindre accord ou pacte, avec les couches réveillées de la démocratie révolutionnaire bourgeoise. Dans les grandes journées de Moscou (grandes par ce qu'elles présagent et non par elles-mêmes), le prolétariat et les démocrates révolutionnaires ont combattu, tandis que les libéraux, gens de l'*Osvobojdénié* et constitutionnels-démocrates, négociaient avec l'autocratie.

Les groupements politiques se sont précisés : pour la Douma au nom du salut de l'autocratie, pour la Douma au nom de la limitation de l'autocratie, contre la Douma afin d'anéantir l'autocratie. En d'autres termes, pour la Douma afin de réprimer la révolution, pour la Douma afin d'enrayer la révolution, contre la Douma afin de pousser à fond une révolution victorieuse.

Une triste et choquante exception, pourtant, nuit à la netteté du groupement des forces sociales (tout en confirmant, comme toute exception, la règle générale) : il s'agit de l'aile opportuniste de la social-démocratie, représentée par la nouvelle *Iskra*. Mais au sein même de cette exception, dans l'étroit domaine des organisations illégales de l'étranger, est apparue une constante très importante et très symptomatique, que nous avions déjà prévue. La conférence dont nous avons parlé plus haut a réalisé l'unité de la social-démocratie révolutionnaire. L'*Iskra* est demeurée *unie*, non par un accord formel mais par la force des choses, à l'*Osvobojdénié*. Le boycottage actif a été défendu dans la presse illégale par les social-démocrates révolutionnaires et par l'extrême gauche révolutionnaire de la démocratie bourgeoise. Les social-démocrates opportunistes et l'extrême droite de la démocratie bourgeoise se sont dressés contre le boycottage.

Ainsi s'est confirmée l'analyse de la plus importante des résolutions tactiques des néo-iskristes (voir les *Deux tactiques* de Lénine *), à savoir que l'*Iskra* tombe au niveau

* Voir le présent tome, p. 41. (*N.R.*)

des propriétaires fonciers libéraux, tandis que le *Prolétari* élève à son propre niveau la masse paysanne ; que l'*Iskra* tombe au niveau de la bourgeoisie libérale *, tandis que le *Prolétari* élève à lui la petite bourgeoisie révolutionnaire **

Quiconque connaît la littérature social-démocrate connaît la phrase depuis longtemps lancée par l'*Iskra* : « Les bolcheviks et le *Prolétari* penchent vers les socialistes-révolutionnaires, vers la démocratie bourgeoise extrémiste. » Cette phrase renferme, comme toute phrase lapidaire, une part de vérité. Elle n'exprime pas uniquement le dépit des rédacteurs de l'*Iskra*, elle traduit un fait, mais de la même façon qu'un miroir concave reflète une image. Ce *fait*, c'est que les mencheviks et les bolcheviks représentent respectivement les tendances opportuniste et révolutionnaire de la social-démocratie russe. Les gens de l'*Iskra*, s'étant tournés vers l'opportunisme, devaient inévitablement conclure que les bolcheviks sont (pour parler la langue politique du XVIII^e siècle) des « jacobins ». Cette accusation ne fait que *confirmer* notre opinion sur la droite et la gauche de la social-démocratie actuelle. Cette accusation, formulée à notre adresse par les opportunistes est *flatteuse* pour nous comme l'était en 1900 celle de ressusciter la « Narodnaïa Volia » que nous adressait la *Rabotchaïa Mysl*. Le groupement effectif de toutes les tendances politiques de la Russie entière sur la principale question de tactique a maintenant démontré en fait la justesse de notre appréciation sur l'attitude de l'*Iskra* à partir du II^e Congrès du P.O.S.D.R.

Le regroupement des partis illégaux achevé par la conférence social-démocrate complète ainsi, tout naturellement, le regroupement des partis dans la question de la Douma. Et si les gens de l'*Iskra* constituent une triste exception, le fait que c'est une exception nous pénètre d'une foi nouvelle en la force de la règle, en la victoire de la social-démocratie révolutionnaire, en l'accomplissement par la révolution russe de ses mots d'ordre logiques. S'il peut paraître, à des minutes de découragement, que la médiocrité des libéraux et l'affadissement du marxisme par certains marxistes nous annoncent une révolution vulgaire, avortée et

* Dans le manuscrit on lit ici : « monarchiste ». (*N.R.*)
** Dans le manuscrit on lit ici : « et républicaine ». (*N.R.*)

inachevée comme la révolution allemande de 1848, la vitalité des principes de la social-démocratie révolutionnaire tonifie notre foi, que soutiennent les actions d'une classe ouvrière héroïque. La révolution départage remarquablement les tendances politiques et pousse admirablement à l'absurde les opinions erronées. Le cours de la révolution russe justifie jusqu'ici les espérances de complète victoire fondées sur la situation intérieure et extérieure du pays. On est vraiment tenté de croire, à la vue du trouble de l'autocratie, du désarroi des libéraux, de la vaillance et de l'énergie révolutionnaire du prolétariat entraînant à sa suite les masses paysannes, que « notre train fera mieux son trajet que le train allemand » [128].

« Prolétari » n° 23, 31 (18) octobre 1905

Conforme au texte du journal collationné avec le manuscrit

HYSTÉRIE DE VAINCUS

Notre article « Premier bilan des regroupements politiques » était déjà écrit quand nous avons reçu le n° 112 de l'*Iskra*, qui contient un article intitulé « Les fruits de l'esprit de chapelle », plein de nervosité, d'aigreur, de larmes, de hurlements hystériques et de contorsions. On ne peut le qualifier que d'hystérique. Aucune possibilité de tirer l'ombre d'un *argument* de ces lamentations. Que vient faire ici l'esprit de chapelle, chers camarades de l'*Iskra*, quand *vous êtes vous-mêmes allés de votre plein gré* à la conférence des partis et des organisations social-démocrates de Russie ? Réfléchissez-y un instant, si vous n'avez pas perdu la faculté de penser, réfléchissez-y au moins quand votre accès d'hystérie sera passé ! Car, enfin, si vous avez consenti à aller à la conférence, si un délégué vous y représentait, c'est que vous aviez reconnu vous-mêmes que cette conférence était sérieuse, importante pour le Parti et qu'il était du devoir du prolétariat d'y aller. Vous ne faites que vous discréditer aux yeux des ouvriers tant soit peu réfléchis en vous mettant à pester *après* avoir été battus à une conférence dont vous aviez, par votre participation volontaire, reconnu le sérieux et la nécessité !

Vous êtes mécontents qu'elle ait condamné trop brutalement, à votre avis, votre tactique en qualifiant la participation à la Douma de trahison de la cause de la liberté ? Mais ne saviez-vous pas, chers camarades de l'*Iskra*, que vous alliez conférer avec le C. C. du P.O.S.D.R. dont l'organe, le *Prolétari*, montre depuis longtemps dans ses brochures et ses articles que vous vous transformez en auxiliaires

du parti monarchiste libéral ? Vous le saviez bien, chers camarades de l'*Iskra*, et si vous vous mettez maintenant en colère, à en perdre la tête, nous ne sommes vraiment pas en mesure de vous aider. C'est un fait, un fait impossible à supprimer et incontestable, que vous êtes demeurés seuls avec les gens de l'*Osvobojdénié* parmi les organisations, les tendances, les partis et les organes illégaux de tous les peuples de Russie. Ce *fait* élève contre vous l'accusation la plus brutale, une accusation d'une brutalité sans précédent dans l'histoire. Et vous vous imaginez que toute la brutalité est dans les *mots* : « trahison de la cause de la liberté » !

Vous avez à ce point perdu la tête que vous commencez, après votre défaite à la conférence, à dénoncer d'une voix frénétique la nocivité, en matière d'organisation, du fédéralisme cher au Bund et à d'autres groupements social-démocrates nationaux. Que c'est donc déraisonnable de votre part, chers camarades de l'*Iskra* ! Vous ne faites que *souligner* ainsi la gravité de votre défaite. Réfléchissez-y, en effet, chers camarades de l'*Iskra* : qui a défendu pendant deux ans, qui défend aujourd'hui l'organisation amorphe et l'idéologie nébuleuse ? les principes de l'entente et de la décentralisation ? Nul autre que vous, nul autre que les néo-iskristes. Et ce sont justement les fédéralistes du Bund et des P.O.S.D. de Lettonie et de Pologne qui ont repris naguère, dans la presse, toutes vos petites phrases désorganisatrices contre la centralisation prétendue exagérée, etc., etc. C'est encore un fait impossible à supprimer et indiscutable que *tous* les fédéralistes de ces partis ont écrit et publié des articles de tendance menchevique ! Voyez donc, chers camarades de l'*Iskra*, combien mal à propos vous vous êtes souvenus du fédéralisme ; vous avez ainsi souligné que vos sympathisants d'hier parmi les social-démocrates du Bund et des partis de Lettonie et de Pologne ont dû vous quitter, n'ayant pu souffrir l'inconvenance de votre tactique à l'égard de la Douma ! Non, chers camarades de l'*Iskra*, si, reprenant votre sang-froid, vous y réfléchissez un tantinet, vous verrez ce que tout le monde voit : ce n'est pas la « majorité » qui est arrivée au fédéralisme, ce sont les social-démocrates lettons et polonais et le Bund qui *, sous l'empire

* Dans le manuscrit on lit ici : « ...convaincus de la justesse des *fondements* de sa tactique, ont rejoint la majorité... » (*N.R.*)

de la logique objective des événements révolutionnaires, sont arrivés aux idées que la « majorité » a toujours défendues.

Votre défaite est grave, chers camarades de l'*Iskra*, c'est certain. Mais la cause n'en est pas dans la perfidie de la majorité ou des social-démocrates polonais et autres, elle est dans la confusion sans issue qui s'est déjà manifestée dans les résolutions tactiques de la conférence nationale des mencheviks. Tant que vous vous placerez sur le terrain de ces résolutions, vous resterez inévitablement *seuls* avec l'*Osvobojdénié* contre tous les social-démocrates et même contre tous les démocrates révolutionnaires.

« Prolétari » n° 33,
31 (18) octobre 1905

Conforme au texte du journal collationné avec le manuscrit

L'ULTIMATUM DE RIGA RÉVOLUTIONNAIRE

Les journaux allemands, qui suivent d'ordinaire avec une grande attention les événements des pays baltes, relatent le fait édifiant que voici. L'école polytechnique de Riga en est où en sont les autres établissements d'enseignement supérieur : les réunions d'étudiants y sont devenues des meetings politiques. Les étudiants s'organisent en force militante de la révolution. Les gros bonnets libéraux font la moue et grognent dans leur barbe devant la faiblesse du gouvernement. Mais en Livonie, MM. les propriétaires fonciers se sont trouvés en si mauvaise posture qu'ils se sont résolument mis à organiser la défense armée de leurs biens, sans compter sur le gouvernement, qui ne peut rien faire avec les paysans, ni avec les ouvriers, ni avec les étudiants. Les barons baltes organisent tout de bon la guerre civile. Ils forment carrément des détachements de mercenaires, les arment de bons fusils à répétition et les répartissent dans leurs vastes propriétés. Et voilà qu'on apprend que des étudiants allemands appartenant aux corporations universitaires des pays baltes sont entrés dans ces détachements ! Naturellement les étudiants lettons et russes ne se sont pas bornés à boycotter ces Cent-Noirs portant l'uniforme estudiantin, mais ont aussi désigné une commission pour étudier l'affaire de la participation des étudiants aux centuries des propriétaires fonciers. Deux membres de cette commission furent envoyés dans les campagnes afin de se renseigner auprès des paysans. Le gouvernement fit arrêter ces deux délégués et les fit conduire à la prison de Riga.

Les étudiants lettons et russes réagirent. Une réunion nombreuse se tint, qui adopta une résolution extrêmement énergique. Le directeur de l'école polytechnique, invité, fut sommé de prendre immédiatement des mesures pour faire libérer les emprisonnés. La résolution se terminait par un ultimatum non déguisé : si les emprisonnés n'étaient pas libérés dans les trois jours, à une heure déterminée, les étudiants, soutenus par les ouvriers de Riga, useraient de tous les moyens pour obtenir la libération de leurs camarades.

Le gouverneur n'était pas à Riga ; il était allé solliciter à Pétersbourg les pouvoirs de gouverneur-général. Le fonctionnaire qui assurait l'intérim prit peur et appela à son secours la diplomatie. Il manda (c'est ce que raconte la *Vossische Zeitung* du 20 octobre nouveau calendrier) le directeur de l'école et les deux étudiants arrêtés et leur demanda s'ils avaient conscience de l'illégalité de leurs actes. Ils répondirent naturellement n'y voir rien d'illégal. Le gouverneur par intérim les exhorta alors, d'après un journal de Riga, à s'abstenir d'actions aussi illégales et fit mettre les deux étudiants en liberté.

« Aux yeux des étudiants, ajoute tristement le correspondant, tout à la dévotion des barons baltes, comme aux yeux des masses qui sont derrière les étudiants, le gouvernement a plié devant un ultimatum. D'ailleurs, les observateurs étrangers aux événements n'ont pu, eux aussi, avoir que cette impression. »

« Prolétari » n° 23, 31 (18) octobre 1905

Conforme au texte du journal

LES PLANS D'UN MINISTRE-CLOWN

Pour mieux comprendre la politique d'aujourd'hui, il n'est pas mauvais parfois de regarder celle d'hier. Voici ce que télégraphiait de Pétersbourg, le 10 (23) octobre, le correspondant du *Times* londonien, habituellement bien informé :

« J'ai appris de source sûre que le gouvernement a résolu d'octroyer les quatre libertés réclamées par les réformateurs, mais en y apportant des restrictions. On espère que cette concession ralliera les modérés au gouvernement. Le comte Witte a longuement conféré hier sur cette question avec le tsar. M. Gorémykine travaille à un projet de loi sur la répartition entre les paysans de terres appartenant à l'Etat. Ce projet sera proposé à la Douma quand elle se réunira. On espère rallier ainsi les suffrages des paysans.

« Tel est, en résumé, le plan de campagne du gouvernement. Il exclut évidemment l'octroi bénévole d'une Constitution avant la réunion de la Douma, bien que les constitutionnels-démocrates caressent des espérances à ce sujet. Une des principales questions qui doivent être débattues à leur congrès, mercredi, est celle de l'attitude du Parti au cas où la Constitution serait octroyée à l'ouverture de la Douma ou avant : le Parti devra-t-il consentir dans ce cas à travailler à la Douma ou insister sur la convocation d'une Assemblée constituante au suffrage universel ?

« Les partisans de l'autocratie espèrent que les concessions du gouvernement arrêteront enfin le mouvement constitutionnel sans qu'on ait élargi le droit électoral ni accordé des droits législatifs à la Douma, mais tout semble montrer l'inanité de cet espoir. »

Oui, le « plan de campagne » du gouvernement est clair. La « campagne » de MM. les constitutionnels-démocrates,

qui *marchandent* avec le gouvernement, apparaît aussi clairement à tous ceux qui ne sont pas aveugles. Il n'y a qu'un mal : c'est que la classe ouvrière bouge, bouge si bien que les plans les plus ingénieux des Witte et de MM. les constitutionnels-démocrates s'en vont à vau-l'eau.

« Prolétari » n° 23,
31 (18) octobre 1905

Conforme au texte du journal

LA SITUATION S'AGGRAVE EN RUSSIE

La *Vossische Zeitung*, journal libéral berlinois, publie sous ce titre les nouvelles suivantes, non dépourvues d'intérêt.

« Les événements se développent avec une force irrésistible dans l'Empire des tsars. Il est évident pour tout observateur impartial que ni le gouvernement ni aucun parti d'opposition ou de révolution ne domine la situation. Le prince Troubetskoï, mort prématurément, et d'autres professeurs des établissements d'enseignement supérieur se sont vainement efforcés de dissuader les étudiants russes de s'engager dans la voie dangereuse qui les amène à transformer les universités en lieux de réunions publiques populaires. Les étudiants se sont inclinés avec enthousiasme devant la mémoire de Troubetskoï, ils ont accompagné en masse sa dépouille mortelle jusqu'au cimetière, ont fait de ses obsèques une imposante manifestation politique, mais n'ont pas suivi le conseil qu'il leur avait donné de ne point laisser entrer à l'université des éléments étrangers. A l'université de Pétersbourg, à l'Académie des mines, à l'Ecole polytechnique, des réunions populaires monstres, dans lesquelles les étudiants sont souvent en minorité, commencent de bon matin et se prolongent jusqu'à une heure avancée de la soirée. Des discours enflammés sont prononcés, on entonne les chants révolutionnaires. Et l'on s'en prend avec zèle aux libéraux, surtout en raison de leur « penchant au louvoiement » qui ne serait pas, dit-on, exceptionnellement propre au libéralisme russe, mais conditionné par les lois éternelles de l'histoire.

« Il y a quelque chose de profondément tragique dans ces reproches. Bien qu'on cherche à les justifier par l'histoire, ils sont en réalité dépourvus de toute justification historique, pour la raison primordiale que les libéraux n'ont en Russie aucune possibilité de manifester un penchant semblable tant soit peu susceptible de nuire à la cause de l'émancipation, si importante pour tous les partis. Les libéraux ne sont pas entravés par leurs initiatives, mais par leurs souf-

frances. Le gouvernement est aussi *impuissant* (en italique dans le texte) devant ces événements qu'il l'est devant les troubles ouvriers et devant l'effervescence générale. Certes, il est possible qu'il médite à nouveau une grande saignée et n'attende que le moment où le mouvement sera mûr pour lancer ses cosaques. Mais si même on en arrive là, nul d'entre les gouvernants n'est certain qu'une explosion de mécontentement plus violente encore n'en résultera pas. Le général Trépov lui-même ne croit déjà plus à sa mission. Il ne cache pas à ses amis qu'il se tient pour condamné à mort et n'attend aucun résultat positif de sa besogne de gouvernant. « Je ne fais, dit-il, que remplir mon devoir, et je le remplirai jusqu'au bout. »

« Il faut que le trône du tsar soit bien compromis, pour que le chef de la police arrive à des conclusions semblables. Et le fait est, force est de le reconnaître, que, malgré tous les efforts de Trépov, malgré l'activité fiévreuse d'innombrables commissions et conférences, la situation si tendue depuis l'année dernière, loin de s'améliorer, n'a fait que s'aggraver. Où qu'on regarde, on voit que la situation est partout devenue plus dangereuse, que partout les choses ont sensiblement empiré. »

Il y a beaucoup de vérité dans cette appréciation, mais aussi beaucoup de médiocrité libérale. « Les libéraux n'ont pas pu manifester de penchant au louvoiement nuisible à la cause. » Ah oui ? Mais pourquoi donc ces pauvres libéraux *ont-ils pu* néanmoins se manifester plus ouvertement et plus librement que les autres partis ? Non, les étudiants obéissent à un sain instinct révolutionnaire, soutenu par leur contact vivant avec le prolétariat, quand ils se désolidarisent résolument des constitutionnels-démocrates et discréditent ces derniers aux yeux du peuple. Nous aurons à livrer demain, pour la liberté, de grandes batailles, des batailles d'une portée historique. Il est possible que les combattants pour la liberté subissent encore maintes défaites. Mais ces défaites ne feront que remuer de plus en plus profondément les ouvriers et les paysans, aggraver la crise, rendre plus impressionnante la victoire inévitable et définitive de la liberté. Et nous ferons tout notre possible pour que les sangsues bourgeoises du libéralisme monarchiste, des propriétaires fonciers, ne se jettent pas goulûment sur cette victoire, pour que cette victoire ne soit pas mise à profit principalement par MM. les gros bourgeois, comme cela est maintes fois arrivé en Europe. Nous ferons tout notre possible pour que cette victoire des ouvriers et des paysans soit poussée à fond, jusqu'à l'écrasement complet de toutes

les institutions exécrées de l'autocratie, de la monarchie, de la bureaucratie, de la caste militaire, du servage. Seule, cette victoire donnera des armes véritables au prolétariat, et nous incendierons alors l'Europe afin que la révolution démocratique russe devienne le prologue de la révolution socialiste européenne.

« Prolétari » n° 33,
31 (18) octobre 1905

Conforme au texte du journal

NOTES SUR L'ARTICLE « LE MOUVEMENT OUVRIER BRITANNIQUE ET LE CONGRÈS DES TRADE-UNIONS »[126]

1

Voici en quoi consiste l'affaire. La direction des chemins de fer Taff-Vale * avait intenté une action contre le syndicat des cheminots pour les pertes infligées par la grève à la Compagnie. Les juges bourgeois, malgré la résistance acharnée des ouvriers, accordèrent aux capitalistes des dommages et intérêts ! Condamner les syndicats ouvriers à dédommager les patrons capitalistes pour les pertes subies à cause de la grève équivaut en fait à nier le droit de grève. Les juges, qui se mettent à plat ventre devant la bourgeoisie, savent réduire à néant même les libertés garanties par la constitution, quand il s'agit de la lutte du travail et du capital.

2

Le mouvement ouvrier anglais promet de servir assez longtemps encore, malheureusement, de triste exemple de la dégénérescence et de l'embourgeoisement où aboutit un mouvement ouvrier coupé du socialisme.

« Prolétari » n° 23, 31 (18) octobre 1905

Conforme au texte du journal

* Vallée de Taff. (*N.R.*)

ÉQUILIBRE DES FORCES[127]

1. Bilan à ce jour (30(17) octobre, lundi) : équilibre des forces comme nous l'avons déjà indiqué dans le n° 23 du *Prolétari*.

2. Le tsarisme *n'a déjà plus* la force de vaincre, la révolution ne l'a *pas encore*.

3. De là d'immenses oscillations. Accroissement terrible, formidable des phénomènes révolutionnaires (grèves, meetings, barricades, comités de salut public, paralysie complète du gouvernement, etc.).

— D'autre part, pas de répression énergique. *La troupe hésite*.

4. La cour hésite (*Times* et *Daily Telegraph*) : dictature ou Constitution.

La cour hésite et *temporise*. A vrai dire, c'est de sa part la bonne tactique : l'équilibre des forces oblige à l'expectative *car elle détient le pouvoir*.

La révolution en est arrivée à une phase où *il n'est pas avantageux à la contre-révolution d'attaquer, de prendre l'offensive*.

Pour nous, pour le prolétariat, pour les démocrates révolutionnaires conséquents, *ce n'est pas encore assez*. Si nous ne gravissons pas encore un degré, si nous ne parvenons pas à prendre l'offensive de notre propre chef, si nous ne brisons pas les forces du tsarisme, si nous ne détruisons pas son pouvoir réel, la révolution sera inachevée, *la bourgeoisie aura roulé les ouvriers*.

5. Le bruit court qu'il est décidé d'octroyer une *Constitution*. S'il en est ainsi, c'est que le tsar tient compte des leçons de 1848 et des autres révolutions : *octroyer* une Cons-

titution *sans* Assemblée constituante, *avant* l'Assemblée constituante, *en dehors* de l'Assemblée constituante. Quelle Constitution ? Dans le meilleur des cas (pour le tsar), une Constitution conforme au vœu des cadets.

Ce sera la réalisation de l'idéal des constitutionnels-démocrates, le saut par-dessus la révolution. Le peuple sera dupé, car il *n'y aura quand même pas* de liberté électorale complète et réelle.

La révolution n'enjambera-t-elle pas cette Constitution *gracieusement accordée* ?

Écrit le 17 (30) octobre 1905
Publié pour la première fois en 1926, dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

UNE MIGNONNE SOCIAL-DÉMOCRATE

Le camarade Starover, félicité par l'*Osvobojdénié*, continue dans la nouvelle *Iskra* à se repentir de ses péchés — commis par irréflexion — de collaboration à l'ancienne *Iskra*. Le camarade Starover ressemble fort à l'héroïne du récit de Tchékhov intitulé *Mignonne*. « Mignonne » vécut d'abord avec un impresario. Elle disait alors : « Mon petit Vania et moi, nous jouons des pièces sérieuses. » Puis elle vécut avec un marchand de bois. Elle disait alors « Mon petit Vassia et moi, nous sommes indignés des taxes élevées sur le bois. » Elle vécut enfin avec un vétérinaire. Elle disait alors : « Mon petit Kolia et moi, nous soignons les chevaux malades. » Ainsi fait le camarade Starover. « Lénine et moi », nous avons attaqué Martynov. « Martynov et moi », nous attaquons Lénine. Chère petite Mignonne social-démocrate ! Dans quels bras seras-tu demain ?

Ecrit en octobre 1905
Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

À PROPOS DE LA BROCHURE DE P. AXELROD *DOUMA DU PEUPLE ET CONGRES OUVRIER*

Plan de la brochure[128]

Remarquer à propos de la petite brochure de P. Axelrod « Douma populaire et congrès ouvrier » :

C'est un prototype de *toutes* les bêtises des néo-iskristes : parlement parallèle et entente avec les constitutionnels-démocrates.

D'un bout à l'autre, *on joue* sans cesse *au parlementarisme* et dans la Douma du Peuple — et dans l'entente avec les cadets — et dans l'interprétation parlementaire « du congrès ouvrier » avec exemples « tirés de Lassalle » (qui, lui, agissait *dans le cadre d'une constitution*, plus de dix ans *après* la conquête de celle-ci par la Révolution).

Quantité de bizarreries : « la première et principale base » (p. 13) « de négociations et d'accords sérieux entre notre parti et les organisations libérales » ce sont... *les actions*. Mais lesquelles ?

Le camarade P. Axelrod est en retard de trois ans ! Mais est-ce là un accord avec *un parti politique* ? Ce sont des services, techniques avant tout, qui étaient suffisants il y a trois ans.

(1) moyens matériels...
(2) locaux...
(3) *armes* [« livraison»]
(4) pressions sur les administrations,
(5) utilisation des moyens bureaucratiques et militaires dans l'intérêt d'une action politique ouverte.

« Pédagogie scolaire » : si la convocation de la *D o u m a d u p e u p l e* et du *congrès ouvrier* (p. 12) ne réussit pas, alors « *le travail de propagande et d'organisation n'aura pas été vain* ».

Comparer au soulèvement : le travail d'organisation peut-il y « *être vain* » ? Non. Le travail de propagande ? Non, car l'insurrection progresse, c'est une réalité. Tandis que la *D o u m a d u p e u p l e* est une comédie, un fantôme, des mots.

Minauderies devant les ouvriers.

Page 7 : « Assemblée *populaire* constituante, c'est-à-dire en fait « Douma populaire »

{pas du tout « *c'est-à-dire* » et pas du tout « en fait »}

(p. 7) « Obligations » de la Douma populaire.

I° 1) « exiger de la Douma d'Etat qu'elle convoque une Assemblée constituante

2) — „ — et aussi qu'elle déclare (? — et aussi ?) ne pas être compétente et ne pas avoir le droit de fonctionner »

! ! ha ha ! et « le droit » de convoquer une assemblée constituante ?

II° 3) « servir de centre et de porte-parole de la volonté de toutes les couches démocratiques (p. 7) de la population et d'organisateur des actions défensives et offensives de ces couches contre le gouvernement et ses alliés ».

Comparer ce galimatias au gouvernement révolutionnaire provisoire en tant qu'organe de l'insurrection.

Masse de mots insensés et réalité révolutionnaire. Difficulté de l'insurrection=difficulté de gravir le Mont-Blanc. Difficulté d'une « Douma du peuple » sous l'autocratie=«difficulté» d'arriver par la voie des airs sur le Mont-Blanc.

Noter la confirmation de l'opinion de notre Comité central dans son tract, opinion selon laquelle le plan de l'*Iskra* est une invention typique de gens vivant à l'étranger. Axelrod *fait changer* d'avis son correspondant qui (a) (p. 6) doute que les mots d'ordre de Douma du peuple et de congrès ouvrier puissent toucher de grandes masses; (b) (p. 14) a exposé les motifs de la politique de « boycottage actif » (p. 15 et p. 14 in fine).

La politique du boycottage actif, Axelrod la considère comme

« réactionnaire et utopique »

— La réaction ? — la Conférence des social-démocrates +l'*Osvobojdénié* ont résolu ce problème. Une coalition avec les Cent-Noirs ? — hantise des *Moskovskié Viédomosti* et du *Novoïé Vrémia*.

— utopie ? Deux « utopies » : *l'insurrection armée* et *jouer au parlementarisme*.

Laquelle *se réalise* ? C'est ce que montrent la grève générale et les combats de rues dans toute la Russie.

Complète incohérence de l'idée d'« entente », d'« accord » (p. 7) « *avec les organisations centrales de la démocratie libérale* ».

Complète incapacité de distinguer la démocratie *révolutionnaire* et d'indiquer les mots d'ordre *concrets* d'un accord *politique* avec elle. P. Axelrod n'a que des mots d'ordre semblables à ceux de l'*Osvobojdénié*.

En ce qui concerne le « congrès ouvrier ».

III[e] Congrès : utilisation de l'intervention ouverte pour créer des points d'appui au *parti*[129].

(Clair et précis.)

Chez P. Axelrod, on n'y comprend rien.

Congrès ouvrier de toute la Russie *sans phrase** (p. 3)

— ou bien « *phrase* » ?

Quid est ?

Le mieux serait *deux congrès*

* En français dans le texte. (*N.R.*)

1) « *un congrès général* » (p. 4)
2) « *un congrès social-démocrate* » (« composé des membres du congrès général qui partagent notre programme, et des représentants de nos organisations du Parti, pour la réforme de tout le parti ». (P. 4).

Absurdité de la comparaison avec l'action de Lassalle : 1) Il y avait alors déjà une *c o n s t i t u t i o n.* 2) On s'est adressé alors *ouvertement* à Lassalle et lui-même s'est adressé *ouvertement.* 3) La formation de l'*Allgemeiner Deutscher Arbeiter-Verein** a alors donné lieu à un *abus* d'« initiative ouvrière » *contre* le Parti ouvrier social-démocrate.

Écrit en octobre 1905
Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

* Union ouvrière générale d'Allemagne. (*N.R.*)

LES OBJECTIFS DES DÉTACHEMENTS DE L'ARMÉE RÉVOLUTIONNAIRE

1) Opérations militaires menées par les détachements eux-mêmes.

2) Direction de la foule.

Les détachements pourraient être d'importance diverse, à partir de deux ou trois hommes.

Les détachements doivent s'armer eux-mêmes, comme ils le peuvent (fusils, revolvers, bombes, couteaux, casse-têtes, bâtons, chiffons imprégnés de pétrole pour servir de brandons, cordes ou échelles de corde, pelles pour la construction des barricades, capsules de pyroxyline, fils de fer barbelés, clous (contre la cavalerie), etc., etc.). N'attendre en aucun cas d'être aidés par qui que ce soit, d'en haut, du dehors, mais tout se procurer soi-même.

Les détachements doivent se composer autant que possible de gens vivant à proximité les uns des autres ou se rencontrant fréquemment, régulièrement, à des heures déterminées (le mieux est que, tout en se rencontrant fréquemment, ils vivent à proximité les uns des autres, car les rencontres régulières peuvent être empêchées par l'insurrection). Ils doivent prendre les dispositions voulues pour pouvoir se trouver ensemble aux instants les plus critiques, dans les conditions les plus inattendues. Chaque détachement devra arrêter d'avance à cette fin les méthodes et les procédés de ses actions communes : signalisation aux fenêtres, etc., pour se joindre plus facilement; cris ou coups de sifflet convenus pour reconnaître un camarade dans la foule, signe

de reconnaissance pour les cas de rencontre nocturne, etc., etc. Tout homme énergique peut, avec deux ou trois camarades, étudier diverses règles, divers procédés de ce genre, qu'il faut mettre au point, apprendre et s'exercer à appliquer. N'oublions pas qu'il y a 99 chances sur 100 pour que l'on soit surpris par les événements et obligé de se réunir parmi les pires difficultés.

Même sans armes les détachements peuvent jouer le rôle le plus sérieux : 1) en dirigeant la foule ; 2) en s'attaquant, lorsque l'occasion s'en présente, à un agent de police, à un cosaque isolé (comme c'est arrivé à Moscou), etc., pour le désarmer ; 3) en dégageant les personnes arrêtées ou blessées quand la police n'est pas en force ; 4) en occupant les toitures et les étages supérieurs des habitations, etc., pour faire pleuvoir sur la troupe des pierres, de l'eau bouillante, etc. Avec de l'énergie, un détachement organisé, bien soudé, sera une force énorme. Ne renoncer en aucun cas à l'organisation d'un détachement sous prétexte du manque d'armes, ne pas la différer non plus sous ce prétexte.

Les détachements doivent, autant que possible, procéder d'avance à la répartition des fonctions et, parfois, désigner d'avance leur chef. Il serait naturellement déraisonnable de jouer à la distribution des grades, mais on ne peut pas non plus oublier l'immense importance d'une direction uniforme, d'une action prompte et résolue. La résolution, le mordant assurent aux trois quarts le succès.

Dès leur formation, c'est-à-dire dès maintenant, les détachements doivent aborder leur travail sous tous ses aspects, non seulement théoriques, mais, condition absolue, pratiques également. Nous rangeons dans le travail théorique l'étude des sciences militaires, des questions militaires ; les conférences sur ces questions, les causeries avec des militaires (officiers, sous-officiers, etc., et même ouvriers anciens soldats); la lecture, l'analyse et l'étude de brochures illégales et d'articles de journaux sur les combats de rues, etc., etc.

Les travaux pratiques, répétons-le, doivent être commencés sur l'heure. Ils se divisent en travaux préparatoires et en opérations militaires. Aux travaux préparatoires se rapportent la recherche d'armes et de projectiles de toute sorte, de logements appropriés aux combats de rues (loge-

ments permettant de dominer la rue, d'établir des dépôts de bombes, de pierres, etc., ou d'acides que l'on jettera sur la police, etc., etc., d'héberger l'état-major, de réunir les informations, de cacher les personnes poursuivies, d'hospitaliser les blessés, etc., etc.). Aux travaux préparatoires se rapportent aussi les travaux immédiats de reconnaissance et d'éclaireur : se procurer les plans des prisons, des postes de police, des ministères, etc., obtenir des renseignements sur le régime des administrations, les banques, etc., la garde de ces établissements, s'efforcer de nouer des relations utiles (parmi le personnel de la police, des banques, des tribunaux, des prisons, des postes, des télégraphes, etc.), reconnaître les dépôts d'armes, tous les magasins d'armes de la ville, etc. Il y a là du travail à foison, et du travail où chacun peut être d'une immense utilité, même sans avoir la moindre aptitude pour le combat de rues, même les gens débiles, les femmes, les adolescents, les vieillards, etc. On s'efforcera de réunir dès maintenant dans les détachements tous ceux, sans la moindre exception, qui *veulent* participer à l'insurrection, car *il n'y a pas* et il ne peut y avoir de personne qui, si elle a le désir de travailler, ne puisse être d'une immense utilité à la cause, même si les armes lui font défaut, même si elle est inapte à la lutte.

Ne se bornant en aucun cas aux seules actions préparatoires, les détachements de l'armée révolutionnaire doivent passer ensuite, aussi promptement que possible, aux opérations militaires afin : 1) de s'aguerrir ; 2) de reconnaître les points faibles de l'ennemi ; 3) d'infliger à celui-ci des défaites partielles ; 4) de libérer les prisonniers (arrêtés) ; 5) d'acquérir des armes; 6) de se procurer des fonds pour l'insurrection (confiscation des fonds du gouvernement), etc., etc. Les détachements peuvent et doivent exploiter sur l'heure toute occasion propice de déployer leur activité sans attendre le soulèvement général, car on ne peut s'aguerrir en vue de l'insurrection sans aller *au feu*.

Certes, toute exagération est fâcheuse ; tout ce qui est bon et utile, étant exagéré, peut devenir et devient même fatalement, au-delà de certaines limites, mauvais et nuisible. Le terrorisme à petite échelle, désordonné et sans préparation, ne peut, s'il est poussé à l'extrême, qu'éparpiller

et gaspiller les forces. C'est vrai, et il ne faut certes pas l'oublier. Mais, d'autre part, on ne peut non plus en aucun cas oublier que le mot d'ordre de l'insurrection est *déjà lancé* aujourd'hui, que l'insurrection a déjà *commencé*. Commencer l'attaque si des conditions favorables se présentent n'est pas seulement le droit, mais aussi l'obligation directe de tout révolutionnaire. Le meurtre des mouchards, des policiers, des gendarmes, les attentats contre les postes de police, les libérations de prisonniers, la saisie des fonds du gouvernement pour l'insurrection et d'autres opérations de ce genre ont déjà lieu partout où se développe l'insurrection, en Pologne comme au Caucase, et tout détachement de l'armée révolutionnaire doit être immédiatement prêt à de semblables opérations. Tout détachement doit se rappeler que, s'il laisse échapper aujourd'hui l'occasion propice d'accomplir une de ces opérations, il se rend coupable d'une *inaction impardonnable*, coupable de passivité, et que cette faute est un crime majeur de la part du révolutionnaire à l'époque de l'insurrection, qu'elle constitue le plus grand déshonneur pour quiconque aspire à la liberté en fait et non en paroles.

Quant à la composition de ces détachements, on peut dire ce qui suit. L'importance des effectifs à engager et la répartition des fonctions nous seront enseignées par l'expérience. Cette expérience, nous devons commencer à l'obtenir nous-mêmes, sans attendre d'indications de personne. On demandera naturellement à l'organisation révolutionnaire locale d'envoyer au détachement un militaire révolutionnaire qui fera des conférences et des causeries, donnera des conseils; mais s'il fait défaut, on agira sans hésiter et obligatoirement soi-même.

Pour ce qui est des étiquettes politiques, les membres d'un parti donné préféreront naturellement se réunir dans un seul détachement. Mais il n'y a pas lieu de s'opposer inconditionnellement à l'entrée dans les détachements de membres de différents partis. C'est ici justement que nous devons réaliser l'union, l'entente pratique (sans la moindre fusion des organisations, naturellement (du prolétariat socialiste et de la démocratie révolutionnaire. Quiconque veut se battre pour la liberté et montre par des actes qu'il y est prêt peut être classé parmi les démocrates révolutionnaires,

et l'on doit s'efforcer de travailler avec lui à la préparation de l'insurrection (à la condition, bien entendu, que la personne ou le groupe inspirent une entière confiance). Tous les autres « démocrates » doivent être nettement écartés, car ce sont des quasi-démocrates, des beaux parleurs libéraux sur lesquels il n'est pas permis de compter, envers lesquels il serait criminel, pour des révolutionnaires, de faire preuve de confiance.

Le groupement des détachements est, naturellement, désirable. L'étude des formes et des conditions de leur activité commune sera extrêmement utile. Mais il ne faudra tomber en aucun cas dans l'exagération en se mettant à élaborer des plans compliqués, des schémas généraux, et en délaissant l'action vivante pour des fantaisies empreintes de pédantisme, etc. L'insurrection se produira inévitablement dans des conditions où les éléments inorganisés seront mille fois plus nombreux que les éléments organisés ; des cas où il faudra intervenir sur place, sur-le-champ, seul ou à deux, sont aussi inévitables, et chacun doit se préparer à agir à ses risques et périls. Les atermoiements, les discussions, les tergiversations, l'hésitation sont la mort d'une insurrection. Le premier devoir du révolutionnaire est de faire preuve du maximum de résolution et d'énergie, de sauter sur toute occasion opportune, d'attiser sur-le-champ les passions révolutionnaires de la foule, de suggérer à celle-ci les actions les plus énergiques et les plus résolues.

La lutte contre les Cent-Noirs constitue une action militaire excellente, qui *forme* les soldats de l'armée révolutionnaire, leur donne le baptême du feu et présente pour la révolution une immense utilité. Les détachements de l'armée révolutionnaire doivent étudier sur-le-champ comment, où, avec l'aide de qui se forment les centuries noires, et ne pas se borner ensuite à la seule propagande (insuffisante, quoique utile), mais intervenir par la force des armes, en attaquant les Cent-Noirs, en les tuant, en faisant sauter leurs quartiers généraux, etc., etc.

Écrit fin octobre 1905
Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V

Conforme au manuscrit

CE QUE LES LIBÉRAUX ESPÈRENT DE LA DOUMA

Les libéraux essaient d'inspirer de l'optimisme à l'opinion, quant à la composition de la Douma. Le correspondant de la *Gazette de Francfort* écrit de St-Pétersbourg dans un article du 14 octobre (nouveau calendrier) : « Si l'on examine les résultats des réunions préparatoires aux élections qui se déroulent actuellement, on est amené à conclure que la composition de la Douma sera loin d'être aussi mauvaise qu'on l'aurait cru de prime abord. On peut dès maintenant prédire avec assez de certitude que l'élément à proprement parler conservateur ne formera sûrement pas la moitié de la Douma. Ceux qui ont le plus de chances d'être élu sont les *libéraux modérés* et les *libéraux*, les radicaux, eux, se trouvent en beaucoup moins bonne posture, bien qu'on puisse la considérer comme relativement bonne si on se rappelle le pessimisme avec lequel les radicaux voyaient encore l'avenir, au mois d'août. Les radicaux, à n'en pas douter, ne seront pas trop faiblement représentés à la Douma. La seule question est de savoir jusqu'à quel point ils arriveront à mettre de leur côté les libéraux et les libéraux modérés, car ce n'est que dans le cas où ces trois éléments seront vraiment unis contre le noyau conservateur que l'Assemblée constituante verra le jour. »

Les radicaux, c'est sans conteste les cadets. Leurs candidats à Saint-Pétersbourg sont Nabokov, Kédrine, Vinaver. Les « libéraux modérés » ne sont guère définis avec clarté par le correspondant, mais au nombre des candidats sont

mentionnés Fédorov (« à proprement parler » conservateur, « mais que les libéraux aussi pourraient soutenir » !) et Nikitine (candidat de la droite et en même temps candidat libéral modéré).

Ainsi, l'Assemblée constituante « verra le jour » si les libéraux et les libéraux modérés se soumettent à la direction des « radicaux » de l'*Osvobojdénié*... Voilà donc à quel « fétu de paille » se raccrochent les optimistes libéraux. Le plus curieux pourtant, c'est qu'ils ne voient pas que même si la majorité de la Douma d'Etat vote pour l'Assemblée constituante, ce ne sera pas cette dernière qui « verra le jour », mais seulement la lutte révolutionnaire décisive en sa faveur. Messieurs les cadets veulent téter deux mamelles : celle de l'autocratie (opposition légale dans une Douma légale) et celle de la révolution (nous avons « tout fait » pour l'Assemblée constituante).

Ecrit fin octobre 1905
Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVI

Conforme au manuscrit

LA PREMIÈRE VICTOIRE DE LA RÉVOLUTION

Genève, le 1er novembre (19 octobre)

Lundi, tard dans la soirée, le télégraphe annonçait à l'Europe la promulgation du Manifeste impérial du 17 octobre. « Le peuple a vaincu. Le tsar a capitulé. L'autocratie a vécu », écrivait le correspondant du *Times*. Des amis lointains de la révolution russe s'exprimaient autrement, qui adressaient, de Baltimore (Etats-Unis), au *Prolétari* un télégramme ainsi conçu : « Félicitations à l'occasion de la première grande victoire de la révolution russe. »

Cette dernière appréciation des événements est, sans nul doute, de beaucoup la plus juste. Nous sommes pleinement en droit de triompher. La concession du tsar est vraiment une très grande victoire de la révolution, mais cette victoire est encore loin de décider de l'issue de la lutte pour la liberté. Le tsar est encore loin d'avoir capitulé. L'autocratie n'a pas encore vécu, loin de là. Elle n'a fait que battre en retraite, abandonnant à l'ennemi le champ de bataille, battre en retraite au cours d'une bataille des plus sérieuses ; elle est encore loin d'être défaite, elle rassemble des forces, et il reste encore au peuple révolutionnaire à résoudre bien des problèmes stratégiques de la plus grande importance pour amener la révolution à une victoire effective et complète.

La journée du 17 octobre restera dans l'histoire une des grandes journées de la révolution russe. Une grève générale du peuple entier, telle que le monde n'en avait pas encore vu, a atteint son point culminant. La main puissante

du prolétariat, dressé dans un élan d'héroïque solidarité sur tout le territoire de la Russie, a arrêté toute la vie industrielle, commerciale et gouvernementale. Le pays se figea dans une immobilité annonciatrice d'orage. Les grandes villes envoyèrent l'une après l'autre des nouvelles de plus en plus inquiétantes. Les troupes hésitaient, le gouvernement s'abstenait de recourir à la répression, les révolutionnaires ne déclenchaient pas de sérieuses offensives au grand jour, mais l'insurrection se frayait partout un chemin avec une force irrésistible.

A la dernière minute, voyant que l'explosion était inévitable, qu'en aucun cas il ne lui était possible de remporter une victoire complète, qu'il se trouvait, au contraire, fortement exposé à un désastre, le gouvernement du tsar a reculé. « Le sang coulera d'abord, puis viendra la Constitution », aurait déclaré Trépov. L'inéluctabilité d'une Constitution, si même l'on réussissait à réprimer pour cette fois l'insurrection, ne pouvait plus être mise en doute. Le gouvernement considéra que mieux valait ne point courir les risques d'une saignée générale, car l'autocratie eût été, en cas de victoire du peuple, complètement balayée.

Nous ne connaissons qu'une partie infinitésimale des renseignements dont le gouvernement disposait le lundi 17 octobre et qui l'obligèrent à éviter une bataille désespérée et à céder. Tous les efforts des autorités locales et centrales tendaient à atténuer ou à arrêter les informations sur les progrès menaçants de l'insurrection. La documentation réduite, mutilée, décousue parvenue à la presse européenne suffit pourtant à dissiper tous les doutes : il s'agissait bien d'une insurrection, capable d'inspirer au tsar et à ses ministres une terreur mortelle.

Les forces du tsarisme et de la révolution s'équilibrent, écrivions-nous il y a une semaine, en recevant les premières nouvelles de la grève générale politique. Le tsarisme n'est déjà plus en mesure d'écraser la révolution. La révolution n'est pas encore en mesure d'écraser le tsarisme. Mais, dans cet état d'équilibre des forces, tout atermoiement pouvait constituer pour le tsarisme la plus grande menace, car il démoralisait infailliblement les troupes.

L'insurrection s'étendait. Le sang coulait déjà partout en Russie. Le peuple se battait sur les barricades, de

Reval à Odessa, de la Pologne à la Sibérie. Si les troupes remportaient de petites escarmouches, les dépêches commençaient à faire état d'une situation nouvelle, sans précédent : l'impuissance *militaire* indubitable de l'autocratie. Ces dépêches parlaient de *négociations* des troupes du tsar avec le peuple insurgé (Kharkov), ainsi que de *retrait* des troupes de certaines villes (Kharkov, Reval), *seul* moyen d'y rétablir le calme. Les négociations avec le peuple insurgé, le retrait des troupes, mais c'est le commencement de la fin ! Ces faits montrent, mieux que tous les raisonnements imaginables, que les autorités militaires se sentaient dans une situation extrêmement précaire. Ils montrent que le mécontentement des troupes avait atteint des proportions en vérité terrifiantes. Des informations isolées et des rumeurs parvenaient à la presse étrangère. A Kiev, on arrêtait des soldats qui avaient refusé de tirer. Des cas analogues se produisaient en Pologne. A Odessa, l'infanterie était consignée dans les casernes, on n'osait la faire sortir dans la rue. A Pétersbourg, l'effervescence était manifeste dans la flotte, la garde n'était plus sûre du tout. En ce qui concerne la flotte de la mer Noire, il est encore impossible de connaître toute la vérité. Dès le 17 octobre, les dépêches affirmaient la persistance des rumeurs sur une nouvelle mutinerie de cette flotte ; tous les télégrammes, ajoutait-on, étaient interceptés par les autorités, qui ne négligeaient rien pour empêcher la diffusion des nouvelles.

L'ensemble de ces informations fragmentaires amène nécessairement à conclure que la situation de l'autocratie était désespérée même d'un point de vue purement militaire. L'autocratie réprimait encore les explosions locales, ses troupes prenaient encore des barricades çà et là, mais ces combats partiels ne faisaient qu'exciter les passions, accroître l'indignation, rapprocher une explosion générale plus forte, que le gouvernement, doutant déjà de ses troupes, craignait à bon droit.

L'ennemi a refusé un affrontement en règle. L'ennemi a battu en retraite, abandonnant le champ de bataille au peuple révolutionnaire, se retirant sur de nouvelles positions qui lui paraissent mieux fortifiées et sur lesquelles il espère rassembler des forces plus sûres, remonter leur

moral, refaire leur cohésion et choisir le moment de l'attaque.

Diverses opinions relativement « impartiales » émises par la presse bourgeoise d'Europe confirment cette appréciation de la grande journée du 17 octobre.

D'un côté, la bourgeoisie européenne est soulagée. Le Manifeste impérial annonce une véritable Constitution : des droits législatifs sont octroyés à la Douma, aucune loi ne peut entrer en vigueur sans avoir reçu l'approbation des représentants du peuple, la responsabilité des ministres est octroyée, les libertés civiques aussi : inviolabilité de la personne, libertés de conscience, de parole, de réunion et d'association. La Bourse s'empresse de manifester plus de confiance dans les finances russes. Les valeurs russes, qui avaient baissé ces derniers jours, remontent. Les banquiers étrangers, qui fuyaient Pétersbourg en proie à la révolution, promettent d'y revenir dans deux semaines. La Constitution semble à la bourgeoisie européenne le gage de petites concessions « pacifiques » qui satisferont pleinement les classes possédantes, sans permettre, d'autre part, au prolétariat révolutionnaire d'acquérir « trop » de liberté.

Mais, d'un autre côté, les bourgeois libéraux eux-mêmes ne peuvent pas ne pas voir que le Manifeste impérial ne contient que des mots, que des promesses. Qui donc va croire maintenant aux seules promesses ? Toutes ces phrases sur l'inviolabilité de la personne et la liberté de parole ne sont-elles pas une dérision quand les prisons sont encore bondées de prétendus criminels politiques et que la censure continue à sévir ? Quels hommes mettront à exécution les promesses du tsar ? Le ministère Witte, dont font partie, d'après les rumeurs, Kouzmine-Karavaïev, Kossitch, Koni ? Ce ne sera même pas un ministère de la bourgeoisie libérale. Ce n'est encore qu'un ministère de la *bureaucratie* libérale, sur laquelle la clique réactionnaire de la cour l'a déjà emporté tant de fois. Est-ce pour se fier à des bureaucrates libéraux, habiles à prodiguer promesses et bonnes paroles, que le peuple a versé son sang pour la cause de la liberté ?!

Non, le tsarisme est encore loin d'avoir capitulé. L'autocratie n'est pas encore tombée, loin de là. Le prolétariat révolutionnaire a encore de grandes batailles à livrer. La

première victoire l'aidera à concentrer ses forces et à recruter de nouveaux alliés.

« Le succès même de la cause de la liberté, écrivait le correspondant du *Times*, le jour de la publication du Manifeste impérial, ne fera qu'inciter les éléments réactionnaires à un renouveau d'activité. Tant que l'armée restera sous les ordres de ses anciens chefs, la Russie ne sera pas à l'abri d'un *pronunciamento* (...). Il s'agit de savoir si la concession arrachée au gouvernement en pleine révolution ne relancera pas celle-ci (...). On ne sait pas si la bureaucratie est délogée de sa citadelle ou si elle n'a fait qu'abandonner ses positions avancées », disent les optimistes bourgeois, bien que les faits montrent nettement que la « citadelle» de l'autocratie est encore debout, dans toute sa force.

Le caractère forcé de la concession est ce qui trouble le plus les bourgeois modérés. Le porte-parole du sac d'écus qui règne en France, *le Temps*, affreusement indigné de l'« anarchie » russe, vomissait l'injure et la calomnie sur les organisateurs et les participants à la grève générale politique en Russie. Ce journal, maintenant rassuré par les promesses constitutionnelles du tsar, remarque avec inquiétude : « L'empereur, au lieu d'agir de son initiative, s'est contenté de parapher les « cahiers » de l'opposition libérale. C'est là une méthode mauvaise qui imprime aux réformes successives un caractère forcé, fragmentaire et saccadé, qui met le gouvernement en contradiction avec lui-même, qui donne une prime à la violence. Il est malheureusement trop clair qu'au point où en étaient les choses, on ne pouvait sortir autrement de l'impasse où l'on s'était laissé acculer. Passons donc l'éponge sur le caractère de cette capitulation, — capitulation non pas seulement devant les constitutionnalistes, esprits modérés qu'on eût dû plus tôt écouter, mais devant la grève et la révolution. »

Non, messieurs les bourgeois, les ouvriers n'oublieront jamais que la capitulation du tsar fut forcée ! Les ouvriers n'oublieront jamais que c'est uniquement par la force, par la force de leur organisation, de leur unanimité, de leur héroïsme collectif qu'ils ont arraché au tsarisme la reconnaissance des libertés dans un Manifeste qui n'est qu'un chiffon de papier, et qu'ils lui arracheront la liberté véritable.

Nous avons dit plus haut que l'ennemi avait battu en retraite, abandonnant le champ de bataille au prolétariat révolutionnaire. Nous devons maintenant ajouter : la poursuite de l'ennemi en retraite continue avec énergie. Le Manifeste impérial a été promulgué le lundi 17 octobre. L'agence Wolff nous informe qu'un manifeste du P.O.S.D.R., tiré à un nombre énorme d'exemplaires, a paru à Pétersbourg le mardi 18. Il y est déclaré que la lutte du prolétariat ne cesse nullement du fait de la promulgation du Manifeste impérial. La tactique du prolétariat doit consister à tirer parti des droits qui viennent d'être octroyés à la suite des coups qu'il a su porter, à organiser des assemblées ouvrières pour décider de la continuation de la grève, à organiser une milice pour la défense des droits révolutionnaires *, à exiger une amnistie complète. Les orateurs social-démocrates des assemblées populaires insistent sur la réunion de l'Assemblée constituante. Le comité de grève [130] exige, d'après les dépêches, l'amnistie et la convocation immédiate d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel et direct.

L'instinct révolutionnaire a tout de suite suggéré aux ouvriers de Pétersbourg le mot d'ordre correct : continuation énergique de la lutte, utilisation des nouvelles positions conquises pour la continuation de l'offensive et la destruction effective de l'autocratie. Et la lutte continue. Les réunions sont de plus en plus fréquentes et nombreuses. La joie et la légitime fierté d'une première victoire n'empêchent pas de réorganiser les forces en vue de mener la révolution à son terme. Le succès de celle-ci dépend de la participation au combat pour la liberté de masses populaires encore plus nombreuses, plus instruites et mieux organisées. La classe ouvrière a manifesté son extraordinaire vigueur dans la grève générale politique, mais nous avons encore beaucoup à faire dans les milieux arriérés du prolétariat des villes. Tout en créant une milice ouvrière, seul appui sûr de la révolution, en nous préparant à une lutte nouvelle, plus décisive encore, en maintenant nos anciens mots d'ordre, nous devons aussi porter une attention par-

* Le manuscrit porte à la place du mot « révolutionnaires » — « conquis ». (*N.R.*)

ticulière à l'armée. La concession arrachée au tsar a dû semer le plus de trouble dans l'armée ; nous devons maintenant inviter les soldats aux réunions ouvrières, renforcer l'agitation dans les casernes, multiplier les contacts avec les officiers, former, à côté de l'armée révolutionnaire des ouvriers, des cadres de révolutionnaires conscients dans l'armée qui était, hier encore, exclusivement celle du tsar et qui est aujourd'hui à la veille de se transformer en une armée du peuple.

Le prolétariat révolutionnaire est parvenu à neutraliser la troupe et à la paralyser dans les grandes journées de la grève générale. Il lui reste à obtenir le passage complet de l'armée au peuple.

Le prolétariat révolutionnaire a amené la révolution des villes à sa première grande victoire. Il lui reste à élargir et à approfondir la base de la révolution en l'étendant aux campagnes. Amener les paysans à la défense consciente de la cause de la liberté, exiger des mesures sérieuses au profit des paysans, préparer le mouvement rural qui, en liaison avec le prolétariat avancé des villes, portera le coup de grâce à l'autocratie et conquerra une liberté complète et véritable, tel est maintenant l'objectif immédiat de la social-démocratie de Russie.

Le succès de la révolution dépend de la force numérique des masses prolétariennes et paysannes qui se dresseront pour la défendre et la mener à bonne fin. La guerre révolutionnaire diffère des autres guerres en ce qu'elle puise ses réserves principales parmi les alliés d'hier de l'ennemi, parmi ceux qui, hier, défendaient le tsarisme ou le suivaient aveuglément. Et le succès de la grève générale politique parlera mieux à l'esprit et au cœur du moujik que les phrases contradictoires de tous les Manifestes et de toutes les lois qu'on voudra.

Quand les bourgeois libéraux occupaient, comme c'était le cas il y a un an, toute la scène politique, la révolution russe commençait à peine à se développer.

La révolution a pris pied quand la classe ouvrière des villes est intervenue, le 9 janvier.

La révolution a remporté sa première victoire quand le prolétariat de tous les peuples de la Russie s'est dressé comme un seul homme et a ébranlé le trône, cause d'innom-

brables calamités pour tous les peuples et, d'abord, pour les classes laborieuses de tous les peuples.

La révolution achèvera l'ennemi et anéantira le trône du tsar sanglant quand les ouvriers, de nouveau dressés, entraîneront à leur suite les paysans.

Et après ? Après, la révolution russe a d'autres réserves. Les temps où les peuples et les Etats pouvaient vivre isolés les uns des autres sont révolus. Voyez : l'Europe s'agite déjà. Sa bourgeoisie inquiète est prête à verser des millions et des milliards pourvu que l'incendie soit maîtrisé en Russie. Les gouvernants des puissances militaires de l'Europe envisagent l'éventualité d'une aide militaire au tsar. Guillaume envoie déjà des croiseurs et deux divisions de torpilleurs établir une liaison directe entre la soldatesque allemande et Peterhoff. La contre-révolution européenne tend la main à la contre-révolution russe.

Essayez, essayez donc, citoyen Hohenzollern ! Nous avons aussi une réserve européenne de la révolution russe. Cette réserve, c'est le prolétariat socialiste international, la social-démocratie révolutionnaire internationale. Les ouvriers du monde entier acclament en frémissant d'enthousiasme les victoires des ouvriers russes et, conscients de l'étroite liaison entre les détachements de l'armée internationale du socialisme, se préparent eux-mêmes à la grande lutte décisive.

Vous n'êtes pas seuls, ouvriers et paysans de Russie ! Et si vous réussissez à renverser, à achever, à anéantir les tyrans de la Russie des seigneurs, des policiers, des propriétaires fonciers et du tsar, votre victoire sera le signal de la lutte universelle contre la tyrannie du Capital, de la lutte pour l'émancipation complète, économique aussi bien que politique, des travailleurs, de la lutte qui délivrera l'humanité de la misère et instaurera le socialisme.

« Prolétari » n° 24,
7 novembre (25 octobre) 1905

Conforme au texte du journal collationné avec le manuscrit

DERNIÈRES NOUVELLES

Genève, le 4 novembre (22 octobre)

Au Manifeste « constitutionnel » de Nicolas le Sanguinaire ont succédé de nouveau d'innombrables massacres organisés par Trépov et sa bande. La bestialité des cosaques, les pogromes antisémites, l'assassinat en pleine rue de prisonniers politiques qui venaient d'être « amnistiés », les violences organisées par les Cent-Noirs avec l'aide de la police, — tout est mis en branle pour étouffer la lutte révolutionnaire.

Le tsar a magnifiquement aidé les révolutionnaires en confirmant leur appréciation de la concession mensongère, de l'infâme comédie que représente le Manifeste « libéral ». Le tsar veut provoquer lui-même une nouvelle lutte décisive. Tant mieux ! Tout le travail de la social-démocratie, toute l'énergie du prolétariat tendront maintenant à préparer une nouvelle attaque, à anéantir le monstrueux tsarisme qui, à l'agonie, tente pour la dernière fois d'enflammer les obscurs instincts de la foule obscure. Plus le zèle de Trépov est grand, plus sûre est la faillite complète de tous les Trépov et tous les Romanov.

Publié pour la première fois en 1926 dans l'annexe à la VI^e édition des journaux « Vperiod » et « Proletari », éd. de la Commission d'histoire du Parti près le Comité central du Parti communiste (bolchevique) de Russie

Conforme au manuscrit

NICOLAS ERNESTOVITCH BAUMAN

Le télégraphe nous apporte, ce 3 novembre nouveau calendrier, la nouvelle de la mort du médecin vétérinaire N. E. Bauman, membre du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, tué à Moscou par l'armée du tsar. Quand la veuve du mort, membre également de notre Parti, a appelé le peuple à l'insurrection armée, une manifestation s'est produite autour du cercueil. Nous n'avons pas en ce moment la possibilité de donner une biographie détaillée de notre camarade. Bornons-nous aux grands traits. Bauman commença à militer dans l'organisation social-démocrate à Pétersbourg, après 1890. Arrêté, il passa 22 mois à la forteresse de Pierre-et-Paul et fut exilé dans la province de Viatka. Il s'évada, gagna l'étranger et adhéra en 1900, dès le début, à l'organisation de l'*Iskra*, dont il fut l'un des principaux dirigeants pratiques. Se rendit maintes fois illégalement en Russie, fut arrêté en février 1902 à Voronèje (livré par un médecin), impliqué dans l'affaire de l'organisation de l'*Iskra* et emprisonné à Kiev. S'évada avec dix camarades social-démocrates en août 1902. Délégué par le comité de Moscou du P.O.S.D.R. au IIe Congrès du Parti (sous le pseudonyme de Sorokine). Participa au IIe Congrès de la Ligue[131] (sous le pseudonyme de Sarafski). Fit ensuite partie du Comité de Moscou. Arrêté le 19 juin 1904, fut écroué à la prison de Taganka. Il venait sans doute seulement d'être libéré.

Nous n'oublierons jamais ce militant du prolétariat social-démocrate de Russie ! Nous n'oublierons jamais le révolutionnaire tombé dans les premiers jours de la révo-

lution victorieuse ! Que les honneurs rendus à sa dépouille par le peuple insurgé soient le gage de la victoire complète de l'insurrection et de la destruction complète du tsarisme maudit !

Le meurtre de N. E. Bauman montre clairement combien les orateurs social-démocrates de Pétersbourg avaient raison de qualifier de piège le Manifeste du 17 octobre, et de provocation l'attitude du gouvernement depuis le Manifeste. Que valent toutes les libertés promises, tant que le pouvoir et la force armée restent aux mains du gouvernement ? L'« amnistie », après laquelle les militants sortant de prison sont abattus dans la rue par les cosaques, n'est-elle pas en réalité un piège ?

« Proletari » n° 24,
7 novembre (25 octobre) 1905

Conforme au texte du journal

SOCIALISME PETIT-BOURGEOIS ET SOCIALISME PROLÉTARIEN[182]

Le marxisme, aujourd'hui, prédomine entièrement en Europe parmi les diverses doctrines socialistes, et la lutte pour l'instauration du régime socialiste s'identifie presque totalement avec la lutte de la classe ouvrière guidée par les partis social-démocrates. Toutefois, cette entière prédominance du socialisme prolétarien, fondé sur la doctrine marxiste, ne s'est pas affirmée d'emblée, mais après une lutte de longue haleine contre toutes sortes de doctrines retardataires, contre le socialisme petit-bourgeois, contre l'anarchisme, etc. Il y a trente ans à peine le marxisme ne dominait pas encore même en Allemagne, où prévalaient en somme des conceptions transitoires, mixtes, éclectiques qui se situaient entre le socialisme petit-bourgeois et le socialisme prolétarien. Dans les pays latins, en France, en Espagne, en Belgique, les doctrines les plus répandues parmi les ouvriers avancés étaient le proudhonisme, le blanquisme, l'anarchisme, qui exprimaient nettement le point de vue du petit bourgeois, et non du prolétaire.

A quoi tient cette rapide et pleine victoire du marxisme, précisément depuis quelques dizaines d'années ? Tout le développement économique et politique des sociétés actuelles, toute l'expérience du mouvement révolutionnaire et de la lutte des classes opprimées, ont confirmé de plus en plus la justesse des conceptions marxistes. La décadence de la petite bourgeoisie devait tôt ou tard entraîner infailliblement la disparition des préjugés petits-bourgeois de tout

genre ; et l'essor du capitalisme ainsi que l'aggravation de la lutte des classes au sein de la société capitaliste étaient la meilleure propagande en faveur des idées du socialisme prolétarien.

Le retard de la Russie explique naturellement le fait que diverses doctrines socialistes retardataires se maintiennent très solidement dans notre pays. Toute l'histoire de la pensée révolutionnaire russe depuis un quart de siècle est celle de la lutte du marxisme contre le socialisme populiste petit-bourgeois. Et si l'essor rapide et les succès surprenants du mouvement ouvrier russe ont d'ores et déjà apporté au marxisme la victoire en Russie également, d'autre part le développement d'un mouvement paysan nettement révolutionnaire—surtout après les fameuses insurrections paysannes qui eurent lieu en Petite-Russie, en 1902 — a redonné une certaine vigueur au populisme caduc. L'ancien populisme, replâtré par l'opportunisme européen en vogue (revisionnisme, bernsteinisme, critique de Marx), constitue tout le bagage idéologique original de ceux qu'on nomme socialistes-révolutionnaires. Aussi la question paysanne se place-t-elle au centre des discussions des marxistes avec les populistes purs comme aussi avec les socialistes-révolutionnaires.

Le populisme était dans une certaine mesure un corps de doctrine conséquent. Il niait la domination du capitalisme en Russie ; il niait le rôle des ouvriers d'usine comme combattants d'avant-garde de l'ensemble du prolétariat ; il niait l'importance de la révolution politique et de la liberté politique bourgeoise ; il préconisait d'emblée la révolution socialiste avec pour point de départ la communauté paysanne et sa petite exploitation agricole. De ce corps de doctrine, il ne reste aujourd'hui que des lambeaux. Mais pour pouvoir suivre en homme averti les discussions actuelles, pour ne pas leur permettre de dégénérer en simples échanges d'invectives, il ne faut jamais perdre de vue les *bases* populistes profondes et déterminantes, des erreurs de nos socialistes-révolutionnaires.

L'homme de l'avenir en Russie, c'est le moujik, pensaient les populistes, et cette opinion dérivait de façon nécessaire de leur foi dans le caractère socialiste de la communauté et de leur manque de foi dans les destinées du capi-

talisme. L'homme de l'avenir en Russie, c'est l'ouvrier, pensaient les marxistes, et le développement du capitalisme russe, dans l'agriculture comme dans l'industrie, confirme de plus en plus leur façon de voir. Le mouvement ouvrier a su s'imposer aujourd'hui en Russie ; pour ce qui est du mouvement paysan, tout l'abîme qui sépare le populisme et le marxisme se révèle aujourd'hui encore dans leur *conception* différente de ce mouvement. Pour un populiste, le mouvement paysan réfute précisément le marxisme ; ce mouvement s'affirme justement en faveur d'une révolution socialiste immédiate ; il ne reconnaît précisément aucune liberté politique bourgeoise ; il prend pour base non pas la grande, mais la petite exploitation agricole. Bref, pour populiste, le mouvement paysan est bien un mouvement authentiquement socialiste et immédiatement socialiste. La foi populiste en la communauté paysanne et l'anarchisme populiste expliquent amplement le caractère inéluctable de ces conclusions.

Pour un marxiste le mouvement paysan n'est point un mouvement socialiste, mais un mouvement démocratique. En Russie, comme ce fut le cas dans les autres pays, il est le compagnon nécessaire de la révolution démocratique, bourgeoise par son contenu économique et social. Ce mouvement n'est nullement dirigé contre les fondements du régime bourgeois, contre l'économie marchande, contre le Capital. Bien au contraire, il est dirigé contre les vieux rapports précapitalistes, féodaux à la campagne et contre la grande propriété foncière, principal appui de toutes les survivances du servage. C'est pourquoi la victoire totale de ce mouvement paysan ne supprimera pas le capitalisme mais, au contraire, créera un terrain plus large pour son développement ; elle accélèrera et accentuera l'évolution proprement capitaliste. La victoire totale de l'insurrection paysanne peut uniquement créer une base pour une république bourgeoise démocratique où, pour la première fois, se déroulera dans toute sa pureté la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie.

Ainsi, voilà deux conceptions opposées que doit bien comprendre toute personne désireuse de mesurer l'abîme qui sépare, du point de vue de la doctrine, les socialistes-révolutionnaires et les social-démocrates. Selon la première conception, le mouvement paysan est un mouvement socia-

liste; selon la seconde, c'est un mouvement démocratique bourgeois. On voit par là l'ignorance dont font preuve nos socialistes-révolutionnaires lorsqu'ils répètent pour la centième fois (cf., par exemple, le n° 75 de la revue *Révoliou-tsionnaïa Rossia*) que les marxistes orthodoxes auraient soi-disant « méconnu » la question paysanne (n'en voulaient rien savoir). Pour combattre cette ignorance crasse il n'y a qu'un moyen : répéter l'a b c, exposer les anciennes conceptions populistes conséquentes, indiquer pour la centième, pour la millième fois que la différence véritable consiste non pas dans le désir ou le refus de faire état de la question paysanne, non pas dans sa reconnaissance ou sa méconnaissance, mais dans l'*appréciation différente* du mouvement paysan et de la question paysanne à notre époque en Russie. Celui qui prétend que les marxistes ont « méconnu » la question paysanne en Russie, est d'abord un ignare, car justement tous les principaux écrits des marxistes russes, à commencer par *Nos divergences* de Plékhanov (parus il y a plus de vingt ans), s'attachent principalement à expliquer l'erreur de la façon dont les populistes conçoivent la question paysanne russe. En second lieu, celui qui prétend que les marxistes ont « méconnu » la question paysanne, prouve qu'il veut se dispenser de porter un jugement d'ensemble sur la divergence de principe qui existe réellement : le mouvement paysan actuel est-il un mouvement bourgeois-démocratique ou non ? Est-il dirigé, par son orientation objective, contre les vestiges du servage, ou non ?

Les socialistes-révolutionnaires n'ont jamais donné et ne pourront jamais donner une réponse claire et précise à cette question, étant donné qu'ils balancent perpétuellement entre l'ancienne conception populiste et la conception marxiste moderne de la question paysanne en Russie. Si, selon les marxistes, les socialistes-révolutionnaires représentent les conceptions de la petite bourgeoisie (s'ils sont les idéologues de la petite bourgeoisie), c'est parce qu'ils ne peuvent pas se débarrasser des illusions petites-bourgeoises, des fantaisies populistes dans l'appréciation du mouvement paysan.

Force nous est donc de répéter : b-a, ba. A quoi aspire le mouvement paysan contemporain en Russie ? A la terre et à la liberté. Quelle portée aura la victoire complète de ce

mouvement ? Quand il aura obtenu la liberté, il abolira la domination des grands propriétaires fonciers et des fonctionnaires dans le gouvernement de l'Etat. Quand il aura obtenu la terre, il remettra les terres des grands propriétaires fonciers aux paysans. Est-ce que la liberté la plus complète et la plus complète expropriation des grands propriétaires fonciers supprimeront l'économie marchande ? Non, elles ne la supprimeront pas. Est-ce que la liberté la plus complète et la plus complète expropriation des grands propriétaires fonciers supprimeront l'exploitation individuelle par le paysan de la terre communale ou de la terre « socialisée» ? Non, elles ne la supprimeront pas. Est-ce que la liberté la plus complète et la plus complète expropriation des grands propriétaires fonciers supprimeront le gouffre qui sépare le paysan riche, possesseur de plusieurs chevaux et de plusieurs vaches, et le manouvrier agricole, le journalier, autrement dit la bourgeoisie paysanne et le prolétariat rural ? Non, elles ne le supprimeront pas. Au contraire, plus complètes seront la défaite et l'abolition de la *caste* supérieure (des grands propriétaires fonciers), et plus profond sera l'antagonisme *de classe* entre la bourgeoisie et le prolétariat. Quelle sera objectivement la portée de la victoire totale de l'insurrection paysanne ? Cette victoire abolira définitivement tous les vestiges du servage, sans supprimer pour autant l'économie bourgeoise, le capitalisme, la division de la société en classes, en riches et en pauvres, en bourgeoisie et en prolétariat. Pourquoi le mouvement paysan actuel est-il un mouvement bourgeois démocratique ? Parce qu'en abolissant le pouvoir des fonctionnaires et des grands propriétaires fonciers, il donne une organisation démocratique à la société, sans modifier les fondements bourgeois de cette société démocratique, sans abolir la domination du capital. Quelle doit être l'attitude d'un ouvrier conscient, d'un socialiste, à l'égard du mouvement paysan contemporain ? Il doit soutenir ce mouvement, aider les paysans de la façon la plus énergique, les aider jusqu'au bout à jeter bas, entièrement, le pouvoir des fonctionnaires et le pouvoir des grands propriétaires fonciers. Mais en même temps il doit * expliquer aux paysans qu'il ne suffit

* Le manuscrit porte ici : « sans trêve ». (*N.R.*)

pas de jeter bas le pouvoir des fonctionnaires et des grands propriétaires fonciers. En renversant ce pouvoir, il faut se préparer du même coup à supprimer le pouvoir du Capital, le pouvoir de la bourgeoisie ; pour cela, il faut populariser sans tarder une doctrine intégralement socialiste, autrement dit marxiste, et unir, souder, organiser les prolétaires ruraux pour la lutte contre la bourgeoisie paysanne et contre toute la bourgeoisie de Russie. Un ouvrier conscient peut-il oublier la lutte démocratique pour la lutte socialiste, ou bien oublier la lutte socialiste pour la lutte démocratique ? Non, un ouvrier conscient se dit social-démocrate justement parce qu'il a compris le rapport de l'une à l'autre lutte. Il sait qu'il n'existe pas de chemin vers le socialisme, hormis celui de la démocratie, de la liberté politique. C'est pourquoi il aspire à une réalisation entière et conséquente de la démocratie, pour atteindre au but final : le socialisme. Pourquoi les conditions de la lutte démocratique et de la lutte socialiste ne sont-elles pas les mêmes ? Parce que les ouvriers auront à coup sûr des alliés différents dans l'une et l'autre lutte. Les ouvriers mènent la lutte démocratique en commun avec une partie de la bourgeoisie, surtout de la petite bourgeoisie. Les ouvriers mènent la lutte socialiste contre toute la bourgeoisie. On peut et on doit lutter contre le fonctionnaire et le grand propriétaire foncier en commun avec tous les paysans, même les paysans riches et moyens. Tandis que contre la bourgeoisie, et donc contre les paysans riches, on ne peut lutter de façon sûre qu'en commun avec le prolétariat rural.

Si nous gardons présentes à l'esprit toutes ces vérités élémentaires du marxisme, que les socialistes-révolutionnaires préfèrent ne jamais évoquer, il nous sera aisé de porter un jugement sur les « récentes » objections ci-après, qu'ils élèvent contre le marxisme.

« Quel besoin, s'exclame la *Révolioutsionnaïa Rossia* (n° 75), avait-on de soutenir d'abord le paysan en général contre le propriétaire foncier, et ensuite (c'est-à-dire en même temps) soutenir le prolétariat contre le paysan en général, au lieu de soutenir d'emblée le prolétariat contre le propriétaire foncier, et qu'est-ce que le marxisme vient faire ici, Allah seul le sait. »

C'est là le point de vue de l'anarchisme le plus fruste, le plus puérilement naïf. L'humanité rêve depuis des siècles, voire depuis des millénaires, de supprimer « d'emblée » toute exploitation. Mais ces rêves sont restés ce qu'ils étaient jusqu'au jour où des millions d'exploités ont commencé à s'unir dans le monde entier pour engager sur tous les terrains une lutte ferme et conséquente en vue de modifier la société capitaliste dans le sens du développement propre de cette société. Les rêves socialistes ne sont devenus la lutte socialiste de millions d'hommes que le jour où le socialisme scientifique de Marx a uni les tendances réformatrices à la lutte d'une classe déterminée. En dehors de la lutte de classe, le socialisme est une phrase creuse ou un rêve puéril. Or, nous voyons chez nous, en Russie, deux forces sociales différentes soutenir deux luttes différentes. Le prolétariat se bat contre la bourgeoisie partout où existent des rapports de production capitalistes (et ils existent même — avis à nos socialistes-révolutionnaires — au sein de la communauté paysanne, c'est-à-dire sur une terre qui, de leur point de vue, est on ne peut plus « socialisée »). La paysannerie, en tant que couche de petits propriétaires terriens, de petits bourgeois, lutte contre tous les vestiges du servage, contre les fonctionnaires et les grands propriétaires fonciers. Seuls des gens ignorant tout de l'économie politique et de l'histoire des révolutions dans le monde entier, peuvent ne pas apercevoir ces deux guerres sociales différentes, hétérogènes. Fermer les yeux sur le caractère hétérogène de ces guerres au moyen du petit mot « d'emblée », revient à faire l'autruche et à renoncer à toute analyse de la réalité.

Les socialistes-révolutionnaires, qui ont perdu l'unité de vues de l'ancien populisme, ont même oublié bien des points de la doctrine des populistes eux-mêmes. « En aidant la paysannerie à exproprier les grands propriétaires fonciers, écrit dans le même article la *Révolioutsionnaïa Rossia*, M. Lénine favorise inconsciemment l'instauration de l'économie petite-bourgeoise sur les ruines des formes déjà plus ou moins développées de l'agriculture capitaliste. N'est-ce pas accomplir un pas en arrière selon le point de vue du marxisme orthodoxe ? »

Quelle honte, messieurs ! C'est que vous avez oublié

votre M.V.V. ! Consultez ses *Destinées du capitalisme*, les *Essais* de M. Nikolaï-on [133] et les autres sources où vous puisez votre sagesse. Vous vous rappellerez alors que la grande propriété foncière, en Russie, réunit en elle des traits du capitalisme et du servage. Vous saurez alors qu'il existe un système de prestations de travail, cette survivance directe de la corvée. Si, au surplus, vous jetez un coup d'œil dans ce livre marxiste orthodoxe qu'est le troisième tome du *Capital* de Marx, vous apprendrez que nulle part l'évolution de l'économie féodale, sa transformation en économie capitaliste ne se sont jamais effectuée, et ne pouvaient d'ailleurs s'effectuer autrement que par l'intermédiaire de l'économie paysanne petite-bourgeoise. Pour exécuter le marxisme, vous usez d'un moyen vraiment trop simple, éventé depuis bien trop longtemps : vous prêtez au marxisme une conception, simplifiée jusqu'à la caricature, de la transition directe de la grande exploitation féodale à la grande exploitation capitaliste ! Vous faites le raisonnement suivant : les récoltes des grandes exploitations foncières sont supérieures aux récoltes paysannes ; donc l'expropriation des grands propriétaires fonciers est un pas en arrière. Ce raisonnement est digne d'un élève de la petite école. Réfléchissez donc un peu, messieurs : n'a-t-elle pas été un « pas en arrière », la séparation de la terre paysanne à faible rendement d'avec la terre à rendement élevé des grands propriétaires fonciers, lors de la chute du servage ?

La grande exploitation foncière moderne en Russie réunit des traits du capitalisme et du servage. La lutte actuelle des paysans contre les grands propriétaires fonciers est, de par sa portée objective, une lutte contre les vestiges du servage. Mais vouloir dénombrer tous les cas isolés et peser chaque cas à part, essayer d'établir avec la précision d'un pèse-lettre où finit le servage et où commence le capitalisme pur, c'est prêter aux marxistes son propre pédantisme. Nous ne pouvons calculer, dans le prix des provisions achetées chez un petit épicier, la part de la valeur-travail et la part de la filouterie, etc. Est-ce à dire, messieurs, qu'il faille rejeter la théorie de la valeur-travail ?

La grande exploitation foncière moderne allie des traits du capitalisme et du servage. Seuls des pédants peuvent

en conclure que notre devoir est de peser, compter et consigner chaque petit trait dans chaque cas isolé, d'après son caractère social. Seuls des utopistes peuvent en conclure que « point n'est besoin » pour nous de distinguer deux guerres sociales hétérogènes. De là il suit, en effet, cette conclusion unique que nous devons, dans notre programme et dans notre tactique, allier la lutte purement prolétarienne contre le capitalisme à la lutte de tous les éléments démocratiques (et de tous les paysans) contre le servage.

Plus sont marqués les traits capitalistes de la grande exploitation foncière semi-féodale actuelle, et plus impérieuse est la nécessité, dès maintenant, d'organiser à part le prolétariat rural, car c'est ainsi que s'affirmera plus vite l'antagonisme purement capitaliste ou purement prolétarien, en cas de confiscation, quelle qu'elle soit. Plus les traits capitalistes sont accusés dans la grande exploitation foncière, et plus vite la confiscation démocratique stimulera la lutte véritable pour le socialisme — et donc, plus dangereuse est la fausse idéalisation de la révolution démocratique, opérée à l'aide du mot magique de « socialisation ». Telle est la conclusion qui découle du fait que le capitalisme et le servage s'entrelacent dans la grande exploitation foncière.

Ainsi donc, il faut allier la lutte purement prolétarienne à la lutte paysanne générale, mais ne pas les confondre. Soutenir la lutte démocratique générale et la lutte paysanne générale, sans jamais se fondre avec cette lutte qui n'est pas une lutte de classes, sans jamais l'idéaliser au moyen de petits mots factices comme celui de socialisation, sans jamais oublier, même un instant, la nécessité d'organiser le prolétariat des villes et *des campagnes* dans un parti de classe social-démocrate tout à fait indépendant. En soutenant jusqu'au bout les aspirations démocratiques les plus résolues, ce parti ne se laissera pas détourner de la voie révolutionnaire par des rêves réactionnaires et des essais d'instauration d'un régime de jouissance « égalitaire » dans le cadre de l'économie marchande. La lutte des paysans contre les grands propriétaires fonciers est actuellement révolutionnaire, la confiscation des domaines des grands propriétaires fonciers, à cette époque d'évolution économique et politique, est révolutionnaire sous tous les rapports, et

nous soutenons cette mesure démocratique révolutionnaire. Mais appeler cette mesure « socialisation », se tromper soi-même et tromper le peuple au sujet de la possibilité d'une jouissance « égalitaire » du sol, dans le cadre de l'économie marchande, c'est une utopie petite-bourgeoise réactionnaire que nous réservons aux socialistes réactionnaires.

« Prolétari » n° 24,
1 novembre (25 octobre) 1906

Conforme au texte du journal collationné avec le manuscrit

LE DÉNOUEMENT EST PROCHE

Les forces s'équilibrent, écrivions-nous il y a deux semaines * en recevant les premières nouvelles de la grève générale politique en Russie, quand il commença à apparaître que le gouvernement n'osait pas faire agir d'emblée ses forces militaires.

Les forces s'équilibrent, écrivions-nous, il y a une semaine ** quand le Manifeste du 17 octobre était le « dernier mot » des nouvelles politiques, attestant devant le peuple et l'univers l'indécision et le recul du tsarisme.

Mais, loin d'exclure la lutte, l'équilibre des forces la rend au contraire particulièrement âpre. Le gouvernement n'a battu en retraite, comme nous l'avons déjà dit, que pour choisir une position nouvelle, qui lui paraît plus commode, pour combattre. L'annonce des « libertés », ornement du chiffon de papier qu'on appelle Manifeste du 17 octobre, n'est qu'une tentative de créer le climat moral nécessaire à la lutte contre la révolution, le côté matériel étant préparé par Trépov, à la tête des centuries noires de la Russie entière.

Le dénouement approche. La situation politique nouvelle se campe avec une promptitude étonnante, propre aux seules époques révolutionnaires. Le gouvernement, tout en commençant à céder en paroles, s'est mis aussitôt à préparer son offensive réelle. Les promesses de constitution ont été suivies des violences les plus sauvages et les plus monstrueuses, comme si l'on voulait faire apparaître exprès

* Voir le présent tome, p. 407. (*N.R.*)
** Voir le présent tome, p. 444. (*N.R.*)

aux yeux du peuple toute la signification réelle du pouvoir réel de l'autocratie. La contradiction entre les promesses, les paroles, les chiffons de papier et la réalité est devenue infiniment plus tangible. Les événements ont commencé à confirmer merveilleusement cette vérité que nous répétons depuis longtemps et que nous répéterons toujours à nos lecteurs : tant que le pouvoir effectif du tsarisme n'aura pas été renversé, toutes ses concessions, y compris l'Assemblée « constituante » elle-même, ne seront que fantômes, mirage, poudre aux yeux.

Les ouvriers révolutionnaires de Pétersbourg l'ont exprimé avec une clarté remarquable dans l'un de ces bulletins quotidiens [134] qui ne nous parviennent pas encore, mais dont les journaux étrangers, étonnés et effrayés par la puissance du prolétariat, parlent de plus en plus souvent. Le comité de grève écrivait (nous citons d'après la traduction anglaise, ce qui rend certaines inexactitudes inévitables) : « La liberté de réunion nous est octroyée, mais nos réunions sont cernées par la troupe. La liberté de la presse nous est octroyée, mais la censure existe toujours. La liberté de la science est promise, mais les soldats occupent l'université. L'inviolabilité de la personne est octroyée, mais les prisons sont bondées. Witte nous est octroyé, mais Trépov continue à exister. La Constitution nous est octroyée, mais l'autocratie subsiste. Tout nous est donné, mais nous n'avons rien. »

Le Manifeste est suspendu par Trépov. La Constitution est différée par Trépov. La signification véritable des libertés est révélée par les commentaires du même Trépov. L'amnistie est mutilée par Trépov.

Mais qu'est-ce donc que ce Trépov ? Est-ce une personnalité extraordinaire dont la disparition aurait une importance particulière ? Nullement. C'est le plus ordinaire des policiers qui s'acquitte du travail quotidien de l'autocratie en donnant des ordres aux troupes et à la police.

Pourquoi donc ce policier des plus banals et son « travail » des plus routiniers acquièrent-ils tout à coup une signification si immense ? Parce que la révolution a fait des progrès immenses et rapproché le dénouement véritable. La maturité politique du peuple dirigé par le prolétariat grandit non de jour en jour mais d'heure en heure, ou, si

vous préférez, non d'année en année, mais de semaine en semaine. Et si vis-à-vis d'un peuple encore politiquement endormi, Trépov était le plus ordinaire des policiers, face à un peuple qui a pris conscience de sa force politique, ce policier jure, car il incarne la sauvagerie, le crime et l'absurdité du tsarisme.

La révolution instruit. Elle donne à toutes les classes du peuple, à tous les peuples de la Russie d'excellentes leçons de choses *sur la nature de la Constitution*. La révolution instruit en faisant ressortir, avec l'évidence la plus aveuglante, la plus tangible, les tâches politiques à résoudre d'urgence, en faisant sentir aux masses populaires l'importance de ces tâches, en rendant impossible l'existence même du peuple sans l'accomplissement de ces tâches, en démasquant dans la pratique la fausseté de tous les camouflages, de toutes les échappatoires, de toutes les promesses, de toutes les reconnaissances. « Tout nous est donné, mais nous n'avons rien. » Car il ne nous est « donné » que des promesses, car nous n'avons pas le pouvoir réel. Nous voici sur le point d'obtenir la liberté, ayant forcé tout le monde jusqu'au tsar, à en reconnaître la nécessité. Mais ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'une reconnaissance, c'est de la liberté réelle. Nous n'avons pas besoin d'un chiffon de papier promettant des droits législatifs aux représentants du peuple. Nous avons besoin de la souveraineté véritable du peuple. Plus nous en sommes proches, et plus son absence nous est intolérable. Plus les manifestes du tsar sont séduisants et plus le pouvoir du tsar devient insupportable.

La lutte s'achemine vers le dénouement, vers la solution du problème suivant : le gouvernement du tsar gardera-t-il le pouvoir réel ? Quant à reconnaître la révolution, tout le monde l'a déjà reconnue. M. Strouvé et les gens de l'*Osvobojdénié* l'ont reconnue il y a assez longtemps, M. Witte vient de la reconnaître, Nicolas Romanov aussi. Je vous promets tout ce que vous voudrez, dit le tsar, pourvu que vous me laissiez le pouvoir, pourvu que vous me permettiez de m'acquitter moi-même de mes promesses. C'est à quoi se réduit le Manifeste impérial, et l'on comprend qu'il ne pouvait manquer de stimuler le peuple à la lutte décisive. J'octroie tout, sauf le pouvoir,

déclare le tsarisme. Tout est mirage, sauf le pouvoir, répond le peuple révolutionnaire.

L'absurdité apparente à laquelle les choses en sont arrivées en Russie traduit l'effort réel que fait le tsarisme pour tromper, pour tourner la révolution par un compromis avec la bourgeoisie. Le tsar renchérit de plus en plus sur ses promesses à la bourgeoisie, voulant se rendre compte si les classes possédantes ne commencent pas, enfin, à se retourner en masse vers l'« ordre ». Mais tant que cet « ordre » est incarné par les excès de Trépov et de ses centuries noires, l'appel du tsar risque de demeurer *vox clamantis in deserto*. Le tsar a besoin de Witte comme de Trépov : de Witte pour appâter les uns, de Trépov pour contenir les autres ; de Witte pour les promesses, de Trépov pour l'action ; de Witte pour la bourgeoisie, de Trépov pour le prolétariat. Et nous voyons de nouveau se dérouler, mais à un degré beaucoup plus élevé de développement, le spectacle auquel nous avons assisté au début des grèves de Moscou : les libéraux négocient, les ouvriers combattent.

Trépov a parfaitement compris son rôle et sa signification véritable. Peut-être seulement s'est-il un peu trop hâté au gré de Witte le diplomate, mais c'est qu'à voir les grandes enjambées de la révolution, il avait peur d'être en retard. Trépov était même forcé de se hâter, car il sentait diminuer les forces mises à sa disposition.

En même temps que sortait son Manifeste constitutionnel, l'autocratie s'est mise en devoir de conjurer la Constitution. Les centuries noires besognent comme jamais encore en Russie. Il pleut de tous les points de la Russie des nouvelles sur les massacres, les pogromes, les atrocités. La terreur blanche règne. Partout où c'est possible, la police excite et organise la lie de la société capitaliste en mal de brutalité et de violence, bourre d'alcool le rebut de la population des villes, fomente des pogromes, incite à assommer les « étudiants » et les émeutiers, aide à instruire les membres des zemstvos. La contre-révolution est déchaînée. Trépov « justifie » la confiance placée en lui. Les mitrailleuses entrent en action (à Odessa), des gens ont les yeux crevés (à Kiev), d'autres sont jetés du quatrième étage sur le pavé, des maisons entières sont prises d'assaut et mises à sac, des incendies sont allumés que l'on empêche d'étein-

dre, ceux qui osent résister aux centuries noires sont fusillés. Même chose en Pologne, en Sibérie, des rivages du golfe de Finlande à la mer Noire.

Mais, à côté de ce déchaînement des centuries noires, de cette orgie de l'autocratie, de ces dernières convulsions du monstre tsariste, le prolétariat manifeste toujours plus de mordant, paraissant se calmer après chaque nouvel assaut, alors qu'en réalité il regroupe ses forces et se prépare à l'assaut décisif. Les excès de la police n'ont plus du tout en Russie le caractère qu'ils avaient auparavant, et cela pour les raisons que nous avons notées plus haut. La désagrégation du pouvoir du tsar progresse à mesure qu'explose la soif de vengeance des cosaques et que s'assouvit la rancune de Trépov. On le voit en province, en Finlande, à Pétersbourg ; on s'en rend compte aussi bien dans les endroits où le peuple est le plus terrorisé et la conscience politique la moins éveillée, ou dans les régions frontières peuplées d'allogènes, que dans la capitale, où le plus grand drame de la révolution promet de se jouer.

Comparez en effet ces deux télégrammes que nous trouvons dans un journal libéral bourgeois viennois [135] : « *Tver.* La pègre s'est attaquée, sous les yeux du gouverneur Sleptsov, au siège des zemstvos. L'immeuble, d'abord assiégé, a été incendié. Les pompiers ont refusé de combattre le feu. La troupe, qui était présente, n'a rien entrepris contre les bandits. » (Nous ne garantissons naturellement pas l'exactitude absolue de cette dépêche. Mais le fait que des choses de ce genre ou cent fois pires s'accomplissent partout est tout à fait incontestable.) « *Kazan.* Le peuple a désarmé la police. Les armes ainsi confisquées ont été distribuées à la population. Une milice populaire a été organisée. L'ordre le plus complet règne. »

N'est-il pas édifiant de rapprocher ces deux tableaux ? Vengeances, excès, pogromes. Renversement du pouvoir du tsar et organisation de l'insurrection victorieuse.

En Finlande nous sommes témoins des mêmes faits dans des proportions incomparablement plus grandes. Le gouverneur-général a pris la fuite. Les béni-oui-oui du Sénat ont été destitués par le peuple. On met à la porte les gendarmes russes. Ils tentent de se venger en sabotant les voies ferrées (télégrammes de Haparanda, du 4 novembre

nouveau calendrier). Des détachements de la milice populaire en armes sont alors envoyés contre les gendarmes saboteurs. Une assemblée de citoyens de Torneo décide d'organiser l'importation d'armes et de publications. Des milliers et des dizaines de milliers d'hommes dans les villes et les villages s'enrôlent dans la milice finlandaise. On communique que la garnison russe d'une forteresse importante (Sveaborg) s'est déclarée en faveur du peuple insurgé et a remis la forteresse à la milice populaire. La Finlande est en fête. Le tsar fait des concessions, s'apprête à convoquer la Diète, abroge le rescrit illégal du 15 février 1899, accepte la « démission » des sénateurs chassés par le peuple. Le *Novoïé Vrémia* conseille cependant de bloquer les ports de Finlande et de réprimer l'insurrection par la force des armes. D'après les télégrammes des journaux étrangers, des forces russes importantes sont cantonnées à Helsingfors (on ignore dans quelle mesure elles sont utilisables pour la répression de l'insurrection). Les navires de guerre russes seraient entrés dans le port intérieur de cette ville.

Pétersbourg. Trépov se venge de la jubilation du peuple révolutionnaire (heureux de la concession arrachée au tsar). Excès des cosaques. Accroissement des violences. La police organise ouvertement les centuries noires. Les ouvriers avaient l'intention d'organiser, le dimanche 5 novembre (23 octobre), une manifestation monstre. Ils entendaient rendre un hommage public à la mémoire de leurs héroïques camarades tombés pour la liberté. Le gouvernement préparait de son côté une orgie de sang. Il réservait à Pétersbourg ce qui s'est passé dans de moindres proportions à Moscou (tuerie aux obsèques du chef ouvrier Bauman). Trépov pensait mettre l'occasion à profit, ses troupes n'étant pas encore divisées par l'envoi de certaines unités en Finlande, et les ouvriers se préparant à manifester, non à se battre.

Les ouvriers de Pétersbourg ont tiré au clair les desseins de l'ennemi. La manifestation fut décommandée. Le comité ouvrier a décidé de ne pas livrer la dernière bataille à l'heure qu'il plaisait à Trépov de choisir. Il considéra avec raison que diverses causes (et notamment l'insurrection de Finlande) rendaient la temporisation désavanta-

geuse à Trépov, mais avantageuse pour nous. La préparation des armements se poursuit cependant à toute allure. La propagande parmi les troupes fait des progrès remarquables. On annonce l'arrestation de 150 marins des 14e et 18e équipages de la flotte. 92 plaintes auraient été déposées en une dizaine de jours contre des officiers accusés de sympathiser avec les révolutionnaires. Des proclamations invitant les troupes à passer au peuple sont même distribuées aux patrouilles chargées de la « sécurité » de Pétersbourg. La liberté de la presse, promise dans les limites qui semblent convenables à Trépov, est quelque peu élargie par la main puissante du prolétariat. Le samedi 22 octobre (4 novembre) ne parurent, d'après les informations des journaux étrangers, que les journaux de Pétersbourg qui acceptèrent l'injonction des ouvriers de passer outre à la censure. Deux journaux allemands de Pétersbourg, désireux de rester « loyaux » (serviles), ne purent paraître. Les journaux « légaux » se sont mis — à partir du moment où la limite de la légalité fut tracée par la fédération des grévistes pétersbourgeois et non par Trépov — à tenir un langage exceptionnellement hardi. « La grève n'a cessé que temporairement, télégraphie-t-on le 23 octobre (5 novembre) à la *Neue Freie Presse* et l'on annonce qu'elle reprendra dès que le moment sera venu de porter le dernier coup à l'ancien régime. Les concessions demeurent absolument sans effet sur le prolétariat. La situation est extrêmement grave. Les idées révolutionnaires gagnent des masses de plus en plus nombreuses. La classe ouvrière se sent maîtresse de la situation. Ceux que la catastrophe imminente effraie quittent déjà la ville (Pétersbourg). »

Le dénouement approche. La victoire de l'insurrection populaire est pour bientôt. Les mots d'ordre de la social-démocratie révolutionnaire se réalisent avec une rapidité inattendue. Laissons donc Trépov se démener encore quelque temps entre la Finlande révolutionnaire et Pétersbourg révolutionnaire, entre les régions frontières révolutionnaires et la province révolutionnaire. Qu'il essaie de trouver un seul petit terrain sûr pour ses opérations militaires. Que le Manifeste impérial soit largement répandu, que les événements des centres révolutionnaires soient plus largement connus, cela nous vaudra de nouveaux partisans, cela fera

hésiter encore plus, démoralisera encore plus les rangs éclaircis des partisans du tsar.

La grève générale politique a parfaitement rempli sa tâche : elle a fait progresser l'insurrection, grièvement blessé le tsarisme, empêché l'infâme comédie de l'infâme Douma d'Etat. La répétition générale a pris fin. Nous sommes, selon toutes les apparences, à la veille du drame lui-même. Witte se noie dans les phrases. Trépov se noie dans le sang. Il ne reste plus au tsar que trop peu de promesses à donner. Il ne reste à Trépov que trop peu de troupes ultra-réactionnaires à engager dans la dernière bataille. Cependant, les rangs des troupes révolutionnaires s'accroissent, ces troupes s'aguerrissent dans les combats et le drapeau rouge se lève de plus en plus haut sur la Russie nouvelle.

« Prolétari » n° 25, 16 (3 novembre) 1905

Conforme au texte du journal

ADDITION À L'ARTICLE DE V. KALININE «LE CONGRÈS PAYSAN»[186]

1

Nous voyons, par conséquent, que les socialistes conscients doivent absolument soutenir la lutte révolutionnaire de tous les paysans, même aisés, contre les fonctionnaires et les grands propriétaires fonciers, mais les socialistes conscients doivent déclarer sans détours et clairement que le « partage noir » demandé par les paysans est loin d'être le socialisme. Le socialisme exige la destruction du pouvoir de l'argent, du pouvoir du capital, la destruction de toute propriété privée des moyens de production, la destruction de l'économie marchande. Le socialisme exige que la terre comme les usines passent dans les mains de tous les travailleurs, qui organiseront d'après un plan commun une production à grande échelle, au lieu de petites unités dispersées.

La lutte paysanne pour la terre et la liberté représente un grand pas vers le socialisme, mais est encore loin, très loin d'être le socialisme lui-même.

2

...La résolution de tactique adoptée par le congrès frappe par son indigence. Nous inclinons à croire que l'un des bienfaiteurs (libéraux) des paysans s'est de nouveau livré à un « petit travail d'explication ».

Voici cette résolution :

« En fonction des conditions locales, l'activité de l'Union paysanne peut se dérouler au grand jour ou secrètement (clandestinement). Tous les membres de l'Union doivent diffuser leurs idées et faire passer dans les faits leurs exigences par tous les moyens possibles, sans se laisser arrêter par l'opposition active des *zemskié natchalniki*, de la police et autres autorités. Il est recommandé entre autres d'user du droit de rédiger, lors des rassemblements de village ou de canton et des réunions privées, des doléances concernant l'amélioration du fonctionnement de l'Etat et l'élévation de la prospérité générale. »

Une telle résolution est très loin d'être satisfaisante. Au lieu d'un appel révolutionnaire au soulèvement, elle se borne à des conseils libéraux de caractère général. Au lieu d'organiser un parti révolutionnaire, la résolution accouche seulement d'un appendice au parti libéral. La marche des événements fera elle-même le clivage entre les grands propriétaires libéraux et les paysans révolutionnaires ; quant à nous, les social-démocrates, nous nous efforcerons d'accélérer le mouvement.

« Prolétari » n° 25
26 (3) novembre 1905

Conforme au texte du journal collationné avec le manuscrit

ENTRE DEUX COMBATS

Genève, 15 novembre nouveau calendrier.

La grande bataille que le prolétariat a livrée au tsarisme est terminée. La grève générale politique a apparemment presque partout pris fin. L'ennemi a reculé surtout sur un front (la Finlande), mais par contre il s'est renforcé sur un autre (situation militaire en Pologne). Au centre, l'ennemi a un tout petit peu reculé, mais pour occuper une position solide et se préparer à un combat encore plus sanglant et plus décisif. Des coups de main ont lieu sans arrêt sur tout le front. Les deux côtés se hâtent de combler leurs pertes, de consolider leurs rangs, de s'organiser et de s'armer le mieux possible en vue de la prochaine bataille.

Telles sont, à peu près, les positions actuelles sur le théâtre de la lutte pour la liberté. La guerre civile se distingue naturellement des autres guerres par le fait que les formes de combat sont beaucoup plus variées, que le nombre et la composition des combattants des deux côtés sont très difficiles à évaluer et très sujets à des fluctuations, que les avances en vue de conclure la paix ou simplement un armistice n'émanent pas des combattants et interfèrent de la manière la plus fantaisiste avec les actions militaires.

Les interruptions provisoires des actions militaires stimulent particulièrement l'initiative des « conciliateurs ». Witte se met en quatre pour se montrer (directement et par l'intermédiaire de la presse aux ordres) justement comme un de ces « conciliateurs » mais tout en cachant de son mieux son rôle de diplomate à la solde du tsarisme. Un communiqué gouvernemental reconnaît — pour la joie des

libéraux naïfs — la participation de la police aux exploits des Cent-Noirs. La presse qui cherche à se gagner les bonnes grâces du gouvernement (le *Novoïé Vrémia* par exemple) fait semblant de réprouver les excès des réactionnaires aussi bien, évidemment, que les « excès » des révolutionnaires. Les représentants extrémistes de la réaction (Pobédonostsev, Vladimir, Trépov) s'en vont, mécontents de ce petit jeu. D'une part, parce que, stupides qu'ils sont, ils ne comprennent pas combien ce jeu est profitable pour conserver au tsarisme le plus de pouvoirs possible ; d'autre part, parce qu'ils pensent — et avec justesse — qu'il leur est plus avantageux d'avoir les coudées parfaitement franches et de prendre part à ce même jeu, mais dans un autre rôle : dans le rôle de combattants « indépendants » pour la puissance du monarque, dans le rôle de vengeurs « libres » des « outrages (faits par les révolutionnaires) aux sentiments nationaux du peuple russe », — pour parler clairement, dans le rôle de chefs des Cent-Noirs.

Witte se frotte les mains de joie en voyant les « grands » succès de son jeu incroyablement rusé. Il conserve la candeur du libéralisme, propose avec insistance des portefeuilles ministériels aux chefs du parti cadet (même à Milioukov d'après un télégramme du correspondant du *Temps*), adresse une lettre de sa propre main à M. Strouvé en le priant de rentrer dans sa patrie, s'efforçant de passer pour un « blanc » aussi éloigné des « rouges » que des « noirs ». Mais en même temps qu'il acquiert cette candeur, il se fait aussi un bon petit capital, car il reste à la tête du gouvernement tsariste, gouvernement qui conserve dans ses mains tout le pouvoir et n'attend que le meilleur moment pour passer à l'attaque décisive contre la révolution.

La manière dont nous avions caractérisé Witte dans le *Prolétari* se confirme pleinement. C'est un ministre-clown par ses procédés, ses « dons » et sa fonction. C'est un ministre de la bureaucratie libérale, par les forces réelles dont il dispose à l'heure actuelle, car avec la bourgeoisie libérale il n'est pas encore arrivé à un marché. A vrai dire, ce marchandage fait quand même peu à peu des progrès. Les parties crient leur dernier prix, se tapent mutuellement dans la main, repoussent la transaction jusqu'aux décisions du congrès des zemstvos qui va avoir lieu dans quelques jours.

Witte essaie d'acheter les intellectuels bourgeois en élargissant les droits électoraux des élections à la Douma, en fixant un cens d'après le degré d'instruction, en jetant même un misérable morceau aux ouvriers (qui doivent se contenter de la 21e place d'après le système d'élections indirectes de « représentants des ouvriers » ! !), en jurant qu'il suffit à la Douma de se réunir et de se prononcer — même en minorité — en faveur du suffrage universel, pour que, lui, Witte, soutienne pleinement, oui, pleinement, cette revendication.

Mais pour le moment ce marchandage ne conduit encore à rien. Les maquignons mènent leurs discussions en dehors de ceux qui se battent réellement, et cela ne peut que paralyser les efforts de nos « honnêtes courtiers ». La bourgeoisie libérale aurait volontiers accepté d'elle-même la Douma d'Etat, elle l'avait bien reconnue même sous « forme consultative » et repoussé dès septembre le boycottage actif. Mais justement le fond du problème c'est que, pendant les deux mois qui se sont écoulés depuis, la révolution a fait un pas gigantesque en avant, c'est que le prolétariat a livré une sérieuse bataille et pour la première fois remporté aussitôt une victoire importante. La Douma d'Etat, cette odieuse et méprisable parodie de représentation populaire, s'est trouvée enterrée : le puissant assaut du prolétariat l'a, du premier coup, fait voler en éclats. La révolution, en quelques semaines, a dévoilé la myopie de ceux qui se préparaient à entrer dans la Douma de Boulyguine ou à soutenir ceux qui y entreraient. La tactique du boycottage actif a reçu la plus éclatante confirmation que la tactique d'un parti politique puisse recevoir dans un moment de combat : la confirmation par les faits, la preuve par le cours des événements, la reconnaissance comme fait irréfutable et indiscutable de ce qui hier paraissait aux gens à courte vue et aux mercantis pusillanimes un « saut dans l'inconnu » trop osé.

La classe ouvrière a fait drôlement peur aux comédiens de la Douma, à tel point qu'ils craignent maintenant de poser le pied sur cette fragile passerelle fendue, qu'ils craignent même de croire à la solidité des « toutes dernières » réparations qui viennent d'y être apportées à la hâte par les « artisans » d'Etat. Les rôles se sont légèrement modi-

fiés. Hier, les camarades Parvus, Tchérévanine et Martov voulaient exiger de ceux qui posaient le pied sur cette passerelle qu'ils s'engagent révolutionnairement à réclamer, une fois à la Douma, la convocation d'une Assemblée constituante. Aujourd'hui, à la place de ces social-démocrates, il y a le comte Sergueï Iouliévitch Witte, président du cabinet des ministres, qui prend déjà l'engagement « révolutionnaire » de soutenir ne serait-ce qu'un seul député de la Douma, si celui-ci réclame la convocation de l'Assemblée constituante.

Mais les bourgeois libéraux, les cadets, se sont tellement compromis la première fois qu'ils ne voudraient pas recommencer cette malheureuse expérience. Ils avaient déjà mis tout à fait au point leur « campagne électorale », nos chers parlementaires de l'*Osvobojdénié* et des *Rousskié Viédomosti* ; ils avaient déjà élu le comité central qui devait diriger cette campagne ; ils avaient même organisé un bureau de consultation juridique pour expliquer à la population si un *zemski natchalnik* a le droit de disperser de son propre chef les grands-électeurs paysans ou bien s'il doit consulter d'abord le gouverneur. En un mot ils allaient déjà s'allonger sur le divan offert à tous les Oblomov [137] de Russie quand soudain... d'un irrespectueux mouvement d'épaule le prolétariat a rejeté la Douma et toute sa campagne électorale. Il n'est pas étonnant que les bourgeois libéraux ne soient plus enclins à croire aux « engagements révolutionnaires » du doux comte. Il n'est pas étonnant qu'ils soient maintenant moins enclins à serrer la dextre comtale, qu'ils jettent des regards plus fréquents vers la gauche, bien que l'eau leur vienne à la bouche à la vue du splendide gâteau de la Douma, orné de nouvelles volutes de sucre.

Les pourparlers de Witte avec les chefs de la bourgeoisie libérale ont, sans aucun doute, une signification politique des plus importantes, mais en ce sens seulement qu'ils confirment une fois de plus la parenté profonde d'une bureaucratie qui se veut libérale avec les défenseurs des intérêts capitalistes, en ce sens seulement qu'ils montrent une fois de plus comment et qui exactement se prépare à *enterrer* la révolution russe. Mais ces pourparlers et ces accords n'aboutissent pas, justement parce que la révolution vit encore. Non seulement elle vit, mais elle est plus forte que

jamais, elle est loin, très loin d'avoir dit son dernier mot, elle n'a fait que commencer à donner la mesure des forces du prolétariat et de la paysannerie révolutionnaire. Voici pourquoi les pourparlers et les accords du ministre-clown avec la bourgeoisie ont un caractère si stérile : ils ne peuvent acquérir d'importance sérieuse au cours d'une lutte ardente, au moment où les forces ennemies se font face entre deux combats décisifs.

En pareille période, la politique du prolétariat révolutionnaire, conscient de sa mission historique, désireux de libérer les travailleurs politiquement aussi bien qu'économiquement, n'oubliant pas un seul instant ses objectifs socialistes, doit être particulièrement ferme, claire et précise. Au mensonge odieux du ministre-clown, aux stupides illusions constitutionnelles des libéraux et des démocrates bourgeois, il doit d'une manière plus décisive que jamais opposer son mot d'ordre de renversement du pouvoir tsariste par la voie d'un soulèvement armé du peuple. Le prolétariat révolutionnaire rejette avec mépris toute hypocrisie et lutte impitoyablement contre les tentatives de maquillage de la situation réelle. Or dans les discours actuels consacrés au régime constitutionnel en Russie, chaque mot est une hypocrisie, chaque phrase un vieux mensonge éculé qui veut sauver tel ou tel débris de la Russie autocratique et féodale.

On discute de liberté, on parle de représentation populaire, on pérore sur l'Assemblée constituante, et on oublie continuellement, à chaque heure et à chaque minute, que toutes ces bonnes choses sans garanties sérieuses ne sont que des phrases creuses. Or la seule garantie sérieuse ne peut être *qu*'une insurrection populaire victorieuse, *que* la supériorité incontestable du prolétariat et de la paysannerie en armes sur tous les représentants du pouvoir tsariste, qui ont fait un pas en arrière devant le peuple mais sont encore loin de lui être soumis, loin d'être démis par lui. Et tant que *ce* but ne sera pas atteint, *il ne pourra* y avoir de véritable liberté, de véritable représentation du peuple, d'Assemblée véritablement *constituante* en mesure d'établir un ordre nouveau en Russie.

Qu'est-ce qu'une constitution ? Un papier sur lequel sont énoncés les droits du peuple. Qu'est-ce qui garantit que

ces droits seront réellement reconnus ? C'est la *force* des classes du peuple qui ont pris conscience de ces droits et ont su les obtenir. Mais ne nous payons pas de mots — cela ne convient qu'aux phraseurs de la démocratie bourgeoise —, n'oublions pas une seule minute que la *force* ne se prouve *que* par la victoire dans la lutte, et que nous sommes encore loin d'avoir remporté une victoire complète. N'accordons pas foi aux belles phrases; nous vivons justement une période où se livre une bataille rangée, où toutes les phrases et toutes les promesses se vérifient immédiatement dans l'action, où les mots, les manifestes, les promesses de constitution servent à *berner* le peuple, où l'on essaie d'affaiblir ses forces, de désorganiser ses rangs, de le persuader de désarmer. Il n'y a rien de plus mensonger que ces phrases et ces promesses, et nous pouvons dire avec fierté que le prolétariat de Russie est déjà mûr tant pour la lutte contre la contrainte grossière que contre l'hypocrisie des libéraux constitutionnels. C'est ce que prouve l'appel des cheminots dont parlaient récemment les journaux étrangers (nous ne possédons malheureusement pas l'original). Récupérez des armes, camarades, dit cet appel, organisez-vous pour la lutte sans relâche, avec une énergie décuplée. Ce n'est qu'en nous armant et en serrant les rangs que nous pourrons sauvegarder nos conquêtes et voir nos revendications intégralement satisfaites. Le jour viendra où nous nous soulèverons tous de nouveau, comme un seul homme, et engagerons une nouvelle lutte, encore plus acharnée, pour notre liberté totale.

Voilà nos seules et uniques garanties ! Voilà la seule *constitution* non illusoire de la Russie libre ! Comparez donc le Manifeste du 10 octobre et la réalité russe : y a-t-il rien de plus instructif que, d'un côté, cette *reconnaissance* de la constitution *par le tsar* sur le papier et, de l'autre, la véritable « constitution », le véritable exercice du *pouvoir tsariste* ? Le Manifeste impérial contient des promesses d'un caractère indéniablement constitutionnel. Or, vous voyez ce que valent ces promesses. La personne est déclarée inviolable. Mais ceux qui n'agréent pas à l'autocratie restent en prison, en exil, en déportation. Les réunions sont déclarées libres. Mais les universités, qui ont réalisé pour la première fois en Russie la liberté de réunion, sont fermées, e

leur entrée est gardée par la police et la troupe. La presse est libre, et c'est pourquoi l'organe des intérêts ouvriers, le journal *Novaïa Jizn* [138], est saisi pour avoir publié le programme social-démocrate. La place des ministres Cent-Noirs a été occupée par des ministres prônant un ordre fondé sur le droit. Mais les Cent-Noirs « travaillent » avec encore plus de force, dans la rue, grâce à l'aide de la police et de la troupe, et fusillent, brutalisent, mutilent en toute liberté et impunité les citoyens de la libre Russie qui n'ont pas l'heur de plaire au tsarisme.

Il faut être aveugle ou aveuglé par un intérêt de classe pour accorder actuellement, quand d'aussi édifiantes leçons nous sont données par la vie, une réelle importance aux éventuelles promesses que Witte ferait d'un suffrage universel, à l'éventuelle signature par le tsar d'un rescrit portant convocation d'une Assemblée « constituante ». Même si ces résolutions étaient prises, elles ne décideraient pas pour autant de l'issue de la lutte, elles n'accorderaient pas pour autant une réelle liberté de propagande électorale, elles ne garantiraient pas pour autant le caractère constituant de l'Assemblée des représentants du peuple. L'Assemblée constituante doit donner une consécration juridique et parlementaire à l'existence nouvelle de la Russie, mais avant d'affermir la victoire du nouveau sur l'ancien, mais pour traduire juridiquement cette victoire, il faut vaincre réellement, il faut briser la force des anciennes institutions, les balayer, raser l'ancien édifice, rendre absolument impossible une opposition quelque peu sérieuse de la police et de ses hommes de main.

L'entière liberté des élections, le pouvoir absolu de l'Assemblée constituante ne peuvent être garantis que par la victoire complète du soulèvement, le renversement du pouvoir tsariste et son remplacement par un gouvernement révolutionnaire provisoire. C'est vers cela que doivent être dirigés tous nos efforts ; l'organisation et la préparation du soulèvement doivent absolument être mises au premier plan. Ce n'est que dans la mesure où le soulèvement sera victorieux et où sa victoire signifiera l'anéantissement complet de l'ennemi, que la réunion des représentants populaires sera nationale autrement que sur le papier et constituante autrement qu'en paroles.

Au diable hypocrisie, fausseté, réticences ! La guerre est déclarée, la guerre fait rage, nous traversons un court répit entre deux combats. Il ne peut y avoir de milieu. Le parti des « blancs » n'est qu'un leurre. Qui n'est pas pour la révolution est un ultra. Nous ne sommes pas les seuls à le dire. Ce n'est pas nous qui avons inventé cette formule ! Ce sont les pavés rouges de sang de Moscou et d'Odessa, de Kronstadt et du Caucase, de Pologne et de Tomsk qui le disent à tous et à chacun.

Qui n'est pas pour la révolution est un ultra. Qui ne veut pas supporter que la liberté russe soit celle d'une police déchaînée, corrompue, alcoolique, prompte à assaillir les gens désarmés, celui-là doit s'armer lui-même et se préparer sans retard au combat. Nous devons gagner non une promesse de liberté, non un chiffon de papier, mais une liberté véritable. Nous devons obtenir non l'humiliation du pouvoir tsariste, non la reconnaissance par lui des droits du peuple, mais l'anéantissement de ce pouvoir, car le pouvoir tsariste c'est le pouvoir des Cent-Noirs sur la Russie. Et cela, non plus, ce n'est pas notre conclusion. C'est la conclusion de la vie. C'est la leçon des événements. C'est la voix de ceux qui étaient étrangers jusqu'à présent à toute doctrine révolutionnaire et qui n'osent pas faire le moindre pas libre, dire le moindre mot libre dans la rue, à une réunion ou chez eux, sans s'exposer au danger immédiat et terrible d'être piétiné, déchiqueté, écartelé par la clique des partisans du *tsar*.

La révolution a contraint finalement à se démasquer *cette* « force populaire », la force des partisans du tsar. Elle l'a contrainte à dévoiler à tout le monde sur qui s'appuie en réalité le pouvoir tsariste, qui en fait soutient ce pouvoir. C'est une armée de policiers féroces, de militaires abrutis jusqu'à l'idiotie, de popes barbares, de boutiquiers obtus, de déchets avinés de la société capitaliste, ce sont eux qui *règnent* maintenant en Russie, avec le concours direct et indirect des neuf dixièmes de nos institutions gouvernementales. Voilà la Vendée russe, que ressemble autant à la Vendée française que le monarque « légitime » Nicolas Romanov ressemble à l'aventurier Napoléon. Notre Vendée non plus n'a pas encore dit son dernier mot ; ne vous y trompez pas, citoyens. Elle aussi commence seule-

ment à prendre son élan. Elle aussi possède des « réserves de combustible », entassées pendant des siècles de ténèbres, d'arbitraire, de servage, de toute-puissance policière. Elle unit toute la sauvagerie du despotisme asiatique à l'odieux des procédés raffinés d'exploitation et d'abêtissement de tous ceux qui ont été le plus écrasés et mutilés par la civilisation capitaliste des villes, mis plus bas que bête. Aucun manifeste du tsar, aucune épître du Synode, aucun changement dans la bureaucratie supérieure on inférieure ne fera disparaître cette Vendée. Elle peut être uniquement écrasée par la force du prolétariat conscient et organisé, car lui seul, étant lui-même exploité, est capable de soulever tous ceux qui sont plus bas que lui, d'éveiller en eux l'homme et le citoyen, de leur montrer la voie qui les délivrera de toute exploitation. Lui seul peut créer le noyau d'une puissante armée révolutionnaire, puissante et par ses idéaux, et par sa discipline, et par son organisation, et par son héroïsme dans la lutte, qualités devant lesquelles aucune Vendée ne tiendra.

Et le prolétariat, dirigé par la social-démocratie, s'est mis déjà partout à organiser cette armée révolutionnaire. Dans ses rangs doivent entrer tous ceux qui ne veulent pas faire partie de l'armée des ultras. La guerre civile ne connaît pas de neutres. Qui reste en dehors soutient par sa passivité les Cent-Noirs en liesse. La troupe aussi se divise en armée rouge et armée noire. Il y a seulement deux semaines nous faisions remarquer avec quelle rapidité elle se mettait à participer à la lutte pour la liberté. L'exemple de Kronstadt l'a montré très clairement. Le gouvernement de Witte le misérable a beau avoir écrasé le soulèvement de Kronstadt [139], il a beau fusiller maintenant des centaines de matelots qui avaient brandi une fois de plus le drapeau rouge, ce drapeau flottera encore plus haut, car il est l'emblème de tous les travailleurs et de tous les exploités du monde. Que la presse aux ordres, dans le genre du *Novoïé Vrémia*, proclame la neutralité de la troupe, ce mensonge infâme et hypocrite se dissipe en fumée à chaque nouvel exploit des Cent-Noirs. La troupe ne peut être, n'a jamais été et ne sera jamais neutre. Elle se scinde justement maintenant à une vitesse stupéfiante en armée de la liberté et en armée ultra. Nous hâterons cette scission. Nous ferons

honte à tous les indécis et tous les hésitants, à tous ceux qui rejettent l'idée de la formation immédiate d'une milice populaire (la Douma de Moscou, d'après les dernières nouvelles des journaux étrangers, a repoussé un projet de création de milice populaire). Nous allons décupler notre agitation dans les masses, notre activité d'organisation de détachements révolutionnaires. L'armée du prolétariat conscient s'unira alors aux détachements rouges de la troupe russe, et nous verrons bien si les centuries noires de la police pourront vaincre toute la nouvelle, la jeune, la libre Russie !

« Prolétari » n° 26, 26 (13) novembre 1906

Conforme au texte du journal

NOTES

1. Le livre *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* a été écrit par Lénine en juin-juillet 1905 à Genève. Fin juillet 1905, l'ouvrage est paru à Genève aux éditions du Comité central du P.O.S.D.R. La même année, deux rééditions voyaient le jour en Russie : celle du Comité central du P.O.S.D.R. et celle du Comité de Moscou du P.O.S.D.R. (dix mille exemplaires).

Le livre de Lénine *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* a connu une diffusion clandestine dans tout le pays : Saint-Pétersbourg, Moscou, Kazan, Tiflis, Bakou, etc. Le 19 février 1907, le comité de censure de Saint-Pétersbourg prit une mesure de saisie à l'encontre de l'ouvrage. Le 22 décembre de la même année, le Palais de Justice de Saint-Pétersbourg décrétait sa mise au pilon.

En 1907, Lénine publia *Deux tactiques* dans le recueil *En douze ans*, avec de nouvelles notes en bas de page. La documentation préparatoire à *Deux tactiques* (plans, résumés et notes) a été publiée dans les Recueils Lénine V, pp. 315-320, et XVI, pp. 151-156. — P. 9.

2. La mutinerie commença sur le cuirassé « Potemkine » le 14 (27) juin 1905. Le navire insurgé gagna Odessa, alors en proie à la grève générale. Mais les conditions susceptibles de favoriser une action commune des ouvriers d'Odessa et des matelots ne furent pas mises à profit. L'organisation bolchevique d'Odessa avait été affaiblie par de nombreuses arrestations, et elle était divisée. Les mencheviks, eux, étaient opposés à l'insurrection armée, et ils détournaient ouvriers et marins de prendre l'offensive. Pour venir à bout de la mutinerie, le gouvernement tsariste envoya toute l'escadre de la mer Noire, mais les marins refusèrent d'ouvrir le feu sur le « Potemkine », et le commandement dut faire faire marche arrière à ses unités. Après avoir erré onze jours sans but, à court de vivres et de combustible, le « Potemkine » dut prendre la direction de la Roumanie et se rendre aux autorités de ce pays. La plupart des marins choisirent l'exil. Ceux qui rentrèrent en Russie furent arrêtés et traduits en jugement.

Si le mouvement à bord du cuirassé « Potemkine » finit par échouer, il n'en demeure pas moins que le passage à la révolution de l'équipage d'un grand navire de guerre marquait un pas en avant dans le développement de la lutte contre l'autocratie. C'était, comme a dit Lénine, « une tentative de former le noyau d'une armée révolutionnaire » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, p. 570). — P. 11.

3. « *Prolétari* » [le Prolétaire], hebdomadaire bolchevique illégal, organe central du P.O.S.D.R., fondé par décision du IIIe Congrès du Parti. Le Comité central du Parti, à sa session plénière du 27 avril (10 mai) 1905, nomma Lénine au poste de rédacteur en chef de l'organe central.

Le *Prolétari* parut à Genève du 14 (27) mai au 12 (25) novembre 1905, soit vingt-six numéros au total. V. Vorovski, A. Lounatcharski et M. Olminski collaboraient au journal de façon régulière. Le *Prolétari* a continué la ligne de l'ancienne *Iskra* léniniste, dont il a pris l'entière succession avec le journal bolchevique *Vpériod*. Lénine a écrit dans le *Prolétari* plus de 50 articles et remarques. Ces articles étaient reproduits dans les organes locaux de la presse bolchevique et également tirés à part.

Peu après le retour de Lénine en Russie, en novembre 1905, la publication du *Prolétari* fut interrompue. Les deux derniers numéros (25 et 26) parurent sous la rédaction de V. Vorovski. — P. 11.

4. *Socialistes-révolutionnaires*, ou s.-r. : parti petit-bourgeois russe, formé à la fin de 1901 et au début de 1902 par la fusion de divers groupes et cercles populistes (l'« Union des socialistes-révolutionnaires », le « Parti des socialistes-révolutionnaires », etc.). Il eut pour organes officiels le journal *Révoloutsionnaïa Rossia* [Russie révolutionnaire] (1900-1905) et la revue *Vestnik Rousskoï Révoloutsii* [Courrier de la Révolution russe] (1901-1905). Les s.-r. ne voyaient pas de différence de classe entre le prolétaire et le petit propriétaire, ils estompaient les lignes de clivage social et les contradictions au sein de la paysannerie, niaient le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution. Les idées des socialistes-révolutionnaires mêlaient éclectiquement populisme et révisionnisme ; les s.-r. s'efforçaient, selon l'expression de Lénine, « de boucher les trous du populisme au moyen de la « critique » opportuniste du marxisme » (présent tome, p. 320). En préconisant la tactique du terrorisme individuel comme principal moyen de lutter contre l'autocratie, les s.-r. nuisirent au mouvement révolutionnaire et entravèrent l'organisation des masses en vue de l'affrontement révolutionnaire.

Le programme agraire des s.-r. prévoyait la suppression de la propriété privée de la terre, qui devait être remise à la communauté, l'introduction de la « jouissance égalitaire » du sol, en accord avec le « principe du travail », le développement des

coopératives. Ce programme que les s.-r. baptisaient « socialisation de la terre », ne contenait en fait rien de socialiste. Lénine, en l'analysant, montra que le maintien de la production marchande et de l'exploitation individuelle sur les terres communes ne mettaient pas en cause la domination du capital, ne libéraient pas les paysans travailleurs de l'exploitation et de la misère ; dans le cadre du capitalisme, la coopération elle-même ne saurait être une panacée, car elle sert à l'enrichissement de la bourgeoisie rurale. En même temps, Lénine notait que la revendication de jouissance égalitaire du sol, sans être socialiste, n'en marquait pas moins un progrès dans le sens de la révolution démocratique, dans la mesure où elle attaquait la possession seigneuriale du sol.

Le Parti bolchevique dénonça les tentatives des s.-r. de se faire passer pour socialistes, lutta opiniâtrement pour dérober la paysannerie à leur influence, dénonça le mal que faisait au mouvement ouvrier leur tactique de terrorisme individuel — ce qui ne l'empêchait pas d'envisager en certains cas des accords limités avec les s.-r. dans la lutte contre le tsarisme.

L'hétérogénéité sociale de la paysannerie expliquait l'instabilité idéologique et le relâchement de l'organisation dont souffrait le parti des s.-r., leurs hésitations continuelles entre la bourgeoisie libérale et le prolétariat. Dès l'époque de la première révolution russe de 1905, l'aile droite des s.-r. fit scission et constitua le parti légal « socialiste-populaire du travail », de tendance cadet, tandis que l'aile gauche formait l'union semi-anarchiste des « maximalistes ». Sous les répressions de Stolypine, le parti s.-r. connut une période de confusion idéologique et structurelle totale. Pendant la première guerre mondiale, la plupart des socialistes-révolutionnaires adoptèrent une position social-chauvine.

Après la victoire de la révolution bourgeoise de février 1917, les s.-r., aux côtés des mencheviks et des cadets, formèrent le principal soutien du gouvernement provisoire contre-révolutionnaire des bourgeois et des propriétaires fonciers, où leurs leaders (Kérenski, Avksentiev, Tchernov) reçurent des portefeuilles. Le parti s.-r. se refusa à appuyer la revendication par les paysans de l'abolition de la grande propriété terrienne, qu'il s'efforça au contraire de maintenir ; les ministres s.-r. allèrent jusqu'à faire donner la troupe contre les paysans qui s'étaient emparés de leur propre initiative des terres seigneuriales.

Fin novembre 1917, l'aile gauche des s.-r. se détacha pour former le parti des s.-r. de gauche. Pour conserver leur influence sur les masses paysannes, les s.-r. de gauche reconnurent d'une façon toute formelle le pouvoir des Soviets et conclurent un accord avec les bolcheviks, mais ils ne tardèrent pas à s'opposer par les armes au nouveau pouvoir.

Pendant la guerre civile et l'intervention étrangère, les s.-r. se livrèrent à une activité subversive contre-révolutionnaire, soutinrent les interventionnistes et les généraux blancs, trempè-

rent dans les complots contre-révolutionnaires, organisèrent des attentats contre les dirigeants de l'Etat soviétique et du Parti communiste. La guerre civile terminée, ils poursuivirent leurs menées antisoviétiques aussi bien à l'intérieur du pays qu'au sein de l'émigration blanche. — P. 12.

5. « *Osvobojdénié* » [Libération], revue bimensuelle publiée à l'étranger du 18 juin (1er juillet) 1902 au 5 (18) octobre 1905, sous la rédaction de P. Strouvé. Organe de la bourgeoisie libérale russe, la revue défendit fidèlement les idées du libéralisme monarchiste modéré. En 1903, se constitua autour du journal (pour recevoir un statut propre en 1904) l'« Union de l'*Osvobojdénié* », qui exista jusqu'en octobre 1905. Avec les constitutionnalistes des zemstvos, les membres de l'Union formèrent le noyau du parti constitutionnel-démocrate (cadet), apparu en octobre 1905, et qui fut la principale organisation de la bourgeoisie monarchiste libérale russe. — P. 13.

6. Il s'agit de la nouvelle *Iskra* menchevique. Après le IIe Congrès du P.O.S.D.R., les mencheviks, avec l'aide de Plékhanov, s'étaient emparés de l'*Iskra*. A partir du numéro 52 (novembre 1903), l'*Iskra* devint l'organe des mencheviks. Sa publication a duré jusqu'au mois d'octobre 1905. — P. 13.

7. La *commission Boulyguine* fut créée par un ukase du tsar du 18 février (3 mars) 1905 ; la présidence en fut confiée au ministre de l'Intérieur A. Boulyguine. En firent partie des propriétaires fonciers, des représentants de la noblesse réactionnaire. La commission devait préparer le texte d'une loi portant convocation d'une Douma d'Etat ; l'ukase créant la commission et le manifeste du tsar publié en même temps précisaient bien que le projet ne devait aucunement porter atteinte aux lois existantes, mais bien consolider la monarchie.

A la suite de plusieurs séances tenues à Peterhoff sous la présidence du tsar, un manifeste impérial fut publié le 6 (19) août, avec la loi portant création de la Douma d'Etat et un arrêté fixant le mode de son élection. Seuls les propriétaires fonciers, les capitalistes et un petit nombre d'exploitants agricoles avaient le droit de vote. Des 412 sièges, 51 seulement revenaient aux paysans. La Douma n'avait pas le droit de promulguer des lois et ne pouvait que débattre des questions en qualité d'organe consultatif assistant le tsar. Lénine écrit de la Douma de Boulyguine qu'elle « est la contrefaçon la plus insolente d'une « représentation nationale » (présent tome, p. 199).

Les bolcheviks engagèrent les ouvriers et les paysans à boycotter activement la Douma de Boulyguine et axèrent leur campagne sur les mots d'ordre d'insurrection armée, d'armée révolutionnaire, de gouvernement révolutionnaire provisoire. Les mencheviks estimèrent possible de participer aux élections et prônèrent la collaboration avec la bourgeoisie libérale.

Les bolcheviks profitèrent de la campagne pour le boycottage pour mobiliser toutes les forces révolutionnaires, pour

organiser des grèves politiques de masse et préparer l'insurrection armée. Les élections à la Douma de Boulyguine n'eurent finalement pas lieu et le gouvernement ne put la réunir. La montée de la révolution et la grève politique d'octobre la tuèrent dans l'œuf. En ce qui concerne le boycottage, voir le présent tome, pp. 181-189. — P. 15.

8. *Parti constitutionnel-démocrate* (cadet) : principal parti de la bourgeoisie monarchiste libérale russe ; il se constitua en octobre 1905.

Il se recrutait dans le milieu de la bourgeoisie, des zemstvos et des intellectuels bourgeois. Pour mieux tromper les travailleurs, les cadets prirent le nom de « parti de la liberté du peuple », mais leurs revendications ne dépassaient pas l'établissement d'une monarchie constitutionnelle. Les cadets se donnaient pour mission de lutter contre le mouvement révolutionnaire et aspiraient à participer au gouvernement aux côtés du tsar et des propriétaires fonciers. Pendant la première guerre mondiale, les cadets soutinrent activement la politique de conquêtes du gouvernement tsariste. Lors de la révolution de février 1917, ils se dépensèrent pour sauver la monarchie. Les cadets profitèrent de leur position privilégiée au sein du gouvernement provisoire pour faire une politique antipopulaire et contre-révolutionnaire. Après la victoire de la Révolution socialiste le pouvoir des Soviets eut dans les cadets des ennemis jurés, qui participèrent à toutes les entreprises militaires et campagnes des interventionnistes contre le nouveau pouvoir. Après l'échec de celles-ci, les cadets, émigrés, ne mirent pas un terme à leurs activités antisoviétiques. — P. 15.

9. *Millerandisme*, tendance opportuniste qui doit son nom au socialiste réformiste français Millerand qui, en 1899, entra dans un gouvernement bourgeois réactionnaire et y collabora avec le bourreau de la Commune de Paris, le général Gallifet. — P. 24.

10. C'est-à-dire les événements du 9 janvier 1905. Ce jour-là, sur l'ordre du tsar, la troupe ouvrit le feu sur les ouvriers de Pétersbourg qui se dirigeaient en cortège pacifique vers le Palais d'Hiver, sous la conduite du prêtre Gapone, pour y remettre une pétition au tsar. Ce massacre odieux provoqua dans toute la Russie une série de grèves politiques de masse et de manifestations qui avaient pour mot d'ordre « A bas l'autocratie ». C'était le début de la révolution de 1905-1907. — P. 27.

11. La « *Nouvelle Gazette Rhénane* » [*Neue Reinische Zeitung*] fut publiée à Cologne du 1er juin 1848 au 19 mai 1849. Les directeurs en étaient K. Marx et F. Engels ; le rédacteur en chef était K. Marx. Après la parution du numéro 301, le journal, harcelé par la réaction, dut cesser de paraître. Sur la *Neue Reinische Zeitung*, voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux

volumes, Editions du Progrès, Moscou 1965, tome II, pp. 357-366. — P. 28.

12. « *Social-Démocrate* », journal menchevique, publié en géorgien à Tiflis d'avril à novembre 1905.
L'article « Le Zemski Sobor et notre tactique » est de N. Jordania, leader des mencheviks du Caucase. Lénine a donné une critique détaillée de cet article dans le chapitre sept de ses *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* (voir le présent tome, pp. 56-61). — P. 30.

13. *Zemski Sobor*, assemblée des représentants des ordres qui se réunit à plusieurs reprises en Russie du milieu du XVIe au milieu du XVIIe siècle. — P. 30.

14. *Les Cent-Noirs* : bandes monarchistes racolées par la police pour la lutte contre le mouvement révolutionnaire. Les Cent-Noirs assassinaient les révolutionnaires, assaillaient les intellectuels progressistes, organisaient des pogromes. — P. 31.

15. *Chipov*, libéral modéré, un des leaders de l'aile droite du mouvement des zemstvos. Désireux de freiner l'élan révolutionnaire tout en arrachant au tsar quelques concessions en faveur des zemstvos, Chipov proposait d'adjoindre au tsar un organe consultatif représentatif. Un tel marché eût permis aux libéraux modérés de duper les masses populaires, de conserver la monarchie et de se faire octroyer par celle-ci certains droits politiques. — P. 32.

16. « *Rousskaïa Starina* » [la Russie de jadis], revue historique mensuelle; éditée à Saint-Pétersbourg de 1870 à 1918. — P. 37.

17. Voir K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1965, tome II, pp. 439-442. — P. 38.

18. « *Rousskié Viédomosti* » [Nouvelles russes], journal publié à partir de 1863 à Moscou par les professeurs libéraux de l'Université de Moscou et des membres des zemstvos. Reflétait les intérêts des nobles libéraux et de la bourgeoisie. Il dévint en 1905 l'organe des cadets de droite ; interdit après la Révolution d'Octobre, comme les autres journaux contre-révolutionnaires. — P. 46.

19. « *Syn Otétchestva* » [le Fils de la Patrie], quotidien de tendance libérale, qui parut à Pétersbourg de 1856 à 1900 et après le 18 novembre (1er décembre) 1904. Y collaboraient des partisans de l'*Osvobojdénié* et des populistes de diverses nuances. A partir du 15 (28) novembre 1905, le journal passa au parti des s.-r., pour être interdit le 2 (15) décembre 1905. — P. 46.

20. « *Nacha Jizn* » [Notre Vie], quotidien de tendance libérale, parut à Pétersbourg par intermittence du 6 (19) novembre 1904 au 11 (24) juillet 1906. — P. 46.

21. « *Nachi Dni* » [Nos Jours], quotidien de tendance libérale, parut à Pétersbourg du 18 (31) décembre 1904 au 5 (18) février 1905 ; le 7 (20) décembre 1905, le journal reparut, mais pour deux numéros seulement. — P. 46.

22. *L'homme sous une cloche de verre*, personnage du récit du même nom de Tchékhov, symbole du petit bourgeois conformiste qu'effraye toute nouveauté, toute initiative. — P. 48.

23. Lénine se réfère à l'ouvrage intitulé *Aus dem literarischen Nachlass von Karl Marx, Friedrich Engels und Ferdinand Lassalle*. Herausgegeben von Franz Mehring, Band III, Stuttgart, 1902, S. 211. (Tiré de l'héritage littéraire de Karl Marx, Friedrich Engels et Ferdinand Lassalle, sous la direction de Franz Mehring, tome III, Stuttgart 1902, p. 211.) Voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1964, tome I, p. 59. — P. 54.

24. Il s'agit de la résolution de Starover (pseudonyme du menchevik A. Potressov) consacrée aux rapports avec les libéraux et adoptée au IIe Congrès du P.O.S.D.R. Lénine a également critiqué cette résolution dans son article « Démocratie ouvrière et démocratie bourgeoise » (voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, pp. 65-75). — P. 56.

25. Il s'agit de la bataille navale qui se livra dans les eaux de l'archipel de Tsou-Shima les 14 et 15 (27 et 28) mai 1905 au cours de la guerre russo-japonaise, et qui se termina par la destruction de l'escadre russe. — P. 57.

26. L'expression de « crétinisme parlementaire », déjà employée par Marx et Engels, se rencontre souvent chez Lénine. Engels écrivait : « Le *crétinisme parlementaire*, mal qui fait pénétrer dans ses infortunées victimes la conviction solennelle que le monde entier, son histoire et son avenir sont gouvernés et déterminés par la majorité dans ce corps représentatif particulier qui a l'honneur de les compter parmi ses membres. »

Lénine emploie cette expression pour qualifier la croyance des opportunistes dans l'omnipotence du système parlementaire en matière de gouvernement et leurs illusions sur la lutte parlementaire, forme principale ou même unique de la lutte politique, quelles que soient les circonstances. — P. 60.

27. Il s'agit des divergences d'opinions survenues, lors de la discussion du projet de programme agraire, au congrès de Breslau de la social-démocratie allemande (1895). — P. 61.

28. « *Rabotchétié Diélo* » [la Cause Ouvrière], revue des « économistes », organe non périodique de l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger », publié à Genève entre 1899 et 1902. Voir la critique des points de vue du *Rabotchétié Diélo* dans le livre de Lénine *Que faire ?* — P. 66.

29. Allusion à une déclaration à la presse de Nadejdine (de son vrai nom E. Zélinski) dirigée contre le plan de l'*Iskra* léniniste. Lénine avait déjà critiqué cette déclaration en 1902 dans son ouvrage *Que faire ?* (voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 5, pp. 355-544). — P. 66.

30. « *Frankfurter Zeitung* » [Journal de Francfort] : hebdomadaire des magnats allemands de la bourse, qui parut à Francfort-sur-le-Main de 1856 à 1943. Reparut en 1949 sous le titre de *Frankfurter Allgemeine Zeitung* [Journal général de Francfort], pour servir de porte-parole aux monopoles d'Allemagne occidentale. — P. 69.

31. *Bernsteinisme* : courant de la social-démocratie internationale hostile au marxisme qui se fit jour à la fin du XIXe siècle en Allemagne et reçut le nom du social-démocrate Eduard Bernstein. Celui-ci avait entrepris de réviser le marxisme révolutionnaire dans une optique libérale bourgeoise. Il fut soutenu en Russie par les « marxistes légaux », les « économistes », le Bund et les mencheviks. — P. 72.

32. Il s'agit des articles de Lénine « La social-démocratie et le gouvernement révolutionnaire provisoire » et « La dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie », parus dans les numéros 13 et 14 du journal bolchevique *Vpériod* (voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, pp. 275-304). — P. 75.

33. Lénine fait allusion au programme publié en 1874 par le groupe des blanquistes de Londres, anciens membres de la Commune de Paris (cf. l'article de F. Engels « La littérature politique des émigrés. II. Le programme des communards blanquistes émigrés »).

Blanquistes, partisans du grand révolutionnaire français Louis-Auguste Blanqui (1805-1881), représentant en vue du communisme utopique.

Les blanquistes, écrivait Lénine, pensaient que l'humanité se débarrasserait de l'esclavage du salariat non par la lutte du prolétariat, mais par une conspiration ourdie par une faible minorité d'intellectuels (Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 10, p. 360).

La préférence qu'ils donnaient au complot d'un petit nombre au préjudice de l'activité d'un parti révolutionnaire ne tenait pas compte des conditions concrètes requises pour la victoire d'une insurrection et faisait fi des liens avec les masses. — P. 77.

34. *Le Programme d'Erfurt* de la social-démocratie allemande fut adopté au Congrès d'Erfurt d'octobre 1891. Voir la critique de ce programme dans *Contribution à la critique du projet du programme social-démocrate de 1891* de F. Engels, et dans *L'État et la Révolution* de Lénine. — P. 82.

35. En juillet 1905, Lénine écrivit une note pour le chapitre X de son livre *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*. Cette note n'a pas été incluse dans la première édition de l'ouvrage mais publiée seulement en 1926 dans le Recueil Lénine V. — P. 83.

36. Voir la lettre de F. Engels à F. Turati en date de 26 janvier 1894. — P. 83.

37. Lénine fait allusion à son article « Sur le gouvernement révolutionnaire provisoire » (voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, pp. 465-486), ainsi qu'à l'article d'Engels « Les bakouninistes à l'œuvre. Notes sur l'insurrection de l'été 1873 en Espagne », dans lequel Engels critique la résolution bakouniniste, dont parle Lénine. — P. 90.

38. Le « *Credo* », nom le plus connu du manifeste publié en 1899 par le groupe des « économistes » (S. Prokopovitch, E. Kouskova, etc., devenus plus tard cadets). Ce manifeste exprimait avec une grande clarté l'opportunisme de l'« économisme » russe. Lénine a porté des accusations très sévères contre ce courant dans « Protestation des social-démocrates de Russie » (voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 4, pp. 171-186). — P. 92.

39. La « *Rabotchaïa Mysl* » [La Pensée Ouvrière], journal des « économistes » publié entre 1897 et 1902. Lénine a critiqué les vues de la *Rabotchaïa Mysl*, variété russe de l'opportunisme international, dans l'article « Un mouvement rétrograde dans la social-démocratie russe » et dans le livre *Que faire ?* (voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 4, pp. 262-293, tome 5, pp. 355-544) ainsi que dans les articles publiés par l'*Iskra*. — P. 92.

40. Allusion à une phrase de Marx dans son ouvrage *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel, Introduction*. — P. 93.

41. *Varlain, Louis-Eugène* (1839-1871), ouvrier français, personnalité importante de la Ire Internationale ; fut membre du Comité central de la garde nationale et de la Commune de Paris. — P. 106.

42. *Les statuts d'organisation* adoptés par la conférence menchevique de 1905 ont été critiqués par Lénine dans son article « Le troisième pas en arrière » (voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 8,

pp. 552-562) et dans sa préface à la brochure *Les ouvriers et la scission du Parti* (voir le présent tome, pp. 164-170). — P. 108.

43. Voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1965, tome II, p. 220. — P. 111.

44. Les syndicats réformistes Hirsch et Duncker furent fondés en 1868 en Allemagne par Hirsch et Duncker du parti bourgeois progressiste. Prônant l'« harmonie » des intérêts du travail et du capital, les organisateurs de ces syndicats estimaient possible d'y admettre des capitalistes aux côtés des ouvriers et niaient l'utilité des grèves. Ils affirmaient qu'il était possible de libérer les ouvriers du joug du capital dans le cadre de la société capitaliste grâce à une législation appropriée adoptée par l'Etat bourgeois avec le concours de l'organisation syndicale ; pour eux, les syndicats avaient pour tâche principale de s'entremettre entre les ouvriers et les patrons et de constituer des fonds. Leur attitude envers les grèves était celle de syndicats jaunes ; leur activité se limita aux caisses d'entraide et aux œuvres culturelles. Les syndicats Hirsch et Duncker existèrent jusqu'en mai 1933, sans avoir jamais, en dépit du soutien de la bourgeoisie et de l'administration, représenté une force sérieuse dans le mouvement ouvrier allemand. En 1933, les chefs opportunistes des syndicats Hirsch et Duncker adhérèrent au « Front du Travail » des nazis. — P. 118.

45. L'article de F. Engels intitulé « Les bakouninistes à l'œuvre. Notes sur l'insurrection de l'été 1873 en Espagne » fut traduit en russe sous la direction de Lénine et publié sous forme de brochure en 1905 aux éditions du Comité central du P.O.S.D.R. à Genève. Réédition à Saint-Pétersbourg en 1906 (voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1964, tome I, pp. 102-113).

Adresse du Comité central à la Ligue des communistes écrite par Marx et Engels en mars 1850, publiée en russe en 1906 sous forme d'annexe à la brochure de Karl Marx *Le procès des communistes de Cologne* (Editions « Molot » [le Marteau] à Saint-Pétersbourg) (voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1964, tome I, pp. 102-113). — P. 120.

46. Tout le passage qui suit, jusqu'aux mots « Nous venons de montrer que les gens de l'*Osvoboždénié*... » (voir p. 128) a été omis dans la première édition de *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*. Il a été publié pour la première fois dans le n° 112 de la *Pravda* (22 avril 1940). — P. 125.

47. K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1964, tome I, pp. 501-581. — P. 126.

48. « *Moskovskié Viédomosti* » [Les Nouvelles de Moscou], journal publié depuis 1756 ; a exprimé, à partir des années soixante du XIXe siècle, les vues des éléments les plus réactionnaires des grands propriétaires fonciers et du clergé ; à compter de 1905, devient l'un des organes principaux des Cent-Noirs ; supprimé peu après la Révolution d'Octobre 1917. — P. 126.

49. *Mehring, Franz* (1846-1919), importante personnalité de la social-démocratie allemande de gauche, historien, journaliste ; fut l'un des organisateurs de la Ligue « Spartacus » ; plus tard, membre du Parti communiste allemand. — P. 129.

50. Voir K. Marx, *Die Krisis und die Kontrerevolution.* III. — P. 130.

51. Voir K. Marx et F. Engels, *Programme der radikal-demokratischen Partei und der Linken zu Frankfurt.* — P. 130.

52. Voir K. Marx et F. Engels, *Programme der radikal-demokratischen Partei und der Linken zu Frankfurt.* — P. 131.

53. Voir F. Engels, *Die Frankfurter Versammlung.* — P. 131.

54. Voir F. Engels, *Die Berliner Debatte über die Revolution.* — P. 132.

55. Voir K. Marx *Der Gesetzentwurf über die Aufhebung der Feudallasten.* — P. 134.

56. *L'organe de l'Union ouvrière de Cologne* a d'abord porté le titre de *Zeitung des Arbeiter-Vereins zu Köln* [Journal de l'Union ouvrière de Cologne], avec, en sous-titre, la devise : *Freiheit, Brüderlichkeit, Arbeit* (Liberté, Fraternité, Travail). Quarante numéros sortirent d'avril à octobre 1848. Par la suite, le sous-titre du journal devint son titre, et il parut encore 23 numéros sous ce nouveau nom d'octobre 1848 à juin 1849. — P. 135.

57. *La Ligue des communistes* : première organisation communiste internationale du prolétariat, fondée en été 1847 à Londres au congrès des délégués des organisations prolétariennes révolutionnaires. Les organisateurs et les chefs de la Ligue des communistes étaient K. Marx et F. Engels, qui écrivirent, à la demande de ladite organisation, leur *Manifeste du Parti communiste.* La Ligue des communistes exista jusqu'en 1852. Les personnalités les plus marquantes de la Ligue jouèrent par la suite un rôle de premier plan dans la Ire Internationale. Voir l'article de F. Engels : « Contribution à l'histoire de la Ligue des communistes » (K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1965, tome II, pp. 367-388). — P. 137.

58. Voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1965, tome II, pp. 381-382. — P. 138.

59. « *Tovarichtch* » [le Camarade], quotidien bourgeois publié à Saint-Pétersbourg de mars 1906 à janvier 1908 ; formellement indépendant de tout parti, il était en fait l'organe des cadets de gauche. Des mencheviks y collaboraient également. — P. 138.

60. *Khlestakov* : héros du *Revizor* de Gogol, où il joue le rôle d'un incorrigible fanfaron et d'un aigrefin. — P. 139.

61. L'article intitulé « La Commune de Paris et les tâches de la dictature démocratique » fut publié dans le n° 8 du *Prolétari* en date du 4 (17) juin 1905. On n'est pas parvenu à établir qui en était l'auteur. L'article fait l'historique de l'activité de la Commune, rappelle la composition de son gouvernement, où ouvriers socialistes et militants en vue du mouvement ouvrier côtoyaient les représentants de la petite bourgeoisie. L'article était dirigé contre la ligne tactique des mencheviks, qui niaient la possibilité, pour les social-démocrates, de participer au gouvernement révolutionnaire provisoire. Lénine revit l'article, en changea le titre, y apporta des corrections et en rédigea la conclusion. — P. 140.

62. *Bureau des Comités de la Majorité*, centre organisationnel des bolcheviks, fondé à l'initiative de Lénine pour préparer le IIIe Congrès du P.O.S.D.R. Le Bureau fut élu fin 1904 à trois conférences régionales (Sud, Caucase, Nord). — P. 142.

63. Les membres conciliateurs du Comité central qui furent arrêtés à Moscou à la réunion du C.C. du 9 (22) février 1905 étaient : *Ma* (V. Noskov), *Bem* (M. Silvine), *Wladimir* (L. Karpov), *Innokenti* (I. Doubrovinski), André (A. Kviatkovski), *Vorone* [le Corbeau] (L. Galpérine). — P. 143.

64. Le Comité central du P.O.S.D.R., à la date du 7 (20)mai 1905, nommait Plékhanov représentant du Parti ouvrier social-démocrate de Russie auprès du Bureau Socialiste International (organe exécutif de la IIe Internationale), à condition que Plékhanov reconnût comme obligatoires les décisions du IIIe Congrès du P.O.S.D.R. Mais Plékhanov rejeta cette condition, et sa nomination fut annulée. En octobre 1905, le Comité central décidait de nommer Lénine représentant du P.O.S.D.R. au Bureau Socialiste International. Sur la question de la représentation du P.O.S.D.R. au Bureau Socialiste International, voir également le présent tome, pp. 344-346. — P. 144.

65. « *Leipziger Volkszeitung* » [Gazette Populaire de Leipzig], organe des social-démocrates allemands de gauche ; fondé en 1894. — P. 145.

66. Lénine fait allusion à l'article de Rosa Luxemburg : « Problèmes d'organisation de la social-démocratie russe », écrit à la demande des mencheviks et publié en juillet 1904 dans l'*Iskra* menchevique et dans *Die Neue Zeit*. On en trouve la réfutation dans l'article de Lénine : « Un pas en avant, deux pas en arrière. Réponse de N. Lénine à Rosa Luxemburg » (voir Œuvres, 4e édition russe, tome 7, pp. 439-450). Cette réfutation, envoyée à *Die Neue Zeit*, ne fut pas imprimée, Kautsky, qui soutenait les mencheviks, s'y opposant. — P. 145.

67. Lénine fait allusion à Engels, citant Heine, dans l'article « La littérature politique des émigrés. II. Le programme des communards blanquistes émigrés ». — P. 157.

68. « *Poslednié Izvestia* » [Les Dernières Nouvelles], bulletin périodique du comité de l'étranger du Bund, parut à Londres et à Genève de 1901 à 1906. — P. 161.

69. Le présent texte est la première esquisse de la préface de Lénine à la brochure *Les ouvriers et la scission du Parti*, publiée en août 1905 à Genève. *La voix des ouvriers et la scission du Parti* est l'un des titres proposés pour la brochure. Le titre du texte a été donné par l'Institut du marxisme-léninisme près le C.C. du P.C.U.S. — P. 162.

70. La *Lettre ouverte du C.C. du P.O.S.D.R. à la Commission d'organisation* des mencheviks devait être publiée dans le n° 10 du *Prolétari*, mais ne l'a été en fait que dans le n° 11, 27 juillet (9 août) 1905. Elle proposait d'ouvrir des pourparlers à propos de la réunification du Parti sur la base du programme et des statuts adoptés par le IIIe Congrès. La première et la deuxième réunions des représentants du Comité central et de la Commission d'organisation eurent lieu en juillet 1905, la troisième en septembre. Ces réunions montrèrent que, par leurs menées scissionnistes, les mencheviks sabotaient la réunification du Parti. — P. 162.

71. Lénine fait allusion aux *Cahiers du « Social-Démocrate »*, publication non périodique que fit paraître Plékhanov à Genève de mars 1905 à avril 1912 (avec de longues interruptions). On en compta au total 16 numéros. La publication en fut reprise en 1916 à Pétrograd, mais un seul numéro en parut alors.

Plékhanov exposa dans les huit premiers numéros (1905-1906) des idées profondément opportunistes de droite, menchevistes, préconisant l'alliance de la social-démocratie avec la bourgeoisie libérale, repoussant l'alliance du prolétariat avec la paysannerie, condamnant le soulèvement armé de décembre.

En 1909-1912 (nos 9-16), Plékhanov prit position contre les mencheviks liquidateurs, qui considéraient que les organisations illégales du parti devaient cesser toute activité. Cependant, sur les principaux points de tactique, il conserva l'optique menchevique. Le n° 1 de 1916 des *Cahiers du « Social-Démo-*

crate » exprime nettement les tendances social-chauvines de Plékhanov.

Lénine critiqua sévèrement Plékhanov pour avoir glissé du marxisme révolutionnaire à l'opportunisme. — P. 170.

72. *L'Union des Unions*, organisation politique des intellectuels bourgeois libéraux ; formée en mai 1905 au premier congrès des représentants de 14 unions : des avocats, des écrivains, des médecins, des ingénieurs, des professeurs, etc. En juillet 1905, l'*Union* se prononça pour le boycottage de la Douma de Boulyguine ; mais elle ne tarda pas à réviser sa position et décida de participer aux élections à la Douma. *L'Union des Unions* se disloqua fin 1906.

Sur les rapports de la social-démocratie avec les unions libérales voir le présent tome, pp. 289-290. — P. 172.

73. « *Slovo* » [La Parole], quotidien bourgeois paraissant entre 1903 et 1909 à Saint-Pétersbourg ; fut l'organe des membres de droite des zemstvos ; de novembre 1905 à juillet 1906 fut l'organe du parti des octobristes, puis, à partir du 19 novembre (2 décembre) 1906, du parti monarchiste constitutionnel des « partisans de la rénovation pacifique », peu différent, dans le fond, du précédent. — P. 172.

74. En 1889, le gouvernement tsariste, pour mieux soumettre les paysans à l'autorité des propriétaires fonciers, créa la charge de *zemskié natchalniki*. Ces *zemskié natchalniki*, choisis parmi les seigneurs de l'endroit, étaient investis de pouvoirs exorbitants, aussi bien dans le domaine judiciaire que dans le domaine administratif. Ils avaient même le droit d'arrêter les paysans et de leur infliger des peines corporelles. — P. 174.

75. *Souvorine, A.*, rédacteur du journal réactionnaire *Novoïé Vrémia* de 1876 à 1912. — P. 174.

76. « *Le Matin* », quotidien français bourgeois fondé en 1884. — P. 179.

77. Le n° 12 du *Prolétari* contenait, accompagnée d'une note de la rédaction due à Lénine, la résolution de la conférence des organisations du P.O.S.D.R. à l'étranger sur la réunification du Parti. A cette conférence, qui se tint en été 1905, participaient des représentants des organisations à l'étranger du P.O.S.D.R. (bolcheviques et mencheviques) résidant en Allemagne du Sud. La conférence se prononça pour la convocation d'un congrès de réunification avec les mencheviks, qui s'étaient séparés du P.O.S.D.R. — P. 190.

78. *Un Instituteur*, pseudonyme de M. Pokrovski. L'auteur de l'article « Les gens de l'*Osvobojdénié* à l'œuvre » est V. Bontch-Brouévitch. — P. 191.

79. La présente note est une réponse à la lettre d'« Un Ouvrier » de Dvinsk. L'auteur de cette lettre posait à la rédaction du *Prolétari* les questions suivantes au sujet des décisions prises par le IIIe Congrès du P.O.S.D.R. : « 1) Quel rôle va jouer le gouvernement provisoire ? Va-t-il diriger le pays ou l'administrer, ou bien ni l'un ni l'autre ? 2) Dans quelles circonstances peut-on admettre la participation du prolétariat à ce gouvernement ? 3) Qu'est-ce que toute cette agitation et toute cette propagande pour l'insurrection armée ? » — P. 193.

80. *Maréchal de la noblesse* : représentant des nobles dans l'ancienne Russie, élu par l'Assemblée de la noblesse de la province ou du district. Le maréchal de la noblesse s'occupait des affaires de sa caste, jouait un rôle de premier plan dans l'administration locale et présidait les réunions du zemstvo. — P. 197.

81. *Bourénine, V.*, collaborateur au journal réactionnaire *Novoïé Vrémia* ; acharné à dénoncer et à poursuivre de sa haine les représentants de toutes les tendances sociales et politiques progressistes. Lénine le prend ici comme le symbole des méthodes polémiques déloyales. — P. 207.

82. *Bund* : union générale des ouvriers juifs de Lituanie, Pologne et Russie ; fut organisé en 1897 au Congrès constitutif de Vilno des groupes social-démocrates juifs ; il comprenait surtout des artisans juifs semi-prolétariens des régions occidentales de l'Empire russe. Au Ier Congrès du P.O.S.D.R. (1898), le Bund adhéra au Parti « comme une organisation autonome dont le pouvoir de décision s'étendait aux questions concernant exclusivement le prolétariat juif » (*Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières de son Comité central*, 1re partie, 1954, p. 14).

Le Bund introduisait un élément de nationalisme et de séparatisme dans le mouvement ouvrier de Russie. En avril 1901, le IVe congrès du Bund décida de modifier ses rapports d'organisation avec le P.O.S.D.R. tels qu'ils avaient été définis lors du Ier congrès de ce parti. Il affirma dans une résolution qu'il considérait le P.O.S.D.R. comme une union fédérale d'organisations nationales, à laquelle le Bund devait adhérer en qualité d'élément fédéré. Le IIe Congrès du P.O.S.D.R. ayant refusé de reconnaître le Bund comme l'unique représentant des ouvriers juifs, cette organisation quitta le Parti. En 1906, sur la base des décisions du IVe Congrès (dit d'unification), le Bund rejoignit le P.O.S.D.R.

Au sein du P.O.S.D.R., les bundistes soutinrent constamment l'aile opportuniste (« économistes », mencheviks, liquidateurs) et ne cessèrent de lutter contre les bolcheviks et le bolchevisme. A la revendication bolchevique du droit des nations à l'autodétermination, le Bund opposait l'exigence de l'autonomie culturelle. Dans la période de réaction baptisée du nom de Stolypine, le Bund adopta une position liquidatrice,

et participa activement à la création du bloc antiparti d'Août. Pendant la première guerre mondiale, ses militants donnèrent dans le social-chauvinisme. En 1917, le Bund soutint le gouvernement provisoire contre-révolutionnaire et lutta aux côtés des ennemis de la Révolution socialiste d'Octobre. Tandis que sa direction rejoignait les blancs et les interventionnistes étrangers durant la guerre civile, les militants de base du Bund commencèrent à pencher en faveur de la collaboration avec le pouvoir soviétique. En mars 1921, le Bund se saborda, et une partie de ses membres fut admise dans le P.C.(b)R. aux conditions ordinaires. — P. 208.

83. « *Lutte du Prolétariat* » (titre original : « Proletariatis Brdzola »), journal bolchevique illégal, organe de l'Union du Caucase du P.O.S.D.R. ; publia 12 numéros d'avril-mai 1903 à octobre 1905. Le journal paraissait en géorgien, en arménien et en russe. Sa rédaction était en contact étroit avec Lénine et le centre bolchevique de l'étranger ; elle reproduisait systématiquement les articles de Lénine et les textes de l'*Iskra* léniniste, et, plus tard, du *Vpériod* et du *Prolétari*. — P. 210.

84. La brochure *La révolution en Russie*, due à P. Nikolaïev, fut éditée à Genève en 1905 par le Comité central du P.O.S.D.R. C'est au moment de la correction du manuscrit que Lénine a écrit sa note sur la Douma de Boulyguine. Elle expliquait le passage du texte où il était dit : « Le ministre de l'Intérieur Boulyguine envisage de créer une Douma d'Etat... » On a également conservé le manuscrit, de la main de Lénine, de la page de titre de cette brochure, où figuraient les données suivantes : « P. Nikolaew.. Die Revolution in Russland. P.O.S.D.R. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! P. Nikolaev. La révolution en Russie, Editions du C.C. » (Recueil Lénine XXVI, p. 345). — P. 216.

85. *S.S.*, pseudonyme de P. Milioukov, leader du parti cadet. — P. 221.

86. L'expression de « troisième élément » désignait les intellectuels démocrates des zemstvos. — P. 222.

87. *L'« Arbeiter Zeitung » de Vienne* [Journal ouvrier de Vienne], organe central quotidien de la social-démocratie autrichienne, fondé en 1889 par Victor Adler.

En 1905, l'*Arbeiter Zeitung* refléta l'état d'esprit combatif des ouvriers et des masses laborieuses d'Autriche-Hongrie en lutte, sous l'influence de la première révolution russe, pour l'adoption du suffrage universel.

Pendant la première guerre mondiale, le journal défendit un point de vue social-chauvin, et Lénine le dénonça comme l'organe des « traîtres au socialisme de Vienne » (Œuvres, Paris-Moscou, tome 29, p. 402). Interdit en 1934, le journal reparut en 1945 en tant qu'organe central du Parti socialiste autrichien. — P. 230.

88. *Trépov, D.*, gouverneur-général de Saint-Pétersbourg, dirigea la répression de la première révolution russe. — P. 232.

89. Le n° 9 du *Prolétari* (13 (26) juillet 1905) contient l'article « Nos Khlestakov » qui reproduit le texte envoyé à un journal socialiste français par l'*Iskra* menchevique. *L'Iskra* y donnait une évaluation exagérée de ses partisans parmi les ouvriers organisés (voir Recueil Lénine XVI, pp. 128-129). — P. 234.

90. Le n° 10 du *Prolétari* (20 juillet (2 août) 1905) contient la résolution du comité de Saratov du P.O.S.D.R. (de tendance conciliatrice) adoptée à l'occasion du IIIe Congrès du Parti et de la conférence des mencheviks. Cette résolution est assortie d'une postface de la rédaction écrite par Lénine (voir le Recueil Lénine XVI, p. 130). — P. 237.

91. *Otrezki*, terres enlevées aux paysans par les grands propriétaires fonciers lors de l'abolition du servage en Russie. — P. 240.

92. *L'embauchage pour l'hiver*, pratique répandue chez les propriétaires fonciers et les koulaks et consistant à embaucher des ouvriers agricoles pour les travaux d'été dès l'hiver au moment où des paysans avaient le plus besoin d'argent, ce qui permettait de leur imposer des conditions encore plus désavantageuses. — P. 240.

93. Cette expression provient des *Mémoires d'un fou* de Gogol. — P. 255.

94. « *Vossische Zeitung* » [La Gazette de Voss], journal libéral modéré allemand qui parut à Berlin de 1704 à 1934. — P. 260.

95. *Jacobi, Johann* (1805-1877), démocrate bourgeois allemand qui participa à la Révolution de 1848. Après la guerre franco-prussienne de 1870-1871, Jacobi devint social-démocrate. — P. 268.

96. Il s'agit des œuvres de K. Marx et F. Engels, *Revue Mai bis Oktober 1850* et de K. Marx *Enthüllungen über den Kommunisten-Prozess zu Köln*. — P. 280.

97. *Les associations libérales et la social-démocratie*, addition de Lénine à un article de V. Vorovski portant ce titre. Ledit article a été publié dans le n° 18 du *Prolétari* du 13 (26) septembre 1905. — P. 289.

98. L'un des représentants les plus réactionnaires de la monarchie tsariste : le grand-prince Serge Romanov (oncle du tsar Nicolas II) gouverneur-général de Moscou, assassiné le 4 (17) février 1905 par le s.-r. Kaliaïev. — P. 291.

99. « *Rabotchi* » [l'Ouvrier], journal social-démocrate très populaire publié illégalement à Moscou en application de décision du IIIe Congrès du Parti par le Comité central du P.O.S.D.R. en 1906. Quatre numéros en virent le jour du mois d'août au mois d'octobre. — P. 298.

100. Le *Congrès de Cologne des syndicats d'Allemagne* eut lieu en mai 1905. — P. 302.

101. Le projet de lettre publié ici (*Pas de mystifications ! Notre force est dans la vérité ! Lettre à la rédaction*) n'a jamais été achevé par Lénine. — P. 304.

102. Voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1964, t. I, p. 255. — P. 305.

103. La *Conférence des organisations social-démocrates de Russie* eut lieu à Riga du 7 au 9 (du 20 au 22) septembre 1905. Voir le texte des résolutions adoptées par la conférence dans le recueil *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières de son Comité central*, 1re partie, [1953, pp. 91-94.

V. Lénine, dans sa lettre aux membres du Comité central du P.O.S.D.R. en date du 7 septembre 1905, a souligné la liaison étroite existant entre l'Organisation ouvrière social-démocrate d'Arménie et le Bund (cf. Recueil Lénine V, p. 493). — P. 309.

104. Il s'agit du plan menchevique de soutien de la « campagne des zemstvos », lancée par les libéraux bourgeois en automne de 1904 et qui dura jusqu'en janvier 1905. Elle fut menée au moyen de congrès, de réunions et de banquets des militants des zemstvos, au cours desquels les discours prononcés et les résolutions adoptées exprimaient des revendications constitutionnelles modérées. Lénine critiqua sévèrement le plan de la campagne des zemstvos dans l'article « La campagne des zemstvos et le plan de l'*Iskra* » (Œuvres, 4e éd. russe, t. 7, pp. 461-482). — P. 315.

105. La *commission du sénateur Chidlovski* fut instituée par un ukase du tsar en date du 29 janvier (11 février) 1905, soi-disant « pour étudier sans tarder les causes du mécontentement des ouvriers de la ville de Saint-Pétersbourg et de sa banlieue ». Elle devait comprendre, à côté de fonctionnaires, des directeurs des usines de l'Etat et des patrons, des représentants élus des ouvriers. Les bolcheviks considérèrent cette initiative du tsarisme comme une tentative de détourner les ouvriers de leur lutte révolutionnaire et proposèrent d'utiliser les élections à la commission pour faire entendre au gouvernement tsariste des revendications politiques (voir l'ouvrage *Les tracts des bolcheviks de Saint-Pétersbourg*, tome 1, 1939, pp. 197-202). Le gouvernement ayant repoussé ces revendications, les électeurs refusèrent d'élire des

représentants à la commission et appelèrent les ouvriers de Saint-Pétersbourg à la grève. Dès le jour suivant commençaient des grèves politiques de masse. Le 20 février (5 mars), le pouvoir impérial se vit obligé de dissoudre la commission Chidlovski. — P. 315.

106. Lénine fait allusion au politicien et écrivain anglais Disraëli. — P. 317.

107. *David, Edouard*, économiste allemand bernsteinien. Voir la critique de ses vues dans *La question agraire et les « critiques de Marx »*, de Lénine. — P. 321.

108. En Pologne on imposait aux paysans des travaux de réfection de routes, ponts et autres ouvrages d'intérêt principalement stratégique. — P. 322.

109. *« Novoïé Vrémia »* [Temps nouveaux], journal paru à Saint-Pétersbourg entre 1868 et octobre 1917. Libéral modéré à ses débuts, il devait se transformer vers la fin des années 70 en un organe des milieux réactionnaires de la noblesse et des hauts fonctionnaires ; il mena alors la lutte non seulement contre le mouvement révolutionnaire mais aussi contre le mouvement bourgeois libéral. A partir de 1905, l'un des organes des Cent-Noirs. Lénine disait de *Novoïé Vrémia* que c'était un modèle d'organe vénal. — P. 329.

110. *Balalaïkine*, personnage de l'œuvre de Saltykov-Chtchédrine intitulée *Une idylle contemporaine* ; beau parleur libéral, aventurier et menteur. — P. 336.

111. Sous ce titre furent publiés dans le n° 20 du *Prolétari* (27 septembre (10 octobre) 1905 les procès-verbaux de la troisième réunion des représentants du Comité central du P.O.S.D.R. et de la Commission d'organisation des mencheviks (élue par la conférence de Genève), et les commentaires de ces procès-verbaux par le Comité central. A propos du comportement des mencheviks à la réunion et des exigences qu'ils y avaient formulées, le Comité central notait que leur politique demeurait la même qu'avant le IIIe Congrès du Parti, et qu'elle menait « au pire chaos et à la pire anarchie, à la désagrégation du parti ».

Les documents furent publiés avec la notice de Lénine reproduite ici. — P. 338.

112. La *Conférence constitutive de la Russie du Sud* (des mencheviks) se tint à Kiev au mois d'août 1905. Les résolutions prises à cette conférence furent également critiquées par Lénine dans son article « Le dernier mot de la tactique de l'*Iskra* ou la comédie des élections comme un stimulant de plus à l'insurrection » (voir le présent tome, pp. 368-385). — P. 342.

113. Le comité de Kostroma, qui avait adopté les positions bolcheviques, s'était prononcé contre la nomination de G. Plékhanov au poste de représentant au Bureau Socialiste International. — P. 346.

114. La note de la rédaction *Nos entretiens avec les lecteurs* servait d'en-tête aux extraits publiés dans le *Prolétari* d'une lettre du bolchevik S. Goussev, secrétaire du Comité d'Odessa du P.O.S.D.R. au cours de la seconde moitié de 1905. Goussev donnait son opinion sur la tactique des bolcheviks dans la résolution de 1905, relatait le travail d'explication effectué parmi les masses à ce propos, critiquait les décisions de la conférence de Genève des mencheviks. Dans sa réponse du 7 (20) septembre 1905 à Goussev, Lénine lui écrivait qu'il inaugurait les échanges d'opinions entre les responsables de la base et l'organe central sur ces questions, et que la rédaction envisageait de publier une partie de sa lettre. « En principe, notre avis est le même et nous sommes d'accord (vos pensées rejoignent les miennes dans les *Deux tactiques*) », lui écrivit Lénine (Œuvres, Paris-Moscou, tome 34, p. 355). — P. 347.

115. L'article « Journées sanglantes à Moscou » est une première esquisse de l'article « Grève politique et combats de rue à Moscou », publié dans le présent tome (pp. 359-367). — P. 348.

116. La *grève d'Ivanovo-Voznessensk* a commencé fin mai 1905 et duré jusqu'au début du mois d'août. Elle était dirigée par le comité bolchevique du Nord. Près de 70 000 ouvriers et ouvrières y prirent part. A l'occasion de cette grève, les travailleurs créèrent un Soviet de représentants qui fut en fait l'un des premiers Soviets des députés ouvriers de Russie. — P. 349.

117. Lénine fait allusion à la fusillade dirigée par la police contre les ouvriers de Tiflis rassemblés au nombre de plus de 2 000 dans le bâtiment du Conseil municipal le 29 août (11 septembre) 1905, en vue de participer à l'examen de la question des élections à la Douma d'Etat. Sur l'ordre des autorités, la police et les cosaques investirent l'édifice et, faisant irruption dans la salle où se déroulait la réunion, ouvrirent le feu et chargèrent les ouvriers, parmi lesquels on compta soixante tués et près de trois cents blessés.

Des grèves et des démonstrations politiques de protestations contre les atrocités du tsarisme se déclenchèrent dans toute la Transcaucasie : à Tiflis, Koutaïs, Soukhoum et autres villes. Le Comité de Tiflis du P.O.S.D.R. imprima des tracts appelant à l'insurrection armée contre l'autocratie tsariste. Le *Prolétari* publia dans son n° 18 du 13 (36) septembre 1905 à propos des événements de Tiflis un bulletin spécial du Comité uni du Caucase. — P. 349.

118. « *Vorwärts* » [En avant], organe central de la social-démocratie allemande. Publié à partir de 1876 sous la rédaction de W.

Liebknecht et autres. F. Engels a lutté dans ses pages contre toutes les manifestations possibles de l'opportunisme. A partir de 1895, c'est-à-dire après la mort d'Engels, *Vorwärts* publia systématiquement les articles des opportunistes qui régnaient en maîtres dans la social-démocratie allemande et la IIe Internationale. — P. 362.

119. « *Social-Démocrate* », journal menchevique publié à Genève d'octobre 1904 à octobre 1905. — P. 382.

120. L'article de M. Borissov fut publié dans le *Prolétart* avec une «Note de la Rédaction » de Lénine et reproduit ensuite dans le journal bolchevique *Novaïa Jizn* (n° 7, 8 novembre 1905) de Saint-Pétersbourg.

L'article notait l'aspiration des ouvriers à se regrouper en syndicats et les tentatives qui avaient déjà eu lieu d'en organiser. Par suite, le Parti social-démocrate, détachement d'avant-garde de la classe ouvrière, dont les mots d'ordre devaient entraîner des millions de prolétaires, avait pour tâche de concourir à l'organisation de syndicats, de diriger leur activité, de mener parmi leurs militants une propagande social-démocrate, d'inculquer aux ouvriers le sens de la lutte de classe et des tâches socialistes du prolétariat.

Lénine attachait une grande importance aux questions touchant le rôle de direction à exercer par le Parti vis-à-vis du mouvement syndical en développement. Quelques jours avant la publication de cet article, il écrivait à Goussev le 30 septembre (13 octobre) : « Il importe pour la social-démocratie russe de trouver dès le début la note juste pour les syndicats, d'ériger du premier coup en tradition l'initiative social-démocrate sur ce point, la participation social-démocrate, la direction social-démocrate. » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 34, p. 372). — P. 386.

121. Il s'agit du journal bourgeois libéral *Rouss* [La Russie] publié avec des interruptions à Saint-Pétersbourg entre 1903 et 1908, sous les noms successifs de *Rouss*, *Molva* [la Rumeur], *Dvatsaty Vek* [20e Siècle]. — P. 391.

122. Dans son numéro 22 du 11 (24) octobre 1905, le *Prolétari* a donné une analyse détaillée du n° 3 de l'édition russe de la *Borba Proletariata*, organe de l'Union du Caucase du P.O.S.D.R. La partie de l'analyse de Lénine publiée dans le présent volume est consacrée à l'article de Staline « Réponse à « Un social-démocrate ». — P. 398.

123. Le *Prolétari* publiait dans son n° 19 du 20 septembre (3 octobre) 1905 une « Lettre ouverte aux camarades à l'étranger ». Dans cette lettre, des social-démocrates militant dans les provinces de Kazan, de Simbirsk et de Nijni-Novgorod parlaient des dures conditions du travail clandestin en Russie, du manque de cadres éprouvés par le Parti et exhortaient les jeunes à rester militer en

Russie. La lettre était accompagnée d'une note de la rédaction du *Prolétari* dans laquelle il était dit : « Nous publions cette déclaration des « camarades d'un trou perdu » afin de refléter dans nos colonnes leur état d'esprit et leur conception du travail du Parti. Sans partager l'opinion trop tranchée des auteurs sur la stérilité d'un « apprentissage » à l'étranger, nous considérons cependant qu'il est indispensable de rappeler plus souvent à ceux qui sont à l'étranger et au Parti tout entier l'existence des trous perdus en Russie. » On n'a pas réussi à savoir qui se cachait sous le pseudonyme « Un révolutionnaire ». — P. 402.

124. *Vassiliev*, pseudonyme du bolchevik F. Lengnik. *Schmidt*, pseudonyme du bolchevik P. Roumiantsev. Dans la période de réaction stolypinienne, Roumiantsev a quitté le Parti. — P. 403.

125. Lénine cite la poésie de N. Dobrolioubov *Dans le wagon prussien*, publiée en 1862 sous le nom de « Konrad Lilienschwager » dans le n° 8 de *Svistok* [le Sifflet], supplément à la revue *Sovrémennik* [le Contemporain]. — P. 417.

126. Dans le n° 23 du *Prolétari* (18 (31) octobre 1905) paraissait sans nom d'auteur l'article intitulé « Le mouvement ouvrier britannique et le congrès des trade-unions ». Lénine revisa la traduction de ce texte et y joignit deux notes : la première sur l'affaire de la vallée de Taff, à laquelle l'auteur fait allusion dans son article ; la deuxième pour accompagner la conclusion.— P. 428.

127. La note *Equilibre des forces* fut écrite quelques heures avant que n'arrive par télégraphe à Genève la nouvelle du manifeste impérial du 17 (30) octobre 1905. Les problèmes effleurés par Lénine dans cette note furent traités de façon détaillée dans son article « Le dénouement est proche » (voir le présent tome, pp. 464-471). —P. 429.

128. Aucune brochure de Lénine sur ce thème n'a jamais été publiée. — P. 432.

129. Il s'agit de la résolution écrite par Lénine et adoptée par le IIIe Congrès du Parti « Sur l'action politique déclarée du P.O.S.D.R. » (voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 8, pp. 376-380). — P. 434.

130. Il s'agit du Soviet des députés ouvriers de Saint-Pétersbourg, initialement comité de grève chargé de diriger au plan de la ville la grève générale politique d'octobre. Le 13 (26) octobre, les ouvriers de Pétersbourg élurent en vue de diriger la grève des représentants des usines et fabriques au Soviet des députés ouvriers. Le Soviet commença son existence organisée le 17 (30) octobre, quand fut élu son comité exécutif provisoire.

Les premiers Soviets des députés ouvriers avaient fait leur apparition avant le grand mouvement d'octobre à l'occasion d'arrêts de travail locaux. Le Soviet d'Ivanovo-Voznessensk fut organisé en mai 1905, celui de Kostroma en juillet, ceux des travailleurs de la presse, de la Régie des tabacs et d'autres professions de Moscou, en septembre. Ces premiers Soviets tendaient à sortir du cadre gréviste et à étendre leurs fonctions. La grève d'octobre et la création du Soviet de Pétersbourg stimula l'organisation de Soviets sur tout le territoire. Peu avant l'insurrection armée de décembre est constitué le Soviet des députés ouvriers de Moscou. On trouve aussi des Soviets à Kiev, Kharkov, Rostov-sur-le-Don, Odessa, Nikolaïev, Ekatérinoslav, Vladicaucase, Reval, Novorossiisk, Saratov, Tchita, Irkoutsk, Krasnoïarsk, Bakou et dans de nombreuses autres localités.

Ne tenant aucun compte de l'appareil administratif tsariste, les Soviets publiaient leurs propres décisions, arrêtés et ordonnances, introduisaient de leur propre initiative la journée de huit heures et les libertés démocratiques. Partout les bolcheviks firent partie des Soviets et, là où ils en assumèrent la direction, ceux-ci devinrent l'état-major de la mobilisation des forces révolutionnaires, le centre de préparation et de réalisation de l'insurrection armée. Ainsi, le Soviet de Moscou fut en décembre 1905 l'organe du soulèvement, les Soviets de Krasnoïarsk et de Novorossiisk s'emparèrent du pouvoir. Ce fut le Soviet de Pétersbourg qui, « comme organe du nouveau pouvoir, manifesta la plus grande faiblesse » (Lénine). Le rôle dirigeant y étant revenu aux mencheviks, il ne remplit pas son rôle essentiel : celui d'organe de l'insurrection armée et de la lutte pour le renversement de la monarchie.

Lénine donna une solution à la question des Soviets sur le plan de la théorie. Il considérait les Soviets comme des organisations politiques de masse de la classe ouvrière, comme les organes de l'insurrection, comme les germes du nouveau pouvoir révolutionnaire.

Le point de vue de Lénine et des bolcheviks sur le rôle et la portée des Soviets des députés ouvriers différait radicalement de celui des mencheviks. Ces derniers minimisaient le rôle des Soviets, dans lesquels ils voyaient seulement des organes d'auto-administration locale. Concrètement, les mencheviks limitaient la tâche des Soviets à la défense des intérêts économiques des ouvriers.

Les Soviets de 1905 représentèrent une conquête de la classe ouvrière de la plus haute importance historique ; ils étaient la préfiguration du pouvoir soviétique qui s'instaura en 1917.

Sur les Soviets des députés ouvriers voir les articles suivants de Lénine : « Nos tâches et le Soviet des députés ouvriers », « Une résolution du Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers de Pétersbourg du 14 (27) novembre 1905 sur les mesures à prendre contre les lock-out », « Une provocation avortée », « Autocratie agonisante et les nouveaux organes du pouvoir populaire », « Socialisme et anarchisme », « Le parti socialiste et les

révolutionnaires sans-parti », « La victoire des cadets et les tâches du parti ouvrier ». — P. 448.

131. *Le IIe congrès de la Ligue de la social-démocratie révolutionnaire russe à l'étranger* eut lieu du 13 au 18 (26 au 31) octobre 1903 à Genève. Il avait été convoqué par les mencheviks, qui voulaient l'opposer au IIe Congrès du P.O.S.D.R. Lénine s'opposa en ces termes à sa réunion : « Un congrès de la Ligue *en ce moment* fournira tout pour la bagarre et rien *pour la cause*, c'est-à-dire pour le travail à l'étranger. » (Œuvres, Paris-Moscou, tome 34, p. 181). — P. 452.

132. L'article « Socialisme petit-bourgeois et socialisme prolétarien » fut reproduit dans le journal bolchevique *Novaïa Jizn* n° 9 (10 (23) novembre 1905). — P. 454.

133. *V.V.*, pseudonyme de V. Vorontsov, auteur de l'ouvrage *Les destinées du capitalisme en Russie. Nikolaï-on* est le pseudonyme de N. Danielson, auteur d'*Essais sur notre économie nationale après la réforme*. Vorontsov et Danielson étaient des théoriciens du populisme libéral des vingt dernières années du XIXe siècle. — P. 461.

134. Lénine fait allusion aux *Izvestia du Soviet des députés ouvriers*, organe officiel du Soviet des députés ouvriers de Saint-Pétersbourg. Les *Izvestia* parurent sous forme de bulletin du 17 (30) octobre au 14 (27) décembre 1905. Ce bulletin était tiré sans autorisation dans les imprimeries de divers journaux bourgeois. Dix numéros parurent en tout. Le onzième fut saisi par la police en cours d'impression. — P. 465.

135. Il s'agit de la *Neue Freie Presse* [la Nouvelle Presse Libre], journal bourgeois libéral publié à Vienne à partir de 1864. — P. 468.

136. Le numéro 25 du *Prolétari* du 3 (16) novembre 1905 contenait un article intitulé « Le congrès paysan » et signé V. Kalinine (pseudonyme de V. Karpinski). En revisant l'article, Lénine rédigea l'addition reproduite ici. — P. 472.

137. *Oblomov* : héros du roman du même nom de Gontcharov, velléitaire, symbole de la passivité, de la rêverie impuissante. — P. 477

138. « *Novaïa Jizn* » [la Nouvelle Vie], premier journal bolchevique légal ; parut quotidiennement du 27 octobre (9 novembre) au 3 (16) décembre 1905 à Pétersbourg. Lorsque Lénine revint d'émigration début novembre, le journal passa sous sa direction immédiate. La *Novaïa Jizn* était en pratique l'organe central du P.O.S.D.R. Parmi les plus proches collaborateurs du journal on trouvait V. Vorovski, M. Olminski, A. Lounatcharski. Gorki prenait une part active au travail du journal et lui apportait également une aide matérielle.

Dans le n° 9 de *Novaïa Jizn*, en date du 10 (23) novembre 1905, paraissait le premier article de Lénine, intitulé « Sur la réorganisation du Parti ». Plus de dix autres devaient suivre. Le tirage quotidien du journal atteignait jusqu'à quatre-vingt mille exemplaires.

La *Novaïa Jizn* eut à subir de nombreuses vexations. Sur vingt-sept numéros, quinze furent saisis et détruits. Après la parution du n° 27 (2 (15) décembre), le journal fut frappé d'interdiction. Le vingt-huitième et dernier numéro parut illégalement. — P. 480.

139. *Le soulèvement des matelots et des soldats de Kronstadt* commença le 26 octobre (8 novembre) 1905. Leurs revendications étaient les suivantes : convocation d'une Assemblée constituante sur la base du suffrage universel, instauration d'une république démocratique, liberté de parole, de réunion, d'association, amélioration de la condition des matelots et des soldats. Le 28 octobre (10 novembre) l'insurrection de Kronstadt fut écrasée. — P. 482.

LA VIE ET L'ŒUVRE DE V. LÉNINE

CHRONOLOGIE

(juin—novembre 1905)

1905

Juin-juillet	V. Lénine écrit son livre *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique.*
28 juin (11 juillet)	Dans une lettre au Comité central du P.O.S.D.R., Lénine propose de renforcer la direction politique des organisations du Parti en éditant régulièrement des tracts et des bulletins en provenance du C. C.
29 juin (12 juillet)	Lénine écrit une lettre au Comité central à propos des conditions dans lesquelles G. Plékhanov a été nommé représentant du P.O.S.D.R. auprès du Bureau Socialiste International.
11 (24) juillet	Dans une lettre au Bureau Socialiste International Lénine dénonce les activités scissionnistes des mencheviks.
13 (26) juillet	Dans le n° 9 du *Prolétari* paraissent les articles de Lénine intitulés « La révolution instruit » et « Hargneuse impuissance ».
Après le 13 (26) juillet	Lénine écrit la préface à *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique.*
15 (28) juillet	Dans une lettre au Comité central Lénine conseille d'annuler la décision du C.C. portant nomination de Plékhanov au poste de représentant du P.O.S.D.R. au Bureau Socialiste International.
20 juillet (2 août)	L'article de Lénine « Le prolétariat combat, la bourgeoisie se faufile au pouvoir » est publié comme éditorial dans le n° 10 du *Prolétari.*
27 juillet (9 août)	Le n° 11 du *Prolétari* annonce la parution de l'ouvrage de Lénine *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique.*

Juillet — Lénine écrit une préface à la brochure *Les ouvriers et la scission du Parti.*

Juillet-août — Lénine corrige la traduction russe de la brochure de K. Marx *La guerre civile en France*, en vue d'une seconde édition parue en 1905 à Odessa aux éditions « Bourévestnik » [le Pétrel].

1er (14) août — Dans une lettre au Comité central du P.O.S.D.R., Lénine critique la position conciliatrice de certains membres du C.C. en Russie (Bogdanov, Krassine, etc.) et exige que le problème de la réunification avec la fraction détachée du P.O.S.D.R. (les mencheviks) ne reçoive de solution qu'en parfaite conformité avec les décisions du IIIe Congrès du Parti.

8 (16) août — L'article de Lénine « Le boycottage de la Douma de Boulyguine et l'insurrection » est publié en éditorial dans le n° 12 du *Prolétari.*

9 (22) août — Le n° 13 du *Prolétari* publie l'article de Lénine intitulé « Réponse de la rédaction du *Prolétari* aux questions du camarade « Ouvrier » et une note à l'article de M. Pokrovski « Les intellectuels professionnels et les social-démocrates ».

16 (29) août — Le n° 14 du *Prolétari* publie les articles de Lénine intitulés « Union du tsar avec le peuple et du peuple avec le tsar » (éditorial), « Les Cent-Noirs et l'organisation de l'insurrection », « Les membres « libéraux » des zemstvos font-ils déjà marche arrière ? », ainsi qu'une postface de la rédaction à l'article « Le troisième Congrès jugé par les mencheviks caucasiens » repris du n° 1 du journal *Borba Proletariata.*

Août — Lénine écrit une préface à la troisième édition de la brochure *Les tâches des social-démocrates russes.*

Lénine établit le plan de la brochure *La classe ouvrière et la révolution.*

Parution de la brochure de Lénine intitulée *La question agraire et les « critiques de Marx »* (réédition des quatre premiers chapitres).

23 août (5 septembre) — Le n° 15 du *Prolétari* publie les articles suivants de Lénine : « A la remorque de la bourgeoisie monarchiste ou à la tête du prolétariat révolutionnaire et des paysans ? » (éditorial), « L'exposé le plus clair du plan le plus confus » et « L'informa-

tion de la social-démocratie internationale sur les affaires de notre parti ».

25 août (7 septembre) — Dans une lettre aux membres du Comité central du P.O.S.D.R. en Russie Lénine proteste contre leur position conciliatrice en matière de tactique et insiste avec force sur la nécessité d'informer en temps voulu l'organe central (le *Prolétari*) sur les activités du C.C.

1er (14) septembre — Le n° 16 du *Prolétari* publie les articles de Lénine suivants : « L'attitude de la social-démocratie à l'égard du mouvement paysan » (éditorial), « Que veulent et que craignent nos bourgeois libéraux ? » et « La théorie de la génération spontanée ».

Dans une lettre à P. Krassikov Lénine donne des instructions sur le renforcement des comités locaux du P.O.S.D.R. et souligne la nécessité d'instituer des liens plus étroits et concrets entre le comité de Saint-Pétersbourg et la rédaction du *Prolétari*.

2 (15) septembre — Dans une lettre au Comité central Lénine demande encore une fois avec insistance à être informé en temps voulu sur les activités du C.C. en Russie.

3 (16) septembre — Dans une lettre au Bureau Socialiste International Lénine annonce que le Comité central du P.O.S.D.R est d'accord pour convoquer la conférence proposée par le B.S.I. afin de régler les dissensions surgies au sein du P.O.S.D.R.

7 (20) septembre — Dans une lettre à S. Goussev Lénine souligne qu'il est indispensable que les membres du Parti militant en Russie s'adressent à la rédaction du *Prolétari* pour les questions concernant la tactique bolchevique et sa mise en application.

Après le 10 (23) septembre — Lénine fait un exposé sur la tactique du Parti vis-à-vis de la Douma de Boulyguine à l'intention des émigrés russes en Suisse.

13 (26) septembre — Le n° 18 du *Prolétari* publie les articles suivants de Lénine : « Rencontre d'amis » (éditorial), « Discutez la tactique, mais donnez des mots d'ordre clairs ! », « Comment on joue au parlementarisme », « De la défensive à l'offensive », « A propos d'un fait d'actualité », ainsi qu'une addition à l'article de V. Vorovski « Les associations libérales et la social-démocratie ».

Mi-septembre — Le n° 2 du *Rabotchi*, organe populaire du C.C. du P.O.S.D.R., publie l'appel de Lénine « Lettre de la rédaction de l'organe central du P.O.S.D.R. » à toutes les organisations du Parti.

20 septembre (3 octobre) — L'article de Lénine « Le congrès des zemstvos » est publié dans le numéro 19 du *Prolétari*.

Lénine écrit deux lettres au Comité central du P.O.S.D.R. dans lesquelles il donne des instructions pour la préparation du IVe Congrès du P.O.S.D.R. et souligne l'importance des publications politiques dans l'orientation du travail du Parti.

25 septembre (8 octobre) — Dans une lettre au Comité central Lénine communique la décision de la conférence menchevique de Russie du Sud qui fait de Plékhanov le représentant des mencheviks au Bureau Socialiste International ; Lénine propose de son côté de nommer V. Vorovski représentant des bolcheviks auprès du B.S.I.

Avant le 27 septembre (10 octobre) — Lénine rédige les articles : « Pas de mystifications ! Notre force est dans la vérité! », « Le congrès du Parti ouvrier social-démocrate allemand à Iéna ».

27 septembre (10 octobre) — Le n° 20 du *Prolétari* publie les articles suivants de Lénine : « Le socialisme et les paysans » (éditorial), « Bourgeoisie rassasiée et bourgeoisie affamée », « Les propriétaires fonciers et le boycottage de la Douma », « Sur le rétablissement de l'unité du Parti », « Une réponse acerbe », « La nouvelle conférence menchevique » et « La représentation du P.O.S.D.R. au Bureau Socialiste International ».

Lénine écrit son article « Journées sanglantes à Moscou ».

30 septembre (13 octobre) — Dans une lettre à S. Goussev Lénine insiste sur la nécessité de renforcer l'influence du Parti sur les syndicats.

Fin septembre — Lénine esquisse son article « Bourgeoisie endormie et bourgeoisie réveillée ».

Septembre-octobre — Le livre de Lénine *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* fait l'objet de rééditions illégales en Russie par le Comité central et par le comité de Moscou du P.O.S.D.R.

La brochure de Lénine *Aux paysans pauvres* est rééditée illégalement par le comité de Moscou du P.O.S.D.R. et légalement aux éditions « Molot » de Saint-Pétersbourg sous le titre *Les besoins de la campagne. (Aux paysans pauvres).*

Début octobre — Lénine écrit une note dirigée contre A. Potressov (Starover) et intitulée « Une mignonne social-démocrate ».

3 (16) octobre — Dans une lettre au Comité de combat près le comité de Saint-Pétersbourg du P.O.S.D.R. Lénine donne des instructions pour la création de groupes de combat et de détachements de l'armée révolutionnaire en vue de l'insurrection armée.

4 (17) octobre — Le n° 21 du *Prolétari* publie les articles suivants de Lénine : « Grève politique et combats de rues à Moscou » (éditorial) et « Le dernier mot de la tactique de l'*Iskra* ou la comédie des élections comme un stimulant de plus à l'insurrection ».

Entre le 4 et le 11 (le 17 et le 24) octobre — Première publication des projets de décisions du IIIe Congrès dus à la plume de Lénine, ainsi que des rapports présentés et des discours prononcés à cette occasion. Tous ces textes sont réunis dans l'ouvrage intitulé *Troisième Congrès ordinaire du Parti Ouvrier Soc.-Dém. de Russie. Texte complet des procès-verbaux.* Editions du Comité central du P.O.S.D.R. Genève 1905.

7 (20) octobre — Lénine rédige les statuts de la commission économique du Comité central du P.O.S.D.R.

11 (24) octobre — Le n° 22 du *Prolétari* publie l'article de Lénine « La leçon des événements de Moscou », sa note « La jeunesse vivant à l'étranger et la révolution russe », ainsi que son compte rendu de l'article « Réponse à « Un social-démocrate » publié dans le n° 3 (en russe) du journal *Borba Proletariata.*

12 (25) octobre — Dans une lettre au Comité central, Lénine annonce qu'il a reçu communication de sa nomination comme représentant du P.O.S.D.R. auprès du Bureau Socialiste International.

13 (26) octobre — Lénine écrit son article « Grève générale politique en Russie ». Cet article est publié comme éditorial dans le n° 23 du *Prolétari* (18 (31) octobre).

Lénine écrit une lettre à Saint-Pétersbourg (à M. Essen) sur la nécessité de renforcer la prépara-

tion de l'insurrection armée et d'organiser des centaines et des milliers de détachements de combat.

4 (27) octobre — Dans une lettre au Bureau Socialiste International Lénine annonce que les représentants du Comité central du P.O.S.D.R. à la conférence proposée par le B.S.I. seront V. Lénine, F. Lengnik et P. Roumiantsev.

Seconde moitié d'octobre — Lénine écrit ses articles « Les objectifs des détachements de l'armée révolutionnaire » et « Ce que les libéraux espèrent de la Douma ».

Lénine élabore le plan d'une brochure consacrée à la critique de l'ouvrage de P. Axelrod *La Douma populaire et le Congrès ouvrier* (1905).

17 (30) octobre — Lénine écrit le résumé de l'article « Equilibre des forces ».

18 (31) octobre — Le n° 23 du *Prolétari* publie les articles suivants de Lénine : « Premier bilan du regroupement politique », « Hystérie de vaincus », « L'ultimatum de Riga révolutionnaire », « Les plans d'un ministre-clown » et « La situation s'aggrave en Russie ».

19 octobre (1er novembre) — Lénine écrit son article « Première victoire de la révolution » à l'occasion du Manifeste du 17 octobre. Cet article est publié comme éditorial dans le n° 24 du 7 novembre (25 octobre) du *Prolétari*.

20 octobre (2 novembre) — Lénine fait à Genève un exposé sur les derniers événements politiques de Russie devant une assemblée de social-démocrates russes.

25 octobre (7 novembre) — Le n° 24 du *Prolétari* publie les articles de Lénine « Socialisme petit-bourgeois et socialisme prolétarien » et « Nicolas Ernestovitch Bauman » (nécrologie).

Fin octobre — Lénine quitte Genève pour rejoindre la Russie via Stockholm.

2 (15) novembre — Lénine écrit son article « Entre deux combats », publié ensuite comme éditorial dans le n° 26 du *Prolétari* en date du 12 (25) novembre.

3 (16) novembre — Le n° 25 du *Prolétari* publie en éditorial l'article de Lénine intitulé « Le dénouement est proche ».

TABLE DES MATIÈRES

Préface 7

1905

DEUX TACTIQUES DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DANS LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE 9

Préface 11

1. Une question politique urgente 15
2. Que nous apporte la résolution du III[e] Congrès du P.O.S.D.R. sur le gouvernement révolutionnaire provisoire ? 19
3. Qu'est-ce que la « victoire décisive de la révolution sur le tsarisme » ? 26
4. Liquidation de la monarchie et république 33
5. Comment « faire progresser la révolution » ? 39
6. D'où vient pour le prolétariat le danger d'avoir les mains liées dans la lutte contre la bourgeoisie inconséquente ? 42
7. La tactique de l'« élimination des conservateurs du sein du gouvernement » 57
8. L'idéologie de l'*Oswobojdénié* et celle de la nouvelle *Iskra* 61
9. Qu'est-ce qu'un parti d'extrême opposition pendant la révolution ? 70
10. Les « Communes révolutionnaires » et la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie 74
11. Comparaison rapide entre certaines résolutions du III[e] Congrès du P.O.S.D.R. et de la « conférence » . . 84
12. La révolution démocratique perdra-t-elle de son envergure si la bourgeoisie s'en détourne ? 89

13. Conclusion. Oserons-nous vaincre ? 101
Postface. Encore une fois l'idéologie de l'*Osvobojdénié*, encore une fois l'idéologie de la nouvelle *Iskra* . . . 113
I. Ce que les réalistes libéraux bourgeois louent chez les « réalistes » social-démocrates 113
II. Nouvel « approfondissement » de la question par le camarade Martynov 120
III. La représentation bourgeoise vulgaire de la dictature et la conception de Marx 129
CONCLUSION DE L'ARTICLE « LA COMMUNE DE PARIS ET LES TÂCHES DE LA DICTATURE DÉMOCRATIQUE » 140
AU SECRÉTARIAT DU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL À BRUXELLES 141
LA RÉVOLUTION INSTRUIT 146
HARGNEUSE IMPUISSANCE 157
VERSION PRIMITIVE DE LA PRÉFACE DE LA BROCHURE *LES OUVRIERS ET LA SCISSION DU PARTI* 162
PRÉFACE À LA BROCHURE *LES OUVRIERS ET LA SCISSION DU PARTI* 164
LE PROLÉTARIAT COMBAT, LA BOURGEOISIE SE FAUFILE AU POUVOIR 171
LE BOYCOTTAGE DE LA DOUMA DE BOULYGUINE ET L'INSURRECTION 181
NOTE SUR LA RÉSOLUTION DE LA CONFÉRENCE DES ORGANISATIONS DU P.O.S.D.R. À L'ÉTRANGER 190
NOTE SUR L'ARTICLE DE M. POKROVSKI « LES PROFESSIONS INTELLECTUELLES ET LES SOCIAL-DÉMOCRATES » 191
RÉPONSE DE LA RÉDACTION DU *PROLÉTARI* AUX QUESTIONS DU CAMARADE « OUVRIER » 193
« UNION DU TSAR AVEC LE PEUPLE ET DU PEUPLE AVEC LE TSAR » 195
LES CENT-NOIRS ET L'ORGANISATION DE L'INSURRECTION . . . 205
POSTFACE DE LA RÉDACTION À L'ARTICLE « LE III^e CONGRÈS JUGÉ PAR LES MENCHEVIKS CAUCASIENS » 210
LES MEMBRES « LIBÉRAUX » DES ZEMSTVOS FONT-ILS DÉJÀ MARCHE ARRIÈRE ? 211
LA CLASSE OUVRIÈRE ET LA RÉVOLUTION 212
PRÉFACE À LA TROISIÈME ÉDITION DE LA BROCHURE *LES TÂCHES DES SOCIAL-DÉMOCRATES RUSSES* 214

NOTE SUR LA BROCHURE DE P. NIKOLAIEV *LA RÉVOLUTION EN RUSSIE* 216

À LA REMORQUE DE LA BOURGEOISIE MONARCHISTE OU À LA TÊTE DU PROLÉTARIAT RÉVOLUTIONNAIRE ET DES PAYSANS ? 217

L'EXPOSÉ LE PLUS CLAIR DU PLAN LE PLUS CONFUS 230

L'INFORMATION DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE INTERNATIONALE SUR LES AFFAIRES DE NOTRE PARTI 233

NOTE SUR L'ARTICLE « LES FINANCES DE LA RUSSIE ET LA RÉVOLUTION » 235

L'ATTITUDE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE À L'ÉGARD DU MOUVEMENT PAYSAN 237

QUE VEULENT ET QUE CRAIGNENT NOS BOURGEOIS LIBÉRAUX ? 247

LA THÉORIE DE LA GÉNÉRATION SPONTANÉE 253

LETTRE AU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL 259

RENCONTRE D'AMIS 260

DISCUTEZ LA TACTIQUE, MAIS DONNEZ DES MOTS D'ORDRE CLAIRS ! 269

Quels conseils donnent les social-démocrates au prolétariat au sujet de la Douma 270

COMMENT ON JOUE AU PARLEMENTARISME 272

LES ASSOCIATIONS LIBÉRALES ET LA SOCIAL-DÉMOCRATIE . . . 289

DE LA DÉFENSIVE À L'OFFENSIVE 291

À PROPOS D'UN FAIT D'ACTUALITÉ 295

LETTRE DE LA RÉDACTION DE L'ORGANE CENTRAL DU P.O.S.D.R. 297

LE CONGRÈS DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE ALLEMAND À IÉNA 299

PAS DE MYSTIFICATIONS ! NOTRE FORCE EST DANS LA VÉRITÉ ! *(LETTRE À LA RÉDACTION.)* 304

AU SUJET DE L'« ORGANISATION OUVRIÈRE SOCIAL-DÉMOCRATE D'ARMÉNIE » 309

LE CONGRÈS DES ZEMSTVOS 310

LE SOCIALISME ET LES PAYSANS 317

BOURGEOISIE RASSASIÉE ET BOURGEOISIE AFFAMÉE 327

LES PROPRIÉTAIRES FONCIERS ET LE BOYCOTTAGE DE LA DOUMA 334

SUR LE RÉTABLISSEMENT DE L'UNITÉ DU PARTI 338

UNE RÉPONSE ACERBE 340

LA NOUVELLE CONFÉRENCE MENCHEVIQUE 342

LA REPRÉSENTATION DU P.O.S.D.R. AU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL 344

NOS ENTRETIENS AVEC LES LECTEURS 347

JOURNÉES SANGLANTES À MOSCOU 348

BOURGEOISIE ENDORMIE ET BOURGEOISIE RÉVEILLÉE (*Sujet d'article*) 354

LETTRE AU COMITÉ DE COMBAT PRÈS LE COMITÉ DE SAINT-PÉTERSBOURG 356

GRÈVE POLITIQUE ET COMBATS DE RUES À MOSCOU 359

LE DERNIER MOT DE LA TACTIQUE DE *L'ISKRA* OU LA COMÉDIE DES ÉLECTIONS COMME UN STIMULANT DE PLUS À L'INSURRECTION 368

NOTE FAISANT SUITE À L'ARTICLE DE M. BORISSOV: « LE MOUVEMENT SYNDICAL ET LES TÂCHES DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE » 386

SUR LA MORT DE TROUBETSKOÏ 387

LA LEÇON DES ÉVÉNEMENTS DE MOSCOU 388

LA *BORBA PROLÉTARIATA* 398

LES JEUNES VIVANT À L'ÉTRANGER ET LA RÉVOLUTION RUSSE 402

LETTRE AU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL 403

LA GRÈVE GÉNÉRALE POLITIQUE EN RUSSIE 405

UN PREMIER BILAN DES REGROUPEMENTS POLITIQUES 409

HYSTÉRIE DE VAINCUS 418

L'ULTIMATUM DE RIGA RÉVOLUTIONNAIRE 421

LES PLANS D'UN MINISTRE-CLOWN 423

LA SITUATION S'AGGRAVE EN RUSSIE 425

NOTES SUR L'ARTICLE « LE MOUVEMENT OUVRIER BRITANNIQUE ET LE CONGRÈS DES TRADE-UNIONS » 428

ÉQUILIBRE DES FORCES 429

UNE MIGNONNE SOCIAL-DÉMOCRATE 431

À PROPOS DE LA BROCHURE DE P. AXELROD *DOUMA DU PEUPLE ET CONGRÈS OUVRIER (Plan de la brochure)* . . . 432

LES OBJECTIFS DES DÉTACHEMENTS DE L'ARMÉE RÉVOLUTIONNAIRE 436

CE QUE LES LIBÉRAUX ESPÈRENT DE LA DOUMA 441

LA PREMIÈRE VICTOIRE DE LA RÉVOLUTION 443

DERNIÈRES NOUVELLES 451

NICOLAS ERNESTOVITCH BAUMAN 452

SOCIALISME PETIT-BOURGEOIS ET SOCIALISME PROLÉTARIEN . 454

LE DÉNOUEMENT EST PROCHE 464

ADDITION À L'ARTICLE DE V. KALININE « LE CONGRÈS PAYSAN » 472

ENTRE DEUX COMBATS 474

Notes 485

La vie et l'œuvre de V. Lénine 513

ILLUSTRATIONS

Couverture de la brochure de Lénine *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique. 1905* 10—11

157e page du manuscrit de Lénine *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique.* 1905. . 99

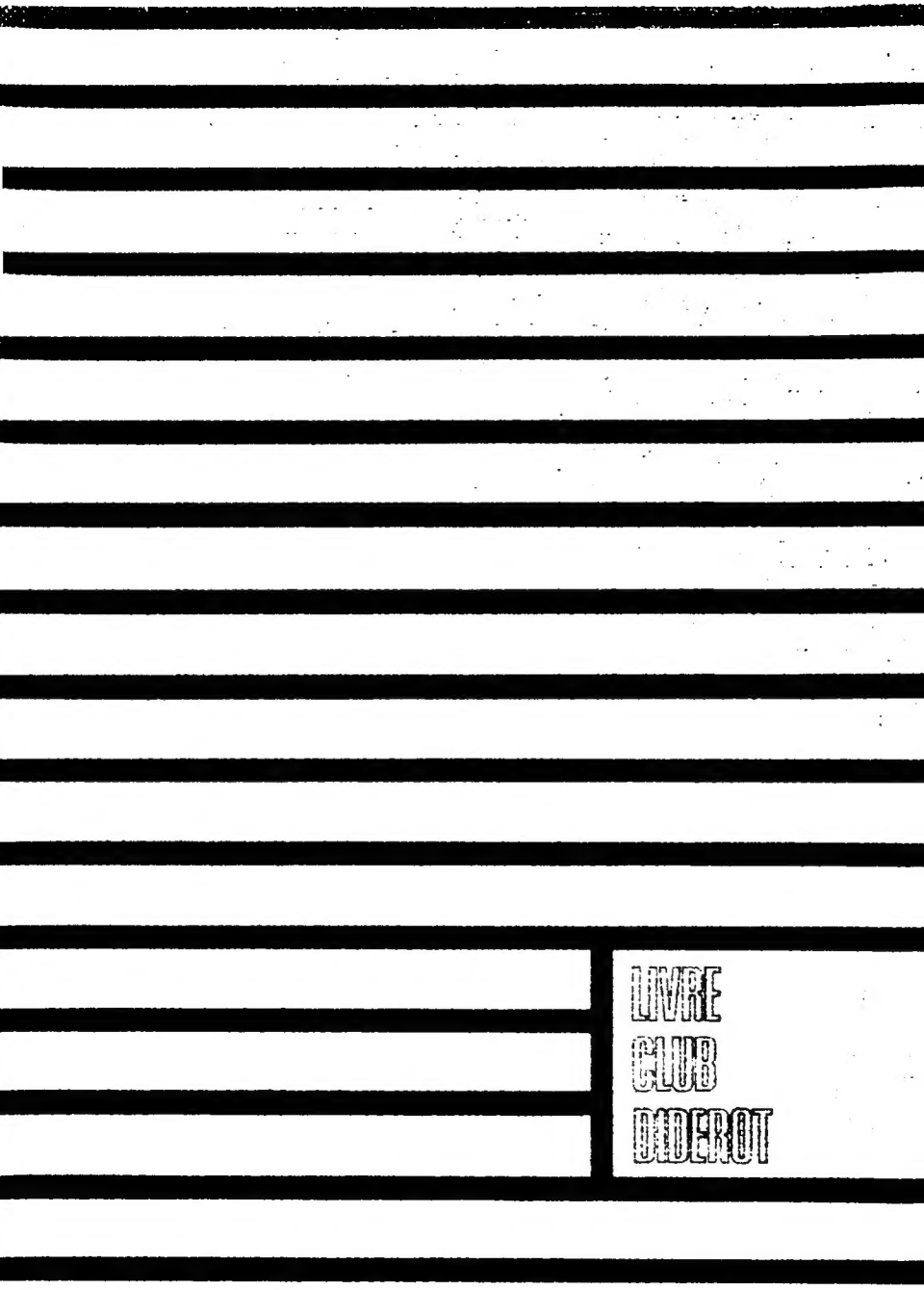
Première page du manuscrit de Lénine *Le socialisme et les paysans* . . . . . 316—317

Première page du journal *Borba Prolétariata* n° 2 avec l'article de Lénine « Les objectifs démocratiques du prolétariat révolutionnaire ». 1905 399

CE VOLUME A ÉTÉ TRADUIT, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE ROGER GARAUDY, PAR NIKITA SIBÉROFF ET ROBERT GIRAUD.

Achevé d'imprimer en septembre 1966 par les Editions du Progrès, Moscou

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou


LIVRE
CLUB
DIDEROT